

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCIII

1929-1930

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2101. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Accord entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de Curaçao, relatif à l'échange de colis contre remboursement, complétant l'Accord sur l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 28 février et à Willemstad (Curaçao), le 4 mai 1929	9
N° 2102. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Accord relatif à la délimitation de certaines portions de la frontière entre le Sénégal et la Gambie. Signé à Londres, le 6 mai 1929... ..	27
N° 2103. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Egypte :	
Echange de notes relatif à l'utilisation des eaux du Nil pour les besoins de l'irrigation. Le Caire, le 7 mai 1929	43
N° 2104. — Allemagne et Nicaragua :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression des visas des passeports. Managua, le 21 février, et Guatémala, le 30 mars 1928	123
N° 2105. — Pays-Bas et Siam :	
Traité de règlement judiciaire et de conciliation. Signé à La Haye, le 27 octobre 1928... ..	131
N° 2106. — Autriche et Estonie :	
Convention consulaire, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 15 octobre 1926	137
N° 2107. — Belgique et Grand-Duché de Luxembourg :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange des communications concernant les cas de maladies contagieuses dans la région frontière belgo-luxembourgeoise. Luxembourg, les 23 et 26 avril 1928... ..	152

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCIII

1929-1930

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 2101. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Curaçao, for the Exchange of Parcels subject to Trade Charges, Additional to the Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, February 28, and at Willemstad (Curaçao), May 4, 1929	9
No. 2102. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement respecting the Delimitation of certain Portions of the Boundary between Senegal and Gambia. Signed at London, May 6, 1929	27
No. 2103. — Great Britain and Northern Ireland and Egypt :	
Exchange of Notes in regard to the Use of the Waters of the River Nile for Irrigation Purposes. Cairo, May 7, 1929	43
No. 2104. — Germany and Nicaragua :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas. Managua, February 21, and Guatemala, March 30, 1928	123
No. 2105. -- The Netherlands and Siam :	
Treaty of Judicial Settlement and Conciliation. Signed at The Hague, October 27, 1928	131
No. 2106. — Austria and Estonia	
Consular Convention, with Additional Protocol. Signed at Vienna, October 15, 1926 ...	137
No. 2107. --- Belgium and Grand Duchy of Luxemburg :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to the Exchange of Communications concerning Cases of contagious Diseases in the Belgo-Luxemburg Frontier Region. Luxemburg, April 23 and 26, 1928... ..	159

	Pages
N° 2108. — Allemagne et Italie :	
Accord pour la remise en vigueur de certaines conventions de droit international privé conclues à La Haye. Signé à Rome, le 23 mars 1928... ..	165
N° 2109. — Chine et Italie :	
Traité préliminaire d'amitié et de commerce, signé à Nankin, le 27 novembre 1928, avec échange de notes de la même date et déclarations y relatives... ..	173
N° 2110. — Allemagne et Norvège :	
Convention concernant la navigation aérienne. Signée à Berlin, le 23 janvier 1929	197
N° 2111. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Echange de notes relatif au visa des passeports des ressortissants des deux pays. Oslo, les 10 mai et 23 juillet 1929... ..	223
N° 2112. — Autriche et Uruguay :	
Echange de notes comportant un Accord relatif à l'abolition réciproque des visas des passeports. Vienne, les 24 et 25 mai 1929... ..	229
N° 2113. — Allemagne et Tchécoslovaquie :	
Traité relatif à la frontière de l'Oder, avec protocole final. Signé à Prague, le 22 mars 1928... ..	235
N° 2114. — Allemagne et Portugal :	
Accord concernant la reconnaissance réciproque des lois et règlements pour la sécurité de la navigation maritime. Signé à Lisbonne, le 8 avril 1929... ..	253
N° 2115. — France et Lettonie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Riga le 29 octobre 1924	265
N° 2116. — Pays-Bas et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signée à Angora, le 25 juillet 1928	279
N° 2117. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité de conciliation. Signé à Washington, le 21 janvier 1929... ..	301
N° 2118. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 21 janvier 1929	307
N° 2119. — Italie et Pologne :	
Accord relatif au règlement de la Dette contractée par la Pologne auprès du Gouvernement italien. Signé à Varsovie, le 18 décembre 1926... ..	313

	Pages
No. 2108. — Germany and Italy :	
Agreement regarding the putting into force again of certain Conventions of Private International Law concluded at The Hague. Signed at Rome, March 23, 1928	165
No. 2109. — China and Italy :	
Preliminary Treaty of Amity and Commerce, signed at Nanking, November 27, 1928, with Exchange of Notes of the same date and Declarations relating thereto	173
No. 2110. — Germany and Norway :	
Convention regarding Aerial Navigation. Signed at Berlin, January 23, 1929... ..	197
No. 2111. — United States of America and Norway :	
Exchange of Notes regarding Passport Visas for the Nationals of the two Countries. Oslo, May 10 and July 23, 1929	223
No. 2112. — Austria and Uruguay :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the reciprocal Abolition of Passport Visas. Vienna, May 24 and 25, 1929	229
No. 2113. — Germany and Czechoslovakia :	
Treaty regarding the Oder Frontier, with Final Protocol. Signed at Prague, March 22, 1928	235
No. 2114. — Germany and Portugal :	
Agreement regarding the reciprocal Recognition of Laws and Regulations for the Security of Maritime Navigation. Signed at Lisbon, April 8, 1929... ..	253
No. 2115. — France and Latvia :	
Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Riga, October 29, 1924	265
No. 2116. — The Netherlands and Turkey :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, July 25, 1928	279
No. 2117. — United States of America and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	301
No. 2118. — United States of America and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	307
No. 2119. — Italy and Poland :	
Agreement regarding the Settlement of the Debt contracted by Poland with the Italian Government. Signed at Warsaw, December 18, 1926... ..	313

N° 2120. — France et Italie :

Convention relative à l'établissement de lignes de navigation aérienne, et protocole y relatif.
Signés à Turin, le 10 mars 1929... .. 325

N° 2121. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :

Traité de conciliation. Signé à Washington, le 21 janvier 1929... .. 331

N° 2122. — Etats-Unis d'Amérique et Bulgarie :

Traité d'arbitrage. Signé à Washington, le 21 janvier 1929 337

N° 2123. — Belgique, Danemark, Norvège, Suède, etc. :

Acte général (règlement pacifique des différends internationaux). Genève, le
26 septembre 1928 343

N° 2124. — France et Salvador :

Accord concernant l'échange des imprimés. Signé à Paris, le 25 août 1924... .. 365

N° 2125. — Belgique et France :

Arrangement concernant l'engagement des sapeurs-pompiers. Signé à Bruxelles, le
1^{er} juillet 1929 371

N° 2126. — Belgique, France, etc. :

Accord relatif au fonctionnement des services du Haut-Commissaire de la Société des
Nations pour les réfugiés. Signé à Genève, le 30 juin 1928... .. 377

N° 2127. — Egypte et Perse :

Traité d'amitié et d'établissement, avec protocole additionnel. Signé à Téhéran, le
28 novembre 1928 381

N° 2128. — Grande-Bretagne et Danemark :

Echange de notes comportant un Accord concernant la reconnaissance des certificats de
navigation, délivrés respectivement par le Gouvernement danois et par le Gouver-
nement de Hongkong pour les navires à passagers. Copenhague, les 9 mai, 1^{er} août
et 12 décembre 1928, et 15 avril et 11 juin 1929... .. 401

N° 2129. — Allemagne et Pays-Bas :

Arrangement provisoire concernant la navigation aérienne, signé à La Haye, le 24 juillet
1922, avec protocole additionnel, signé à La Haye, le 17 août 1928 409

N° 2130. — France et Panama :

Accord concernant le tarif des imprimés. Signé à Panama, le 15 août 1924... .. 425

N° 2131. — Belgique et Pays-Bas :

Convention sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, ainsi que sur l'autorité et
l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques,
avec protocole additionnel. Signés à Bruxelles, le 28 mars 1925 431

	Pages
No. 2120. — France and Italy :	
Convention regarding the Establishment of Lines of Aerial Navigation and Protocol relating thereto. Signed at Turin, March 10, 1929... ..	325
No. 2121. — United States of America and Bulgaria :	
Treaty of Conciliation. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	331
No. 2122. — United States of America and Bulgaria :	
Treaty of Arbitration. Signed at Washington, January 21, 1929... ..	337
No. 2123. — Belgium, Denmark, Norway, Sweden, etc. :	
General Act (Pacific Settlement of International Disputes). Geneva, September 26, 1928	343
No. 2124. — France and Salvador :	
Agreement regarding the Exchange of Printed Matter. Signed at Paris, August 25, 1924	365
No. 2125. — Belgium and France :	
Agreement regarding the Engagement of Firemen. Signed at Brussels, July 1, 1929 ...	371
No. 2126. — Belgium, France, etc. :	
Agreement concerning the Functions of the Representatives of the League of Nations' High Commissioner for Refugees. Signed at Geneva, June 30, 1928... ..	377
No. 2127. — Egypt and Persia :	
Treaty of Friendship and Establishment, with Additional Protocol. Signed at Teheran, November 28, 1928... ..	381
No. 2128. — Great Britain and Denmark :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Recognition of Passenger Steamer Certificates issued by the Danish Government and by the Hongkong Government, respectively. Copenhagen, May 9, August 1st and December 12, 1928, and April 15 and June 11, 1929... ..	401
No. 2129. — Germany and the Netherlands :	
Provisional Agreement regarding Air Navigation, signed at The Hague, July 24, 1922, with Additional Protocol, signed at The Hague, August 17, 1928... ..	409
No. 2130. — France and Panama :	
Agreement regarding the Tariff for Printed Matter. Signed at Panama, August 15, 1924	425
No. 2131. — Belgium and the Netherlands :	
Convention concerning Territorial Jurisdiction, Bankruptcy and the Authority and Execution of Judgments, Arbitral Awards, and Notarial Acts, with Additional Protocol. Signed at Brussels, March 28, 1925... ..	431

N° 2101.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Accord entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et l'Administration des Postes de Curaçao, relatif à l'échange des colis contre remboursement, complétant l'Accord sur l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 28 février, et à Willemstad (Curaçao), le 4 mai 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Curaçao, for the Exchange of Parcels subject to Trade Charges, additional to the Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, February 28, and at Willemstad (Curaçao), May 4, 1929.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

No. 2101. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF CURAÇAO FOR THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES, ADDITIONAL TO THE AGREEMENT FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 28, AND AT WILLEMSTAD (IN CURAÇAO), MAY 4, 1929.

Nº 2101. — OVEREENKOMST TUSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN CURAÇAO EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK VAN GROOT BRITANNIË EN NOORDELYK IERLAND BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN PAKKETTEN BELAST MET VERREKENING TOEGEVOEGD AAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN. GETEEKEND TE LONDEN DEN 28 FEBRUARI EN TE WILLEMSTAD OP CURAÇAO, DEN 4 MEI 1929.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1929.

English and Dutch official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great-Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

Article 1.

In this Agreement and in the Detailed Regulations appended thereto the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Artikel 1.

Met het Vereenigde Koninkrijk wordt in deze Overeenkomst en in de daarop betrekking hebbende Bijzondere Bepalingen verstaan Groot Britannië en Noordelijk Ierland, de eilanden in het Kanaal en het eiland Man.

Article 2.

Between the United Kingdom and Curacao there shall be a regular exchange of parcels subject to the collection of Trade Charges.

Artikel 2.

Tusschen Curaçao en het Vereenigde Koninkrijk zal een geregelde uitwisseling van verrekennpakketten plaats hebben.

Article 3.

1. The maximum amount of a Trade Charge in the case of parcels for delivery in the United Kingdom shall be fixed at £40 per parcel, and, in the case of parcels for delivery in Curacao, at fl. 480 per parcel.

2. In calculating the amount of a Trade Charge, fractions of a penny or of a cent shall be ignored.

Article 4.

1. Each of the two contracting Postal Administrations shall have the power to fix the special fee to be levied in its own country from the sender of a parcel subject to a Trade Charge. This fee shall not exceed :

(a) 2 ½ *d.* for each £1 or fraction of £1 to be collected, in the case of parcels posted in the United Kingdom.

(b) 10 cents for each fl. 10 or fraction of fl. 10 to be collected, in the case of parcels posted in Curacao.

2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph, as well as any alteration subsequently made in it.

3. This fee shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations.

Article 5.

1. In addition to the special fee fixed by the preceding Article, the Postal Administration of the country in which a parcel subject to a Trade Charge is posted may collect a posting fee from the sender, and the Postal Administration of the country of destination of a parcel subject to a Trade Charge may collect a delivery fee from the addressee.

2. The posting fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel posted in the United Kingdom, 2*d.* per parcel.

(b) In the case of a parcel posted in Curacao, 15 cents per parcel.

Artikel 3.

1. Het maximum bedrag van verrekening voor pakketten ter uitreiking in het Vereenigde Koninkrijk wordt bepaald op £40 per pakket en voor pakketten ter uitreiking in Curaçao op f. 480—per pakket.

2. By bepaling van het bedrag der verrekening zullen gedeelten van een penny of van een cent verwaarloosd worden.

Artikel 4.

1. Iedere Postadministratie is gerechtigd het bijzondere recht te bepalen, dat in haar eigen land van een afzender van een verreken-pakket geheven zal worden. Dit recht zal niet meer bedragen dan :

a) 2 ½ penny voor de invordering van elke £1 of gedeelten daarvan op pakketten in het Vereenigde Koninkrijk ter post bezorgd.

b) 10 cent voor de invordering van elke f. 10 of gedeelten daarvan op pakketten in Curaçao ter post bezorgd.

2. Iedere Administratie zal aan de andere mededeeling doen van het bijzondere recht voor haar dienst bepaald krachtens de voorafgaande paragraaf, alsmede van opvolgende wijzigingen daarin aangebracht.

3. Dit recht zal verdeeld worden tusschen de Postadministratiën van oorsprong en van bestemming op de wijze voorgeschreven in de Bijzondere Bepalingen.

Artikel 5.

1. Boven het bijzonder recht bepaald in het voorafgaand artikel, zal de Postadministratie van het land waar een verrekenpakket is ter post bezorgd, een verzendingsrecht van den afzender mogen heffen en zal de Postadministratie van het land van bestemming voor een verreken-pakket een recht wegens uitreiking mogen heffen van den geadresseerde.

2. Het verzendingsrecht zal niet meer mogen bedragen dan :

a) 2 pence voor een pakket, in het Vereenigde Koninkrijk ter post bezorgd.

b) 15 cent voor een pakket, in Curaçao ter post bezorgd.

3. The delivery fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel delivered in the United Kingdom, 4*d.* per parcel.

(b) In the case of a parcel delivered in Curacao, 25 cents per parcel.

4. Each of the two Postal Administrations shall communicate to the other the special fees fixed in its service by virtue of this Article, as well as any alterations subsequently made in them.

5. These fees shall be retained by the Administration which collects them.

Article 6.

The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, which shall be issued free of all charges. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be delivered shall remain at the disposal of the Postal Administration of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 7.

1. The loss of a parcel subject to a Trade Charge shall entail responsibility upon the postal service in the conditions fixed by the agreement in force between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Curacao for the exchange of parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of a parcel, the Postal Administration of the country of destination shall be responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel and the relative Despatch Note did not, when transmitted to its service, bear the indications prescribed in the Detailed Regulations for parcels subject to Trade Charges. Nevertheless, an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge shall only be entertained if made within a year of the posting of the parcel.

3. Het recht wegens uitreiking zal niet meer mogen bedragen dan :

a) 4 pence voor een pakket, in het Vereenigde Koninkrijk uitgereikt.

b) 25 cent voor een pakket, in Curaçao uitgereikt.

4. Iedere Postadministratie zal aan de andere mededeeling doen van de bijzondere rechten voor haar dienst krachtens dit artikel bepaald, alsmede van opvolgende wijzigingen daarin aangebracht.

5. Deze rechten zullen worden behouden door de Postadministratie die ze heeft ingevorderd.

Artikel 6.

De sommen van de ingevorderde verrekenbedragen zullen worden vereffend door middel van verrekenings-postwissels, die kosteloos zullen worden afgegeven. Het bedrag van een verrekenings-postwissel, dat niet is kunnen worden uitbetaald, zal ter beschikking blijven van de Postadministratie van het land van oorsprong van het pakket, waarop het verrekenbedrag verschuldigd is.

Artikel 7.

1. Voor het verlies van een verrekenpakket draagt de Postadministratie de verantwoordelijkheid op de voorwaarden vastgesteld in de Overeenkomst van kracht tusschen de Postadministratie van het Vereenigde Koninkrijk van Groot Britannië en Noordelijk Ierland en de Postadministratie van Curaçao ter zake van de uitwisseling van pakketten zonder verrekening.

2. Na de uitreiking van een pakket blijft de Postadministratie van het land van bestemming verantwoordelijk voor het bedrag van de verrekening, tenzy die bewijzen kan dat het pakket en de betrekkelijke adreskaart, toen die aan haar werden toegezonden, niet voorzien waren van de aanwijzingen voorgescreven in de Bijzondere Bepalingen ten aanzien van verrekenpakketten. Niettemin zal aan een aanvraag om beschikbaarstelling van een verrekenbedrag slechts worden voldaan, indien zulks gedaan wordt binnen een jaar na de ter post bezorging van het pakket.

Article 8.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 9.

The two contracting Postal Administrations undertake to admit parcels subject to Trade Charges in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected on such parcels shall be drawn up and settled directly between the Postal Administrations of the country of origin and the country of destination of the parcels subject to Trade Charges.

Article 10.

The two contracting Postal Administrations shall be empowered to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement, and to modify them from time to time in accordance with the needs of the service.

Article 11.

This Agreement shall come into force on a date to be agreed upon between the two Postal Administrations. It shall remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate at London, the 28th day of February, 1929, and at Willemstad in Curaçao, the 4th day of May, 1929.

(Signed) W MITCHELL-THOMSON.

Artikel 8.

De afzender van een pakket ter post bezorgd onder de bepalingen van deze regeling zal het verrekenbedrag niet kunnen opheffen noch wijzigen na de ter post bezorging.

Artikel 9.

De beide Postadministratiën komen overeen verrekenpakketten in doorvoer toe te laten in hunne diensten. Niettemin zullen de rekeningen betreffende ingevorderde verrekenbedragen op die pakketten opgemaakt worden door en rechtstreeks vereffend worden tusschen de Administratiën van oorsprong en van bestemming der verrekenpakketten.

Artikel 10.

De beide Postadministratiën zullen bevoegd zijn, met onderling goedvinden, bijomstandige maatregelen te treffen die noodig mochten blijken om de nakoming dezer Overeenkomst te verzekeren, en die maatregelen van tijd tot tijd te wijzigen in overeenstemming met de behoeften van den dienst.

Artikel 11.

Deze Overeenkomst treedt in werking op een tusschen de beide Postadministratiën overeen te komen datum. Zij zal van kracht blijven tot een jaar na den datum, waarop door een der beide Administratiën aan de andere kennis is gegeven van haar voornemen de Overeenkomst te doen eindigen.

Gedaan in tweevoud te Willemstad op Curaçao, den 4 Mei, 1929, en te Londen, den 28 Februari, 1929.

(Get.) P. SCHRILS.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF CURAÇAO FOR THE EXCHANGE OF PARCELS subject to TRADE CHARGES.

Article I.

1. On parcels subject to Trade Charges and on the Despatch Notes relating to them, the word "Remboursement" shall be written or printed boldly beside the address, and after it the amount of the Trade Charge shall be shown in Latin characters, in the money of the country of origin, without erasure or correction, even if certified.

2. Each parcel subject to a Trade Charge must be accompanied by a separate Despatch Note.

3. Each parcel subject to a Trade Charge and the relative Despatch Note shall bear an orange coloured label with the word "Remboursement" in Latin characters.

4. The sender of a parcel posted under this arrangement may request, at the time of posting, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative shall be admissible. If the sender avails himself of this facility, his request shall be entered on the cover of the Note. In the absence of a definite request for abandonment, a parcel which is not deliverable at the original address (or at the alternative address, if one is furnished) shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

Article II.

Every parcel subject to a Trade Charge shall be entered as such on the parcel bill.

BYZONDERE BEPALINGEN

TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST TUSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN CURAÇAO EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK VAN GROOT BRITANNIË EN NOORDELIJK IERLAND AANGEGAAN BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN VERREKENPAKKETTEN.

Artikel I.

1. Op de verreken-pakketten en de daarbij behorende adreskaarten moeten zeer duidelijk het woord « Remboursement » geschreven of gedrukt staan naast het adres geplaatst en daarachter het bedrag van de verrekening in latijnsche letters in de munt van het land van oorsprong, zonder radeeringen, doorhalingen of verbeteringen, zelfs al zijn die goedgekeurd.

2. Elk verreken-pakket moet vergezeld zijn van een afzonderlijke adreskaart.

3. Elk verreken-pakket en de daarbij behorende adreskaart zullen voorzien worden van een oranjekleurig etiket met het woord « Remboursement » in latijnsche letters.

4. De afzender van een pakket, onder de bepalingen van deze regeling ter post bezorgd, zal bij de ter post bezorging kunnen verzoeken dat, indien het pakket niet kan worden afgegeven zooals het is geadresseerd, het (a) zal worden behandeld alsof het is opgegeven of (b) aan een ander adres in het land van bestemming zal worden aangeboden. Geen andere gebruik keuze is veroorloofd. Indien de afzender maakt van deze tegemoetkoming, zal van zijn verzoek melding worden gemaakt op het pakket en aan de achterzijde van de daarbij behorende adreskaart. By gebreke van een uitdrukkelijk verzoek om een pakket als opgegeven te beschouwen, zal het pakket dat onbestelbaar gebleken is aan het oorspronkelijk adres (of aan het nader adres, indien dat is aangegeven) teruggestuurd worden aan den afzender, zonder voorafgaande kennisgeving en op zijn kosten.

Artikel II.

Elk verreken-pakket zal als zoodanig op het advies moeten worden ingeschreven.

Article III.

1. Every parcel subject to a Trade Charge shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form in conformity with, or analogous to, the specimen B annexed to the present Agreement. This Money Order form, which shall be attached to the Despatch Note, shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin, and shall show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the Order. Each of the two Postal Administrations may, however, have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the Offices of origin of the parcels or to other Offices.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article IV.

Except by contrary agreement between the contracting Postal Administrations, the amounts of the Trade Charge Orders shall be converted into the currency of the country of destination by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the same rate of conversion as it uses for the conversion of ordinary Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article V.

1. Immediately after collecting a Trade Charge, the Office of destination, or any other Office designated by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the part "Indications de Service" of the Trade Charge Order form, and, after impressing it with its date-stamp, return it to the country of origin.

2. Trade Charge Money Orders shall be paid under the conditions determined by each Administration, with a view to ensure the payment of the amounts to the senders of the parcels.

Artikel III.

1. Elk verreken-pakket zal vergezeld moeten zijn van een verrekenings-postwissel gelijk aan of overeenkomstig het model B, aan deze overeenkomst gehecht. Het postwissel formulier dat aan de adreskaart zal moeten worden vastgehecht, moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en als algemeene regel zal de naam van den afzender van het pakket die van den geadresseerde van den wissel zijn. Iedere Postadministratie staat het echter vrij de verrekenings-postwissels, uit haren dienst afkomstig, te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan een van hare andere kantoren.

2. Invulling der verrekenings-postwissels in potlood is niet toegelaten.

Artikel IV.

Tenzij daaromtrent door de Postadministratiën anders wordt overeengekomen, zullen de verrekenbedragen door de Postadministratie van het land van bestemming herleid worden in de munt van dat land en daarbij gebruik maken van den herleidingskoers, gebezigd voor de herleiding van gewone postwissels, afgegeven op het land van oorsprong der pakketten.

Artikel V.

1. Onmiddellijk na de invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming of eenig ander kantoor daartoe door de Postadministratie van het land van bestemming aangewezen, het gedeelte «Indications de Service» van den verrekenings-postwissel in en zendt dien wissel na daarop den dagteekeningstempel te hebben afgedrukt aan het land van oorsprong terug.

2. Verrekenings-postwissels zullen worden uitbetaald overeenkomstig de door iedere Administratie te bepalen voorwaarden ten einde de uitbetaling der bedragen aan de afzenders der pakketten te verzekeren.

Article VI.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be re-directed if the new country of destination maintains with that of origin an Exchange of Trade Charge parcels. The parcels shall, in case of redirection, be accompanied by the Trade Charge Order forms made out in the service of the country of origin. The Postal Administration of the new country of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it.

2. In case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel shall be treated as one which cannot be delivered.

Article VII.

1. Trade Charge Order forms relating to parcels which, for any reason whatever, are returned to origin shall be cancelled by the Office which returns the parcels, and shall be annexed to the Despatch Notes.

2. When Trade Charge Order forms are mislaid, lost, or destroyed before the collection of the Trade Charge the Office of destination shall prepare duplicates entering thereon those particulars which the despatching Office would have furnished.

3. Trade Charge Money Orders mislaid, lost, or destroyed after the collection of the Trade Charge shall likewise be replaced by duplicates, or by authorities to pay, after proof by the two Offices that the Orders have not been paid or refunded.

Article VIII.

1. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two contracting Postal Administrations for the exchange of Money

Artikel VI.

1. Verreken-pakketten kunnen worden nagezonden, indien het nieuwe land van bestemming een dienst voor uitwisseling van verreken-pakketten met het land van oorsprong onderhoudt. De pakketten zullen in geval van nazending vergezeld moeten zijn van de verrekenings-postwissels door het kantoor van oorsprong afgegeven. De Postadministratie van het nieuwe land van bestemming zal voor de vereffening van het verrekenbedrag handelen op dezelfde wijze alsof het pakket rechtstreeks aan dat kantoor verzonden was.

2. Ingeval nazending wordt verzocht naar een land, hetwelk geen uitwisselingsdienst van verreken-pakketten onderhoudt met het land van oorsprong, zal het pakket behandeld worden als onbestelbaar.

Artikel VII.

1. Verrekenings-postwissels formulieren behorende bij pakketten, die om welke reden ook teruggezonden worden, aan het kantoor van oorsprong, zullen door het kantoor, dat de pakketten teruggestuurd heeft, onbruikbaar gemaakt en toegevoegd worden aan de adreskaarten.

2. Wanneer formulieren behorende bij verreken-pakketten voor de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren zijn geraakt of vernietigd zijn, maakt het kantoor van bestemming duplicaten op, waarop het de aanwijzingen stelt, die het kantoor van afzending er op zou hebben vermeld.

3. De na de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekenings-postwissels worden eveneens vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling, nadat door de beide Postadministratiën is vastgesteld, dat de postwissels noch uitbetaald noch terugbetaald zijn.

Artikel VIII.

1. De verrekenings-postwissels die niet, binnen den termijn van geldigheid bepaald in de Overeenkomst tusschen de beide Administratiën aangaan betreffende de uitwisseling van postwissels, besteld konden worden aan de

Orders shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment, and shall be claimed from the Administration which issued them.

2. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Agreement concluded between the two Administrations for the exchange of Money Orders, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which issued the Orders, as soon as it has been able to ascertain that the originals have not been paid within the period of validity. They shall be receipted by the Administration of the country of destination, and claimed by it in the first account rendered after their receipt.

3. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the amount of the Order is not claimed within the period of validity.

Article IX.

1. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;
- (ii) Differences or omissions of names or amounts ;
- (iii) Erasures or alternations of the entries ;
- (iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
- (v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Office which has issued them.

2. For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the Office of origin by the Office of destination.

geadresseerden, zullen, bij het verstrijken van den termijn van geldigheid, door de Administratie van het land van uitbetaling in ontvangst genomen en in rekening gebracht worden aan de Administratie die de verrekeningspostwissels heeft afgegeven.

2. De verrekenings-postwissels, die aan de geadresseerden zijn afgegeven en waarvan door hen binnen den termijn van geldigheid, bepaald in de Overeenkomst tusschens de beide Administratiën aangegaan betreffende de uitwisseling van postwissels, geen uitbetaling is gevraagd, zullen vervangen worden door machtigingen tot uitbetaling. Deze machtigingen tot betaling zullen worden verstrekt door de Administratie die de wissel heeft afgegeven zoodra het haar met zekerheid gebleken is, dat de oorspronkelijke wissel binnen den termijn van geldigheid niet is uitbetaald. Zij zullen in ontvangst genomen worden door de Administratie van bestemming en bij de eerstvolgende afrekening in uitgaaf gebracht worden.

3. De Administratie die een verrekeningspostwissel afgeeft zal, indien het bedrag van den postwissel binnen den termijn van geldigheid niet in rekening is gebracht, aan de andere Administratie daarvan mededeeling doen.

Artikel IX.

Verrekenings-postwissels waarvan de uitbetaling niet kan plaats hebben om een der na te noemen redenen :

- (i) Onjuiste, onvolledige of twijfelachtige aanduiding van den naam of de woonplaats van de geadresseerden ;
- (ii) Verschillen in of weglatingen van namen of bedragen ;
- (iii) Radeeringen, doorhalingen, veranderingen of overschrijvingen van het ingevulde gedeelte ;
- (iv) Het ontbreken van stempels, handteekeningen of andere dienstaanwijzingen ;
- (v) Het bezigen van formulieren welke niet aan de voorschriften voldoen ;

zullen door de Postadministratie, die deze heeft afgegeven, verbeterd worden.

2. Tot dit einde zullen de postwissels zoo spoedig mogelijk, ambtshalve aangeteekend, aan het kantoor van oorsprong worden teruggezonden door het kantoor van bestemming.

Article X.

1. The settlement relative to Trade Charge Money Orders paid by each of the two Postal Administrations on behalf of the other shall be effected by means of supplements (specimen A annexed) to the detailed Accounts of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In the Trade Charge accounts, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the Offices of issue and in numerical sequence of their issue at those Offices. At the end of the account the Administration which has drawn it up shall deduct from the total sum of its credit a half per cent., representing the share of the other Administration in the Trade Charge fee.

3. The total of the Trade Charge Account shall be included in the detailed Money Order Account for the same period, and settled as part of the General Account in respect of Money Orders. The verification of the Trade Charge Accounts shall be effected according to the provisions of the Agreement governing the exchange of Money Orders between the two Administrations.

Article XI.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at London, the 28th day of February, 1929, and at Willemstad in Curacao, the 4th day of May, 1929.

(Signed) W. MITCHELL-THOMSON.

Artikel X.

1. De vereffening betreffende de verrekenings-postwissels uitbetaald door de eene Administratie ten behoeve van de andere zal geschieden door middel van supplement staten (volgens aangehecht formulier A) te voegen bij de uitgewerkte staten betreffende het postwisselverkeer tusschen de beide Postadministratiën.

2. In de staten betreffende de verrekenings-postwissels, welke belegd moeten zijn met de uitbetaalde en in ontvangst genomen verrekenings-postwissels, zullen de wissels opgenomen worden in alphabetische volgorde van de kantoren van afgifte en naar het volgnummer van uitgifte door die kantoren. Aan den voet van den staat zal de Administratie die hem heeft opgemaakt, van het totaal bedrag van het crediet een half ten honderd aftrekken, zijnde het aandeel van de andere Administratie in het ingevorderd recht wegens verrekening.

3. Het totaal van de staten betreffende verrekenings-postwissels zal worden opgenomen in den uitgewerkten staat betreffende het postwisselverkeer over hetzelfde tijdvak en vereffend worden als een deel van de Algemeene Rekening betreffende postwissels. Het nazien van den staat der verrekeningspostwissels zal geschieden overeenkomstig de bepalingen van de Overeenkomst betreffende de uitwisseling van postwissels aangegaan tusschen de beide Postadministratiën.


Artikel XI.

Deze bepalingen zullen in werking treden op denzelfden dag waarop de Overeenkomst van kracht wordt. Zij zullen van denzelfden duur zijn als de Overeenkomst.

Gedaan in tweevoud te Willemstad op Curacao, den 4 Mei, 1929, en te Londen, den 28 Februari, 1929.

(Get.) P. SCHRILS.

B (front).

<p>COUPON OF INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER: <small>(du mandat de remboursement international)</small></p> <p>for the sum of <small>(de la somme de)</small></p> <p>£ <input type="text"/> <input type="text"/> s. <input type="text"/> d.</p> <p>for the parcel <small>(pour le colis)</small></p> <p>No. <input type="text"/> <small>posted (déposé)</small></p> <p>on the <input type="text"/> 192 <small>(le)</small></p> <p>at <input type="text"/> <small>(à)</small></p> <p>by <input type="text"/> M <small>(par)</small></p> <p>addressed to <small>(à l'adresse de)</small></p> <p>Ms. <input type="text"/></p>	<p>POST OFFICE OF GREAT BRITAIN. <small>(ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GRANDE BRETAGNE.)</small></p> <p>INTERNATIONAL TRADE CHARGE MONEY ORDER.</p>  <p>MANDAT DE REMBOURSEMENT INTERNATIONAL.</p> <p>For the sum of £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d. <small>(In figures. Not to include a fraction of a penny.)</small></p> <p>For the parcel No. <input type="text"/></p> <p>Payable to <input type="text"/></p> <p>Address <input type="text"/></p> <p>NOT NEGOTIABLE</p> <p>SERVICE INSTRUCTIONS (Indications de Service) to be filled up by the Office which delivers the parcel after the collection of the Trade Charge. <small>(à remplir par l'Office destinataire du colis après l'encaissement du montant du remboursement.)</small></p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50%;"> Number of Order <small>(Numéro d'émission)</small> <input type="text"/> </td> <td style="width: 50%;"> Good for (Bon pour) £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d. <small>the equivalent of (soit)</small> </td> <td style="width: 50%;"> Date Stamp of issuing office. <input type="text"/> </td> </tr> <tr> <td> Date of issue <small>(Date d'émission)</small> <input type="text"/> </td> <td> Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small> </td> <td> (Timbre du bureau d'émission.) </td> </tr> <tr> <td> Office of issue <small>(Bureau d'émission)</small> <input type="text"/> </td> <td> THE CONTROLLER, MONEY ORDER DEPARTMENT, LONDON, ENGLAND. </td> <td> (Timbre du bureau d'émission.) </td> </tr> <tr> <td> Country of issue <small>(Pays d'émission)</small> <input type="text"/> </td> <td> Signature of issuing officer <small>(Signature de l'agent)</small> <input type="text"/> </td> <td> (Timbre du bureau d'émission.) </td> </tr> </table> <p><small>This Trade Charge Money Order must be returned to (Le présent mandat de remboursement doit être renvoyé à)</small></p>	Number of Order <small>(Numéro d'émission)</small> <input type="text"/>	Good for (Bon pour) £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d. <small>the equivalent of (soit)</small>	Date Stamp of issuing office. <input type="text"/>	Date of issue <small>(Date d'émission)</small> <input type="text"/>	Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small>	(Timbre du bureau d'émission.)	Office of issue <small>(Bureau d'émission)</small> <input type="text"/>	THE CONTROLLER, MONEY ORDER DEPARTMENT, LONDON, ENGLAND.	(Timbre du bureau d'émission.)	Country of issue <small>(Pays d'émission)</small> <input type="text"/>	Signature of issuing officer <small>(Signature de l'agent)</small> <input type="text"/>	(Timbre du bureau d'émission.)	<p style="text-align: right;"><small>Date Stamp of Office of Posting of Parcel.</small></p> <p style="text-align: right;"><small>(Timbre du bureau d'origine du colis.)</small></p>
Number of Order <small>(Numéro d'émission)</small> <input type="text"/>	Good for (Bon pour) £ <input type="text"/> : <input type="text"/> s. : <input type="text"/> d. <small>the equivalent of (soit)</small>	Date Stamp of issuing office. <input type="text"/>												
Date of issue <small>(Date d'émission)</small> <input type="text"/>	Currency of the country of destination of the parcel. <small>(Monnaie du pays destinataire du colis.)</small>	(Timbre du bureau d'émission.)												
Office of issue <small>(Bureau d'émission)</small> <input type="text"/>	THE CONTROLLER, MONEY ORDER DEPARTMENT, LONDON, ENGLAND.	(Timbre du bureau d'émission.)												
Country of issue <small>(Pays d'émission)</small> <input type="text"/>	Signature of issuing officer <small>(Signature de l'agent)</small> <input type="text"/>	(Timbre du bureau d'émission.)												

B (back) (verso).

RECEIPT OF PAYEE.
(Quittance du destinataire).

RECEIVED THE SUM INDICATED ON THE OTHER SIDE.
(Reçu la somme indiquée d'autre part.)

Place

(Lieu)

Date

(Le)

Signature of the Payee

(Signature du destinataire.)

Date Stamp of Office of Payment
(Timbre du bureau payeur.)



COUPON.

(see other side.)
(voir au recto).

This coupon may be detached when the form of receipt is signed.

Ce coupon peut être détaché lorsque la quittance est signée.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2101. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CURAÇAO, RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT, COMPLÉTANT L'ACCORD SUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 28 FÉVRIER, ET A WILLEMSTAD (CURAÇAO), LE 4 MAI 1929.

Article premier.

Dans le présent accord et le règlement d'application détaillé qui y est joint, le terme « Royaume-Uni », vise la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

Article 2.

Entre le Royaume-Uni et Curaçao, il est institué un échange régulier de colis contre remboursement.

Article 3.

1. Le montant maximum du remboursement est fixé à £ 40 par colis, en ce qui concerne les colis livrables dans le Royaume-Uni, et à 480 florins par colis, pour ce qui est des colis livrables à Curaçao.

2. En calculant le montant du remboursement, on ne tiendra pas compte des fractions d'un penny ou d'un cent.

Article 4.

1. Chacune des deux administrations postales contractantes aura le droit de fixer la taxe spéciale que devra acquitter, dans son propre pays, l'expéditeur d'un colis grevé de remboursement. Cette taxe ne dépassera pas :

a) 2 ½ pence par £ 1 ou fraction de £ 1 à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) 10 cents par 10 florins ou fraction de 10 florins à percevoir, en ce qui concerne les colis mis à la poste à Curaçao.

2. Chaque administration fera connaître à l'autre la taxe spéciale applicable dans ses services, en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toute modification ultérieure de cette taxe.

3. Ladite taxe sera partagée entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est dit dans le règlement d'application détaillé.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

1. Outre la taxe spéciale, fixée par l'article précédent, l'Administration postale du pays, dans lequel un colis grevé de remboursement est mis à la poste, peut exiger, de l'expéditeur, le paiement d'une taxe d'expédition, et l'Administration postale du pays de destination d'un colis grevé de remboursement peut exiger du destinataire le paiement d'une taxe de livraison.

2. La taxe d'expédition ne dépassera pas :

a) 2 pence par colis, en ce qui concerne les colis mis à la Poste dans le Royaume-Uni ;

b) 15 cents par colis, en ce qui concerne les colis mis à la poste à Curaçao.

3. La taxe de livraison ne dépassera pas :

a) 4 pence par colis, en ce qui concerne les colis livrés dans le Royaume-Uni ;

b) 25 cents par colis, en ce qui concerne les colis livrés à Curaçao.

4. Chacune des deux administrations postales fera connaître à l'autre la taxe spéciale applicable dans ses services, en vertu du présent article, ainsi que toute modification ultérieure de cette taxe.

5. Ces taxes sont acquises à l'administration qui les perçoit.

Article 6.

Les sommes perçues à titre de remboursement seront liquidées à l'aide de mandats de remboursement, qui seront émis gratuitement. Le montant d'un mandat de remboursement, qui ne pourra pas être payé, restera à la disposition de l'administration postale du pays d'origine du colis grevé du remboursement.

Article 7.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement entraînera la responsabilité de l'administration postale, dans les conditions fixées par l'Accord entre l'Administration postale du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration postale de Curaçao, concernant l'échange de colis non grevés de remboursement.

2. Après la livraison d'un colis, l'administration postale du pays de destination sera responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition y afférent, ne portaient pas, au moment où ils ont été transmis à l'administration en question les indications prescrites par le règlement d'application détaillé, en ce qui concerne les colis grevés de remboursement. Toutefois, il ne sera donné suite à des demandes concernant le versement du montant du remboursement, qu'à la condition que ces demandes soient formulées dans l'année qui suivra l'expédition du colis.

Article 8.

L'expéditeur d'un colis, mis à la poste conformément au présent accord, ne pourra demander, après l'expédition, ni la suppression, ni la modification du montant du remboursement.

Article 9.

Les deux administrations postales contractantes conviennent d'admettre dans leurs services le transit de colis grevés de remboursement. Les comptes afférents aux remboursements perçus sur lesdits colis seront établis et réglés directement entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination des colis grevés de remboursement.

Article 10.

Les deux administrations postales contractantes auront le droit de fixer, d'un commun accord, les règlements détaillés nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord, et de les modifier de temps à autre, selon les besoins du service.

Article 11.

Le présent accord entrera en vigueur à la date que les deux administrations postales contractantes fixeront d'un commun accord. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir du jour où l'une des deux administrations aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 28 février 1929, et à Willemstad (Ile de Curaçao), le 4 mai 1929.

(Signé) W. MITCHELL-THOMSON.

(Signé) P. SCHRILS.

RÈGLEMENT D'APPLICATION

DÉTAILLÉ DE L'ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE CURAÇAO, RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Article premier.

1. Sur les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents, devra être écrit ou imprimé distinctement, à côté de l'adresse, le mot « Remboursement » et, après ce mot, sera indiqué en caractères latins le montant du remboursement, dans la monnaie du pays d'origine, sans grattage ni corrections, même certifiés.

2. Chaque colis contre remboursement devra être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct.

3. Chaque colis contre remboursement et le bulletin d'expédition y afférent devront être pourvus d'une étiquette de couleur orange, portant le mot « Remboursement » en caractères latins.

4. L'expéditeur d'un colis mis à la poste, sous le régime institué par le présent accord, peut demander, au moment de l'expédition, que, dans le cas où le colis ne pourrait pas être livré à l'adresse indiquée, il devra (a) être considéré comme abandonné ; (b) être présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution alternative ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande sera inscrite sur l'emballage du colis et au verso du bulletin d'expédition y afférent. Lorsque l'expéditeur n'a pas demandé formellement que le colis soit éventuellement considéré comme abandonné, tout colis qui ne peut être remis à l'adresse primitive (ou à l'adresse alternative, s'il en est indiqué une) sera renvoyé à l'expéditeur, sans notification préalable et à ses frais.

Article II.

Tout colis contre remboursement sera inscrit comme tel sur la feuille d'avis.

Article III.

1. Tout colis contre remboursement sera accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle B annexé au présent accord. Ce mandat de remboursement, qui devra être fixé au bulletin d'expédition, portera l'indication du montant du remboursement dans la monnaie

du pays d'origine et mentionnera, en règle générale, le nom de l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chacune des deux administrations des postes pourra toutefois demander que les mandats afférents aux colis qui proviennent de ses services soient adressés aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux.

2. Aucune inscription au crayon ne sera admise sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Sur arrangement contraire entre les administrations postales contractantes, le montant des mandats de remboursement sera converti dans la monnaie du pays de destination par l'administration des postes de ce pays, qui appliquera à cet effet le même taux de conversion que pour la conversion des mandats-poste ordinaires tirés sur le pays d'origine des colis.

Article V.

1. Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration des postes du pays de destination, remplira la colonne « Indications de service » du mandat de remboursement et renverra ce dernier au pays d'origine, après y avoir apposé le timbre à date.

2. Les mandats de remboursement seront payés dans les conditions que fixera chaque administration aux fins d'assurer le paiement des sommes dues aux expéditeurs des colis.

Article VI.

1. Les colis contre remboursement pourront être acheminés vers une autre destination, s'il existe entre le nouveau pays de destination et le pays d'origine un service d'échange de colis contre remboursement. En cas d'acheminement sur une nouvelle destination, les colis devront être accompagnés des mandats de remboursement établis par les services du pays d'origine. L'administration des postes du nouveau pays de destination assurera le règlement du remboursement comme si le colis lui avait été expédié directement.

2. Lorsque l'intéressé demande que le colis soit acheminé sur un pays qui n'entretient pas avec le pays d'origine un service d'échange de colis contre remboursement, le colis sera traité comme un colis dont la livraison ne peut pas être assurée.

Article VII.

1. Les formulaires des mandats de remboursement afférents à des colis qui, pour une raison quelconque, sont renvoyés au lieu d'origine, seront annulés par le bureau qui effectue leur renvoi et seront annexés aux bulletins d'expédition.

2. Lorsque des mandats de remboursement sont égarés, perdus ou détruits avant l'encaissement du mandat de remboursement, le bureau de destination établira des doubles, en y inscrivant toutes les mentions qu'aurait fournies le bureau d'expédition.

Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du mandat de remboursement, seront également remplacés par des doubles, ou par des ordres de paiement, dès que les deux bureaux auront établi que les mandats n'ont été ni payés ni remboursés.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qu'il n'aura pas été possible de délivrer aux bénéficiaires avant l'expiration du délai de validité, fixé par l'accord qui a été conclu entre les deux administrations postales contractantes au sujet de l'échange de mandats-poste, seront, à l'expiration du délai

de validité, pris en charge par l'administration du pays de paiement ; celle-ci en demandera le remboursement à l'administration qui avait délivré lesdits mandats.

2. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires et dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement avant l'expiration du délai de validité fixé par l'accord qui a été conclu entre les deux administrations au sujet de l'échange des mandats-poste, seront remplacés par des ordres de paiement. Ces derniers seront établis par l'administration qui a émis les mandats, aussitôt qu'elle aura été en mesure d'établir que les originaux n'ont pas été payés dans le délai de validité. Ces ordres de paiement seront pris en charge par l'administration du pays de destination ; celle-ci en demandera le remboursement dans le premier décompte qu'elle établira après réception desdits ordres de paiement.

3. Si le montant d'un mandat de remboursement n'a pas été réclamé à l'expiration du délai de validité, l'administration qui a émis ledit mandat de remboursement en informera l'autre administration.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le paiement ne peut pas être assuré pour l'une des raisons suivantes :

1^o Parce que le nom ou le domicile des bénéficiaires a été indiqué d'une manière inexacte, insuffisante ou douteuse ;

2^o Parce que les noms ou les montants sont différents ou ont été omis ;

3^o Parce que des mentions ont été grattées ou modifiées ;

4^o Parce qu'on a omis d'apposer des timbres, ou des signatures ou d'autres indications de service ;

5^o Parce que des formulaires irréguliers ont été employés, seront rectifiés par le bureau qui a délivré lesdits mandats de remboursement.

2. A cet effet, le bureau de destination renverra les mandats au bureau d'origine, aussitôt que possible, sous pli officiellement recommandé.

Article X.

1. Le règlement des comptes relatifs aux mandats de remboursement payés par chacune des deux administrations des postes pour le compte de l'autre, sera effectué à l'aide de décomptes (modèle A annexé) supplémentaires aux décomptes détaillés des mandats-poste échangés entre les deux administrations.

2. Dans les décomptes de remboursements, qui devront être accompagnés des mandats payés et pris en charge, les mandats seront énumérés dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et d'après les numéros d'ordre qui y ont été inscrits par ces bureaux lors de l'émission. A la fin du décompte, l'administration qui l'aura établi déduira du total des sommes à son crédit un demi pour cent, représentant la part qui revient à l'autre administration au titre de la taxe de remboursement.

3. Le total du décompte des mandats de remboursement sera inscrit au décompte détaillé des mandats-poste, relatif à la même période, et réglé en même temps que le décompte général des mandats-poste. La vérification des mandats de remboursement sera effectuée conformément aux dispositions de l'accord que les deux administrations ont conclu au sujet de l'échange des mandats-poste.

Article XI.

Le présent règlement entrera en vigueur le même jour que l'accord. Il restera en vigueur aussi longtemps que ce dernier.

Fait, en double exemplaire, à Londres, le 28 février 1929, et à Willemstad (Ile de Curaçao), le 4 mai 1929.

(Signé) W. MITCHELL-THOMSON.

(Signé) P. SCHRILS.

N° 2102.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

**Accord relatif à la délimitation de
certaines portions de la frontière
entre le Sénégal et la Gambie.
Signé à Londres, le 6 mai 1929.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

**Agreement respecting the Delimita-
tion of certain Portions of the
Boundary between Senegal and
Gambia. Signed at London,
May 6, 1929.**

N^o 2102. — ÉCHANGE DE NOTES CONFIRMANT L'ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIF A LA DÉLIMITATION DE CERTAINES PORTIONS DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE. LONDRES, LE 6 MAI 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 26 juillet 1929.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ANGLETERRE.
(W 4480/15/17).

LONDRES, le 6 mai 1929.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Le Gouvernement de la République française a reçu les rapports signés en original en anglais et français, avec les cartes qui leur étaient jointes, qui furent signés entre les 30 janvier et 20 février 1925, par les membres de la commission chargée de déterminer certaines portions de la ligne frontière entre le Sénégal et la Gambie.

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je suis à présent autorisé, pour le compte du Gouvernement de la République, à ratifier ces rapports, tels qu'ils sont rédigés dans les copies et cartes y annexées, et à déclarer qu'il serait heureux de recevoir une assurance analogue de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

En vue de modifier quelques différences parues dans les rapports signés, il est entendu que les textes respectifs doivent, aux points ci-dessous, être lus comme suit :

Rapport N^o 1. Texte français, page 2, ligne 27 : Saidi N'Gié, chef du district britannique du Niani.
Ligne 29 : Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur.

Texte anglais, page 3, ligne 27 :
Oppa M'Bake, Chief of the French canton of Tukulor Niani.
Ligne 29 : Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Rapport N^o 3. Texte français.
Ligne 15 : Saidi N'Gié, Chef du district britannique du Niani
Ligne 16 : N'Jagga Tao, chef du village britannique de Pallol.
Ligne 17 : Ibrahima Ba, chef du canton français de Kóungheul.
Ligne 18 : Manumbé Diop, chef du village français de Ker Madumbé.

Texte anglais, page 7, ligne 10 :
Aujas, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum.
Ligne 13 : Ibrahima Ba, Chief of the French Canton of Kougheul.
Ligne 14 : Manumbe Diop, Chief of the French village of Ker Madumbe.
Ligne 15 : Sidi Njai, Chief of the British Niani district.
Ligne 16 : Njagga Jao, Headman of the British village of Pallol.

Rapport N^o 4. Texte français, page 8, ligne 2 :
..... sur la frontière du Sénégal et de la Gambie.
Ligne 17 : 1. Saidi N'Gié
Ligne 18 : 2. Samba Top, chef du village de Toben.

No. 2102. — EXCHANGE OF NOTES CONFIRMING THE AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF FRANCE, RESPECTING THE DELIMITATION OF CERTAIN PORTIONS OF THE BOUNDARY BETWEEN SENEGAL AND GAMBIA. LONDON, MAY 6, 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place July 26, 1929.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

No. W 4480/15/17.

6th May, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have received the original signed report in the English and French languages, together with the accompanying diagrams which were signed between the 30th January and the 20th February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary between Senegal and Gambia.

I have the honour to inform Your Excellency that I am now authorised on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom to confirm these reports, as set forth in the accompanying printed copies and diagrams, and to state that they would be glad to receive a similar assurance on the part of the French Government.

3. In order to remedy certain minor discrepancies appearing in the signed reports, it is understood that the respective texts should at the points indicated below, read as follows :

Report No. 1. French text, Page 2, line 27.

Saidi N'Gié, chef du district britannique du Niani.

Line 29. Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur.

English text. Page 3, line 27.

Oppa M'Bake, Chief of the French canton of Tukolor Niani.

Line 29. Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Report No. 3. French text.

Line 15. Saidi N'Gié, chef du district britannique du Niani.

Line 16. N'Jagga Tao, chef du village britannique de Pallol.

Line 17. Ibrahima Ba, chef du canton français de Koungheul.

Line 18. Manumbé Diop, chef du village français de Ker Madumbé.

English text. Page 7, line 10.

Aujas, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum.

Line 13. Ibrahima Ba, Chief of the French Canton of Koungheul.

Line 14. Manumbé Diop, Chief of the French village of Ker Madumbé.

Line 15. Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Line 16. Njagga Jao, Headman of the British village of Pallol.

Report No. 4. French text. Page 8, line 2.

..... sur la frontière du Sénégal et de la Gambie.

Line 17. 1. Saidi N'Gié.....

Line 18. 2. Samba Top, chef du village de Toben.

Ligne 19 : 3. Oppa M'Baké, chef du Canton français du Niani Toucouleur.

Ligne 20 : 4. Oumar Dème, chef du village français de Counta.

Texte anglais, page 9, ligne 2 :

..... of Gunta on the Senegal Gambia frontier.

Ligne 8 : à supprimer : « at the request of the President of the French Section ».

Ligne 18 : 2. Headman of the French village of Gunta.

Ligne 19 : 3. Sidi Njai

Rapport N° 6. Texte anglais, page 13 :

Lignes 30 et 31 : « after reviewing the facts revealed by the work of the topographical officers of the said Commission » ne figurant pas dans le texte français, doivent être supprimés.

Lignes 40, 41, 43, 45 et 46 : Les distances exprimées en pieds et pouces dans le texte français, sont exprimées également en mètres entre parenthèses. Il conviendrait que les équivalences exprimées en mètres fussent insérées dans le texte anglais.

Page 15, ligne 9 :

Le texte français porte : piquet en bois à 3 m. à l'ouest d'une grand arbre. Le texte anglais devrait être complété ainsi : « 3 mètres to the west of a large tree ».

En conséquence, cette note et votre réponse en termes conformes seront considérées comme donnant validité et authenticité à l'accord réalisé par les deux gouvernements sur cette question.

Veillez agréer, etc.

(Signé) A. DE FLEURIAU.

Son Excellence

Sir Austen Chamberlain,

Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique

aux Affaires Etrangères,

Foreign Office.

¹ TRADUCTION.

FOREIGN OFFICE S. W. I.

N° W 4480/15/17.

Le 6 mai 1929.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord a reçu les rapports signés en original en anglais et en français, avec les cartes qui leur étaient jointes, qui furent signés entre les 30 janvier et 20 février 1925, par les membres de la commission chargée de déterminer certaines portions de la ligne frontière entre le Sénégal et la Gambie.

2. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que je suis à présent autorisé, pour le compte du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, à ratifier ces rapports, tels qu'ils sont rédigés dans les copies et cartes y annexées, et à déclarer qu'il serait heureux de recevoir une assurance analogue de la part du Gouvernement de la République française.

.....
Veillez agréer, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Son Excellence

Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.,

etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

- Line 19. 3. Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur.
 Line 20. 4. Oumar Dème, chef du village français de Counta.

English text. Page 9, line 2.

..... of Gunta on the Senegal Gambia frontier.

Line 8. Omit: " at the request of the President of the French section. "

Line 18. 2. Headman of the French village of Gunta.

Line 19. 3. Sidi Njai

Report No. 6. English text. Page 13.

" Lines 30 and 31 after reviewing the facts revealed by the work of the topographical officers of the said Commission ", which does not appear in the French text, should be omitted.

Lines 40, 41, 43, 45 and 46. The distances expressed in feet and inches in the French text are also expressed in metres, between brackets. The English text should be read as containing the metrical equivalents appearing in the French text.

Page 15, line 9.

The French text reads: " piquet en bois à 3 m. à l'Ouest d'un grand arbre ". The English text should therefore read as follows: " 3 metres to the West of a large tree ".

4. The present note and your reply in corresponding terms will accordingly be regarded as giving validity to, and as placing on record, the understanding between the respective Governments in the matter.

I have, etc.,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency

Monsieur A. de Fleuriau, C.G.V.O.,
 etc., etc., etc.

¹ TRANSLATION.

FRENCH EMBASSY IN ENGLAND.

(W 4480/15/17).

LONDON, May 6, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

The Government of the French Republic has received the original signed report in the English and French languages, together with the accompanying diagrams which were signed between the 30 January and the 20 February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary line between Senegal and Gambia.

2. I have the honour to inform Your Excellency that I am now authorised on behalf of the Government of the Republic to confirm these reports, as set forth in the accompanying printed copies and diagrams, and to state that it would be glad to receive a similar assurance on the part of His Britannic Majesty's Government.

I have, etc.

(Signed) A. de FLEURIAU.

His Excellency

Sir Austen Chamberlain,

Principal Secretary of State for Foreign Affairs
 of His Britannic Majesty, Foreign Office.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2102. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONCERNANT LA DÉLIMITATION DE CERTAINES PORTIONS DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE. LONDRES, LE 6 MAI 1929.

Par échange de notes entre le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et l'ambassadeur de France à Londres, en date du 6 mai 1929, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République française ont officiellement confirmé, sous réserve de certains amendements secondaires qui ont été apportés au texte, les rapports ci-après, signés entre le 30 janvier et le 20 février 1925 par les Commissaires chargés de déterminer certaines fractions de la ligne frontière entre le Sénégal et la Gambie :

(1.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA LIGNE FRONTIÈRE ENTRE LES VILLAGES DE N'BAÏEN ANGLAIS ET DE N'BAÏEN FRANÇAIS ET L'ATTRIBUTION DU PUICTS SITUÉ PRÈS DE LA BORNE N° 64.

Les soussignés :

MM. R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner MacCarthy Island Province ;
 J. C. VILLENEUVE, président de la Section française ;
 Ed. PAL, administrateur du Cercle de Tambacounda ;

appelés, à la demande de M. R. W. Macklin, à se prononcer sur la situation du puits de N'Baïen

No. 2102. — AGREEMENT BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF FRANCE RESPECTING THE DELIMITATION OF CERTAIN PORTIONS OF THE BOUNDARY BETWEEN SENEGAL AND GAMBIA. LONDON, MAY 6, 1929.

By an exchange of notes between the Secretary of State for Foreign Affairs and the French Ambassador in London, dated the 6th May 1929, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic formally confirmed, subject to certain minor amendments which have been incorporated in the text, the following reports signed between the 30th January and the 20th February, 1925, by the Commissioners appointed to determine certain portions of the boundary line between Senegal and Gambia :

(1.)

PROCÈS-VERBAL

CONCERNING A WELL SITUATED CLOSE TO BOUNDARY PILLAR No. 64 BETWEEN THE VILLAGES OF FRENCH M'BAÏEN AND ENGLISH M'BAÏEN.

The undersigned:

M. J. C. VILLENEUVE, President of the French Section of the Boundary Commission ;
 M. Ed. PAL, Administrator of the Cercle of Tambacounda ;
 Major R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;

assembled on the 6th February, 1925, at the request of Major R. W. Macklin, to decide the

par rapport à la ligne frontière, on a déterminé approximativement celle-ci sur le terrain par MM. les officiers topographes. Ils ont constaté que le puits de N'Baïen, situé à proximité de la borne N° 64, entre les villages de N'Baïen anglais et de N'Baïen français, était en territoire anglais et avait été foré par les indigènes de N'Baïen anglais.

En conséquence, le président de la section française, en accord avec M. l'administrateur du Cercle de Tambacounda, a proposé :

1° Le forage et l'aménagement d'un puits à N'Baïen français par les soins du Cercle de Tambacounda ;

2° D'accorder pour ces travaux un délai maximum d'un an à compter du 7 février 1925, pendant lequel les indigènes du village français de N'Baïen continueront à s'approvisionner en eau librement et comme précédemment au puits de la borne 64.

Cet accord a été fait en présence des chefs indigènes intéressés ci-après désignés :

Saïdi N'Gié, Chef du district britannique du Niani.

Demba N'Dao, Chef du village anglais de N'Baïen.

Oppa M'Baké, Chef du canton français du Niani Toucouleur.

Modio Diallo, Chef du village de N'Baïen français.

A N'Baïen, le 6 février 1925.

J. C. VILLENEUVE.

(2.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE RÉPARATION DE PUIERS DE FRONTIÈRE SUR LA FRONTIÈRE DU SINE-SALOUM—MACCARTHY ISLAND PROVINCE.

La Commission mixte, composée comme suit :

SECTION ANGLAISE :

MM. le Major R. W. MACKLIN Président ;
le Major L. A. W. BROOKS.

No. 2102

position of the said well with reference to the boundary line as approximately set out by the topographical officers, have agreed that the well of MBaïen, situated near to the boundary pillar (No. 64) between the villages of French MBaïen and of British MBaïen, is in British territory, and had been dug by the inhabitants of British MBaïen.

As a consequence the President of the French Section, in agreement with the Administrator of the Cercle de Tambacounda, has proposed :

Firstly, to construct a well at French MBaïen ; and

Secondly, to allow, for the carrying into effect of the work, a maximum delay of one year, to date from the 7th February, 1925, during which the inhabitants of the French village of MBaïen will as hitherto continue to draw water without interference from the well near the said boundary pillar.

This has been explained to

Oppa MBake, Chief of the French canton of Tukolor Niani.

Modio Diallo, Headman of the village of French MBaïen.

Sidi Njai, Chief of the British Niani district.

Demba Ndao, Headman of the village of English MBaïen.

Signed and accepted at Georgetown this ninth day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.

(2.)

PROCÈS-VERBAL

OF THE REPAIRS TO THE BOUNDARY PILLARS SITUATED ON THE BOUNDARY BETWEEN SINE SALOUM AND MACCARTHY ISLAND PROVINCE.

The Joint Commission, composed as follows :

FRENCH SECTION

MM. J. C. VILLENEUVE, Administrator-in-Chief, President ;

SECTION FRANÇAISE :

J. C. VILLENEUVE, Administrateur en Chef,
Président ;
AUJAS, Administrateur en Chef, Adminis-
trateur du Cercle du Sine-Saloum ;
DENIS, surveillant principal des Travaux
publics ;

a procédé le 5 février 1925, à la vérification des piliers-frontière signalés en mauvais état par M. l'Administrateur du Sine-Saloum. Ces bornes avaient été réparées, du 1^{er} au 4 février, par les soins de M. Denis conformément aux instructions reçues à cet effet du Président de la Section française en accord avec M. le Président de la Section anglaise.

La Commission a fait sur place les constatations suivantes :

1^o Pilier N^o 47 (voir croquis ci-joint¹) : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

2^o Pilier N^o 43 (voir croquis ci-joint¹) : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

3^o Pilier N^o 41 : La base n'a pas été scellée. L'entourage n'a pas été refait.

4^o Pilier N^o 40 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

5^o Pilier N^o 36 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

6. Pilier N^o 34 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

7. Pilier N^o 32 : Convenablement réparé avec du ciment. Entourage en bon état.

Fait à Counta, le 6 février 1925.

La Section française :

J. C. VILLENEUVE.

L. AUJAS.

DENIS.

MM. L. AUJAS, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum ;
DENIS, Principal Superintendent of Public Works.

BRITISH SECTION

Majors R. W. MACKLIN, President ;
L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner ;

proceeded on the 5th February, 1925, to verify the boundary pillars described by the Administrator of Sine-Saloum as being in a state of disrepair. These pillars were repaired, between the 1st and the 4th February, by M. Denis, in accordance with instructions received to this effect from the president of the French section, in agreement with the president of the British section.

The Commission has verified on the spot the following conditions :

(1) Pillar No. 47 (see tracing herewith¹) : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

(2) Pillar No. 43 (see tracing herewith¹) : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

(3) Pillar, No. 41 : The base is loose. Surroundings to be cleared.

(4) Pillar No. 40 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

(5) Pillar No. 36 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

(6) Pillar No. 34 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

(7) Pillar No. 32 : Efficiently repaired with cement. Surroundings satisfactory.

Signed at Georgetown this 9th day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.

L. A. W. BROOKS.

¹ Voir croquis N^o 1 à la fin.

¹ See Plate No. 1 at end.

(3.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT DES INCIDENTS DE PALLOL.

La Commission mixte, composée comme suit :

SECTION ANGLAISE :

MM. le Major R. W. MACKLIN, président ;
le Major L. A. W. BROOKS ;

McTurk, LAND Officier, topographe ;
SLY, Assistant Land Officier, topographe.

SECTION FRANÇAISE :

MM. J. C. VILLENEUVE, président ;
AUJAS, administrateur en chef, administrateur du Sine-Saloum ;
ARMANI, lieutenant d'Artillerie coloniale, topographe ;

accompagnée de :

Saïdi N'Gié, chef du district britannique du Niani ;

N'Jagga Tao, chef du village anglais de Pallol ;

Ibrahima Ba, chef du canton de Kounghoul (français) ;

Manumbé Diop, chef du village français de Ker Madumbé (français) ;

a procédé, le 6 février 1925, à 15 h. 30, à la reconnaissance de la ligne frontière déterminée approximativement sur le terrain par MM. les officiers topographes des deux sections, entre Pallol et Ker Madumbé, et a constaté que les terrains qui ont fait l'objet des « incidents de Pallol » sont nettement situés et sans contestation possible en territoire français, près du village français de Ker Madumbé.

En conséquence,

1^o L'impôt versé à Kaolack par Ibrahima Ba, le 29 mai 1922, sous le N^o 952, pour le compte des 14 indigènes de Pallol qui avaient cultivé lesdits terrains, soit $14 \times 15 = 210$ francs, a été dûment perçu et demeure acquis à la Colonie du Sénégal ;

2^o Ibrahima Ba a restitué, le 4 février 1925, devant la Commission mixte, à

(3.)

PROCÈS-VERBAL

OF THE SETTLEMENT OF THE PALLOL DISPUTE.

The Joint Commission, composed as follows :

BRITISH SECTION :

Major R. W. MACKLIN, President ;
Major L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner ;
Mr. W. H. McTurk, LAND Officer ;
Mr. A. G. E. SLY, Assistant Land Officer.

FRENCH SECTION :

MM. J. C. VILLENEUVE, President ;
AUJAS, Administrator-in-Chief, Administrator of Sine-Saloum ;
ARMANI, Lieutenant of Colonial Artillery, Topographer ;

accompanied by

Ibrahima Ba, Chief of the French Canton of Kounghoul ;

Manumbe Diop, Chief of the French village of Ker Madumbe ;

Sidi Njai, Chief of the British Niani District ; and

N'Jagga Jao, Headman of the British Village of Pallol ;

proceeded on the sixth day of February, 1925, at 3.30 P.M., to view the boundary line between the villages of Pallol and Ker Madumbe as determined approximately on the ground by the topographical officers of the two sections, and established that the said farms at the village of Pallol are clearly and without any possibility of dispute situated in French territory near to the French village of Ker Madumbe.

As a consequence

Firstly, the tax paid at Kaolack by Ibrahima Ba on the 29th May, 1922, under No. 952, to wit : $14 \times 15 = 210$ francs, on behalf of the 14 inhabitants of Pallol who have cultivated the said farms, was rightfully collected and remains secured to the Colony of Senegal ;

Secondly, in the presence of the said Commission, on the 4th of February, Ibra-

Saïdi N'Gié, les deux sacs de mil conservés par lui en dépôt et appartenant à ces indigènes.

Fait à Counta, le 6 février 1925.

La Section française :

J. C. VILLENEUVE.

L. AUJAS.

J. X. ARMANI.

(4.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE PARTAGE DES TERRAINS DE CULTURE DU VILLAGE FRANÇAIS DE COUNTA SUR LA FRONTIÈRE DU SÉNÉGAL ET DE LA GAMBIE.

Les soussignés :

MM. R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, Mac Carthy Island Province;
J. C. VILLENEUVE, président de la section française ;
Ed. PAL, administrateur de Tambacounda ;

ont fait déterminer approximativement par MM. les officiers topographes de la Commission la frontière entre les bornes 63 (Counta) et 64, à hauteur du village de Counta, pour partager un loutan établi par ce village sur la frontière.

Une ligne conventionnelle ¹ a été matérialisée sur le terrain par les soins de MM. les officiers topographes pour indiquer la partie située en territoire français. Cette ligne a été reconnue et acceptée de part et d'autre en présence des chefs indigènes intéressés :

1^o Saldi N'Gié, chef du canton du Niani anglais.

2^o Samba Top, chef du village de Toben.

¹ Voir croquis N^o II à la fin.

hima Ba restored to Sidi Njai the two sacks of grain kept by him in store and belonging to the said people.

Signed at Bansang this ninth day of February 1925.

The British Section :

R. W. MACKLIN.

L. A. W. BROOKS.

W. H. MCTURK.

A. G. E. SLY.

(4.)

PROCÈS-VERBAL

RELATING TO LANDS CULTIVATED BY THE FRENCH VILLAGE OF GUNTA ON THE SENEGAL-GAMBIA FRONTIER.

The undersigned

M. J. C. VILLENEUVE, President of the French Section ;
Ed. PAL, Administrator of Tambacounda ;
R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;

have caused to be determined approximately by the topographical officers of the Commission the boundary in front of the village of Gunta between pillars Nos. 63 (Gunta) and 64 in order to apportion a cultivated area cleared on the boundary by the said village.

A conventional line ¹ has accordingly been set out on the ground by the topographical officers in order to indicate that portion situated in French territory. This line has been viewed and accepted on both sides in the presence of the chiefs and headmen concerned :

(1) Oppa m'Bake, Chief of the Canton of French Niani Tukolor.

(2) Oumar Deme, Headman of the French village of Gunta.

¹ See Plate No. II at end.

3. Oppa M'Baké, chef du canton français du Niani Toucouleur (français).

4^o Oumar Dème, chef du village français de Counta français.

Fait à Counta, le 6 février 1925.

J. C. VILLENEUVE.
E. PAL.

(5.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS RELATIVES A LA FIXATION MATÉRIELLE DE LA LIGNE FRONTIÈRE ENTRE LES VILLAGES DE MADINA (FRANÇAIS) ET DE CHARJI (ANGLAIS) ET AU RÈGLEMENT DES INCIDENTS SURVENUS LE 12 DÉCEMBRE 1923, A CHARJI.

La Commission mixte, composée de :

SECTION ANGLAISE :

MM. L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner, South Bank Province, président ;

R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;
McTURK, Land Officier, topographe ;

A. G. E. SLY, Assistant Land Officier, topographe.

SECTION FRANÇAISE :

MM. J. C. VILLENEUVE, administrateur en chef, président ;

BAYLET, administrateur adjoint de 3^{me} classe, administrateur de Kolda ;

LAMY, adjoint principal des Services civils, résident de Vélingara ;

ARMANI, lieutenant d'artillerie coloniale, H. C., topographe.

s'est réunie à Charji, les 10 et 11 février, pour procéder à la fixation matérielle de la ligne frontière entre les villages de Madina et de Charji et au règlement des incidents survenus le 12 décembre 1923 dans ce dernier village.

(3) Sidi Njai, Chief of British Niani.

(4) Samba Top, Headman of Toben.

Signed at Bansang, this tenth day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.

(5.)

PROCÈS-VERBAL

OF THE OPERATIONS RELATIVE TO THE MATERIAL FIXING OF THE BOUNDARY LINE BETWEEN THE VILLAGES OF MADINA (FRENCH) AND CHARJI (BRITISH) AND THE ADJUSTMENT OF THE INCIDENTS AT CHARJI ON DECEMBER 12, 1923.

The Mixed Commission, composed of :

BRITISH SECTION :

Major L. A. W. BROOKS, Travelling Commissioner, South Bank Province, President ;

Major R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province ;

Messrs. W. H. McTURK, Land Officer and Surveyor, Topographer ;

A. G. E. SLY, Assistant Land Officer and Surveyor, Topographer.

FRENCH SECTION :

MM. J. C. VILLENEUVE, Administrator-in-Chief, President ;

BAYLET, Assistant Administrator of Third Class, Administrator of Kolda ;

LAMY, Principal Assistant in the Civil Service, Resident of Willingara ;

ARMANI, Lieutenant of Colonial Artillery (H. C. = hors cadre), Topographical Officer ;

reassembled at Charji, the 10th and 11th of February, to proceed to the material fixing of the boundary line between the villages of Madina and of Charji and to the settlement of the incidents which happened unexpectedly, on the 12th of December, 1923, in this last village.

Le travail relatif à la détermination et à la matérialisation de la ligne frontière susindiquée, précédemment effectuée, en janvier 1924, par M. Sly, topographe de la section anglaise, a été vérifié, reconnu exact et accepté par M. Armani, lieutenant, topographe de la section française, tel qu'il figure sur la copie ci-jointe¹.

Après enquête sur place et audition des intéressés de part et d'autre, il a été établi :

1^o Que le village de Charji (Tiadji ou Saré Kalouman ou Saré Dianko est nettement et sans contestation possible situé en territoire anglais ;

2^o Que l'Administrateur du Cercle de Kolda, en arrivant dans cette région le 12 décembre 1923, avait installé son campement à proximité de ce village (voir levé ci-joint)¹ et en territoire anglais ;

3^o Que ce village avait indûment payé la somme de 2,375.25 francs se décomposant comme suit :

	Francs.
Impôt indigène, 150 × 14 =	2,100
Taxe sur les animaux	125.25
Société de Prévoyance, cotisation 150 × 1 =	150

4^o Qu'en outre il avait dû fournir le bétail et les vivres nécessaires à la nourriture du personnel indigène et des animaux qui avaient accompagné l'administrateur du Cercle de Kolda.

En conséquence :

Le président de la section française a proposé au président de la section anglaise, qui a accepté :

a) Le remboursement de la somme de 2,375.25 francs indûment perçue (deux mille trois cent soixante-quinze francs vingt-cinq centimes) ;

b) Le versement d'une somme de trois cents francs en paiement des fournitures de vivres et de bétail effectuées.

Il a été ensuite procédé, en compagnie des chefs indigènes intéressés, anglais et français, à la reconnaissance de la ligne frontière matérialisée entre les deux bornes, de Madina à Charji.

¹ Voir croquis N^o III à la fin.

The work relative to the determination and to the materialization of the boundary line above indicated, previously effected, in January 1924, by Mr. Sly, topographer of the British section, has been verified, admitted as exact and accepted by M. Armani, lieutenant, topographer of the French section, such as is shown on the attached tracing.¹

After investigation on the spot and a hearing of those interested on both sides, it has been established :

(1) That the village of Charji (Tiadji or Dare Kalouman or Sare Dianko) is clearly and without any possible dispute situated in British territory ;

(2) That the Administrator of the Circle of Kolda, on arriving in this region on the 12th of December, 1923, installed his compound in proximity to this village (*vide attached plan*)¹ and in British territory ;

(3) That this village improperly paid the sum of 2,375.25 francs, consisting of the following :

	Francs
Native tax, 14 at 150	2,100
Tax on animals	125.25
Provident Society, subscriptions, 1 at 150	150

(4) That, besides, it must have furnished cattle and food necessary for the maintenance of the native personnel and of the animals which accompanied the Administrator of the Circle of Kolda.

In consequence

The president of the French section has proposed to the president of the British section, who has accepted :

(a.) The reimbursement of the sum of 2,375.25 francs improperly collected as taxes (two thousand three hundred and seventy-five francs and twenty-five centimes).

(b.) The payment of a sum of three hundred francs in settlement of the supply of food and of cattle effected.

British and French afterwards proceeded, in company with the native chiefs interested, to a reconnaissance of the boundary line materialised, between the two pillars, from Madina to Charji.

¹ See Plate No. III at end.

Le présent accord ne deviendra définitif qu'après approbation des deux gouvernements respectifs,

The present agreement will not become definitive until after the approval of the two respective Governments.

Fait à Charji, le 11 février 1925.

Done at Charji, the 11th of February, 1925.

J. C. VILLENEUVE.
BAYLET.
LAMY.
J. X. ARMANI.

L. A. W. BROOKS.
W. H. MCTURK.
A. G. E. SLY.

(6.)

(6.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE RECONNAISSANCE DE LA FRONTIÈRE ENTRE LES PILIERS 75 (KOUS-SALAN) ET 76 (SAMI).

OF THE SURVEY OF THE BOUNDARY LINE BETWEEN THE KUSSALANG PILLAR (No. 75) AND THE SAMI PILLAR (No. 76).

Les soussignés :

The undersigned :

MM. R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province, président de la section anglaise ;
J. C. VILLENEUVE, administrateur en chef des Colonies, inspecteur des Affaires administratives du Sénégal, président de la section française ;

Messrs. J. C. VILLENEUVE Administrator-in-Chief for the Colonies, Inspector of Administration, President of the French Section ;
R. W. MACKLIN, Travelling Commissioner, MacCarthy Island Province, President of the English Section ;

au nom de la Commission mixte :

on behalf of the said Commission :

Considérant que la carte anglaise établie à la suite des travaux de la Commission de Délimitation franco-anglaise (1904-1905 par MM. le Major E. L. Cowie et A.B.B. Tcharner, à l'échelle de 1/250,000 et publiée en 1906, sous le N° 1958, par la « Geographical Section, General Staff », montre que la ligne frontière entre les piliers 73, 74, 75 (Koussalan) et Sami (76) a été déterminée par un arc de cercle passant exactement par lesdits piliers ;

Having taken into consideration that the British map, reproduced from the work of the Anglo-French Boundary Commission 1904-1905 by Major E. L. Cowie and Mr. A. B. B. Tcharner, drawn to the scale of 1/250,000 and published in 1906 under No. 1958 by the Geographical Section of the General Staff, shows that an arc of a circle passes exactly through the boundary pillars Nos. 73, 74, 75 (Kussalang) and No. 76 (Sami), and, after examination and study of the plans of that portion of the boundary line between the said boundary pillars Nos. 73, 74, 75 and 76 presented by the topographical officers, have now ascertained that the continuation of the arc of the circle which passes through pillars Nos. 73, 74 and 75 does not pass through pillar No. 76, but passes to the west of that pillar at a distance of :

Après examen et étude du levé de cette partie de la frontière effectué par MM. les officiers topographes des deux sections et duquel il ressort que cet arc de cercle passe par les piliers 73, 74 et 75, mais se prolonge à l'ouest du pilier 76 à une distance de celui-ci de :

2,423 km. d'après le levé de M. le Lieutenant Armani ;
7,100 pieds (ou 2,164 km.) d'après le levé de M. McTurk ;

2,423 km. according to the results of Lieutenant Armani ;
7,100 feet (or 2,164 km.) according to the results of Mr. McTurk ;

Considérant, d'autre part, qu'il a été préalablement admis que lesdits piliers placés en 1904-1905 par la Commission de délimitation Cowie-Duchemin devaient être tenus pour exactement situés et partant intangibles ;

Estiment que la frontière entre les piliers 75 (Koussalan) et 76 (Sami) doit être déterminée par une ligne droite qui a été matérialisée dans les conditions suivantes par MM. les officiers topographes des deux groupes :

a) Par M. McTurk : en plaçant sur la ligne droite prolongée du pilier 76 (Sami) vers le pilier 75 (Koussalan) dans la direction N. 23° 59' 25" W. (vrai) six signaux dont cinq constitués avec des rails légers en acier, élevés au-dessus du terrain à une hauteur de 4 pieds (1^m22) et dont l'extrémité placée dans le sol a été coudée à angle droit. Ces cinq signaux ont été entourés de pierres à la base à environ 6 pouces (0^m16) du sommet. Le sixième signal se compose d'un tronc d'arbre placé à 10 pieds (3^m04) au-dessus du sol et entouré d'un tas de pierres. La première marque est placée à la distance de 1783 pieds (543^m45) du pilier N° 76 (Sami) et la dernière à 7892 pieds (2405^m48) de ce pilier ;

b) Par M. le lieutenant Armani : en plaçant sur cette même ligne, à partir du pilier 75 (Koussalan), neuf signaux constitués comme suit :

1° A 219 mètres du pilier 75. Tas de pierres autour d'un poteau planté dans une ermitière.

2° A 100 m. de ce signal. Arbre incliné entouré de pierre et marqué d'un triangle.

3° A 154 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 3 m. à l'ouest d'un grand arbre marqué d'un triangle.

4° A 206 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 4 m. à l'ouest d'un arbre sortant d'une terminière.

5° A 190 m. de ce signal. Petit tas de pierres autour d'un piquet à mi-pente.

And whereas it has also been accepted as a preliminary that the said pillars Nos. 73, 74, 75 and 76, as now standing and as placed in 1904-1905 by the Cowie-Duchemin Boundary Commission, are to be considered as being in their correct positions and therefore indisputable :

Have come to the conclusion that the boundary line between pillars No. 75 (Kussalang) and No. 76 (Sami) should be established by a straight line, and accordingly this has been carried into effect as follows by the said topographical officers :

By Mr. McTurk : by placing on the said straight line, extending from the pillar No. 76 (Sami) towards pillar No. 75 (Kussalang), in a direction N. 23° 59' 25" W. (true), six marks, of which five are constructed of pieces of light steel rail, standing above ground to a height of 4 feet (1^m22), with a short portion having a right-angled bend placed below ground, and the whole surrounded to within 6 inches (0^m16) of the top by a cairn of stones, the sixth mark consisting of the bole of a tree standing above ground to a height of 10 feet (3^m04) and surrounded by a cairn of stones. The first mark is placed at a distance of 1,783 feet (543^m45) from pillar No. 76 (Sami) and the last one at a distance of 7,892 feet (2405^m48) from the said pillar.

By Lieutenant Armani : by placing on this same line, starting from pillar No. 75 (Kussalang) nine marks, consisting of the following :

(1) At 219 metres from pillar 75. A cairn of stones surrounding a post set in an ant hill.

(2) At 100 metres from the preceding mark. A leaning tree surrounded by stones and marked with a triangle.

(3) At 154 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket, 3 metres to the west of a large tree marked with a triangle.

(4) At 206 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket, 4 metres to the west of a tree protruding from an ant hill.

(5) At 190 metres from the preceding mark. A small cairn of stones surrounding a picket half-way up the slope.

Voir croquis N° IV à la fin.

See Plate No. IV at end.

6° A 446 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 3 m. entre un arbre presque mort à l'est et une termitière à l'ouest.

7° A 461 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un piquet en bois à 5 m. 50 d'un arbre marqué d'un triangle à l'ouest.

8° A 260 m. de ce signal. Tas de pierres autour d'un gros poteau.

9° A 326 m. de ce signal. Gros tas de pierres autour d'un piquet en bois, à 1 m. 50 au sud du sentier Pationki-Koussalan.

En conséquence, les deux sections complètes ont procédé, le 28 janvier 1925, à la reconnaissance de cette nouvelle ligne frontière entre les piliers 76 (Sami) et 75 (Koussalan). Elles étaient accompagnés des chefs indigènes désignés ci-après :

Territoire anglais :

Oumar M'Backé, Chef du district de Sami.

Moussa Cissé, Chef du village de Sami N° 2.

Arafang Bakary Cissé, Chef du village de Sami N° 3.

Territoire français :

Oppa M'Baké, Chef du canton du Niani Toucouleur.

Salif Ba, Chef du village de Koussalan.

Le présent accord entre les délégués des sections anglaise et française reste soumis à la ratification de leurs Gouvernements respectifs avant de devenir définitif.

Fait à Koussalan, le 30 janvier 1925.

J. C. VILLENEUVE.

J. X. ARMANI,

*Lieutenant d'Artillerie coloniale, H.,
Topographe de la Mission française.*

(6) At 446 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket 3 metres between a tree nearly due east and an ant hill to the west.

(7) At 461 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a wooden picket, 5 ½ metres from a tree marked by means of a triangle to the west.

(8) At 260 metres from the preceding mark. A cairn of stones surrounding a large post.

(9) At 326 metres from the preceding mark. A large cairn of stones surrounding a wooden picket, 1 ¼ metres to the south of the track Pationki-Kussalang.

The officers composing the respective sections of the said Commission proceeded, therefore, on the 28th day of January, 1925, to view the boundary line as established between the boundary pillars No. 75 (Kussalang) and No. 76 (Sami). They were accompanied by the native chiefs and headmen concerned, and described hereunder :

French territory :

Oppa MBacke, Chief of the Canton of Tukolor Niani.

Salif Ba, Headman of the village of Kussalang.

British territory :

Omar MBacke, Chief of the Sami District.

Moussa Sisi, Headman of Sami No. 2.

Arfang Bakari Sisi, Headman of Sami No. 3.

The present agreement between the delegates of the British and French sections is subject to ratification by their respective Governments.

Signed at Basse, this 12th day of February, 1925.

R. W. MACKLIN.

W. H. McTURK.

(7.)

PROCÈS-VERBAL

DES OPÉRATIONS DE RECONNAISSANCE DES TAS DE PIERRES PROVISOIRES CONSTITUÉS COMME LIMITE ENTRE LE SÉNÉGAL ET LA GAMBIE ANGLAISE SUR LA LIGNE FRONTIÈRE PARTANT DE BORNE SITUÉE AU SUD-EST DE KANDI-KOUNDA ET REJOIGNANT BANANKO.

Les soussignés :

MM. le colonel G. E. WANNELL, Travelling Commissioner de l'Upper River, président de la section anglaise ;

J. C. VILLENEUVE, administrateur en chef des Colonies, inspecteur des Affaires administratives du Sénégal, président de la section française ;

au nom de la Commission mixte ;

Considérant :

1° Que la ligne frontière allant de la borne située au sud-est de Kandé-Kounda à Bananko, jalonnée sur son parcours par quatre tas de pierres provisoires, présente, quant à l'emplacement de ceux-ci, des incertitudes ;

2° Que du village de Bananko (Bagonanko), aujourd'hui disparu, il ne reste aucun vestige ;

Estiment que, dans ces conditions, il convient :

a) De faire procéder par une Commission mixte spéciale à la délimitation de cette partie de la frontière avant de remplacer par des bornes définitives lesdits tas de pierres ;

b) De maintenir, en attendant, le *status quo* dans cette région.

Fait à Sine, le 20 février 1925.

J. C. VILLENEUVE.

(7.)

PROCÈS-VERBAL

OF RECONNAISSANCE WORK IN CONNECTION WITH TEMPORARY CAIRNS OF STONES CONSTITUTING THE LIMIT BETWEEN SENEGAL AND BRITISH GAMBIA ON THE BOUNDARY LINE FROM THE BOUNDARY PILLAR SOUTH-EAST OF KANDE KUNDA TO BANANKO.

The undersigned :

Colonel G. E. WANNELL, Travelling Commissioner, Upper River Province, President of the British Section ;

M. J. C. VILLENEUVE, Administrator-in-Chief of Colonies, Inspector of Administrative Affairs in Senegal, President of the French Section ;

on behalf of the Joint Commission ;

Considering :

(1) That the boundary line running from the pillar situated to the south-east of Kande Kunda to Bananko, marked out in its course by four temporary cairns of stone, presents uncertainties with regard to the positions of these ;

(2) That, with regard to the village of Bananko (Bagonanko), to-day disappeared, there remains no vestige whatever ;

are of the opinion that, in these conditions, it is desirable :

(a) For a special mixed Commission to proceed to a delimitation of this part of the boundary line prior to replacing the cairns of stone by permanent boundary pillars ;

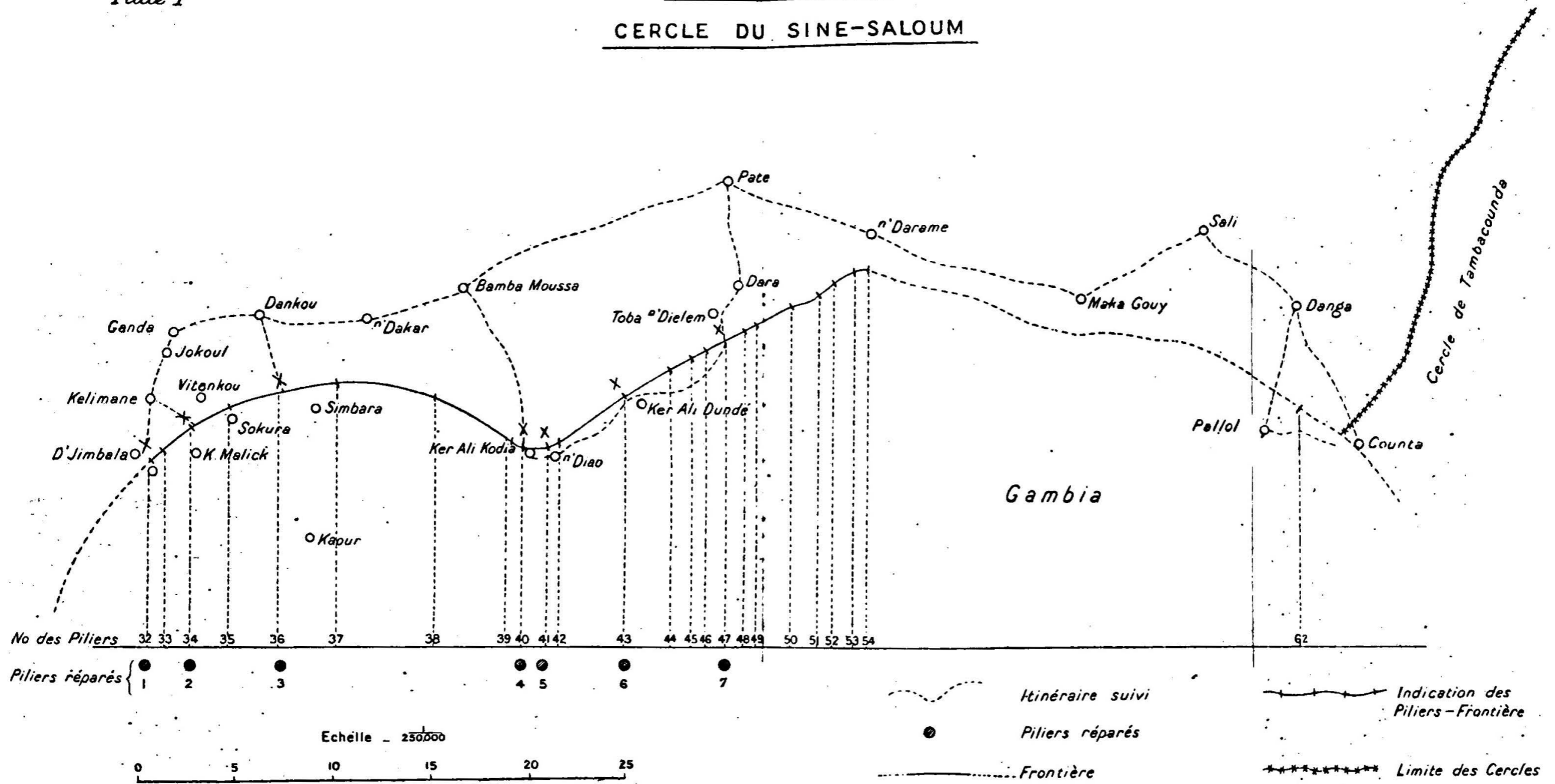
(b) To maintain, in the meantime, the *status quo* in this region.

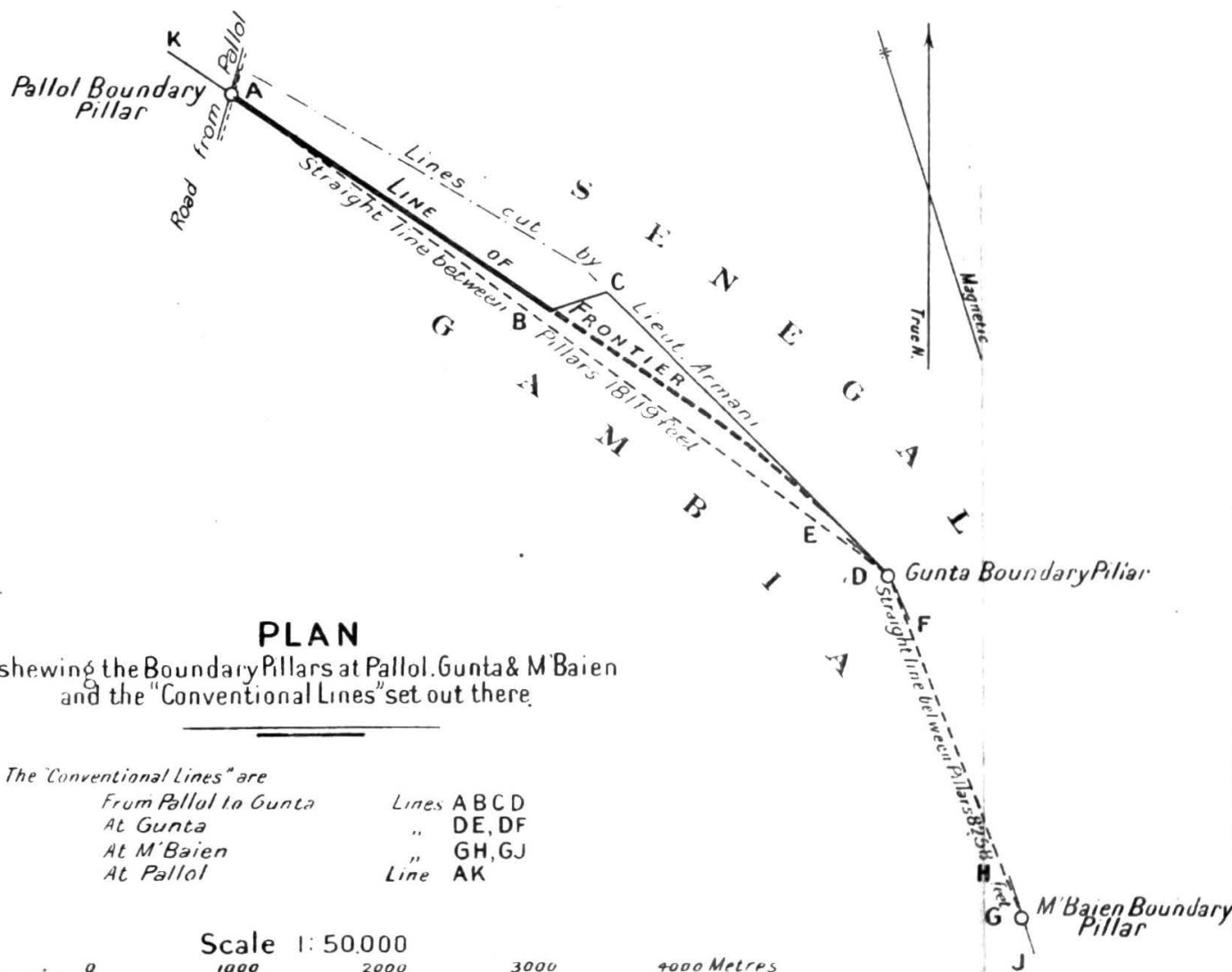
Done at Sine, the 20th February, 1925.

G. E. WANNELL, Lt.-Col.

S.É.N.É.G.A.L

CERCLE DU SINE-SALOUM



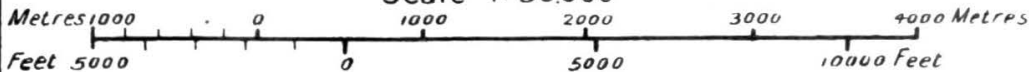


PLAN
 shewing the Boundary Pillars at Pallol, Gunta & M'Baien
 and the "Conventional Lines" set out there.

The "Conventional Lines" are

- | | |
|----------------------|------------|
| From Pallol to Gunta | Lines ABCD |
| At Gunta | " DE, DF |
| At M'Baien | " GH, GJ |
| At Pallol | Line AK |

Scale 1:50,000



W. W. Paul
 Land Officer & Surveyor
 3rd March 1925.

ANGLO-FRENCH BOUNDARY COMMISSION 1925.

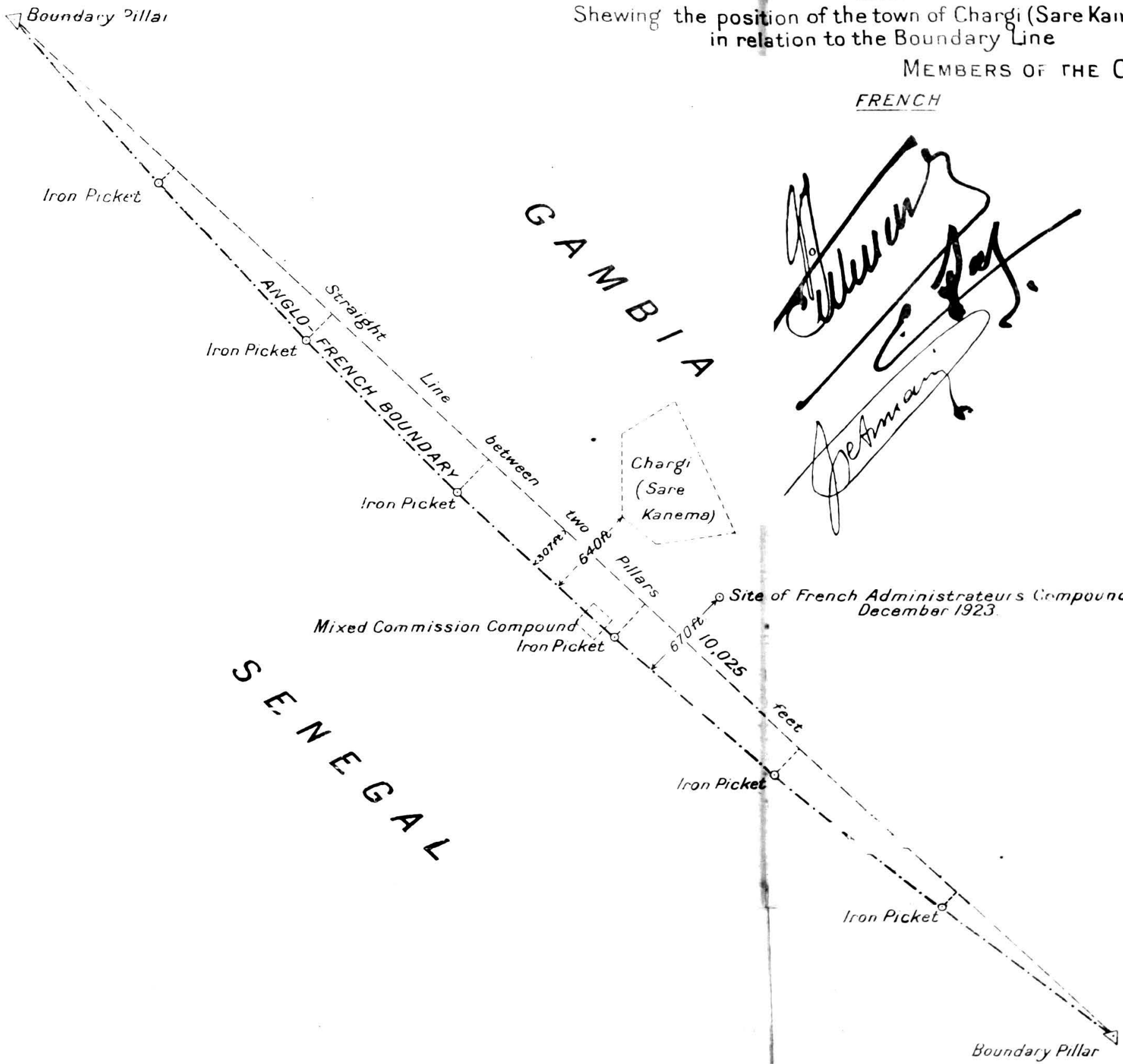
PLAN

Shewing the position of the town of Chargi (Sare Kanema)
in relation to the Boundary Line

MEMBERS OF THE COMMISSION

FRENCH

BRITISH



[Handwritten signatures and initials]

[Signature]

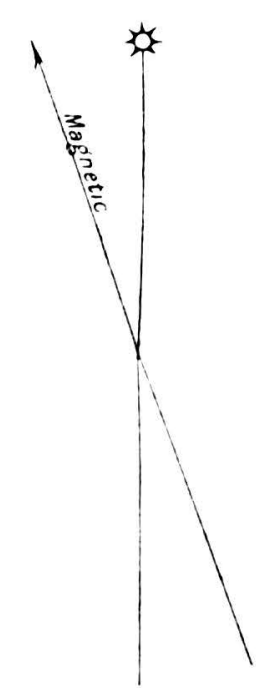
[Signature]

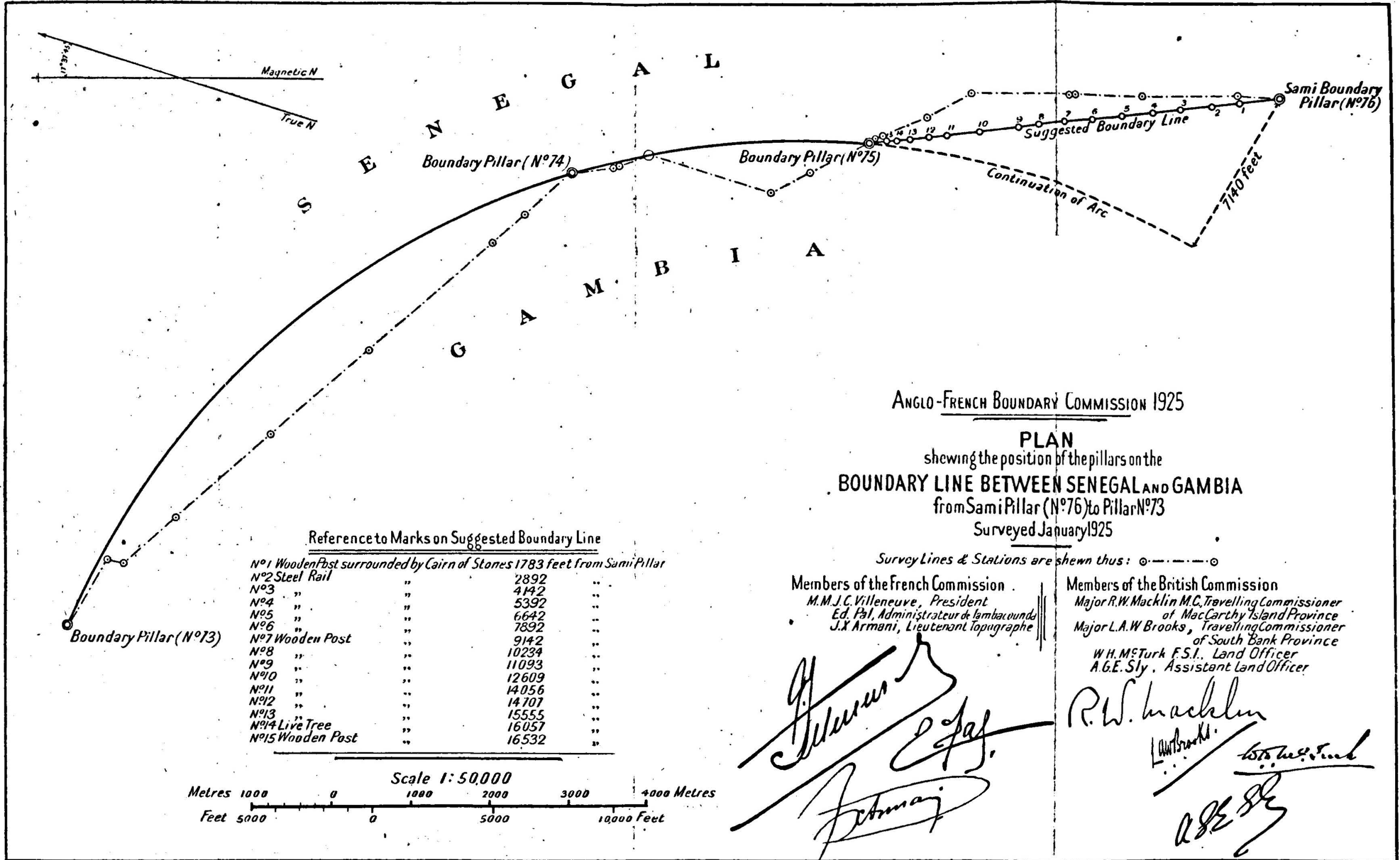
[Signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]





ANGLO-FRENCH BOUNDARY COMMISSION 1925

PLAN
 shewing the position of the pillars on the
BOUNDARY LINE BETWEEN SENEGAL AND GAMBIA
 from Sami Pillar (N°76) to Pillar N°73
 Surveyed January 1925

Reference to Marks on Suggested Boundary Line

N°1	Wooden Post surrounded by Cairn of Stones	1783 feet from Sami Pillar
N°2	Steel Rail	2892
N°3	"	4142
N°4	"	5392
N°5	"	6642
N°6	"	7892
N°7	Wooden Post	9142
N°8	"	10234
N°9	"	11093
N°10	"	12609
N°11	"	14056
N°12	"	14707
N°13	"	15555
N°14	Live Tree	16057
N°15	Wooden Post	16532

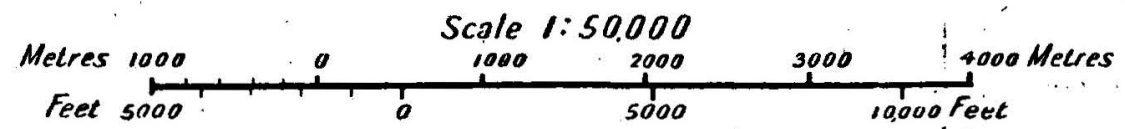
Survey Lines & Stations are shewn thus: ○- - - - ○

Members of the French Commission
 M.M.J.C. Villeneuve, President
 Ed. Pal, Administrateur de l'ambassade
 J.X. Armani, Lieutenant Topographe

Members of the British Commission
 Major R.W. Macklin M.C. Travelling Commissioner
 of MacCarthy Island Province
 Major L.A.W. Brooks, Travelling Commissioner
 of South Bank Province
 W.H. McTurk F.S.I. Land Officer
 A.G.E. Sly, Assistant Land Officer

(Handwritten signatures of French Commission members)

(Handwritten signatures of British Commission members)



N° 2103.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET EGYPTE**

**Echange de notes relatif à l'utilisa-
tion des eaux du Nil pour les
besoins de l'irrigation. Le Caire,
le 7 mai 1929.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND EGYPT**

**Exchange of Notes in regard to the
Use of the Waters of the River
Nile for Irrigation Purposes.
Cairo, May 7, 1929.**

No. 2103. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT IN REGARD TO THE USE OF THE WATERS OF THE RIVER NILE FOR IRRIGATION PURPOSES. CAIRO, MAY 7, 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 juillet 1929.

No. 1.

MOHAMED MAHMOUD PASHA TO LORD LLOYD.

PRÉSIDENCE
DU CONSEIL DES MINISTRES.

CAIRO, May 7, 1929.

EXCELLENCY,

In confirmation of our recent conversations, I have the honour to communicate to your Excellency the views of the Egyptian Government in regard to those irrigation questions which have been the subject of our discussions.

The Egyptian Government agree that a settlement of these questions cannot be deferred until such time as it may be possible for the two Governments to come to an agreement on the status of the Sudan, but, in concluding the present arrangements, expressly reserve their full liberty on the occasion of any negotiations which may precede such an agreement.

2. It is realised that the development of the Sudan requires a quantity of the Nile water greater than that which has been so far utilised by the Sudan. As your Excellency is aware, the Egyptian Government has always been anxious to encourage such development, and will therefore continue that policy, and be willing to agree with His Majesty's Government upon such an increase of this quantity as does not infringe Egypt's natural and historical rights in the waters of the Nile and its requirements of agricultural extension, subject to satisfactory assurances as to the safeguarding of Egyptian interests as detailed in later paragraphs of this note.

3. The Egyptian Government therefore accept the findings of the 1925 Nile Commission, whose report is annexed hereto, and is considered an integral part of the present agreement. They propose, however, that, in view of the delay in the construction of the Gebel Aulia Dam, which, under paragraph 40 of the Nile Commission's Report, is regarded as a counterpart of the Gezira scheme, the dates and quantities of gradual withdrawals of water from the Nile by the Sudan in

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2103. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN, RELATIF A L'UTILISATION DES EAUX DU NIL POUR LES BESOINS DE L'IRRIGATION. LE CAIRE, LE 7 MAI 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great-Britain. The registration of this Exchange of Notes took place July 26, 1929.

N^o 1.

MOHAMED MAHMOUD PACHA A LORD LLOYD.

PRÉSIDENCE
DU CONSEIL DES MINISTRES.

LE CAIRE, le 7 mai 1929.

EXCELLENCE,

En confirmation de nos récentes conversations, j'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence des vues du Gouvernement égyptien au sujet des questions d'irrigation qui ont fait l'objet de nos discussions.

Le Gouvernement égyptien convient qu'on ne saurait différer le règlement de ces questions jusqu'au moment où il sera possible aux deux gouvernements d'aboutir à un accord sur le statut du Soudan. Toutefois, en concluant les présents arrangements, il réserve expressément son entière liberté lors des négociations qui pourront avoir lieu préalablement à cet accord.

2. Il apparaît nettement que le développement du Soudan demande une quantité de l'eau du Nil supérieure à celle qui a été utilisée jusqu'ici dans ce pays. Votre Excellence n'ignore pas que le Gouvernement égyptien s'est toujours préoccupé de favoriser ce développement ; il ne se départira donc pas de cette règle, et il est disposé à fixer, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté, le volume d'eau complémentaire nécessaire, à condition que les droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil ne soient pas lésés et que les quantités indispensables pour l'extension de l'agriculture en Égypte soient assurées, et sous réserve qu'il lui soit donné des assurances satisfaisantes quant à la sauvegarde des intérêts de l'Égypte, exposés en détail dans les paragraphes suivants de la présente note.

3. Le Gouvernement égyptien accepte donc les conclusions de la Commission du Nil de 1925, dont le rapport, joint en annexe à la présente communication, est considéré comme faisant partie intégrante du présent accord. Il propose toutefois qu'en raison du retard apporté à la construction du barrage de Djebel Aulia considéré aux termes du paragraphe 40 du rapport de la Commission du Nil comme étant la contre-partie du projet de La Guezireh, les dates, ainsi que les quantités

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

flood months as given in article 57 of the Commission's Report be modified in such a manner that the Sudan should not withdraw more than 126 cubic metres per second before 1936, it being understood that the schedule contained in the above-mentioned article will remain unaltered until the discharge of 126 cubic metres per second is reached. These quantities are based on the Nile Commission's Report, and are therefore subject to revision as foreseen therein.

4. It is further understood that the following arrangements will be observed in respect of irrigation works on the Nile :

(a) The Inspector-General of the Egyptian Irrigation Service in the Sudan, his staff, or any other officials whom the Minister of Public Works may nominate, shall have the full liberty to co-operate with the Resident Engineer of the Sennar Dam in the measurement of discharges and records to satisfy the Egyptian Government that the distribution of water and the regulation of the dam are carried out in accordance with the agreement reached. Detailed working arrangements agreed upon between the Minister of Public Works and the Irrigation Adviser to the Sudan Government will take effect as from the date of the confirmation of this note.

(b) Save with the previous agreement of the Egyptian Government, no irrigation or power works or measures are to be constructed or taken on the River Nile and its branches, or on the lakes from which it flows, so far as all these are in the Sudan or in countries under British administration, which would, in such a manner as to entail any prejudice to the interests of Egypt, either reduce the quantity of water arriving in Egypt, or modify the date of its arrival, or lower its level.

(c) The Egyptian Government, in carrying out all the necessary measures required for the complete study and record of the hydrology of the River Nile in the Sudan, will have all the necessary facilities for so doing.

(d) In case the Egyptian Government decide to construct in the Sudan any works on the river and its branches, or to take any measures with a view to increasing the water supply for the benefit of Egypt, they will agree beforehand with the local authorities on the measures to be taken for safeguarding local interests. The construction, maintenance and administration of the above-mentioned works shall be under the direct control of the Egyptian Government.

(e) His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall use their good offices so that the carrying out of surveys, measurements, studies and works of the nature mentioned in the two preceding paragraphs is facilitated by the Governments of those regions under British influence.

(f) It is recognised that in the course of the operations here contemplated uncertainty may still arise from time to time either as to the correct interpretation of a question of principle or as to technical or administrative details. Every question of this kind will be approached in a spirit of mutual good faith.

In case of any difference of opinion arising as to the interpretation or execution of any of the preceding provisions, or as to any contravention thereof, which the two Governments find themselves unable to settle, the matter shall be referred to an independent body with a view to arbitration.

5. The present agreement can in no way be considered as affecting the control of the river, which is reserved for free discussion between the two Governments in the negotiations on the question of the Sudan.

I avail, etc.,

M. MAHMOUD,
President Council of Ministers.

d'eau du Nil qui pourront être progressivement prélevées par le Soudan au cours des mois de crue, conformément aux modalités spécifiées à l'article 57 du rapport de la commission, soient modifiées de telle sorte que le Soudan ne puisse prélever plus de 126 m³ à la seconde avant l'année 1936, étant entendu que le programme défini à l'article susmentionné sera strictement appliqué jusqu'au moment où le débit atteindra 126 m³ à la seconde. Ces quantités sont fixées d'après le rapport de la Commission du Nil et sont donc sujettes à revision, comme il est prévu dans ce rapport.

4. Il est entendu, en outre, que les dispositions suivantes seront appliquées en matière de travaux d'irrigation sur le Nil :

a) L'Inspecteur général du service d'irrigation de l'Égypte, au Soudan, le personnel placé sous ses ordres, ou tous autres fonctionnaires que pourra nommer à cet effet le Ministre des Travaux publics, auront liberté pleine et entière de coopérer avec l'ingénieur résident du barrage de Sennar, pour ce qui concerne les mesurages des débits, et l'établissement de relevés statistiques, afin que le Gouvernement égyptien soit assuré que la distribution d'eau, ainsi que le réglage du barrage s'effectuent bien conformément à l'accord intervenu. Les dispositions détaillées d'ordre pratique convenues entre le Ministre des Travaux publics et l'ingénieur-conseil des travaux d'irrigation auprès du Gouvernement du Soudan entreront en vigueur à partir de la date à laquelle la présente note aura été confirmée.

b) Sauf acceptation préalable du Gouvernement égyptien, il ne pourra être pris aucune disposition ni construit aucun ouvrage concernant l'irrigation ou l'énergie hydraulique sur le Nil et ses affluents ni sur les lacs d'où il s'écoule, dans la mesure où ces cours d'eau ou lacs sont situés dans le Soudan ou dans des pays placés sous l'administration britannique, si ces dispositions ou travaux sont de nature à léser les intérêts de l'Égypte, soit en réduisant l'apport d'eau qui arrive en Égypte, soit en modifiant la date d'arrivée des eaux, soit encore en abaissant le niveau d'eau.

c) Le Gouvernement égyptien, pour l'application de toutes les mesures nécessaires en vue d'une étude complète et de l'établissement de statistiques hydrologiques du Nil dans le Soudan, se verra accorder toutes les facilités requises.

d) Au cas où le Gouvernement égyptien déciderait de construire au Soudan des ouvrages sur le fleuve et sur ses affluents, ou de prendre des mesures destinées à accroître l'approvisionnement en eau au profit de l'Égypte, il conviendra au préalable avec les autorités locales des dispositions à prendre pour sauvegarder les intérêts locaux. La construction, l'entretien et l'administration de ces ouvrages relèveront directement du Gouvernement égyptien.

e) Le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, prêtera ses bons offices afin que les gouvernements des régions placées sous l'influence britannique facilitent les études, travaux hydrologiques et mesurages mentionnés dans les deux paragraphes ci-dessus.

f) Il est admis qu'au cours des opérations ici envisagées, il pourra encore s'élever parfois des contestations concernant l'interprétation exacte d'une question de principe ou de certains détails d'ordre technique ou administratif. Toutes les questions de ce genre seront abordées dans un esprit de bonne foi réciproque.

En cas de divergence d'opinions, motivée par l'interprétation ou l'exécution de l'une quelconque des dispositions qui précèdent, ou par une infraction auxdites dispositions, et si les deux gouvernements ne peuvent parvenir à s'entendre, la question sera soumise pour arbitrage, à un organisme indépendant.

5. Le présent accord ne peut être considéré à aucun égard comme affectant le contrôle du fleuve, ce point qui devra être discuté en toute indépendance, par les deux gouvernements lors des négociations relatives à la question du Soudan.

Je saisis cette occasion, etc

Le Président du Conseil des Ministres :

M. MAHMOUD.

PIÈCES JOINTES A LA NOTE N° I.

Commission du Nil 1925.

RAPPORT

TABLE DES MATIÈRES.

	Paragraphes
CHAPITRE I. — INTRODUCTION	1-8
CHAPITRE II. — EXPOSÉ GÉNÉRAL.	
Historique	9-15
Situation actuelle... ..	16-18
Portée des propositions actuelles	19-22
Projet de travaux d'irrigation à La Guezireh... ..	23-26
Commission actuelle : considérations générales	27-41
CHAPITRE III. — STATISTIQUES	42
Relevés hydrologiques	43
Décalage des dates	44-45
Pertes	46
Mode de division de l'année	47
Crue du fleuve, juillet-août	48-52
Saison des hautes eaux	53-58
Décrue du fleuve, janvier-février	59-79
CHAPITRE IV. — POMPES ET BASSINS D'IRRIGATION AU SOUDAN	80
Pompes... ..	81-86
Bassins d'irrigation	87
CHAPITRE V. — RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.	
Résumé... ..	88
Conclusions	89-92

Carte de la vallée du Nil. ¹

ANNEXES.

Echange de notes janvier 1925	Annexe A
Temps qui s'écoule pour qu'un changement de niveau du Nil à Sennar soit constaté au barrage du Delta... ..	Annexe B
Débit total des bras de Rosette et de Damiette, juillet-août	} Annexe C
Décalages dont il est fait usage dans le graphique N° I	
Graphique N° I	
Chiffres extraits de l'ouvrage intitulé « Régularisation du Nil », page 87	Annexe D
Critère servant à déterminer la date à laquelle on peut commencer à prélever de l'eau du Nil à Maquouar, au début de la crue	Annexe E
Réduction approximative du Nilomètre d'Assouan, résultant du prélèvement de 100 m ³ à la seconde, 150 m ³ à la seconde et 200 m ³ à la seconde à Assouan, lors des crues insuffisantes de 1911, 1913, 1915 et 1918	Annexe F

¹ N'est pas reproduite ici.

Explanatory Note. Date on which shortage occurred in Lower Egypt... ..	} Appendix G
Table showing date at Delta Barrage on which all water was required for irrigation or construction of Sadds	
Discharges of Rosetta and Damietta Branches, Mean 1919-20 to 1925-1926. Diagram No. 2	
Discharges of Rosetta and Damietta Branches, 1915-1916. Diagram No. 3... ..	
Discharges of Rosetta and Damietta Branches, 1913-1914. Diagram No. 4... ..	
Explanatory Note on Diagram No. 5... ..	} Appendix H
Dr. Hurst's Diagram. Diagram No. 5	
Explanatory Note on Diagram No. 6... ..	} Appendix I
Mr. Butcher's Diagram. Diagram No. 6	
Aswan Natural River, December and January Discharge, 1905-1906—1924-1925	Appendix J
Aswan Natural River, 1919-1924... ..	} Appendix K
Falling River. Diagram No. 7	

CHAPTER I.

INTRODUCTORY.

The appointment of the Commission arose from an exchange of notes dated the 26th January, 1925, between His Britannic Majesty's High Commissioner for Egypt and the President of the Egyptian Council of Ministers, in which it was agreed that a Commission should be appointed "for the purpose of examining and proposing the basis on which irrigation can be carried out with full consideration of the interests of Egypt and without detriment to her natural and historic rights."¹

2. The following were appointed members of the Commission :

Mr. J. J. Canter CREMERS, *Chairman*.

Mr. R. M. MACGREGOR, *British Delegate*.

Abdel Hamid SOLIMAN Pasha, *Egyptian Delegate*.

The Commission was called upon to report by the 30th June, 1925.

The Chairman arrived in Egypt on the 16th February, and the first meeting was held on the following day.

Mr. W. Allard, of the Egyptian Irrigation Department, was appointed Secretary.

3. After preliminary discussions and visits to the Delta Barrage and the offices of the Physical Department, the Commission was able to lay its plans and to define the general lines of statistical examination. It next visited the sadd near Edfina, which is made annually to close the mouth of the Rosetta branch of the Nile ; and then proceeded on a tour of inspection up the Nile, including the Semmar Dam and the canalisation works of the Sudan Gezira, the site of the proposed Gebel Aulia Dam, the Aswan Dam, the Isna Barrage, the site of the proposed Nag-Hamadi Barrage, and the basin systems in the vicinity of Sohag.

4. During the course of its sittings in Cairo and its tours of inspection, the Commission examined many of the records of the Physical and Irrigation Departments, and obtained by interviews the opinions of various officials, both in Egypt and the Sudan, on subjects connected with its task. On its return to Cairo at the end of March, the Commission applied itself to an examination of the statistics as they became available, calling from time to time for such further data as the progress of the enquiry rendered necessary.

¹ See Notes reproduced at Appendix A.

Note explicative, Dates des pénuries d'eau en Basse-Egypte	} Annexe G
Tableau indiquant la date, au barrage du Delta, à laquelle la totalité de l'eau est indispensable pour les besoins de l'irrigation ou la construction de digues temporaires (Saddis)	
Débîts des bras de Rosette et de Damiette, moyenne de 1919-1920 à 1925-1926, graphique N° 2	
Débîts des bras de Rosette et de Damiette, 1915-1916, graphique N° 3	
Débîts des bras de Rosette et de Damiette, 1913-1914, graphique N° 4	} Annexe H
Note explicative du graphique N° 5	
Graphique du Dr Hurst, graphique N° 5	} Annexe I
Note explicative du graphique N° 6	
Graphique de M. Butcher, graphique N° 6	} Annexe J
Fluve non canalisé à Assouan, Débit de décembre et janvier, en 1905-1906 et en 1924-1925	
Fluve non canalisé à Assouan 1919-1924	} Annexe K
Décrue du fluve, graphique N° 7	

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION.

La Commission a été nommée à la suite d'un échange de notes en date du 26 janvier 1925 entre le Haut-Commissaire de Sa Majesté britannique pour l'Egypte et le Président du Conseil des Ministres d'Egypte. Il fut convenu, aux termes de cet accord, de nommer une Commission d'études chargée de formuler des propositions de nature à servir de base aux travaux d'irrigation, en tenant pleinement compte des intérêts de l'Egypte et sans porter atteinte à ses droits naturels et historiques ¹.

2. Les personnes dont les noms suivent ont été nommées membres de la Commission :

M. J. J. Canter CREMERS, président.

M. R. M. MACGREGOR, délégué britannique.

Abdel Hamid SOLIMAN Pacha, délégué égyptien.

La commission était invitée à présenter son rapport pour le 30 juin 1925.

Le président est arrivé en Egypte le 16 février, et la première réunion a eu lieu le lendemain.

M. W. Allard, du Service d'Irrigation égyptien, a été nommé secrétaire.

3. Après certains échanges de vues préalables et une visite d'inspection du barrage du Delta et du « Physical Department » la Commission s'est trouvée en mesure d'établir son programme et de définir les principes généraux applicables aux études d'ordre statistique. Elle s'est ensuite rendue près d'Edfina pour y inspecter la digue temporaire que l'on élève chaque année pour fermer l'embouchure de la branche de Rosette, puis elle a remonté le Nil au cours d'un voyage d'inspection avec arrêts au barrage de Sennar, aux ouvrages de canalisation de La Guéziréh du Soudan, à l'emplacement du futur barrage de Djebel Aulia, aux barrages d'Assouan, et d'Isneh et à l'emplacement où l'on se propose d'élever le barrage de Nag-Hamadi, et elle a inspecté l'ensemble du système des bassins d'irrigation aux environs de Sohag.

4. Au cours de ses réunions au Caire et de ses voyages d'inspection, la commission a pris connaissance de nombreuses statistiques des Services du Cadastre et de l'Irrigation, et a recueilli au cours d'entrevues les opinions de divers fonctionnaires, tant en Egypte qu'au Soudan, sur des questions connexes. Revenue au Caire, à la fin de mars, elle s'est consacrée à l'examen des statistiques à mesure qu'il lui était possible de se les procurer, et elle a recueilli les données complémentaires nécessaires pour poursuivre son enquête.

¹ Voir notes reproduites à l'Annexe A.

5. The Commission agreed at the outset of its deliberations that decisions arrived at during the examination of the problem, point by point, should in the first instance be provisional and subject to review at a later stage when it became possible to envisage the problem as a whole. By the early part of May most of the ground had been covered, and a large measure of agreement had been reached. On certain points further statistical information was still awaited. It was decided at this stage that further progress would be facilitated by the preparation of a draft report embodying the conclusions so far reached, and it was arranged that the two delegates should prepare separate drafts, from which, with the assistance of the Chairman, the final draft would be compiled.

6. At this juncture, the Chairman's health began to cause anxiety, and he found it increasingly difficult to take part in the work of the Commission. On the 21st May his indisposition took a graver turn, and it was realised that he was seriously ill. For some weeks there was every hope of his recovery, but most unhappily and to the great grief of his colleagues, he died on the 21st June. The British and Egyptian delegates take this opportunity of placing on record their appreciation of the high professional and personal gifts of their late colleague and their sense of the loss sustained by the Commission over which he had so ably presided, and by the engineering profession in general, through his untimely death.

7. The Chairman's illness necessitated the temporary adjournment of the Commission at a time when its task was within measurable distance of completion, and his subsequent death obliged the two Governments to consider the most appropriate course to follow in these unforeseen circumstances. The delegates meanwhile had returned to their normal duties. In view of the progress that had already been made, and the desirability of completing the work, the two Governments eventually instructed their respective delegates to resume the studies, so unhappily interrupted, and to present their Report.

8. The remaining statistical information having been obtained, the two delegates reviewed the alternative drafts already prepared; and finding no reason to depart substantially from any proposals common to both of them, they proceeded to compile this agreed Report, which they believe would have met with the approval of their late Chairman.

CHAPTER II.

DESCRIPTIVE AND GENERAL.

Previous History.

9. After the re-establishment of order in the Sudan, as a result of the campaign of 1896-98, a demand arose in the Sudan for the erection of pumps for irrigation on a small scale; and, with the approval of the Egyptian Government, certain areas of land were given pumping rights. The area under permit was increased from time to time, as explained in detail in a later paragraph, some pumps being installed to test the possibilities of cotton growing, and others for the purpose of producing food grains at a time of scarcity during the war. The area now under irrigation in this way is inconsiderable, amounting to less than 40,000 feddans, of which rather more than half is licensed for perennial irrigation, the remainder being restricted to the flood season. An area of some 80,000 feddans in the Northern Sudan has been formed into basins, but, owing to the high levels of the land, they are only partly filled, even in years of high flood.

10. The greater part of the culturable land of the Sudan either possesses an adequate rainfall or is inaccessible by canals. The only considerable area suitable for canal irrigation is the triangular tract between the Blue and White Niles with its apex at Khartoum and extending as far south as the Sennar-Kosti Railway. From 1905 onwards the possibility of irrigating some portion of this area had been under consideration; and in 1913 a scheme was prepared for the irrigation of 100,000

5. La commission décida dès le début de ses délibérations, que les conclusions auxquelles elle aboutirait au cours de l'examen méthodique du problème auraient en premier lieu un caractère provisoire, sous réserve d'une mise au point à un stade ultérieur, lorsqu'il serait possible d'envisager l'ensemble du problème. Au début de mai, la plupart des problèmes avaient été étudiés et l'on s'était mis d'accord en principe, sur un grand nombre de points. Sur certains autres, on attendait encore des renseignements statistiques complémentaires. Il fut alors décidé, pour faciliter la poursuite de l'enquête, de préparer un rapport provisoire indiquant les résultats obtenus à ce stade et de charger les deux délégués d'établir deux projets distincts à l'aide desquels serait rédigé le projet provisoire, avec la collaboration du président.

6. A ce moment, la santé du président commençait déjà à causer quelque inquiétude. Il lui était de plus en plus difficile de prendre part aux travaux de la commission. Le 21 mai, son indisposition s'accrut et l'on se rendit compte de la gravité de son état. Pendant quelques semaines on conserva l'espoir de le voir se rétablir, mais malheureusement, au grand chagrin de ses collègues, il mourut le 21 juin. Les délégués britannique et égyptien saisissent cette occasion de faire connaître en quelle haute estime ils tenaient les capacités professionnelles et les qualités personnelles de leur collègue défunt, dont la perte inopinée a été vivement ressentie par la Commission qu'il présidait avec tant de compétence ainsi que par le corps des ingénieurs tout entier.

7. La maladie du président entraîna l'ajournement temporaire de la Commission à un moment où elle pouvait déjà entrevoir l'achèvement de ses travaux. Sa mort obligea les deux gouvernements à envisager les meilleures mesures à prendre à la suite de ces circonstances imprévues. Dans l'intervalle, les délégués avaient repris leurs occupations normales. En raison des progrès déjà effectués et de la grande utilité que présentait l'achèvement de ces travaux, les deux gouvernements chargèrent, finalement, leurs délégués respectifs de reprendre les études si malheureusement interrompues et de présenter leur rapport.

8. S'étant procuré les renseignements statistiques complémentaires qui leur étaient nécessaires, les deux délégués procédèrent à une révision des deux projets distincts déjà préparés par eux et ne voyant aucune raison de renoncer en principe aux propositions formulées conjointement par eux, ils ont rédigé le présent rapport commun, que leur feu président aurait sans doute approuvé.

CHAPITRE II

EXPOSÉ GÉNÉRAL.

Historique.

9. Lorsqu'après la campagne de 1896-1898, l'ordre fut rétabli au Soudan, la nécessité de pompes pour les travaux d'irrigation d'ordre relativement secondaire se fit sentir, et avec l'approbation du Gouvernement égyptien, on accorda le droit d'installer des pompes pour irriguer certaines superficies. La superficie dont l'irrigation a été ainsi autorisée a été accrue, à plusieurs reprises, comme il est expliqué en détail dans un paragraphe ultérieur ; un certain nombre de pompes ont été installées en vue d'essais de culture du coton, d'autres en vue de la production de céréales à un moment de pénurie pendant la guerre. La superficie actuellement irriguée par ces moyens n'est pas considérable. Elle est inférieure à 40.000 feddans, dont un peu plus de la moitié sous irrigation périenne, moyennant permis, le reste n'étant irrigué que pendant la saison des hautes eaux. Une superficie de 80.000 feddans environ dans le Soudan septentrional a été aménagée en bassins, mais, par suite de l'altitude, ces bassins ne sont remplis qu'en partie, même pendant les années de grandes crues.

10. Dans le Soudan, la plupart des terres arables sont inaccessibles aux canaux, les autres bénéficient d'un régime de pluies suffisant. La seule superficie assez étendue qui se prête à l'irrigation par voie de canaux est le triangle situé entre le Nil blanc et le Nil bleu, dont le sommet est à Khartoum et qui s'étend vers le Sud jusqu'à la ligne de chemin de fer Sennar-Kosti. A partir de 1905, on a envisagé la possibilité d'irriguer une partie de cette région, et, en 1913, on a préparé un projet

feddans by means of a canal fed from the natural flow of the Blue Nile, the required levels being given by a barrage at Makwar. It was then believed that such a scheme would permit of the cotton crop being matured without detriment to Egyptian interests. Further experience of agricultural conditions, however, and the occurrence of the exceptionally low river of 1913-14, showed that this was impossible, and that the scheme should comprise a storage dam, and not merely a diversion barrage. With the addition of a reservoir for the storage of water abstracted from the natural flow during the flood season, it was calculated that the area could be increased to 300,000 feddans without the need for taking water from the river at low stage, and that such an increase of area was necessary to off-set the extra cost of the dam. The scheme was recast on these lines, but progress was interrupted by the war.

11. Simultaneously, the Egyptian Government had been considering the construction of a dam on the White Nile at Gebel Aulia, near Khartum, for the dual purpose of controlling high floods which threatened damage to Egypt, and of storing water for use during the summer season in Egypt. This scheme was also delayed by the war, though some work was actually executed during the years 1917-20.

12. The resumption of progress on both of these projects after the war was accompanied by vigorous public discussion and criticism in Egypt, directed chiefly against the accuracy of the data on which they were based. As a result of this the Egyptian Government in January 1920 appointed a Commission of Enquiry, known as the Nile Projects Commission, composed of three members, nominated by the Government of India, the University of Cambridge and the Government of the United States. The terms of reference to the Commission were as follows :

The Commission is requested to give to the Egyptian Government its opinion of the projects prepared by the Ministry of Public Works with a view to the further regulation of the Nile supply for the benefit of Egypt and the Sudan. In particular, the Commission is requested :

(a) To examine and report upon the physical data on which the projects are based.

(b) To report upon the propriety of the manner in which, as a result of these projects, the increased supply of available water provided by them will be allocated at each stage of development between Egypt and the Sudan.

(c) To advise as to the apportionment of the cost of the proposed works and of this enquiry as between Egypt and the Sudan.

The projects were those described in a publication of the Egyptian Government entitled " Nile Control ", and comprised the two dams already mentioned, a barrage in Upper Egypt, conservation works in the " Sadd " region and storage reservoirs in the Great Lakes.

13. The report of the Nile Projects Commission, which was published in 1921, found that the projects were based on reliable data, and advocated their execution. In view, however, of the estimated heavy cost of the Gebel Aulia Dam and its complementary works, the Egyptian Government decided in May 1921 to suspend all operations in connexion with this project. The Sudan Government, on the other hand, in view of the favourable report, decided to continue work on the Gezira Irrigation Scheme.

14. The majority of the Nile Projects Commission felt unable to advise on the problem of allocating those supplies of water which still remained unappropriated, and the only proposals made in this connexion, namely, those of Mr. Cory, the American member, were not adopted.

15. In view of the situation which had led to the appointment of the above-mentioned Commission, the British Government gave, in February 1920, an undertaking that the area of 300,000 feddans comprised in the Gezira Irrigation Scheme would not be exceeded without reference to the Egyptian Government ; and the work has been carried out within this limitation.

en vue de l'irrigation de 100.000 feddans au moyen d'un canal alimenté par le cours naturel du Nil bleu, les plans d'eau nécessaires étant obtenus au moyen d'un barrage à Maquouar. On croyait alors que ces ouvrages permettraient aux récoltes de coton de mûrir, sans que les intérêts de l'Égypte fussent lésés. Toutefois, une expérience plus longue des conditions de l'agriculture et une baisse exceptionnelle du niveau du fleuve en 1913-1914 montrèrent l'impossibilité de cette tentative et la nécessité de comprendre dans le projet en question un barrage de retenue et non simplement un barrage de dérivation. A condition de prévoir, en outre, la construction d'un réservoir pour emmagasiner l'eau prélevée sur le cours naturel du Nil pendant la saison des crues, on calculait que la superficie à irriguer pourrait être portée à 300.000 feddans, sans qu'il fût nécessaire de prélever sur le débit du fleuve aux basses eaux, et l'on estimait que cette augmentation de la superficie à irriguer s'imposait pour compenser les frais supplémentaires qu'entraînerait la construction du barrage. Le projet a été remanié conformément à ces idées, mais la guerre a arrêté les travaux.

11. Simultanément, le Gouvernement égyptien avait envisagé la construction d'un barrage sur le Nil blanc à Djebel-Aulia, près de Khartoum, afin de régulariser le régime des crues, dangereuses pour l'Égypte, et en même temps d'emmagasiner de l'eau utilisable en Égypte pendant la saison d'été. Ce projet a été, lui aussi, retardé par la guerre, bien qu'une certaine partie des travaux ait été exécutée en 1917-1920.

12. La reprise de ces deux projets après la guerre a provoqué en Égypte de vives discussions publiques et des critiques acerbes visant surtout l'exactitude des données servant de base aux projets. A la suite de cette campagne, le Gouvernement égyptien institua en janvier 1920 une commission d'enquête intitulée « Commission des projets du Nil », composée de trois membres nommés par le Gouvernement de l'Inde, l'Université de Cambridge, et le Gouvernement des États-Unis. Le mandat de cette commission était le suivant :

Faire connaître au Gouvernement égyptien son opinion sur les projets préparés par le Ministère des Travaux publics en vue de mieux régulariser l'approvisionnement en eau du Nil au profit de l'Égypte et du Soudan. Notamment :

a) Procéder à l'étude des données physiques qui servent de base aux projets et présenter un rapport sur la question.

b) Présenter un rapport concernant le bien-fondé des modalités d'après lesquelles, comme suite à ces projets, la quantité supplémentaire d'eau ainsi rendue disponible sera répartie, à chaque stade de développement des travaux entre l'Égypte et le Soudan.

c) Donner son avis sur la façon dont devront être partagés entre l'Égypte et le Soudan les frais des travaux envisagés et ceux de la présente enquête.

Ces projets sont décrits dans une publication du Gouvernement égyptien intitulée « Régularisation du Nil » (Nile Control) dans laquelle on envisageait la construction des deux barrages déjà mentionnés, d'un barrage dans la Haute-Égypte, d'ouvrages de conservation des eaux dans la région des Sadds (barrage temporaire), et de réservoirs de retenue dans les Grands Lacs.

13. La Commission des projets du Nil, dans son rapport, publié en 1921, reconnut que les projets en question étaient établis sur des bases satisfaisantes et recommanda leur mise à exécution. Toutefois, en raison des frais élevés du devis du barrage de Djebel-Aulia et des travaux complémentaires y afférents, le Gouvernement égyptien décida, en mai 1921, d'interrompre toutes les opérations relatives à ce projet. D'autre part, le Gouvernement soudanais, donnant suite à ce rapport favorable, décida de continuer les travaux du projet d'irrigation de la Guézireh.

14. La plupart des membres de la Commission des projets du Nil, estimèrent ne pas être en mesure de fournir des avis concernant la répartition des quantités d'eau restant encore non affectées, et les seules propositions faites à cet égard, à savoir celles de M. Cory, le membre américain, ne furent pas adoptées.

15. En raison de la situation qui avait motivé la nomination de la Commission sus-mentionnée, le Gouvernement britannique donna, en février 1920, l'assurance que la superficie de 300.000 feddans comprise dans le programme d'irrigation de la Guezireh ne serait pas dépassée sans consultation préalable du Gouvernement égyptien ; et les travaux se sont poursuivis dans les limites ainsi fixées.

The Present Position.

16. The immediate programme of works outlined in " Nile Control " consisted of the following items :

(a) The Gebel Aulia Dam to provide additional water for Egypt.

(b) The Makwar Dam, or, as it is now called, the Sennar Dam, with a canal system to irrigate 600,000 feddans in the Sudan Gezira.

(c) A barrage at Nag-Hamadi in Upper Egypt.

For various reasons, first the war, and then financial and other difficulties, no progress has been made with items (a) and (c). On the other hand, item (b) has been carried to completion, and came into operation in July 1925. The cost of this work has greatly exceeded the original estimates, and the Sudan Government, who are responsible for its financial results, desire to extend the area so as to reduce the risk of financial failure, and generally to develop still further the resources of the country.

17. It was an important feature of the programme that these three works should be carried out so as to come into operation simultaneously. The actual position, however, with which the Commission has to deal is that the Sudan has completed the canalisation of 300,000 feddans in the Gezira, and desires to advance a further stage, while Egypt has not yet been able to carry out her part of the original programme. During the time which has elapsed since the Commission was adjourned, the Egyptian Government have made considerable progress with their development programme, having now definitely sanctioned the construction of the Gebel Aulia Dam and the Nag-Hamadi Barrage, and the undertaking of an initial stage in the work of conserving the flow of the river in its course through the " Sadd " region.

18. The position as regards the limit of 300,000 feddans was modified by notes which passed between the British and Egyptian Governments in 1924 and 1925, of which the last two, giving rise to the appointment of this Commission, are contained in Appendix A. The effect of these was to terminate the 300,000 feddan limitation of 1920, and to call for some new arrangement to regulate expansion of irrigation in the Gezira.

Scope of the Present Proposals.

19. The Nile Projects Commission of 1920 had been requested to examine and to give its opinion on certain projects then under construction or under consideration by the Ministry of Public Works. A less specific charge has been laid upon the present Commission, which has been asked only to propose a basis for irrigation in which full consideration should be given to the rights and interests of Egypt. The Commission was thus let free to choose its own ground, to decide how far and in what direction its investigations should be carried, and the form which its proposals should take.

20. The information brought together and the programme of works outlined in the publication entitled " Nile Control ", the general conclusions of which were endorsed by the Nile Projects Commission, cover the very wide field of possible development of irrigation by works extending from the Great Lakes in Central Africa to the Mediterranean, and deal with possibilities belonging to the remote future as well as with works more immediately feasible. The present Commission has not attempted so wide a survey and, indeed, the time available precluded any such possibility. Nor has the Commission felt called upon to attempt a general analysis and definition of the principles underlying the allocation of water supplies between two communities. It is content to set out the considerations which have guided it towards its own conclusions.

Situation actuelle.

16. Le programme immédiat de travaux esquissé dans la publication intitulée « Régularisation du Nil » visait les ouvrages suivants :

- a) Le Barrage de Djebel-Aulia, destiné à fournir un approvisionnement supplémentaire d'eau pour l'Égypte.
- b) Le Barrage de Maquouar, dénommé aujourd'hui Barrage de Sennar, avec un système de canalisation permettant d'irriguer 300.000 feddans, à la Guézireh du Soudan
- c) Un barrage à Nag-Hamadi, en Haute-Égypte.

Pour diverses raisons, — la guerre, d'abord, puis certaines difficultés d'ordre financier et autres, — aucun progrès n'a été réalisé dans la construction du barrage de Djebel-Aulia, ni de celui de Nag-Hamadi. Par contre, le barrage de Maquouar a été terminé et livré à l'exploitation en juillet 1925. Les frais de construction de cet ouvrage ont dépassé de beaucoup les devis primitifs, aussi le Gouvernement soudanais, responsable des résultats financiers de ces travaux, désire-t-il étendre la superficie à irriguer afin de diminuer le risque d'échec financier et, d'une façon générale, de développer davantage encore les ressources naturelles du pays.

17. Le programme en question prévoyait, entre autres dispositions importantes, que les travaux devaient être exécutés de façon à être livrés simultanément à l'exploitation. En fait, la situation actuelle, la seule dont ait à s'occuper la Commission, est la suivante : le Soudan a achevé la canalisation de 300.000 feddans à la Guézireh et désire poursuivre les travaux tandis que l'Égypte n'a pas encore été en mesure d'exécuter sa part du programme primitif. Au cours de la période qui s'est écoulée depuis que la Commission a été ajournée, le Gouvernement égyptien a beaucoup avancé son programme de développement, en ce sens qu'il a maintenant définitivement autorisé la construction du Barrage de Djebel-Aulia et de celui de Nag-Hamadi, ainsi que les travaux préliminaires des ouvrages de conservation des eaux du Nil dans son cours à travers la région des Sadds.

18. La situation créée par la limitation à 300.000 feddans des terrains à irriguer, a été modifiée par les notes échangées entre le Gouvernement britannique et le Gouvernement égyptien en 1924 et 1925, dont les deux dernières, qui ont provoqué la nomination de la présente Commission, sont reproduites à l'Annexe A. Ces notes ont eu pour effet de mettre fin à la limitation de 300.000 feddans, fixée en 1920, et de motiver l'établissement de dispositions nouvelles afin de réglementer l'extension des travaux d'irrigation à la Guézireh.

Portée des propositions actuelles.

19. La Commission des projets du Nil de 1920 avait été chargée de donner, après examen, son opinion sur certains ouvrages alors en cours de construction, ou dont la construction était envisagée par le Ministère des travaux publics. La présente Commission n'a pas un mandat aussi nettement défini. Elle est chargée exclusivement de proposer des principes destinés à servir de base aux travaux d'irrigation, en tenant pleinement compte, à cet égard, des droits et intérêts de l'Égypte. La Commission était donc parfaitement libre de choisir son propre terrain d'activité, de décider dans quelle mesure et dans quelle direction ses investigations devaient s'effectuer, et sous quelle forme ses propositions devaient être présentées.

20. La documentation qui a été constituée, le programme de travaux esquissé dans la publication intitulée « Régularisation du Nil », dont les conclusions générales ont été adoptées par la Commission des projets du Nil, embrassent un domaine extrêmement étendu dans lequel sont compris tous les travaux d'irrigation possibles au moyen d'ouvrages entre les Grands Lacs de l'Afrique centrale et à la Méditerranée. Toutes les possibilités dont la réalisation appartient à un avenir lointain, ainsi que les travaux dont l'exécution peut s'effectuer à une date plus rapprochée sont prévues dans ce programme. Toutefois, la commission actuelle n'a pas envisagé un plan d'une telle envergure, en fait, le temps dont elle disposait ne le lui permettait pas. Elle n'a pas cru non plus devoir tenter une analyse générale et une définition des principes qui régissent la répartition de l'approvisionnement d'eau entre deux collectivités. Il lui suffit d'exposer les considérations qui l'ont motivé ses propres conclusions.

21. Precedents in this matter of water allocation are rare and practice varied ; and the Commission is aware of no generally adopted code or standard practice upon which the settlement of a question of inter-communal water allocation might be based. Moreover, there are in the present case special factors, historical, political and technical, which might render inappropriate too strict an application of principles adopted elsewhere. The Commission, having regard to the previous history of the question, the present position as regards development, and the circumstances attending its own appointment, decided to approach its task with the object of devising a practical working arrangement which would respect the needs of established irrigation, while permitting such programme of extension as might be feasible under present conditions and those of the near future, without at the same time compromising in any way the possibilities of the more distant future.

22. The arrangement contemplated aims at interpreting in definite and technical terms the intentions of the note quoted in the opening paragraph of this Report, wherein it was explained that in authorising extensions of irrigation in the Sudan "the British Government, however solicitous for the prosperity of the Sudan, have no intention of trespassing upon the natural and historic rights of Egypt in the waters of the Nile, which they recognise to-day no less than in the past." The Commission has every hope that its proposals, framed in this spirit, and after full study of the technical aspects of the problem, may form an acceptable basis upon which, by harmonious and co-operative effort, the irrigation development of the future may be founded, and by which all existing rights may be perpetually safeguarded.

The Gezira Irrigation Scheme.

23. As already explained, the chief field for irrigation development in the Sudan is the Gezira, and therefore the conditions under which the irrigation of this tract is carried out must have an important bearing on the problem for which the Commission has been called upon to propose a solution. It will be convenient therefore, before proceeding further with the discussion, to give a more detailed account of this scheme.

24. The present scheme provides for the irrigation of an area of 300,000 feddans of cultivable land, of which one-third will be under cotton from July-August to not later than the 15th April, one-third under food crops from August-September to November in the case of durra and January in the case of lubia, and the remaining third fallow. From the 16th April to the 15th July there will be no crop on the ground, water being required for domestic purposes only. The really important crop is the cotton, both from the point of view of water consumption, and of the economic return from the undertaking.

25. From the 16th to the 31st July the canal will be gradually raised from domestic supply level to irrigation supply level, the reservoir level being of necessity raised at the same time. From the 31st July onwards the canal will be drawing its supply in accordance with the agricultural needs, with a maximum discharge of 84 cubic metres a second. During the month of November the reservoir will be raised to full storage level, the discharge taken from the river for this purpose being about 150 cubic metres a second for thirty days. During the first half of January the watering of lubia will cease, only the cotton remaining under irrigation. The calculations in " Nile Control ", upon which the scheme was based, indicated that the requirements of the cotton crop on the above area could be taken from the river without detriment to Egypt, even under the conditions of the abnormally low year 1913-14, up till 18th January, after which date the requirements will have to be met from the stored water in the reservoir. The scheme was accordingly so planned that the reservoir should contain the volume estimated to be necessary, with due allowance for losses, to meet the cotton requirements of the defined area from the 19th January to the 15th April, and domestic requirements from the latter date till the 15th July.

21. Les précédents en matière de répartition d'approvisionnement d'eau sont rares, et les modalités pratiques diffèrent ; la Commission ne connaît pas de système théorique ni de méthode pratique uniforme de nature à résoudre la question de la répartition d'un approvisionnement d'eau entre deux collectivités. D'ailleurs, dans le cas actuel, il existe des facteurs spéciaux d'ordre historique, politique et technique qui ne permettraient peut-être pas d'appliquer trop rigoureusement des principes adoptés ailleurs. La commission envisageant la question au point de vue de l'histoire antérieure, de l'état actuel des travaux, et des circonstances qui ont motivé sa propre nomination, a décidé d'aborder sa tâche afin d'aboutir à un accord pratiquement réalisable qui ne lèserait pas les besoins des systèmes d'irrigation déjà établis, mais qui permettrait cependant d'étendre le programme des travaux d'irrigation possibles actuellement et dans un avenir prochain, sans nuire, en même temps, aux entreprises réalisables dans un avenir plus éloigné.

22. L'arrangement envisagé a pour objet d'interpréter en termes précis et techniques les intentions de la note citée au premier paragraphe du présent rapport, dans laquelle on expliquait qu'en autorisant certaines extensions des travaux d'irrigation dans le Soudan, « le Gouvernement britannique, si préoccupé qu'il fût de la prospérité du Soudan, n'avait nullement l'intention de porter préjudice aux droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil, droits dont il reconnaît la validité aujourd'hui autant que dans le passé ». La Commission a tout lieu de croire que ses propositions, élaborées dans cette intention après une étude approfondie des aspects techniques du problème, pourront être acceptées à titre de principes fondamentaux, régissant le développement des futurs travaux d'irrigation grâce à une collaboration active et harmonieuse, et en même temps, sauvegardant pour toujours tous les droits acquis.

Projet de travaux d'irrigation à la Guézireh.

23. Comme on l'a déjà indiqué, l'endroit où peuvent surtout se développer les travaux d'irrigation au Soudan est la Guézireh : les conditions dans lesquelles s'exécutent les travaux d'irrigation sur ce territoire exercent donc une influence importante sur le problème à l'égard duquel la commission a été chargée de proposer une solution. Il sied donc, avant d'aller plus loin, de donner un exposé plus détaillé de ce projet.

24. Le projet actuel prévoit l'irrigation d'une superficie de 300.000 feddans de terres arables dont un tiers sera consacré à la culture du coton, de juillet-août, jusqu'à une date qui ne devra pas dépasser le 15 avril ; un autre tiers sera consacré à des cultures vivrières depuis août-septembre, jusqu'en novembre, pour la culture du sorgho, et janvier pour celle du millet égyptien, le dernier tiers restant en jachère. Du 16 avril au 15 juillet, les champs ne seront pas sous culture, l'eau étant exclusivement réservée pour les usages domestiques. La récolte réellement importante est celle du coton, tant au point de vue de la consommation d'eau que des bénéfices que comporte cette culture, au point de vue économique.

25. Du 16 au 31 juillet, le plan d'eau du canal sera progressivement relevé de façon à passer du niveau nécessaire à l'alimentation domestique au niveau nécessaire pour les besoins de l'irrigation, le plan d'eau du réservoir étant naturellement relevé simultanément. A partir du 31 juillet, le canal recevra normalement la quantité d'eau nécessaire pour répondre aux besoins de l'agriculture, le débit maximum étant de 84 m³ à la seconde. Pendant le mois de novembre, le plan d'eau du réservoir sera relevé jusqu'au niveau maximum de retenue le volume prélevé sur le fleuve à cet effet étant d'environ 150 m³ à la seconde, pendant trente jours. Au cours de la première moitié de janvier, l'arrosage du millet égyptien prendra fin, seules les plantations de coton restant sous irrigation. Les calculs qui figurent dans la publication intitulée « Régularisation du Nil », et qui ont servi de base à l'établissement de ce projet, montraient que les quantités d'eau nécessaires pour la culture du coton, sur le territoire dont il s'agit, pouvaient être prélevées sur le fleuve sans léser l'Égypte, — même lorsque l'année serait aussi anormale qu'en 1913/1914, — jusqu'au 18 janvier ; après cette date, les besoins de l'irrigation doivent être satisfaits au moyen de l'eau emmagasinée dans le réservoir. Le plan a donc été établi de telle sorte que le réservoir contienne le volume jugé nécessaire, compte tenu des pertes, pour arroser comme il convient les plantations de coton de la région spécifiée, entre le 19 janvier et le 15 avril, et pour fournir l'eau nécessaire aux usages domestiques, du 15 avril au 15 juillet.

26. Besides the above restrictions as to the season during which the Gezira Scheme should draw upon the natural flow of the river, and the volume of water to be withdrawn during that season, there was the undertaking already mentioned in paragraph 15, limiting the area of cultivation in the Gezira to 300,000 feddans. Thus, even if it were found possible to use less water than the calculations provided for, the water so economised would not be considered as available for an additional area.

Present Commission. General Considerations.

27. From an irrigation point of view, the year in Egypt has always been treated as divisible into two seasons of about six months each. During one of these seasons the whole natural flow of the Nile, supplemented by the stored water of Aswan Reservoir, is used for irrigation, the mouths of the river being closed by earth banks as soon as conditions permit ; whilst during the other season water flows to the sea in volumes which for several months are very great.

28. The Sudan Gezira Scheme, which came into operation in July 1925, has been planned so as to draw water from the natural flow of the river only during the latter season, and to draw upon the water stored in the Sennar Reservoir during the low-river season. The Commission regards this as a sound principle ; and it is one which has always been accepted by the Sudan authorities, who only claim at this season of the year the volumes necessary for the small area of navigation supplied by pumps under a long-standing arrangement sanctioned by the Egyptian Government. The Commission accordingly determined that its first step should be the accurate division of the year into the two seasons by a detailed examination of the conditions at the two critical points at the beginning and the end of the season of surplus where the change of conditions occurs.

29. When this division of the year had been carried out it would be possible to reserve absolutely to Egypt the natural flow of the river during the low season, subject to the pumping rights already mentioned. The available supplies during the rest of the year would be examined with a view to seeing how much might reasonably be used in the Sudan, taking into account the requirements of corresponding development in Egypt. It would then remain to examine the minor questions of pump and basin irrigation in the Sudan, and to define the conditions on which these should be carried out.

30. The above are the general lines upon which the Commission decided to develop its proposals. It is now necessary to explain certain principles and methods followed in the actual examination of the problem. The fundamental operation is the division of the year, and in particular the determination of the date at which the Sudan should cease to draw on the natural river at Sennar. The method adopted in " Nile Control " was to make this date correspond with the first withdrawal of stored water at Aswan, and the Sennar Reservoir was designed to supply the requirements of the canal after the 18th January, this date corresponding to the first withdrawal at Aswan in 1913-14, an abnormally low year. The majority of the Nile Projects Commission had approved this method of determining the date, but had advocated that the date should be movable, and ordinarily later than the 18th January, in accordance with the condition of the river in each year, instead of being fixed absolutely with reference to the abnormal conditions of 1913-14.

31. The present Commission does not regard the time of first withdrawal of stored water at Aswan as a suitable criterion of the cessation of surplus flow in the river ; since it might well be that the stored water is reserved for some time after there ceases to be any surplus in the river, in anticipation of more acute needs in the later months. The Commission accordingly decided to discard this criterion, and to base its proposals on the actual cessation of surplus as indicated by

26. Outre les restrictions ci-dessus visant la saison pendant laquelle il y aura lieu d'avoir recours au flux naturel de la rivière pour appliquer le projet de la Guézireh et le volume d'eau à prélever pendant cette saison, il faut rappeler l'engagement déjà mentionné au paragraphe 15, aux termes duquel la superficie arable, dans la Guézireh, était limitée à 300.000 feddans. Dans ces conditions, même s'il devenait possible d'employer une quantité d'eau moindre que celle qui a été prévue dans les calculs, l'eau ainsi épargnée ne pourrait être considérée comme disponible pour l'irrigation d'une superficie plus étendue.

Commission actuelle. Considérations générales.

27. Au point de vue de l'irrigation, l'année, en Egypte, a toujours été considérée comme divisible en deux saisons de six mois environ chacune. Pendant l'une, la totalité du flux naturel du Nil, accrue par l'eau emmagasinée dans le réservoir d'Assouan, est utilisée pour l'irrigation, les embouchures du fleuve étant closes au moyen de digues de terre aussitôt que l'état du Nil le permet, pendant l'autre, l'eau s'écoule dans la mer en quantités qui, durant plusieurs mois, sont très considérables.

28. Les ouvrages construits à la Guézireh du Soudan, ouverts à l'exploitation en juillet 1925, ont été construits de façon à recevoir l'eau du cours naturel de la rivière pendant cette dernière saison exclusivement, et l'eau emmagasinée dans le réservoir de Sennar pendant la saison des basses eaux. La Commission considère cet arrangement comme justifié. Il a toujours été accepté par les autorités soudanaises, qui ne revendiquent, à cette saison de l'année, que les quantités d'eau nécessaires pour la petite navigation, l'eau en question étant fournie par des pompes, aux termes d'un arrangement en vigueur depuis longtemps et sanctionné par le Gouvernement égyptien. La commission a donc décidé qu'elle devait, en premier lieu, déterminer la date exacte de cette division de l'année en deux saisons, en procédant à cet effet à une étude détaillée des conditions hydrologiques aux deux points critiques au début et à la fin de la saison d'excédent d'eau, où se produit le changement en question.

29. Lorsque la division de l'année aura été déterminée, il sera possible de réserver sans conditions pour l'Egypte le cours naturel du Nil pendant la saison des basses eaux, compte tenu des droits de pompage, déjà mentionnés. On examinera ensuite les quantités d'eau disponibles pendant le reste de l'année, afin de fixer la quantité que l'on pourrait raisonnablement utiliser au Soudan en tenant compte des besoins correspondants du développement de l'irrigation en Egypte. Il resterait alors à étudier les questions secondaires de l'irrigation par pompage et par bassins au Soudan, et à définir les conditions dans lesquelles ces procédés d'irrigation devraient être employés.

30. Tels sont les principes généraux conformément auxquels la Commission décida de présenter ses propositions. Il sied, maintenant, d'exposer certains principes et certaines méthodes dont on s'est inspiré au cours de l'étude même du problème. L'opération fondamentale est la division de l'année, notamment la détermination de la date à laquelle on devrait cesser, au Soudan, de prélever de l'eau dans le fleuve non canalisé, à Sennar. La méthode suivie à cet effet dans la publication intitulée « Régularisation du Nil » consistait à faire coïncider cette date avec celle du premier jour auquel on commençait à prélever l'eau emmagasinée dans le réservoir d'Assouan, le réservoir de Sennar était destiné à fournir les quantités nécessaires pour le canal après le 18 janvier, date correspondant au jour où on a commencé à prélever de l'eau à Assouan, en 1913/1914, année de basses eaux anormales. La majorité des membres de la Commission des projets du Nil avaient approuvé cette méthode pour déterminer la date en question, mais ils avaient suggéré que cette date devrait être mobile et, généralement, postérieure au 18 janvier, selon l'état du Nil chaque année, au lieu d'être fixée d'une façon absolue par rapport aux conditions anormales de 1913/1914.

31. La présente Commission ne juge pas que la date à laquelle est prélevée pour la première fois l'eau emmagasinée à Assouan constitue un critère convenable déterminant la cessation de l'excédent d'eau du fleuve, car il se pourrait fort bien que l'eau emmagasinée fût tenue en réserve pendant quelque temps, après qu'il n'y a plus d'excédent d'eau dans le fleuve, afin de parer à la possibilité de besoins plus urgents au cours des mois subséquents. La commission a donc décidé de

the working of the canals, the regulation at the Delta Barrage, and the closing of the sadds across the mouths of the river.

32. The Commission considered whether its proposals should be based on the abnormal conditions of 1913-14, or upon the mean of a series of years, or should provide something in the nature of a sliding-scale under which the date in question would be advanced or put back in accordance with the conditions obtaining in each year. The records of Nile floods cover a period of over 960 years, and years as low as 1913-14 have occurred only four times. The Commission felt that while the occasional occurrence of such years cannot be ignored, it should not be employed as a basis of any scheme. The sliding scale would present complications in working, and it was soon clear that the yearly fluctuations were not so important as to preclude the use of a mean date. It was accordingly decided to work on means, and to test the results so obtained by considering them with reference to specially low years. In particular, the Commission recognised that some special provision might be required to deal with a year like 1913-14.

33. The Commission also had to consider whether its proposals for regulating the expansion of irrigation in the Sudan should be expressed in terms of areas to be irrigated as well as of volumes to be utilised during certain specified seasons. In the past, as explained in paragraph 26, a definite area limitation of 300,000 feddans had been fixed for the Gezira Scheme, in addition to the restrictions imposed naturally by the storage capacity of the reservoir, and the precise definition of the season during which, and the extent to which, water may be abstracted from the natural flow of the river.

34. It is in terms of volumes and seasons that the actual statistical examinations of the whole problem must be conducted, and the record of the working of the reservoir, and of the volumes drawn off daily by the canal, must be maintained. And it is the volumes and seasons which best lend themselves to the imposition of checks necessary to ensure a proper control over the working of whatever arrangement may be arrived at as the result of the Commission's proposals.

35. An area limitation could not, in itself, constitute complete control over the volumes abstracted from the river, unless supplemented by a reservation as to the crops to be grown, and the system of crop rotation to be followed. It would involve also assumptions as to the volumes of water necessary for each different crop, and these assumptions would have to include a considerable margin to allow for error. Such a margin, comprising allowances for doubts as to reservoir capacity, losses, and water requirements of crops, would, by preventing full use being made of very valuable storage water, react unfavourably on the Sudan's interests, without corresponding advantage to Egypt. Consequently, an area limitation, unless pitched too high, would have the effect of removing the incentive to economy in the use of water, and it would clearly be to the advantage of neither party that water taken from the river should be used uneconomically.

36. In view of the above considerations, the Commission decided that its proposals should be stated in terms of volumes and seasons only. It was satisfied that the authorities concerned would have no difficulty in devising arrangements for ensuring complete control over the abstraction of water from the river and from the reservoir. Provided that such satisfactory arrangements are made, the Commission saw no necessity, from a technical point of view, of imposing an area limitation over and above the volumetric one. A definition of seasons and volumes to be extracted would, in accordance with irrigation practice, be satisfactory and adequate in itself; and if it were held necessary, as formerly, to impose an area limitation as well, it would be for reasons outside the purview of a technical Commission.

37. There is another matter which the Commission had to consider in connexion with the method of handling the problem submitted to it. The greater part of Upper Egypt is under basin

renoncer à ce critère et de prendre pour point de départ, dans son projet la cessation effective de tout excédent d'eau, telle qu'elle ressort de l'exploitation des canaux, de la régularisation du Nil, au barrage du Delta et de la fermeture des sadds (barrages provisoires) aux embouchures du fleuve.

32. La commission s'est demandée si ses propositions devaient avoir pour base les conditions anormales de 1913/1914 ou la moyenne d'une série d'années ; ou s'il y aurait lieu de prévoir une sorte d'échelle mobile d'après laquelle la date en question pourrait être avancée ou reculée selon les conditions prévalant chaque année. Les statistiques des inondations du Nil s'étendent sur une période de plus de 960 ans, au cours de laquelle on a constaté, quatre fois seulement, une baisse des eaux aussi considérable qu'en 1913/1914. La Commission a estimé que le retour occasionnel d'années analogues ne pouvait être absolument négligé, mais ne devait pas servir de base pour l'établissement d'un projet quelconque. L'emploi d'une échelle mobile entraînerait certaines complications dans la pratique et, d'ailleurs, on s'est rendu rapidement compte que les fluctuations annuelles n'étaient pas importantes au point d'interdire l'emploi d'une moyenne. Il a donc été décidé de faire usage de moyennes, et de vérifier la valeur des résultats ainsi obtenus, en les considérant au point de vue des années anormalement sèches. En particulier, la Commission a reconnu la nécessité d'une disposition spéciale pour parer à l'éventualité d'une année analogue à 1913/1914.

33. La Commission avait aussi à examiner si, en formulant ses propositions pour réglementer l'extension des travaux d'irrigation au Soudan, elle devait mentionner les superficies à irriguer en même temps que les volumes d'eau à utiliser pendant certaines saisons spécifiées. Précédemment, comme on l'a expliqué au paragraphe 26, il avait été fixé pour le projet de la Guézireh, une limite de superficie de 300.000 feddans, en dehors de certaines restrictions imposées naturellement par la capacité de retenue du réservoir, ainsi que de la détermination précise de la saison pendant laquelle l'eau pouvait être prélevée du cours naturel du fleuve, et du volume d'eau ainsi prélevé.

34. L'étude statistique de l'ensemble du problème doit prendre comme point de départ les volumes et les saisons et il est indispensable que les relevés des conditions de fonctionnement du réservoir ainsi que des volumes d'eau prélevés chaque jour pour le canal soient enregistrés sans interruption. Les volumes et les saisons sont les données qui se prêtent le mieux aux vérifications nécessaires pour régler convenablement la mise en œuvre de tout système que l'on pourra décider d'établir comme suite aux propositions de la commission.

35. Une limitation de la superficie ne pourrait en soi permettre de se rendre complètement compte des volumes d'eau prélevés dans le fleuve. Il faudrait indiquer en outre l'espèce de culture autorisée et le système de rotation des cultures à suivre. Il faudrait de plus faire intervenir des quantités hypothétiques concernant le volume d'eau nécessaire pour chaque sorte de récolte, et ces hypothèses comporter aussi nécessairement une marge considérable d'erreur. Cette marge, comprenant les inconnues dont il faut tenir compte au point de vue de la capacité, du réservoir, des pertes, et des besoins en eau des différentes récoltes, aurait pour effet, en empêchant d'utiliser dans toute la mesure possible l'eau précieuse emmagasinée, de léser les intérêts du Soudan sans avantages correspondants pour l'Egypte. Ainsi, toute limitation de la superficie à irriguer, à moins qu'elle ne soit fixée à un chiffre trop élevé, aurait pour effet d'éliminer tout motif portant à économiser l'eau, et il est évident que le gaspillage de l'eau prélevée dans le fleuve ne serait avantageux ni pour l'Egypte ni pour le Soudan.

36. En raison des considérations ci-dessus, la commission a décidé que dans son projet elle ne tiendrait compte que des volumes et des saisons. Elle a acquis la conviction que les autorités intéressées pourraient sans difficulté prendre toutes les dispositions de contrôle nécessaires en vue de réglementer les prélèvements d'eau dans le fleuve et dans le réservoir. Sous réserve d'arrangements satisfaisants à cet effet, la commission ne voit pas la nécessité, au point de vue technique, d'ajouter aux limites de volumes des limites de superficie. Conformément aux méthodes suivies en matière d'irrigation, une définition des saisons, ainsi que des volumes d'eau à prélever, serait en elle-même satisfaisante et suffisante ; si l'on jugeait nécessaire, comme par le passé, d'ajouter à cette définition une limitation de la superficie à irriguer, ce serait pour des raisons qui ne sont pas du ressort d'une Commission technique.

37. A propos de la méthode adoptée pour étudier le problème qui lui était soumis, la commission avait à examiner un autre point. La plus grande partie des terres de la Haute-Egypte est irriguée

irrigation, largely dependent on natural flood levels in the river, and only partially protected by barrages. Any abstraction of water in flood time in the Sudan must affect these levels to the detriment of the basin irrigation, and therefore to admit that the lands in question have an absolute right to undiminished natural levels must preclude any abstraction of water by the Sudan.

38. The Commission felt that in the circumstances it was impossible either, on the one hand, to postpone indefinitely all progress in the Sudan, or, on the other, to damage seriously, by precipitate action or by excessive abstraction, the basins of Upper Egypt. It was accordingly decided to take the line that consideration of levels could not be carried to the point of precluding development in the Sudan, but only to the point of setting a limit to the extent and rate of this development.

39. The Commission was assisted in coming to this conclusion by the decision of the Egyptian Government, soon after the appointment of the former, to undertake the construction of another barrage in Upper Egypt. It has also now been decided to construct, for the benefit of Egypt, the Gebel Aulia Dam in the Sudan. With the undertaking of these two works the question of levels in Upper Egypt loses much of the importance which might be attached to it if development by the Sudan only were in prospect.

40. A further question of a general nature, calling for decision as a preliminary to detailed examination of the problem, was whether the Gezira Canal and the Gebel Aulia Dam should be treated as being on the same footing, though the latter work had not yet made any effective progress. It was considered that, as both works had originally formed integral parts of the same programme, no special priority should be accorded to the completed Gezira Scheme in respect of the allocation of any further supplies found to be available, but that both should be treated as having equal priority to any extensions. As a corollary to this view, it follows, and it was so assumed by the Commission, that the Sudan should afford every facility for the construction of the Gebel Aulia Dam.

41. Finally, the Commission considered whether it must regard the completed Gezira Scheme as having an irrevocable right to take water to the extent and under the conditions provided for in " Nile Control ". There was the possibility that the Commission's examination of the statistics, including those of the years which had elapsed since the scheme was initiated, might lead to conclusions other than those of " Nile Control ". At the same time, the scheme had been undertaken and practically completed after full examination of the question, not only by the Egyptian authorities, but by the Nile Projects Commission ; and the Sudan Government had entered into certain commitments on the basis of the original water allotment. The Commission felt that in these circumstances any reduction in the volumes available for this scheme would raise issues with which, as a technical body, it would not be concerned. The detailed investigation of the basis of the original scheme by the methods adopted by the Commission has, however, shown, as will be seen later, that no serious divergence exists between the results of the present investigations and those previously arrived at.

CHAPTER III.

STATISTICAL.

42. As a preliminary to the detailed examination of the statistics, it will be convenient to describe briefly the nature of the records available, and to explain certain factors affecting the calculations.

Hydrological Records.

43. The annual maximum and minimum levels at Cairo are on record from 641 to 1451 A. D. and again from 1737, with one break, to the present day. These records cover a period exceeding

au moyen de bassins dont le remplissage dépend, dans une grande mesure, du niveau naturel des crues du fleuve, et qui ne sont protégés que partiellement par des barrages. Tout prélèvement d'eau effectué en temps de crue au Soudan, a pour effet inévitable d'abaisser ce niveau, au préjudice du système d'irrigation par bassins. Il s'ensuit que, si l'on admet pour les terres en question un droit absolu au maintien des niveaux naturels, tout prélèvement d'eau de la part du Soudan devient impossible.

38. La commission a estimé, dans ces conditions, qu'il lui était impossible, d'une part, d'ajourner indéfiniment tout progrès dans le Soudan, où, d'autre part de porter un grave préjudice, par une intervention prématurée ou par des prélèvements exagérés, aux bassins de la Haute Egypte. Il a été convenu, en conséquence, de poser en principe que les considérations de niveaux ne pouvaient être admises au point d'empêcher absolument le développement du Soudan, mais seulement dans la mesure où elles fixent une limite à l'étendue et la rapidité de ce développement.

39. La commission a été aidée, pour aboutir à cette conclusion, par le Gouvernement égyptien lui-même qui a décidé, peu après la nomination de la commission, d'entreprendre la construction d'un autre barrage en Haute-Egypte. Il a été également décidé depuis de construire, pour le bénéfice de l'Egypte, le barrage de Djebel Aulia, au Soudan. Si ces deux projets sont mis à exécution la question des niveaux de la Haute-Egypte perdra beaucoup de l'importance qu'elle pourrait avoir si le développement de l'irrigation était envisagé exclusivement par le Soudan.

40. Il restait encore à résoudre, avant de procéder à l'étude détaillée du problème, une autre question d'ordre général. Devait-on traiter de la même manière le canal de la Guézireh et le barrage de Djebel Aulia, alors que pour les travaux de construction de ce dernier ouvrage, on était encore à pied d'œuvre ? On a décidé que, comme ces deux ouvrages faisaient à l'origine partie intégrante du même programme, il n'y avait pas lieu d'accorder de priorité spéciale au projet de la Guézireh, aujourd'hui achevé, pour ce qui touche à la répartition des volumes d'eau additionnels qui pourraient être disponibles, mais que ces deux ouvrages devaient bénéficier du droit de priorité égal par rapport à toutes les extensions. Il s'ensuivrait, directement, comme l'a admis la commission, que le Soudan devait faciliter par tous les moyens possibles, la construction du barrage de Djebel Aulia.

41. Finalement, la commission s'est demandée si elle devait considérer l'achèvement du projet de la Guézireh comme entraînant irrévocablement le droit de prélever l'eau du Nil dans la mesure et dans les conditions prévues par la publication intitulée : « Régularisation du Nil ». Il pouvait se faire que la Commission, en examinant les statistiques, y compris celles des années qui se sont écoulées depuis qu'on a commencé à construire cet ouvrage, aboutit à des conclusions autres que celles qui sont exposées dans cette publication. D'autre part, le projet en question avait été entrepris et presque achevé après examen approfondi de la question, non seulement par les autorités égyptiennes, mais aussi par la Commission des projets du Nil, et le Gouvernement du Soudan avait engagé certaines dépenses en se fondant sur la répartition d'eau primitivement fixée. La commission a estimé que, dans ces circonstances, toute réduction des volumes d'eau disponibles pour ces ouvrages, aurait pour effet de soulever certains problèmes dont elle n'a pas à connaître en tant que Commission technique. Toutefois, après avoir étudié en détail, à la lumière des méthodes adoptées par elle, les principes qui servent de base au projet original, elle a constaté, comme on le verra plus loin, qu'il n'existe pas de divergence sensible entre les résultats de la présente enquête et ceux auxquels on avait abouti auparavant.

CHAPITRE III.

STATISTIQUES.

42. Avant de passer à l'étude détaillée des statistiques, il sied de décrire succinctement le caractère des relevés dont on dispose et d'expliquer certains facteurs qui interviennent dans les calculs.

Relevés hydrologiques.

43. Les niveaux annuels maxima et minima au Caire ont été enregistrés de 641 à 1451 A. D., puis à partir de 1737, avec une seule interruption, jusqu'à ce jour. Ces relevés s'étendent sur une

960 years, and are of value in determining the periodicity of abnormally low years. Daily gauge readings at Aswan and Cairo were begun in 1870, with occasional discharge observations. Since 1903 upstream and downstream levels and the position of the sluices at Aswan have been recorded daily, and by means of the calibration of these sluices, which has now been determined with a high degree of accuracy, the discharges in the earlier years have been calculated. Distribution at the Delta Barrage has been carried out since 1919 by the calibration method. In general the accuracy and system of record of the statistics are being continually improved, and they are now of a high order ; and great reliance can, in particular, be placed on those of the last seven years.

Time Lag.

44. The great distances and the small slope of the river make the time of travel an important factor in any calculations regarding the Nile. This time of travel has to be borne in mind continually, and where reference is made to the date of some event at Sennar, for example, it is necessary to reckon the corresponding date on which the effect will be felt at Aswan, or the Delta Barrage, before the significance of that effect can be properly appreciated. Reference, in short, must be both by time and place. The lag, moreover, is not constant, but varies with the river stage.

45. At the request of the Commission the time lag between one point and another has been calculated by the Physical Department. The calculations are contained in Appendix B, from which it will be seen that the total time of travel from Sennar to the Delta Barrage at the critical times is estimated to be :

In January-February = 34 days.
In July-August = 27 days.

Where necessary for the purpose of investigating special conditions, *i. e.*, low years, the lag taken into account has been specially calculated from the appropriate data.

Losses.

46. " Nile Control " (page 248) estimated that 124 volumes of water passing Khartum are reduced by losses to 100 at Aswan. In gauging the effect on the river conditions in Egypt of any abstraction at Sennar the Commission does not feel that it is necessary or even possible to take these losses into account for the purposes of the present proposals. It prefers to assume that the full effect of any abstraction at Sennar will be felt in Egypt without any reduction. At some future time this factor may become more precisely known, and also more important, and it can then be taken into account if necessary.

Division of the Year.

47. As already explained, the basic idea underlying the Commission's proposals is the division of the year into two seasons, during one of which the Gezira Canal would take water from the natural river, whilst during the other its supply would be drawn from storage, leaving the natural river reserved to Egypt. In this respect the Commission is merely following the principles of " Nile Control ", and of the Nile Projects Commission, but adopting other methods of studying the problem and of demonstrating the results. The examination of the conditions at the critical points where the supply of the rising river overtakes requirements and where, on the falling river, the reverse takes place, formed the most important part of the Commission's studies. The present Chapter is chiefly devoted to this examination, the presentation of its results, and the conclusions arrived at.

période de plus de 960 années et sont importants en ce sens qu'ils permettent de déterminer la périodicité des années de basses eaux anormales. Il existe également des relevés quotidiens des nilomètres d'Assouan et du Caire, depuis 1870, ainsi que des observations occasionnelles relatives aux débits. Depuis 1903, les niveaux en aval et en amont, ainsi que la situation des vannes d'Assouan ont été enregistrés chaque jour, et, grâce au calibrage de ces vannes, maintenant déterminé avec une très grande précision, les débits des années antérieures ont été calculés. La répartition des eaux au barrage du Delta a été effectuée depuis 1919 par la méthode du calibrage. En règle générale, l'exactitude des statistiques et leur mode d'enregistrement ne cessent de faire l'objet d'améliorations et ont, aujourd'hui, atteint un haut degré de précision. On peut tout particulièrement se fier aux statistiques des sept dernières années.

Décalage des dates.

44. En raison de la longueur du cours du Nil et de la pente minime du fleuve, la durée d'écoulement des eaux constitue un facteur important dont il faut tenir compte dans les calculs. La durée d'écoulement des eaux ne doit jamais être perdue de vue et, lorsque l'on cite la date de tel ou tel phénomène à Sennar, par exemple, il est indispensable que l'on calcule la date correspondante à laquelle l'effet de ce phénomène sera ressenti à Assouan ou au barrage du Delta, si l'on veut apprécier à sa juste valeur l'importance de cet effet. En d'autres termes, toutes les statistiques doivent indiquer à la fois le temps et le lieu. En outre, le décalage n'est pas constant et varie selon le niveau du fleuve.

45. Sur la demande de la commission, le décalage des dates entre deux points donnés a été calculé par le « Physical Department » ; ces calculs figurent à l'annexe B et montrent que la durée totale de l'écoulement des eaux entre Sennar et le barrage du Delta, aux époques critiques, est estimée à :

- 34 jours en janvier-février,
- 27 jours en juillet-août.

Lorsqu'il a été nécessaire de le faire, en vue d'étudier certaines conditions spéciales du fleuve, par exemple, le régime fluvial des années de basses eaux anormales, le décalage dont il convient de tenir compte a été calculé spécialement à l'aide de statistiques appropriées.

Pertes.

46. On estime (page 248 de la publication intitulée « Régularisation du Nil ») que 124 unités volumétriques d'eau passant à Khartoum sont ramenées, par suite des pertes, à 100 unités au barrage d'Assouan. En appréciant l'effet sur l'état du fleuve, en Égypte, de tout prélèvement d'eau effectué à Sennar, la commission ne juge pas qu'il soit nécessaire ou même possible de tenir compte de ces pertes dans le projet actuel. Elle préfère supposer que le plein effet de tout prélèvement d'eau à Sennar se fera sentir en Égypte sans aucune réduction. Plus tard, il se peut que ce facteur soit connu avec plus de précision et qu'on lui reconnaisse une importance plus grande. On pourra alors en tenir compte, si on le juge à propos.

Mode de division de l'année.

47. Comme on l'a expliqué précédemment, l'idée générale sur laquelle se fonde le projet de la commission est celle de la division de l'année en deux saisons. Du cours de la première, le canal de la Guezireh recevrait l'eau du fleuve non canalisé. Pendant la seconde, l'eau serait prélevée d'un réservoir tandis que l'eau du fleuve non canalisé serait réservée pour les besoins de l'Égypte. À cet égard, la commission s'est bornée à suivre les principes exposés dans la « Régularisation du Nil » ainsi que par la Commission des projets du Nil, tout en adoptant d'autres méthodes pour étudier le problème et pour démontrer les résultats. L'étude des conditions aux points critiques, où, lors des crues, le débit du fleuve est supérieur aux besoins et où, lors des décrues, le débit est inférieur aux besoins, a constitué la partie la plus importante des travaux de la commission. Le présent chapitre est principalement consacré à l'étude en question, à la présentation des résultats et aux conclusions qui s'en dégagent.

Rising River, July-August.

48. The conditions of the rising flood at the Delta Barrage are illustrated in Diagram No. 1 contained in Appendix C, which is based on the discharge passing down the river below the Delta Barrage. The river curves are those of the mean of 1912-25, the abnormally low year 1913, and of the year 1915, in which the conditions were, except for 1913, the worst of the series of fourteen years. The discharge used for irrigation below the barrage at this time of the year is taken into account; and the effect of the Sennar Dam, operated as provided in the table¹ on page 87 of "Nile Control", is shown with due allowance for the time lag, which, as already explained, varies with the stage of the flood.

49. It is seen from the diagram that in average years by the time the effect of withdrawals of water at the Sennar Dam is felt at the Delta Barrage the supply passing down the river branches amounts to nearly 150 million cubic metres daily, and that the effect is negligible under these conditions. In 1915 the effect would have been appreciable but not injurious. Under 1913 conditions the effect would have been to take water from the river about ten days in advance of the establishment of the real rise of the flood. The conclusion to be drawn from this diagram is that, provided the rise of the river is not later than in 1915, the arrangement in "Nile Control" is quite suitable, whereby the Gezira Canal would begin on the 16th July to draw on the river at Sennar to the extent of the prescribed volumes. In years worse than 1915 some postponement of this date would be needed to avoid taking water actually required for irrigation in Egypt.

50. It was explained in paragraph 41 that the Commission would feel that, on general grounds, any proposal for reducing volumes already allotted to this scheme, and in respect of which commitments had already been entered into, would be outside its province. The question of postponing the opening of the canal for a few days in occasional years of a late rise of the river appears, however, to the Commission in a somewhat different light. At this time of the year the water is chiefly required in Egypt for the durra crop, which should be sown as early as possible if the best results are to be obtained. Similarly, in the Sudan Gezira, early sowing of the cotton is desired. It seems reasonable that in a year when the rise of the river is delayed, the Sudan should share with Egypt whatever disadvantages may attach to the late sowing of the crops.

51. The conditions of 1915 may be regarded as the worst conditions under which the "Nile Control" arrangement would be suitable; and those of 1913 as the worst likely to occur. A sliding-scale whereby the opening date would be postponed in proportion as the conditions fell short of those of 1915 would meet the requirements which the Commission has in view. Such a sliding-scale might be derived from the figures contained in Appendix E. It is seen that both in 1915 and in 1913, on the date when the Sudan could have begun to draw on the river, the combined discharge of the Blue and White Niles amounted to 142 million cubic metres a day; and that the mean discharge for the preceding five days was 135 millions a day. Adopting a figure of 160 millions to allow a margin, it could be arranged that the Gezira Canal should not draw on the natural river until a mean total discharge of 160 millions a day for five days is reached at Sennar and Malakal, allowing for ten day's lag in the case of the latter.

52. The Commission, whilst putting forward this proposal from considerations of equity, does not believe that in fact any appreciable harm would be done to Egyptian interests if the Sennar works were operated according to the "Nile Control" scheme, regardless of the character of the season. Moreover, as stated in an earlier paragraph, it is not in favour of introducing complications such as might be involved in the use of a sliding-scale. But in this case the criterion as to the

¹ Reproduced as Appendix D.

Crue du fleuve juillet-août.

Les conditions de la crue au barrage du Delta sont indiquées dans le graphique N° 1, qui figure à l'annexe C. Ce graphique a été établi en tenant compte du débit du fleuve en aval du barrage du Delta. Les courbes du fleuve se rapportent à la moyenne des années 1912-1925, à l'année de basses eaux anormales de 1913, et à l'année 1915, au cours de laquelle les conditions ont été, si l'on excepte 1913, les plus défavorables que l'on ait rencontrées depuis quatorze ans. Il est tenu compte du débit utilisé pour les besoins de l'irrigation en aval du barrage à cette époque de l'année, et le graphique indique, en outre, l'effet produit par le barrage de Sennar, fonctionnant comme il est prévu dans le tableau¹ qui figure à la page 87 de la « Régularisation du Nil » et en tenant compte du décalage des dates, qui varie, comme on l'a indiqué précédemment, selon le niveau de la crue.

49. Le graphique montre que, pendant les années moyennes, à l'époque où l'effet des prélèvements d'eau au barrage de Sennar se fait sentir au barrage du Delta, la quantité d'eau qui s'écoule par les bras du fleuve atteint près de 150 millions de mètres cubes par jour et que, par conséquent, dans ces conditions, l'effet du prélèvement d'eau est négligeable. En 1915 l'effet eût été sensible mais non dangereux. En 1913, étant donné les conditions qui prévalaient alors, il aurait fallu prélever l'eau du fleuve dix jours avant l'établissement véritable de la crue. La conclusion qui se dégage de ce graphique est que, lorsque la crue du fleuve ne se produit pas plus tard qu'elle ne s'est produite en 1915, l'arrangement prévu dans la « Régularisation du Nil » convient parfaitement, en ce sens que l'on commencerait, dès le 16 juillet, à approvisionner le canal de la Guézireh au moyen de l'eau prélevée sur le fleuve à Sennar, jusqu'à concurrence des volumes prescrits. Pour les années plus défavorables que 1915, il serait nécessaire de reculer quelque peu cette date afin d'éviter tout prélèvement d'eau nécessaire pour les besoins de l'irrigation en Egypte.

50. Nous avons expliqué au paragraphe 41 que la Commission estimait, d'une manière générale, que toute proposition tendant à réduire les volumes d'eau déjà autorisés pour ce projet, au sujet duquel des dépenses ont déjà été engagées, n'était pas de son domaine. La question de reculer de quelques jours la date d'ouverture du canal, lorsque, comme dans certaines années, les crues sont tardives, revêt toutefois pour la commission un aspect quelque peu différent. A cette époque de l'année, l'eau est principalement utilisée en Egypte pour la récolte du dhoura égyptien, qui doit être semé aussitôt que possible, si l'on veut obtenir les résultats les plus favorables. De même, à la Guézireh du Soudan, il est désirable de semer le coton de bonne heure. Il semble raisonnable, lors des années où la crue du fleuve est tardive, que le Soudan partage avec l'Egypte tous les désavantages que peuvent entraîner les retards apportés aux semailles.

51. Les conditions de 1915 peuvent être considérées comme les plus défavorables de toutes celles auxquelles se prêterait l'arrangement décrit dans la « Régularisation du Nil » et les conditions de l'année 1913 sont les pires que l'on puisse prévoir. Une échelle mobile, d'après laquelle la date d'ouverture serait retardée dans la mesure où la situation s'écarterait de celle de 1915, permettrait de prélever les quantités d'eau prévues par la commission. Cette échelle mobile pourrait être calculée au moyen des chiffres qui figurent à l'annexe E. On constate qu'en 1915, comme en 1913, à la date où les prélèvements d'eau du fleuve auraient pu commencer au Soudan, le débit combiné du Nil Bleu et du Nil Blanc atteignait 142 millions de mètres cubes par jour, et que le débit moyen des cinq jours précédents était de 135 millions par jour. Si l'on adopte un chiffre de 160 millions, afin de réserver une certaine marge, on pourrait faire en sorte que le canal de la Guézireh ne prélève pas d'eau dans le fleuve non canalisé tant qu'un débit total moyen de 160 millions par jour pendant cinq jours n'aura pas été constaté à Sennar et à Malakal, en tenant compte d'un décalage de six jours pour le second de ces barrages.

52. La commission, tout en formulant ces propositions pour des considérations d'équité, ne croit pas qu'en réalité les intérêts de l'Egypte puissent être lésés sensiblement si les ouvrages de Sennar fonctionnaient conformément au projet qui figure dans la « Régularisation du Nil », quel que soit le caractère de la saison. D'ailleurs, comme il a été mentionné dans un paragraphe précédent, la commission ne croit pas qu'il soit utile d'introduire les complications qu'impliquerait l'adoption

¹ Voir Annexe D.

character of the season is so direct, and the procedure so simple, that no difficulties should arise on the rare occasions when the sliding-scale would be called into play. The Commission accordingly recommends the adoption of this arrangement if the authorities concerned think it worth while to depart from the simplicity of a fixed date.

Flood Season.

53. The rise of the river having, as already seen, become well established in the latter half of July, it has now to be seen what volumes, if any, could, consistently with the interests of Egypt, and the principles followed by the Commission, be taken in the Sudan, in addition to the volumes allowed for the present Gezira Scheme, as detailed in " Nile Control ". Diagrams Nos. 2 to 4 show the volumes escaped into the sea under average conditions and in the two lowest years, 1915 and 1913, and the effect which will be produced by the Gezira Canal and the filling of the Sennar and Gebel Aulia Reservoirs. With regard to the latter reservoir, the Commission understands that the final details of a revised scheme have now been approved by the Ministry of Public Works, but the Commission is not aware of the exact particulars. The filling as shown on the diagram is an assumption made by the Commission with the object, chiefly, of showing the proportion which the capacity of this reservoir bears to the volumes available at this season. The water of the White Nile being free of silt, the filling of this reservoir, unlike that of Aswan or Sennar, can be carried out at any time.

54. Although there is seen to be a large volume of unused water at this season, the Commission felt that any additional water allotted to the Sudan should, for two reasons, be on a moderate scale. In the first place, the losses in the new reservoirs at Sennar and Gebel Aulia are at present a doubtful factor, and will only become known accurately when the works have been in operation for a year or two. In the second place, there is the question of levels as affecting the basins in Upper Egypt, to which the Commission has given careful consideration. Appendix F has been prepared to show the effect at Aswan of the withdrawal of volumes of 100, 150 and 200 cubic metres a second during the low floods of 1911, 1913, 1915 and 1918. No calculations have been made as to the effect of the filling of the Gebel Aulia Reservoir in its revised form, but it is clear that this reservoir must have a much greater influence on the levels in Egypt than the abstractions at Sennar now contemplated.

55. An important consideration bearing on this question is that, judging by the results of the pumping schemes, the irrigation requirements of the Gezira Canal will not be at their maximum in August and September, the season when the flood is at its maximum. The cotton crop is sown in the Sudan in the latter part of July and the early part of August, and, owing to rainfall at this season, the second watering is not required till the latter part of September, the food crop meanwhile being sown after the cotton. Consequently, whatever maximum discharge may be fixed for the Gezira Canal in flood time, it will, in fact, be taking a reduced discharge at the time of the basin filling in Egypt.

56. It has always been recognised that a lowering of levels in Upper Egypt, with consequent increased difficulty of filling the basins, must result from the working of the Gebel Aulia and Gezira schemes. The basins in the Sudan will be similarly affected. The present Commission is not disposed to enter into an argument on general principles as to how far the maintenance of levels can be regarded as an established right.

Approaching the matter as a body of engineers invited to advise on a practical question, the Commission considers that development or conservation works in the upper part of the river should not be indefinitely restricted by considerations of the natural levels lower down, but that the Sudan should accept a limited rate of progress, so as to afford Egypt the opportunity to overtake the

d'une échelle mobile. Toutefois dans le cas actuel, le critère relatif au caractère de la saison est si évident, et la méthode est si simple qu'il ne pourrait se présenter aucune difficulté lors des rares occasions où il serait nécessaire de faire usage de l'échelle mobile. La commission recommande donc l'adoption de cet arrangement si les autorités intéressées estiment qu'il vaille la peine de déroger au principe simple d'une date fixe.

Saison des hautes eaux.

53. La crue du fleuve étant, comme on l'a déjà vu, nettement établie pendant la seconde moitié de juillet, il reste maintenant à décider quels volumes on pourrait, le cas échéant, sans léser les intérêts de l'Égypte et en se conformant au principe suivi par la commission, prélever au Soudan, en sus des volumes autorisés pour le projet actuel de la Guézireh et spécifiés dans : « Régularisation du Nil ». Les graphiques N^o 2 à 4 indiquent les volumes qui s'écoulent dans la mer en temps normal ainsi que pendant les deux années de plus basses eaux : 1915 et 1913. Ils montrent également l'effet qu'aura le canal de la Guézireh et le remplissage des réservoirs de Sennar et de Djebel Aulia. Au sujet de ce dernier réservoir, la commission croit savoir que le Ministère des Travaux publics a maintenant approuvé les derniers détails d'un plan révisé, mais elle ignore les détails exacts de ce plan. Le remplissage, tel qu'il figure sur le diagramme, n'est qu'une hypothèse faite par la commission en vue principalement de montrer la proportion qui existe entre la capacité de ce réservoir et les volumes d'eau disponibles à cette saison. L'eau du Nil blanc ne contenant pas de limon, le remplissage de ce réservoir, contrairement à ce qui se produit à Assouan ou à Sennar, peut s'effectuer en tout temps.

54. Bien qu'il existe, comme on peut le constater, un volume considérable d'eau non utilisée à cette saison, la commission a estimé que tout surplus d'eau accordé au Soudan devrait, pour deux motifs, être limité à une quantité modérée. En premier lieu, les pertes des nouveaux réservoirs de Sennar et de Djebel Aulia constituent actuellement un facteur indéterminé, qui ne sera connu d'une façon précise qu'après un an ou deux d'exploitation. En second lieu, il faut tenir compte de la question des niveaux, en tant qu'elle intéresse les bassins de la Haute-Égypte, question que la commission a étudiée avec soin. L'annexe F a été préparée pour montrer l'effet que produit au barrage d'Assouan le prélèvement de volumes de 100, 150 et 200 mètres cubes à la seconde, aux époques de basses eaux, de 1911, de 1913, de 1915 et de 1918. On n'a pas calculé l'effet que produirait le remplissage du réservoir de Djebel Aulia, conformément au programme révisé, mais il est certain que ce réservoir devra exercer une influence beaucoup plus considérable sur les niveaux d'eau en Égypte que les prélèvements actuellement envisagés à Sennar.

55. Il convient de tenir compte, à ce propos, d'une autre considération importante. A en juger par les résultats des travaux d'irrigation au moyen de pompes, les quantités d'eau du canal de la Guézireh, nécessaires pour l'irrigation, n'atteindront pas leur maximum en août et en septembre, saison au cours de laquelle la crue atteint son maximum. On sème le coton au Soudan au cours de la seconde moitié de juillet et de la première moitié d'août, et, en raison des pluies qui tombent à cette saison, il n'est pas nécessaire de procéder à un second arrosage avant la deuxième quinzaine de septembre. Dans l'intervalle, les plantes vivrières sont semées après le coton. Par conséquent, quel que soit le débit maximum qui puisse être fixé pour le canal de la Guézireh en temps de hautes eaux, l'approvisionnement de ce canal sera réduit, en fait, au moment du remplissage des bassins en Égypte.

56. On a toujours reconnu que l'exploitation des ouvrages de Djebel Aulia et de la Guézireh doit avoir pour effet inévitable d'abaisser les niveaux en Haute-Égypte et, par suite, d'accroître les difficultés que présente le remplissage des bassins. Les bassins du Soudan seront affectés de la même manière. Il n'entre nullement dans les intentions de la présente commission de discuter d'une façon générale dans quelle mesure le maintien des plans d'eau actuels peut être considéré comme un droit acquis.

Abordant la question en tant que réunion d'ingénieurs invitée à donner son avis sur une question d'ordre pratique, la commission estime que le développement de travaux de conservation des eaux dans la partie amont du fleuve ne devait pas être indéfiniment retardé en raison de considérations portant sur les niveaux naturels du cours inférieur du fleuve. Le Soudan devrait accepter une

effect of development in the Sudan by construction of the works which formed her part of the original programme.

57. Subject to the above proviso, the Commission finds that from the 1st August the additional volumes shown in the following table could be taken at Sennar in flood time. The 1st August at Sennar corresponds to about the 25th August at the Delta Barrage, a date by which the flood is well established in its rise, and the Delta Canals have attained their full supply levels. It further recommends that the additional volume should be taken progressively on a scale not exceeding that in the following table :

Year	Maximum Discharges in Cubic Metres per second		
	Already sanctioned for initial Scheme	Proposed Addition	Total
1925-26	84	—	84
1926-27	84	—	84
1927-28	84	—	84
1928-29	84	—	84
1929-30	84	12	96
1930-31	84	24	108
1931-32	84	36	120
1932-33	84	48	132
1933-34	84	60	144
1934-35	84	72	156
1935-36	84	84	168

NOTE. — The maximum discharge is 84 cubic metres a second in August, September, October and November ; and 80 cubic metres a second in December.

58. The Commission finds that in a year like 1913 the final filling of the Sennar Reservoir might have to be modified from the " Nile Control " programme if the additional discharge now proposed is taken by the canal. In all such years the programme of filling Aswan is carefully considered and adapted to the conditions prevailing. The Commission foresees no difficulty in the application of the same methods to the relatively small volume required for the Sennar Reservoir, and does not think it necessary to make any specific proposals in a matter which is best left for the authorities concerned to deal with if and when the need arises.

Falling River. January-February.

59. The Commission devoted much time to considering whether the 18th January could be taken as correctly marking the cessation of surplus in the river. Appendix G, with its accompanying statement of dates, gives an attempt to arrive at the correct date, employing as criteria the demands of the canals, the gradual shrinkage of the volumes passing the Delta Barrage and the closing of the sads, or earth banks, at the river mouths.

60. The earlier years may be discarded as unreliable or inapplicable to present conditions. The year 1917-18 was entirely abnormal, as the river remained in flood all through the summer. Taking the remaining years in two groups, there ceased to be any excess water on the following mean dates :

	Delta Barrage	Corresponding Date at Sennar
1910-17	February 21	January 18
1919-25	February 11	January 8

Thus the earlier group of years representing the conditions obtaining when the Gezira Scheme was being planned gives, by the method now employed, the same date at Sennar as was actually

limitation de ses progrès, de façon à donner à l'Égypte l'occasion de contrebalancer l'effet produit par le développement de l'irrigation au Soudan, en construisant les ouvrages qui constituaient sa part du programme primitif.

57. Sous ces réserves, la commission est d'avis qu'à partir du 1^{er} août, les volumes additionnels d'eau indiqués dans le tableau ci-après pourraient être prélevés à Sennar en temps de hautes eaux. La date du 1^{er} août à Sennar correspond à celle du 15 août au barrage du Delta. A cette date, la crue du fleuve est nettement établie et les canaux du Delta sont pleinement approvisionnés. La commission recommande, en outre, que ces volumes additionnels d'eau soient prélevés progressivement, conformément à une échelle qui ne doit pas dépasser celle qui est indiquée dans le tableau ci-après :

Années	Débit maxima en mètres cubes par seconde		Total
	Quantité déjà autorisée pour le projet initial	Quantité additionnelle proposée	
1925-1926... ..	84	—	84
1926-1927... ..	84	—	84
1927-1928... ..	84	—	84
1928-1929... ..	84	—	84
1929-1930... ..	84	12	96
1930-1931... ..	84	24	108
1931-1932... ..	84	36	120
1932-1933... ..	84	48	132
1933-1934... ..	84	60	144
1934-1935... ..	84	72	156
1935-1936... ..	84	84	168

REMARQUE. — Le débit maximum est de 84 mètres cubes à la seconde en août, septembre, octobre et novembre, et de 80 mètres cubes à la seconde en décembre.

58. La commission juge que pour les années analogues à 1913, les modalités de remplissage final du réservoir de Sennar devront peut-être s'écarter un peu de celles qui sont prévues dans le programme de la « Régularisation du Nil », si le canal doit recevoir le débit additionnel actuellement envisagé. Au cours d'années analogues de basses eaux, le programme du remplissage du barrage d'Assouan fait l'objet d'études minutieuses afin d'adapter les opérations de remplissage aux conditions qui prévalent alors. La commission ne croit pas qu'il soit difficile d'appliquer les mêmes méthodes aux volumes relativement peu considérables requis pour le réservoir de Sennar, et elle ne juge pas nécessaire de présenter des propositions spéciales sur une question dont il est préférable de laisser la solution éventuelle aux autorités intéressées.

Décru du fleuve, janvier-février.

59. La commission a longuement étudié la question de savoir si la date du 18 janvier pouvait être considérée comme indiquant exactement la cessation de tout excédent d'eau dans le fleuve. On s'est efforcé de déterminer exactement cette date dans l'annexe G, ainsi que dans le relevé de dates qui y est joint, en employant comme critères les quantités d'eau nécessaires pour les canaux, la diminution progressive des quantités volumétriques passant au barrage du Delta, et la fermeture des sadds ou digues de terre aux embouchures du fleuve.

60. Les statistiques des premières années peuvent être négligées en raison du fait qu'elles sont ou inexactes ou inapplicables dans les conditions actuelles. L'année 1917-1918 a été tout à fait anormale, la crue du fleuve ayant persisté pendant toute la durée de l'été. Si l'on subdivise en deux groupes les années restantes, l'excédent d'eau a cessé aux dates moyennes suivantes :

	Barrage du Delta	Date correspondante à Sennar
1910-17	21 février	18 janvier
1919-25	11 février	8 janvier

On constate ainsi que le premier groupe d'années représentant le régime du fleuve au moment où la construction des ouvrages de la Guézireh était envisagée, fournit, selon la méthode actuellement

adopted by the framers of the scheme, namely, the 18th January. On the other hand, according to the data of the more recent years, the date would be the 8th January.

61. By way of further study of this question, the Commission invited Dr. Hurst, Director-General of the Physical Department, and Mr. Butcher, Director of the Delta Barrage, to investigate separately, and by whatever method seemed to them most appropriate, the conditions at this season of the year. They were asked firstly to test the correctness of the " Nile Control " date of the 18th January, and, secondly, assuming that the Gebel Aulia Dam had come into operation, to ascertain up to what date the surplus still remaining would permit of the Gezira Scheme being allowed the additional volume found by the Commission to be available during the flood season. The object in making the assumption that the Gebel Aulia Dam was actually in operation was to give effect to the view expressed in paragraph 40, *i. e.*, to ensure that there should be sufficient water for the Gebel Aulia Dam and the resulting development of irrigation in Egypt before any further allotment of water were made for the Gezira.

62. Dr. Hurst based his study on the figures of 1920, which, for the month of February, was the lowest of the six years 1919-20 to 1924-25. The method adopted and the results arrived at are set out in Appendix H and its accompanying Diagram No. 5. The conclusion arrived at is that under existing conditions, *i. e.*, ignoring the Gebel Aulia Reservoir, the Gezira Canal could be given the " Nile Control " volumes up to the 23rd February, Delta Barrage date, corresponding to the 20th January at Sennar. Taking Gebel Aulia into account without the losses in the reservoir, the date would be the 12th January at Sennar, while, allowing for these losses, the date would be the 8th January. As regards the additional water for the Gezira, it was found that, ignoring the losses, the proposed additional supply could be taken up to the 1st January at Sennar, and, with losses taken into account, up to the 28th December.

63. Mr. Butcher employed a different method, explained in the note in Appendix J, based on the average of the six years 1918-19 to 1923-24, for which period the records, as already mentioned, are exceptionally detailed and reliable. It is important to know how these six years compare with the mean of a longer cycle ; and Appendix J shows that the mean supply in December and January of these years represents 91 per cent. of the corresponding mean of the last twenty years, and that all six years are below the average of the twenty years. The Commission regards these years as affording a suitable basis of calculation.

64. Nothing was known to the Commission of the manner in which the additional storage water of the Gebel Aulia Reservoir would eventually be employed. Mr. Butcher, finding that the storage amounted to an addition of about 22 per cent. to Egypt's supplies during the summer season, assumed that a corresponding expansion would take place in the demands for water at other seasons of the year. It is doubtful if such a result would actually occur, but the effect of this assumption on the calculations is certainly favourable to Egypt. Assuming the Sennar and Gebel Aulia Reservoirs to be both in operation, there would, according to the Diagram No. 6 employed in this calculation, be sufficient water to meet all requirements in full up to the 10th February corresponding to the 7th January at Sennar, after which there would still remain available a volume of 140 millions now running into the sea.

65. The diagram shows the effect of the further abstraction of 80 cubic metres a second after providing for the Gezira Canal on the " Nile Control " basis, and the expansion of cultivation in Egypt following the construction of the Gebel Aulia Reservoir. It will be seen that the additional volume can be abstracted up to the 5th February at the Delta Barrage, corresponding to the 2nd January at Sennar, without taking water now in use for existing cultivation, and leaving a discharge

suivie, la même date à Sennar que celle qui a été adoptée, en fait, par les personnes qui ont établi le Projet en question, à savoir le 18 janvier. D'autre part, d'après les renseignements officiels des années plus récentes, la date serait le 8 janvier.

61. Pour approfondir encore la question, la commission a invité le D^r Hurst, directeur général du « Physical Department », et M. Butcher, directeur du Barrage du Delta, à étudier, chacun pour son compte et en suivant la méthode qui leur semblerait la plus appropriée, le régime du fleuve à cette saison de l'année. Ils devaient, en premier lieu, vérifier l'exactitude de la date du 18 janvier, indiquée dans la « Régularisation du Nil » et, en second lieu, partant de l'hypothèse que le barrage de Djebel Aulia fonctionnait effectivement, déterminer jusqu'à quelle date l'excédent d'eau subsistant encore permettrait de réserver pour les besoins du projet de la Guézireh le volume d'eau additionnel dont l'existence avait été constatée par la commission pendant la saison des hautes eaux. L'hypothèse du fonctionnement effectif du barrage de Djebel Aulia avait pour objet, conformément aux vues exprimées dans le paragraphe 40, de déterminer si, avant d'autoriser une allocation supplémentaire d'eau pour la Guézireh, il resterait des disponibilités d'eau suffisantes pour le barrage de Djebel Aulia, ainsi que pour l'extension de l'irrigation en Egypte qui résulterait de la construction de cet ouvrage.

62. Le D^r Hurst a pris pour base de son étude les chiffres de 1920, année qui, pour le mois de février, a été la plus sèche de la période 1919-20 à 1924-25. La méthode suivie par lui et les résultats qu'il a obtenus sont exposés à l'annexe H et dans le graphique N^o 5 qui y est joint. La conclusion à laquelle il a abouti est que, dans les conditions actuelles, c'est-à-dire en ne tenant pas compte du réservoir de Djebel Aulia, l'on pouvait fournir au canal de la Guézireh les volumes d'eau indiqués dans la « Régularisation du Nil » jusqu'au 23 février (date au barrage du Delta), correspondant au 20 janvier à Sennar. Si l'on tient compte de l'existence du barrage de Djebel Aulia, tout en négligeant les pertes d'eau du réservoir, cette date serait le 12 janvier à Sennar et, si l'on tient compte des pertes, la date serait reportée au 8 janvier. Pour ce qui touche à la quantité supplémentaire d'eau destinée aux ouvrages de la Guézireh, la conclusion formulée était qu'en négligeant les pertes, le supplément d'eau envisagé pouvait être prélevé jusqu'au 1^{er} janvier à Sennar et, en tenant compte des pertes, jusqu'au 28 décembre.

63. M. Butcher a suivi une méthode différente, expliquée dans la note jointe à l'annexe J, en prenant pour base la moyenne des six années 1918-19 à 1923-24, période pour laquelle les relevés, comme on l'a déjà mentionné, sont particulièrement détaillés et sûrs. Il importe de savoir comment ces six années se comportent par rapport à la moyenne d'un cycle plus prolongé. L'annexe J montre que l'approvisionnement moyen en décembre et janvier de ces années équivaut à 91 % de la moyenne correspondante pour les vingt dernières années et que le régime de chacune des six années en question est inférieur à la moyenne des vingt années. La commission considère que les statistiques relatives à ces années fournissent une base appropriée pour les calculs.

64. La commission ne possédait aucun renseignement sur l'utilisation éventuelle du supplément d'eau emmagasiné dans le réservoir de Djebel Aulia. M. Butcher, constatant que la quantité emmagasinée représentait un surplus d'environ 22 % de l'eau fournie à l'Egypte pendant la saison d'été, est parti de l'hypothèse qu'il se produirait une extension correspondante des quantités d'eau demandées pendant les autres saisons. Il n'est pas certain qu'il en soit effectivement ainsi, mais l'effet de cette hypothèse sur les calculs est certainement favorable aux intérêts de l'Egypte. En supposant que les réservoirs de Sennar et de Djebel Aulia fonctionnent tous deux, il resterait, d'après le graphique N^o 6 qui a servi à l'établissement de ces calculs, une quantité d'eau suffisante pour faire face à tous les besoins jusqu'au 10 février, date qui correspond au 7 janvier à Sennar et, passé cette date, il resterait encore disponible un volume de 140 millions de mètres cubes qui s'écoulent actuellement dans la mer.

65. Le graphique montre l'effet d'un prélèvement additionnel de 80 mètres cubes à la seconde après que toutes dispositions ont été prises pour répondre aux besoins du canal de la Guézireh, calculés d'après les chiffres donnés dans la « Régularisation du Nil », et pour l'extension de la culture en Egypte qui suivra la construction du réservoir de Djebel Aulia. On constatera que ce volume additionnel peut être prélevé jusqu'au 5 février (Barrage du Delta), date correspondant au 2 janvier

of 75 million cubic metres a day for navigation requirements during the annual closure of the canals in Egypt.

66. As another means of exhibiting graphically the conditions at this season of the year, and their relation in time to conditions at Sennar, Diagram No. 7 was prepared. This shows the daily discharges of the two branches in January and February in the four lowest years, 1913, 1916, 1920 and 1922. The volumes being stored at Aswan at the same time are also plotted on the diagram, which therefore gives a fairly complete representation of conditions at this season. The Sennar dates, the 31st December and the 18th January, are also shown on the diagram, the appropriate lag being employed.

67. It will be seen that the calculations referred to in paragraph 60, so far as the earlier years are concerned, and Dr. Hurst's first calculation, both tend to confirm the arrangement by which the Gezira Canal was planned to draw on the river up till the 8th January. These calculations ignore the effect of the Gebel Aulia Reservoir, whilst the view expressed in paragraph 40, that no special priority should be given to the Gezira Scheme, would require that account be taken of both schemes. Taking both into account, the date given by Dr. Hurst's calculations is the 8th January. Although the Commission takes the view stated as to priority, it is not prepared to argue that such a view should be applied retrospectively, and that the basis of a completed scheme should necessarily be changed as the result of the adoption of a new principle, new data and new methods of calculation.

68. Turning now to Mr. Butcher's calculations, attention must be drawn to the importance of the factor introduced by the closing of the sadds on the river branches at this time of the year. This operation requires the use of considerable volumes of water in order to maintain a sufficient flow through the gap in the uncompleted sadd to prevent the entry of sea water into the river. The closing is carried out under present conditions in February in most years, but, with the coming into operation of the Gezira Scheme and the Gebel Aulia Reservoir, the resulting increased draw on the river will be such that, unless the sadds are closed earlier than at present, the water necessary to exclude the salt must be taken from storage.

69. With an earlier closing of the mouths of the river the water used under present conditions for excluding sea water will become part of the irrigation supply at this season. It is, in fact, included in the volume of 140 millions referred to in paragraph 64 as available after the date when a shortage would first be felt, namely, the 7th January, at Sennar. Now, according to the scale provided in " Nile Control " the Gezira Scheme would draw from the river a volume of 69 millions, or almost exactly one-half of the available 140 millions. Thus, with the change in the time of closing the sadds, which, according to Mr. Butcher's forecast, must take place with expansion of irrigation, the first instalment of the Gezira Scheme, though drawing its supply from the river till the 18th January would not be taking water at present used for irrigation in Egypt. In this calculation the Commission sees confirmation for the view that, as far as the present Gezira Scheme is concerned, no change need be proposed in the original date the 18th January.

70. As regards the date up to which the additional supply could be taken, the results of the two investigations agree fairly well, being in the one case the 28th December and in the other the 2nd January (Sennar dates). The Commission recommends that the additional water be taken till the 31st December. It is important to explain at this point that for purposes of silt clearance and other works, the canals in Egypt are closed every year towards the end of December and reopened in the early part of February, the actual dates of reopening of the different canal systems depending on the completion of the closure works. This closure is an annual necessity and it must always take place at this season, as climatic conditions render it impossible at any other. It therefore forms an important feature of the irrigation year in Egypt. It is the reopening of the canals after this closure which accounts for the rapid disappearance of surplus water in Egypt in February and the fact the

à Sennar, sans toucher à l'eau maintenant utilisée pour les besoins actuels de l'agriculture, et en laissant un débit de 75 millions de mètres cubes par jour pour les besoins de la navigation pendant la fermeture annuelle des canaux en Egypte.

66. Le graphique N° 7 a été établi afin d'indiquer par d'autres moyens graphiques le régime fluvial dans cette saison de l'année et son rapport avec le régime fluvial à Sennar. Il indique les débits journaliers des deux bras en janvier et février pour les quatre années de décrue maxima : 1913, 1916, 1920 et 1922. En outre, les volumes d'eau alimentant pendant la même période le réservoir d'Assouan sont indiqués sur le graphique, qui donne ainsi une idée assez complète des conditions prévalant à cette saison. Les dates à Sennar (31 décembre et 18 janvier), sont également indiquées sur le graphique avec le décalage approprié.

67. On constatera que les calculs mentionnés au paragraphe 60, en tant qu'il s'agit des années du premier groupe, et le premier calcul du D^r Hurst tendant également à démontrer le bien-fondé de l'arrangement d'après lequel le canal de la Guézireh était conçu de façon à recevoir l'eau du Nil jusqu'au 18 janvier. Dans ces calculs, on néglige l'effet du réservoir de Diebel Aulia, alors que, si l'on se rangeait à l'opinion émise au paragraphe 40, à savoir qu'aucune priorité spéciale ne devrait être accordée au projet de la Guézireh, il serait indispensable de tenir compte des deux projets conjointement ; la date donnée par les calculs du D^r Hurst devient alors le 8 janvier. Bien que la commission se soit prononcée dans le sens indiqué ci-dessus quant à la question de priorité, elle n'est pas disposée à soutenir que ce principe doive être appliqué rétrospectivement et que la base d'un programme de travaux achevés doive nécessairement être modifiée, par suite de l'adoption d'un nouveau principe, de nouvelles données et de nouvelles méthodes de calcul.

68. Si l'on passe maintenant aux calculs de M. Butcher, il faut signaler l'importance du nouveau facteur que constitue la fermeture des « sadds » édifiés sur les bras du fleuve à cette époque de l'année. Cette opération absorbe des volumes considérables d'eau pour maintenir un courant suffisant à travers l'ouverture de la digue non complètement close afin d'empêcher l'eau de mer de remonter dans le fleuve. La fermeture des sadds a lieu, dans les conditions actuelles, en février pour la plupart des années ; mais lorsque l'on exploitera le projet de la Guézireh et le réservoir de Djebel Aulia, l'augmentation subséquente des quantités d'eau prélevées sur le fleuve sera telle que si les sadds ne sont pas fermés plus tôt qu'à présent, l'eau douce nécessaire pour empêcher la pénétration de l'eau salée devra être prélevée sur l'eau de retenue.

69. Si les embouchures de la rivière sont fermées plus tôt, l'eau employée dans les conditions actuelles pour empêcher l'eau de mer de pénétrer constituera une fraction de l'approvisionnement d'eau nécessaire dans cette saison pour les besoins de l'irrigation. Cette quantité, en fait, est comprise dans le volume de 140 millions mentionnés au paragraphe 64 comme étant disponible après la date à laquelle la diminution de débit commencerait à se faire sentir, c'est-à-dire le 7 janvier à Sennar. Or, d'après l'échelle qui figure dans la « Régularisation du Nil », il serait prélevé du fleuve pour le projet de la Guézireh un volume de 69 millions, c'est-à-dire presque exactement la moitié des 140 millions disponibles. Dans ces conditions, étant donné la nouvelle date de fermeture des sadds motivée par l'extension des travaux d'irrigation dans le sens prévu par M. Butcher, le premier ouvrage du projet de la Guézireh, bien qu'il prélève l'eau du fleuve jusqu'au 18 janvier, ne préleverait pas cependant d'eau servant actuellement aux besoins de l'irrigation en Egypte. Ce calcul confirme la commission dans l'idée que, pour ce qui touche au projet actuel de la Guézireh, il n'y a pas lieu de modifier en quoi que ce soit la date primitivement fixée au 18 janvier.

70. Au sujet de la date jusqu'à laquelle le prélèvement additionnel pourrait s'effectuer, les résultats des deux enquêtes concordent assez bien : 28 décembre dans un cas et 2 janvier dans l'autre (dates à Sennar). La commission recommande que ce prélèvement additionnel s'effectue jusqu'au 31 décembre. Il importe d'expliquer ici que pour permettre d'exécuter certains travaux, notamment d'enlever la vase, les canaux égyptiens sont fermés chaque année vers la fin de décembre et rouverts au commencement de février, la date exacte de réouverture des différents systèmes de canalisation variant selon le degré d'achèvement des ouvrages de clôture. Cette clôture est une opération nécessaire chaque année et doit toujours s'effectuer dans cette saison, les conditions climatiques ne permettant pas de s'y livrer à une autre époque ; il s'agit donc là d'un facteur annuel important, en matière d'irrigation en Egypte. C'est la réouverture des canaux qui explique

shortage occurs at a fairly constant date every year. The effect of the Commission's recommendation in this paragraph is therefore that the Gezira Canal should not take any additional water from the river after the time corresponding to the reopening of the canals in Egypt.

71. The arrangement by which the Gezira Canal would draw the volumes provided in " Nile Control " from the natural river to the 18th January, but would take no extra water after the 31st December, may perhaps be made clearer if the extent to which the Sudan may draw upon the river in January is expressed in terms of total volumes without the use of the date the 18th January. The volume provided in " Nile Control " is 117 million cubic metres up to the 18th January, and the Commission's proposal is that no more than this should be taken in January. As explained in paragraph 49, the Sudan will not again draw on the natural river till the 16th July. Thus from the 1st January to the 15th July the Sudan will only take from the natural river, exclusive of the comparatively small volumes for pumps, a volume of 117 million cubic metres. At this period of the year Egypt will have practically all the remainder of the natural flow amounting, from the figures in Appendix K, to about 13,000 million cubic metres, as well as the volumes stored at Aswan and Gebel Aulia. Viewed in this light, the question of the precise date in January up to which the Sudan should draw the " Nile Control " volumes of 4.5 million cubic metres a day from the river is seen to be a matter of relatively minor importance from the point of view of the water supply of Egypt. On the other hand, it would be of real importance to the Sudan, whose resources during the low-river season would amount to no more than the contents of the Sennar Reservoir, *i. e.*, something of the order of 500 million cubic metres, with rights in the natural river limited to the above volume of 117 millions and the small volume for the pumps.

72. The Commission carefully considered whether it should propose any special provisions for dealing with abnormally low years, such as 1913-14. It was aware that in such a year, with the Gezira Scheme drawing on the natural river up to the 18th January, the Sudan would, on the method of calculation employed in this Report, be drawing to some extent on water not actually surplus to Egyptian requirements. In order to deal specially with such years it would be necessary to adopt some criterion or index by which abnormal conditions would be defined, a sliding-scale to regulate the amount of water to be taken by the Sudan in these years, and a method of forecasting these conditions some time in advance of their actual occurrence.

73. Various arrangements were thought of and discussed with the Physical Department. Finally, the Commission decided that, in view of the relative insignificance of the volumes involved, the rarity of abnormally low years, and the fact that the Egyptian Government has now definitely embarked on a policy of developing the latent resources of the river, it would be of doubtful utility to propose special arrangements which would involve elaborate forecasting, would open the door to misunderstanding and friction, and which might never be needed. On the facts themselves and on the general grounds set out in paragraph 41, the Commission would not propose any change in the original plan by which the volumes originally provided for the Gezira Canal in " Nile Control " may be taken from the natural river up to the 18th January.

74. As regards the additional water, however, the considerations in paragraph 41 do not apply and the Commission felt that its proposals must take into account the occurrence of low years, even if this involved the inconvenience of a sliding-scale. Owing to the winter closure of canals in Egypt, there is an important difference between the use of water at Sennar in the first eighteen days of January and its use in December. For whereas water taken in January might affect irrigation supply in Egypt, that taken in December would only be felt in Egypt during the time of closure of the canals, during which period the river is in flow to the sea, and navigation is the only

la disparition rapide de l'excédent d'eau du Nil en Egypte en février, et le fait que la pénurie se produit à une date presque invariable. La recommandation formulée par la commission dans le présent paragraphe est donc qu'il ne pourrait être prélevé aucune quantité additionnelle d'eau dans le Nil pour le canal de la Guézireh, une fois passée l'époque correspondant à la réouverture des canaux en Egypte.

71. L'arrangement selon lequel on prélèverait pour le canal de la Guézireh les volumes d'eau prévus dans la « Régularisation du Nil » sur le débit du fleuve non canalisé, jusqu'au 18 janvier, tandis qu'on ne prélèverait aucune quantité additionnelle après le 31 décembre, sera plus facile à comprendre si la quantité d'eau que le Soudan peut être autorisé à prélever sur la fleuve en janvier est exprimée en volumes totaux sans tenir compte de la date du 18 janvier. Le volume prévu dans la « Régularisation du Nil » est de 117 millions de mètres cubes jusqu'au 18 janvier. Ce que propose la commission, c'est qu'il ne soit pas prélevé une quantité supérieure à ces 117 millions de mètres cubes en janvier. Comme on l'a exposé au paragraphe 49, le Soudan ne puisera plus d'eau dans le fleuve non canalisé avant le 16 juillet. Ainsi, du 1^{er} janvier au 15 juillet, le Soudan ne prélèvera plus dans le fleuve non canalisé, en dehors des volumes relativement faibles destinés aux pompes, qu'un volume de 117 millions de mètres cubes. A cette période de l'année, l'Egypte pourra disposer de presque tout le reste du flux naturel du fleuve qui représente, d'après les chiffres de l'annexe K, 13.000 millions de mètres cubes environ, plus l'eau du réservoir d'Assouan et du réservoir de Djebel Aulia. Considérée dans ce sens, la question de la date précise, en janvier, jusqu'à laquelle le Soudan serait autorisé à prélever dans le fleuve les 4,5 millions de mètres cubes par jour prévus dans la « Régularisation du Nil », ne présente plus qu'une importance relativement secondaire au point de vue de l'approvisionnement en eau de l'Egypte. Par contre, elle présenterait une importance réelle pour le Soudan dont les ressources pendant la saison des basses eaux ne dépasseraient pas l'eau contenue dans le réservoir de Sennar, c'est-à-dire 500 millions de mètres cubes environ, plus les quantités que le Soudan est autorisé à puiser dans le fleuve non canalisé jusqu'à concurrence seulement du volume de 117 millions de mètres cubes précité et le faible volume destiné aux pompes.

72. La commission a soigneusement examiné la question de savoir si elle devait proposer des dispositions spéciales en cas d'année de basses eaux anormales comme 1913-1914. Elle s'est rendu compte qu'en pareil cas, les ouvrages de la Guézireh prélevant de l'eau, sur le fleuve non canalisé jusqu'au 18 janvier, le Soudan, d'après la méthode de calcul suivie dans le présent rapport, s'approprierait en une certaine mesure de l'eau qui ne constituerait pas, à proprement parler, un excédent des quantités nécessaires pour l'Egypte. Afin de faire face aux conditions de ces années extraordinaires, il y aurait lieu d'adopter un critère ou un indice définissant ce que l'on entend par conditions anormales, une échelle mobile permettant de régler la quantité d'eau que préleverait le Soudan au cours des années en question, et une méthode permettant de pronostiquer ces conditions anormales un peu avant qu'elles se manifestent.

73. Différentes suggestions ont été émises à cet effet et discutées avec le « Physical Department ». La commission a décidé en fin de compte qu'en raison de l'importance relativement minime des quantités d'eau en question, de la rareté des années de basses eaux anormales, et en raison du fait que le Gouvernement égyptien a pris maintenant l'initiative d'une politique tendant à développer les ressources latentes du fleuve, il n'y aurait guère d'utilité à proposer des arrangements spéciaux qui nécessiteraient des calculs compliqués pour établir les prévisions, risqueraient de provoquer des malentendus et des froissements, et dont on n'aurait peut-être pas besoin. S'en tenant aux faits mêmes et aux principes d'ordre général exposés au paragraphe 41, la commission ne désire pas présenter des propositions de nature à modifier le plan primitif, suivant lequel les volumes d'eau prévus à l'origine pour le canal de la Guézireh dans la « Réglementation du Nil » peuvent être prélevés, sur le fleuve non canalisé, jusqu'au 18 janvier.

74. Toutefois, lorsqu'il s'agit des quantités d'eau additionnelles, les considérations exposées dans le paragraphe 41 n'interviennent plus. La commission a estimé que, dans ses propositions, elle devait tenir compte des années de faibles crues malgré l'inconvénient que présente l'emploi d'une échelle mobile. En raison de la fermeture des canaux d'Egypte en hiver, il existe une différence importante entre un prélèvement d'eau à Sennar, effectué au cours des dix-huit premiers jours de janvier et un prélèvement effectué en décembre. En effet, si en janvier les prélèvements d'eau peuvent modifier le volume de l'approvisionnement nécessaire à l'irrigation en Egypte, par contre,

interest involved. Thus, in considering a sliding-scale for regulating the date at which the additional water should cease to be drawn from the river, the test to be applied is the effect of the proposed abstraction of water upon navigation facilities in Egypt.

75. There is no absolute figure of discharge which can be adopted as the minimum required for navigation at any time. In "Nile Control" a figure of 1,500 to 2,000 millions downstream Aswan is mentioned as being required in January for navigation ; and, in the minority recommendation of the Nile Projects Commission, the figure of 1,500 millions was proposed. As mentioned in paragraph 65, the arrangement proposed in this Report would provide a discharge of 75 millions a day, or 2,300 during the month, under conditions somewhat below average. It would not be possible to fix such a discharge as an absolute minimum even for the worst years, since in January 1914 the discharge is seen (Diagram No. 7) to have fallen to 40 millions a day, and even less, at the Delta Barrage.

76. An arrangement arrived at by another line of argument was considered by the Commission. The natural river is seen from Diagram No. 6 to be falling at a mean daily rate of about 1 million cubic metres a day at the end of January at the Barrage, corresponding to the end of December at Sennar. The total volume now proposed to be abstracted at Sennar in December is approximately 14 millions a day. Thus, whatever conditions would have occurred in Egypt in previous years would, under the new conditions, occur about fourteen days earlier. A possible arrangement would be to have a sliding-scale by which, according to the character of the season, the date for ceasing to take the extra water would be advanced until, under 1913-14 conditions, it would be the 18th December instead of the 31st December as in ordinary years.

77. As an index of the character of the year, the total natural river as at Aswan in the month of December may be employed. To determine the conditions to which the 31st December would be applicable, there is the calculation referred to in paragraph 62, indicating that in 1919-20 the date should have been the 28th December, and the calculation referred to in paragraph 65, indicating the 2nd January. Now, in 1919-20, the total December flow is seen (Appendix J) to have amounted to 4,410 millions, whilst in the six years employed for the second calculation it averaged 4,860 millions. From this it appears that a total of about 4,700 millions would be a suitable zero for the sliding-scale. At the other end of the scale is the 1913-14 figure of 2,800 millions. On this basis the sliding-scale would take the following simple form : The date up to which the Sudan will take the additional volume of 80 cubic metres a second will be the 31st December in all years in which the total natural river at Aswan in December is not less than 4,700 million cubic metres ; and it will be earlier in low years at the rate of three days for every 400 millions by which the actual total December natural river in any year falls short of 4,700 millions.

78. This scale may have the appearance of being somewhat of an approximation, but it is devised from the data available upon the only basis which is applicable at this season of the year, namely, navigation needs, which do not lend themselves to accurate definition. It is in accordance with recorded facts, and it serves the purpose which the Commission has in mind, adjusting the Sudan's supply in accordance with the vicissitudes of the season, from which neither party can reasonably enjoy immunity. In practice the Sudan would be obliged to go on drawing from the river until the end of December, and to make good the overdraft later on when the criterion of the year had been determined.

79. There are two outstanding objections to a sliding-scale on the lines proposed. In the first place, any such arrangement opens the door to possible differences of opinion as to the figures

effectués en décembre, ils ne seraient ressentis en Egypte que pendant la période de fermeture, des canaux période de crue pendant laquelle le fleuve se déverse dans la mer, et pendant laquelle, seuls, les intérêts de la navigation doivent être pris en considération. Si donc on envisage l'établissement d'une échelle mobile pour régler la date à laquelle les prélèvements additionnels d'eau doivent cesser dans le fleuve, le critère à utiliser est l'effet du prélèvement proposé sur les facilités offertes à la navigation en Egypte.

75. Il n'existe pas de chiffre absolu du débit à adopter comme minimum nécessaire pour la navigation à un moment donné. Dans la « Régularisation du Nil », on mentionne un chiffre de 1500 à 2000 millions en aval d'Assouan comme représentant la quantité d'eau nécessaire en janvier pour la navigation. D'autre part, la Commission des projets du Nil, dans son rapport de minorité, propose le chiffre de 1500 millions. On a déjà vu au paragraphe 65 que l'arrangement proposé dans le présent rapport fournirait un débit quotidien de 75 millions, soit 2300 millions pour le mois, dans des conditions un peu inférieures à la moyenne. Il serait impossible de fixer que ce débit doit être un minimum absolu, même pendant les années les plus mauvaises, attendu qu'en janvier 1914, on constate (voir graphique N° 7) que le débit est tombé à 40 millions par jour, et même moins, au barrage du Delta.

76. La commission a étudié un autre arrangement auquel elle a abouti à la suite de considérations d'un ordre différent. Le fleuve non canalisé, comme on le constatera dans le graphique N° 6, décroît chaque jour en moyenne d'environ un million de mètres cubes à la fin de janvier, au barrage, c'est-à-dire à la fin de décembre à Sennar. Le volume total que l'on propose de prélever à Sennar en décembre est approximativement de 14 millions par jour. En conséquence, tous les phénomènes constatés en Egypte au cours d'années antérieures se produiraient dans les conditions nouvelles quatorze jours plus tôt environ. Entre autres solutions, on pourrait prévoir une échelle mobile d'après laquelle, selon le caractère de la saison, la dernière date à laquelle on cesserait de prélever l'eau en surplus pourrait être avancée jusqu'au 18 décembre, lorsque les conditions seraient celles de 1913-1914, au lieu du 31 décembre pour les années ordinaires.

77. Comme indice permettant de déterminer le régime fluvial de l'année, on peut prendre le débit total du fleuve non canalisé, enregistré à Assouan. Pour déterminer les conditions dans lesquelles la date du 31 décembre serait applicable, on possède les calculs mentionnés au paragraphe 62 indiquant que, pour l'année 1919/1920 cette date aurait dû être le 28 décembre, et l'on possède également le calcul mentionné au paragraphe 65 indiquant la date du 2 janvier. Or, en 1919/1920, le total du débit du fleuve en décembre, comme le montre l'annexe J, a atteint 4.410 millions, alors qu'au cours des six années qui ont servi à l'établissement de la seconde catégorie de calculs, ce débit a été en moyenne de 4.860 millions. Il s'ensuit qu'un total de 4.700 millions semblerait convenir pour fixer le zéro de l'échelle mobile. A l'autre extrémité de l'échelle figure le chiffre de l'année 1913/14, soit 2.800 millions. Sur cette base, les dates pourraient être facilement fixées à l'aide de l'échelle mobile, de la façon suivante : la date jusqu'à laquelle on pourra prélever pour le Soudan le volume additionnel de 80 m³ à la seconde sera le 31 décembre, pour toutes les années au cours desquelles le débit total du fleuve non canalisé à Assouan en décembre n'est pas inférieur à 4.700 millions de m³, et cette date sera avancée pendant les années de faible crue à raison de trois jours pour chaque diminution de 400 millions de m³ accusée par le débit total effectif du fleuve non canalisé, au mois de décembre d'une année quelconque, par rapport au chiffre de 4.700 millions.

78. L'indice établi au moyen de cette échelle semblera peut-être manquer de précision ; il est cependant calculé à l'aide des statistiques dont on dispose, conformément à la seule base qui s'applique en cette saison de l'année, c'est-à-dire aux besoins de la navigation, facteur qui ne se prête pas à une définition exacte. Cette échelle correspond à des faits enregistrés et elle remplit l'objet visé par la commission en ce sens qu'elle règle la quantité d'eau à fournir au Soudan selon les vicissitudes de la saison, auxquelles ni l'Egypte ni le Soudan ne peuvent se soustraire. Dans la pratique, le Soudan serait obligé de continuer à prélever l'eau du fleuve jusqu'à la fin de décembre, et de restituer ultérieurement les quantités prélevées en trop, lorsque le critère applicable à l'année aura été déterminé.

79. Deux objections peuvent être formulées contre l'emploi d'une échelle mobile ainsi définie. En premier lieu, tout arrangement de ce genre ouvre la voie à des divergences d'opinions éventuelles

upon which it depends ; and it may well be that a fixed date, with its immunity from the possibility of dispute, is preferable to an arrangement theoretically desirable, but liable in practice to lead to friction between the authorities who will have to work it. In the second place, and accentuating the above objection, the suggested scale depends upon the natural river at Aswan, and, with two more reservoirs in operation above this point, the computation of the natural river at Aswan must become a difficult matter, involving a number of doubtful factors. It is, however, the best that the Commission can devise which will serve the purpose in view, namely, to ensure that the working of the Gezira Canal is, so far as extensions are concerned, adjusted to suit the conditions of low years.

CHAPTER IV.

PUMP AND BASIN IRRIGATION IN THE SUDAN.

80. As pointed out in an earlier paragraph, the areas in the Sudan under pump and basin irrigation are on a small scale, and therefore relatively unimportant as factors in the situation. Nevertheless, important considerations are involved, and the Commission has devoted considerable thought in particular to the question of pump irrigation.

Pump Irrigation.

81. Prior to 1904 pumps had been licensed in the Sudan, with the approval of the Egyptian authorities, to the extent of about 2,000 feddans of perennial irrigation. On the completion of the Aswan dam in that year an increase of 10,000 feddans was approved, to which was added, on the raising of the dam in 1912, a further 10,000 feddans. The approved area of perennial pump irrigation is therefore about 22,000 feddans. There is some doubt as to the total area authorised to receive perennial pumping, some of the records tending to show that the 10,000 feddans approved on the completion of the Aswan Dam included the area previously licensed, whilst others tend to show that the 10,000 feddans was for new licences. The difference is not of great importance, but the Commission is of opinion that the matter should be cleared up by the authorities concerned so as to avoid future misunderstanding.

82. The British delegate suggested that the two Governments concerned might be prepared to agree that, following the above analogy, the area of perennial pumping in the Sudan should be increased by 20,000 feddans on the completion of the Gebel Aulia Dam. This is not, however, a technical point, and it goes somewhat beyond the scope of this Report, as defined in earlier paragraphs ; for it raises the question whether the Sudan should be held entitled, by virtue merely of its geographical position, to draw on the river at a time when there is no surplus.

83. It should be noted that perennial pumping must involve taking water during the low stage of the river, and although in practice the actual area under irrigation in the summer has so far always been much less than the sanctioned area, the above suggestion would permit the Sudan to draw on water which is at present beneficially used by Egypt. However, in view of the relative unimportance of the volumes that would actually be drawn from the river during its low stage by a limited expansion of perennial pumping, the Commission feels that the Governments should have no difficulty in settling this question without the intervention of a technical body, and it accordingly refrains from making a definite recommendation.

quant aux chiffres qui ont servi à établir cette échelle, et il est possible qu'une date fixe, évitant toute possibilité de différend, soit préférable à un arrangement désirable en théorie, mais susceptible, dans la pratique, de provoquer des froissements entre les autorités qui devront l'appliquer. En second lieu — et c'est là une objection qui renforce encore la précédente — l'échelle suggérée dépend du niveau du fleuve non canalisé à Assouan, et lorsque deux autres réservoirs seront exploités, en amont de ce point, le calcul du débit naturel du fleuve à Assouan sera nécessairement difficile, vu qu'il impliquera un certain nombre d'éléments que l'on ne peut encore apprécier exactement. Quoiqu'il en soit, c'est le meilleur arrangement que la commission puisse préconiser pour remplir l'objet que l'on se propose, c'est-à-dire faire en sorte que l'exploitation du canal de la Guézireh, dans la mesure où il s'agit de l'extension des travaux projetée, soit adaptée aux conditions prévalant lors des années de faible crue.

CHAPITRE IV.

POMPES ET BASSINS D'IRRIGATION AU SOUDAN.

80. Comme on l'a signalé dans un paragraphe précédent, les superficies irriguées au Soudan au moyen de pompes et de bassins sont peu étendues et n'ont guère, par conséquent, d'influence sur la situation. Toutefois, certaines considérations importantes se trouvent impliquées et la commission a consacré une attention toute particulière, notamment, à la question de l'irrigation au moyen de pompes.

Pompes.

81. Antérieurement à 1904, l'installation de pompes avait été autorisée au Soudan, moyennant permis, avec l'approbation des autorités égyptiennes, jusqu'à concurrence d'une superficie de 2000 feddans sous irrigation constante. Lors de l'achèvement du barrage d'Assouan au cours de la même année, le Gouvernement égyptien a approuvé l'irrigation de 10.000 autres feddans, auxquels on a ajouté, lors de la surélévation du barrage, en 1912, 10.000 autres feddans. La superficie sur laquelle l'irrigation au moyen de pompes est autorisée pendant toute l'année est donc de 22.000 feddans environ. Il existe certains doutes quant à la superficie totale pour laquelle l'irrigation constante a été autorisée ; certaines statistiques sembleraient indiquer que les 10.000 feddans dont l'irrigation a été approuvée lors de l'achèvement du barrage d'Assouan comprenaient la superficie qui avait fait l'objet d'une autorisation antérieure. D'autres semblent indiquer que les 10.000 feddans en question se rapportaient à de nouvelles licences ; la différence ne présente pas une grande importance, mais la commission estime que l'affaire devrait être tirée au clair par les autorités intéressées, afin d'éviter des malentendus ultérieurs.

82. Le délégué britannique a suggéré que les deux gouvernements intéressés pourraient être disposés à convenir que, par analogie, la superficie des terres à irriguer toute l'année au moyen de pompes, dans le Soudan, fût accrue de 20.000 feddans lors de l'achèvement du barrage de Djebel-Aulia. La question, toutefois, n'est pas d'ordre technique et dépasse un peu le cadre du présent rapport, tel qu'il a été défini dans les paragraphes antérieurs, car elle soulève le point de savoir si le Soudan, simplement en raison de sa situation géographique, peut être considéré comme ayant le droit de prélever de l'eau dans le fleuve à une époque où il n'existe pas d'excédent.

83. Il y a lieu de faire observer que l'irrigation pérenne implique nécessairement le prélèvement d'eau pendant la saison des basses eaux du fleuve, et bien que, dans la pratique, la superficie effectivement irriguée en été soit jusqu'ici restée de beaucoup inférieure à la superficie autorisée, la suggestion susmentionnée permettrait au Soudan de prélever de l'eau, actuellement utilisée au bénéfice de l'Égypte. Toutefois, en raison du peu d'importance relative que présentent les volumes d'eau qu'une augmentation restreinte du nombre de pompes servant à l'irrigation pendant toute l'année permettrait de prélever sur le débit du fleuve, lors des basses eaux, la commission a estimé qu'il ne serait pas difficile aux gouvernements de régler cette question sans recourir à l'intervention d'une organisation technique et s'est interdit, en conséquence, de formuler une recommandation précise à cet égard.

84. In addition to the above perennial irrigation, the Sudan was authorised in 1905, under an order of the Egyptian Ministry of Public Works, to pump without restriction of area from the 15th July to the end of February (Sudan dates). This authority has, so far, been utilised to the extent of about 16,000 feddans. The investigations of present conditions, as set out in this Report, indicate that the flood season, to which this permit was intended to apply, cannot be said to extend beyond the end of December (Sennar) ; and, therefore, in accordance with the principles adopted by the Commission, flood pumping, should, in the case of any new areas, cease at this date. Agricultural conditions, however, are such that pumping under these conditions would have little value. Consequently, it becomes necessary to consider how non-perennial pumping in the Sudan can be regulated in the future consistently with the principles of this Report, and under present conditions of supply in the river.

85. A solution which suggests itself is that the water consumed after the end of December on any new areas of non-perennial pumping should be compensated for by the release of storage water from the Sennar Reservoir. A change in the method of working the reservoir would make available an additional volume, not taken into account in the calculations for the Gezira Irrigation Scheme, which could be utilised for this purpose. The original plan for working the Gezira Canal, as explained in an earlier part of this report, was that from the 15th April till the 15th July the canal should remain in flow with a discharge drawn from the reservoir estimated as being necessary for domestic purposes throughout the irrigated tract. Under this arrangement the reservoir would naturally have to be kept up to the level required to give this supply. Owing to the relative levels of the canal and the natural river, a volume estimated at about 150 million cubic metres would, under these conditions, remain permanently impounded in the reservoir. If the domestic water supply were raised by pumps, it would be possible to release this volume, and thus return to the river any volumes required to compensate for the water abstracted by pumps after the close of the flood season, *i. e.*, end of December (Sennar).

86. This volume must be again taken from the river in July before the canal can be brought into operation for the following season ; and Diagram No. 1 shows that, in a year of average or high flood, no serious effect would be produced on conditions in Egypt at the corresponding dates. In a year of very late flood the programme of filling of Sennar Dam can be retarded, in accordance with the arrangement proposed in paragraph 51, so as to reduce to a negligible quantity the effect of the above extraction. This should not present any difficulty to the authorities concerned, and the Commission feels that the occasional occurrence of very exceptional conditions should not be regarded as precluding the adoption of measures suitable under ordinary conditions, and not impracticable even under bad conditions. The Commission is of opinion therefore that permits for flood pumps working to the end of February can therefore continue to expand gradually as in the past, so long as any water pumped after the end of December can be compensated for in the manner explained above.

Basin Irrigation in the Sudan.

87. There are areas of basin land in the Sudan totalling about 80,000 feddans, of which, however, only a small part is annually flooded. These basins are, it is understood, not capable of much improvement, and are of no great agricultural value. The land is high and the conditions seem to be such that they cannot be filled from canals taking off at a distance upstream, as is the case in Egypt. They will suffer to some extent from the abstraction of water at Sennar and Gebel Aulia, but the arguments employed in connexion with the basins of Upper Egypt apply here also.

84. Outre l'irrigation pérenne susmentionnée, le Soudan a été autorisé, en 1905, conformément à une ordonnance du Ministère des Travaux publics d'Égypte, à pomper l'eau du Nil sans restriction quant à la superficie à irriguer, du 15 juillet jusqu'à la fin de février (dates au Soudan). Jusqu'ici, on ne s'est prévalu de cette autorisation que pour irriguer 16.000 feddans environ. Les études relatives aux conditions actuelles, exposées dans le présent rapport, montrent que la saison des crues à laquelle cette autorisation devait s'appliquer, dans l'intention de ceux qui l'ont donnée, ne peut être considérée comme se prolongeant plus tard que la fin de décembre (à Sennar) ; ainsi, conformément aux principes adoptés par la commission, l'utilisation de pompes sur toute nouvelle superficie dont l'irrigation pourrait être autorisée doit cesser à cette date. Toutefois, en raison des conditions dans lesquelles se pratique l'agriculture au Soudan, l'exploitation de pompes pendant un laps de temps ainsi délimité ne présenterait guère d'utilité. Il faut donc rechercher le moyen de réglementer l'exploitation de pompes pour l'irrigation intermittente, au Soudan, d'une façon compatible avec les principes adoptés dans le présent rapport, ainsi qu'avec le régime actuel du Nil.

85. La solution qui se présente naturellement à l'esprit est la suivante : la quantité d'eau consommée avant la fin de décembre par les nouvelles superficies sous irrigation intermittente devrait être compensée par une quantité correspondante d'eau de retenue prélevée sur le réservoir de Sennar. En modifiant le système de fonctionnement du réservoir, on pourrait disposer d'un volume d'eau additionnel dont il n'est pas tenu compte dans les calculs relatifs au projet d'irrigation de la Guézireh et qui pourrait être utilisé pour les fins en question. Le plan original d'exploitation du canal de la Guézireh, exposé précédemment dans le présent rapport, portait que, du 15 avril au 15 juillet, le canal devait rester rempli, avec un débit prélevé sur le réservoir, équivalant aux quantités jugées nécessaires pour les usages domestiques dans toute la région sous irrigation. Conformément à cet arrangement, le plan d'eau du réservoir devait naturellement être maintenu au niveau nécessaire pour fournir cette quantité. En raison de la différence relative des niveaux du canal et du niveau du fleuve non canalisé, un volume d'eau estimé à environ 150 millions de mètres cubes serait, dans ces conditions, retenu d'une façon permanente dans le réservoir. Si l'on se procurait au moyen de pompes la provision d'eau pour usages domestiques, il serait alors possible d'évacuer le volume d'eau ainsi retenu et de restituer au fleuve toutes les quantités d'eau nécessaires pour compenser celles qui ont été prélevées par les pompes après la clôture de la saison des crues, c'est-à-dire après la fin de décembre (à Sennar).

86. Ce même volume doit de nouveau être prélevé dans le fleuve en juillet, avant que le canal puisse être mis en état de fonctionner en vue de la saison suivante ; le graphique N^o 1 montre que, pendant une année de crues moyennes ou de hautes crues, il n'en résulterait aucun inconvénient grave pour le régime du fleuve en Égypte, aux dates correspondantes. Si la crue annuelle était très tardive, le remplissage du barrage de Sennar pourrait être retardé, conformément à l'arrangement proposé au paragraphe 51, de manière à éliminer presque entièrement l'effet de ce prélèvement. L'arrangement nécessaire à cet effet ne présenterait aucune difficulté pour les autorités intéressées, et la commission estime que l'éventualité très rare de conditions extrêmement exceptionnelles ne doit pas être considérée comme empêchant d'adopter des mesures appropriées aux années normales et applicables même lorsque les conditions sont défavorables. La commission estime donc que l'on peut continuer d'accorder progressivement, comme par le passé, des permis de plus en plus nombreux pour l'exploitation de pompes d'irrigation jusqu'à la fin de février, à condition que toutes les quantités d'eau puisées après la fin de décembre puissent être compensées conformément aux modalités indiquées ci-dessus.

Bassins d'irrigation au Soudan.

87. Il existe au Soudan des régions constituant une cuvette naturelle d'une superficie totale d'environ 80.000 feddans, mais dont une fraction minime seulement est sous l'eau chaque année. Ces cuvettes naturelles ne semblent guère se prêter à des améliorations et n'ont guère de valeur au point de vue agricole. Il s'agit de plateaux élevés, et les conditions semblent telles qu'on ne puisse les irriguer au moyen de canaux s'alimentant à une certaine distance en amont, comme on le fait en Égypte. Ces terres souffriront dans une certaine mesure du prélèvement d'eau effectué à

The Commission does not regard this question of basin irrigation in the Sudan as an important factor in the problem before it, and sees no need to make any special recommendations in this connexion.

CHAPTER V.

SUMMARY AND CONCLUSION.

Summary.

88. The Commission's main findings may be summarised as follows :

(a) The natural flow of the river should be reserved for the benefit of Egypt from the 19th January to the 15th July (at Sennar), subject to the pumping in the Sudan as defined below.

(b) The Gezira Canal may begin to draw on the natural flow of the river on the 16th July, the canal being gradually raised to full supply level by the 31st July, according to the scale fixed in " Nile Control ", contained in Appendix D, provided that a mean total discharge of 160 million cubic metres a day must have been reached at Sennar and Malakal during the preceding five days, allowing for ten days lag in the case of the latter.

(c) From the 1st August to the 31st December the Gezira Canal may, subject to the progressive scale laid down in paragraph 57 of this Report, draw the following volumes from the river :

The 1st August to 30th November, 168 cubic metres a second ;

The 1st to 31st December, 160 cubic metres a second, provided that, in any year in which the total flow of the natural river in December as at Aswan is less than 4,700 million cubic metres, 80 cubic metres a second shall be taken from the natural river during the whole of December, and the balance shall be taken from the natural river up to a date preceding the end of the month by three days for every 400 million cubic metres by which the actual total December natural river in that year falls short of 4,700 million cubic metres.

(d) The Gezira Canal may not draw during the month of January more than the volumes provided in " Nile Control ", *i. e.*, 80 cubic metres a second from the 1st to 15th, and 52 cubic metres a second from the 16th to 18th, a total of 117 million cubic metres.

(e) The final filling of the Sennar Reservoir from the level required to give full supply in the canal to the full storage level of the reservoir should be carried out in November, as provided in " Nile Control ".

(f) Any further flood pumping carried out in the Sudan up to the end of February should be considered as drawing its supply from the Sennar Reservoir after the 31st December. In other words, a volume equal to that consumed on these areas after the 31st December, according to ascertained data, should be discharged from the reservoir as compensation to Egypt, and the Sennar Reservoir should be worked so as to provide the additional storage required to cover the compensation volumes as above.

(g) After the end of February only perennial pumping, as referred to in paragraph 81, should be carried out in the Sudan.

Sennar et à Djebel Aulia, mais les arguments dont nous nous sommes servis pour les bassins de la Haute-Egypte valent également dans ce cas. La commission ne considère pas la question de l'irrigation des bassins au Soudan comme constituant un facteur important du problème qui lui a été soumis, et elle ne voit pas la nécessité de formuler à cet égard de recommandations spéciales.

CHAPITRE V.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.

Résumé.

88. Les principales conclusions de la commission peuvent se résumer de la façon suivante :

a) Le flux naturel du fleuve devrait être réservé au profit de l'Égypte, du 19 janvier au 15 juillet (à Sennar), sous réserve de l'exploitation de pompes au Soudan, comme il est défini plus loin.

b) Le canal de la Guézireh pourra commencer à effectuer des prélèvements sur le flux naturel du fleuve le 16 juillet, le plan d'eau du canal étant progressivement relevé jusqu'au niveau d'approvisionnement maximum à la date du 31 juillet, conformément à l'échelle établie dans la publication intitulée : « Régularisation du Nil », et figurant à l'annexe D, à condition qu'un débit total moyen de 160 millions de mètres cubes par jour ait été atteint à Sennar et Malakal pendant les cinq jours précédents, compte tenu d'un décalage de dix jours pour le second de ces barrages.

c) Du 1^{er} août au 31 décembre, le canal de la Guézireh pourra, sous réserve de l'application de l'échelle mobile définie au paragraphe 57 du présent rapport, prélever sur le Nil les volumes d'eau suivants :

Du 1^{er} août au 30 novembre, 168 m³ à la seconde ;

Du 1^{er} au 31 décembre, 160 m³ à la seconde, à condition que, si, — au cours d'une année quelconque, le débit total du fleuve non canalisé est en décembre, à Assouan, inférieur à 4700 millions de mètres cubes, — il sera prélevé, sur le fleuve non canalisé, 80 m³ à la seconde pendant tout le mois de décembre, le reste étant prélevé sur le fleuve non canalisé jusqu'à une date antérieure à la fin du mois de trois jours pour chaque diminution de débit de 400 millions de mètres cubes, accusée par le débit total du fleuve non canalisé, en décembre de l'année en question, par rapport au chiffre de 4700 millions de mètres cubes.

d) Le canal de la Guézireh ne pourra pas prélever pendant le mois de janvier de quantités d'eau supérieures à celles qui sont prévues dans la « Régularisation du Nil », c'est-à-dire 80 m³ à la seconde du 1^{er} au 15, et 52 m³ à la seconde du 16 au 18, soit au total 117 millions de mètres cubes.

e) Le remplissage final du réservoir de Sennar destiné à relever le plan d'eau du niveau nécessaire pour approvisionner complètement le canal jusqu'au niveau maximum de retenue du réservoir devra s'effectuer en novembre, ainsi qu'il est prévu dans la publication intitulée : « Régularisation du Nil ».

f) Toutes exploitations supplémentaires de pompes effectuées au Soudan jusqu'à la fin de février seront considérées comme s'approvisionnant d'eau au réservoir de Sennar après le 31 décembre. En d'autres termes, un volume égal au volume consommé pour l'irrigation de ces superficies, après le 31 décembre, conformément à des données vérifiées, devra être débité du réservoir à titre de compensation pour l'Égypte, et le réservoir de Sennar devra être exploité de manière à permettre d'emmagasiner la quantité d'eau de retenue additionnelle, nécessaire pour assurer les volumes de compensation susmentionnés.

g) Après la fin de février, seule l'irrigation pérenne, comme il est indiqué au paragraphe 81, pourra être pratiquée au Soudan.

Conclusion.

89. The Commission foresees that it will be necessary from time to time to review the questions discussed in this Report. It regards it as essential that all established irrigation should be respected in any future review of the question. In particular, the Sudan should only take from the natural river in January, exclusive of pumping rights as now existing, the " Nile Control " volume of 117 million cubic metres. All other requirements till July should be provided by the Sudan from storage or other conservation works.

90. The Commission has been impressed by the fact that future development in Egypt may require the construction of works in the Sudan and neighbouring territories, such as Uganda, Kenya and Tanganyika, and it feels that Egypt should be able to count on receiving all assistance from the administrative authorities in the Sudan in respect of schemes undertaken in the Sudan, as well as from the British Government in any questions concerning the neighbouring territories.

91. The Commission has endeavoured to find a practical and workable basis for irrigation, and to foresee, and, as far as possible, to provide for, any difficulties that may arise in the future. But it is aware that doubtful points may well arise in the interpretation of any document, and that differences of opinion as to fact cannot fail to occur from time to time in such matters as the volumes of water flowing in a river or canal, discharged through sluices, or lost by evaporation or seepage. It does not feel called upon to make proposals with regard to special arrangements for dealing with such doubts and differences, which seem to be outside the sphere of a technical commission. It does, however, desire to record emphatically the view that neither the elaborate drafting of an agreement nor the provision of special machinery for adjudication should be allowed to obscure the importance of mutual confidence and co-operation in all matters concerning the river and its waters.

92. Finally, the Commission desires to draw attention to the very great importance of continued study of the river and systematic record of the statistics. A very good hydrological organisation has been built up, and its continued efficiency is absolutely essential, not only to fresh development work, but also to the correct working of the arrangements proposed in this Report, or, indeed, of any other arrangements that could be devised.

Abdul Hamid SOLIMAN,
Egyptian Delegate.

CAIRO, *March 21, 1926.*

R. M. MACGREGOR,
British Delegate.

Conclusion.

89. La commission prévoit qu'il sera nécessaire de procéder, de temps à autre, à un nouvel examen des questions discutées dans le présent rapport. Elle considère comme essentiel que tous les systèmes d'irrigation actuels soient respectés lors de toute révision future de la question. Notamment le Soudan ne devrait être autorisé à puiser l'eau du fleuve non canalisé en janvier, indépendamment des droits actuels de prélèvement au moyen de pompes, que jusqu'à concurrence du volume de 117 millions de mètres cubes prévu dans la publication intitulée « Régularisation du Nil ». Jusqu'au mois de juillet, le Soudan devrait fournir toutes les autres quantités d'eau nécessaires, au moyen de réservoirs ou d'autres ouvrages de conservation des eaux.

90. La commission a été frappée de ce que le développement économique de l'Égypte, à l'avenir, pourra nécessiter la construction d'ouvrages au Soudan et dans les territoires avoisinants : Ouganda, Kenia et Tanganyika. Elle estime que l'Égypte devrait à cet égard pouvoir compter sur le concours absolu des autorités administratives du Soudan pour les ouvrages à entreprendre dans le Soudan, ainsi que sur le concours du Gouvernement britannique pour toutes questions intéressant les territoires avoisinants.

91. La commission s'est efforcée de trouver une base pratique pour les travaux d'irrigation, ainsi que de prévoir et de pallier, dans la mesure du possible, toutes les difficultés qui pourraient se produire à l'avenir. Toutefois, elle n'ignore pas que l'interprétation des divers documents est susceptible de soulever certaines contestations et qu'il ne peut manquer de se produire de temps à autre des divergences d'opinions portant sur des questions de fait, au sujet, par exemple, des volumes d'eau, s'écoulant dans un fleuve ou dans un canal, évacués par les vannes ou perdus par suite d'évaporation ou d'infiltration. Elle ne se croit pas tenue de présenter des propositions relatives aux arrangements spéciaux destinés à régler ces contestations ou ces divergences, propositions qui ne semblent pas relever d'une commission technique. Elle désire, toutefois, indiquer expressément qu'à son avis, la valeur que présentent la rédaction minutieuse d'un accord ou l'organisation de rouages spéciaux destinés à régler les contestations, ne doit pas faire perdre de vue l'importance de la confiance mutuelle et de la collaboration en toute matière relative au fleuve et au régime fluvial.

92. Enfin, la commission désire signaler l'importance considérable que présentent une étude ininterrompue du fleuve et une documentation statistique méthodique. On a mis sur pied un service hydrologique extrêmement satisfaisant, dont l'activité ininterrompue est absolument essentielle, non seulement en ce qui touche à la mise en œuvre de nouveaux travaux d'extension, mais encore à l'application précise des arrangements proposés dans le présent rapport, comme, d'ailleurs, de tous autres arrangements que l'on pourrait élaborer.

Le délégué égyptien :
Abdul Hamid SOLIMAN.

Le délégué britannique :
R. M. MACGREGOR.

LE CAIRE, le 21 mars 1926.

ANNEXE A

ECHANGE DE NOTES.

ZIWER PACHA A LORD ALLENBY.

LE CAIRE, 26 janvier 1925.

EXCELLENCE,

Dans la note du 22 novembre 1924 que Votre Excellence a adressée à mon prédécesseur de la part du Gouvernement de Sa Majesté britannique, elle a demandé que la superficie du terrain à irriguer à la Guézireh au Soudan soit portée du chiffre de 300,000 feddans jusqu'à un chiffre illimité.

A cette note mon prédécesseur a répondu par une note en date du 23 novembre dans laquelle il a déclaré que la question de modifier d'ores et déjà la limite fixée pour la superficie à irriguer dans la Guézireh était pour le moins prématurée et devrait, d'après les déclarations répétées du Gouvernement de Sa Majesté britannique, être résolue de commun accord en tenant compte des intérêts vitaux de l'agriculture égyptienne.

Comme conséquence de cette réponse Votre Excellence a informé le Gouvernement égyptien d'alors par une note portant la même date que des instructions avaient été données au Gouvernement soudanais dans le sens qu'il était libre à l'avenir d'irriguer à la Guézireh une superficie de terrain illimitée.

Maintenant que les relations cordiales ont été heureusement rétablies entre nos deux pays, il est de mon devoir d'attirer l'attention de Votre Excellence sur le fait que la mesure annoncée dans sa note du 23 novembre a soulevé dans ce pays les plus graves inquiétudes. Votre Excellence sait, d'ailleurs, que dans toutes les discussions qui ont eu lieu entre les deux gouvernements par le passé pour tomber d'accord sur le régime des eaux du Nil, et, en particulier, au sujet du développement de l'irrigation au Soudan, le Gouvernement égyptien a toujours fermement revendiqué ses droits aux eaux du Nil.

Le Gouvernement égyptien a toujours soutenu que ce développement ne doit en aucun cas être de nature à nuire à l'irrigation de l'Egypte ni à porter préjudice aux projets éventuels tellement nécessaires pour subvenir aux besoins de la population agricole si rapidement croissante de ce pays. Et je ne crois pas me tromper en affirmant que ce principe essentiel à la vie de l'Egypte a été pleinement admis par le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Je viens donc prier Votre Excellence de bien vouloir reprendre en considération la question de l'irrigation de la Guézireh et de revenir sur les instructions dont il est parlé dans la note susmentionnée du 23 novembre 1924, une telle mesure ne pouvant que raffermir les bonnes relations entre nos deux pays.

Je saisis, etc.

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Affaires étrangères,
A. ZIWER.*

APPENDIX A.

NOTES EXCHANGED.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ZIWER PASHA TO LORD ALLENBY.

CAIRO, *January 26, 1925.*

YOUR EXCELLENCY,

In the note which your Excellency, on behalf of His Britannic Majesty's Government, addressed to my predecessor on the 22nd November, 1924, you asked that the area of land to be irrigated in the Sudan Gezira should be increased from 300,000 feddans to an unlimited extent.

To this note my predecessor replied in a note of the 23rd November, in which he declared that the question of immediately modifying the limit fixed for the area to be irrigated in the Gezira was, to say the least, premature and should, in accordance with the repeated declarations of His Britannic Majesty's Government, be settled by mutual agreement, taking into consideration the vital interests of Egyptian agriculture.

In view of this reply your Excellency then informed the Egyptian Government, in a note of the same date, that instructions had been given to the Sudan Government to the effect that it was free in future to irrigate an unlimited extent of land in the Gezira.

Now that friendly relations have happily been re-established between our two countries, it is my duty to draw your Excellency's attention to the fact that the measure announced in your note of the 23rd November has raised the most serious apprehensions in this country. Further, your Excellency is aware that in all the discussions which have taken place in the past between the two Governments with a view to reaching an agreement as to the control of the waters of the Nile, and in particular on the subject of the development of irrigation in the Sudan, the Egyptian Government has always firmly asserted its rights in the waters of the Nile.

The Egyptian Government has always maintained that this development should in no case be of such a nature as to be harmful to the irrigation of Egypt or to prejudice future projects, so necessary to meet the needs of the rapidly increasing agricultural population of this country. I do not think I am wrong in asserting that this principle, vital to Egypt, has been fully admitted by His Britannic Majesty's Government.

I have, therefore, to request your Excellency to be so good as to reconsider the question of the irrigation of the Gezira and to withdraw the instructions referred to in the above-mentioned note of the 23rd November, 1924, since such a measure could only serve to strengthen the good relations between our two countries.

I avail, etc....

A. ZIWER,
*President of the Council of Ministers,
Minister for Foreign Affairs.*

¹ Communiqué par le Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

LORD ALLENBY TO ZIWER PASHA.

CAIRO, January 26, 1925.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of the note which your Excellency was good enough to address to me to-day asking me to reconsider the question of the irrigation of the Gezira and to revoke the instructions mentioned in the note which I addressed to your Excellency's predecessor on the 23rd November, 1924.

2. His Majesty's Government appreciate the sincerity of the friendly feelings expressed by your Excellency and fully share your desire to restore and strengthen the good relations between our two countries which have been so unhappily disturbed.

3. I am therefore glad to be able to inform your Excellency that I am now in a position to impart to you the views of my Government on this subject.

4. I need not remind your Excellency that for forty years the British Government watched over the development of the agricultural well-being of Egypt, and I would assure your Excellency at once that the British Government, however solicitous for the prosperity of the Sudan, have no intention of trespassing upon the natural and historic rights of Egypt in the waters of the Nile, which they recognise to-day no less than in the past, and in giving the instructions in question to the Sudan Government His Majesty's Government intended that they should be interpreted in this sense.

5. Moved by these considerations and in proof of their intentions, His Majesty's Government are disposed to direct the Government of the Sudan not to give effect to the previous instructions in regard to the unlimited development of the Sudan Gezira mentioned in the note of the 23rd November, on the understanding that an expert committee composed of Mr. J. J. Canter Cremers, Chairman, who has been chosen by agreement between the two Governments, Mr. R. M. MacGregor, British Delegate, and Abdul Hamid Soliman Pasha, Egyptian Delegate, who has been selected by the Egyptian Government, shall meet not later than the 15th February, 1925, for the purpose of examining and proposing the basis on which irrigation can be carried out with full consideration of the interests of Egypt and without detriment to her natural and historic rights.

6. It is understood that the Committee will present its report by the 30th June, 1925.

I avail, etc.

ALLENBY, F. M.,
High Commissioner.

APPENDIX B.

TIME TAKEN FOR CHANGES OF RIVER LEVEL AT SENNAR TO REACH DELTA BARRAGE.

Method of Determination.

Characteristic points on the gauge diagram at Makwar were traced to the gauge diagram of Khartum gauge. The number of days for the points to reach Khartum depends upon the level of the river. The number of days was therefore plotted against the gauge reading at Makwar and a mean curve drawn through the points.

The lag for a given date is obtained by reading from this curve the lag corresponding to the gauge on that date. This is the only practicable method which can be employed.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LORD ALLENBY A ZIWER PACHA.

LE CAIRE, le 26 janvier 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour pour me prier de reprendre en considération la question de l'irrigation de la Guézireh et de revenir sur les instructions dont il est parlé dans la Note que j'ai adressée le 23 novembre 1924 au prédécesseur de Votre Excellence.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté apprécie la sincérité des sentiments de cordialité exprimés par Votre Excellence et partage pleinement votre désir de rétablir et de renforcer les bonnes relations entre nos deux pays, qui ont été malheureusement troublées.

3. Je suis donc heureux de pouvoir informer Votre Excellence que je suis maintenant en mesure de vous communiquer les vues de mon gouvernement sur cette question.

4. Il n'est pas besoin de rappeler à Votre Excellence que, depuis quarante ans, le Gouvernement britannique veille au développement de la prospérité agricole de l'Egypte, et je tiens à assurer à Votre Excellence, d'ores et déjà, que le Gouvernement britannique, si soucieux soit-il de la prospérité du Soudan n'a nullement l'intention de porter atteinte aux droits naturels et historiques de l'Egypte aux eaux du Nil, qu'il reconnaît aujourd'hui au même titre que par le passé; en donnant au Gouvernement soudanais les instructions dont il s'agit, il était dans l'intention du Gouvernement britannique que ces instructions fussent ainsi interprétées.

5. S'inspirant de ces considérations, et en témoignage de ses intentions, le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à donner des instructions au Gouvernement du Soudan afin que ce dernier ne donne pas effet à la note antérieure relative au développement illimité de la Guézireh du Soudan, mentionné dans la note du 23 novembre, étant entendu qu'une commission d'experts, comprenant M. J. J. Canter Cremers, président, choisi par accord réciproque entre les deux gouvernements, M. R. M. MacGregor, délégué britannique, et Abdul Hamid Soliman Pacha, délégué égyptien, choisi par le Gouvernement égyptien, seront convoqués pour le 15 février 1925 au plus tard, en vue d'étudier la question et de formuler des propositions de nature à servir de base aux travaux d'irrigation, en tenant pleinement compte des intérêts de l'Egypte et sans porter atteinte à ses droits naturels et historiques.

6. Il est entendu que cette commission présentera son rapport le 30 juin 1925.

Je saisis cette occasion, etc.

Le Haut-Commissaire :

ALLENBY F. M.

ANNEXE B.

TEMPS QUI S'ÉCOULE POUR QU'UN CHANGEMENT DE NIVEAU DU NIL A SENNAR SOIT CONSTATÉ AU BARRAGE DU DELTA.

Mode de détermination.

Les points caractéristiques de la courbe graphique du Nilomètre à Maquouar ont été reportés sur la courbe graphique du Nilomètre à Khartoum; le nombre de jours qui s'écoule avant que les mêmes phénomènes soient ressentis à Khartoum dépend du niveau du fleuve. Ce nombre de jours a donc été dessiné parallèlement à la courbe relative au relevé du Nilomètre à Maquouar et une courbe moyenne a été tracée passant par les points en question.

Le décalage d'une date donnée s'obtient en déterminant à l'aide de cette courbe le décalage qui correspond au relevé du Nilomètre à cette date. C'est la seule méthode pratique que l'on puisse suivre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

The same method has been adopted for the reaches Tamaniat to Wadi Halfa, Wadi Halfa to Aswan and Aswan to El-Leisi, and the lag in the different reaches added together to make the total lag.

One day was added for the lag from El-Leisi to Delta Barrage and 0.7 day for the lag from Khartum to Tamaniat.

This method, using the curves obtained by Dr. Phillips, was checked by Dr. Hurst for the early part of January at Makwar. Dr. Hurst used similar methods, but traced the characteristic points over different stretches of the river.

The following are the results obtained :

Dr. Hurst, First Method.

	Days.
Makwar, date (approximate) January 6-15, mean gauge (1919-24) 6.00, lag to Soba.	4.9
Soba, date (approximate) January 11-20, mean gauge Khartum 10.94, lag to Tamaniat. . . . .	.8
Tamaniat, date January 12-21, mean gauge 10.64, lag to Atbara.	3.1
Atbara, date January 16-25, mean gauge 10.47, lag to Halfa.	<u>10.6</u>
	19.4

Dr. Hurst, Second Method.

Makwar, date January 6-15, mean gauge 6.00, lag to Khartum.	5.3
Khartum, date January 11-20, mean gauge 10.94, lag to Halfa.	<u>14.9</u>
	20.2

Dr. Phillips.

Makwar, date January 6-15, mean gauge 6.00, lag to Khartum.	5.7
Assumed, Soba to Tamaniat	1.0
Tamaniat, date January 13-22, gauge 10.61, lag to Halfa	<u>14.7</u>
	21.4
Halfa, date January 28-February 6, gauge 2.12, lag to Aswan.	3.5

Collecting Results.

Makwar to Khartum.

Dr. Hurst (1)	5.3
Dr. Hurst (2)	5.3
Dr. Phillips	<u>5.7</u>
Mean	5.4

Khartum to Halfa.

Dr. Hurst (1)	14.1
Dr. Hurst (2)	14.9
Dr. Phillips	15.7
Mr. Watt	<u>15.5</u>
Mean	15.0

Halfa to Aswan.

Dr. Phillips	3.5
Mr. Watt	<u>3.5</u>
Mean	3.5

Mean Makwar to Aswan is therefore 23.9, say 24 days.

Using the ordinary curves obtained by the Hydrological Service of the Physical Department, the lag from Aswan to Delta Barrage corresponding to the mean gauge (1919-24) at Aswan for February 1-10 is 10 days.

Mean lag from Makwar to Delta Barrage is therefore 34 days.

In the same way the mean lag from Makwar to Delta Barrage for the years 1912-25 was determined for the 15th July at Makwar and was found to be 27 days.

For specially low years the lag was worked out for each individual case.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

Cette même méthode a été adoptée pour les biefs de Tamaniat à Ouadi Halfa, de Ouadi Halfa à Assouan, et d'Assouan à El Leisi, puis les décalages relatifs à ces divers biefs ont été additionnés pour constituer le décalage total.

Un jour a été ajouté pour le décalage de El Leisi jusqu'au barrage du Delta et 0,7 jour pour le décalage de Khartoum à Tamaniat.

Cette méthode, dans laquelle il est fait usage de courbes calculées par le D^r Phillips, a été vérifiée par le D^r Hurst pour la première partie du mois de janvier à Maquouar. Le D^r Hurst a fait usage d'une méthode analogue, mais a suivi la marche des phénomènes caractéristiques sur des parcours différents du fleuve.

Les résultats obtenus sont les suivants :

D^r Hurst (1^{re} méthode).

	Jour
Maquouar, date (approximative) janvier 6/15 ; moyenne du Nilomètre (1919-24) 6,00 ; décalage jusqu'à Soba	4,9
Soba, date (approximative) 11/20 janvier ; moyenne du Nilomètre de Khartoum (10-94), décalage jusqu'à Tamaniat	0,8
Tamaniat, 12/21 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,64 ; décalage jusqu'à Atbara	3,1
Atbara, 16/25 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,47 ; décalage jusqu'à Halfa	10,6
	19,4

D^r Hurst (2^e méthode).

Maquouar, 6/15 janvier ; moyenne du Nilomètre 6,00 ; décalage jusqu'à Khartoum	5,3
Khartoum, 11/20 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,94 ; décalage jusqu'à Halfa	14,9
	20,2

D^r Phillips.

Maquouar, 6/15 janvier ; moyenne du Nilomètre 6,00 ; décalage jusqu'à Khartoum	5,7
(Par hypothèse) Soba, jusqu'à Tamaniat	1,0
Tamaniat, 13/22 janvier ; moyenne du Nilomètre 10,61 ; décalage jusqu'à Halfa	14,7
	21,4
Halfa, 28 janvier/6 février ; moyenne du Nilomètre 2,12 ; décalage jusqu'à Assouan	3,5

Totalisation des résultats.

Maquouar à Khartoum :

D ^r Hurst (1)	5,3
D ^r Hurst (2)	5,3
D ^r Phillips	5,7
Moyenne	5,4

Khartoum à Halfa :

D ^r Hurst (1)	14,1
D ^r Hurst (2)	14,9
D ^r Phillips	15,7
M. Watt	15,5
Moyenne	15,0

Halfa à Assouan :

D ^r Phillips	3,5
M. Watt	3,5
Moyenne	3,5

La moyenne de Maquouar à Assouan est donc de 23,9, disons 24 jours.

Si l'on emploie les courbes ordinaires calculées par le service hydrologique du « Physical Department », le décalage entre Assouan et le barrage du Delta, correspondant à la moyenne du Nilomètre (1919/24) à Assouan est, entre le 1^{er} et le 10 février, de 10 jours.

Le décalage moyen entre Maquouar et le barrage du Delta est donc de 34 jours.

Par la même méthode, le décalage moyen entre Maquouar et le barrage du Delta pendant la période 1912-25 a été déterminé pour la date du 15 juillet à Maquouar et constaté comme étant de 27 jours.

Pour les années de basses eaux exceptionnelles, le décalage a été établi dans chaque cas particulier.

Le Directeur-général du « Physical Department » :

(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX C.

TOTAL DISCHARGE ROSETTA AND DAMIETTA BRANCHES, JULY-AUGUST.

(Millions of cubic metres per day.)

Date at Barrage	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	Mean
July 20	10	0	0	1	0	20	62	2	23	1	0	23	24	16	13
25	12	0	0	6	0	50	57	9	35	1	1	24	40	24	18
August 1	21	0	0	9	92	93	75	34	125	13	30	44	93	28	47
5	23	0	0	12	265	110	125	87	140	16	47	74	120	43	76
10	125	0	38	27	410	170	150	190	220	40	135	250	200	84	146
15	330	17	270	61	490	370	195	340	340	190	280	350	340	149	266
20	390	22	460	165	550	460	240	390	360	360	450	440	370	284	346
25	450	40	480	195	550	400	300	365	500	375	440	525	420	335	384
31	430	115	515	200	595	395	345	355	510	385	435	515	530	327	404

ANNEXE C

DÉBIT TOTAL DES BRAS DE DAMIETTE ET DE ROSETTE. JUILLET-AOÛT.

(En millions de mètres cubes par jour.)

Date au barrage	1912	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919	1929	1921	1922	1923	1924	1925	Moyenne
20 juillet	10	0	0	1	0	20	62	2	23	1	0	23	24	16	13
25 »	12	0	0	6	0	50	57	9	35	1	1	24	40	24	18
1 ^{er} août	21	0	0	9	92	93	75	34	125	13	30	44	93	28	47
5 »	23	0	0	12	265	110	125	87	140	16	47	74	120	43	76
10 »	125	0	38	27	410	170	150	190	220	40	135	250	200	84	146
15 »	330	17	270	61	490	370	195	340	340	190	280	350	340	149	266
20 »	390	22	460	165	550	460	240	390	360	260	450	440	370	284	346
25 »	450	40	480	195	550	400	300	365	500	375	440	525	420	335	384
31 »	430	115	515	200	595	395	345	355	510	385	435	515	530	327	404

TIME LAGS EMPLOYED IN DIAGRAM NO. I.

Year	Makwar Date	Lag in Days to Delta Barrage	Corresponding Delta Barrage Date
1913	July 15	33 days	August 17
	" 31	28 "	" 28
	August 31	22 "	September 22
1915	July 15	30 days	August 14
	" 31	22 "	" 22
	August 31	22 "	September 22
Mean year, 1912 to 1925	July 15	27 days	August 11
	" 31	21 "	" 21
	August 31	19 "	September 19

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

APPENDIX D.

TABLE SHOWING APPROXIMATE VOLUME EXTRACTED FROM THE RIVER TO RAISE THE LEVEL TO FULL CANAL SUPPLY LEVEL ON JULY 31, THE LEVEL IN THE CANAL BEING RAISED FROM SUMMER LEVEL TO FULL SUPPLY LEVEL IN THE SAME PERIOD.

(Figures reproduced from " Nile Control ", p. 87.)

Day of July	Reservoir Level	Corresponding Contents of Reservoir	Volumes taken from River to raise U. S. Level		Level in Canal	Volume taken by Canal	Total Volume taken from River
	R. L.	Millions of Cubic Metres	Millions of Cubic Metres	Cubic Metres per Sec.	R. L.	Cubic Metres per Sec.	Cubic Metres per Sec.
15	414.50	68.5	—	—	414.50	10	10.0
16	414.60	73.8	5.3	61.4	414.60	11	72.0
17	414.70	79.1	5.3	61.4	414.70	14	75.0
18	414.80	84.4	5.3	61.4	414.79	16	77.0
19	414.90	89.7	5.3	61.4	414.89	18	79.0
20	415.00	95.0	5.3	61.4	414.99	20	81.0
21	415.20	107.0	12.0	139.0	415.18	25	164.0
22	415.40	119.0	12.0	139.0	415.38	31	170.0
23	415.60	131.4	12.4	144.0	415.58	37	181.0
24	415.80	144.2	12.8	148.0	415.77	43	191.0
25	416.00	157.0	12.8	148.0	415.97	49	197.0
26	416.20	172.0	15.0	174.0	416.17	55	229.0
27	416.40	187.0	15.0	174.0	416.36	62	236.0
28	416.60	202.0	15.0	174.0	416.55	69	243.0
29	416.80	217.0	15.0	174.0	416.74	75	249.0
30	417.00	232.0	15.0	174.0	416.94	84	258.0
31	417.20	250.0	18.0	208.0	416.94	84	292.0

Canal Head Discharge, from table on p. 108.

August 1st to November 30th 84 cubic metres per second.
 December 1st to January 15th 80 " "
 January 15th to 18th 52 " "

DÉCALAGE DONT IL EST FAIT USAGE DANS LE GRAPHIQUE N° 1.

Années	Date à Maquouar	Décalage en jours au barrage du Delta	Date correspondante au barrage du Delta
1913	15 juillet	33 jours	17 août
	31 »	28 »	28 »
	31 août	22 »	22 septembre
1915	15 juillet	30 jours	14 août
	31 »	22 »	22 »
	31 août	22 »	22 septembre
Année moyenne 1912 à 1925	15 juillet	27 jours	11 août
	31 »	21 »	21 »
	31 août	19 »	19 septembre

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

ANNEXE D.

TABLEAU INDIQUANT LE VOLUME APPROXIMATIF D'EAU DU NIL PRÉLEVÉ POUR POUVOIR FAIRE LE PLEIN DU RÉSERVOIR DE RETENUE LE 31 JUILLET — LE PLAN D'EAU DU CANAL ÉTANT RELEVÉ SIMULTANÉMENT DE L'ÉTIAGE JUSQU'AU NIVEAU DE COMPLET APPROVISIONNEMENT.

(Chiffres extraits de la publication intitulée « Régularisation du Nil », page 87).

Date du mois de juillet	Niveau du réservoir	Contenu correspondant du réservoir	Volume prélevé sur le Nil pour élever le niveau U. S.		Niveau du canal	Volume absorbé par le canal	Volume total prélevé sur le Nil
	R.L.	en millions de mètres cubes	en millions de mètres cubes	mètres cubes par sec.	R.L.	mètres cubes par sec.	mètres cubes par sec.
15	414.50	68.5	—	—	414.50	10	10.0
16	414.60	73.8	5.3	61.4	414.60	11	72.0
17	414.70	79.1	5.3	61.4	414.70	14	75.0
18	414.80	84.4	5.3	61.4	414.79	16	77.0
19	414.90	89.7	5.3	61.4	414.89	18	79.0
20	415.00	95.0	5.3	61.4	414.99	20	81.0
21	415.20	107.0	12.0	139.0	415.18	25	164.0
22	415.40	119.0	12.0	139.0	415.38	31	170.0
23	415.60	131.4	12.4	144.0	415.58	37	181.0
24	415.80	144.2	12.8	148.0	415.77	43	191.0
25	416.00	157.0	12.8	148.0	415.97	49	197.0
26	416.20	172.0	15.0	174.0	416.17	55	229.0
27	416.40	187.0	15.0	174.0	416.36	62	236.0
28	416.60	202.0	15.0	174.0	416.55	69	243.0
29	416.80	217.0	15.0	174.0	416.74	75	249.0
30	417.00	232.0	15.0	174.0	416.94	84	258.0
31	417.20	250.0	18.0	208.0	416.94	84	292.0

Débit à la tête du canal (d'après le tableau de la page 108) :

- Du 1^{er} août au 30 novembre 84 mètres cubes par seconde.
- » 1^{er} décembre au 15 janvier 80 m³/sec.
- » 15 janvier au 18 février 52 m³/sec.

APPENDIX E.

CRITERION FOR DETERMINING THE DATE AT WHICH WATER MAY FIRST BE ABSTRACTED FROM THE RIVER AT MAKWAR AT THE BEGINNING OF THE FLOOD.

Makwar Date	Makwar Discharge Mills./Day	Malakal Date	Malakal Discharge Mills./Day	Sum of Makwar and Malakal Discharges
1913 June 21-30	5.9	June 11-20	57.0	62.9
July 1-10	32.1	July 21-30	56.5	88.6
11-20	60.9	July 1-10	67.6	128.5
21-31	92.1	11-20	72.7	164.8
Aug. 1-10	153.0	21-31	77.1	230.1
1915 June 21-30	64.4	June 11-20	61.3	125.7
July 1-10	56.0	July 21-30	69.6	125.6
11-20	101.0	July 1-10	74.2	175.2
21-31	179.0	11-20	78.5	257.5
Aug. 1-10	325.0	21-31	83.3	408.3

Diagram No. 1 shows that in 1915 there was just sufficient water for Sudan to begin taking water at Makwar on the 11th July. Sum of Makwar and Malakal at this date equals 142 mills/day.

Same diagram shows that in 1913 sufficient supply for Sudan to begin to take water was not reached until the 20th July. Sum of Makwar and Malakal reached 142 mills/day on the 21st July as at Makwar.

In each case the discharge in the previous five days was approximately 135 mills/day.

(Signed) H. E. HURST.
Director-General, Physical Service.

ANNEXE E.

CRITÈRE PERMETTANT DE DÉTERMINER LA DATE A LAQUELLE ON PEUT COMMENCER A PRÉLEVER DE L'EAU DU NIL A MAQUOUAR AU COMMENCEMENT DE LA CRUE.

Date à Maquouar	Débit à Maquoua en millions de mètres cubes par jour	Date à Malakal	Débit à Malakal en millions de mètres cubes par jour	Somme des débits de Maquouar et de Malakal
1913				
Juin 21/30	5,9	Juin 11/20	57,0	62,9
Juillet 1/10	32,1	21/30	56,5	88,6
11/20	60,9	Juillet 1/10	67,6	128,5
21/31	92,1	11/20	72,7	164,8
Août 1/10	153,0	21/31	77,1	230,1
1915				
Juin 21/30	64,4	Juin 11/20	61,3	125,7
Juillet 1/10	56,0	21/30	69,6	125,6
11/20	101,0	Juillet 1/10	74,2	175,2
21/31	179,0	11/20	78,5	257,5
Août 1/10	325,0	21/31	83,3	408,3

Le graphique N° 1 indique qu'en 1915 la quantité d'eau était tout juste suffisante pour permettre au Soudan de commencer à prélever de l'eau du Nil à Maquouar le 11 juillet. A cette date, le débit total de Maquouar et de Malakal était de 142 millions par jour.

Le même graphique montre qu'en 1913, la quantité suffisante pour que le Soudan puisse commencer à prélever de l'eau n'a été atteinte que le 20 juillet. Le total des débits de Maquouar et de Malakal était de 142 millions par jour le 21 juillet, à Maquouar.

Dans chaque cas, le débit des cinq jours précédents était approximativement de 135 millions par jour.

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX F.

APPROXIMATE REDUCTION IN ASWAN GAUGE DUE TO ABSTRACTION OF 100, 150 AND 200 CUBIC METRES PER SECOND AT ASWAN DURING LOW FLOODS OF 1911, 1913, 1915 AND 1918.

(Aswan Discharges to nearest 100 cubic metres per second. Reductions to nearest centimetre.)

	1911			1913			1915			1918							
	Mean Discharge Cu. m./sec.	Reduction in Centimetres			Mean Discharge Cu. m./sec.	Reduction in Centimetres			Mean Discharge Cu. m./sec.	Reduction in Centimetres							
		100	150	200		100	150	200		100	150	200	100	150	200		
August	1-10 . . .	3,100	9	13	18	1,500	13	19	26	2,200	11	16	21	3,600	8	13	17
	11-20 . . .	4,800	7	10	14	2,000	11	16	22	4,500	7	11	15	5,000	7	11	14
	21-31 . . .	8,200	5	8	10	3,500	8	13	17	5,000	7	10	14	6,400	6	9	12
September	1-10 . . .	8,800	5	7	9	4,600	7	11	15	5,200	7	10	14	7,800	5	8	10
	11-20 . . .	9,600	4	6	8	4,700	7	10	14	5,600	6	10	13	7,000	5	8	11
	21-30 . . .	8,700	5	7	9	4,500	7	11	15	6,500	6	8	11	6,000	6	9	12
October	1-10 . . .	6,900	5	8	11	3,700	8	12	16	6,300	6	9	12	5,200	7	10	14
	11-20 . . .	5,500	7	10	13	2,800	10	14	19	5,600	6	10	13	4,300	8	11	15
	21-31 . . .	4,700	7	10	14	2,200	11	16	21	4,700	7	11	14	3,500	8	13	17

(Signed) H. E. HURST.

Director-General, Physical Service.

ANNEXE F

RÉDUCTION APPROXIMATIVE A APPORTER AUX RELEVÉS DU NILOMÈTRE D'ASSOUAN, APRÈS PRÉLÈVEMENT DE 100, 150 ET 200 MÈTRES CUBES PAR SECONDE A ASSOUAN, LORS DES PÉRIODES DE FAIBLE CRUE DE 1911, 1913, 1915 ET 1918.

(Le volume des débits à Assouan est arrondi au 100 m³ sec. le plus proche ; les réductions sont calculées au centimètre le plus proche.)

	1911			1913			1915			1918						
	Débits moyens m ³ /sec.	Réduction en centimètres			Débits moyens m ³ /sec.	Réduction en centimètres			Débits moyens m ³ /sec.	Réduction en centimètres						
		100	150	200		100	150	200		100	150	200	100	150	200	
1/10 août	3.100	9	13	18	1.500	13	19	26	2.200	11	16	21	3.600	8	13	17
11/20 "	4.800	7	10	14	2.000	11	16	22	4.500	7	11	15	5.000	7	11	14
21/31 "	8.200	5	8	10	3.500	8	13	17	5.000	7	10	14	6.400	6	9	12
1/10 Septembre	8.800	5	7	9	4.600	7	11	15	5.200	7	10	14	7.800	5	8	10
11/20 "	9.600	4	6	8	4.700	7	10	14	5.600	6	10	13	7.000	5	8	11
21/30 "	8.700	5	7	9	4.500	7	11	15	6.500	6	8	11	6.000	6	9	12
1/10 Octobre	6.900	5	8	11	3.700	8	12	16	6.300	6	9	12	5.200	7	10	14
11/20 "	5.500	7	10	13	2.800	10	14	19	5.600	6	10	13	4.300	8	11	15
21/31 "	4.700	7	10	14	2.200	11	16	21	4.700	7	11	14	3.500	8	13	17

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX G.

EXPLANATORY NOTE.

Date on which Shortage Occurred in Lower Egypt.

The dates on which the Rosetta and Damietta Branches were closed established a definite limit to the period of excess supply.

The dates are, however, not sufficient in themselves to fix the actual date on which shortage of supply was first felt, as water may be passing down the Nile branches for utility purposes and the canal discharges definitely limited to supply the Nile branches.

Damietta Branch. — Water in this branch is required for irrigation purposes through the Zifta main canals. A further supply is required during the construction of the Faraskour sadd in order to keep back the salt water.

Shortage is therefore considered to have been established if the discharge over Zifta Weir is less than 5 millions and no other water is available to increase this discharge.

Rosetta Branch. — Little or no water is required for irrigation, but a certain minimum discharge must be maintained during the last weeks of the construction of the Mehallet-el-Amir sadd to keep back the salt water.

This minimum discharge is considered to be :

5 millions for one week before the ideal date for closing the sadd.

10 millions for last week but one before the ideal date for closing the sadd.

15 millions for last week but two before the ideal date for closing the sadd.

Shortage is therefore considered to have been established if and when the available excess discharge falls below these figures.

The ideal date for closing the sadd is considered to be the date on which the total supply is equal to the total demand for irrigation purposes only, plus 5 millions over Zifta Weir. This date corresponds with the date of closure of the Rosetta Branch unless excess water is still available in the Damietta Branch.

The accompanying table shows the date necessary to establish the actual date of shortage on the above assumptions.

The records from 1919 onwards are complete and the date arrived at may be taken as correct.

The records before 1919 are less complete and the dates arrived at are therefore less reliable.

Furthermore, the system of feeding Zifta Circle down the Damietta Branch was not a routine procedure before 1919, and it is therefore less easy to determine whether water supplied to the Damietta Branch was for irrigation purposes or was actually in excess of the demand.

The question as to when shortage occurred has been considered for the years before 1919, in exactly the same way as for the period after 1919, that is to say, as if the present system of feeding Zifta down the Damietta Branch had been established.

Except in certain individual years the dates finally arrived at are fairly definite and may be accepted as such.

In any year such as 1923 there is a comparatively long period throughout which the excess, if any, was very small, and the exact date of shortage is difficult to establish.

(Signed) A. D. BUTCHER,
Director Delta Barrage.

ANNEXE G.

NOTE EXPLICATIVE.

Date à laquelle la pénurie d'eau s'est fait sentir en Basse-Egypte.

Les dates de fermeture des bras de Rosette et de Damiette ont définitivement fixé la fin de la période pendant laquelle il existe un excédent de débit.

Toutefois, ces dates ne suffisent pas à elles seules pour fixer la date exacte à laquelle a commencé la diminution de l'approvisionnement, car il se peut qu'on laisse à dessein l'eau s'écouler par certains bras, en vue de certains fins, et il se peut aussi que les débits du canal soient exactement limités de façon à approvisionner les bras du Nil.

Bras de Damiette. — L'eau est indispensable dans ce bras pour les besoins de l'irrigation par les canaux principaux de Zifta et une quantité d'eau supplémentaire est indispensable pendant la construction de la digue temporaire de Faraskour, afin d'empêcher l'eau de mer de pénétrer.

On considère donc qu'il y a diminution de débit si le débit qui s'écoule au déversoir de Zifta est inférieur à cinq millions de mètres cubes et qu'on ne dispose pas d'autres quantités d'eau pour augmenter ce débit.

Bras de Rosette. — Il n'y a presque pas besoin d'eau pour l'irrigation, mais il est indispensable de maintenir un certain débit minimum pendant les dernières semaines de la construction de la digue provisoire à Mehallat-El-Amir, afin d'empêcher la pénétration de l'eau de mer.

Ce débit minimum est estimé :

A 5 millions pendant une semaine avant la date qui convient le mieux pour fermer la digue provisoire ;

A 10 millions pour l'avant-dernière semaine avant cette date ;

A 15 millions pour l'avant-dernière semaine avant cette date.

On estime donc qu'il y a diminution du débit lorsque le débit en excédent qui est disponible est inférieur à ces chiffres.

La date qui convient le mieux pour fermer la digue provisoire est considérée comme étant celle à laquelle l'approvisionnement total en eau est égal à la demande totale pour les besoins de l'irrigation seulement, plus un débit de 5 millions au déversoir de Zifta. Cette date correspond à celle de la fermeture du bras de Rosette, à moins qu'il n'existe encore un excédent d'eau disponible dans le bras de Damiette.

Le tableau ci-joint indique la date qu'il faut connaître pour établir la date effective de la diminution du débit en partant des hypothèses ci-dessus.

Les relevés sont complets à partir de 1919 et la date qui a été calculée peut être considérée comme exacte.

Avant 1919 les relevés sont moins complets et les dates calculées sont donc moins exactes.

En outre, l'alimentation du Cercle de Zifta par le bras de Damiette ne constitue une opération régulière que depuis 1919. Il est donc moins facile de déterminer si l'eau fournie au bras de Damiette était destinée aux besoins de l'irrigation, ou constituait effectivement un excédent par rapport à la demande.

La question de savoir quand s'est produite la diminution du débit a été étudiée pour les années antérieures à 1919, de la même façon que pour la période postérieure à 1919, c'est-à-dire dans l'hypothèse que le système actuel d'alimentation du cercle de Zifta par le bras de Damiette a été pratiqué.

Sauf pour certaines années particulières, les dates finalement déterminées sont assez bien précisées et peuvent être acceptées comme telles.

Si les conditions sont celles de 1923, il existe naturellement une période relativement longue pendant laquelle l'excédent, s'il y en a un, est extrêmement minime ; il est alors difficile d'établir la date exacte de la diminution du débit.

Le Directeur du Barrage du Delta :

(Signé) A.-D. BUTCHER.

DATE AT DELTA BARRAGE ON WHICH ALL WATER WAS REQUIRED FOR IRRIGATION OR CONSTRUCTION OF SADDs.

Year	ROSETTA BRANCH				DAMIETTA BRANCH				Zifta Weir 5 Mil.	A	Remarks	
	Closed	Last Day of Discharge			Closed	Last Day of Discharge						
		5 Mil.	10 Mil.	15 Mil.		5 Mil.	10 Mil.	15 Mil.				
Records good	1925...	F. 23	F. 21	F. 15	F. 11	M. 17	M. 5	F. 20	F. 14	F. 15	F. 11 ¹	¹ There was a flush on the Damietta Branch, February 25 to March 2. ² The date is rather indefinite, but between February 6 and February 13. ³ Subsequently reopened for flush and finally closed March 6, about. ⁴ Shortage occurred February 7 to 20, but final shortage not until March 9. ⁵ Flush to Faraskour Pool to clear out salt. ⁶ Damietta Branch was opened and closed again several times. ⁷ There was no excess from February 4 to February 22, and a mean date has been taken as February 13. ⁸ Also on January 13.
	1924...	F. 23	F. 18	F. 12	F. 9	M. 19	M. 9	M. 3	F. 29	M. 4	Feb. 9	
	1923...	M. 4	F. 27	F. 23	F. 20	M. 23	M. 17	F. 6	J. 31	F. 7	» 13 ⁷	
	1922...	F. 25	F. 10	F. 8	F. 6	M. 23	M. 16	F. 18	F. 11	F. 15	» 11 ²	
	1921...	F. 23	F. 13	F. 13	F. 13	F. 22	F. 22	F. 15	F. 15	F. 9	» 13	
	1920...	F. 24	F. 19	F. 9	F. 8	F. 14	F. 12	F. 4	J. 28	F. 2	» 8	
	1919...	F. 15	F. 15	F. 11	F. 11	J. 16 ³	M. 5 ⁸	J. 8	D. 28	J. 15	» 12	
Records less Reliable	1918...	Not closed				A. 4	...	...	...	Mean	Feb. 11
	1917...	A. 5	A. 4	M. 29	M. 26	A. 27 ⁸	A. 23	A. 19	A. 18 ⁶	...	M. 30	
	1916...	F. 15	F. 14	F. 14	F. 9	F. 11	F. 11	J. 11	J. 11	J. 12	Feb. 10	
	1915...	M. 10	M. 9	M. 8	M. 6	F. 14 ¹	F. 11	J. 13	J. 13	...	» 7 ⁴	
	1914...	F. 12	F. 10	F. 7	F. 3	November 29, 1913				...	» 3	
	1913...	M. 3	M. 1	F. 16	F. 11	M. 10	M. 8	J. 30	J. 21	...	» 11	
	1912...	F. 16	F. 15	F. 13	F. 12	F. 27	F. 25	F. 25	F. 22	...	» 12	
	1911...	M. 30	M. 28	M. 18	F. 22	M. 25	M. 14	M. 13	F. 23	...	» 22	
1910...	Ap. 7	A. 5	A. 5	M. 31	Not closed	M. 1	...	...	...	Mar. 22	
Records become Unreliable	1909...	M. 19	M. 25	M. 25	M. 21	M. 6	M. 5	M. 5	M. 5	Mean	Feb. 21	
	1908...	M. 16	M. 12	M. 4	M. 2	F. 10	F. 9	F. 6	F. 4	No Records	Mar. 16	
	1907...	M. 27	F. 9	F. 9	F. 9	M. 16	M. 14	M. 5	M. 1	...	Feb. 25	
	1906...	M. 25	M. 25	M. 22	M. 13	F. 28	F. 27	F. 20	F. 20	...	M. 3	
	1905...	M. 23	M. 19	M. 16	M. 9	M. 12	M. 11	F. 21	F. 20	...	» 20	
	1904...	M. 5	M. 5	M. 5	M. 5	A. 12	A. 11	A. 6	M. 28	...	» 20	
	1903...	M. 22	M. 16	M. 10	M. 5	December 17, 1902				...	Mar. 18	
1902...	M. 23	M. 21	M. 5	F. 26	December 13, 1901				...	Feb. 27		
										...	» 13	

Note A. — The dates shown in the last column are the first dates on which there was no water in the Rosetta and Damietta Branches in excess of that required for irrigation and for the construction of the Nile Sadds.

(Signed) A. D. BUTCHER,
Director, Delta Barrage.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

DATE, AU BARRAGE DU DELTA, A LAQUELLE LA TOTALITÉ DE L'EAU EST INDISPENSABLE POUR LES BESOINS DE L'IRRIGATION OU LA CONSTRUCTION DE SADDS.

Année	BRAS DE ROSETTE				BRAS DE DAMIETTE				Barrage de Ziïta 5 mil.	A.	Observations	
	Fermé le	Dernier jour de débit			Fermé le	Dernier jour de débit						
		5 mil.	10 mil.	15 mil.		5 mil.	10 mil.	15 mil.				
Statistique exacte.	1925...	F. 23	F. 21	F. 15	F. 11	M. 17	M. 5	F. 20	F. 14	F. 15	F. 11 ¹	¹ Le bras de Damiette a été rempli d'eau pour travaux de nettoyage du 25 février au 2 mars. ² La date n'est pas absolument exacte, elle varie entre le 6 et le 13 février. ³ Ouverte ultérieurement pour travaux de curage et définitivement close vers le 6 mars. ⁴ Une diminution du débit a été constatée entre le 7 et le 20 février et la diminution définitive n'a eu lieu que le 9 mars. ⁵ Remplie d'eau jusqu'au bassin de Faraskour pour enlever le sel. ⁶ Le bras de Damiette a été ouvert et clos à plusieurs reprises. ⁷ On n'a pas constaté d'excédent entre le 4 et le 22 février et on a pris pour date moyenne le 13 février. ⁸ Aussi le 13 janvier.
	1924...	F. 23	F. 18	F. 12	F. 9	M. 19	M. 9	M. 3	F. 29	M. 4	Fév. 9	
	1923...	M. 4	F. 27	F. 23	F. 20	M. 23	M. 17	F. 6	J. 31	F. 7	» 13 ⁷	
	1922...	F. 25	F. 10	F. 8	F. 6	M. 23	M. 16	F. 18	F. 11	F. 15	» 11 ²	
	1921...	F. 23	F. 13	F. 13	F. 13	F. 22	F. 22	F. 15	F. 15	F. 9	» 13	
	1920...	F. 24	F. 19	F. 9	F. 8	F. 14	F. 12	F. 4	J. 28	F. 2	» 8	
	1919...	F. 15	F. 15	F. 11	F. 11	J. 16 ⁸	M. 5 ⁸	J. 8	D. 28	J. 15	» 12	
Statistique moins sûre.	1918...	Ouvert	...	...	A. 4	...	...	...	Moyenne	11 févr.	
	1917...	A. 5	A. 4	M. 29	M. 26	A. 27 ⁸	A. 23	A. 19	A. 18 ⁵	...	M. 30	
	1916...	F. 15	F. 14	F. 14	F. 9	F. 11	F. 11	J. 11	J. 11	J. 12	Fév. 10	
	1915...	M. 10	M. 9	M. 8	M. 6	F. 14 ¹	F. 11	J. 13	J. 13	...	» 7 ⁴	
	1914...	F. 12	F. 10	F. 7	F. 3	Novembre 29, 1913				...	» 3	
	1913...	M. 3	M. 1	F. 16	F. 11	M. 10	M. 8	J. 30	J. 21	...	» 11	
	1912...	F. 16	F. 15	F. 13	F. 12	F. 27	F. 25	F. 25	F. 22	...	» 12	
	1911...	M. 30	M. 28	M. 18	F. 22	M. 25	M. 14	M. 13	F. 23	...	» 22	
1910...	Ap. 7	A. 5	A. 5	M. 31	Ouvert	M. 1	...	...	...	Mar. 22	
Les statistiques ne sont plus sûres.	1909...	M. 19	M. 25	M. 25	M. 21	M. 6	M. 5	M. 5	M. 5	Pas de statistique	Mar. 16	
	1908...	M. 16	M. 12	M. 4	M. 2	F. 10	F. 9	F. 6	F. 4	...	Fév. 25	
	1907...	M. 27	F. 9	F. 9	F. 9	M. 16	M. 14	M. 5	M. 1	...	M. 3	
	1906...	M. 25	M. 25	M. 22	M. 13	F. 28	F. 27	F. 20	F. 20	...	» 20	
	1905...	M. 23	M. 19	M. 16	M. 9	M. 12	M. 11	F. 21	F. 20	...	» 20	
	1904...	M. 5	M. 5	M. 5	M. 5	A. 12	A. 11	A. 6	M. 28	...	Mar. 18	
	1903...	M. 22	M. 16	M. 10	M. 5	17 Décembre 1902				...	Fév. 27	
	1902...	M. 23	M. 21	M. 5	F. 26	13 Décembre 1901				...	» 13	

Note A. — Les dates indiquées dans la dernière colonne se rapportent aux premiers jours où l'on a constaté que la quantité d'eau dans les bras de Rosette et de Damiette, ne dépassait pas le volume nécessaire pour les besoins de l'irrigation et pour la construction des sadds du Nil.

Le Directeur du Barrage du Delta :
A. D. BUTCHER.

Le Directeur Général du « Physical Department » :
H. E. HURST.

APPENDIX H.

EXPLANATORY NOTE ON DIAGRAM NO. 5.

The year 1919-20 has been chosen as a means of determining the critical date for various stages of expansion. All these dates fall in the first part of February (Barrage). The following list shows that from the point of view of the critical date 1919-20 was probably the lowest of recent times¹, excepting 1913-14. Hence the dates will fall earlier in this year than in most others.

MONTHLY TOTALS—FEBRUARY.

Million Cubic Metres.

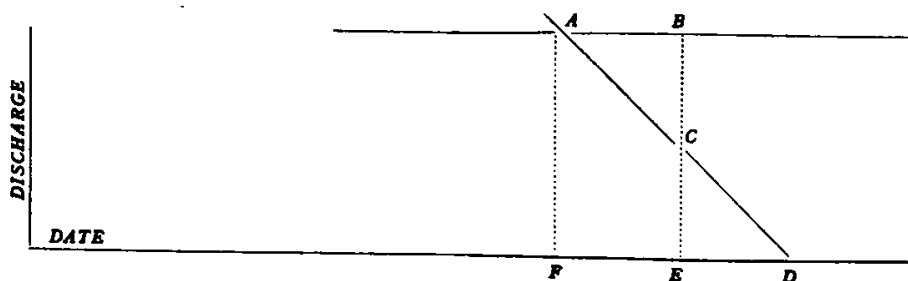
Year	Aswan Natural River	Delta Barrage Branches
1913	2,020	1,000
1914	1,150	200
1915	3,060	700
1916	2,400	600
1917	3,920	1,300
1918	3,990	1,300
1919	2,180	936
1920	2,110	438
1921	2,340	999
1922	2,090	726
1923	2,350	728
1924	2,650	902

It has been assumed that all the discharge of December, January and February down the Damietta Branch was required, as it was plainly being regulated. The Rosetta discharge therefore has been taken as representing surplus. In the diagram a smoothed curve has been drawn for this.

The discharge required for extra cultivation developable from the Gebel Aulia Dam has been taken as 12 millions per day, except in January, when it would be practically zero. This has been obtained by supposing the storage of the Gebel Aulia reservoir to be the equivalent of 2 milliards at Aswan, and this will be required to give water for 170 days to summer cultivation, or at the rate of 12 millions per day. Failing information as to how this water will be used, it is not worth while making more elaborate assumptions.

The losses in Gebel Aulia have been taken as 11 millions per day while it is standing full, on information obtained from Mr. Tabor.

The date has been determined as follows :



$A D$ is available discharge. $B E$ required discharge.
 $A B C = C D E$ and E is the critical date.

¹ The surplus at the Delta Barrage in February was less in 1920 than in any other year excepting 1914.

ANNEXE H.

NOTE EXPLICATIVE DU GRAPHIQUE N° 5.

On a choisi l'année 1919-1920 comme moyen de déterminer la date critique des divers stades d'expansion. Toutes ces dates tombent dans la première quinzaine de février (au barrage).

La liste ci-après montre qu'au point de vue de la date critique, l'année 1919-1920 a été probablement celle du niveau minimum, au cours des récentes années¹, exception faite de l'année 1913-1914. Par conséquent, les dates devront être avancées pour l'année en question, par rapport à la plupart des autres.

TOTAUX MENSUELS DE FÉVRIER.

Millions de mètres cubes,

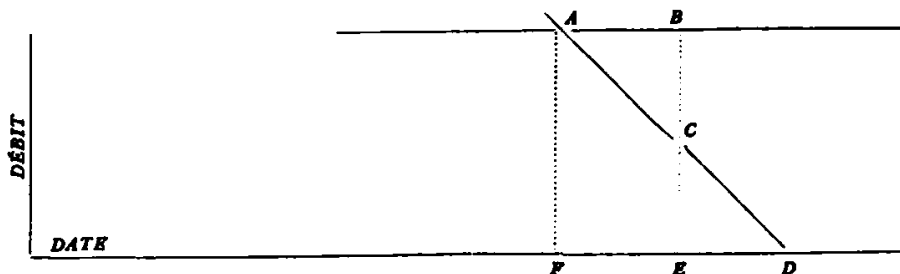
Année	Fleuve non canalisé à Assouan	Bras du barrage du Delta
1913	2.020	1.000
1914	1.150	200
1915	3.060	700
1916	2.400	600
1917	3.920	1.300
1918	3.990	1.300
1919	2.180	936
1920	2.110	438
1921	2.340	999
1922	2.090	726
1923	2.350	728
1924	2.650	902

On est parti de l'hypothèse que la totalité du débit de décembre, janvier et février qui passe par le bras de Damiette, était nécessaire, puisqu'il s'agissait manifestement d'en régulariser le débit. Le débit du bras de Rosette a donc été considéré comme constituant l'excédent. On a représenté ce débit dans le graphique par une courbe dont les sinuosités ont été arrondies.

Le débit nécessaire pour les besoins complémentaires des cultures, qu'entraînera la construction du barrage de Djebel Aulia, a été évalué à 12 millions par jour, sauf en janvier où il sera presque nul. On est arrivé à cette estimation, en supposant que la retenue du réservoir de Djebel Aulia était équivalente à 2 milliards à Assouan, cette retenue sera indispensable pour fournir pendant 170 jours l'eau nécessaire à la culture en été, au taux de 12 millions par jour. Comme il n'existe pas de renseignements indiquant comment cette quantité d'eau sera utilisée, il est inutile de faire des hypothèses plus compliquées.

Les pertes du réservoir de Djebel Aulia ont été évaluées, d'après les renseignements fournis par M. Tabor, à 11 millions par jour, lorsque ce réservoir est complètement rempli.

La date a été déterminée de la façon suivante :



A D représente le débit disponible.

B E représente le débit nécessaire.

A B C = C D E et E est la date critique.

¹ L'excédent en février, au barrage du Delta, était plus faible en 1920 qu'au cours de n'importe quelle année, 1914 excepté.

The closing of the sadds has not been considered, as when once extra water is available in Egypt the present arrangements for closing will need reconsideration, and the sadds will probably be closed earlier.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

APPENDIX I.

EXPLANATORY NOTE ON DIAGRAM No. 6.

All discharges shown in the diagram are referred to dates at the Delta Barrage by introducing the appropriate lag, but without transmission losses.

Discharges are the actual means of the six years from November 1918 to February 1924, the period during which the records are most reliable and complete.

Delta Canals + Ibrahimia. — The discharges shown include the Damietta branch of the Nile which, at this season of the year, may be considered as a channel serving the canals at Zifta Barrage and riverain cultivation.

Addition for Land Developed by Gebel Aulia.

In default of a complete programme for the utilisation of the Gebel Aulia water, it has been assumed that the whole of the storage there available will be used during the period of shortage and for the development of new areas, so that a corresponding increase of water for irrigation during the period of excess will also be required.

No substantial error is made by considering that this increase will be necessary at the Delta Barrage, or to make good a deficit at the Barrage caused by the development of areas further south.

It is further assumed that the increase of water required from December to February will be proportional to the increase in the total summer supply available.

This is arrived at as follows :

Average date on which Aswan Reservoir is empty, 1919-24, 20th July.

Beginning of summer conditions assumed 1st February.

Mean total discharge passing Aswan, February 1st-July 20th, 1919-24, 12,340 mills.

Mean total losses for same period, February 1st-July 20th, 1919-24, 340 mills.

Mean total discharge available for Delta Canals and Ibrahimia, 12,000 mills.

Estimated total increase due to Gebel Aulia, 2,700 mills.

Hence estimated increase in water requirements during December, January and February, 22 per cent.

Twenty-two per cent has therefore been added to the curve for Delta Canals + Ibrahimia to represent water requirements after the completion of Gebel Aulia.

Gezira Canal and Sennar Reservoir. — The water requirements for the Gezira Canal and Reservoir have been taken direct from " Nile Control ", and have been deducted from the discharge available at Cairo without any adjustments for losses. The effect of allocating a discharge of 7 millions to the Sudan in December in addition to the " Nile Control " figures is also shown.

Aswan Reservoir. — The area between the Aswan natural river and the Cairo discharge curve represents the water taken to fill the Aswan Reservoir, but to the quantity shown (namely, 2,042 millions) the gains which occur between Aswan and Cairo must be added in order to arrive at the full contents of the reservoir.

On n'a pas tenu compte de la fermeture des sadds, car dès qu'il existera des disponibilités d'eau supplémentaires pour l'Égypte, les dispositions qui s'appliquent actuellement à la fermeture des sadds devront être révisées. Il est probable que la date de clôture sera avancée.

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

ANNEXE I.

NOTE EXPLICATIVE DU GRAPHIQUE N° 6.

Tous les débits indiqués dans ce graphique sont reportés aux dates auxquelles ils sont observés au barrage du Delta, en utilisant à cet effet le décalage approprié, mais sans tenir compte des pertes pendant le parcours.

Ces débits constituent les moyennes réelles des six années qui vont de novembre 1918 à février 1924, période pendant laquelle les relevés sont très sûrs et complets.

Canaux du Delta + Ibrahimieh. — Les débits indiqués comprennent ceux du bras de Damiette qui, dans cette saison, peut être considéré comme un chenal alimentant les canaux au barrage de Zifta et fournissant l'eau nécessaire à la culture riveraine.

Volume additionnel d'eau nécessaire au développement de l'irrigation résultant de la construction du barrage de Djebel Aulia.

A défaut d'un programme complet visant l'utilisation de l'eau du réservoir de Djebel Aulia, on a supposé que la totalité de la retenue dont on pourra disposer sera utilisée pendant la période de pénurie et pour le développement de nouvelles superficies, il faudra donc augmenter, dans une mesure équivalente ; la quantité d'eau nécessaire à l'irrigation pendant la période d'excédent.

On ne commet pas d'erreur appréciable en estimant que cette quantité additionnelle sera nécessaire, au barrage du Delta, ou pour compenser tout déficit créé au barrage par le développement de l'irrigation dans d'autres régions plus au sud.

On suppose, en outre, que la quantité additionnelle d'eau nécessaire entre décembre et février sera proportionnelle à l'augmentation de la quantité globale d'eau disponible pendant l'été.

Ces conclusions découlent de ce qui suit :

Date moyenne à laquelle le réservoir d'Assouan est vide 1919-1924..... 20 juillet.

Le régime fluvial d'été est supposé commencer le 1^{er} février.

Moyenne du débit total qui passe à Assouan, 1 ^{er} février/20 juillet 1919-1924 . . .	12.340 millions m ³
Moyenne totale des pertes pendant la même période	340 " "
Moyenne totale du débit utilisable pour les canaux du Delta et Ibrahimieh	12.000 " "
Estimation de l'augmentation totale résultant de la construction des ouvrages de Djebel Aulia	2.700 " "

Soit, par conséquent, une augmentation approximative de la quantité d'eau nécessaire en décembre, janvier et février, de 22 %.

On a donc ajouté 22 % à la courbe des canaux du Delta + Ibrahimieh pour représenter les quantités d'eau nécessaires après l'achèvement des ouvrages de Djebel Aulia.

Canal de la Guézireh et réservoir de Sennar. — Les chiffres relatifs aux quantités d'eau nécessaires pour le Canal de la Guézireh et pour le réservoir de Sennar ont été empruntés directement à la publication intitulée « Régularisation du Nil », et ces quantités ont été déduites du débit total disponible au Caire sans rectification concernant les pertes.

Le graphique indique en outre, l'effet qui résulte de l'allocation, en sus des chiffres mentionnés dans la « Régularisation du Nil », d'un volume de 7 millions de m³ pour le Soudan en décembre.

Réservoir d'Assouan. — L'espace compris entre la courbe relative au cours naturel du fleuve à Assouan, et la courbe du débit au Caire représente la quantité d'eau prélevée pour remplir le réservoir d'Assouan mais, à cette quantité indiquée (2.042 millions) il faut ajouter les apports que reçoit le fleuve entre Assouan et le Caire pour arriver à la capacité entière du réservoir.

Water for Closing Sadds. — A considerable quantity of water is required, under existing circumstances, in order to maintain a flow through the Nile Sadds at Faraskour and Mehallet-el-Amir during their construction in February, when surplus water has usually been available in the past.

The completion and full exploitation of the Gebel Aulia Reservoir will, however, put back the date when shortage begins and necessitate earlier closure of the sadds in the future, and the water necessary is therefore shown at a correspondingly earlier date.

From the diagram it is clear that, on the mean of the years 1918-24, all demands can be satisfied in full up to the 10th February. From the 10th to the 22nd February (the date corresponding to " Nile Control's " 18th January at Sennar), future demands cannot be satisfied in full, but a total cube of 140 millions will still be available above present requirements.

(Signed) A. D. BUTCHER,
Director, Delta Barrage.

APPENDIX J.

ASWAN NATURAL RIVER.

Total Discharge in Millions of Cubic Metres.

	December	January	Total
1905-06	5,100	4,060	9,160
1906-07	5,590	4,320	9,910
1907-08	4,480	3,550	8,030
1908-09	5,750	4,250	10,000
1909-10	6,420	5,030	11,450
1910-11	6,020	4,500	10,520
1911-12	5,370	3,800	9,170
1912-13	4,220	3,240	7,460
1913-14	2,810	1,720	4,530
1914-15	6,700	4,500	11,200
1915-16	5,260	3,840	9,100
1916-17	7,510	5,270	12,780
1917-18	7,250	5,270	12,520
1918-19	4,620	3,440	8,060
1919-20	4,410	3,340	7,750
1920-21	5,310	3,790	9,100
1921-22	4,690	3,540	8,230
1922-23	4,950	3,630	8,580
1923-24	5,200	3,990	9,190
1924-25	5,500	3,840	9,340
Mean, 1905-06 to 1924-25	5,358	3,946	9,304
" 1918-19 to 1923-24	4,863	3,621	8,485

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

Quantité d'eau pour la fermeture des Sadds. — Actuellement, il faut une quantité d'eau considérable permettant d'assurer l'écoulement d'un certain volume par les sadds du Nil à Faraskour et à Mehallat-el-Amir, pendant leur construction, en février, date à laquelle, jusqu'ici, on a toujours pu disposer en général d'un excédent d'eau.

L'achèvement et l'exploitation complète du réservoir de Djebel Aulia aura toutefois pour effet de retarder la date à laquelle commence le ralentissement du débit et d'avancer la date de fermeture des sadds à l'avenir. Aussi la quantité d'eau nécessaire à cet effet est-elle indiquée à une date qui a été avancée du même nombre de jours.

Le graphique montre clairement que, d'après la moyenne des années 1918-1924, les quantités d'eau nécessaires peuvent être complètement assurées jusqu'au 10 février. Du 10 au 22 février (date correspondant au 18 janvier indiqué dans la « Régularisation du Nil » à Sennar), il ne sera pas possible de fournir intégralement le volume nécessaire ultérieurement, mais il restera cependant en sus des quantités actuellement nécessaires un volume total de 140 millions de m³.

Le Directeur du Barrage du Delta :

(Signé) A. D. BUTCHER.

ANNEXE J.

FLEUVE NON CANALISÉ A ASSOUAN.

Débit total en millions de m³.

	Décembre	Janvier	Total
1905/06	5.100	4.060	9.160
1906/07	5.590	4.320	9.910
1907/08	4.480	3.550	8.030
1908/09	5.750	4.250	10.000
1909/10	6.420	5.030	11.450
1910/11	6.020	4.500	10.520
1911/12	5.370	3.800	9.170
1912/13	4.220	3.240	7.460
1913/14	2.810	1.720	4.530
1914/15	6.700	4.500	11.200
1915/16	5.260	3.840	9.100
1916/17	7.510	5.270	12.780
1917/18	7.250	5.270	12.520
1918/19	4.620	3.440	8.060
1919/20	4.410	3.340	7.750
1920/21	5.310	3.790	9.100
1921/22	4.690	3.540	8.230
1922/23	4.950	3.630	8.580
1923/24	5.200	3.990	9.190
1924/25	5.500	3.840	9.340
Moyenne de 1905/06 à 1924/25	5.358	3.946	9.304
» » 1918/19 » 1923/24	4.863	3.621	8.485

Le Directeur général du « Physical Department » :

(Signé) H. E. HURST.

APPENDIX K.
ASWAN NATURAL RIVER DISCHARGES.
10-Day Totals in Millions of Cubic Metres.

Date	1919	1920	1921	1922	1923	1924	Mean mills day
Jan. 1-10.	1,207	1,216	1,361	1,255	1,267	1,400	128.4
11-20.	1,144	1,093	1,205	1,135	1,160	1,300	117.3
21-31.	1,087	1,033	1,227	1,149	1,206	1,292	106.0
Feb. 1-10.	858	822	933	889	990	1,021	91.9
11-20.	768	721	846	718	812	933	80.0
21-28.	556	570	559	480	547	693	68.1
29.							
Mar. 1-10.	669	582	636	538	568	648	60.7
11-20.	607	523	549	477	489	609	54.2
21-31.	633	561	554	446	488	592	49.6
Apr. 1-10.	521	466	458	371	417	455	44.8
11-20.	503	466	433	333	383	434	42.5
21-30.	483	436	417	302	397	430	41.1
May 1-10.	457	411	399	284	407	480	40.6
11-20.	446	395	369	243	456	459	39.5
21-31.	443	416	402	282	516	534	39.3
June 11-10.	423	375	343	271	405	511	38.8
11-20.	483	406	451	269	596	546	45.8
21-30.	625	925	514	365	1,045	574	67.5
July 1-10.	673	1,009	639	556	1,127	699	78.4
11-20.	1,125	1,420	894	727	1,145	1,476	113.1
21-31.	2,117	2,690	1,401	1,877	2,027	2,708	194.2
Aug. 1-10.	3,966	4,089	2,723	3,417	4,480	4,076	379.2
11-20.	6,060	6,007	5,379	6,830	7,211	6,024	625.2
21-31.	6,986	8,382	7,275	8,156	9,437	8,962	745.4
Sept. 1-10.	6,921	6,721	6,967	8,856	8,078	7,722	754.4
11-20.	7,398	5,673	6,096	9,798	7,169	8,553	744.8
21-30.	7,190	5,089	6,414	7,659	7,167	7,224	679.0
Oct. 1-10.	5,789	5,220	6,076	5,806	6,902	5,854	594.1
11-20.	3,970	4,918	4,861	5,543	5,837	4,958	501.4
21-31.	3,282	4,520	4,034	4,966	4,445	4,053	383.3
Nov. 1-10.	2,420	3,558	2,964	3,418	2,808	2,827	299.9
11-20.	1,989	2,770	2,321	2,686	2,264	2,522	242.5
21-30.	1,728	2,170	1,949	2,201	2,009	2,516	209.6
Dec. 1-10.	1,569	1,937	1,677	1,821	1,828	2,059	181.5
11-20.	1,419	1,715	1,524	1,571	1,668	1,750	160.8
21-31.	1,426	1,662	1,491	1,557	1,708	1,695	144.5

Total of mean natural river 21st January to 31st July corresponding approximately to 1st January to 15th July at Sennar = 13,214 million cubic metres.

(Signed) H. E. HURST,
Director-General, Physical Service.

ANNEXE K.

DÉBITS DU FLEUVE NON CANALISÉ A ASSOUAN.
Totaux décadaires en millions de m³.

Dates	1919	1920	1921	1922	1923	1924	Moyenne quotidienne en millions
1/10 janvier . .	1.207	1.216	1.361	1.255	1.267	1.400	128,4
11/20 » . .	1.144	1.093	1.205	1.135	1.160	1.300	117,3
21/31 » . .	1.087	1.033	1.227	1.149	1.206	1.292	106,0
1/10 février . .	858	822	933	889	990	1.021	91,9
11/20 » . .	768	721	846	718	812	933	80,0
21/28 » . .	556	570	559	480	547	693	68,1
29 » . .							
1/10 mars . . .	669	582	636	538	568	648	60,7
11/20 » . . .	607	523	549	477	489	609	54,2
21/31 » . . .	633	561	554	446	488	592	49,6
1/10 avril . . .	521	466	458	371	417	455	44,8
11/20 » . . .	503	466	433	333	383	434	42,5
21/30 » . . .	483	436	417	302	397	430	41,1
1/10 mai . . .	457	411	399	284	407	480	40,6
11/20 » . . .	446	395	369	243	456	459	39,5
21/31 » . . .	443	416	402	282	516	534	39,3
1/10 June . . .	423	375	343	271	405	511	38,8
11/20 » . . .	483	406	451	269	596	546	45,8
21/30 » . . .	625	925	514	365	1.045	574	67,5
1/10 juillet . .	673	1.009	639	556	1.127	699	78,4
11/20 » . . .	1.125	1.420	894	727	1.145	1.476	113,1
21/31 » . . .	2.117	2.690	1.401	1.877	2.027	2.708	194,2
1/10 août . . .	3.966	4.089	2.723	3.417	4.480	4.076	379,2
11/20 » . . .	6.060	6.007	5.379	6.830	7.211	6.024	625,2
21/31 » . . .	6.986	8.382	7.275	8.156	9.437	8.962	745,4
1/10 septembre .	6.921	6.721	6.967	8.856	8.078	7.722	754,4
11/20 » . . .	7.398	5.673	6.096	9.798	7.169	8.553	744,8
21/30 » . . .	7.190	5.089	6.414	7.659	7.167	7.224	679,0
1/10 octobre . .	5.789	5.220	6.076	5.806	6.902	5.854	594,1
11/20 » . . .	3.970	4.918	4.861	5.543	5.837	4.958	501,4
21/31 » . . .	3.282	4.520	4.034	4.966	4.445	4.053	383,3
1/10 novembre .	2.420	3.558	2.964	3.418	2.808	2.827	299,9
11/20 » . . .	1.989	2.770	2.321	2.686	2.264	2.522	242,5
21/30 » . . .	1.728	2.170	1.949	2.201	2.009	2.516	209,6
1/10 décembre .	1.569	1.937	1.677	1.821	1.828	2.059	181,5
11/20 » . . .	1.419	1.715	1.521	1.571	1.668	1.750	160,8
21/31 » . . .	1.426	1.662	1.491	1.557	1.708	1.695	144,5

Le total du cours naturel moyen entre le 21 janvier et le 31 juillet, dates correspondant approximativement au 1^{er} janvier et au 15 juillet à Sennar, est de 13.214 millions de m³.

Le Directeur général du « Physical Department » :
(Signé) H. E. HURST.

No. 2.

LORD LLOYD TO MOHAMED MAHMOUD PASHA¹.

THE RESIDENCY, CAIRO, *May 7, 1929.*

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of the note which your Excellency has been good enough to address to me to-day.

2. In confirming the arrangements mutually agreed upon as recited in your Excellency's note, I am to express the gratification of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland that these discussions have led to a settlement which cannot fail to facilitate development and to promote prosperity in Egypt and the Sudan.

3. His Majesty's Government in the United Kingdom concur in your Excellency's view that this agreement is, and should be, essentially directed towards the regulation of irrigation arrangements on the basis of the Nile Commission Report, and has no bearing on the *status quo* in the Sudan.

4. In conclusion, I would remind your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom have already acknowledged the natural and historical rights of Egypt in the waters of the Nile. I am to state that His Majesty's Government in the United Kingdom regard the safeguarding of those rights as a fundamental principle of British policy, and to convey to your Excellency the most positive assurances that this principle and the detailed provisions of this agreement will be observed at all times and under any conditions that may arise.

I avail, etc.

LLOYD,
High Commissioner.

¹ Pour la note N° 1, voir page 44, de ce volume.

N^o 2.LORD LLOYD A MOHAMED MAHMOUD PACHA¹.

LA RÉSIDENCE, LE CAIRE, le 7 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour.

2. En confirmant les arrangements convenus de part et d'autre tels qu'ils sont indiqués dans la note de Votre Excellence, je suis chargé de vous faire savoir combien le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord est heureux de constater que les discussions ont abouti à un règlement qui ne peut manquer de faciliter le développement et d'accroître la prospérité de l'Égypte et du Soudan.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni partage les vues de Votre Excellence selon lesquelles le présent accord s'applique et doit s'appliquer essentiellement au règlement des dispositions relatives à l'irrigation, sur la base du rapport de la Commission du Nil, et ne touche en aucune façon au *statu quo* au Soudan.

4. Pour conclure, je désire rappeler à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a toujours reconnu les droits naturels et historiques de l'Égypte aux eaux du Nil. Je suis chargé de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni considère la sauvegarde de ces droits comme un principe fondamental de la politique britannique, et de donner à Votre Excellence les assurances les plus formelles que ce principe, ainsi que les dispositions de détail du présent accord, seront observés en tout temps, quelles que soient les circonstances qui puissent se présenter.

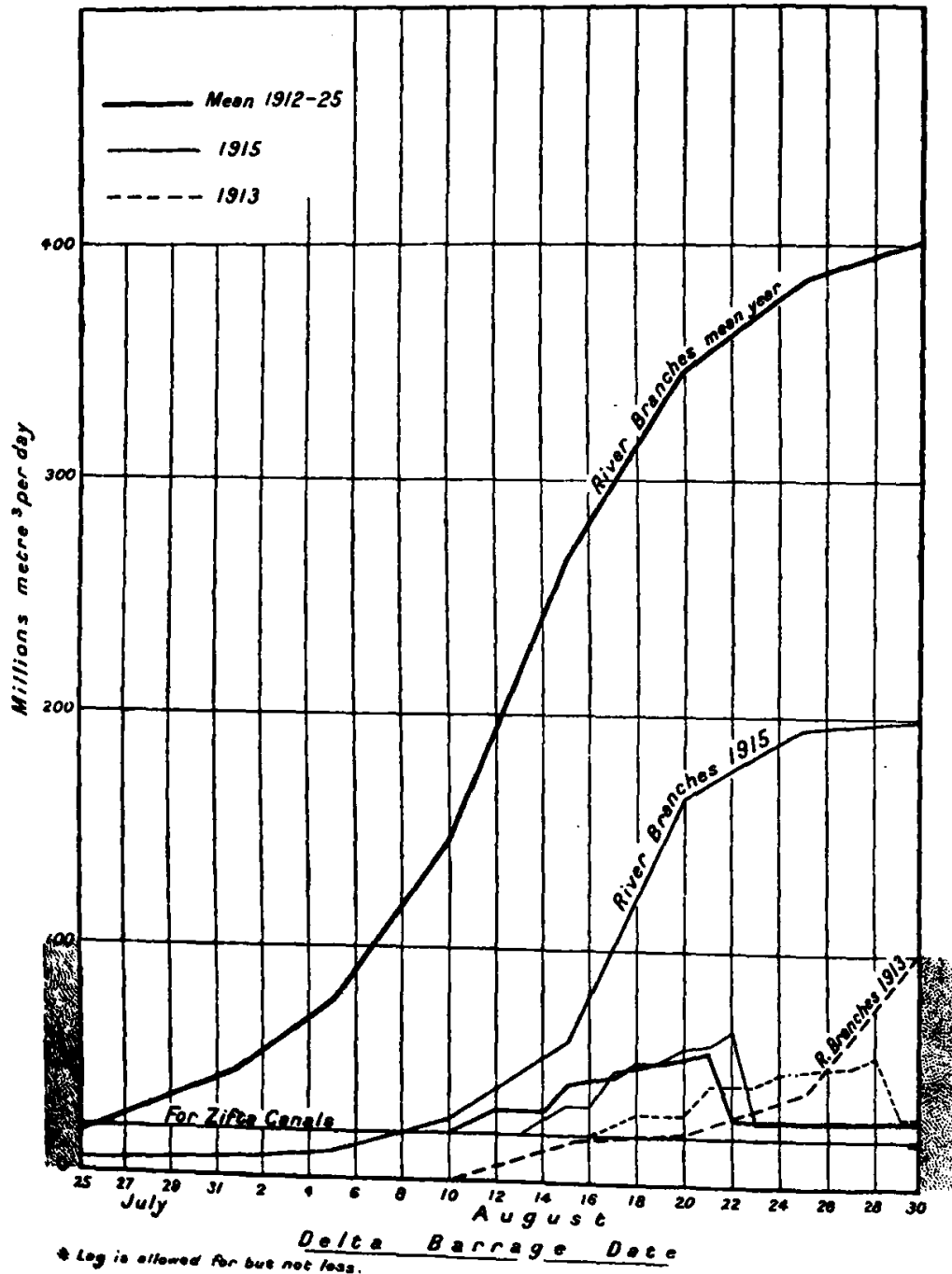
Je saisis cette occasion, etc.

Le Haut Commissaire :
LLOYD.

¹ For Note No. 1 see page 45 of this Volume.

* Water taken for Sennar Reservoir & Gezira Canal transferred to Delta Barrage and sum of Discharges of Rosetta and Damietta Branches.

N° 1.

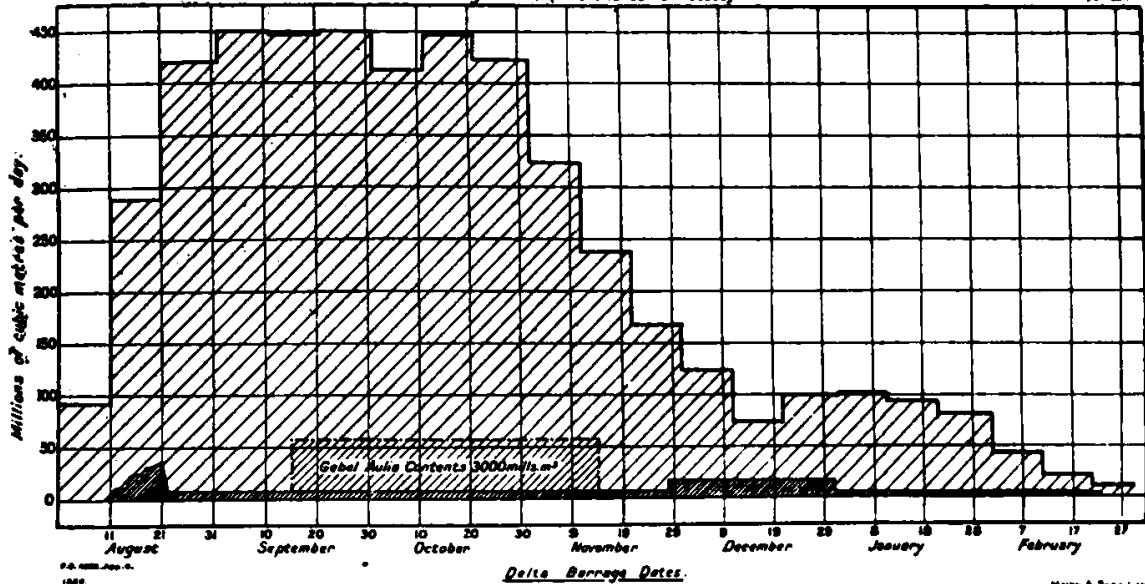


* Log is allowed for but not less.

MEAN 1919-20 TO 1925-26.

////// Discharges of Rosetta and Damietta Branches (10 day means)
 ##### Quantities of water required for Sannar Reservoir transferred to
 Delta Barrage dates (no allowance for losses).

Nº 2.

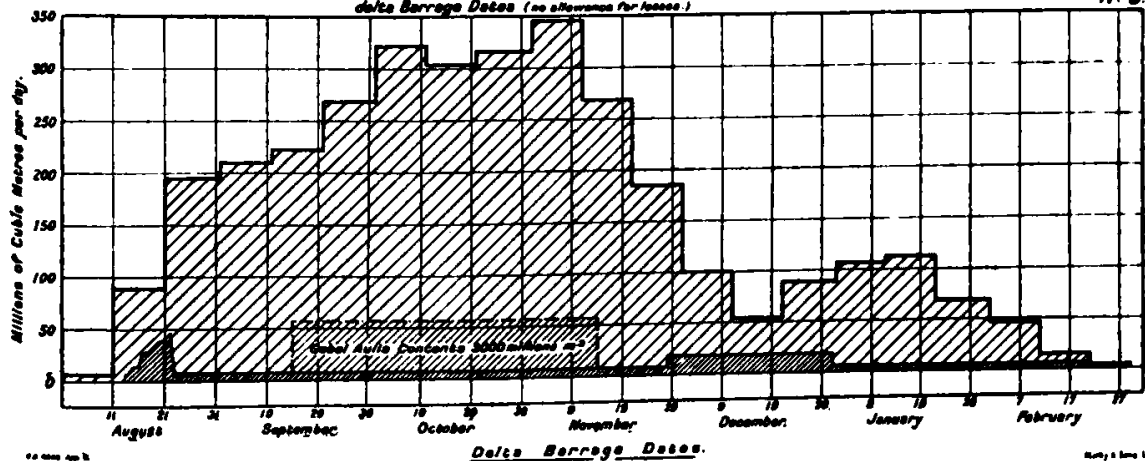


Marty & Sons, Ltd.

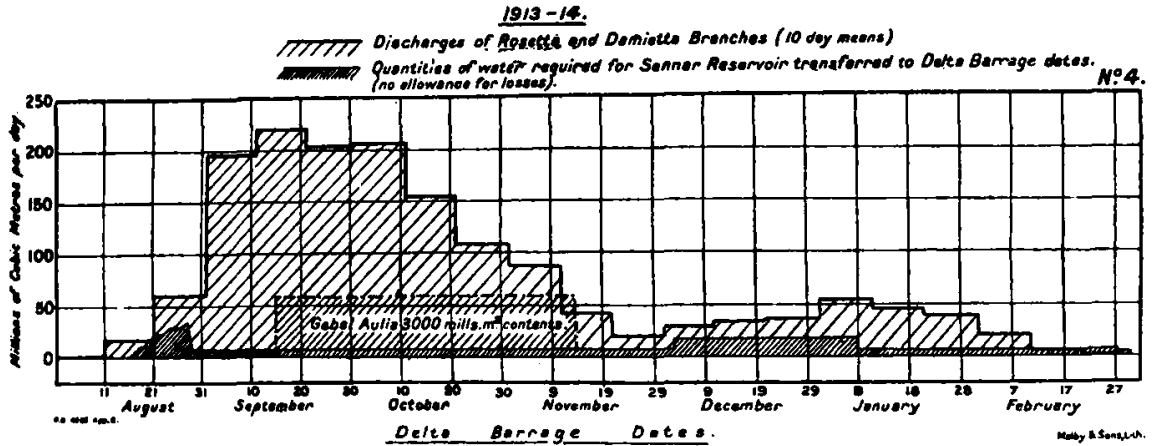
1915-16.

////// Discharges of Rosetta & Damietta Branches (10 day means)
 ##### Quantities of water required for Sannar Reservoir transferred to
 delta Barrage Dates (no allowance for losses.)

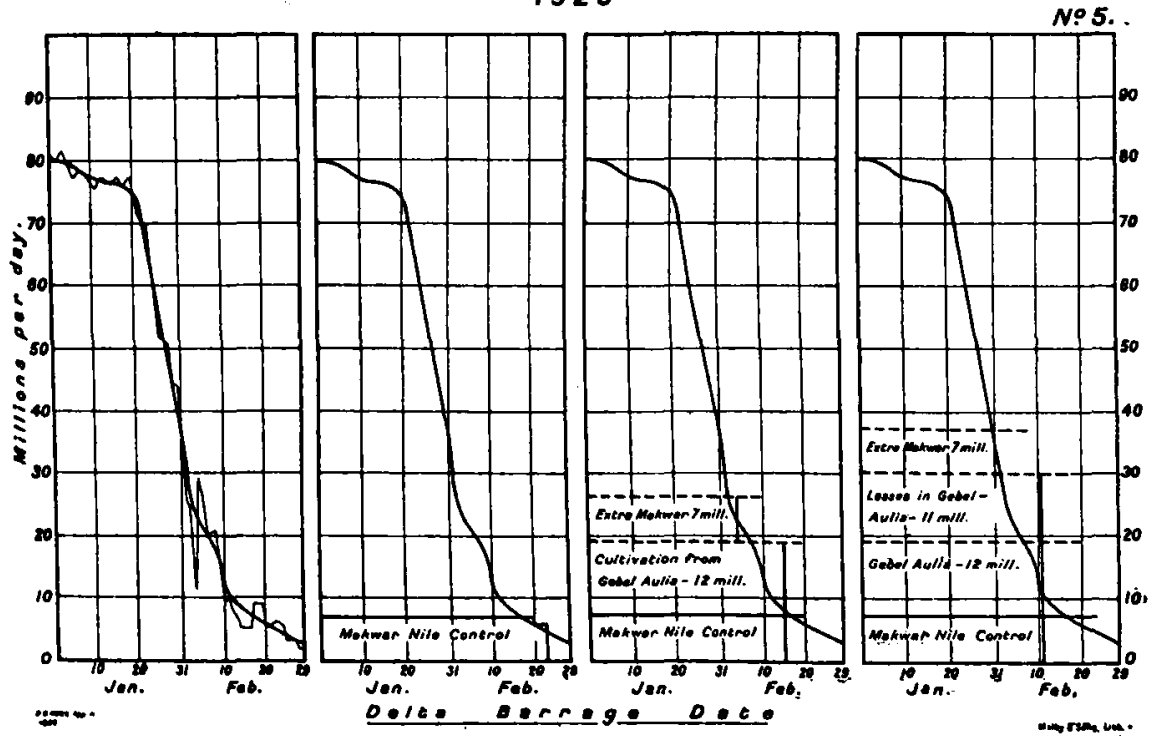
Nº 3.

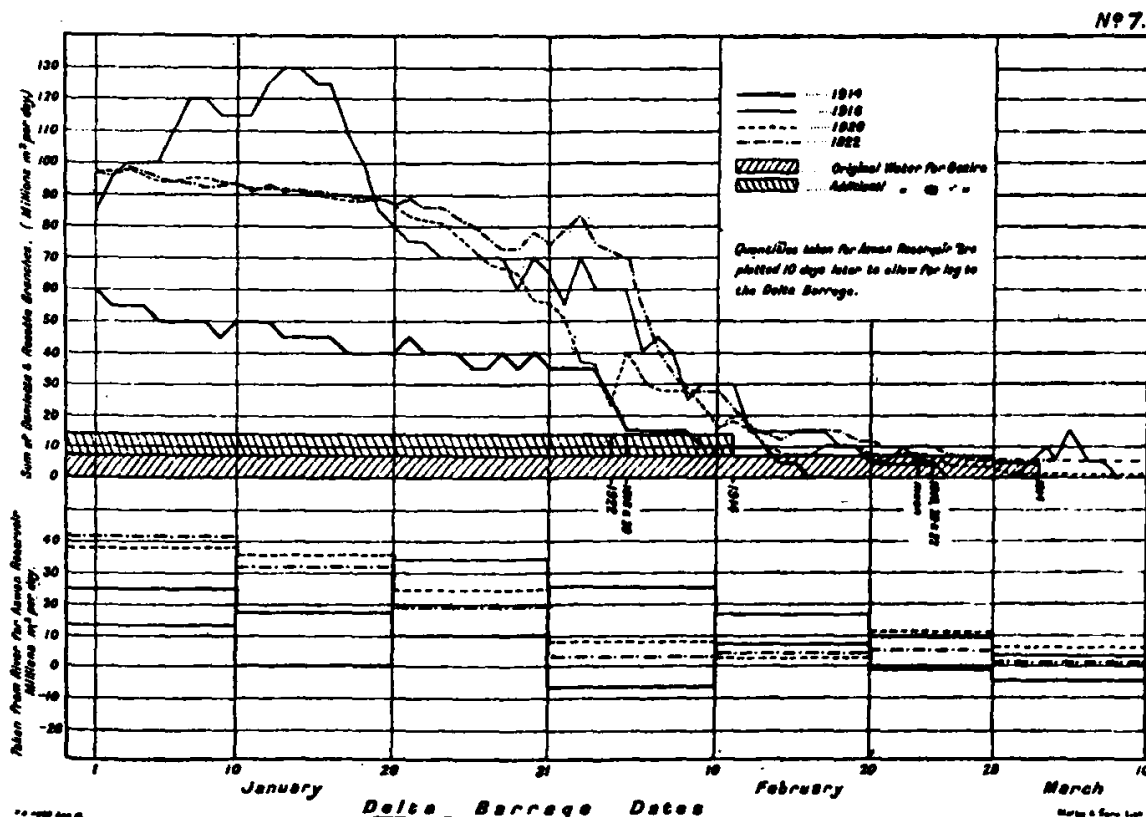
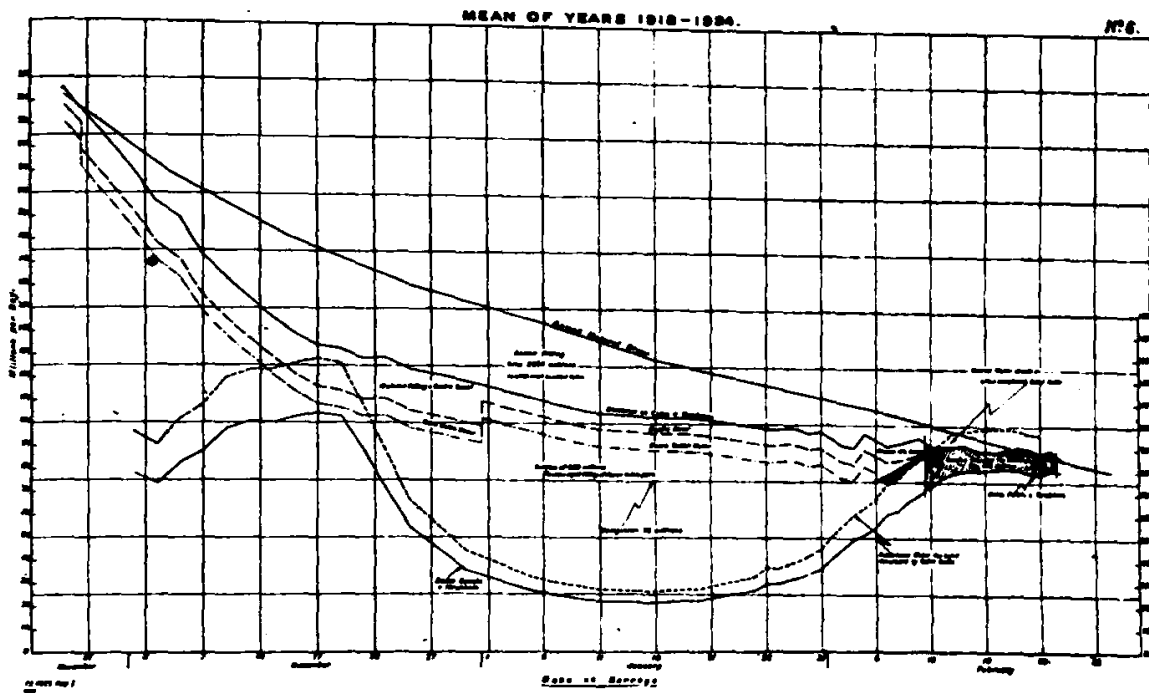


Marty & Sons, Ltd.



**DISCHARGE OF ROSETTA BRANCH
1920**





N° 2104.

ALLEMAGNE ET NICARAGUA

Echange de notes comportant un accord relatif à la suppression des visas des passeports. Managua, le 21 février, et Guatémala, le 30 mars 1928.

GERMANY AND NICARAGUA

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Abolition of Passport Visas. Managua, February 21, and Guatemala, March 30, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2104. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DEL REICH ALEMAN Y DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA SOBRE UN ACUERDO PARA LA SUPRESIÓN DEL VISADO DE LOS PASAPORTES. MANAGUA, EL 21 DE FEBRERO Y GUATEMALA, EL 30 DE MARZO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 juillet 1929.

Spanish official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place July 26, 1929.

I.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
REPÚBLICA DE NICARAGUA.
Sección diplomática.
No. 133.

PALACIO NACIONAL, MANAGUA, 21 de febrero de 1928.

EXCELENCIA,

Obra en mi poder la grata comunicación V. 4 No. 8, fechada el día 22 de diciembre del año próximo pasado, en la que Vuestra Excelencia tiene a bien incluirme las bases del convenio sobre la supresión de visas de pasaportes para los nacionales de Nicaragua y Alemania.

Confirmándole mi nota No. 618, me es honroso manifestar a Vuestra Excelencia que este Gobierno acepta el arreglo, y para el cambio de las notas correspondientes con inserción de las cláusulas del convenio, me he permitido hacer ligerísimas modificaciones de forma en cuanto al lenguaje, dejando intacto el fondo y espíritu de la estipulación. Si Vuestra Excelencia cree conveniente para los intereses de Alemania el aceptar esas modificaciones, ruégole participármelo. El convenio se redactaría así :

Artículo 1.

Los súbditos de un estado pueden ingresar al territorio del otro estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos oficialmente establecidos, sin visa de pasaporte del otro estado, simplemente en virtud de un pasaporte válido de su país del cual resulte claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales. Los pasaportes de esta clase no serán extendidos sino a favor de los nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable.

¹ Entré en vigueur le 10 avril 1928.

¹ Came into force April 10, 1928.

Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2.

No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3.

Las partes contratantes reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4.

El convenio entrará en vigor el 10 de abril de 1928, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia.

En la confianza que Vuestra Excelencia acoja con beneplácito la forma propuesta, ruégole aceptar mis agradecimientos.

Acepte Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

J. BÁRCENAS MENESES.

A Su Excelencia el señor Wilhelm von Kuhlmann,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Alemania
Guatemala.

II.

Abschrift zu V. S. P. 3219/28.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

V. u. No. 8

GUATEMALA, 30 de Marzo 1928.

SEÑOR MINISTRO,

Me es sumamente grato acusar recibo a Vuestra Excelencia de su muy atenta nota fecha 21 de Febrero ppdo. Sección diplomática — No. 133 — que en contestación a la nota de esta Legación fechada 22 de Diciembre ppdo — V. 4 No. 8 — y tocante a la supresión de visas de pasaportes para los nacionales de Nicaragua y Alemania se ha servido dirigirme. En su consecuencia tengo la honra de manifestarle que mi Gobierno está completamente conforme con el texto del arreglo en cuestión como Vuestra Excelencia tan precisamente lo ha redactado en su mencionada nota y que textualmente dice como sigue :

Artículo 1.

Los súbditos de un estado pueden ingresar al territorio del otro estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos oficialmente establecidos sin visa de pasaporte del otro

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2104. — CANJE DE NOTAS¹ ENTRE LOS GOBIERNOS DEL REICH ALEMAN Y DE LA REPÚBLICA DE NICARAGUA SOBRE UN ACUERDO PARA LA SUPRESIÓN DEL VISADO DE LOS PASAPORTES. MANAGUA, EL 21 DE FEBRERO Y GUATEMALA, EL 30 DE MARZO DE 1928.

Texte officiel espagnol communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 juillet 1929.

Spanish official text communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Exchange of Notes took place July 26, 1929.

I.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
REPÚBLICA DE NICARAGUA.
Sección diplomática.
No. 133.

PALACIO NACIONAL, MANAGUA, 21 de febrero de 1928.

EXCELENCIA,

Obra en mi poder la grata comunicación V. 4 No. 8, fechada el día 22 de diciembre del año próximo pasado, en la que Vuestra Excelencia tiene a bien incluirme las bases del convenio sobre la supresión de visas de pasaportes para los nacionales de Nicaragua y Alemania.

Confirmándole mi nota No. 618, me es honroso manifestar a Vuestra Excelencia que este Gobierno acepta el arreglo, y para el cambio de las notas correspondientes con inserción de las cláusulas del convenio, me he permitido hacer ligerísimas modificaciones de forma en cuanto al lenguaje, dejando intacto el fondo y espíritu de la estipulación. Si Vuestra Excelencia cree conveniente para los intereses de Alemania el aceptar esas modificaciones, ruégole participármelo. El convenio se redactaría así :

Artículo 1.

Los súbditos de un estado pueden ingresar al territorio del otro estado y salir de él cuando les conveniere por los lugares fronterizos oficialmente establecidos, sin visa de pasaporte del otro estado, simplemente en virtud de un pasaporte válido de su país del cual resulte claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales. Los pasaportes de esta clase no serán extendidos sino a favor de los nacionales, cuando la nacionalidad conste de manera indubitable.

¹ Entré en vigueur le 10 avril 1928.

¹ Came into force April 10, 1928.

Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2.

No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3.

Las partes contratantes reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4.

El convenio entrará en vigor el 10 de abril de 1928, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia.

En la confianza que Vuestra Excelencia acoja con beneplácito la forma propuesta, ruégole aceptar mis agradecimientos.

Acepte Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

J. BÁRCENAS MENESES.

A Su Excelencia el señor Wilhelm von Kuhlmann,
Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario
de Alemania
Guatemala.

II.

Abschrift zu V. S. P. 3219/28.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

V. u. No. 8

GUATEMALA, 30 de Marzo 1928.

SEÑOR MINISTRO,

Me es sumamente grato acusar recibo a Vuestra Excelencia de su muy atenta nota fecha 21 de Febrera ppdo. Sección diplomática — No. 133 — que en contestación a la nota de esta Legación fechada 22 de Diciembre ppdo — V. 4 No. 8 — y tocante a la supresión de visas de pasaportes para los nacionales de Nicaragua y Alemania se ha servido dirigirme. En su consecuencia tengo la honra de manifestarle que mi Gobierno está completamente conforme con el texto del arreglo en cuestión como Vuestra Excelencia tan precisamente lo ha redactado en su mencionada nota y que textualmente dice como sigue :

Artículo 1.

Los súbditos de un estado pueden ingresar al territorio del otro estado y salir de él cuando les conviniere por los lugares fronterizos oficialmente establecidos sin visa de pasaporte del otro

estado, simplemente en virtud de un pasaporte válido de su país del cual resulte claramente la nacionalidad del portador. Esta concesión no se refiere a portadores de pasaportes extendidos por cualquier motivo a extranjeros, sino solamente a los que llevan pasaportes nacionales. Los pasaportes de esta clase no serán extendidos sino a favor de los nacionales cuando la nacionalidad conste de manera indubitable.

Para niños de menos de 15 años de edad basta una certificación oficial sobre nombre, edad, nacionalidad y domicilio o residencia habitual del niño. La certificación de los niños con más de 10 años de edad debe estar provista de una fotografía sellada por la autoridad que la extienda.

Artículo 2.

No serán modificados por este convenio los reglamentos que estén o se pongan en vigor en el territorio de los dos estados sobre el cierre de las fronteras, rechazo de sujetos no deseables en la frontera, y sobre el registro, residencia y expulsión de extranjeros.

Artículo 3.

Las partes contratantes reservan el derecho de modificar el presente convenio cuando les parezca oportuno en virtud de sus experiencias, por medio de un simple cambio de notas diplomáticas.

Artículo 4.

El convenio entrará en vigor el 1º de abril de 1928, y puede ser denunciado por cada una de las partes contratantes quedando en vigor por un término de tres meses después de la notificación de la denuncia.

Ya he informado cablegráficamente a mi Gobierno sobre la conclusión del Convenio para que se den las instrucciones correspondientes con la urgencia más posible a las autoridades competentes en Alemania así como a las representaciones diplomáticas y consulares en el Extranjero.

Aprovecho gustoso esta oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi más alta y distinguida consideración.

VON KUHLMANN.

Excmo. Señor
doctor don Carlos Cuadra Pazos,
Secretario de Relaciones Exteriores,
Managua.

¹ TRADUCTION.

N^o 2104. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU REICH ALLEMAND ET DE LA RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA SUPPRESSION DES VISAS DES PASSEPORTS. MANAGUA, LE 21 FÉVRIER, ET GUATEMALA, LE 30 MARS 1928.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA.
Section diplomatique.
N^o 133.

PALAIS NATIONAL,
MANAGUA, 21 février 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre communication V. 4. N^o 8, du 22 décembre de l'année dernière, à laquelle vous avez bien voulu joindre les bases d'une convention concernant la suppression du visa des passeports pour les ressortissants du Nicaragua et de l'Allemagne.

En vous confirmant ma note N^o 618, je suis heureux de vous informer que mon gouvernement accepte l'arrangement en question ; étant donné que ladite convention est constituée par le présent échange de notes qui contiennent le texte des clauses de l'arrangement, je me

¹ TRANSLATION.

No. 2104. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE GERMAN REICH AND OF THE REPUBLIC OF NICARAGUA, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABOLITION OF PASSPORT VISAS. MANAGUA, FEBRUARY 21, AND GUATEMALA, MARCH 30, 1928.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
REPUBLIC OF NICARAGUA.
Diplomatic Department.
No. 133.

PALACIO NACIONAL,
MANAGUA, February 21, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your communication V. 4. No. 8, dated December 22, 1927, in which you were good enough to send me the draft of a Convention regarding the abolition of passport visas for nationals of Nicaragua and Germany.

I have the honour to confirm my note No. 618 and to inform you that my Government accepts the agreement and, inasmuch as the Convention is constituted by the present exchange of notes containing the clauses thereof, I have ventured to make some very slight textual changes

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

suis permis d'introduire de très légères modifications de forme, en laissant intacts le fond et l'esprit des stipulations.

Je vous prie de me faire connaître si vous jugez possible, dans l'intérêt de l'Allemagne, d'accepter ces modifications. La convention serait rédigée comme suit :

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats pourront, toutes les fois qu'ils le désirent, pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et en sortir, sans le visa de cet Etat, par les postes frontières officiellement reconnus, en présentant seulement un passeport national valide établissant clairement leur nationalité. Cette faveur n'est pas accordée aux porteurs de passeports délivrés pour un motif quelconque à des étrangers, mais uniquement aux porteurs de passeports nationaux. Les passeports de cette dernière catégorie ne seront délivrés qu'aux personnes dont la qualité de ressortissants de l'Etat qui délivre le passeport est établie de façon incontestable.

En ce qui concerne les enfants âgés de moins de quinze ans, on n'exigera qu'un certificat officiel, indiquent le nom, l'âge, la nationalité et le domicile ou la résidence habituelle de l'enfant. Le certificat concernant les enfants de plus de dix ans devra être accompagné d'une photographie estampillée par l'autorité qui délivre ledit certificat.

Article 2.

La présente convention ne dérogera pas aux règlements en vigueur dans le territoire des deux Etats concernant la fermeture des frontières, le refoulement des individus indésirables à la frontière, ainsi que la déclaration obligatoire, le séjour et l'expulsion des étrangers.

Article 3.

Les Parties contractantes se réservent le droit de modifier la présente convention lorsqu'elles le jugeront opportun en vertu de l'expérience acquise, au moyen d'un simple échange de notes diplomatiques.

which in no way affect the substance or the spirit of the provisions. I would ask you to be good enough to inform me whether, on behalf of Germany, you are able to accept these changes. The Convention would then be drafted as follows :

Article 1.

The nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State by officially approved frontier posts, without any passport visa from the other State but simply in virtue of a valid passport from their own country clearly showing the bearer's nationality. This concession applies only to bearers of national passports and not to bearers of passports issued for any reason to foreigners. Passports of this description shall be issued to nationals only when there is no doubt concerning their nationality.

Children under fifteen years of age shall require only an official certificate showing the child's name, age, nationality and domicile or usual residence. Certificates for children over ten years of age must bear a photograph stamped by the authority issuing the certificate.

Article 2.

This agreement shall not affect regulations which are or may in future be in force in the territory of either State regarding the closing of frontiers, the refusal of admittance at the frontier to any undesirable persons, or the registration, residence and expulsion of aliens.

Article 3.

The Contracting Parties reserve the right to modify the present Convention by means of a simple exchange of diplomatic notes whenever experience shows such modification to be desirable.

Article 4.

La présente convention entrera en vigueur le 10 avril 1928 et pourra être dénoncée par chacune des Parties contractantes, mais elle demeurera en vigueur pendant les trois mois qui suivront l'avis de dénonciation.

Dans l'espoir que le texte proposé vous agréera, je saisis cette occasion, etc.

J. BÁRCENAS MENESES.

A Son Excellence
Monsieur Wilhelm von Kuhlmann
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire d'Allemagne,
Guatémala.

II.

Ad. V. S. P. 3219/28
LÉGATION D'ALLEMAGNE.
V. u. N° 8.

GUATÉMALA, 30 mars 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 21 février dernier — Section diplomatique N° 133 — par laquelle vous avez bien voulu répondre à la note de la Légation d'Allemagne du 22 décembre dernier V 4 N° 8, relativement à la suppression du visa des passeports pour les ressortissants du Nicaragua et de l'Allemagne.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que mon gouvernement approuve complètement le texte de la convention en question, tel que vous avez bien voulu le rédiger d'une façon si précise dans la note susmentionnée et qui est ainsi libellé :

(Suit le même texte que dans la lettre précédente.)

J'ai informé par câblogramme mon gouvernement de la conclusion de la convention, afin

Article 4.

This Convention shall come into force on April 10, 1928, and may be denounced by either Contracting Party, but it shall remain in force for a period of three months after its denunciation.

In the hope that you will be able to accept the form proposed,

I have the honour to be, etc.

J. BÁRCENAS MENESES.

His Excellency
M. Wilhelm von Kuhlmann,
German Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Guatemala.

II.

Ad. V. S. P. 3219/28.
GERMAN LEGATION.
V. u. No.8.

GUATEMALA, March 30, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated February 21, 1928 — Diplomatic Department No. 133 — by which you were good enough to reply to the note dated December 22, 1927 — V 4 No. 8 — from this Legation, relating to the abolition of passport visas for nationals of Nicaragua and Germany. I have the honour to inform you that my Government entirely approves of the text of the agreement as clearly expressed in your note. The agreement will therefore read as follows :

(Here follows the same text as in the preceding note.)

I have already informed my Government by cablegram of the conclusion of the Convention

qu'il donne les instructions nécessaires le plus rapidement possible aux autorités compétentes en Allemagne, ainsi qu'aux représentants diplomatiques et consulaires à l'étranger.

Je saisis cette occasion, etc.

VON KUHLMANN.

Son Excellence
Monsieur le D^r don Carlos Cuadra Pazos,
Secrétaire des Affaires étrangères,
Managua.

so that the necessary instructions may be issued as soon as possible to the competent authorities in Germany and also to diplomatic and consular representatives abroad.

I have the honour to be, etc.

VON KUHLMANN.

His Excellency
Dr Carlos Cuadra Pazos,
Secretary for Foreign Affairs,
Managua.

N° 2105.

PAYS-BAS ET SIAM

Traité de règlement judiciaire et de
conciliation. Signé à La Haye, le
27 octobre 1928.

**THE NETHERLANDS
AND SIAM**

Treaty of Judicial Settlement and
Conciliation. Signed at The
Hague, October 27, 1928.

N^o 2105. — TRAITÉ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ET DE CONCILIATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LE SIAM. SIGNÉ A LA HAYE, LE 27 OCTOBRE 1928.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Siam à la Société des Nations et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 27 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent le Siam et les Pays-Bas et favoriser le règlement pacifique des différends qui pourraient naître entre les deux pays, conformément à l'esprit du Pacte de la Société des Nations, ont résolu de conclure, à cet effet, un traité de règlement judiciaire et de conciliation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Son Altesse Sérénissime le Prince VARNVAIDYA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par la voie pacifique le règlement des litiges ou conflits qui viendraient à s'élever entre elles.

Article 2.

Sauf accord des Parties sur une autre manière de régler un différend, les Hautes Parties contractantes reconnaissent comme obligatoire pour la durée du présent traité, la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, selon le Statut de la Cour² pour tous différends d'ordre

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 28 juin 1929.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2105. — TREATY ² OF JUDICIAL SETTLEMENT AND CONCILIATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND SIAM. SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 27, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Siam accredited to the League of Nations and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place July 27, 1929.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, being desirous of strengthening the ties of friendship between Siam and the Netherlands and of promoting the pacific settlement, in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations, of any disputes which may arise between the two countries, have decided to conclude a treaty of judicial settlement and conciliation for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

His Serene Highness Prince VARNVAIDYA, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally undertake in no case to endeavour to settle, otherwise than by pacific means, any differences or disputes which may arise between them.

Article 2.

In the absence of Agreement between the Parties to settle a dispute in another manner, the High Contracting Parties recognise as binding for the duration of the present Treaty the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, as laid down in the Statute of the Court ³, in

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, June 28, 1929.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; and Vol. XCII, page 362, of this Series.

juridique s'élevant entre elles et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, et notamment tous différends ayant pour objet :

- a) L'interprétation d'un traité ;
- b) Tout point de droit international ;
- c) La réalité de tout fait, qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente pour la solution du différend, conformément aux dispositions du paragraphe précédent, la Cour décidera de cette question.

Chaque Partie est tenue d'exécuter le plus rapidement possible la sentence rendue par la Cour. Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'alinéa premier du présent article, et pour la solution desquelles une autre procédure n'a pas été prévue, seront soumises à une procédure de conciliation à instituer par un accord des Parties pour chaque cas particulier.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié. Les instruments de ratification en seront échangés à La Haye dans le plus bref délai possible.

Le traité est conclu pour la durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si une procédure devant la Cour permanente de Justice internationale est pendante lors de l'expiration du présent traité, les dispositions de celui-ci resteront applicables.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en double, à La Haye le 27 octobre 1928.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) VARNVAIDYA.

Pour copie certifiée conforme.

Le Ministre plénipotentiaire de Siam en France :

Phya Vijitavongs.

respect of all disputes of a legal nature arising between them which it has not been possible to settle within a reasonable period through the diplomatic channel, more especially all disputes relating to :

- (a) The interpretation of a treaty ;
- (b) Any question of international law ;
- (c) The existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;
- (d) The nature or extent of the reparation to be made for the breach of an international obligation.

In the event of a difference of opinion arising as to whether, according to the terms of the preceding paragraph, the Court has jurisdiction to settle the dispute, this matter shall be settled by the decision of the Court.

Each Party shall be bound to execute the award given by the Court as rapidly as possible.

If the High Contracting Parties differ on any question and are unable to reach a friendly settlement of their difference by the normal methods of diplomacy, if the question in dispute cannot be settled by a judicial decision as laid down in the first paragraph of the present Article and if no other procedure is provided for its settlement, the dispute shall be submitted to a procedure of conciliation to be instituted by agreement between the Parties in each case.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

The present Treaty is concluded for a period of five years from the date of the exchange of ratifications. Unless denounced at least six months before the expiration of that term, it shall remain in force for a further period of five years, and similarly thereafter.

If proceedings before the Permanent Court of International Justice are pending at the time when the present Treaty expires, the provisions thereof shall still be applicable.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, October 27, 1928.

(L. S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L. S.) VARNVAIDYA. •

N° 2106.

AUTRICHE ET ESTONIE

**Convention consulaire, avec protocole
additionnel. Signés à Vienne, le
15 octobre 1926.**

AUSTRIA AND ESTONIA

**Consular Convention, with Addition-
al Protocol. Signed at Vienna,
October 15, 1926.**

N^o 2106. — CONVENTION¹ CONSULAIRE ENTRE L'AUTRICHE ET L'ESTONIE. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 OCTOBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 juillet 1929.

L'ESTONIE, d'une part, et l'AUTRICHE, d'autre part, désirant s'entendre sur l'admission dans leur territoire respectif de fonctionnaires consulaires et déterminer les droits, privilèges et immunités réciproques des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que définir leurs pouvoirs, ont résolu de conclure une convention consulaire et, à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Charles MENNING, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Rodolphe RAMEK, docteur en droit, chancelier fédéral ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Sont considérés comme consuls et fonctionnaires consulaires au sens de la présente convention, tous les fonctionnaires du service consulaire qui sont appelés à remplir des fonctions définies par le règlement consulaire des parties respectives, c'est-à-dire les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et les agents consulaires pourront être des fonctionnaires consulaires de carrière (*consules missi*) ou bien des fonctionnaires *ad honorem* (*consules electi*). Les stipulations de la présente convention ne s'appliquent à ces derniers que dans la mesure où le règlement consulaire de l'Etat qui les a nommés les autorise à exercer les droits et à remplir les fonctions énumérées dans la présente convention.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, des consuls, des vice-consuls ou des agents consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie.

Les Parties contractantes se réservent toutefois le droit de désigner les localités où il ne leur conviendra pas d'admettre des fonctionnaires consulaires ; cette réserve, bien entendu, ne pourra être appliquée à l'une des Parties contractantes sans l'être également à toutes les Puissances.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 28 juin 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2106. — CONSULAR CONVENTION² BETWEEN AUSTRIA AND ESTONIA. SIGNED AT VIENNA, OCTOBER 15, 1926.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Convention took place July 28, 1929.

ESTONIA, of the one part, and AUSTRIA, of the other part, being desirous of concluding an agreement regarding the admission to their respective territories of consular officials, of determining the reciprocal rights, privileges and immunities and of defining the powers of consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents, have resolved to conclude a Consular Convention and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Charles MENNING, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Rudolph RAMEK, Doctor of Laws, Federal Chancellor ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

For the purposes of this Convention the terms "consul" and "consular official" shall include all officers of the consular service, namely, consuls-general, consuls, vice-consuls, consular agents and consular secretaries and attachés who are called upon to perform duties defined in the consular regulations of the respective Parties.

Consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents may be either consular officials *de carrière* (*consules missi*) or honorary officials (*consules electi*). The provisions of this Convention shall apply to the last-named category only in so far as these persons may be empowered by the consular regulations of the State which they represent to exercise the rights and to perform the duties enumerated in the present Convention.

Either of the Contracting Parties may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls or consular agents in the ports, towns and places of the other Party.

Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to specify localities in which they do not desire to admit consular officials; this restriction, however, shall not be imposed upon the other Contracting Party unless it is likewise imposed upon all other Powers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, June 28, 1929.

Article II.

Partout où dans la présente convention il est question de « Consuls » on entend par cela les consuls généraux, les consuls et les vice-consuls ; de même par « Consulats », on entend les consuls généraux, les consulats et les vice-consulats.

Article III.

Les consuls seront réciproquement admis et reconnus selon les règles et les formalités établies dans les pays de leur résidence après la présentation de leurs lettres de provision.

Lors de la présentation des lettres de provision, sera indiquée la circonscription du consulat ; tout changement relatif ultérieur relatif à cette circonscription sera communiqué au Ministère des Affaires étrangères de l'autre Partie contractante.

L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions sera délivré aux consuls, sans retard et sans frais, et sur la production dudit exequatur, les autorités supérieures de leur circonscription consulaire prendront immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs charges et qu'ils soient admis à la jouissance des immunités et exemptions qui y sont attachées.

Dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'accomplissement de leur mission officielle, les consuls sont assurés de trouver auprès des autorités du pays de leur résidence le plus large concours et l'appui le plus bienveillant.

Article IV.

Les consuls de carrière pourront nommer des agents consulaires dans les ports, villes et places de leur circonscription consulaire respective, sauf l'approbation préalable du Ministère des Affaires étrangères de l'autre Partie contractante. Ces agents seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et ils exerceront leurs fonctions sous les ordres et sous la responsabilité de ce dernier et jouiront des privilèges et immunités stipulés par la présente convention.

Article V.

En cas d'empêchement, d'absence ou de décès, des consuls et des agents consulaires, les vice-consuls, les secrétaires et les attachés consulaires seront de plein droit admis, dans l'ordre prescrit par les règlements de chacune des Parties contractantes, à exercer par intérim, les fonctions consulaires.

Les autorités locales devront leur prêter assistance et protection et leur assurer, pendant leur gestion intérimaire, la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités et privilèges reconnus par la présente convention aux titulaires.

Article VI.

Les consuls et les agents consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de la maison où sont installés les bureaux du consulat ou de l'agence consulaire, l'écusson de leur nation avec l'inscription « Consulat ou Agence consulaire de... », et arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage ; il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile.

Ils pourront également, sous les réserves formulées dans le présent article, en ce qui concerne le droit d'asile, placer les armes de leur nation et arborer le pavillon de leur pays sur les bateaux et voitures qu'ils monteront dans l'exercice de leurs fonctions.

Article II.

Whenever reference is made in the present Convention to "consuls" this term shall be taken to mean consuls-general, consuls and vice-consuls; similarly, the term "consulates" shall be taken to mean consulates-general, consulates and vice-consulates.

Article III.

After presenting their credentials, the consuls of either Party shall be admitted and recognised according to the rules and formalities established in the country in which they are appointed to reside.

When a consul presents his credentials, the area within which he is to perform his duties shall be indicated; any subsequent change in this area shall be communicated to the Ministry of Foreign Affairs of the other Contracting Party.

The exequatur necessary for the free exercise of their functions shall be issued to consuls without delay or charge, and on the production of the said exequatur the higher authorities of their consular areas shall immediately take the necessary steps to enable them to perform their duties and to give them the benefit of the immunities and exemptions to which they are entitled.

In the exercise of their functions and the performance of their official duties, consuls shall be accorded the fullest co-operation and the most generous support on the part of the authorities of the country in which they are resident.

Article IV.

Consuls *de carrière* shall be entitled to appoint consular agents in the ports, towns and places in their consular districts, subject to the previous approval of the Ministry of Foreign Affairs of the other Contracting Party. These agents shall be provided with certificates issued by the consul who has appointed them. They shall carry out their duties under the orders and on the responsibility of the aforesaid consul, and they shall enjoy the privileges and immunities which are laid down in the present Convention.

Article V.

In the case of inability to attend or the absence or death of consuls or consular agents, the vice-consuls, consular secretaries or attachés, shall without further formality be authorised, in the order fixed by the regulations of the respective Contracting Parties, to discharge the consular duties *ad interim*.

The local authorities shall render them every assistance and protection and shall accord them during their temporary term of office the benefit of the exemptions, prerogatives, immunities and privileges conferred upon titular holders by the present Convention.

Article VI.

Consuls and consular agents shall be entitled to place above the outer door of the house in which the offices of the consulate or consular agency are established the coat of arms of their nation, with the inscription "Consulate" or "Consular Agency of.....", and to fly the flag of their country on the consular building on days of public ceremonies and on other customary occasions; it is understood that these external signs shall never be interpreted as constituting a right of asylum.

Subject to the reservation made in the present Article with regard to the right of asylum, they may also display their national coat-of-arms and fly the flag of their country on the vessels and vehicles which they employ in the performance of their duties.

Article VII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, de l'exemption des logements, contributions et prestations militaires, ainsi que de toutes contributions directes, imposées par une autorité quelconque des Etats respectifs, qui ont le caractère d'impôts personnels, à condition qu'ils soient ressortissants de la Partie contractante qui les a nommés et à moins qu'ils ne fassent du commerce ou qu'ils n'exercent quelque industrie ou autre profession ; dans le dernier cas, ils seront soumis, quant à leur commerce ou leur industrie, aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. La participation à de telles entreprises commerciales, industrielles ou professionnelles est considérée comme équivalente à l'exercice. N'est pas considérée comme participation en ce sens, la possession d'actions et d'autres titres similaires. L'exemption ne s'étend pas aux impôts perçus par des propriétés immobilières ou de créances hypothéquées, ni à l'impôt perçu des produits de capitaux par voie de déduction ou à l'impôt sur des tantièmes que les consuls touchent comme membres de l'administration d'une entreprise commerciale, industrielle ou professionnelle sise dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions.

En tant qu'il s'agit toutefois de l'exemption des impositions directes, il est bien entendu que seuls les fonctionnaires consulaires de carrière pourront jouir de cette exemption et en aucun cas dans une plus grande étendue que les représentants diplomatiques des Parties contractantes.

Les privilèges et exemptions mentionnées à l'alinéa premier du présent article seront également accordés aux autres fonctionnaires du service consulaire, en tant qu'ils auront le caractère des fonctionnaires de carrière et qu'ils seront ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Les consuls et les agents consulaires, ainsi que les fonctionnaires consulaires mentionnés au troisième alinéa du présent article seront autorisés, en se transférant sur le territoire de l'autre Partie contractante, à faire entrer, sans payer des droits de douane, ou toute autre contribution, imposée par les Etats respectifs à l'occasion de l'importation de biens meubles, d'un mobilier et des ustensiles de ménage pris en usage. Cette disposition ne s'applique pas aux articles de consommation.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne pourront être mis en état d'arrestation ou d'emprisonnement préventif, excepté pour les infractions qui, en vertu de la législation du pays de la résidence, sont punissables d'une peine d'emprisonnement au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

En cas d'arrestation ou de mise en accusation d'un consul, d'un agent consulaire, d'un secrétaire ou d'autres fonctionnaires consulaires, le Gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation ou la mise en accusation a eu lieu, en informera sans délai le représentant diplomatique de l'Etat auquel appartient le dit fonctionnaire consulaire.

Les consuls, les agents consulaires et les attachés consulaires titulaires ou intérimaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, ne seront pas justifiables des tribunaux de l'Etat de leur résidence à raison des actes de leurs fonctions, accomplis par eux dans les limites des attributions qui leur sont reconnues par le règlement consulaire de leur pays.

Article VIII.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires devront déférer aux invitations qui leur seront adressées sous forme de correspondance officielle et sans menace de sanctions pénales en cas de non-comparution, par les tribunaux de l'Etat de leur résidence à l'effet de comparaître comme témoins.

Les consuls et les agents consulaires, à condition qu'ils soient chefs de consulat et d'agence consulaire et ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront toutefois faire valoir, comme motifs légitimes d'excuse, les empêchements résultant d'une maladie ou de nécessités urgentes du service excepté dans le cas où leur témoignage serait requis dans les affaires pénales concernant les infractions qui, en vertu de la législation du pays de la résidence, sont punissables d'une peine de prison au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande.

Article VII.

Consuls and consular agents of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party exemption from military billeting, payments and contributions, and from any direct taxation imposed by any authority of the State in question which is in the nature of a personal tax, provided that they are nationals of the Contracting Party which appointed them and that they do not engage in commerce or industry or any other occupation; if they do so occupy themselves, they shall be subject to the same taxes, charges and dues in respect of their commerce or industry as private persons. Participation in such commercial, industrial or other enterprises shall be regarded as equivalent to being engaged in those enterprises. The possession of shares or other similar holdings shall not be deemed to be participation for the purposes of this Article. Exemption shall not be extended to taxes levied on immovable property or mortgage debts, or to the tax levied on the yield of capital by deductions therefrom, or to the tax on directors' fees which consuls may receive as members of the board of directors of an industrial, commercial or professional undertaking situated in the State in which they exercise their functions.

It is understood that exemption from direct taxation shall apply only to officials *de carrière* of the consular service and that such exemption shall in no case be more extensive than that accorded to the diplomatic representatives of the Contracting Parties.

The privileges and exemptions mentioned in the first paragraph of the present Article shall also be granted to other officials of the consular service, provided that they are officials *de carrière* and that they are nationals of the State which appointed them.

Consuls and consular agents, as also consular officials specified in the third paragraph of this Article, shall be authorised, when moving into residence in the territory of the other Contracting Party, to import their furniture and the household utensils which they have in use free from all Customs duties or other charges of whatever kind to which personal property is liable on importation in the respective States. This provision shall not be applicable to articles of consumption.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés who are nationals of the State which appointed them may not be subject to arrest or to custody pending trial, except for offences which, under the laws of the country in which they reside are punishable with imprisonment for a period exceeding one year or with a severer penalty.

In the case of the arrest or prosecution of a consul, consular agent, secretary or other consular official, the Government of the State in the territory of which the arrest or prosecution takes place shall immediately inform the diplomatic representative of the State which appointed the said consular official.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés whether titular holders or acting temporarily, who are nationals of the Contracting State which has appointed them, shall not be amenable to the jurisdiction of the courts of the country of residence on account of any action which they have taken in the performance of their official duties and which does not exceed the powers conferred on them by the consular regulations of their own country.

Article VIII.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés shall comply with requests to appear as witnesses which may be addressed to them, officially and without any threat of penalties in the event of their non-appearance, by the courts of the State in which they reside.

Consuls and consular agents may, however, provided that they are heads of consulates or consular agencies and are nationals of the State which has appointed them, adduce as legitimate reasons for non-attendance hindrances resulting from illness or urgent official duties, excepting cases when their evidence is required in criminal proceedings in respect of offences punishable under the laws of the country in which they reside, with imprisonment for more than one year, or with a severer penalty.

Dans le cas où, pour des raisons précitées, les consuls et les agents consulaires ne se présenteraient pas devant les tribunaux, les autorités judiciaires se rendront à leurs bureaux ou à leurs habitations afin de leur demander une déposition par écrit sous la forme prévue par la législation du pays ou de recueillir leur témoignage.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les autres fonctionnaires consulaires, ressortissants de l'Etat qui les a nommés, pourront se refuser à déposer ou à produire des documents dont ils seraient détenteurs en opposant le secret d'Etat.

Au cas où les autorités judiciaires n'admettraient pas comme fondées l'excuse et l'exception prévues par le présent article, elles devront s'abstenir de toute mesure coercitive à l'égard des fonctionnaires consulaires susnommés, toutes les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article IX.

Les archives consulaires seront inviolables en tout temps et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte, visiter ou saisir les livres, les papiers et autres objets qui en font partie. Ces livres, papiers et autres objets devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer les fonctionnaires respectifs et de leurs documents privés.

Les locaux officiels des consulats et des agences consulaires seront en tout temps inviolables. Les autorités locales ne pourront sous aucun prétexte, — excepté le cas où il s'agit de poursuivre une infraction qui en vertu de la législation locale du pays de la résidence est punissable d'une peine d'emprisonnement au-dessus d'une année ou d'une peine plus grande — pénétrer dans les locaux officiels et dans aucun cas ne pourront visiter ou saisir les papiers officiels qui s'y trouvent.

Il est bien entendu que les locaux consulaires ne pourront dans aucun cas servir de lieu d'asile. Si un consul ou un agent consulaire requis par l'autorité judiciaire ou administrative locale de se dessaisir de pièces (prévues à l'alinéa 4 de l'article VIII de la présente convention) qu'il détient ou de les produire se refuse à le faire, l'autorité judiciaire ou administrative ne pourra user à l'égard du fonctionnaire consulaire d'aucune mesure coercitive, les difficultés de cette nature devant être réglées par la voie diplomatique.

Article X.

Les consuls et les agents consulaires des Parties contractantes sont admis à protéger leurs nationaux et à défendre, en vertu de droit et des usages internationaux, et dans les limites de leur compétence, tous les droits et intérêts des ressortissants de leur pays.

Dans ce but, ils pourront s'adresser à toutes les autorités aussi bien judiciaires qu'administratives de leur circonscription pour réclamer contre toute infraction aux traités et conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre. Si la réclamation n'était pas accueillie par les autorités locales de leur circonscription ils ne pourront avoir recours directement au Gouvernement de l'Etat dans lequel ils résident qu'en l'absence de tout représentant diplomatique de leur pays.

Article XI.

Les consuls, les agents consulaires, les secrétaires et les attachés consulaires de chacune des Parties contractantes, en tant qu'ils y seront autorisés par les autorités de l'Etat qui les a nommés, auront le droit :

1° De recevoir dans leur chancellerie et à bord des navires de leur nation, toutes déclarations que pourront avoir à faire les capitaines, les gens de l'équipage, les passagers, les négociants, ainsi que tous autres ressortissants de leur pays ;

In the event of the said consular officials failing to appear before the courts for the reasons mentioned above, the judicial authorities shall proceed to their offices or residences and ask them for a written statement in the form provided for by the legislation of the country, or shall take their evidence.

Consuls, consular agents and secretaries or other consular officials who are nationals of the State which appointed them may refuse to give evidence or to produce documents which are in their possession on the ground that they would be divulging State secrets by so doing.

Should the judicial authorities not deem well-founded the excuse or exception provided for in the present Article, they shall nevertheless refrain from employing any measure of coercion against the consular officials in question and leave all difficulties of this nature to be settled through the diplomatic channel.

Article IX.

The consular archives shall at all times be inviolable and the local authorities may not under any pretext examine or seize any books, documents or other articles forming part thereof. These books, papers and articles shall always be kept completely separate from books and papers relating to the commerce or industry in which the respective officials may be engaged, and from their private documents and other papers.

The official premises of consuls and consular agents shall at all times be inviolable. The local authorities may not enter the official premises under any pretext — except in the case of proceedings in respect of offences which, under the law of the country of residence, are punishable with imprisonment exceeding one year or with any severer penalty ; nor may they in any circumstances whatever examine or seize the official papers kept there.

It is understood that the consular premises may in no case serve as a place of asylum.

If a consul or consular agent, who is called upon by the local judicial or administrative authority (as provided in the fourth paragraph of Article VIII of the present Convention) to hand over documents in his possession or to produce them, refuses to do so, the judicial or administrative authority shall nevertheless refrain from employing any measure of coercion against the said consular official and shall leave all difficulties of this nature to be settled through the diplomatic channel.

Article X.

Consuls and consular agents of the Contracting Parties shall be entitled to protect their nationals and to defend, on the basis of international law and usage and within the limits of their competence, all the rights and interests of the nationals of their countries.

To this end they may appeal to any of the authorities, whether judicial or administrative, of their district against any breach of treaties or conventions existing between the two countries, and against any abuses of which their nationals may have to complain. Should their complaints not be received by the local authorities of their districts, they may apply direct to the Government of their country of residence only in the absence of any diplomatic representative of their own country.

Article XI.

Consuls, consular agents and consular secretaries or attachés of the Contracting Parties, in so far as they are authorised to do so by the authorities of the State which appointed them, shall be entitled :

- (1) To take cognisance in their offices or on board vessels of their nations of any declarations which may be made by masters, members of the crew or passengers, by traders or by any other nationals of their countries ;

2° De recevoir, de dresser et de légaliser dans la chancellerie, au domicile des Parties et à bord des navires de leur nation, des actes juridiques unilatéraux et des dispositions testamentaires de leurs nationaux ainsi que tous les actes juridiques bilatéraux où figurent seulement leurs nationaux ou bien leurs nationaux et d'autres personnes, ressortissant au pays de leur résidence ou à une tierce Puissance :

3° De recevoir, de dresser et de légaliser dans la chancellerie et à bord des navires de leur nation, des actes juridiques unilatéraux et bilatéraux où figurent seulement des ressortissants du pays de la résidence ou d'une tierce Puissance, pourvu que ces actes aient rapport à des droits et biens situés ou à des affaires à traiter ou qui sont destinés à produire des effets juridiques sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul ou l'agent consulaire par devant lequel ils seront passés :

4° De traduire, de légaliser toute espèce d'actes et de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays ou du pays de la résidence ; ces traductions auront dans les deux pays la même force et la même valeur que si elles eussent été faites par des fonctionnaires publics ou les interprètes jurés de ces deux pays.

Il est entendu que les stipulations ci-dessus ne seront pas applicables aux actes juridiques bilatéraux concernant le transfert du droit de propriété ou ayant pour but de grever les immeubles situés sur les territoires de l'Etat de la résidence du consul ou de l'agent consulaire.

Les copies, extraits et expéditions des actes dressés en vertu du présent article par les consuls et agents consulaires, dûment légalisés par lesdits fonctionnaires consulaires et scellés du sceau du consulat ou des agences consulaires feront foi, tant en justice que hors de justice, soit dans l'une, soit dans l'autre des Parties contractantes au même titre que les originaux et auront le même caractère d'authenticité et la même force probante que s'ils avaient été passés par devant un notaire ou un officier public de l'ordre judiciaire de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'Etat auquel appartient le consul ou l'agent consulaire, et aient été ensuite soumis de même que les originaux au timbre et à l'enregistrement ainsi qu'à toutes les autres formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte doit recevoir son exécution.

Dans le cas où un doute s'élèverait sur l'authenticité de la copie, de l'extrait ou de l'expédition d'un acte dressé à la chancellerie des consulats ou des agences consulaires, on ne pourra en refuser la confrontation avec l'original à l'intéressé qui en fera la demande et qui pourra assister à cette collation, s'il le juge convenable.

Article XII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes pourront, en tant qu'ils y seront autorisés par les lois et règlements de leur pays, dresser des actes de naissance et de décès des ressortissants de l'Etat qui les a nommés.

Il est bien entendu que la présente stipulation ne peut nullement altérer l'obligation imposée par les lois territoriales aux particuliers de faire des déclarations de naissance et de décès aux autorités locales.

Article XIII.

Les consuls et les agents consulaires de chacune des Parties contractantes auront, conformément au règlement consulaire de l'Etat qui les a nommés, le droit de délivrer les passeports et autres documents personnels, ainsi que de viser les passeports, les certificats constatant l'origine ou la provenance des marchandises et d'autres pièces analogues.

Article XIV.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à se délivrer, sur demande, des expéditions dûment légalisées des actes de naissance, de mariage et décès, des actes de reconnaissance et de légitimation d'enfants naturels, ainsi que des actes d'adoption concernant les ressortissants de l'autre partie.

(2) To take cognisance of, draw up and legalise in their offices, at the residences of the parties, or on board vessels of their nations the unilateral legal acts and testamentary dispositions of their nationals, and also bilateral legal agreements between their nationals only, or between their nationals, on the one hand, other persons, nationals of the country in which they reside, or of a third Power, on the other hand ;

(3) To take cognisance of, draw up, and legalise in their offices, or on board vessels of their nations unilateral and bilateral legal acts between nationals of the countries in which they reside or of a third Power, provided that these acts relate to rights and property situated in, or to business to be transacted or destined to produce legal effects in, the territory of the nation to which the consul or consular agent before whom the acts are executed belongs ;

(4) To translate and legalise all acts and documents emanating from the authorities or officials of their country or of the country in which they reside ; these translations shall have the same force and the same authority in each of the two countries as if they had been drawn up by the public officials or the sworn interpreters of either of the two countries.

It is understood that the above stipulations shall not be applicable to bilateral legal acts concerning the transfer of the right of ownership or designed to create a charge on immovable property situated in the territory of the State in which the consul or consular agent resides.

Copies, extracts and transcripts of acts drawn up in virtue of the present Article by consuls and consular agents duly legalised by the said consular officials and bearing the seal of the consulates or consular agencies shall have the same validity as the originals for legal or other purposes in either of the two Contracting States, and shall have the same character of authenticity and the same value as evidence as if they had been executed before a notary or legal officer of either country, provided that these acts were drawn up in the form prescribed by the laws of the State to which the consul or consular agent belongs, and were afterwards sealed and registered together with the originals, and subjected to all the other formalities prescribed in the country in which the act is to be enforced.

Should any doubt arise as to the authenticity of the copy, extract or transcript of an act drawn up in the office of the respective consulates or consular agencies, the person concerned shall be allowed to have it compared with the original and to be present when this is done if he so desires.

Article XII.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, in so far as they are authorised to do so by the laws and regulations of their respective countries, to draw up the birth and death certificates of nationals of the State which appointed them.

It is understood that the present stipulation does not affect the obligation imposed by the laws of the two countries to notify births and deaths to the local authorities.

Article XIII.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled, in conformity with the regulations of the State which appointed them, to issue passports and other personal papers and to endorse passports, certificates indicating the origin of goods and other similar acts.

Article XIV.

The Contracting Parties mutually undertake to forward to each other, on request, duly legalised copies of birth, marriage and death certificates, of acts recognising or legitimising children born out of wedlock, and of acts of adoption concerning the nationals of the other Party.

La rédaction et la communication desdites expéditions auront lieu dans la forme usitée dans chaque pays contre le paiement des taxes prévues par les lois et règlements qui y sont en vigueur et par l'intermédiaire des consulats et des agences consulaires de la Partie contractante qui en aurait fait la demande. La rédaction et la communication en auront toutefois lieu sans frais, quand les expéditions en question seront réclamées par la voie diplomatique pour les besoins officiels des Parties contractantes ou en faveur des personnes indigentes.

Article XV.

En matière de succession laissée par les ressortissants d'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, les prescriptions suivantes seront observées :

Paragraphe premier. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront, dans le territoire de l'autre, admis à l'égalité des nationaux à succéder aux biens qui leur seront déferés dans cet Etat en vertu de la loi ou du testament, et d'en prendre possession.

Paragraphe 2. Les successions des Estoniens en Autriche et des Autrichiens en Estonie ne seront pas frappées de droits de mutation autres et plus élevés que les successions des nationaux.

Paragraphe 3. Les décisions concernant les droits successoraux, quant aux biens meubles, seront de la compétence des autorités de l'Etat dont le défunt était ressortissant.

Seront entendus par droits successoraux : la succession *ab intestat*, le droit de la réserve, la succession testamentaire, la donation à cause de mort et le legs.

Dans le cas où, à l'égard de la succession mobilière, seront présentées des prétentions fondées sur un autre titre juridique de la part des ressortissants de l'Etat où sont situés les biens successoraux, la décision en appartiendra aux autorités de cet Etat qui appliqueront les lois qui y sont en vigueur.

Paragraphe 4. La décision de toute question relative à la succession immobilière sera de la compétence des autorités de l'Etat où les biens immobiliers sont situés.

Paragraphe 5. Les biens dont le défunt n'était pas libre de disposer à cause de mort (fidéicommiss) seront soumis aux lois de l'Etat dans lequel ils sont situés.

Les mêmes lois seront applicables aux restrictions de droit public dont l'héritage ou ses parties se trouveraient être l'objet.

Paragraphe 6. Si les biens laissés par le défunt sont en vertu de ses lois nationales en déshérence, ils seront soumis comme héritage en déshérence aux lois de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouveront au moment de la mort du *de cuius*.

Sont à considérer comme biens en déshérence, les biens qui par effet des lois nationales du pays du défunt, à défaut d'autres successibles, reviendraient de droit, soit à l'Etat, soit à quelque autre personne morale.

Paragraphe 7. Dans le cas où la compétence en matière de succession est, selon le paragraphe 3 du présent article, réservée aux autorités nationales du *de cuius*, les autorités de l'Etat où se trouvent les biens successoraux, sur la demande d'une personne, ressortissante du pays ou y domiciliée, qui aura fait valoir ses droits successoraux, agiront à l'égard de la succession de la même manière que si elle était laissée par un national, en appliquant toutefois les lois du pays auquel appartenait le défunt.

Cette procédure ne sera cependant appliquée que dans le cas où aucun des autres héritiers dûment avertis n'élèverait de protestations.

Paragraphe 8. Si un ressortissant de l'une des Parties contractantes décède en laissant la totalité ou une partie de sa succession sur le territoire de l'autre Partie, les autorités de cette dernière se borneront en principe à assurer la conservation des biens dépendant de la succession, et à sauvegarder les droits successoraux et les prétentions de ses propres ressortissants, des habitants du pays, ainsi que du fisc.

The said copies shall be drawn up and forwarded in the customary form employed in each country, on payment of the fees prescribed by the laws and regulations in force and through the intermediary of the consulates and consular agencies of the Contracting Party making the application. The copies in question shall, however, be drawn up and forwarded free of charge when they are applied for through the diplomatic channel for the official requirements of the Contracting Parties or on behalf of indigent persons.

Article XV.

With regard to estates left by nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other Party, the following rules shall be observed :

Paragraph 1. The nationals of either of the Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other, on the same footing as nationals, to succeed to property which may be bequeathed to them in that State by law or testament and to take possession of such property.

Paragraph 2. The estates of Estonians in Austria and of Austrians in Estonia shall not be liable to transfer duties other or higher than those imposed on the estates of nationals.

Paragraph 3. The authorities of the State of which the deceased was a national shall be competent to take decisions concerning succession rights in respect of the movable property.

Succession rights shall be taken to include succession *ab intestato*, the right to the reserved portion of the estate, testamentary succession, *donatio mortis causa* and legacies.

Should claims in respect of the movable property be put forward on some other legal ground by nationals of the State in which the property is situated, they shall be dealt with by the authorities of that State, which shall apply the laws in force therein.

Paragraph 4. All questions relating to succession to immovable property shall be decided by the authorities of the State in which such property is situated.

Paragraph 5. Property of which the deceased was not able to dispose *mortis causa* (property in trust) shall be dealt with according to the laws of the State in which it is situated.

The same laws shall apply to the restrictions of public law to which the estate or any parts thereof may be subject.

Paragraph 6. If the property left by the deceased is escheatable according to the laws of the State of which he was a national, it shall be subject as an escheatable estate to the laws of the State in the territory of which it is situated at the time of his death.

Property shall be regarded as escheatable if under the national laws of the deceased it would revert in default of other heirs either to the State or to some other juristic person.

Paragraph 7. In cases in which jurisdiction in questions of succession is reserved under paragraph 3 of the present Article to the national authorities of the deceased, the authorities of the State in whose territory the inheritance is situated shall, on application being made by any person who is a national of or is domiciled in the country and who has put forward a claim to the succession, adopt the same procedure in dealing with the estate as if it had been left by a national, but shall apply the laws of the country to which the deceased belonged.

The above procedure shall, however, only be followed if none of the other heirs to the estate, having been duly notified, lodge an objection.

Paragraph 8. If a national of one of the Contracting Parties dies leaving the whole or part of his estate in the territory of the other Party, the authorities of the latter Party shall in principle confine their action to preserving intact the property belonging to the estate and to safeguarding the succession rights and the claims of their own nationals, of the inhabitants of the country, and of the fiscal authorities.

Paragraphe 9. En cas d'ouverture d'une succession laissée par un ressortissant de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales seront tenues d'en aviser immédiatement la plus proche autorité consulaire de la nation du défunt ; dans la mesure du possible, les autorités locales communiqueront en même temps à l'autorité consulaire, les renseignements éventuels sur le contenu de l'hoirie sur les personnes des héritiers, sur leur résidence, sur l'existence d'une disposition à cause de mort, ainsi que sur les mesures relatives à la conservation de la succession qui ont été prises par lesdites autorités.

Si c'est l'autorité consulaire qui était d'abord informée de l'ouverture de la succession, elle en renseignera de la même façon les autorités locales.

En ce qui concerne la succession mobilière, l'autorité consulaire apposera les scellés, dressera l'inventaire des biens mobiliers et s'occupera de l'administration et de la liquidation de la succession. Afin de faciliter la coopération des autorités locales dans les limites où — conformément au paragraphe 8 du présent article — lesdites autorités sont appelées à prendre des dispositions visant la sauvegarde des prétentions et des droits successoraux, l'autorité consulaire devra informer l'autorité locale de toute disposition qu'elle a l'intention de prendre au sujet de la succession au moins vingt-quatre heures d'avance.

Paragraphe 10. L'autorité consulaire et l'autorité locale se communiqueront mutuellement, sur demande, toutes les circonstances importantes pour la taxation des droits successoraux. La délivrance des biens successoraux aux héritiers dûment légitimés ou leur envoi à l'étranger n'aura lieu qu'après que seront satisfaits ou suffisamment garantis les taxes successorales, les prétentions formulées contre les biens de la succession, ainsi que les droits successoraux incontestables des ressortissants de l'Etat où se trouvent les biens de la succession, et des personnes y domiciliées.

L'autorité consulaire pourra cependant payer d'avance sur la masse de l'héritage, les frais de dernière maladie et d'enterrement du défunt, les salaires des domestiques, les loyers dûs pour le dernier semestre, les taxes judiciaires et consulaires et autres taxes de la même nature, ainsi que, en cas de besoin urgent, les dépenses nécessaires d'entretien de famille du défunt. Toutefois les créanciers de la succession ne pourront pas s'opposer à la délivrance des biens de la succession si, dans le délai de neuf mois à partir du décès du *de cuius*, ils n'arrivent pas à établir que leurs prétentions ont été ou bien reconnues par les héritiers ou bien approuvées par une décision judiciaire passée en force de chose jugée, ou au moins régulièrement déposées devant l'autorité compétente.

Paragraphe 11. Dans toutes les questions auxquelles pourront donner lieu la dévolution, l'administration et la liquidation des successions laissées par les ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les fonctionnaires consulaires respectifs représenteront de plein droit les héritiers absents et seront reconnus d'office comme leurs fondés de pouvoirs sans qu'ils soient obligés de prouver leur mission par un mandat spécial pour autant que lesdits héritiers n'aient pas institué d'autres mandataires et seront ressortissants de l'Etat qui a nommé les fonctionnaires consulaires.

Il est bien entendu que les fonctionnaires consulaires étant considérés comme fondés de pouvoir de leurs nationaux ne pourront jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession.

Paragraphe 12. Les fonctionnaires consulaires des Parties contractantes connaîtront exclusivement des actes d'inventaire et d'autres opérations pratiquées pour la conservation et la liquidation de successions laissées par les gens de mer, les passagers et autres voyageurs de leur pays décédés pendant la traversée, soit dans le port, soit à terre, soit à bord d'un navire.

Article XVI.

Les consuls et les agents consulaires seront admis à exercer la protection des enfants mineurs, des faibles d'esprit et d'autres incapables, ressortissants de l'Etat auquel appartiennent lesdits fonctionnaires consulaires ; à cet effet, ces derniers auront le droit de prendre, dans les limites de la législation locale, toutes les mesures nécessaires qu'ils jugeront utiles.

Paragraph 9. In the case of the opening of a succession relating to an estate left by a national of one of the Contracting Parties in the territory of the other Party, the local authorities shall be required to notify immediately the nearest consular authority of the deceased's country. Whenever possible, the local authorities shall communicate at the same time to the consular authority any particulars that may be available regarding the nature of the hereditament, the heirs and their place of residence, the existence of a *mortis causa* deed, and the measures with respect to the safeguarding of the estate which have been taken by the said authorities.

If the consular authority is the first to receive information of the opening of the succession, it shall notify the local authorities in the same manner.

In the case of personal estate, the consular authority shall affix the seals, draw up an inventory of the movable property and arrange for the administration and liquidation of the estate. In order to facilitate the co-operation of the local authorities in so far as, under paragraph 8 of the present Article, these authorities are called upon to take measures for the safeguarding of succession claims and rights, the consular authority shall inform the local authorities of any measures it intends to take with regard to the estate, not less than twenty-four hours beforehand.

Paragraph 10. The consular authority and the local authorities shall inform each other, on request, of all important circumstances connected with the assessment of succession duty. The property of the deceased shall not be handed over to the heirs as duly established by law or be sent abroad until the liabilities in respect of succession duties, claims put forward against the estate and the indisputable succession rights of nationals of the State in which the property is situated and of persons domiciled therein have been discharged or the discharge thereof sufficiently guaranteed.

The consular authority may, however, advance out of the estate the expenses of the last illness and of the funeral of the deceased, the wages of his servants, the rent due for the last half-year, the legal, consular and similar fees, and in cases of urgency the necessary maintenance expenses of the family of the deceased. Nevertheless, the creditors of the estate cannot oppose the handing over of the property concerned if within nine months of the death they have not been able to prove that their claims have been recognised by the heirs or recognised by a final judicial decision, or that they have at least been duly submitted to the competent judicial authority.

Paragraph 11. In all questions arising out of the transfer, administration and liquidation of estates left by the nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other, the respective consular officials shall have full power to represent the absent heirs and shall be recognised as their legal representatives without being obliged to prove their title by a special authorisation, provided that the said heirs have not appointed other representatives and are nationals of the State which appointed the consular officials.

It is understood that consular officials in their capacity as legal representatives of their nationals shall in no case be treated as personally responsible in connection with any matter relating to the succession.

Paragraph 12. The consular officials of the Contracting Parties shall possess exclusive competence in respect of the taking of inventories and other acts involved in the conservation and liquidation of the estates of seamen, passengers and other travellers of their nation dying in the course of their voyage in port, on land or on board ship.

Article XVI.

Consuls and consular agents shall be entitled to protect minors and feeble-minded and other incapable persons who are nationals of the State which appointed these officials; to this end the said consular officials shall be entitled to take all measures they may think fit within the limits of the local law.

Article XVII.

Les consuls et les agents consulaires des Parties contractantes auront le droit de porter tout secours et toute assistance aux navires de commerce de leur nation séjournant dans les ports maritimes de leur circonscription consulaire.

Dans ce but, ils pourront aller personnellement ou envoyer des délégués à bord des navires de commerce de leur nation après que ces navires auront été admis en libre pratique. Ils pourront interroger les capitaines et l'équipage, examiner les papiers du bord, recevoir conformément aux stipulations de l'article XI de la présente convention, les déclarations sur leur voyage, leur destination et les incidents de la traversée, dresser les manifestes et faciliter l'expédition de leurs navires de commerce, enfin accompagner les capitaines et les gens de l'équipage devant les tribunaux et dans les bureaux de l'administration du pays pour leur servir d'interprètes et d'agents dans les affaires qu'ils auront à suivre ou les demandes qu'ils auront à former.

Les fonctionnaires de l'ordre judiciaire et administratif, ainsi que les officiers et agents de la douane du pays ne pourront — dans les ports maritimes où réside un consul ou agent consulaire de l'une des Parties contractantes — opérer à bord des navires de commerce ni recherches, ni visites autres que les visites ordinaires de douane et de santé, ni arrestation, ni emprisonnement ou autre fonction officielle nécessitant les moyens de contrainte, sans prévenir auparavant ou, en cas d'urgence, au moment même de la perquisition, le consul ou agent consulaire de la nation à laquelle le bâtiment appartient, afin qu'il puisse assister à la visite. Ils devront également donner en temps opportun au consul ou à l'agent consulaire, les avis nécessaires pour qu'il puisse assister aux déclarations que les capitaines et les équipages auraient à faire devant les tribunaux ou administrations du pays.

L'invitation qui sera adressée dans les cas précités aux consuls ou agents consulaires indique une heure précise et, si les consuls ou les agents consulaires négligeaient de s'y rendre en personne ou de se faire représenter par un délégué, il sera procédé en leur absence. Les autorités locales compétentes seront toutefois tenues d'informer sans délai le consul ou l'agent consulaire de toute visite ou autre fonction officielle dont il est question dans l'alinéa précédent, opérée en leur absence et d'indiquer en même temps les justes raisons d'urgence ; elles feront de même lorsque le consul ou l'agent consulaire ne réside pas dans le port.

Article XVIII.

En tout ce qui concerne la police des ports maritimes, le chargement et le déchargement des navires de commerce et la sûreté des marchandises, biens et effets dans ces ports, on observera les lois, ordonnances et règlements du pays sous la condition expresse que tout privilège et toute faveur qui seraient accordés dans un tel port par l'une des Parties contractantes aux navires marchands de la nation la plus favorisée, seront également accordés dans ce port aux navires de l'autre partie. Les consuls et les agents consulaires dans lesdits ports, compte tenu des limites prévues par la législation de l'Etat qui les a nommés seront chargés exclusivement du maintien de l'ordre intérieur à bord de navires marchands de leur nation ; ils régleront eux-mêmes, conformément aux lois de l'Etat qui les a nommés, les contestations de toute nature qui surviendraient entre le capitaine, les officiers et les matelots de ces navires, et spécialement celles relatives à la solde et l'accomplissement des engagements réciproques contractés.

Les autorités locales ne pourront intervenir que lorsque le désordre survenu à bord du navire serait de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, ou quand une personne ne faisant pas partie de l'équipage s'y trouverait mêlée. Même dans ce cas, les autorités locales en donneront avis, si faire se pourra, préalablement au consul ou agent consulaire compétent.

Dans tous les autres cas, les autorités précitées se borneront à prêter leur appui aux consuls et aux agents consulaires, si elles sont requises par eux pour leur faciliter l'accomplissement de leurs fonctions, et notamment pour faire arrêter et renvoyer à bord du navire de commerce toute personne inscrite sur le rôle d'équipage ou — s'il ne s'agit pas d'un ressortissant du pays — de le conduire en prison chaque fois que, pour un motif quelconque, lesdits consuls et agents consulaires

Article XVII.

The consuls and consular agents of each of the Contracting Parties shall be entitled to render all relief and assistance to merchant ships of their nation calling at the seaports of their consular area.

For this purpose they may proceed personally or send representatives on board merchant ships of their nation, after these ships have been admitted to *pratique*.

They may question the masters and crews, examine the ship's papers, take cognisance in conformity with Article XI of the present Convention of declarations regarding their voyage, their destination and the events of the journey; draw up manifests and facilitate the departure of their vessels; and accompany the masters or crews before the courts or administrative offices of the country for the purpose of acting as interpreters and agents in any business they may have to transact or in submitting any applications they may have to make.

In seaports in which there resides a consul or consular agent of one of the Contracting Parties, the judicial and administrative officials and the Customs officials and agents of the country may not effect examination or searches on board merchant ships other than ordinary Customs and medical examinations, or arrest or imprison or effect any other official act necessitating compulsion without notifying previously, or in urgent cases at the time of the action in question, the consul or consular agent of the nation to which the vessel belongs, in order that he may be present during the examination. They must also give the consul or consular agent sufficient notice to enable him to be present when any declarations are made by masters or crews before the courts or administrative authorities of the country.

The invitation addressed in the above-mentioned cases to consul or consular agents shall specify an exact hour, and if the consul or consular agent fails to attend in person or to send a representative, the proceedings shall be conducted in his absence. The competent local authorities shall nevertheless be obliged to inform the consul or consular agent without delay of any examination or other official proceedings of the nature referred to in the previous paragraph effected in his absence, and at the same time to state the real reasons which necessitated urgent action; they shall do so even if the consul or consular agent does not reside in the port.

Article XVIII.

In all that concerns seaport police regulations, the loading and unloading of merchant ships and the safeguarding of merchandise, goods and effects, the laws, decrees and regulations of the country shall be observed, subject to the express condition that any privilege or advantage which may be granted in such ports by one of the Contracting Parties to the merchant ships of the most favoured nation shall also be granted in that port to the ships of the other Party. Within the limits laid down in the laws of the State which appointed them, consuls and consular agents in the above ports shall alone be responsible for the maintenance of order on board merchant ships of their nation; they shall themselves decide, in conformity with the laws of the State which appointed them, disputes of all kinds which may arise between the masters, officers and seamen of such ships, especially those relating to pay and the execution of contracts entered into between them.

The local authorities shall be entitled to intervene only when disturbances occurring on board a ship are of a nature to endanger public tranquillity on land or in the seaport, or when a person not belonging to the crew is involved. Even in this case, the local authorities shall, if possible, notify the competent consul or consular agent.

In all other cases the said authorities shall confine themselves to giving their assistance to the consuls and consular agents if the latter so request, and to helping them in the discharge of their duties, particularly in arresting and conveying on board a merchant ship any person entered as a member of the crew, or, provided that he is not a national of the country, in conducting him to prison whenever the said consuls or consular agents for any reason deem it

jugeront nécessaire ; si l'arrestation devait être maintenue, lesdits consuls et agents consulaires en donneront avis, dans le plus bref délai possible, par une communication officielle aux autorités judiciaires compétentes du pays.

Article XIX.

Lorsqu'un navire de mer, appartenant au gouvernement ou à des ressortissants de l'une des Parties contractantes, fera naufrage ou échouera sur le littoral de l'autre partie, les autorités locales devront en avertir sans retard le consul ou agent consulaire dans la circonscription duquel le sinistre aura eu lieu.

Toutes les opérations relatives au sauvetage de commerce de l'une des Parties contractantes qui naufrageraient ou s'échoueraient dans les eaux territoriales de l'autre, seront dirigées par les consuls ou les agents consulaires.

L'intervention des autorités locales n'aura lieu dans les deux pays que pour assister les fonctionnaires consulaires, maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs étrangers à l'équipage et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou des agents consulaires ou de leurs délégués, les autorités locales devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui auront été sauvés du naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas ne donnera lieu à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois de ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage, ainsi que la conservation des objets sauvés et de ceux auxquels seraient soumis, en pareil cas, les navires de commerce de la nation la plus favorisée.

En cas de doute sur la nationalité des navires naufragés, les opérations mentionnées dans le présent article, seront de la compétence exclusive de l'autorité locale.

Les marchandises et effets sauvés ne sont sujets au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure.

Article XX.

Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulation contraire entre armateurs, chargeurs ou assureurs, les avaries que les navires de commerce des deux pays auraient souffert en mer, soit qu'ils entrent dans les ports respectifs volontairement ou par relâche forcée, seront réglées par les consuls ou agents consulaires de leur nation, à moins que les ressortissants du pays dans lequel résident lesdits consuls ou agents consulaires ou ceux d'une tierce Puissance ne soient intéressés dans ces avaries ; dans ce dernier cas et à défaut du compromis amiable entre toutes les Parties intéressées, elles devront être réglées par les autorités locales.

Article XXI.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder en outre à l'autre partie en matière d'établissement consulaire, comme en tout ce qui concerne l'exercice des fonctions consulaires, ainsi que la jouissance des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs, le traitement de la nation la plus favorisée. Il est convenu toutefois qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée et exiger en faveur de ses fonctionnaires et de ses employés consulaires, des exemptions, droits, privilèges, immunités et honneurs autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux fonctionnaires et aux employés consulaires de l'autre Partie.

necessary ; if the person in question is to be detained in custody, the aforesaid consuls and consular agents shall at the earliest possible moment notify the judicial authorities of the country to that effect by an official communication.

Article XIX.

When a sea-going vessel belonging to the Government or to nationals of one of the Contracting Parties is wrecked or runs aground on the coast of the other, the local authorities shall notify without delay the consul or consular agent stationed in the area in which the event occurred.

All operations connected with the salvage of merchant ships of one of the Contracting Parties which have been wrecked or have run aground in the territorial waters of the other Party shall be carried out under the direction of the consuls or consular agents.

The local authorities of the two countries shall intervene only to assist the consular officials, to keep order, to guarantee the interests of salvage workers not belonging to the crew and to ensure the execution of the regulations with regard to the importation and removal of the salvaged goods.

In the absence and until the arrival of the consuls consular agents or their representatives, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of the persons and preservation of the effects that have been saved from the wreck.

No charges of any kind shall be made in respect of the intervention of the local authorities in these cases, except those necessitated by the salvage operations and the preservation of the salvaged effects, and those to which the merchant ships of the most favoured nation would be subject in similar circumstances.

In case of doubt as to the nationality of the wrecked vessels, the local authorities shall alone be competent to take the measures mentioned in the present Article.

Salvaged goods or effects shall not be subject to any Customs duty, unless they are sold for consumption within the country.

Article XX.

Whenever no provisions to the contrary have been agreed upon by the shipowners, freighters or underwriters, any questions relating to damage suffered at sea by merchant ships of the two countries, whether they enter the respective ports of their own free will or by compulsion, shall be settled by the consuls or consular agents of their own nation, unless nationals of the country in which the said consuls or consular agents reside or those of a third power are interested in such damage ; in this case, and in the absence of a friendly agreement between all the parties concerned, they shall be settled by the local authorities.

Article XXI.

Each of the Contracting Parties undertakes furthermore to grant most-favoured-nation treatment to the other Party in regard to the appointment of consuls and all that concerns the performance of consular duties, together with the enjoyment of exemptions, rights, privileges, immunities and honours. It is agreed, however, that neither of the Contracting Parties may invoke the benefit of the most-favoured-nation clause and demand in favour of its consular officials and employees any exemptions, rights, privileges, immunities and honours other or more extensive than those granted by itself to the consular officials and employees of the other Party.

Article XXII.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications.

Article XXIII.

La présente convention restera en vigueur aussi longtemps qu'elle ne sera pas dénoncée par l'une des Parties contractantes. Cette dénonciation ne devra produire ses effets qu'après l'expiration d'un délai de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Vienne, le 15 octobre 1926.

MENNING.
RAMEK.

PROCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION CONSULAIRE CONCLUE ENTRE L'ESTONIE ET L'AUTRICHE.

Pour suppléer à l'article XII de la convention consulaire signée ce jour, les Parties contractantes décident ce qui suit :

1^o Dans le cas où une des Parties contractantes accorderait aux consuls d'une tierce Puissance quelconque le droit de procéder aux mariages de ressortissants de l'Etat auquel appartiennent lesdits fonctionnaires, ainsi que de dresser les actes de mariage et de tenir les registres de mariage, les consuls de l'autre Partie contractante jouiront de ce droit dans la même étendue.

2^o Il est entendu que le droit résultant du paragraphe premier du présent protocole ne saurait être appliqué qu'à titre de réciprocité.

3^o Le présent protocole fait partie intégrale de la convention consulaire.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

VIENNE, le 15 octobre 1926.

MENNING.
RAMEK.

Article XXII.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications.

Article XXIII.

The present Convention shall remain in force as long as it is not denounced by either of the Contracting Parties. Such denunciation shall not take effect until after the expiration of a period of six months.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna on October 15, 1926.

MENNING.
RAMEK.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONSULAR CONVENTION BETWEEN ESTONIA AND AUSTRIA.

The Contracting Parties have agreed on the following provisions with a view to supplementing Article XII of the Consular Convention which has been signed on this date :

(1) If either of the Contracting Parties should grant to the consuls of any third Power the right to solemnise marriages of nationals of the State, to which the nationals in question belong or to draw up marriage certificates and to keep registers of marriages, the consuls of the other Contracting Party shall be granted the same rights in the same measure.

(2) It is agreed that the rights laid down in paragraph 1 of the present Protocol shall be accorded only on terms of reciprocity.

(3) The present Protocol constitutes an integral part of the Consular Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

VIENNA, *October 15, 1926.*

MENNING.
RAMEK.

N° 2107.

**BELGIQUE
ET GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'échange des communications concernant les cas de maladies contagieuses dans la région frontière belgo-luxembourgeoise. Luxembourg, les 23 et 26 avril 1928.

**BELGIUM
AND GRAND DUCHY OF
LUXEMBURG**

Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to the Exchange of Communications concerning Cases of contagious Diseases in the Belgo-Luxemburg Frontier Region. Luxemburg, April 23 and 26, 1928.

N° 2107. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DU GRAND DUCHÉ DE LUXEMBOURG, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COMMUNICATIONS CONCERNANT LES CAS DE MALADIES CONTAGIEUSES DANS LA RÉGION FRONTIÈRE BELGO-LUXEMBOURGEOISE. LUXEMBOURG, LES 23 ET 26 AVRIL 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juillet 1929.

I.

GOUVERNEMENT
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LUXEMBOURG, le 23 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

LE GOUVERNEMENT GRAND-DUCAL et LE GOUVERNEMENT BELGE étant convenus de remplacer par un nouvel arrangement l'Entente intervenue en 1891 et complétée en 1900 et 1910 relativement à la notification des cas de maladies contagieuses de l'homme constatés dans la région frontière belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur de marquer par la présente l'accord du Gouvernement grand-ducal et de faire savoir à Votre Excellence que les dispositions suivantes seront appliquées pour l'échange de communications qui aura lieu à ce sujet entre les autorités des deux pays.

L'échange des communications visera tous les cas de peste, de choléra asiatique, de variole, de typhus exanthématique, de typhus récurrent, de fièvre typhoïde, de fièvre parathypoïde, de dysenterie épidémique, de diphtérie, de méningite cérébro-spinale épidémique, de rage humaine, de scarlatine, de septicémie puerpérale et d'encéphalite léthargique, pour autant que ces maladies aient été constatées dans une localité quelconque du Grand-Duché de Luxembourg ou dans la province de Luxembourg.

Les chiffres des cas de maladies seront donnés hebdomadairement (la semaine prenant cours le dimanche à 0 heure pour finir le samedi à 24 heures).

Les communications seront adressées par lettres affranchies au président du Collège médical résidant à Luxembourg par l'Inspecteur d'hygiène pour la province de Luxembourg résidant à Bovigny.

Par réciprocité, les communications à transmettre du Grand-Duché en Belgique seront adressées, aussi par lettres affranchies, par ledit président du Collège médical à l'Inspecteur d'hygiène précité et au Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Pour les cas où l'un des gouvernements intéressés aurait l'intention de dénoncer cet arrangement, il devra en donner notification écrite à l'autre gouvernement.

¹ Entré en vigueur le 24 mai 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2107. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG, CONSTITUTING AN ARRANGEMENT WITH REGARD TO THE EXCHANGE OF COMMUNICATIONS CONCERNING CASES OF CONTAGIOUS DISEASES IN THE BELGO-LUXEMBURG FRONTIER REGION. LUXEMBURG, APRIL 23 AND 26, 1928.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 29, 1929.

I.

GOVERNMENT.
FOREIGN AFFAIRS.

LUXEMBURG, *April 23, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

THE GRAND DUCAL GOVERNMENT and the BELGIAN GOVERNMENT having decided to replace by a new arrangement the Agreement concluded in 1891 and amplified in 1900 and 1910 with respect to the notification of cases of infectious diseases of man reported in the region of the frontier between Belgium and Luxemburg, I have the honour, by this note, to announce the Grand Ducal Government's consent and to inform Your Excellency that the following arrangements will be adhered to in future as regards the exchange of notifications on this subject between the authorities of the two countries.

Notifications will be exchanged regarding all cases of plague, Asiatic cholera, smallpox, typhus, relapsing fever, typhoid fever, paratyphoid, epidemic dysentery, diphtheria, epidemic cerebro-spinal meningitis, hydrophobia, scarlet fever, puerperal fever and encephalitis lethargica reported from any place in the Grand Duchy of Luxemburg or in the Province of Luxemburg.

Figures of cases will be given weekly (the week beginning and ending at midnight on the night between Saturday and Sunday).

The notifications will be sent by post, prepaid, to the President of the Medical College, resident at Luxemburg, by the Inspector of Public Health for the Province of Luxemburg, resident at Bovigny.

Reciprocally, notifications to be transmitted from the Grand Duchy to Belgium will be sent, also by post and prepaid, by the aforesaid President of the Medical College to the aforesaid Inspector of Public Health and to the Minister of the Interior and Public Health.

Should either of the Governments concerned desire to denounce this arrangement, notice must be given in writing to the other Government.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force May 24, 1928.

Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales déjà existantes.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 24 mai 1928. A la même date la Convention conclue en 1891 et les accords complémentaires de 1900 et 1910 relatifs au même objet cesseront d'être en vigueur.

Je suis bien aise de saisir cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence l'expression de ma haute considération.

A Son Excellence
Monsieur A. Nieuwenhuys,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Belgique,
Luxembourg.

(Signature)

II.

LÉGATION DE BELGIQUE.

LUXEMBOURG, le 26 avril 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

LE GOUVERNEMENT BELGE et LE GOUVERNEMENT GRAND-DUCAL étant convenus de remplacer par un nouvel arrangement l'Entente intervenue en 1891 et complétée en 1900 et 1910, relativement à la notification des cas de maladies contagieuses de l'homme constatés dans la région frontière belgo-luxembourgeoise, j'ai l'honneur de marquer par la présente lettre, à Votre Excellence, l'accord du Gouvernement belge et de lui faire savoir que les dispositions suivantes seront appliquées pour l'échange de communications qui aura lieu à ce sujet entre les Autorités des deux pays.

L'échange des communications visera tous les cas de peste, de choléra asiatique, de variole, de typhus exanthématique, de typhus récurrent, de fièvre typhoïde, de dysenterie épidémique, de diphtérie, de méningite cérébro-spinale épidémique, de rage humaine, de scarlatine, de septicémie puerpérale et d'encéphalite léthargique, pour autant que ces maladies aient été constatées dans une localité quelconque du Grand-Duché de Luxembourg ou dans la province de Luxembourg.

Les chiffres des cas de maladies seront donnés hebdomadairement (la semaine prenant cours le dimanche à 0 heure pour finir le samedi à 24 heures).

Les communications seront adressées par lettres affranchies au président du Collège médical résidant à Luxembourg par l'inspecteur d'hygiène pour la Province de Luxembourg résidant à Bovigny.

Par réciprocité, les communications à transmettre du Grand-Duché en Belgique seront adressées, aussi par lettres affranchies, par ledit président du Collège médical à l'inspecteur d'hygiène précité et au ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

Pour les cas où l'un des gouvernements intéressés aurait l'intention de dénoncer cet arrangement, il devra en donner notification écrite à l'autre gouvernement.

Les présentes dispositions ne portent pas atteinte aux prescriptions correspondantes des conventions sanitaires internationales déjà existantes.

Le présent arrangement entrera en vigueur le 24 mai 1928. A la même date, la Convention conclue en 1891 et les accords complémentaires de 1900 et 1910 relatifs au même objet cesseront d'être en vigueur.

Je saisis avec empressement cette occasion, Monsieur le Ministre d'Etat, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Monsieur Joseph Bech,
Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement grand-ducal,
Luxembourg.

(Signé) NIEUWENHUYS.

The present provisions shall not affect the corresponding stipulations of the international sanitary conventions already in force.

The present arrangement shall come into force on May 24, 1928. On the same date the Convention concluded in 1891 and the supplementary agreements of 1900 and 1910 on the same subject shall cease to have effect.

I have the honour, etc.

His Excellency Monsieur A. Nieuwenhuys,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Belgium,
Luxemburg.

(Signature)

II.

BELGIAN LEGATION.

LUXEMBURG, April 26, 1928.

SIR,

The Belgian Government and the Grand Ducal Government having decided to replace by a new arrangement the international agreement concluded in 1891 and amplified in 1900 and 1910 with respect to the notification of cases of infectious diseases of man reported in the region of the frontier between Belgium and Luxemburg, I have the honour, by this letter, to announce the Belgian Government's consent and to inform Your Excellency that the following arrangements will be adhered to in future as regards the exchange of notifications on this subject between the authorities of the two countries.

Notifications will be exchanged regarding all cases of plague, Asiatic cholera, smallpox, typhus, relapsing fever, typhoid fever, epidemic dysentery, diphtheria, epidemic cerebro-spinal meningitis, hydrophobia, scarlet fever, puerperal fever and encephalitis lethargica reported from any place in the Grand Duchy of Luxemburg or in the Province of Luxemburg.

Figures of cases will be given weekly (the week beginning and ending at midnight on the night between Saturday and Sunday).

The notifications will be sent by post, prepaid, to the President of the Medical College, resident at Luxemburg, by the Inspector of Public Health for the Province of Luxemburg, resident at Bovigny.

On the other side, notifications to be transmitted from the Grand Duchy to Belgium will be sent, also by post and prepaid, by the aforesaid President of the Medical College to the aforesaid Inspector of Public Health and to the Minister of the Interior and Public Health.

Should either of the Governments concerned desire to denounce this arrangement, notice must be given in writing to the other Government.

The present provisions shall not affect the corresponding stipulations of the international sanitary conventions already in force.

The present arrangement shall come into force on May 24, 1928. On the same date the Convention concluded in 1891 and the supplementary agreements of 1900 and 1910 on the same subject shall cease to have effect.

I have the honour, etc.

(Signed) NIEUWENHUYS.

Monsieur Joseph Bech,
Minister of State,
President of the Grand Ducal Government,
Luxemburg.

N° 2108.

ALLEMAGNE ET ITALIE

Accord pour la remise en vigueur de certaines conventions de droit international privé conclues à La Haye. Signé à Rome, le 23 mars 1928.

GERMANY AND ITALY

Agreement regarding the putting into force again of certain Conventions of Private International Law concluded at The Hague. Signed at Rome, March 23, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2108. — ACCORDO ¹ PER RIMETTERE IN VIGORE ALCUNE CONVENZIONI DELL'AJA IN MATERIA DI DIRITTO INTERNAZIONALE PRIVATO TRA LA GERMANIA E L'ITALIA. FIRMATO A ROMA, IL 23 MARZO 1928.

*Textes officiels allemand et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 juillet 1929.*

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO, animati dal desiderio di rimettere in vigore, tra l'Italia e la Germania, alcune convenzioni dell'Aja, in materia di diritto internazionale privato, hanno risoluto di concludere a tale fine un accordo ed hanno nominato come loro plenipotenziari:

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA:

S. E. il Cavaliere Benito MUSSOLINI, Primo Ministro, Ministro degli Affari Esteri;

IL PRESIDENTE DEL REICH GERMANICO:

S. E. il Barone Costantino VON NEURATH, Ambasciatore di Germania presso Sua Maestà il Re d'Italia;

I quali, dopo aver esaminato i loro pieni poteri ed averli trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1.

Sono rimesse in vigore, fra l'Italia e la Germania, le seguenti convenzioni dell'Aja, in materia di diritto internazionale privato:

1° Convenzione ² per regolare i conflitti di legge in materia di matrimonio, del 12 giugno 1902;

2° Convenzione ³ per regolare i conflitti di legge e di giurisdizione in materia di divorzio e di separazione personale, del 12 giugno 1902;

3° Convenzione ⁴ concernente i conflitti di leggi relative agli effetti del matrimonio sui diritti e doveri dei coniugi nei loro rapporti personali e sui loro beni, del 17 luglio 1905;

4° Convenzione ⁵ concernente l'interdizione e le misure analoghe di protezione, del 17 luglio 1905.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 22 juillet 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 706.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 715.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 480.

⁵ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VI, page 490.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2108. — VERTRAG ¹ WEGEN DER WIEDERINKRAFTSETZUNG EINIGER HAAGER ABKOMMEN ÜBER DAS INTERNATIONALE PRIVATRECHT IM VERHÄLTNIS ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND ITALIEN. GEZEICHNET IN ROM, AM 23. MÄRZ 1928.

Italian and German official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 30, 1929.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN UND DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, von dem Wunsche beseelt, einige Haager Abkommen über das internationale Privatrecht im Verhältnis zwischen Italien und Deutschland wieder in Kraft zu setzen, haben zu diesem Zwecke beschlossen, einen Vertrag zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON ITALIEN :

S. E. den Premierminister und Minister der Auswärtigen Angelegenheiten, Herrn Benito MUSSOLINI ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

S. E. den Deutschen Botschafter bei Seiner Majestät dem König von Italien, Herrn Constantin Freiherrn VON NEURATH ;

Die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, ueber folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Im Verhältnis zwischen Italien und Deutschland treten folgende Haager Abkommen ueber das internationale Privatrecht wieder in Kraft :

1. Abkommen² zur Regelung des Geltungsbereichs der Gesetze auf dem Gebiete der Eheschliessung vom 12. Juni 1902,

2. Abkommen³ zur Regelung des Geltungsbereichs der Gesetze und des Gerichtsberkeit auf dem Gebiete der Ehescheidung und der Trennung von Tisch und Bett vom 12. Juni 1902,

3. Abkommen⁴ betreffend den Geltungsbereich des Gesetzes in Ansehung der Wirkungen der Ehe auf die Rechte und Pflichten der Ehegatten in ihren persönlichen Beziehungen und auf das Vermögen der Ehegatten vom 17. Juli 1905,

4. Abkommen⁵ über die Entmündigung und gleichartige Fürsorgemassregeln vom 17. Juli 1905.

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, July 22, 1929.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 411.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 416.

Articolo 2.

Il presente Accordo sarà ratificato al più presto possibile e le ratifiche saranno scambiate in Roma.

Esso entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i plenipotenziari suddetti hanno firmato il presente Accordo.

Fatto in doppio originale, in italiano ed in tedesco, i due testi facendo egualmente fede.

ROMA, addì 23 marzo 1928.

Per l'Italia :
(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Per la Germania :
(L. S.) C. VON NEURATH.

Artikel 2.

Dieser Vertrag soll sobald wie möglich ratifiziert werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Rom ausgetauscht werden.

Der Vertrag soll am Tage der Ratifikation in Kraft treten.

Zu Urkunde dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in italienischer und deutscher Sprache mit der Massgabe, dass beide Texte die gleiche Geltung haben.

ROM, den 23. März 1928.

Für Italien :
(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Für Deutschland :
(L. S.) C. VON NEURATH.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 24 juillet 1929. VII^o.

Grandi.

¹ TRADUCTION.

N^o 2108. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE POUR LA REMISE EN VIGUEUR DE CERTAINES CONVENTIONS DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ CONCLUES A LA HAYE. SIGNÉ A ROME, LE 23 MARS 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, animés du désir de remettre en vigueur, entre l'Italie et l'Allemagne, certaines conventions de droit international privé signées à La Haye, ont résolu de conclure à cet effet un accord et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. Ex. le Chevalier Benito MUSSOLINI, premier ministre, ministre des Affaires étrangères.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

S. Ex. le Baron Constantin VON NEURATH, ambassadeur d'Allemagne auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Sont remises en vigueur, entre l'Italie et l'Allemagne, les conventions suivantes de La Haye, concernant le droit international privé :

- 1^o Convention du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois en matière de mariage ;
- 2^o Convention du 12 juin 1902 pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps ;
- 3^o Convention du 17 juillet 1905 concernant les conflits de lois relatives aux effets du mariage sur les droits et les devoirs des conjoints dans leurs rapports personnels et sur leurs biens ;
- 4^o Convention du 17 juillet 1905 concernant l'interdiction et les mesures de protection et les mesures de protection analogues.

Article 2.

Le présent accord sera ratifié le plus tôt possible et les instruments de ratification seront échangés à Rome.

Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires désignés ci-dessus ont signé le présent accord.

Fait en double original, en italien et en allemand, les deux textes faisant également foi.

ROME, le 23 mars 1928.

Pour l'Italie :
(L. S.) Benito MUSSOLINI.

Pour l'Allemagne :
(L. S.) C. VON NEURATH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2108. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND ITALY
REGARDING THE PUTTING INTO FORCE AGAIN OF CERTAIN
CONVENTIONS OF PRIVATE INTERNATIONAL LAW CONCLUDED
AT THE HAGUE. SIGNED AT ROME, MARCH 23, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, desiring to put into force again between Italy and Germany, certain Hague Conventions regarding international private law, have for this purpose decided to conclude an Agreement, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Signor Benito MUSSOLINI, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

His Excellency Herr Constantin Freiherr VON NEURATH, German Ambassador to His Majesty the King of Italy ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The following Hague Conventions regarding international private law shall again enter into force between Italy and Germany :

- (1) The Convention of June 12th, 1902, to settle conflicts of law in regard to marriage ;
- (2) The Convention of June 12th, 1902, to settle conflicts of law and jurisdiction relating to divorce and judicial separation ;
- (3) The Convention of July 17th, 1905, concerning conflicts of law relating to the effects of marriage on the rights and duties of the marriage partners in their personal relations, and to the property of the marriage partners ;
- (4) The Convention of July 17th, 1905, concerning the deprivation of rights and similar protective measures.

Article 2.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome.

It shall enter into force as from the date of its ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries mentioned above have signed this Agreement.

Done in duplicate in Italian and German, both texts being equally valid.

ROME, March 23, 1928.

For Italy :

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

For Germany :

(L. S.) C. VON NEURATH.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2109.

CHINE ET ITALIE

Traité préliminaire d'amitié et de commerce, signé à Nankin, le 27 novembre 1928, avec échange de notes de la même date et déclarations y relatives.

CHINA AND ITALY

Preliminary Treaty of Amity and Commerce, signed at Nanking, November 27, 1928, with Exchange of Notes of the same date and Declarations relating thereto.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2109. — TRATTATO¹ PRELIMINARE DI AMICIZIA E COMMERCIO
FRA LA REPUBBLICA CINESE E IL REGNO D'ITALIA. FIRMATO
A NANCHINO IL 27 NOVEMBRE 1928.

*Textes officiels chinois, italien et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} août 1929.*

IL REGNO D'ITALIA e LA REPUBBLICA CINESE, entrambi animati dal desiderio di rafforzare i rapporti di amicizia che felicemente sussistono tra i due Paesi, e con l'intento di intensificare e consolidare le loro relazioni commerciali, hanno deciso di concludere un Trattato preliminare di Amicizia e Commercio ed hanno all'uopo nominato loro Plenipotenziari :

SUA MAESTA' IL RE D'ITALIA :

Il signor Daniele VARÈ, Commendatore dell'Ordine della Corona d'Italia, Ufficiale dell'Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Ministro Plenipotenziario e Inviato Straordinario di Sua Maestà il Re d'Italia in Cina ;

E SUA ECCELLENZA IL PRESIDENTE DEL GOVERNO NAZIONALE DELLA REPUBBLICA CINESE :

Sua Eccellenza il dottore Chengting T. WANG, Ministro degli Affari Esteri del Governo Nazionale della Repubblica Cinese ;

i quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i loro rispettivi pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto nei seguenti articoli :

Articolo 1.

Le due Alte Parti Contraenti stabiliscono di comune accordo che la tariffa doganale e tutte le questioni che ad essa si riferiscono saranno regolate dalle rispettive legislazioni nazionali.

Viene altresì stipulato che ciascuna delle Alte Parti Contraenti godrà nel territorio dell'altra, in materia doganale ed affine, di trattamento che non sia in alcun modo meno favorevole di quello accordato a qualsiasi altro paese.

I nazionali di ciascuna delle Alte Parti Contraenti non potranno essere costretti, sotto qualsiasi pretesto, a pagare nei territori dell'altra Parte, alcun dritto, dazio interno o tassa sulle loro importazioni ed esportazioni di merci, diversi o più alti di quelli pagati dai nazionali del paese o da quelli di qualsiasi altro paese.

Articolo 2.

I nazionali di ciascuna delle Alte Parti Contraenti saranno soggetti nei territori dell'altra Parte alle leggi e alla giurisdizione dei Tribunali di quella Parte, presso i quali Tribunali avranno libero e facile accesso per la difesa dei loro diritti.

¹ La notification de ratification a eu lieu à Nankin, le 21 mai 1929.

No. 2109. — PRELIMINARY TREATY¹ OF AMITY AND COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE KINGDOM OF ITALY. SIGNED AT NANKING, NOVEMBER 27, 1928.

*Chinese, Italian and English official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Treaty took place August 1st, 1929.*

THE KINGDOM OF ITALY and THE REPUBLIC OF CHINA, being equally animated by the desire to strengthen the ties of friendship which happily subsist between the two countries and to promote and consolidate their commercial relations, have resolved to conclude a Preliminary Treaty for Amity and Commerce, and have, for this purpose, named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Daniele VARÈ, Commander of the Order of the Crown of Italy, Officer of the Order of SS. Maurice and Lazarus, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy to China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the National Government of the Republic of China ;

Who, having met and communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The two High Contracting Parties agree that the customs tariff and all matters related thereto shall be regulated exclusively by their respective national legislations.

It is further agreed that each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other, with regard to customs and all related matters, treatment in no way less favourable than the treatment accorded to any other country.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall not be compelled, under any pretext whatever, to pay within the territories of the other Party any duties, internal charges or taxes upon the importation or exportation of goods, other or higher than those paid by the nationals of the country or by the nationals of any other country.

Article 2.

The nationals of each of the two High Contracting Parties shall be subject, in the territory of the other Party, to the laws and jurisdiction of the law courts of that Party, to which they shall have free and easy access for the enforcement and defence of their rights.

¹ The notification of ratification took place at Nanking, May 21, 1929.

Articolo 3.

Le due Alte Parti Contraenti hanno deciso di iniziare appena possibile negoziati per la conclusione di un Trattato di Amicizia, Commercio e Navigazione, basato sui principii di assoluta eguaglianza e trattamento non discriminatorio nei loro rapporti commerciali, nonchè di mutuo rispetto della sovranità.

Articolo 4.

Il presente Trattato è esteso in duplice copia e nelle lingue italiane, cinese ed inglese. In caso di differenze di significato, il testo inglese farà fede.

Articolo 5.

Il presente Trattato sarà ratificato appena possibile ed entrerà in vigore il giorno in cui i Governi delle due Alte Parti Contraenti si saranno notificate a vicenda le avvenute ratifiche.

In fede di che, i plenipotenziari rispettivi hanno firmato e sigillato il presente Trattato.

Fatto in Nanchino, addì ventisette novembre 1928 (Anno settimo dell'Era Fascista) corrispondente al giorno ventisettesimo dell'undicesimo mese dell'anno diciassettesimo della Repubblica Cinese.

(L. S.) Daniele VARÈ.
Plenipotenziario e Inviato straordinario
e Ministro plenipotenziario
di Sua Maestà il Re d'Italia in Cina.

(L. S.) Chenting T. WANG.
Plenipotenziario e Ministro
degli Affari Esteri del Governo Nazionale
della Repubblica Cinese.

ANNESSE I.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI.

NANCHINO, 27 novembre 1928.

SIGNOR MINISTRO,

In nome del Governo nazionale della Repubblica Cinese ho l'onore di dichiarare che l'articolo II del Trattato firmato oggi tra la Cina e l'Italia dovrà intendersi come avente effetto dal primo gennaio 1930. Prima di tale data il Governo cinese prenderà particolareggiati accordi col Governo italiano per l'assunzione da parte della Cina della giurisdizione sui sudditi italiani. Ove non si raggiungano tali accordi entro la data sopramenzionata, i sudditi italiani saranno soggetti alle leggi e alla giurisdizione cinese dalla data che sarà fissata dalla Cina dopo che essa avrà aggiunto un accordo circa l'abolizione dell'extraterritorialità con tutte le Potenze firmatarie dei Trattati di Washington, restando convenuto che tale data dovrà essere applicabile a tutte le dette Potenze.

Per « Potenze firmatarie dei Trattati di Washington » dovranno intendersi quelle Potenze, all'infuori della Cina, che parteciparono direttamente alla discussione sulle questioni del Pacifico e del l'Estremo Oriente nella Conferenza sulla Limitazione degli Armamenti tenutasi a Washington nel 1921-22.

Colgo l'occasione per rinnovare a Vostra Eccellenza gli atti della mia più alta considerazione.

Sua Eccellenza
il Commendatore Daniele Varè,
R. Ministro d'Italia,
in Cina.

Chenting T. WANG.

Article 3.

The two High Contracting Parties have decided to enter as soon as possible into negotiations for the purpose of concluding a Treaty of Commerce and Navigation based on the principles of absolute equality and non-discrimination in their commercial relations and mutual respect for sovereignty.

Article 4.

The present Treaty has been drawn up in two copies in the Chinese, Italian and English languages. In the event of there being any difference of meaning, the English text shall be held to prevail.

Article 5.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible and shall come into force on the day on which the two Governments shall have notified each other that the ratification has been effected.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at Nanking this twenty-seventh day of November, nineteen hundred and twenty-eight (the seventh year of the Fascist Era), corresponding to the twenty-seventh day of the eleventh month of the seventeenth year of the Republic of China.

(Seal) Daniele VARÈ.

*Plenipotentiary and Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary of His
Majesty the King of Italy to China.*

(Seal) Chengting T. WANG.

*Plenipotentiary and Minister for Foreign
Affairs of the National Government
of the Republic of China.*

ANNEX I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

NANKING, *November 27, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article 2 of the Treaty signed this day between China and Italy shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Italian Government for the assumption by China of jurisdiction over Italian subjects. Failing such arrangements on the said date, Italian subjects shall be amenable to Chinese laws and jurisdiction from a date to be fixed by China, after having come to an agreement for the abolition of extraterritoriality with all the Powers signatory of the Washington Treaties, it being understood that such a date shall be applicable to all such Powers.

By " Powers signatory of the Washington Treaties " shall be meant those Powers, other than China, which directly participated in the discussion of Pacific and Far Eastern Questions in the Conference on the Limitation of Armaments held in Washington in 1921-22.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Chengting T. WANG.

His Excellency
M. Daniele Varè,
Italian Minister to China,
Nanking.

NANCHINO, 27 novembre 1928. (Anno VII.)

SIGNOR MINISTRO,

Ho l'onore di accusare ricevuta della nota di Vostra Eccellenza in data odierna del tenore seguente :

« In nome del Governo Nazionale della Repubblica Cinese ho l'onore di dichiarare che l'articolo II del Trattato firmato oggi tra la Cina e l'Italia dovrà intendersi come avente effetto dal primo gennaio 1930. Prima di tale data il Governo cinese prenderà particolari accordi col Governo italiano per l'assunzione da parte della Cina della giurisdizione sui sudditi italiani. Ove non si raggiungano tali accordi entro la data sopramenzionata, i sudditi italiani saranno soggetti alle leggi e alla giurisdizione cinese dalla data che sarà fissata dalla Cina dopo che essa avrà raggiunto un accordo circa l'abolizione dell'extraterritorialità con tutte le Potenze firmatarie dei Trattati di Washington, restando convenuto che tale data dovrà essere applicabile a tutte le dette Potenze.

« Per « Potenze firmatarie dei Trattati di Washington » dovranno intendersi quelle Potenze, all'infuori della Cina, che parteciparono direttamente alla discussione sulle questioni del Pacifico e dell'Estremo Oriente nella Conferenza sulla Limitazione degli Armiamenti tenutasi a Washington nel 1921-22 ».

Ho l'onore di dichiarare che il Governo italiano è perfettamente di accordo con quanto sopra.

Colgo l'occasione per rinnovare a Vostra Eccellenza gli atti della mia più alta considerazione.

Daniele VARÉ.

Sua Eccellenza
il Dottor Chengting T. Wang,
Ministro degli Affari Esteri,
Nanchino.

ANNESSE II.

DICHIARAZIONE.

Ho l'onore di dichiarare che il primo gennaio 1930 o prima di quella data, il Codice Civile e quello di Commercio, in aggiunta agli altri Codici e Leggi ora vigenti, saranno debitamente promulgati dal Governo Nazionale della Repubblica Cinese.

Chengting T. WANG.

ANNESSE III.

DICHIARAZIONE.

In nome del Governo Nazionale della Repubblica Cinese ho l'onore di dichiarare che quando i sudditi italiani in Cina avranno cessato di godere del privilegio della giurisdizione consolare e di altri speciali privilegi, e quando le relazioni fra i due paesi saranno su un piede di perfetta eguaglianza il Governo Cinese, in vista del fatto che i Cinesi, salvo limitazioni prescritte da leggi e regolamenti italiani, godono del diritto di risiedere, commerciare e acquistare proprietà in qualsiasi parte del territorio italiano, accorderà gli stessi diritti ai sudditi italiani in Cina, con quelle limitazioni che saranno prescritte nelle sue leggi e nei suoi regolamenti.

Chengting T. WANG.

NANKING, *November 27, 1928* (VII).

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of today's date which reads as follows :

" In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to state that Article 2 of the Treaty signed this day between China and Italy shall be understood to begin to be operative on January 1st, 1930. Before such date the Chinese Government will make detailed arrangements with the Italian Government for the assumption by China of jurisdiction over Italian subjects. Failing such arrangements on the said date, Italian subjects shall be amenable to Chinese laws and jurisdiction from a date to be fixed by China, after having come to an agreement for the abolition of extra-territoriality with all the Powers signatory of the Washington Treaties, it being understood that such a date shall be applicable to all such Powers.

By " Powers signatory of the Washington Treaties " shall be meant those Powers, other than China, which directly participated in the discussion of Pacific and Far Eastern Questions in the Conference on the Limitation of Armaments held in Washinton in 1921-22 "

I have the honour to state that the Italian Governments is in full agreement with the above statements.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Daniele VARÈ.

His Excellency
Dr Chengting T. Wang,
Minister for Foreign Affairs,
Nanking.

ANNEX II.

DECLARATION.

I have the honour to declare that on or before January 1st, 1930, the Civil Code and the Commercial Code, in addition to other codes and laws now in force, will be duly promulgated by the National Government of the Republic of China.

Chengting T. WANG.

ANNEX III.

DECLARATION.

In the name of the National Government of the Republic of China, I have the honour to declare that, when Italian subjects cease to enjoy the privileges of consular jurisdiction and other special privileges, and when the relations between the two countries are on a footing of perfect equality, the Chinese Government, in view of the fact that Chinese citizens, subject to the limitations prescribed in Italian laws and regulations, enjoy the right to live and trade and to acquire property in any part of the Italian territory, will grant the same rights to Italian subjects in China, subject to the limitations to be prescribed in its laws and regulations.

Chengting T. WANG.

ANNESSO IV.

DICHIARAZIONE COLLETTIVA.

Resta convenuto che i sudditi italiani in Cina e i cittadini cinesi in Italia pagheranno d'ora innanzi quelle tasse ed imposte previste dalle leggi e dai regolamenti debitamente promulgati dai Governi cinese e italiano rispettivamente, a condizione tuttavia che tali tasse ed imposte non siano di natura diversa o di misura più alta di quelle pagate dai nazionali di qualsiasi altro paese.

Daniele VARÈ.

Chengting T. WANG.

ANNEX IV.

JOINT DECLARATION.

It is understood that Italian subjects in Chinese territories and Chinese citizens in Italian territories shall hereafter pay such taxes or imposts as may be prescribed in the laws and regulations duly promulgated by the Chinese and the Italian Governments respectively, provided that such taxes or imposts are not other or higher than those paid by the nationals of any other country.

Daniele VARÈ.

Chengting T. WANG.

Copie certifiée conforme :

Le Ministère des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 15 juillet 1929. VII^o.

Mussolini.

附件四

共同聲明書

茲議定在中國之義國人民及在義國之中國人民嗣後應依照各所在國政府頒布之法律章程完納各種稅款及徵收但該項稅款及徵收不得較高或稍異於他國人民所完納者

簽名

Daniel Varé

簽名

王正廷

附件三

聲明書

本部長茲以中華民國國民政府名義聲明義國人民在中國停止享受領事裁判權及其他特權并兩國之關係達於完全平等地位之後中國政府鑒於中國人民於義國法律章程範圍之內在義國領土之任何區域內享有居住營業及土地權故允許義國人民在中國享有同樣權利但仍得以法律及章程限制之

簽名 王正廷

附件二

聲明書

本部長茲聲明中華民國國民政府於民國十九年一月一日或是日以前除現已施行之法典及法律外頒布民法商法

簽名 王正廷

指一九二一年至一九二二年華盛頓會議時直接參與討論太平洋及遠東問題之各國(中國除外)等由本公使對於上開各節聲明本國政府完全同意相應照復

貴部長查照為荷須至照會者

右 照 會

簽名 *Daniela Lore*

大中華民國外交部長王

西曆一九二八年十一月二十七日

大義大利國欽命駐華全權公使華蕾
照復事接准

為

貴部長本日照會內開本部長茲以中華民國國民政府名義聲明中義兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九年一月一日起發生效力在是日前中國政府與義國政府訂定中國對於義國人民行使法權之詳細辦法如該項辦法屆時尚未訂定則中國與簽訂華盛頓條約國議定取消領事裁判權之後定一日期自該日期始義國人民受中國法律及法院之管轄但該日期應於各該國一律適用上述華盛頓條約國係

該國一律適用

上述華盛頓條約國係指一九二一年至一九二二年華盛頓會議時直接參與討論太平洋及遠東問題之各國(中國除外)相應照請

貴公使查照為荷須至照會者

右 照 會

大義大利國欽命駐華全權公使華蕾

大中華民國十七年十一月二十七日

簽名 王正廷

附件一

換文

大中華民國外交部長王

為

照會事本部長茲以中華民國國民政府名義聲明中義兩國本日簽訂之條約其第二條於民國十九年一月一日起發生效力在是日前中國政府與義國政府訂定中國對於義國人民行使法權之詳細辦法如該項辦法屆時尚未訂定則中國與簽訂華盛頓條約國議定取消領事裁判權之後定一日期自該日期始義國人民受中國法律及法院之管轄但該日期應於各

大義大利國欽命駐華全權公使
大中華民國全權代表外交部長

印 印

簽名 *Samuele Vanni*
簽名 王正廷

利應有向法院陳訴之自由及便利

第三條 兩締約國決定於最短期內根據完全平等互尊重主權及兩國商業上無歧視之各原則議訂一通商航海條約

第四條 本條約用義中英三國文字各繕二份如遇意思不同之處應以英文為準

第五條 本條約應於最短期內批准自兩國政府互相通知批准之日起本約發生效力為此兩全權代表將本約簽字蓋印以昭信守

西歷一九二八年十一月二十七日
大中華民國十七年十月二十七日 在南京簽訂

第一條 兩締約國約定關於關稅及其關係事項完全以各本國國內法規之兩締約國又約定對於關稅及其關係事項此締約國在彼締約國領土內應享受之待遇不得次於任何他國享受之待遇

此締約國在本國領土內不得有何藉口對於彼締約國人民貨物之進口或出口徵收較高或異於本國人民或任何他國人民所完納之關稅內地稅或任何稅款

第二條 此締約國人民在彼締約國領土內應受彼締約國法律及法院之管轄但為行使及防衛其權

N° 2109.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

中義友好通商條約

大義大利國因咸欲鞏固兩國間幸有之睦誼并增進
大中華民國及固結彼此商業關係起見為此決定先訂一友好通
商條約特派全權代表如左

大義大利國大君主特派

大義大利國欽命駐華全權公使華蕾

大中華民國國民政府主席特派

大中華民國國民政府外交部長王正廷

兩全權代表各將所奉全權證書互相校閱均屬妥善
議定條款如左

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2109. — TRAITÉ PRÉLIMINAIRE D'AMITIÉ ET DE COMMERCE
ENTRE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ET LE ROYAUME D'ITALIE.
SIGNÉ A NANKIN, LE 27 NOVEMBRE 1928.

LE ROYAUME D'ITALIE et LA RÉPUBLIQUE CHINOISE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui existent déjà heureusement entre les deux États, et de développer et affermir leurs relations commerciales, ont résolu de conclure un traité préliminaire d'amitié et de commerce et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Daniele VARÈ, commandeur de l'Ordre de la Couronne d'Italie, officier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Sa Majesté le Roi d'Italie en Chine ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

Son Excellence le Docteur Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères du Gouvernement national de la République chinoise ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que le tarif douanier et toutes les questions qui s'y rapportent seront exclusivement réglés par leurs législations nationales respectives.

Il est, en outre, entendu qu'en matière de douane et toutes matières connexes, chaque Partie contractante jouira, dans le territoire de l'autre, d'un traitement qui ne sera, à aucun égard, moins favorable que le traitement accordé à tout autre pays.

Les nationaux de chaque Haute Partie contractante ne seront, sous aucun prétexte, assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à des droits, charges intérieures ou taxes d'importation ou d'exportation sur les marchandises, autres ou plus élevés que ceux qui sont acquittés par les nationaux du pays en question ou de tout autre pays.

Article 2.

Les nationaux de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, aux lois et à la juridiction des tribunaux de cette Partie et auront libre et facile accès auxdits tribunaux pour la défense de leurs droits.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Les deux Hautes Parties contractantes sont convenues d'entamer aussitôt que possible des négociations en vue de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation. Ce traité sera fondé sur les principes de l'égalité absolue et du traitement non discriminatoire dans leurs rapports commerciaux, ainsi que du respect mutuel de la souveraineté.

Article 4.

Le présent traité a été établi en double expédition, en langues italienne, chinoise et anglaise. En cas de divergence de sens, le texte anglais fera foi.

Article 5.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le jour où les deux gouvernements se seront notifié l'un à l'autre que la ratification a eu lieu.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin le 27 novembre 1928 (an VII de l'ère fasciste) correspondant au vingt-septième jour du onzième mois de la dix-septième année de la République chinoise.

(L. S.) DANIELE VARÈ.

*Plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi d'Italie en Chine.*

(L. S.) CHENGTING T. WANG.

*Plénipotentiaire et Ministre des Affaires
étrangères du Gouvernement national
de la République chinoise.*

ANNEXE I

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

NANKIN, le 27 novembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer qu'il doit être entendu que l'article 2 du Traité qui a été signé ce jour entre la Chine et l'Italie produira ses effets à partir du 1er janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois conclura des arrangements de détail avec le Gouvernement italien pour le transfert à la République chinoise de la juridiction sur les ressortissants italiens. Au cas où, à cette date, lesdits arrangements n'auraient pas encore été conclus, les ressortissants italiens seront assujettis aux lois et à la juridiction chinoise à partir d'une date qui sera fixée par la Chine après qu'un accord sera intervenu entre cette dernière et toutes les Puissances signataires des traités de Washington au sujet de l'abolition de l'exterritorialité, et étant entendu que la date en question sera applicable à toutes les Puissances nommées.

Par « Puissances signataires des traités de Washington », il conviendra d'entendre toutes les puissances, autres que la Chine, qui ont pris part directement à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence sur la limitation des armements tenue à Washington en 1921-1922.

Je saisis cette occasion, etc.

Chengting T. WANG.

Son Excellence
le Commandeur Daniele Varè,
Ministre de Sa Majesté le Roi
d'Italie en Chine.
Nankin.

NANKIN, le 27 novembre 1928 (An VII).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence, en date de ce jour, qui est ainsi libellée :

« Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer qu'il doit être entendu que l'article 2 du traité qui a été signé aujourd'hui entre la Chine et l'Italie produira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1930. Avant cette date, le Gouvernement chinois conclura des arrangements de détail avec le Gouvernement italien pour le transfert à la République chinoise de la juridiction sur les ressortissants italiens. Au cas où, à cette date, lesdits arrangements n'auraient pas encore été conclus, les ressortissants italiens seront assujettis aux lois et à la juridiction chinoises à partir d'une date fixée par la Chine après qu'un accord sera intervenu entre cette dernière et toutes les Puissances signataires des traités de Washington au sujet de l'abolition de l'exterritorialité, et étant entendu que la date en question sera applicable à toutes les Puissances nommées.

Par « Puissances signataires des traités de Washington », il conviendra d'entendre toutes les puissances, autres que la Chine, qui ont pris part directement à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence sur la limitation des armements tenue à Washington en 1921-1922. »

J'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement italien accepte entièrement les dispositions qui précèdent.

Je saisis cette occasion, etc.

Daniele VARÈ.

Son Excellence
le Docteur Chengting T. Wang,
Ministre des Affaires étrangères,
Nankin.

ANNEXE II

DECLARATION

J'ai l'honneur de déclarer que le premier janvier 1930 ou avant cette date, le Gouvernement national de la République chinoise promulguera en bonne et due forme le Code Civil et le Code de Commerce de la République chinoise, qui viendront s'ajouter aux autres codes et lois actuellement en vigueur.

Chengting T. WANG.

ANNEX III

DÉCLARATION

Au nom du Gouvernement national de la République chinoise, j'ai l'honneur de déclarer que, lorsque les ressortissants italiens en Chine auront cessé de jouir des privilèges de la juridiction consulaire et autres privilèges spéciaux et que les deux pays se trouveront sur un pied de parfaite égalité,

le Gouvernement chinois, en considération du fait que les Chinois, sous réserve des limitations établies par les lois et règlements italiens, jouissent du droit de résider, d'exercer le commerce et d'acquérir des biens dans toute l'étendue du territoire italien, accordera les mêmes droits aux ressortissants italiens en Chine, sous réserve des limitations qui seront établies dans ses lois et règlements.

Chengting T. WANG.

ANNEXE IV

DÉCLARATION COMMUNE

Il est convenu que les ressortissants italiens en Chine et les nationaux chinois en Italie acquitteront dorénavant les taxes et impôts prévus par les lois et règlements dûment promulgués par les Gouvernements chinois et italien respectivement, à condition que lesdites taxes et lesdits impôts ne soient pas autres ou plus élevés que les taxes et impôts acquittés par les nationaux de tout autre pays.

Daniele VARÉ

Chengting T. WANG.

N° 2110.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

**Convention concernant la navigation
aérienne. Signée à Berlin, le
23 janvier 1929.**

GERMANY AND NORWAY

**Convention regarding Aerial Navi-
gation. Signed at Berlin, Janu-
ary 23, 1929.**

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 2110. — OVERENSKOMST¹ ANGAAENDE LUFTFART MELLEM
DET TYSKE RIKE OG NORGE. UNDERTEGNET I BERLIN, DEN
23 JANUAR, 1929.

Textes officiels allemand et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 août 1929.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og DET TYSKE RIKES PRESIDENT, som på samme måte er overbevist om, at det er i Norges og Tysklands gjensidige interesse å fremme de internasjonale luftfartforbindelser i fredelig ånd, har besluttet å inngå en overenskomst i dette øiemed, og har opnevnt til sine befullmektigede :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Herr Arne SCHEEL, Sin Overordentlige Sendemann og befullmektigede Minister,

DET TYSKE RIKES PRESIDENT :

Herr Dr. Carl VON SCHUBERT, Statssekretær i Utenriksministeriet,

der, efter å ha utvekslet sine fullmakter og funnet disse i god og behørig form, er kommet overens om følgende bestemmelser :

Artikkel 1.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter tilstår i fredstid den annen Kontraherende Parts luftfartøier, som er registrert på foreskreven måte og som overholder bestemmelsene i nærværende avtale, rett til luftfart over sitt område.

Oprettelse og drift av regelmessige lufruter ved et luftfartsforetagende tilhørende den ene av de Høie Kontraherende Parter inn i eller gjennom den annen Parts område skal være betinget av en særavtale mellom de høieste luftfartsmyndigheter i de to stater.

Som område i denne overenskomsts forstand ansees Norge på den ene side og Tyskland på den annen side, idet sjøterritoriene i begge tilfelle skal være medregnet.

Som luftfartøier i denne traktats forstand gjelder private luftfartøier og de offentlige luftfartøier, som ikke benyttes av militær-, toll- eller politivesenet.

Artikkel 2.

Den ene Kontraherende Parts luftfartøier, deres besetning, ladning og passasjerer er, mens de opholder sig på den annen stats område, underkastet de forpliktelser, som er en følge av de i

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Oslo, le 10 juillet 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2110. — ABKOMMEN¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NORWEGEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 23. JANUAR 1929.

German and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs and the German Consul-General at Geneva. The registration of this Convention took place August 2, 1929.

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON NORWEGEN und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Norwegens und Deutschlands liegt, die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zwecke ein Abkommen zu schliessen, und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG VON NORWEGEN :

Herrn Arne SCHEEL, Seinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister,

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Carl VON SCHUBERT, Staatssekretär des Auswärtigen Amts,

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr in seinem Gebiete.

Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftlinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Hohen Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg unterliegt einer Sondervereinbarung zwischen den obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt Norwegen einerseits, Deutschland andererseits, in beiden Fällen einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Abkommens gelten die privaten Luftfahrzeuge und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär-, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge verwendet werden.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung, Ladung und Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in

¹ The exchange of ratifications took place at Oslo, July 10, 1929.

denne stat til enhver tid gjeldende bestemmelser, særlig de almindelige bestemmelser angående luftfart, såfremt disse finner anvendelse på alle fremmede luftfartøier uten hensyn til nasjonalitet, videre bestemmelsene angående toll- og andre avgifter, inn- og utførselsforbud, befordring av gods og personer, den offentlige orden og sikkerhet, sundhetsvesen, samt passbestemmelsene. De er også underkastet de øvrige forpliktelser som er en følge av den til enhver tid gjeldende almindelige lovgivning, såfremt nærværende avtale ikke bestemmer noget annet.

Den erhvervsmessige befordring av personer og gods mellom to punkter innenfor dens eget statsområde kan forbeholdes hjemlandets luftfartøier.

De driftsstoffer som ved innreisen befinner sig ombord på begge de Høie Kontraherende Parter luftfartøier er tollfri, med undtagelse av de driftsstoffer som fra et luftfartøi på den annen Høie Kontraherende Parts område avgis eller benyttes der til rent innenlandske flyvninger.

Artikkel 3.

Begge Kontraherende Parter kan forby luftfart over visse soner av sitt område, ifall der i denne henseende ikke gjøres forskjell mellom hjemlandets fartøier og fartøier fra den annen stat.

Denne innskrenkning gjelder ikke for de luftfartøier som blir brukt i særskilt øiemed i statens tjeneste i det land, hvor de hører hjemme.

Det skal meddeles den annen Kontraherende Part over hvilke deler av området luftfart er forbudt.

Dessuten forbeholder hver av de Kontraherende Parter sig rett til under usedvanlige omstendigheter i fredstid midlertidig, helt eller delvis, å innskrenke eller forby luftfart over sitt område, idet en sådan bestemmelse trer i kraft straks.

Artikkel 4.

Ethvert luftfartøi som kommer inn over en sone, over hvilken flyvning er forbudt, skal avgi det nødsignal, som er foreskrevet i bestemmelsene om luftfart i den stat, over hvilken flyvningen finner sted, og snarest mulig gå ned på nærmeste flyveplass utenfor den forbudte sone i denne stat.

Den samme forpliktelse påhviler et luftfartøi som under flyvning over forbudt område, ved særskilte signaler blir gjort oppmerksom herpå.

Artikkel 5.

Luftfartøiene må ha tydelige og godt synlige merker som tillater deres identifisering under flyvningen (nasjonalitets- og registreringsmerker). De skal derhos bære eierens navn og bopel.

Luftfartøiene skal også være forsynt med beviser angående deres registrering og luftdyktighet og videre med alle øvrige dokumenter som i deres hjemland er foreskrevet med hensyn til luftfarten.

Luftfartøiene skal videre være forsynt med en bevidnelse for at der til sikkerhet for erstatningskrav, som er opstått for skade på personer eller ting utenfor luftfartøiet som følge av luftfartøiets drift på den Kontraherende Parts område, som luftfartøiet ikke tilhører, er tegnet ansvarsforsikring, eller at der er stillet sikkerhet ved deponering av penger eller verdipapirer.

Artikkel 6.

Besetningens medlemmer som ombord på luftfartøiet utøver en virksomhet, som i deres hjemland er avhengig av en særskilt tillatelse, skal være forsynt med de legitimasjonspapirer, som

diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung, über Gesundheitswesen, sowie den Passvorschriften. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Die gewerbmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die bei der Einreise an Bord von Luftfahrzeugen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile befindlichen Betriebsstoffe sind zollfrei, ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiete des anderen Hohen Vertragschliessenden Teils abgegeben oder dort zu reinen Inlandflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der beiden Vertragsteile kann den Luftverkehr über bestimmte Zonen seines Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Staates kein Unterschied gemacht wird. Diese Einschränkung gilt nicht für diejenigen heimischen Luftfahrzeuge, die zu Sonderzwecken im Dienste der staatlichen Verwaltung verwendet werden.

Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiete ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und so bald und so nahe wie möglich auf einem ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Dieselbe Verpflichtung liegt einem Luftfahrzeug ob, das beim Überfliegen einer verbotenen Zone durch besondere Signale darauf aufmerksam gemacht wird.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Hoheits- und Eintragszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Die Luftfahrzeuge müssen ferner mit einer Bescheinigung darüber versehen sein, dass zur Sicherung von Schadenersatzforderungen, die wegen Beschädigung von Personen oder Sachen ausserhalb des Luftfahrzeugs beim Betriebe des Luftfahrzeugs im Gebiete des Vertragsstaats, dem das Luftfahrzeug nicht angehört, entstanden sind, eine Haftpflichtversicherung abgeschlossen ist oder durch Hinterlegung von Geld oder Wertpapieren Sicherheit geleistet ist.

Artikel 6.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in ihrem Heimatland einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen

deres hjemland krever med hensyn til luftfarten, særlig med de foreskrevne duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter.

Besetningens øvrige medlemmer skal være forsynt med legitimasjonspapirer, som godtgjør deres virksomhet ombord, deres stilling, identitet og statsborgerskap.

Besetningen og passasjerene skal være forsynt med de legitimasjonspapirer som paa grunn av de til enhver tid gjeldende bestemmelser kreves i den mellestatlige trafikk, såfremt intet annet er avtalt mellem de Kontraherende Stater.

Artikkel 7.

Luftdyktighetsbeviser, duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter, som de Høie Kontraherende Parter har utstedt eller anerkjent for et luftfartøi eller dets besetning, har i den annen Kontraherende Stat samme gyldighet, som de av denne stat utstedte eller anerkjente dokumenter, dog har besetningens duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter kun gyldighet for betjening av luftfartøier fra deres land. Undtagelser herfra krever samtykke fra det annet lands øverste luftfartsmyndigheter.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter forbeholder sig rett til, forsåvidt angår luftfart innenfor dens eget område, å nekte anerkjennelse av duelighetsattester og autorisasjonsdokumenter, som den annen Kontraherende Stat har meddelt dens borgere.

Artikkel 8.

Luftfartøier kan bare ha trådløs stasjon ombord hvis de er forsynt med en særskilt tillatelse fra den stat, hvor luftfartøiene hører hjemme. Ved benyttelsen av trådløs stasjon over et av de Kontraherende Parters område gjelder de i dette land herfor fastsatte bestemmelser. Den trådløse stasjon må ennvidere bare betjenes av dem av besetningen som er forsynt med en særskilt tillatelse fra den stat hvor vedkommende hører hjemme.

Begge Kontraherende Stater forbeholder sig adgang til av sikkerhetshensyn å utferdige bestemmelser om plikt til å utstyre luftfartøier med radioinstallasjon.

Artikkel 9.

Luftfartøier, deres besetning og passasjerer må kun befordre våben, ammunisjon, giftige gasser, sprengstoffer og brevduer, når de har tillatelse dertil fra den stat, i hvis luftområde luftfartøiet befinner sig. Befordring av fotografiapparater er også betinget av sådan tillatelse, når de er således anbragt, at det er adgang til å gjøre bruk av dem underveis.

Av hensyn til den offentlige sikkerhet kan hver av de Kontraherende Stater innen sitt høihetsområde også underkaste befordring og medtagelse av andre enn de i avsnitt 1 nevnte gjenstander innskrenkninger, såfremt der i denne henseende ikke gjøres forskjell på de nasjonale luftfartøier og luftfartøier fra den annen Kontraherende Stat.

Artikkel 10.

Luftfartøier som befordrer passasjerer og gods skal være forsynt med en fortegnelse over passasjerene og en ladningsfortegnelse, som skal inneholde en beskrivelse av godsets art og mengde, samt med de fornødne tollerklæringer.

Hvis der ved et luftfartøis landing viser sig en uoverensstemmelse mellem det medbragte gods og de ovennevnte dokumenter, skal landingsstedets tollmyndigheter sette sig i direkte forbindelse med den annen Kontraherende Stats kompetente tollmyndigheter.

Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen, versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit den Ausweisen versehen sein, die für den zwischenstaatlichen Übergangsverkehr nach den jeweils geltenden Bestimmungen erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragstaaten etwas anderes vereinbart wird.

Artikel 7.

Die Lufttüchtigkeits-scheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Hohen Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragstaat dieselbe Gültigkeit wie die in diesem Staat ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden, die Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine der Besatzung jedoch nur für die Bedienung von Luftfahrzeugen ihres Landes. Ausnahmen hiervon bedürfen der Genehmigung der Obersten Luftfahrtbehörde des anderen Landes.

Jeder der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaats hierfür mit sich führen. Für die Benutzung solchen Geräts über dem Gebiete eines der Vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staate hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. Solches Gerät darf ferner nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihrer heimischen Behörde mit sich führen.

Die beiden Vertragstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 9.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe und Brieftauben nur mit besonderer Erlaubnis desjenigen Staates mit sich führen, in dessen Luftgebiet sich das Luftfahrzeug befindet. Die Beförderung von Lichtbildgerät unterliegt einer besonderen Erlaubnis, wenn es so untergebracht ist, dass seine Benutzung unterwegs möglich ist.

Aus Gründen der öffentlichen Sicherheit kann jeder Vertragstaat in seinem Hoheitsgebiet die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der in Absatz 1 genannten Gegenstände Einschränkungen unterwerfen, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Vertragstaats kein Unterschied gemacht wird.

Artikel 10.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den obenerwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftshafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragstaats unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Befordringen av post skal ordnes ved særskilte direkte avtaler mellom begge Kontraherende Staters poststyrer.

Artikkel 11.

Hver Kontraherende Stat er på sitt område berettiget til gjennom vedkommende myndigheter å la den annen stats luftfartøier undersøke ved avreise og landing, samt til å la riktigheten av de foreskrevne legitimasjonspapirer og andre dokumenter prøve.

Artikkel 12.

Lufthavner som står til disposisjon for den offentlige lufttrafikk, er åpne for begge staters luftfartøier. Luftfartøiene kan også benytte sig av det meteorologiske etterretningsvesen, radiotjenesten og flyvesikringstjenesten. De eventuelle avgifter (landingsavgift, opholdsavgift osv.) er de samme for de nasjonale luftfartøier som for luftfartøiene fra den annen stat.

Artikkel 13.

Landing på eller avreise fra en av de to Kontraherende Stater kan kun finne sted på eller fra en for offentlig flyvetrafikk åpent flyvehavn, som er en tollflyvehavn, hvor passeftersyn finner sted, idet landing ikke må foregå mellom grensen og flyvehavnen. I særskilte tilfelle kan vedkommende myndigheter tillate landing på eller avreise fra andre flyvehavner, hvor toll- og passeftersynet må foretas. Forbudet mot landing mellom grensen og flyvehavnen gjelder også i disse særskilte tilfelle.

I tilfelle av nødlanding eller landing av den i artikkel 4 nevnte grunn — i avreiselandet etter toll- og passeftersynet, i det land, hvor landingen finner sted, for toll- og passeftersynet — har luftfartøiets fører, besetning og passasjerer å rette sig efter de bestemmelser, som i vedkommende stat gjelder med hensyn til toll- og passeftersyn.

Begge Høie Kontraherende Parter vil tilstille hinannen en fortegnelse over flyvehavner som står til disposisjon for den offentlige lufttrafikk. I denne fortegnelse skal særskilt opføres de flyvehavner, som er tollflyvehavner, og hvor der er adgang til passeftersyn. Enhver endring i denne fortegnelse og enhver, om enn kun midlertidig innskrenkning i adgangen til å benytte en av disse flyvehavner, skal uten opphold meddeles den annen Kontraherende Part.

Artikkel 14.

Begge de Høie Kontraherende Parters grenser kan kun passeres på de av vedkommende stat bestemte steder. Der består enighet om at alle grensesoner, over hvilke flyvning, ifølge den ene av de Kontraherende Parters tillatelse, kan foretas av statens egne eller en tredje stats luftfartøier, uten videre står åpne for flyvning av den annen Kontraherende Parts luftfartøier.

Artikkel 15.

Som ballast må kun kastes ut fin sand og vann.

Artikkel 16.

Underveis må andre gjenstander og stoffer enn ballast kun kastes ut eller på annen måte fjernes, hvis den stat, over hvis høihetsområde dette skjer, har gitt særskilt tillatelse dertil.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragstaaten geregelt.

Artikel 11.

Jeder Vertragstaat kann auf seinem Gebiete die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 12.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die etwaigen Gebühren (Landengebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 13.

Der Einflug nach und der Ausflug von einem der beiden Vertragstaaten darf nur nach oder von einem dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughafen, der ein Zollflughafen mit Passabfertigung ist, vorgenommen werden, und zwar ohne Landung zwischen Grenze und Flughafen. In einzelnen Fällen können die zuständigen Behörden den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flughäfen gestatten, in denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flughafen gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung oder einer Landung im Sinne des Artikels 4 — im Abflugland nach der Zoll- und Passabfertigung, im Einflugland vor der Zoll- und Passabfertigung — haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die auf dem Gebiete der Zoll- und Passabfertigung in dem betreffenden Staate gelten.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Dieses Verzeichnis wird diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind und Gelegenheit zur Passabfertigung bieten. Jede Änderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 14.

Die Grenzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile dürfen nur an denjenigen Stellen überflogen werden, die von dem in Frage kommenden Staat bestimmt worden sind. Es besteht Einverständnis darüber, dass alle Grenzzonen, über die einer der Vertragsteile den Überflug der Luftfahrzeuge des eigenen Staates oder der Luftfahrzeuge anderer Staatszugehörigkeit gestattet, ohne weiteres für den Überflug der Luftfahrzeuge des anderen Vertragsteils offen sein werden.

Artikel 15.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 16.

Unterwegs dürfen Gegenstände oder Stoffe ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Hoheitsgebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat.

Ved utkastelse av avfallsstoffer fra luftfartøier i fart skal iakttas de herom gjeldende bestemmelser i den av de Kontraherende Stater, på hvis område handlingen foretas.

Artikkel 17.

Såfremt der ved gjennomførelsen av nærværende overenskomst må tas hensyn til nasjonalitets-spørsmål, består der enighet om, at luftfartøiene har den stats nasjonalitet, i hvis register de på behørig måte er innført.

Et luftfartøi kan kun i det tilfelle innføres i en av de to staters register, hvis det utelukkende eies av denne stats borgere. Hvis et selskap av en eller annen art er eier, må det fyldestgjøre de krav som den norske eller tyske lovgivning til enhver tid oppstiller, forat det kan ansees som et norsk eller tysk selskap.

Artikkel 18.

Et luftfartøi som flyr inn i den ene av de to Kontraherende Stater eller passerer dens område, og som kun lander eller tar opphold der i den utstrekning det er påkrevet, kan unddra sig beslagleggelse på grunn av krenkelse av et patent eller mønster, ved deponering av en sikkerhet, hvis størrelse i mangel av mindelig overenskomst snarest mulig fastsettes av vedkommende myndighet på beslagleggesstedet.

Artikkel 19.

Luftfartøier fra den annen Kontraherende Part har ved landingen, særlig i tilfelle av nød, krav på benyttelse av de samme hjelpeinnretninger som de nasjonale luftfartøier.

Bjergning av luftfartøier som befinner sig i nød på sjøen retter sig, medmindre motsatt avtale er truffet, efter sjørettens prinsipper, således som disse fremgår av de til enhver tid gjeldende mellomfolkelige avtaler eller, i mangel av sådanne, av lovene i den stat som redningsmannen tilhører.

Artikkel 20.

Begge de Høie Kontraherende Parter vil meddele hinannen alle innenfor deres område gjeldende luftfartsbestemmelser.

Artikkel 21.

Enkelthetene ved gjennomførelsen av nærværende overenskomst (særlig med hensyn til tollformaliteter) skal, såvidt mulig, ordnes ved direkte forhandlinger mellem de enkelte kompetente myndigheter i begge Kontraherende Stater.

Artikkel 22.

Twistemål, som opstår som følge av fortolkningen av denne overenskomst, skal på forlangende av en av de Kontraherende Parter innbringes for en voldgiftsdomstol. Dette gjelder også avgjørelsen av det preliminaire spørsmål, hvorvidt tvistemålet skyldes overenskomstens fortolkning. Voldgiftsdomstolens avgjørelse skal være inappellabel.

Voldgiftsdomstolen består av tre medlemmer; den dannes på den måte, at hver av Partene innen en måned, efterat voldgiftsavgjørelse er blitt forlangt, efter fritt valg opnevner en bisittende voldgiftsdommer. Såfremt den ene Part undlater i rett tid å opnevne den voldgiftsdommer som han

Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die hierauf bezüglichen Vorschriften des Vertragsstaates zu beachten, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 17.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die norwegische oder die deutsche Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als norwegische oder deutsche Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 18.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann sich einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents oder Musterschutzes bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entziehen, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 19.

Die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates haben bei Landungen, insbesondere in Notfällen, Anspruch auf Benutzung der gleichen Hilfseinrichtungen wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf See in Not geraten sind, richtet sich vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates, dem die Retter angehören, ergeben.

Artikel 20.

Die beiden Hohen Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiete geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 21.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens (insbesondere die Zollformalitäten) werden, soweit möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Artikel 22.

Streitigkeiten, die sich über die Auslegung dieses Abkommens ergeben, werden auf Verlangen eines der Vertragschliessenden Teile einem Schiedsgericht unterbreitet. Dies gilt auch für die Entscheidung der Vorfrage, ob die Streitigkeiten sich auf die Auslegung des Abkommens beziehen. Die Entscheidung des Schiedsgerichts soll verbindliche Kraft haben.

Das Schiedsgericht besteht aus drei Mitgliedern; es wird in der Weise gebildet, dass jede Partei innerhalb eines Monats, nachdem das Schiedsgericht verlangt worden ist, nach freier Wahl einen beisitzenden Schiedsrichter ernannt. Unterlässt der eine Teil die rechtzeitige Ernennung des von

skal utpeke, kan den annen Part anmode formannen i det Administrative Råd for den Faste Voldgiftsdomstol i Haag om å opnevne denne voldgiftsdommer. Voldgiftsdomstolens formann opnevnes innen den samme måned av begge Parter etter felles overenskomst. Han skal være en på luftfartssområdet sakkyndig tilhørende en tredje nasjon, han må ikke være bosittende på de to Parter territorium og ikke stå i deres tjeneste. Forsåvidt valget av formannen, som Partene skal opnevne i fellesskap, ikke har funnet sted innen den nevnte frist av en måned, kan enhver av Partene anmode formannen i det Administrative Råd for den Faste Voldgiftsdomstol i Haag om å opnevne formannen.

Voldgiftsrettens sete bestemmes av formannen.

Voldgiftsrettens avgjørelser treffes ved stemmeflerhet. Rettergangen kan være skriftlig såfremt ingen av Partene gjør innsigelse herimot. Forøvrig bestemmer voldgiftsdomstolen selv rettergangs-måten.

Hver av Partene bærer utgiftene til godtgjørelse av den voldgiftsdommer, som den selv opnevner samt halvparten av godtgjørelsen til formannen. Hver av Partene bærer halvparten av omkostningene ved rettergangen.

Artikkel 23.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter kan opsi nærværende overenskomst på et hvilket som helst tidspunkt med tolv måneders varsel.

Enn videre forbeholder hver av de Kontraherende Stater sig rett til å opsi nærværende overenskomst med øieblikkelig virkning fra opsigelsen, efterat de to Stater har ratifisert den i Paris den 13. oktober 1919 undertegnede internasjonale luftfartsoverenskomst ¹.

Artikkel 24.

Nærværende overenskomst skal ratifiseres; ratifikasjonsdokumentene skal snarest mulig utveksles i Oslo. Den trer i kraft på den dag, da ratifikasjonsdokumentene utveksles.

Til bekreftelse herav har de befullmektigede undertegnet nærværende overenskomst.

Utfærdiget i dobbelt original på det norske og tyske sprog i Berlin den 23. januar 1929.

(L. S.) A. SCHEEL.

Certifié pour copie conforme :

Oslo,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 27 juillet 1929.

*Le Chef de la 2^{me} Division
des affaires politiques et commerciales :*
Rolf Andvord.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; et vol. LXXVIII, page 438, de ce recueil.

ihm zu bezeichnenden Schiedsrichters, so kann der andere Teil den Präsidenten des Verwaltungsrats des Ständigen Schiedshofs im Haag um Ernennung dieses Schiedsrichters ersuchen. Der Obmann wird innerhalb desselben Monats von den Parteien im gemeinsamen Einverständnis berufen. Er soll ein auf dem Gebiete der Luftfahrt erfahrener Angehöriger eines dritten Staates sein, in dem Gebiete der beiden Parteien keinen Wohnsitz haben und nicht in ihrem Dienste stehen. Wenn die Bezeichnung des gemeinsam zu berufenden Obmanns nicht innerhalb der Monatsfrist erfolgt, so kann jede Partei den Präsidenten des Verwaltungsrats des Ständigen Schiedshofs im Haag ersuchen, den Obmann zu ernennen.

Der Obmann bestimmt den Sitz des Schiedsgerichts.

Die Entscheidungen des Schiedsgerichts werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Das Verfahren kann schriftlich sein, wenn von keinem der Teile hiergegen Einwendungen erhoben werden. Im übrigen wird das Verfahren von dem Schiedsgerichte selbst bestimmt.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit des von ihr ernannten Schiedsrichters sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit für des Obmanns. Jede Partei trägt die Hälfte der Kosten des Verfahrens.

Artikel 23.

Jeder der Hohen Vertragschliessenden Teile kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkte mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Ferner behält sich jeder der Vertragstaaten das Recht der Kündigung des gegenwärtigen Abkommens mit augenblicklicher Wirkung von der Kündigung an vor, nachdem die beiden Staaten das in Paris am 13. Oktober 1919 unterzeichnete internationale Luftfahrtabkommen¹ ratifiziert haben.

Artikel 24.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden ; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Oslo ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austauschs der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in norwegischer und deutscher Sprache in Berlin am 23. Januar 1929.

(L. S.) Dr. Carl von Schubert.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 174 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; and Vol. LXXVIII, page 438, of this Series.

¹ TRADUCTION.**N° 2110. — CONVENTION ENTRE LA NORVÈGE ET LE REICH ALLEMAND CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A BERLIN, LE 23 JANVIER 1929.**

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, également convaincus qu'il est de l'intérêt commun de la Norvège et de l'Allemagne de favoriser dans un esprit pacifique le développement des relations internationales par la voie des airs, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Arne SCHEEL, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr. Carl VON SCHUBERT, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante, régulièrement immatriculés dans le territoire de cette dernière, le droit de pratiquer la navigation aérienne sur son propre territoire, sous réserve de l'observation des dispositions contenues dans la présente convention.

L'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières d'une entreprise de navigation aérienne ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ou au-dessus de ce territoire, devront faire l'objet d'un accord particulier entre les autorités aéronautiques suprêmes des deux Etats.

Aux fins de la présente convention, le terme « territoire » signifie la Norvège, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part, y compris, dans les deux cas, les eaux territoriales.

Aux fins de la présente convention, le terme aéronef s'applique aux aéronefs privés ainsi qu'aux aéronefs d'Etat qui ne servent pas d'aéronefs militaires, de douane et de police.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leur équipage, leur cargaison et leurs passagers sont soumis, aussi longtemps qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Etat, aux obligations qui résultent des dispositions en vigueur dans cet Etat, et notamment aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, dans la mesure où elles sont applicables à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux prescriptions concernant les droits de douane et autres taxes, les prohibitions à l'exportation et à l'importation, le transport des personnes et des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2110. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND NORWAY REGARDING AIR NAVIGATION. SIGNED AT BERLIN, JANUARY 23, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being equally convinced that it is in the interests both of Norway and of Germany to promote international air traffic in a pacific spirit, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. ARNE SCHEEL, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Carl VON SCHUBERT, Unter-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Each of the two High Contracting Parties shall, in time of peace, grant the right of air navigation in its territory to the aircraft of the other Contracting Party which are duly registered in the territory of the latter, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

The establishment and operation by an air navigation undertaking belonging to either of the High Contracting Parties of regular airways to the territory of the other Party or across that territory shall be subject to a special agreement between the highest air authorities of the two States.

The term " territory " shall, for the purposes of the present Convention, be held to mean Norway, on the one hand and Germany, on the other, including in both cases territorial waters.

The term " aircraft " shall, for the purposes of the present Convention, be held to mean private aircraft and also Government aircraft which are not used as military, Customs or police aircraft.

Article 2.

The aircraft of either Contracting Party, their crews, cargoes and passengers, shall be subject, while in the territory of the other State, to the existing obligations arising out of the regulations in force in that State, especially those which concern air navigation in general, in so far as they are applicable to all foreign aircraft without distinction of nationality, and also to the regulations concerning Customs and other duties, export and import prohibitions, the carriage of passengers and goods, public safety and order, public health and passports. Unless otherwise provided in the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

marchandises, la sécurité et l'ordre publics, l'hygiène et enfin le régime des passeports. Ils sont également soumis aux autres obligations prévues par les législations nationales, sauf disposition contraire de la présente convention.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points situés à l'intérieur du territoire du même Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux. Le carburant et les lubrifiants qui se trouvent à bord d'aéronefs des Hautes Parties contractantes lors, de leur entrée dans le territoire de l'autre Partie, seront admis en franchise, à l'exception du carburant et des lubrifiants qui seraient cédés par l'aéronef dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, ou qui y seraient employés à des vols purement intérieurs.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones de son territoire, sous réserve qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Etat. Cette réserve ne s'applique pas aux aéronefs nationaux, utilisés à des fins spéciales au service de l'Administration de l'Etat.

Chaque Partie contractante fera connaître à l'autre les parties de son territoire au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, en cas de circonstances extraordinaires, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire, temporairement, en totalité ou en partie et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire.

Article 4.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite, devra donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé, et atterrir, aussitôt que possible, dans cet Etat, sur l'aérodrome le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

La même obligation incombe à tout aéronef dont l'attention a été attirée par des signaux spéciaux sur le fait qu'il survole une zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et bien visibles, permettant d'identifier les appareils en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils devront, en outre, porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits dans leur pays d'origine par les règlements concernant la navigation aérienne.

Les aéronefs devront, en outre, être munis d'un certificat attestant qu'en vue d'assurer le paiement des indemnités qui pourraient être réclamées pour dommages causés à des personnes ou à des choses, en dehors de l'aéronef, du fait de l'utilisation dudit aéronef dans le territoire de l'Etat contractant auquel ne ressortit pas l'aéronef, il a été contracté une assurance couvrant la responsabilité civile, ou qu'il a été fourni caution sous forme de consignation de numéraire ou de valeurs.

Article 6.

Les membres de l'équipage remplissant à bord de l'aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans leur pays d'origine, devront être munis des pièces prescrites dans leur pays d'origine par le règlement concernant la navigation aérienne et, notamment, des brevets d'aptitude et licences réglementaires.

present Convention, they shall, furthermore, be subject to such other obligations as may arise out of the existing national legislation.

Each of the Contracting Parties may reserve for its own aircraft the commercial transport of passengers and goods between two points in its own territory.

The fuel and lubricating oil on board an aircraft of either High Contracting Party, shall be exempt from Customs duty on entry into the territory of the other Party, with the exception of such fuel and lubricating oil as the aircraft may sell or part with in the territory of the other High Contracting Party or use therein for purely inland flights.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties may prohibit air navigation over certain areas in its territory, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and those of the other State. This reservation does not apply to national aircraft which are used for special purposes in the services of the Government administration.

The areas over which air traffic is prohibited shall be notified to the other Contracting State.

Furthermore, each of the Contracting Parties reserves the right, in exceptional circumstance, temporarily to restrict or prohibit, wholly or partially, with immediate effect, air navigation over its territory in time of peace.

Article 4.

Every aircraft which finds itself above a prohibited area must immediately give the signal of distress provided by the air navigation regulations of the State flown over and land as soon as possible at one of the nearest aerodromes of that State situated outside the prohibited area.

The same obligation is incumbent upon every aircraft flying over a prohibited area whenever its attention is drawn by special signals to this fact.

Article 5.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and residence of the owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness, and in addition any other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Aircraft must further carry a certificate showing that, with a view to guaranteeing payment of any claims for injury caused to persons or property outside the aircraft in connection with the operation of the aircraft in the territory of the Contracting State to which it does not belong, a liability insurance policy has been taken out or that the risk has been covered by a deposit of money or securities.

Article 6.

The members of the crew who perform duties in an aircraft for the exercise of which a special permit is required in their country of origin must carry the certificates laid down for air navigation in the said country, and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

Les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

L'équipage et les passagers devront être pourvus des pièces requises par les dispositions en vigueur concernant le trafic international, à moins que les deux Etats contractants n'en conviennent autrement.

Article 7.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et licences qui ont été délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou pour l'équipage auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les documents correspondants établis ou reconnus dans cet Etat ; toutefois, les brevets d'aptitude et les licences des membres de l'équipage ne seront valables que pour le service des aéronefs de leur pays. Aucune exception ne pourra être apportée à cette règle sans l'assentiment de l'autorité aéronautique suprême de l'autre pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses propres nationaux par l'autre Etat contractant.

Article 8.

Les aéronefs ne pourront être munis d'appareils servant à l'émission de messages radiotélégraphiques que s'ils détiennent une autorisation spéciale de leur pays d'origine. L'utilisation de ces appareils en cours de vol dans le territoire d'une des Parties contractantes sera régie par les règlements particuliers en vigueur dans cet Etat. En outre, ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage pourvus d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent d'édicter pour des raisons de sécurité, des règles relativement à l'installation obligatoire d'appareils émetteurs de télégraphie sans fil sur les aéronefs.

Article 9.

Les aéronefs, leur équipage et les passagers ne pourront transporter des armes, munitions, gaz toxiques, explosifs et pigeons voyageurs qu'avec l'autorisation spéciale de l'Etat dans la zone aérienne duquel navigue l'aéronef. En ce qui concerne le transport d'appareils photographiques, une autorisation spéciale est requise lorsque ces appareils sont installés de telle façon que leur utilisation soit possible en cours de route.

Pour des motifs de sûreté publique, chaque Etat contractant pourra, dans son territoire, soumettre à des restrictions d'autres objets que ceux désignés à l'alinéa premier, qu'il s'agisse de marchandises ou d'objets emportés par les voyageurs ou les membres de l'équipage, à la condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Etat contractant.

Article 10.

Les aéronefs transportant des passagers et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, et d'un connaissement indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que les déclarations en douane requises.

Au cas où l'on constaterait, lors de l'atterrissage de l'aéronef, une divergence quelconque entre les documents visés ci-dessus et les objets qui se trouvent à bord, les autorités douanières de l'aérodrome d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport des envois postaux fera l'objet d'arrangements spéciaux que les administrations postales des deux Etats contractants conclueront directement l'une avec l'autre.

The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board the aircraft and their occupation, identity and nationality.

Unless otherwise provided by agreement between the two Contracting States, the crew and passengers must carry the certificates prescribed in the existing regulations on international traffic.

Article 7.

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew, shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding documents issued or approved in the latter State, except that certificates of competency and licences held by the crew shall only be valid for the service of aircraft belonging to their own country. Exceptions to this rule are subject to the approval of the highest air navigation authorities of the other country.

Each of the two High Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise as valid for air navigation within its own territory certificates of competency and licences issued to its own nationals by the other Contracting State.

Article 8.

Aircraft may only carry wireless transmitting apparatus when they hold a special permit for the purpose issued by the authorities of the country to which they belong. The employment of this apparatus over the territory of either Contracting Part shall be governed by the regulations in force on the matter in the State in question. Such apparatus may, further, only be used by members of the crew provided with a special licence issued by the authorities of the country to which they belong.

The two Contracting Parties reserve the right to issue, on grounds of safety, regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless transmitting apparatus.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases, explosives, or carrier pigeons unless they have received special permission from the State in whose air territory the aircraft happens to be. A special licence is required for photographic apparatus if it is carried in such a way that it may be used during flight.

Either Contracting State may, on grounds of public safety, impose restrictions on the transport or carrying within its territory of articles other than those specified in the first paragraph, provided no distinction is made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other Contracting State.

Article 10.

Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a list of the passengers' names and a manifest showing the nature and quantity of the goods, together with the necessary Customs declarations.

Should it be found on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the goods carried and the above-mentioned documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carrying of mails shall be arranged direct between the postal administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 11.

Chaque Etat contractant pourra, sur son territoire, au départ ou à l'atterrissage, faire procéder, par les autorités compétentes, à la visite des aéronefs de l'autre Etat, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 12.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique pourront être utilisés par les aéronefs des deux Etats. Les aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques, des services de radiotélégraphie et des services de sécurité aéronautique. Les droits éventuels (droits d'atterrissage, droits de stationnement, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour ceux de l'autre Etat.

Article 13.

Les aéronefs à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur un aérodrome ouvert à la navigation aérienne publique et pourvu des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports ; ils ne seront pas autorisés à atterrir entre la frontière et l'aérodrome. Dans des cas particuliers, les autorités compétentes pourront autoriser les aéronefs à destination ou en provenance de l'autre Etat contractant à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes, où la visite douanière et le contrôle des passeports devront avoir lieu. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome subsiste dans ces cas.

En cas d'atterrissage forcé, ou d'atterrissage visé à l'article 4 — dans le pays de départ après la visite douanière et le contrôle des passeports dans le pays d'arrivée, avant la visite douanière et le contrôle des passeports — le pilote, les membres de l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions en vigueur dans l'Etat en question concernant la visite douanière et le contrôle des passeports.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Les aérodromes aménagés pour la visite de la douane et le contrôle des passeports y seront indiqués particulièrement. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction même passagère de la faculté d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 14.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne devront être survolées qu'aux points déterminés par l'Etat intéressé. Il est entendu que toutes les zones frontières que l'une des Parties contractantes aura autorisé ses propres aéronefs ou des aéronefs étrangers à survoler seront *ipso facto* ouvertes également aux aéronefs de l'autre Partie contractante.

Article 15.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 16.

En cours de route, des objets ou matières autres que le lest ne pourront être jetés ou déchargés de quelque autre façon que si l'Etat, dont le territoire national est touché, a délivré, à cet effet, une autorisation spéciale.

Article 11.

Each of the Contracting States may, in its own territory, order the aircraft of the other Contracting State to be inspected on departure or landing by its competent authorities and the prescribed certificates and other documents to be examined.

Article 12.

Every aerodrome which is open to public use in the territory of either Contracting State shall be open to the aircraft of the other State. The meteorological, wireless and air safety services may also be used by the aircraft of both Contracting States. Any charges (landing charge, charge for stay, etc.) shall be the same for national aircraft and the aircraft of the other State.

Article 13.

Aircraft entering or leaving the territory of either Contracting State may only land at or depart from an aerodrome open to public use and provided with a Customs office and facilities for the inspection of passports ; no intermediate landing may take place between the frontier and the aerodrome. The competent authorities may, in particular cases, authorise an aircraft to land at or depart from other aerodromes, at which the Customs and passport formalities must be carried out. The prohibition against landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in such cases.

In the event of a forced landing or of a landing such as is provided for in Article 4 in the country of departure after the Customs examination and passport inspection, or in the country of destination before the Customs examination and passport inspection — the pilot, crew and passengers of the aircraft must observe the regulations in force in the country in question in regard to Customs examination and passport inspection.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other the list of aerodromes in their territories which are open to public use. This list shall specify in particular the aerodromes at which there are Customs offices and arrangements for passport inspection. Any modification of this list and any restriction, even temporary, of the right to utilise any of these aerodromes must be notified without delay to the other Contracting Party.

Article 14.

The frontiers of the two High Contracting Parties may only be crossed by aircraft at the points specified by the State concerned. It is understood that if either Contracting Party authorises its own or foreign aircraft to cross a particular frontier area, the right to fly over the said area shall be accorded *ipso facto* to the aircraft of the other Contracting Party.

Article 15.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 16.

No articles or substances other than ballast may be thrown or dropped from an aircraft in flight unless special permission has been given for this purpose by the State flown over.

Lorsque des résidus sont jetés d'un aéronef en cours de route, il conviendra d'observer les règles établies à ce sujet par l'Etat contractant sur le territoire duquel cet acte est accompli.

Article 17.

Dans tous les cas où l'application de la présente convention soulève des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de l'Etat dans le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne pourra être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient exclusivement à des ressortissants dudit Etat. Si le propriétaire en est une société d'une nature quelconque, celle-ci devra remplir les conditions prescrites par la législation norvégienne ou allemande, selon le cas, pour pouvoir être considérée comme société norvégienne ou allemande.

Article 18.

Tout aéronef qui entre dans un des Etats contractants ou qui survole son territoire, et qui n'y atterrit et n'y séjourne que dans la mesure nécessaire pourra se soustraire à la saisie pour violation de brevet ou contrefaçon d'un modèle déposé, moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'arrangement amiable, sera fixé, dans le plus bref délai possible, par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 19.

En cas d'atterrissage, et notamment en cas d'atterrissage forcé, les aéronefs de l'un des Etats contractants auront droit à l'assistance des mêmes services de secours que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs en détresse en pleine mer sera régi, sauf arrangement contraire, par les principes du droit maritime, tels qu'ils résultent des conventions internationales ou, à leur défaut, des lois de l'Etat auquel les sauveteurs ressortissent.

Article 20.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leur territoire concernant la navigation aérienne.

Article 21.

Les modalités d'exécution de la présente convention (en particulier, les formalités de douane) seront, dans la mesure du possible, réglées par voie d'accord direct entre les différentes administrations compétentes des deux Parties contractantes.

Article 22.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation de la présente convention seront, à la demande de l'une des Parties contractantes, soumis à un tribunal arbitral. Il en sera de même de la question préalable portant sur le point de savoir si les différends ont trait à l'interprétation de la convention. Il ne pourra être appelé de la décision rendue à ce sujet par le tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral se composera de trois membres et sera constitué de la façon suivante : dans le délai d'un mois à partir du jour où la constitution du tribunal arbitral aura été réclamée, chaque

When refuse is dropped from aircraft in flight, the regulations issued on the subject by the State whose territory is flown over shall be observed.

Article 17.

Whenever questions of nationality arise in connection with the carrying out of the present Convention, it is understood that aircraft possess the nationality of the State on the register of which they are duly entered.

No aircraft may be entered on the register of either Contracting State unless it belongs wholly to nationals of the State. Where the owner is a company of any kind, the latter must fulfil the conditions prescribed by the existing Norwegian or German laws in order to be recognised as a Norwegian or German company.

Article 18.

Aircraft which enter or pass through the territory of either Contracting State and make therein only such landings and stoppages as are reasonably necessary, shall be exempt from any seizure on the ground of infringement of patent or design, subject to the deposit of security, the amount of which in default of amicable agreement shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 19.

The aircraft of either Contracting State, on landing in the territory of the other Contracting State, shall be entitled, particularly in case of a forced landing, to the same measures of assistance as national aircraft.

The salvage of aircraft in distress on the high seas shall, in the absence of agreement to the contrary by the Parties, be governed by the principles of maritime law resulting from existing international conventions, or, failing such, the law of the State to which the persons undertaking salvage belong.

Article 20.

The two High Contracting Parties shall communicate to each other all regulations governing air navigation in their respective territories.

Article 21.

The details relating to the execution of the present Convention (more especially Customs formalities) shall be settled so far as is possible by direct agreement between the various competent administrations of the two Contracting Parties.

Article 22.

Any disputes which may arise regarding the interpretation of this Convention shall, at the request of either Contracting Party, be submitted for decision to an arbitral tribunal. This shall also apply to the decision of the preliminary question whether the disputes relate to the interpretation of the Convention. The decision of the arbitral tribunal shall be final.

The arbitral tribunal shall consist of three members ; it shall be constituted in such a manner that either Party shall, within a period of one month after a request has been made for the consti-

Partie désignera un arbitre assesseur de son choix. Si l'une des Parties néglige de désigner à temps l'arbitre qu'elle doit nommer, l'autre Partie pourra prier le président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de désigner cet arbitre. Le surarbitre sera désigné, d'un commun accord, par les Parties, au cours du même mois. Il devra être ressortissant d'un État tiers et expert en matière de navigation aérienne, n'avoir aucun domicile sur le territoire des deux Parties et ne pas être à leur service. Au cas où la désignation du surarbitre qui doit être choisi d'un commun accord, n'aurait pas lieu dans le délai fixé, chaque Partie pourra prier le président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye de désigner le surarbitre.

Le surarbitre fixera le siège du tribunal arbitral.

Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. La procédure pourra être écrite, si aucune des Parties ne s'y oppose. Au reste, la procédure sera fixée par le tribunal arbitral lui-même.

Chaque Partie prendra à sa charge la rémunération due à l'arbitre désigné par elle, ainsi que la moitié de la rémunération due au surarbitre. Chaque Partie supportera la moitié des frais de la procédure.

Article 23.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dénoncer la présente convention en tout temps, la dénonciation devant prendre fin à l'expiration d'un délai de douze mois. En outre, chacun des États contractants se réserve le droit de dénoncer la présente convention avec effet immédiat du jour de la dénonciation, lorsque les deux États auront ratifié la Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Oslo. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait en double original, en langues norvégienne et allemande, à Berlin, le 23 janvier 1929.

(L. S.) A. SCHEEL.

(L. S.) Dr Carl VON SCHUBERT.

tution of an arbitral tribunal, appoint an assessor-arbitrator of its own choosing. Should either Party fail to appoint in due time the arbitrator to be nominated by it, the other Party may request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to appoint this arbitrator. The umpire shall be appointed by the Parties by common agreement during the same month. He shall be a national of a third State and experienced in air navigation matters, but may not have his domicile in the territory, nor be in the service, of either Party. If the umpire to be nominated by common agreement should not have been appointed within the period of one month, either Party may request the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague to appoint the umpire.

The umpire shall fix the seat of the arbitral tribunal.

The decisions of the arbitral tribunal shall be taken by a majority of votes. The proceedings may be in writing if neither Party raise objections thereto. In other respects, the procedure shall be fixed by the arbitral tribunal itself.

Each Party shall pay the allowances of the arbitrator appointed by it and in addition half the allowances of the umpire. Each Party shall pay half the costs of the proceedings.

Article 23.

Either High Contracting Party may denounce the present Convention at any time by giving twelve months' notice.

Furthermore, each of the Contracting States reserves the right to denounce the present Convention with immediate effect as from the date of denunciation when both have ratified the International Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation signed at Paris on October 13, 1919.

Article 24.

The present Convention shall be ratified; the instruments of ratification shall be exchanged at Oslo as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicata in Norwegian and German at Berlin on January 23, 1929.

(L. S.) A. SCHEEL.

(L. S.) Dr. Carl VON SCHUBERT.

N° 2111.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVÈGE**

**Echange de notes relatif au visa des
passeports des ressortissants des
deux pays. Oslo, les 10 mai et
23 juillet 1929.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY**

**Exchange of Notes regarding Pass-
ports Visas for the Nationals of
the two Countries. Oslo, May 10
and July 23, 1929.**

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

NO. 2111.— EXCHANGE OF NOTES²
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE NORWE-
GIAN GOVERNMENT, REGARD-
ING PASSPORT VISAS FOR
THE NATIONALS OF THE TWO
COUNTRIES. OSLO, MAY 10,
AND JULY 23, 1929.

N^o 2111. — ÉCHANGE DE NOTES²
ENTRE LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LE GOUVERNEMENT NOR-
VÉGIEN, RELATIF AU VISA DES
PASSEPORTS DES RESSORTIS-
SANTS DES DEUX PAYS. OSLO.
LES 10 MAI ET 23 JUILLET 1929.

*Textes officiels anglais et norvégien communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Norvège. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 2 août 1929.*

*English and Norwegian official texts communicated
by the Norwegian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took
place August 2, 1929.*

LEGATION
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

OSLO, May 10, 1929.

EXCELLENCY,

With reference to my note of April 30, 1925, and conversations recently had with Your Excellency relative to the mutual waiver of visa fees for non-immigrants I have the honour to propose that the following agreement be effected between the Government of the United States and that of Norway :

“ The Government of the United States will, from the 1st of January, 1930, collect no fee for visaing passports or executing applications therefor in the case of citizens or subjects of Norway desiring to visit the United States (including the insular possessions) who are not “ immigrants ” as defined in the Immigration

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Cet arrangement déploie ses effets à partir du 1^{er} janvier 1930.

LÉGATION
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
OSLO.

OSLO, le 10 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à ma note du 30 avril 1925 et aux entretiens que j'ai eus récemment avec Votre Excellence concernant l'abolition réciproque des droits de visa pour les non-immigrants, j'ai l'honneur de proposer que l'accord suivant soit conclu entre le Gouvernement des Etats-Unis et celui de la Norvège :

« Le Gouvernement des Etats-Unis ne percevra, à partir du 1^{er} janvier 1930, aucun droit pour viser les passeports ou pour donner suite aux demandes de visa, lorsqu'il s'agira de citoyens ou de sujets norvégiens qui désirent se rendre aux Etats-Unis (y compris les possessions insulaires) et ne sont pas « immigrants »

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² This Arrangement is effective as from January 1, 1930.

act of the United States of 1924, namely, (1) a government official, his family, attendants, servants, and employees, (2) an alien visiting the United States temporarily as a tourist or temporarily for business or pleasure, (3) an alien in continuous transit through the United States, (4) an alien lawfully admitted to the United States who later goes in transit from one part of the United States to another through foreign contiguous territory, (5) a *bona fide* alien seaman serving as such on a vessel arriving at a port of the United States and seeking to enter temporarily the United States solely in the pursuit of his calling as a seaman, and (6) an alien entitled to enter the United States solely to carry on trade under and in pursuance of the provisions of a present existing treaty of commerce and navigation; and from the same date the Government of Norway will not require non-immigrant citizens of the United States of like classes desiring to visit Norway or its possessions, to present visaed passports. "

In case Your Excellency's Government consents to the above form your reply to that effect will be considered sufficient by my Government for the purpose of concluding the proposed agreement. Early action in this matter will be appreciated.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(s.) Laurits S. SWENSON.

His Excellency
Johan Ludwig Mowinckel,
Royal Norwegian Minister
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 30 juillet 1929.

Par autorisation :
Le Chef de la Division
des Affaires administratives a. i.
E. S. Meier.

selon la définition de la loi sur l'immigration promulguée en 1924, aux Etats-Unis, à savoir : 1° les fonctionnaires de l'Etat, leur famille, leur suite, leurs domestiques et employés; 2° les étrangers qui se rendant temporairement aux Etats-Unis soit comme touristes, soit pour leurs affaires ou leur agrément; 3° les étrangers qui traversent les Etats-Unis en transit, sans interruption de parcours; 4° les étrangers légalement admis aux Etats-Unis et qui, ultérieurement, se rendent en transit d'une partie des Etats-Unis dans une autre partie de ce pays, en passant par un territoire étranger limitrophe; 5° les marins étrangers « *bona fide* », qui servent en cette qualité à bord de navires arrivant dans un port des Etats-Unis et désirent pénétrer temporairement aux Etats-Unis uniquement dans l'exercice de leur profession de marin; 6° les étrangers autorisés à pénétrer aux Etats-Unis uniquement en vue de se livrer au commerce conformément aux dispositions d'un traité de commerce et de navigation en vigueur; à partir de la même date, le Gouvernement de la Norvège n'exigera pas des citoyens des Etats-Unis non immigrants qui appartiennent aux mêmes catégories et désirent visiter la Norvège ou ses possessions, la présentation de passeports visés. »

Au cas où le Gouvernement de Votre Excellence approuverait le texte ainsi libellé, votre réponse à cet effet sera considérée par mon Gouvernement comme suffisante aux fins de la conclusion de l'accord envisagé. Mon gouvernement attacherait du prix à un prompt règlement de la question.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Laurits S. SWENSON.

Son Excellence
M. Johan Ludwig Mowinckel,
Ministre des Affaires étrangères
de Norvège,
etc., etc., etc.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 23. juli 1929.

HERR SENDEMANN,

I besvarelse av Deres note av 10. mai 1929 har jeg den ære å meddele, at den norske Regjering fra 1. januar 1930 vil undlate å kreve passvisum for borgere av Amerikas Forente Stater, som ønsker å besøke Norge eller dets besiddelser i egenskap av ikke-emigranter, d. e. som tilhører de i Deres ovennevnte note anførte klasser av reisende; under forutsetning av at Amerikas Forente Staters regjering fra det samme tidspunkt undlater å opkreve gebyr for visering av pass eller for innvilgelse av ansökning derom for norske borgere som ønsker å besøke Amerikas Forente Stater (med tilhørende öibesiddelser) i egenskap av ikke-emigranter og som inngår under de nevnte klasser av reisende.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

(u.) Johan Ludwig MOWINCKEL.

Herr L. S. Swenson,
Amerikas Forente Staters Sendemann,
etc., etc., etc.,

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 30 juillet 1929.

Par autorisation :
Le Chef de la Division
des Affaires administratives a. i.,
E. S. Meier.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 23 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note du 10 mai 1929, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement norvégien cessera, à partir du 1^{er} janvier 1930, d'exiger le visa des passeports de citoyens des États-Unis d'Amérique désirant visiter la Norvège ou ses possessions en qualité de non-émigrants, c'est-à-dire appartenant aux caté-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, July 23, 1929.

SIR,

In reply to your note of May 10, 1929, I have the honour to inform you that the Norwegian Government, from January 1, 1930, will cease to require a passport visa for citizens of the United States who desire to visit Norway or its possessions and are not emigrants, i. e. who belong to the classes of travellers indicated in your note

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

gories de voyageurs indiquées dans votre note précitée, à condition que le Gouvernement des Etats-Unis, à partir de la même date, cesse de percevoir un droit pour viser les passeports ou pour donner suite aux demandes de visa, lorsqu'il s'agira de sujets norvégiens qui désirent se rendre aux Etats-Unis d'Amérique (y compris les possessions insulaires) en qualité de non-émigrants et qui rentrent dans lesdites catégories de voyageurs.

Veuillez agréer, etc.

(*Signé*) Johan Ludwig MOWINCKEL.

Monsieur L. S. Swenson,
Ministre des Etats-Unis
d'Amérique,
etc., etc., etc.

mentioned above, provided the United States Government, from the same date, ceases to collect a fee for passport visas or for complying with requests for such visas in the case of Norwegian subjects who desire to visit the United States of America (including the insular possessions) in the capacity of non-immigrants and who are included in the said classes of travellers.

I have the honour to be, etc.

(*Signed*) Johan Ludwig MOWINCKEL.

Mr. L. S. Swenson,
Minister of the
United States of America,
etc., etc., etc.

N° 2112.

AUTRICHE ET URUGUAY

**Echange de notes comportant un
Accord relatif à l'abolition réci-
proque des visas des passeports.
Vienne, les 24 et 25 mai 1929.**

AUSTRIA AND URUGUAY

**Exchange of Notes constituting an
Agreement regarding the recipro-
cal Abolition of Passport Visas.
Vienna, May 24 and 25, 1929.**

N° 2112. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS D'AUTRICHE ET DE L'URUGUAY, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES VISAS DES PASSEPORTS. VIENNE, LES 24 ET 25 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le chancelier fédéral de la République d'Autriche. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 août 1929.

I.

LÉGATION DE L'URUGAY.

N° 130/929.

VIENNE, le 24 mai 1929.

EXCELLENCE,

Me référant à la note de Votre Excellence N° 112.919-15 en date du 13 avril dernier et aux pourparlers qui ont eu lieu entre la Chancellerie fédérale et cette Légation au sujet d'un arrangement à conclure entre l'Autriche et l'Uruguay concernant la suppression réciproque du visa des passeports proposée par mon gouvernement et approuvée par le Conseil des Ministres d'Autriche, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de l'Uruguay m'autorise à conclure avec Votre Excellence un arrangement sur les bases suivantes :

1° Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tous temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire, et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira pour les enfants au-dessous de quinze ans de présenter au lieu du passeport, un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

2° Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires des deux pays concernant les lois respectives d'immigration, la fermeture des frontières, l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière des voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers.

3° Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de modifier ces dispositions par la voie d'un simple échange de notes diplomatiques dans les cas qu'ils le considéreront nécessaire d'après les expériences faites.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1929 ; il cessera ses effets trois mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2112. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE AUSTRIAN AND URUGUAYAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ABOLITION OF PASSPORT VISAS. VIENNA, MAY 24 AND 25, 1929.

French official text communicated by the Federal Chancellor of the Austrian Republic. The registration of this Exchange of Notes took place August 3, 1929.

I.

URUGUAYAN LEGATION,
No. 130/929.

VIENNA, May 24, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note No. 112.119-15 of April 13 last, and to the negotiations held between the Federal Chancellery and this Legation regarding an arrangement to be concluded between Austria and Uruguay for the mutual abolition of passport visas proposed by my Government and approved by the Austrian Council of Ministers, I have the honour to inform you that the Uruguayan Government has empowered me to conclude an arrangement with Your Excellency upon the following basis :

(1) Nationals of each of the two countries may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially recognised frontier points, provided they are in possession of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality and without the visa of the other State being required.

This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of passports for foreigners (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten, this document must be furnished with a photograph stamped by the issuing authority.

(2) The present agreement shall not affect the provisions in force in the territories of the two countries with regard to the immigration laws, the closing of the frontier, prohibitions to enter the country, the turning back at the frontier of persons of doubtful antecedents, police registration and the residence and expulsion of foreigners.

(3) Both Governments reserve the right to alter the present provisions by a simple exchange of diplomatic notes, should they regard it as necessary to do so in the light of experience.

(4) The present agreement shall come into force on July 1, 1929, and shall cease to have effect three months after being denounced by either of the two countries.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 1, 1929.

En vous priant, Excellence, de bien vouloir me faire tenir une note analogue à la présentée en vue d'établir formellement l'accord sur la matière susindiquée, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

Son Excellence
Monsieur Ernest Streeruwitz,
Chancelier fédéral de la République d'Autriche,
Vienne.

Luis GARABELLI.

II.

LE CHANCELIER FÉDÉRAL.
124.922-15.

Vienne, le 25 mai 1929.

MONSIEUR L'ENVOYÉ,

Me référant aux pourparlers qui ont eu lieu entre la Chancellerie fédérale, Département des Affaires étrangères, et la Légation de l'Uruguay concernant la proposition de votre Gouvernement d'abolir entre l'Autriche et l'Uruguay le visa de passeports pour les ressortissants des deux Etats, et en réponse à la note N° 130/929, que vous avez bien voulu m'adresser à ce sujet à la date du 24 courant, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral, tout en adhérant avec une vive satisfaction à cette proposition, déclare par la présente de consentir au règlement suivant de cette question :

1° Les ressortissants de chacun des deux pays peuvent, en tous temps, pénétrer sur le territoire de l'autre pays et le quitter aux points de frontière officiellement reconnus, pourvu qu'ils soient munis d'un passeport national valable qui prouve incontestablement la nationalité du titulaire et sans qu'un visa de l'autre Etat soit requis.

Seuls les porteurs de passeports nationaux bénéficieront de cette faveur qui ne sera pas accordée aux personnes munies de passeports pour étrangers (*Reisepässe für Ausländer*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la nationalité est établie de façon irréfutable.

Il suffira pour les enfants au-dessous de quinze ans de présenter au lieu du passeport un certificat délivré d'office et indiquant leur nom, âge, nationalité et domicile ou lieu de séjour permanent. Ce certificat pour enfants (*Kinderausweis*) devra — lorsqu'il s'agira d'enfants au-dessus de dix ans — être muni d'une photographie sur laquelle sera apposé le sceau de l'autorité ayant délivré le certificat.

2° Le présent accord ne porte aucune atteinte aux dispositions en vigueur dans les territoires des deux pays concernant l'immigration, la fermeture des frontières, l'interdiction de l'accès, le refoulement à la frontière de voyageurs suspects, la déclaration des étrangers à la police, le séjour et l'expulsion des étrangers.

3° Chacun des deux gouvernements se réserve le droit de modifier ces dispositions par la voie d'un simple échange de notes diplomatiques dans le cas où — d'après les expériences faites — il le considérerait nécessaire.

4° Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1929 ; il cessera ses effets trois mois après sa dénonciation par l'un ou l'autre des deux Etats.

Tout en constatant que par les notes que nous venons d'échanger l'accord sur la matière sus-indiquée est formellement établi, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Son Excellence
Monsieur Louis Garabelli,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de l'Uruguay,
Vienne.

STREERUWITZ.

Requesting Your Excellency to forward me a note corresponding to the present note, in order formally to establish your agreement on this matter, I have the honour to be, etc.

To His Excellency M. Ernest Streeruwitz,
Federal Chancellor of the Austrian Republic,
Vienna.

Luis GARABELLI.

II.

FEDERAL CHANCELLOR.
124.922-15.

VIENNA, May 25, 1929.

SIR,

With reference to the negotiations between the Federal Chancellery, Department of Foreign Affairs, and the Uruguyan Legation, concerning your Government's proposal to abolish passport visas as between Austria and Uruguay for nationals of the two States, and in reply to Note No. 130/929 which you sent me on this matter on the 24th instant, I have the honour to inform you that the Federal Government has much satisfaction in acceding to this proposal, and herewith declares its consent to the following settlement of this question :

(1) Nationals of each of the two countries may at any time enter the territory of the other country and leave it at the officially recognised frontier points, provided they are in possession of a valid national passport which clearly establishes the holder's nationality and without the visa of the other State being required.

This privilege applies only to holders of national passports and not to holders of passports for foreigners (*Reisepässe für Ausländer*). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

In the case of children under fifteen a passport may be replaced by an official document stating the name, age, nationality and domicile or permanent residence of the child. In the case of children over ten years of age, this document must bear a photograph stamped by the issuing authority.

(2) The present agreement shall not affect the provisions in force in the territories of the two countries with regard to the immigration laws, the closing of the frontier, prohibitions to enter the country, the turning-back at the frontier of persons of doubtful antecedents, police registration and the residence and expulsion of foreigners.

(3) Both Governments reserve the right to alter the present provisions by a simple exchange of diplomatic notes, should they regard it as necessary to do so in the light of experience.

(4) The present agreement shall come into force on July 1, 1929, and shall cease to have effect three months after being denounced by either of the two countries.

Noting that the agreement on the above-mentioned matter is formally established by the present exchange of notes, I have the honour to be, etc.,

STREERUWITZ.

To His Excellency M. Louis Garabelli,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Uruguay,
Vienna.

N° 2113.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Traité relatif à la frontière de l'Oder,
avec protocole final. Signé à
Prague, le 22 mars 1928.**

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Treaty regarding the Oder Frontier,
with Final Protocol. Signed at
Prague, March 22, 1928.**

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2113. — SMLOUVA¹ MEZI NĚMECKOU ŘÍŠÍ A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O HRANIČNÍ ODŘE, PODEPSANÁ V PRAZE, DNE 22. BŘEZNA 1928.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 5 août 1929.

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ se strany jedné a NĚMECKÁ ŘÍŠE se strany druhé, zamýšlejíce upravití poměry na hraniční Odře, rozhodly se sjednati o tom smlouvu.

Proto jmenovaly svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Komisaře pro věci hraniční Ing. Václava ROUBÍKA,

NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT :

Vyslance dra Pavla ECKARDTA.

Tito zmocněnci, předloživše si navzájem své plné moci a shledavše je správnými obsahem i formou, shodli se na těchto ustanoveních :

Článek 1.

Hraniční Odrou jest podle této smlouvy trať Odry od říčního km 19,93 nad železničním mostem v Annabergu až k říčnímu km 27,47 pod ústím Olše, kteroužto trať československo-německá státní hranice z části sleduje a již na různých místech protíná.

Článek 2.

Hraniční Odra budiž udržována podle jednotných, příslušnými úřady obou států ve vzájemné dohodě ustanovených zásad.

Článek 3.

1. Vodní policii na hraniční Odře vykonává každý stát na svém území.
2. Povolení a schválení s hlediska vodní policie ve smyslu vodních zákonů obou států budou na hraniční Odře udělována úřady příslušného státu v dohodě s úřady státu druhého. Příslušným

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 17 juin 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2113. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER DIE GRENZODER, GEZEICHNET IN PRAG, AM 22. MÄRZ 1928.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 5, 1929.

DIE TSCHECHOSLOWAKISCHE REPUBLIK einerseits und DAS DEUTSCHE REICH andererseits haben in der Absicht, die Verhältnisse an der Grenzoder zu regeln, beschlossen, ein dahin gehendes Abkommen zu treffen.

Demzufolge haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

den Kommissar für Grenzangelegenheiten Ing. Václav ROUBÍK ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

den Gesandten Dr. Paul ECKARDT ;

Die Bevollmächtigten sind nach Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über folgende Bestimmungen übereingekommen :

Artikel 1.

Die Grenzoder im Sinne dieses Vertrages ist die Strecke der Oder von Stromkilometer 19,93 oberhalb der Eisenbahnbrücke bei Annaberg bis Stromkilometer 27,47 unterhalb der Olsamündung, der die tschechoslowakisch-deutsche Staatsgrenze zum Teil folgt und die sie an verschiedenen Stellen durchschneidet.

Artikel 2.

Die Grenzoder soll nach einheitlichen, von den zuständigen Behörden beider Staaten im gegenseitigen Einvernehmen aufzustellenden Grundsätzen unterhalten werden.

Artikel 3.

1. Die Wasserpolizei auf der Grenzoder übt jeder Staat innerhalb seines Gebietes aus.
2. Verleihungen und wasserpolizeiliche Genehmigungen im Sinne der Wassergesetze beider Staaten werden an der Grenzoder durch die Behörden des zuständigen Staates im Einverständnis

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 17, 1929.

jest onen stát, na jehož území mají býti zřízena díla, jež jsou předmětem povolení nebo schválení. Úřady obou států jsou při tom povinny sdělit si učiněné návrhy a formální námítky.

3. Ustanovení odstavce 2. platí obdobně i pro případy, kdy jde o to, aby bylo zachováno volným území, jímž protéká velká voda.

Článek 4.

Povolení k vybírání písku a šterku z koryta hraniční Odry budou udělována v dohodě příslušných úřadů obou států.

Článek 5.

Na požádání jednoho z obou států bude vypracován v dohodě příslušných úřadů obou států povšechný projekt úpravy hraniční Odry; tento projekt vyžaduje schválení obou států. Náklady, vyjímajíc požitky zúčastnivších se úředníků, budou hrazeny každým z obou států z polovice.

Článek 6.

Práce, jež mají býti vykonány v rámci povšechného projektu vypracovaného podle čl. 5 budou prováděny na podkladě podrobných projektů, rovněž vypracovaných ve vzájemné dohodě. Oba státy se dohodnou případ od případu o provádění těchto prací, o udržování tím vzniklého stavu, o rozvržení nákladů včetně výloh za vypracování podrobných projektů, jakož i o případné technické a finanční kontrole stavebních prací.

Článek 7.

Platy, jež má konati jeden z obou států podle čl. 5 a 6 státu druhému na podkladě vyúčtování uznaných oběma státy, buďtež provedeny do dvou měsíců po uznání těchto vyúčtování a to v méně druhého státu.

Článek 8.

1. Aby byl zjištěn stav hraniční Odry, provedou nejméně jednou v každém roce po dohodě příslušných úřadů obou států zmocněnci těchto úřadů společné přehledky. Takové přehledky vykonají se i v případech mimořádných událostí, požádá-li o to jeden z obou států. Podle výsledku přehledek buďtež učiněny návrhy na udržovací práce, jež bude snad třeba provést, jakož i na ostatní práce (čl. 6).

2. O přehledkách buďtež sepsány zápisy v jazycích obou států.

3. Výlohy, vzešlé přehledkami, hradí každý stát za osoby jím přibrané.

Článek 9.

Při provádění zaměřovacích prací může býti použito ku připojení na cizím státním území při hraniční Odře se vyskytujících výškových a polygonálních bodů říční stavební správy.

mit den Behörden des anderen Staates erteilt. Zuständig ist der Staat, in dessen Gebiete die für die Verleihung oder Genehmigung in Betracht kommenden Anlagen geschaffen werden sollen. Die beiderseitigen Behörden haben sich dabei die gestellten Anträge und förmlichen Einsprüche mitzuteilen.

3. Die Bestimmungen des Absatz 2 gelten entsprechend auch für die Freihaltung des vom Hochwasser durchflossenen Gebiets.

Artikel 4.

Genehmigungen zur Entnahme von Sand und Kies aus dem Flussbett der Grenzoder werden im Einvernehmen der zuständigen Behörden beider Staaten erteilt.

Artikel 5.

Auf Verlangen eines der beiden Staaten wird ein allgemeiner Entwurf für den Ausbau der Grenzoder im Einvernehmen der zuständigen Behörden beider Staaten aufgestellt werden ; dieser bedarf der Genehmigung beider Staaten. Die Kosten, mit Ausnahme der Bezüge der beteiligten Beamten, werden von jedem der beiden Staaten zur Hälfte getragen.

Artikel 6.

Arbeiten, die im Rahmen des nach Artikel 5 aufgestellten allgemeinen Entwurfs auszuführen sind, werden auf Grund von Sonderentwürfen ausgeführt, die gleichfalls im beiderseitigen Einvernehmen aufzustellen sind. Über die Ausführung dieser Arbeiten, Erhaltung des dadurch geschaffenen Zustandes und die Kostenverteilung, mit Einschluss der Kosten für die Aufstellung der Sonderentwürfe, sowie über eine etwaige technische und finanzielle Kontrolle der Bauarbeiten werden die beiden Staaten von Fall zu Fall Vereinbarungen treffen.

Artikel 7.

Zahlungen, die einer der beiden Staaten gemäss der Artikel 5 und 6 an den anderen Staat auf Grund der beiderseits anerkannten Abrechnungen zu leisten hat, sind innerhalb zweier Monate nach Anerkennung dieser Abrechnungen in der Währung des anderen Staates auszuführen.

Artikel 8.

1. Zur Feststellung des Zustandes der Grenzoder werden mindestens einmal in jedem Jahre im Einvernehmen der zuständigen Behörden der beiden Staaten durch die Beauftragten dieser Behörden gemeinsame Besichtigungen stattfinden. Solche Besichtigungen sind auch in Fällen aussergewöhnlicher Ereignisse auf Verlangen eines der beiden Staaten auszuführen. Je nach dem Ergebnis der Besichtigungen sind Vorschläge über etwa auszuführende Unterhaltungsarbeiten und über sonstige Arbeiten (Artikel 6) zu machen.

2. Über die Besichtigungen sind Niederschriften in den Sprachen beider Staaten aufzunehmen.

3. Die durch die Besichtigungen entstehenden Kosten trägt jeder Staat für die von ihm zugezogenen Personen.

Artikel 9.

Bei Ausführung von Vermessungsarbeiten dürfen die auf fremdem Staatsgebiet an der Grenzoder vorhandenen Höhen- und Polygonpunkte der Flussbauverwaltung für Anschlusszwecke mitbenützt werden.

Článek 10.

Příslušné úřady obou států budou si za náhradu telegrafních a telefonních výloh sdělovati takové údaje o vodních stavech a o poměrech ledu, jakož i o velikosti srážek a o odtokových množstvích, jež jsou cennými pro odvrácení nebezpečí velkých vod a ledů, pro přípravu úpravních projektů a pro provádění udržovacích prací na hraniční Odře. Pro stejné účely sdělí si tyto úřady navzájem, případně za náhradu výloh, jež vzniknou přenecháním materiálu, též cenné výsledky územních a vodních technických měření, jakož i změny výškových a polygonálních bodů.

Článek 11.

Příslušné úřady pro vodní stavby obou států vyrozumí o každé práci, jež má býti provedena na podkladě této smlouvy, navzájem sebe i příslušný úřad celní správy druhého státu, a to pokud možno šest dní předem.

Článek 12.

1. Na úředníky, kteří provádějí ustanovení této smlouvy musí přestupovati státní hranici na hraniční Odře, jest způsobem věci odpovídajícím použití ustanovení článku 32, odstavec 1 smlouvy mezi Československou Republikou a Německou Říší podepsané dne 3. února 1927 v Berlíně o úpravě hraničních poměrů na státní hranici popsané ve článku 83 versailleské smlouvy ze dne 28. července 1919. Totéž platí pro pomocný personál včetně dělníků tyto úředníky doprovázejících, avšak s tím dalším ustanovením, že tyto osoby musí prokázati na požádání pasových nebo celních orgánů svoji totožnost listinným dokladem (pasem, pohraniční propustkou atd.).

2. Soukromým osobám, pověřeným vyměřováním, prováděním aneb udržováním vodních staveb na hraniční Odře, jakož i dělníkům zaměstnaným při takových pracích budou po bližším dorozumění příslušných úřadů obou států poskytnuty veškeré přípustné úlevy při přestupování hranice za účelem provádění jejich prací.

Článek 13.

1. Oba státy si vzájemně zajišťují osvobození od cla a dávek pro stavební hmoty, dovážené jedním státem do území druhého státu pro práce, jež tam jsou v rámci této smlouvy nutnými, ať jsou prováděny na společný náklad či na náklad dovážejícího státu. Totéž platí pro nástroje a nářadí potřebné ku provádění prací za podmínky, že budou dopraveny zpět po upotřebení. Uvedené předměty musí býti dováženy v úseku hranice vymezeném hraniční Odrou. Osvobození od dávek se nevztahuje na statistické poplatky.

2. Při dovozu stavebních hmot, nástrojů a nářadí, rovněž při případném uskladnění stavebních hmot před jich použitím, poskytnou si oba státy veškeré přípustné úlevy s výhradou potřebných dozorčích opatření.

3. O bližších podmínkách pro dovoz beze cla a dávek předmětů jmenovaných v odstavci 1, jakož i o úlevách podle odstavce 2, dohodnou se příslušné úřady celních správ obou států.

4. Pro předměty jmenované v odstavci 1 nebude použito předpisů o omezení dovozu a vývozu.

Artikel 10.

Die zuständigen Behörden der beiden Staaten werden sich gegen Erstattung der Kosten für Draht- oder Fernsprechnachrichten diejenigen Angaben über Wasserstände und Eisverhältnisse sowie über Niederschlagshöhen und Abflussmengen machen, die für die Abwendung von Hochwasser- und Eisgefahren, für die Vorbereitung von Ausbauplänen und für die Durchführung von Arbeiten zur Unterhaltung der Grenzoder von Wert sind. Auch werden sie einander die für die gleichen Zwecke wertvollen Ergebnisse von erd- und wassertechnischen Vermessungen sowie Veränderungen der Höhen- und Polygonpunkte mitteilen, gegebenenfalls gegen Erstattung der Kosten, die durch die Überlassung des Materials entstehen.

Artikel 11.

Von jeder Arbeit, die auf Grund dieses Vertrages vorgenommen werden soll, haben die zuständigen Wasserbaubehörden beider Staaten einander und die zuständige Zollstelle des anderen Staates, und zwar möglichst sechs Tage vorher, zu benachrichtigen.

Artikel 12.

1. Auf Beamte, die in Ausführung der Bestimmungen dieses Vertrages an der Grenzoder die Staatsgrenze zu überschreiten haben, finden die Bestimmungen des Artikel 32 Absatz 1 des am 3. Februar 1927 in Berlin unterzeichneten Vertrages zwischen der Tschechoslowakischen Republik und dem Deutschen Reich zur Regelung der Grenzverhältnisse an der im Artikel 83 des Vertrages von Versailles vom 28. Juni 1919 beschriebenen Staatsgrenze entsprechende Anwendung. Das gleiche gilt für das diese Beamte begleitende Hilfspersonal mit Einschluss von Arbeitern, jedoch mit der Massgabe, dass diese Personen sich auf Verlangen der Pass- oder Zollorgane durch ein Ausweis-papier (Pass, Grenzausweis usw.) über ihre Person auszuweisen haben.

2. Privatpersonen, die mit Vermessungen, mit der Ausführung oder mit der Unterhaltung von Wasserbauten an der Grenzoder beauftragt sind, sowie den bei solchen Arbeiten beschäftigten Arbeitern werden nach näherer Verständigung der zuständigen Behörden der beiden Staaten beim Überschreiten der Grenzer zwecks Durchführung ihrer Arbeiten alle zulässigen Erleichterungen gewährt werden.

Artikel 13.

1. Die beiden Staaten sichern sich Zoll- und Abgabefreiheit für Baumaterialien zu, die von dem einen Staate in das Gebiet des anderen Staates für Arbeiten einzuführen sind, die dort im Rahmen dieses Vertrages notwendig sind, mögen die Arbeiten auf gemeinsame oder auf Kosten des einführenden Staates ausgeführt werden. Das gleiche gilt für die zur Vornahme der Arbeiten erforderlichen Werkzeuge und Geräte unter der Bedingung der Rückbringung nach gemachtem Gebrauch. Die Einfuhr der erwähnten Gegenstände muss über den Grenzabschnitt der Grenzoder erfolgen. Die Abgabefreiheit erstreckt sich nicht auf die statistischen Gebühren.

2. Bei der Einbringung der Baumaterialien, Werkzeuge und Geräte und ebenso bei einer etwaigen Lagerung der Baumaterialien vor ihrer Verwendung werden sich die beiden Staaten vorbehaltlich der erforderlichen Kontrollmassnahmen alle zulässigen Erleichterungen gewähren.

3. Über die näheren Bedingungen der zoll- und abgabefreien Einfuhr der im Absatz 1 genannten Gegenstände sowie über die Erleichterungen gemäss Absatz 2 werden sich die zuständigen Behörden der Zollverwaltungen beider Staaten verständigen.

4. Vorschriften zur Beschränkung der Ein- und Ausfuhr finden auf die im Absatz 1 genannten Gegenstände keine Anwendung.

Článek 14.

1. Oba státy sdělí si navzájem úřady příslušné ku provádění této smlouvy.
2. Ve věcech souvisejících s prováděním této smlouvy mohou si příslušné úřady obou států přímo dopisovati.

Článek 15.

Tato smlouva bude se závěrečným protokolem ratifikována. Ratifikační listiny budou vyměněny v Berlíně. Smlouva nabude účinnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin. Může býti každým z obou států před uplynutím kalendářního roku vypovězena ke konci roku následujícího.

Tato smlouva byla vyhotovena ve dvou souhlasných prvopisech v jazyku československém a německém; obě znění mají stejnou platnost.

Čemuž na svědomí podepsali zmocněnci tuto smlouvu a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Praze, dne 22. března 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL

K ČESKOSLOVENSKO-NĚMECKÉ SMLouvĚ O HRANIČNÍ ODŘE.

Při podpisu československo-německé smlouvy o hraniční Odře dohodli se zmocněnci, že :

- I. ustanovení této smlouvy nemají býti na překážku případné pozdější úpravě jinými mezinárodními ujednáními, a
- II. že celní předpisy obou států zůstávají, nehledíc k článku 13 této smlouvy, nedotčeny.

V PRAZE, dne 22. března 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

Copie certifiée conforme.

Praha, le juillet 1929.

D^r Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

Artikel 14.

1. Die beiden Staaten werden sich gegenseitig die für die Durchführung des Vertrages zuständigen Behörden mitteilen.

2. In den Angelegenheiten, die mit der Ausführung dieses Vertrages im Zusammenhang stehen, können die beiderseitigen zuständigen Behörden unmittelbar miteinander verkehren.

Artikel 15.

Dieser Vertrag soll mit dem Schlussprotokoll ratifiziert werden. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll in Berlin stattfinden. Der Vertrag soll am dreissigsten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Er kann von jedem der beiden Staaten vor Ablauf eines Kalenderjahres für das Ende des nachfolgenden Jahres gekündigt werden.

Dieser Vertrag ist in zwei übereinstimmenden Urschriften in tschechoslowakischer und deutscher Sprache ausgefertigt worden ; beide Wortlaute haben gleiche Geltung.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in Prag, am 22. März 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM TSCHECHOSLOVAKISCH-DEUTSCHEN VERTRAG ÜBER DIE GRENZODER.

Bei Unterzeichnung des tschechoslowakisch-deutschen Vertrages über die Grenzoder haben die Bevollmächtigten ihr Einverständnis darüber erklärt, dass

I. die Bestimmungen des Vertrags einer etwaigen späteren Regelung durch anderweitige zwischenstaatliche Vereinbarungen nicht im Wege stehen sollen und

II. dass die Zollvorschriften beider Staaten, abgesehen von dem Artikel 13 des Vertrags, unberührt bleiben.

PRAG, am 22 März 1928.

(L. S.) Ing. V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

Copie certifiée conforme.

Praha, le juillet 1929.

D^r Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

¹ TRADUCTION.**N° 2113. — TRAITÉ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIF A LA FRONTIÈRE DE L'ODER. SIGNÉ A PRAGUE, LE 22 MARS 1928.**

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, d'une part, et LE REICH ALLEMAND, d'autre part, désireux de régler la situation dans le secteur de l'Oder frontière, ont résolu de conclure une convention à cette fin.

A cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE :

M. Václav ROUBÍK, ingénieur, commissaire pour les questions de frontière ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Paul ECKARDT, ministre d'Allemagne.

Les plénipotentiaires, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'Oder frontière, au sens de la présente Convention, est le secteur de l'Oder compris entre le kilomètre 19,93, en amont du pont de chemin de fer d'Annaberg, et le kilomètre 27,47, en aval de l'embouchure de l'Olsa, que la frontière germano-tchécoslovaque suit en partie et coupe en différents points.

Article 2.

L'Oder frontière sera entretenue suivant des principes concordants, fixés d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats.

Article 3.

1. Chaque Etat exercera la police des eaux sur l'Oder frontière à l'intérieur de son propre territoire.

2. Les concessions et autorisations de police des eaux prévues par la législation fluviale des deux Etats seront accordées, dans le secteur de l'Oder frontière, par les autorités de l'Etat compétent, d'accord avec les autorités de l'autre Etat. L'Etat compétent est celui sur le territoire duquel doivent être établies les installations pour lesquelles la concession ou l'autorisation est demandée. A cet effet, les autorités des deux Etats se communiqueront les demandes présentées ainsi que les oppositions régulièrement formées.

3. Les dispositions de l'alinéa 2 s'appliquent également, *mutatis mutandis*, aux servitudes afférentes aux terrains inondés par les crues du fleuve.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2113. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE ODER FRONTIER. SIGNED AT PRAGUE, MARCH 22, 1928.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, of the one part, and THE GERMAN REICH, of the other part, being desirous of regulating the situation in the Frontier Section of the Oder, have resolved with this object to conclude a Convention and have appointed as their Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Monsieur Václav ROUBÍK, Engineer, Commissioner for Frontier Questions ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Doctor Paul ECKARDT, Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Frontier Section of the Oder, within the meaning of the present Convention, shall be the sector of the Oder between river kilometre 19.93 above the railway bridge at Annaberg and river kilometre 27.47 below the mouth of the Olsa, which sector the German-Czechoslovak frontier partly follows, intersecting it at various points.

Article 2.

Uniform principles for the upkeep of the Frontier Section of the Oder shall be fixed by agreement between the competent authorities of the two States.

Article 3.

1. Each State shall be responsible within its own territory for the enforcement of river regulations on the Frontier Section of the Oder.

2. River concessions and permits under the relevant legislation of the two States shall be granted in the Frontier Section of the Oder by the authorities of the competent State in agreement with those of the other State. The competent State shall be the State in whose territory the installations are to be established for which the concession or permit is required. The authorities of the two States shall communicate to one another applications which they have received and objections which have been formally submitted.

3. The provisions of paragraph 2 shall apply also, *mutatis mutandis*, to servitudes over flooded areas.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 4.

L'autorisation de prendre du sable et du gravier dans le lit de l'Oder frontière sera accordée après entente entre les autorités compétentes des deux Etats.

Article 5.

A la demande de l'un des deux Etats, un plan général de travaux d'amélioration de l'Oder frontière sera établi d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats ; ce plan devra être approuvé par les deux Etats. Les frais, à l'exception des traitements des fonctionnaires intéressés, seront supportés par moitié par chacun des deux Etats.

Article 6.

Les travaux à effectuer dans le cadre du plan général établi conformément à l'article 5, seront exécutés d'après des plans spéciaux, qui devront être également établis d'un commun accord. Pour l'exécution de ces travaux, le maintien de l'état de choses créé de ce fait et la répartition des frais, y compris les dépenses afférentes à l'établissement des plans spéciaux, ainsi que pour le contrôle technique et financier éventuel des travaux de construction, les deux Etats concluront des arrangements au fur et à mesure, dans chaque cas particulier.

Article 7.

Les versements que l'un des deux Etats, aux termes des articles 5 et 6, est tenu de faire à l'autre Etat, en vertu des relevés de comptes reconnus exacts de part et d'autre, seront effectués, en la monnaie de l'autre Etat, dans les deux mois qui suivront la reconnaissance de l'exactitude de ces comptes.

Article 8.

1. En vue de reconnaître l'état de l'Oder frontière, il sera procédé, au moins une fois par an, à la suite d'un accord entre les autorités compétentes des deux Etats, à des inspections qui seront effectuées en commun par les mandataires de ces autorités. En cas d'événements extraordinaires il sera également procédé à des inspections de ce genre à la demande de l'un des deux Etats. Suivant le résultat de ces inspections, des propositions devront être faites, le cas échéant, concernant les travaux d'entretien et autres (article 6) qu'il conviendrait d'exécuter.

2. Ces inspections donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal, rédigé dans la langue des deux Etats.

3. En ce qui concerne les frais occasionnés par ces inspections, chaque Etat indemnisera les personnes qu'il aura désignées pour y participer.

Article 9.

Pour l'exécution de travaux géodésiques, chaque Etat pourra utiliser, aux fins de raccordement, les points d'altitude et les points trigonométriques établis par l'administration des travaux hydrauliques sur le territoire de l'autre Etat.

Article 4.

Permits to remove sand and gravel from the bed of the Frontier Section of the Oder shall be granted by agreement between the competent authorities of the two States.

Article 5.

On the application of either of the two States a general plan for the improvement of the Frontier Section of the Oder shall be drawn up by agreement between their competent authorities, such plan to be approved by both States. The costs, apart from the salaries of the officials concerned, shall be divided equally between the two States.

Article 6.

Work provided for under the general plan drawn up in conformity with Article 5 shall be carried out according to special plans, which shall also be drawn up by joint agreement. The two States shall come to an arrangement in every individual case concerning the execution of such work, the upkeep thereof and the allocation of the cost, including the cost of drawing up the special plans, and, further, concerning the technical and financial supervision of the building operations.

Article 7.

Sums due by one of the two States to the other, under Articles 5 and 6, in virtue of accounts passed by both Parties, shall be paid in the currency of the other State within two months after the aid accounts have been approved.

Article 8.

1. With a view to ascertaining the state of the Frontier Section of the Oder, joint inspections shall be carried out at least once a year, by agreement between the competent authorities of the two States, by organs appointed by the said authorities. In case of emergency such inspections shall also be carried out at the request of one of the two States. Proposals shall be made, according to the result of the inspections, concerning any upkeep and other work (Article 6) that may be required.

2. Reports of inspections shall be drawn up in the language of the two States.

3. The costs of inspections shall be borne by the individual States in respect of the persons appointed by them.

Article 9.

In the execution of surveys each State may use, for purposes of coordination, the altitude and trigonometrical points established in the Frontier Section of the Oder by the hydraulic works administration in the territory of the other State.

Article 10.

Les autorités compétentes des deux Etats, contre remboursement des frais télégraphiques ou téléphoniques, se communiqueront les renseignements concernant le niveau des eaux, l'état des glaces, la hauteur des précipitations et le débit des eaux, qu'il importe de connaître pour conjurer les dangers des inondations et des glaces, pour préparer les plans d'amélioration et pour exécuter les travaux d'entretien de l'Oder frontière. Ils se communiqueront de même les résultats des travaux de mensuration géodésique et hydrotechnique qu'il est également précieux de connaître à cet effet, ainsi que toutes les modifications apportées à la situation des points d'altitude et des points trigonométriques, le cas échéant contre remboursement des frais occasionnés par la communication des documents.

Article 11.

Les administrations des travaux hydrauliques des deux Etats devront s'aviser l'une l'autre et aviser le bureau de douane intéressé de l'autre Etat, autant que possible six jours à l'avance, de tout travail qui doit être effectué en vertu de la présente convention.

Article 12.

1. Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 32 du Traité conclu le 3 février 1927 à Berlin entre la République tchécoslovaque et le Reich allemand pour régler les questions de frontière à la frontière fixée par l'article 83 du traité de Versailles du 28 juin 1919, seront applicables par analogie aux fonctionnaires qui ont à franchir la frontière dans le secteur de l'Oder frontière en exécution des dispositions de la présente Convention. Cette stipulation s'applique également au personnel auxiliaire accompagnant ces fonctionnaires, y compris les ouvriers ; il est entendu, toutefois, que ces personnes devront, si les fonctionnaires du service de contrôle des passeports ou des douanes le demandent, établir leur identité en présentant un passeport, une carte frontalière ou une autre pièce du même genre.

2. Les particuliers chargés de procéder à des relevés géodésiques, à l'exécution ou à l'entretien de travaux hydrauliques dans le secteur de l'Oder frontière, ainsi que les ouvriers occupés à ces travaux, bénéficieront de toutes les facilités compatibles avec les règlements, lorsqu'ils auront à franchir la frontière pour l'exécution de ces travaux. Ces facilités feront l'objet d'un arrangement de détail entre les autorités compétentes des deux Etats.

Article 13.

1. Les deux Etats se concèdent réciproquement la franchise de droits de douane et autres taxes pour les matériaux de construction destinés à être importés d'un Etat sur le territoire de l'autre Etat pour des travaux qui doivent y être effectués par application de la présente convention, que ces travaux soient exécutés à frais communs ou aux frais de l'Etat importateur. Il en sera de même pour les instruments et le matériel nécessaires à l'exécution de ces travaux, sous condition de réexportation après usage. Les objets en question devront être importés par le secteur frontière de l'Oder frontière. Cette franchise ne s'étend pas aux droits de statistique.

2. Sous réserve des mesures de contrôle nécessaires, les deux Etats s'accorderont toutes les facilités compatibles avec les règlements pour l'importation des matériaux de construction, outils et matériel, ainsi que pour l'entreposage éventuel des matériaux de construction avant leur emploi.

3. Les autorités compétentes de l'administration des douanes des deux Etats se mettront d'accord sur les modalités de l'importation en franchise des objets visés à l'alinéa 1, ainsi que sur les facilités prévues à l'alinéa 2.

4. Les restrictions à l'importation et à l'exportation ne seront pas applicables aux objets visés à l'alinéa 1.

Article 10.

The competent authorities of the two States shall communicate to one another, each at the other's expense in the case of telegrams and telephone messages such information concerning the water level, ice conditions, the height of deposits and the volume of discharge water, as is of use in averting flood and ice risks, preparing plans for improvements, and ensuring the upkeep of the Frontier Section of the Oder. With these same objects they shall also communicate to one another useful results of land and hydrotechnical surveys, and alterations in the altitude and trigonometrical points, any cost of communicating documents being refunded.

Article 11.

The competent hydraulic works authorities of the two States shall inform one another and the competent Customs office of the other State, if possible six days beforehand, of any work to be carried out in virtue of the present Convention.

Article 12.

1. The provisions of Article 32, paragraph 1, of the Treaty signed on February 3rd, 1927, in Berlin between the Czechoslovak Republic and the German Reich, for the settlement of frontier questions on the frontier fixed by Article 83 of the Treaty of Versailles of June 28th, 1919, shall be applicable *mutatis mutandis* to officials who have to cross the frontier in the Frontier Section of the Oder in execution of the provisions of the present Convention. This stipulation shall apply also to the auxiliary personnel, including workmen, accompanying such officials, on the understanding that such persons shall establish their identity by means of an identity document (passport, frontier identity card, etc.) when so requested by the passport or Customs authorities.

2. Private persons entrusted with surveys or with the execution or upkeep of hydraulic works in the Frontier Section of the Oder and workmen engaged in such work, shall, in accordance with a detailed agreement to be concluded between the competent authorities of the two States, be granted all facilities compatible with the regulations when crossing the frontier for the purposes of their work.

Article 13.

1. The two States shall accord one another exemption in the matter of Customs duties and other charges for building material to be imported by one State into the territory of the other for the purpose of work coming under the present Convention, whether such work is to be carried out at the expense of the two States jointly or of the importing State alone. The same shall apply to instruments and tools required for the execution of the work, subject to their re-export after use. The articles in question must be imported over the Frontier Section of the Oder. Exemption shall not extend to statistical dues.

2. Subject to the necessary measures of control, the two States shall accord one another all facilities compatible with the regulations in the importation of building material, instruments, and tools, and the storing of building material before use.

3. The competent Customs authorities of the two States shall come to an agreement concerning the detailed conditions for the free importation of the articles mentioned in paragraph 1 and concerning the facilities laid down in paragraph 2.

4. Import and export restrictions shall not apply to the articles mentioned in paragraph 1.

Article 14.

1. Les deux Etats se communiqueront l'un à l'autre la liste des autorités chargées de l'application de la présente convention.

2. Dans les questions ayant trait à l'application de la présente convention, les autorités compétentes des deux parties pourront communiquer directement entre elles.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée, ainsi que le protocole final y relatif. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Berlin. La convention entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée par chacun des deux Etats, avant l'expiration d'une année civile, pour la fin de l'année suivante.

La présente convention a été établie en deux exemplaires concordants, rédigés en langue tchécoslovaque et en langue allemande ; les deux textes font également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Prague, le 22 mars 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

PROTOCOLE FINAL

DE LA CONVENTION GERMANO-TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT L'ODER FRONTIÈRE.

Au moment de signer la Convention germano-tchécoslovaque concernant l'Oder frontière, les plénipotentiaires ont déclaré qu'il est entendu que

I^o Les dispositions de la Convention ne feront pas obstacle à un règlement ultérieur éventuel par le moyen d'autres arrangements internationaux ; et

II^o que la présente Convention, à l'exception de l'article 13, n'affecte pas les règlements douaniers des deux Etats.

PRAGUE, le 22 mars 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

Article 14.

1. The two States shall communicate to one another a list of the authorities responsible for the application of the present Convention.

2. In questions relating to the application of the Convention, the competent authorities of the two States may communicate with one another direct.

Article 15.

The present Convention shall be ratified, together with the Final Protocol. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Berlin. The Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification. It can be denounced by either of the two States before the end of the civil year, with effect as from the end of the following year.

The present Convention has been drawn up in two copies of like tenor, in Czechoslovak and in German ; both texts shall be authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Prague, March 22, 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

FINAL PROTOCOL

TO THE CZECHOSLOVAK-GERMAN CONVENTION CONCERNING THE FRONTIER SECTION
OF THE ODER.

On signing the Czechoslovak-German Convention concerning the Frontier Section of the Oder, the Plenipotentiaries declared themselves in agreement on the following points :

(I) The provisions of the present Convention shall not preclude a subsequent settlement by other inter-State agreements, and

(II) The present Convention, apart from Article 13, shall not affect the Customs regulations of either of the two States.

PRAGUE, March 22, 1928.

(L. S.) V. ROUBÍK.

(L. S.) Paul ECKARDT.

N° 2114.

ALLEMAGNE ET PORTUGAL

Accord concernant la reconnaissance
réciproque des lois et règlements
pour la sécurité de la navigation
maritime. Signé à Lisbonne, le
8 avril 1929.

GERMANY AND PORTUGAL

Agreement regarding the reciprocal
Recognition of Laws and Regula-
tions for the Security of Maritime
Navigation. Signed at Lisbon,
April 8, 1929.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2114. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK PORTUGAL ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG DER SICHERHEITSVORSCHRIFTEN FÜR SEESCHIFFE. GEZEICHNET IN LISSABON, AM 8. APRIL, 1929.

Textes officiels allemand et portugais communiqués par le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 août 1929.

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS und DIE REGIERUNG DER PORTUGIESISCHEN REPUBLIK sind der Auffassung, dass die in beiden Ländern über die Sicherung der Schifffahrt in Kraft befindlichen Gesetze und Verordnungen eine ausreichende Kontrolle der Seetüchtigkeit der Schiffe gewährleisten.

In dem Wunsche, die maritimen Wechselbeziehungen beider Länder zu fördern, haben sie daher folgendes Abkommen zu treffen beschlossen :

Artikel 1.

Jede der beiden vertragschliessenden Regierungen erkennt die von der anderen Regierung in ihrer Gesetzgebung festgelegten gesetzlichen und verordnungsmässigen Bestimmungen in vollem Umfange an, soweit dieselben dazu dienen, eine ausreichende Kontrolle über die Sicherheitsvorkehrungen auf den Schiffen jeglicher Art und Grösse des betreffenden Landes zu gewährleisten.

Artikel 2.

Auf Grund der Bestimmungen des Artikels 1 erkennen die Behörden der deutschen Häfen die von den zuständigen Schifffahrtsbehörden in Portugal im Sinne der Dekrete Nr. 15 372 und 15 452 der Regierung der Portugiesischen Republik vom 9. April 1928 für portugiesische Schiffe ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen als gültig und gesetzmässig an.

Die portugiesischen Schifffahrtsbehörden der Festlandshäfen sowie der Häfen der vorgelagerten Inselgruppen erkennen ihrerseits die den deutschen Schiffen von den zuständigen Behörden ihres Heimatlandes ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder gleichwertigen Urkunden als gültig und gesetzmässig an.

Artikel 3.

Die deutschen Schiffe sind in den portugiesischen Festlands- oder Inselhäfen seitens der portugiesischen Schifffahrtsbehörden lediglich einer Kontrolle unterworfen, die sich auf die Fest-

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mai 1929.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 2114. — ACORDO¹ ENTRE A ALEMANHA E PORTUGAL RESPEITANTE AO RECONHECIMENTO RECÍPROCO DAS LEIS E REGULAMENTOS PARA A SEGURANÇA DA NAVEGAÇÃO MARÍTIMA. ASSINADO EM LISBOA, EM 8 DE ABRIL DE 1929.

German and Portuguese official texts communicated by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Agreement took place August 7, 1929.

O GOVERNO DA REPÚBLICA PORTUGUÊSA e o GOVERNO DA ALEMANHA, tendo reconhecido que as leis e regulamentos sobre segurança de navegação, em vigor nos dois países, garantem uma eficaz fiscalização das condições de navegabilidade dos navios

Desejando facilitar as relações marítimas recíprocas entre os dois países ; resolveram concluir o seguinte acôrdo :

Artigo 1º

Cada um dos dois Governos Contractantes reconhece plenamente as disposições legais e regulamentares estabelecidas pelo outro Govêrno na sua legislação e destinadas a assegurar uma conveniente fiscalização das condições de segurança dos navios da respectiva nacionalidade, de qualquer genero e dimensões.

Artigo 2º

Como consequencia das disposições do artigo 1º, as autoridades dos portos da Alemanha reconhecem como válidos e legais os certificados de navegabilidade, passados pelas autoridades marítimas portuguesas aos navios portugueses, segundo o disposto nos decretos Nos. 15-372 e 15-452 do Govêrno da Republica Portuguesa, datados de 9 de Abril de 1928.

As autoridades marítimas portuguesas, nos portos do Continente da Republica e dos arquipelagos adjacentes, reconhecem como válidos e legais os certificados de navegabilidade, ou documentos equivalentes, passados aos navios alemães pelas autoridades competentes do seu Pais.

Artigo 3º

Os navios alemães, em portos do Continente da Republica ou dos arquipelagos adjacentes, estão apenas sujeitos, por parte das autoridades marítimas portuguesas, a uma fiscalização limitada

¹ Came into force May 1, 1929.

stellung des Vorhandenseins von noch gültigen und seitens der zuständigen deutschen Behörden ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder anderen gleichwertigen Urkunden an Bord erstreckt.

Die portugiesischen Schiffe in den deutschen Häfen sind seitens der zuständigen Hafenbehörden ebenfalls nur einer Kontrolle unterworfen, die sich auf die Feststellung des Vorhandenseins einer noch gültigen, von den portugiesischen Schiffsbehörden ausgestellten Seetüchtigkeitsbescheinigung an Bord erstreckt.

Artikel 4.

Ungeachtet der Bestimmungen der vorhergehenden Artikel können die zuständigen Behörden jeder der vertragschliessenden Regierungen die Ausreise eines Schiffes der Flagge des anderen Landes verhindern, selbst wenn es über eine noch gültige Seetüchtigkeitsbescheinigung oder gleichwertige Dokumente verfügt, sobald Gründe für die Annahme vorliegen, dass offenbare Gefahr für das Leben der an Bord befindlichen Personen besteht, wenn das Schiff zum Antritt der in Aussicht genommenen Reise ermächtigt würde.

In diesem Falle ist der Konsul des Landes, dem das an der Ausreise verhinderte Schiff angehört, sofort von den zuständigen Hafenbehörden in Kenntnis zu setzen, damit er die erforderlichen, durch die Umstände gebotenen Vorkehrungen treffen kann, sofern nicht der Kapitän des betreffenden Schiffes dieses inzwischen wieder in guten seetüchtigen Zustand gebracht hat.

Artikel 5.

Die deutschen bzw. portugiesischen Schiffe können für sich die durch den gegenwärtigen Vertrag gewährten Vorteile nur dann in Anspruch nehmen, wenn sie eine gültige, von den zuständigen Behörden ihres Heimatlandes ausgestellte Seetüchtigkeitsbescheinigung oder eine gleichwertige andere Urkunde führen.

Daher können die deutschen bzw. portugiesischen Schiffe, wenn sie nur Urkunden einer sogar von beiden Regierungen anerkannten Klassifikationsgesellschaft an Bord führen, den vorliegenden Vertrag nicht für sich in Anspruch nehmen, um sich der Prüfung durch die zuständigen Behörden des anderen Landes zu entziehen, ausgenommen in den Fällen, in denen nach der Gesetzgebung des Heimatlandes des Schiffes die Urkunden der betreffenden Klassifikationsgesellschaft als gültig anerkannt und den offiziellen Urkunden gleichgestellt sind.

Die Schiffe, die nach der Gesetzgebung ihres Heimatlandes davon befreit sind, an Bord eine Seetüchtigkeitsbescheinigung oder entsprechende gleichwertige Urkunden mitzuführen, haben jedoch Anspruch auf sämtliche, durch den vorliegenden Vertrag anerkannten Vorteile, und zwar unter den gleichen Bedingungen wie die Schiffe, die mit ordnungsmässigen Seetüchtigkeitsbescheinigungen versehen sind.

Artikel 6.

Die zuständigen Behörden der beiden vertragschliessenden Regierungen behalten sich das Recht vor, nachzuprüfen, ob die Angaben in den Seetüchtigkeitsbescheinigungen oder den gleichwertigen Dokumenten der Auswandererschiffe, besonders soweit sie sich auf Rettungsmittel, Passagierzahl, Lebensmittel- und Wasservorräte beziehen, wie auch die Bestimmungen des Landes, dem diese Behörden angehören, über Bewohnbarkeit, Hygiene und Sauberkeit der den Deckpassagieren zugewiesenen Räumlichkeiten ordnungsmässig eingehalten sind und ob die Einrichtung der Krankensäle und das medizinische und pharmazeutische Material den geltenden Bestimmungen des Flaggenstaates entspricht, dem die genannten Behörden angehören.

Artikel 7.

Die Bestimmungen des Artikels 1 des vorliegenden Abkommens sollen keine der beiden vertragschliessenden Regierungen daran hindern, falls sie es für notwendig erachtet, die gesetzlichen

á verificação da existencia a bordo de certificados de navegabilidade, ou documentos equivalentes, ainda em vigôr e passados pelas autoridades competentes alemãs.

Os navios portuguezes nos portos da Alemanha estão apenas sujeitos, por parte das autoridades competentes desses portos, a uma fiscalização limitada á verificação da existencia a bordo dum certificado de navegabilidade ainda em vigôr, passado pelas autoridades maritimas portuguezas.

Artigo 4º

Apesar das disposições dos artigos anteriores, as autoridades competentes de cada um dos Governos Contractantes podem embargar a saída dum navio da nacionalidade do outro Pais, ainda que provido dum certificado de navegabilidade, ou documentos equivalentes, em vigôr, desde que tenham razões para supôr que ha pertigo evidente para a vida das pessoas embarcadas, se o navio em questão fôr autorisado a fazer a viagem projectada.

Neste caso o Consul do país a que pertence o navio cuja partida foi embargada, será imediatamente prevenido pelas autoridades competentes do porto, afim de tomar as providencias necessarias impostas pelas circumstancias, a menos que, entretanto, o capitão do navio em questão o tenha posto de novo em bôas condições de navegabilidade.

Artigo 5º

Os navios portuguezes ou alemães só gosam das vantagens concedidas pelo presente acôrdo quando estejam munidos dum certificado de navegabilidade, ou documentos equivalentes, ainda em vigôr e passados pelas autoridades competentes dos respectivos paises.

Portanto, os navios portuguezes ou alemães que apenas possuam certificados passados por uma Sociedade de classificação, embora reconhecida pelos dois Governos, não podem invocar o presente acôrdo para se eximirem á fiscalização das autoridades competentes do outro Pais, excepto nos pontos em que a legislação do país da nacionalidade do navio reconhece como válidos e equivalentes a certificados officiais os certificados da referida Sociedade de classificação.

Os navios que pela legislação do seu país estão dispensados de ter a bordo um certificado de navegabilidade, ou documentos equivalentes, gosam pelo contrario de todas as vantagens reconhecidas pelo presente acôrdo, nas mesmas condições dos navios providos de certificados de navegabilidade em regra.

Artigo 6º

As autoridades competentes dos dois Governos Contractantes reservam-se o direito de verificar que as alegações contidas nos certificados de navegabilidade, ou documentos equivalentes, dos navios de emigrantes, em particular as que dizem respeito a meios de salvação, numero de passageiros, viveres e aguada, são devidamente observadas, bem como as disposições regulamentares do país a que pertencem essas autoridades e que dizem respeito á habitabilidade, higiene e salubridade dos locais affectos aos passageiros de coberta e se as instalações das enfermarias, o material medido e pharmaceutico são conformes com as prescrições em vigôr no país a que pertencem as referidas autoridades.

Artigo 7º

As prescrições contidas no artigo 1º do presente acôrdo não impedem cada um dos dois Governos Contractantes de modificar, quando o julgarem necessario, as disposições legais e regulamentares

und verordnungsmässigen Bestimmungen über Sicherung der Schifffahrt zu ändern ; sie ist jedoch gehalten, die an der in Kraft befindlichen Gesetzgebung vorgenommenen Änderungen der anderen Regierung umgehend mitzuteilen.

Die vertragschliessenden Regierungen können auf diplomatischem Wege und bei jeder Gelegenheit die als erwünscht oder erforderlich erachteten Aenderungen in das vorliegende Abkommen aufnehmen.

Artikel 8.

Das vorliegende Abkommen tritt mit dem 1. Mai 1929 in Kraft und gilt für unbegrenzte Zeit ; seine Kündigung kann von jeder der vertragschliessenden Regierungen bei beliebiger Gelegenheit erfolgen.

Die Kündigung des Abkommens wird erst sechs Monate nach ihrer Bekanntgabe an den anderen Staat wirksam.

Zur Bekräftigung haben die Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Lissabon am 8. April 1929.

Ernst BUSCH.

Manuel Carlos QUINTÃO MEYRELLES.

respectivas sôbre segurança de navegação, devendo, comtudo, comunicar imediatamente ao outro Govêrno as modificações feitas na legislação em vigôr.

Os Govêrnos Contractantes podem introduzir no presente acôrdo, por via diplomatica e em qualquer ocasião, os melhoramentos que se julguem desejaveis ou necessarios.

Artigo 8º

O presente acôrdo entra em vigôr a partir de 1º de Maio de 1929 e conservar-se-ha em vigôr por tempo indeterminado, podendo ser denunciado em qualquer ocasião por um dos dois Govêrnos Contractantes.

A denuncia do acôrdo só terá efeito seis meses depois da data em que fôr comunicada ao outro Govêrno.

Em firmeza do que os Plenipotenciarios respectivos assinaram o presente Acôrdo.

Feito em duplicado em Lisbôa aos 8 de Abril de 1929.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.
Ernst BUSCH.

¹ TRADUCTION.

N^o 2114. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE PORTUGAL
CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LOIS
ET RÉGLEMENTS POUR LA SÉCURITÉ DE LA NAVIGATION
MARITIME. SIGNÉ A LISBONNE LE 8 AVRIL 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, estimant que les lois et règlements en vigueur dans les deux pays sur la sécurité de la navigation garantissent un contrôle suffisant de la navigabilité des navires, et désireux de développer les relations maritimes réciproques entre les deux pays, ont résolu de conclure l'accord suivants :

Article premier.

Chacun des deux gouvernements contractants reconnaît pleinement les dispositions légales et réglementaires établies par l'autre gouvernement dans sa législation et destinées à assurer un contrôle efficace des conditions de sécurité des navires de toute nature et de toutes dimensions de leurs pays respectifs.

Article 2.

En conséquence des dispositions de l'article 1, les autorités des ports de l'Allemagne reconnaissent comme valides et légaux les certificats de navigabilité, délivrés par les autorités maritimes portugaises aux navires portugais, selon les dispositions des décrets N^o 15-372 et 15-452 du Gouvernement de la République portugaise, en date du 9 avril 1928.

Les autorités maritimes portugaises, dans les ports continentaux de la République et dans les ports des archipels avoisinants, reconnaissent comme valides et légaux les certificats de navigabilité, ou les pièces équivalentes, délivrés aux navires allemands par les autorités compétentes de leur pays.

Article 3.

Les navires allemands dans les ports continentaux de la République portugaise et dans les ports des archipels avoisinants, ne sont soumis, de la part des autorités maritimes portugaises, qu'à un contrôle se bornant à la vérification de l'existence à bord de certificats de navigabilité, ou de pièces équivalentes, encore valides, et délivrés par les autorités compétentes allemandes.

Les navires portugais dans les ports de l'Allemagne ne sont soumis, de la part des autorités compétentes desdits ports, qu'à un contrôle se bornant à la vérification de l'existence à bord d'un certificat de navigabilité, encore valide, délivré par les autorités maritimes portugaises.

Article 4.

Nonobstant les dispositions des articles précédents, les autorités compétentes de chacun des gouvernements contractants peuvent empêcher la sortie d'un navire de la nationalité de l'autre pays, même s'il est pourvu d'un certificat de navigabilité, ou de pièces équivalentes, encore valides, lorsqu'elles ont des raisons de supposer que la vie des passagers serait manifestement mise en péril, si le navire en question était autorisé à effectuer la traversée projetée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2114. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND PORTUGAL REGARDING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF LAWS AND REGULATIONS FOR THE SECURITY OF MARITIME NAVIGATION. SIGNED AT LISBON, APRIL 8, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, considering that the laws and regulations concerning the safety of navigation in force in their respective countries ensure adequate inspection of the seaworthiness of shipping, and desiring to develop reciprocal maritime relations between the two countries, have decided to conclude the following Agreement :

Article 1.

Each of the two Contracting Parties unreservedly recognises the other Party's laws and regulations for the proper inspection of safety conditions in vessels of every description and tonnage in their respective countries.

Article 2.

As a consequence of the provisions of Article 1, German port authorities shall recognise as legal and valid certificates of seaworthiness issued to Portuguese vessels by Portuguese maritime authorities in accordance with the provisions of Decrees No. 15-372 and 15-452 of the Government of the Portuguese Republic, dated April 9, 1928.

Portuguese maritime authorities in the continental ports of the Republic and in the ports of the neighbouring archipelagoes, shall recognise as legal and valid certificates of seaworthiness, or documentary evidence in lieu thereof, issued to German vessels by the competent German authorities.

Article 3.

German vessels in the continental ports of the Portuguese Republic and in the ports of the neighbouring archipelagoes shall only be subject, on the part of the Portuguese maritime authorities to such inspection as is necessary to ascertain that valid certificates of seaworthiness or documentary evidence in lieu thereof issued by the competent German authorities, are on board.

Portuguese vessels in German ports shall only be subject, on the part of the competent authorities of the above-mentioned ports, to such inspection as is necessary to ascertain that a valid certificate of seaworthiness, issued by the Portuguese maritime authorities, is on board.

Article 4.

Notwithstanding the provisions of the preceding Articles, the competent authorities of either Contracting Party shall have the right to prevent the departure of a vessel belonging to the other Contracting Party, even if that vessel possesses a valid certificate of seaworthiness or documentary evidence in lieu thereof, whenever they have reason to suppose that the life of the passengers would clearly be endangered if the vessel in question were allowed to proceed on its intended course.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Dans ce cas, le consul du pays auquel appartient le navire dont le départ aura été empêché, sera immédiatement prévenu par les autorités compétentes du port, afin qu'il prenne les dispositions nécessaires imposées par les circonstances, à moins que, dans l'intervalle, le capitaine du navire en question n'ait mis de nouveau son bâtiment dans de bonnes conditions de navigabilité.

Article 5.

Les navires portugais ou allemands ne jouissent des avantages accordés par le présent accord que lorsqu'ils sont munis d'un certificat de navigabilité, ou de pièces équivalentes encore valides ; et délivrés par les autorités compétentes des pays respectifs.

En conséquence, les navires portugais ou allemands qui ne possèdent que des certificats délivrés par une « Société de classification », même reconnue par les deux gouvernements, ne peuvent invoquer le présent accord pour se soustraire au contrôle des autorités compétentes de l'autre pays, sauf sur les points où la législation du pays auquel appartient le navire reconnaît comme valides et équivalents à des certificats officiels les certificats de la « Société de classification » en question.

Les navires qui, aux termes de la législation de leur pays, sont dispensés de posséder à bord un certificat de navigabilité ou des pièces équivalentes, jouissent au contraire de tous les avantages reconnus par le présent accord, dans les mêmes conditions que les navires munis de certificats de navigabilité en règle.

Article 6.

Les autorités compétentes des deux gouvernements contractants se réservent le droit de s'assurer que les indications contenues dans les certificats de navigabilité, ou pièces équivalentes, des navires d'émigrants, et en particulier celles qui concernent les moyens de sauvetage, le nombre des passagers les provisions en vivres et en eau, ainsi que les dispositions réglementaires du pays auquel appartiennent ces autorités relatives à l'aménagement, à l'hygiène et à la salubrité des locaux affectés aux passagers du pont, sont dûment observées ; elles s'assurent également que l'installation des infirmeries, le matériel médical et pharmaceutique sont conformes aux prescriptions en rigueur dans le pays auquel appartiennent lesdites autorités.

Article 7.

Les prescriptions contenues à l'article premier du présent accord n'empêcheront aucun des deux gouvernements contractants de modifier, quand il le jugera nécessaire, les dispositions légales et réglementaires relatives à la sécurité de la navigation, mais il devra communiquer immédiatement à l'autre gouvernement les modifications apportées à la législation en vigueur.

Les gouvernements contractants pourront introduire dans le présent accord, par la voie diplomatique et en toute occasion, les améliorations qu'ils jugeront désirables ou nécessaires.

Article 8.

Le présent accord entrera en vigueur le premier mai 1929, pour une période indéterminée ; il pourra être dénoncé en tout temps par l'un des deux gouvernements contractants.

La dénonciation de l'accord ne prendra effet que six mois après la date à laquelle elle aura été notifiée à l'autre gouvernement.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord.

Fait en double exemplaire, à Lisbonne, le 8 avril 1929.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.
Ernst BUSCH.

In such case, the competent authorities of the port shall at once inform the consul of the country to which the vessel thus held up belongs, in order that he may take such steps as the circumstances warrant, unless, in the meantime, the master of the vessel has again rendered it seaworthy.

Article 5.

Portuguese or German vessels shall not be entitled to claim the benefits of this Agreement unless they are provided with a valid certificate of seaworthiness, or documentary evidence in lieu thereof, issued by the competent authorities of their respective countries.

Consequently, Portuguese or German vessels which only possess certificates issued by a "classifying institution", even when these are recognised by the two Contracting Parties, may not appeal to the terms of the present Agreement in order to obtain exemption from inspection by the competent authorities of the other Contracting Party, except on points where the certificates of the "classifying society" in question are recognised by the legislation of the country to which the ship belongs as valid and as the equivalent of official certificates.

Vessels which, under the law of their country, are exempted from having on board a certificate of seaworthiness or documentary evidence in lieu thereof shall, however, be entitled to claim all benefits provided by the present Agreement under the same conditions as vessels furnished with due and proper certificates of seaworthiness.

Article 6.

The competent authorities of the two Contracting Parties reserve the right to ascertain that the details contained in the certificates of seaworthiness, or documentary evidence in lieu thereof, of emigrant ships, in particular those concerning safety appliances, the number of passengers, and food and water supplies, are duly observed; as well as the rules and regulations of the country to which these authorities belong regarding the habitability, hygienic arrangements and sanitation of quarters intended for deck passengers; they reserve the right to ensure likewise that the installation of sick-bays and the supply of medical and chemical material are in conformity with the regulations in force in the country to which the above-mentioned authorities belong.

Article 7.

The regulations contained in Article 1 of the present Agreement shall not prevent either of the two Contracting Parties from altering as they may think necessary, the rules and regulations concerning safety conditions for shipping, but they shall at once communicate to the other Contracting Party any alterations made in the legislation in force.

The Contracting Parties may introduce into the present Agreement, through the diplomatic channel and at any time, such improvements as may be held to be desirable or necessary.

Article 8.

The present Agreement shall come into force on May 1, 1929, for an indefinite period. It may be denounced at any time by either Contracting Party.

Denunciation of the Agreement shall only take effect six months after the date on which it was notified to the other Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done in duplicate at Lisbon, April 8, 1929.

Manuel Carlos QUINTÃO MEIRELES.
Ernst BUSCH.

N° 2115.

FRANCE ET LETTONIE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Riga, le 29 octobre 1924.

FRANCE AND LATVIA

Convention regarding Extradition and Legal Assistance in Criminal Matters. Signed at Riga, October 29, 1924.

N^o 2115. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE LA FRANCE ET LA LETTONIE. SIGNÉE A RIGA, LE 29 OCTOBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 août 1929.

LE GOUVERNEMENT LETTON et LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS ont résolu de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle.

A cet effet ont été nommés en qualité de délégués plénipotentiaires, savoir :

DE LA PART DE LA LETTONIE :

M. Germain ALBAT, ministre plénipotentiaire, secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères, et

DE LA PART DE LA FRANCE :

M. Damien DE MARTEL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de France auprès du Gouvernement letton, officier de la Légion d'honneur, etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à livrer réciproquement à l'autre, dans les circonstances et les conditions établies par la présente convention, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés pour un crime ou un délit commis soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies et possessions, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'une des deux parties, seront trouvés, soit sur le territoire métropolitain, soit sur celui des colonies et possessions, soit dans l'étendue de la juridiction consulaire de l'autre.

Lorsque le crime ou le délit motivant la demande d'extradition aura été commis en dehors d'un des territoires ou d'une des zones ci-dessus désignés de l'Etat requérant, il sera donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire, à moins que l'extradition ne soit demandée pour ce même fait et puisse être obtenue par le gouvernement du pays où le fait a été commis.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2115. — CONVENTION² BETWEEN FRANCE AND LATVIA REGARDING EXTRADITION AND LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT RIGA, OCTOBER 29, 1924.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs and the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Convention took place August 9, 1929.

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE FRENCH GOVERNMENT have resolved to conclude a Convention regarding extradition and judicial co-operation in criminal matters. For this purpose they have appointed as Plenipotentiary Delegates :

ON BEHALF OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Minister Plenipotentiary, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs ;

ON BEHALF OF FRANCE :

M. Damien DE MARTEL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of France to the Latvian Government, Officer of the Legion of Honour, etc.,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions.

Article 1.

Each of the High Contracting Parties undertakes to deliver up to the other, in the circumstances and under the conditions laid down in the present Convention, those persons who, being proceeded against for, or having been convicted of, a crime or delict committed in the home territory, or in the territory of the colonies and possessions, or within the area of the consular jurisdiction, of either Party, shall have been found in the home territory, or in the territory of the colonies and possessions, or within the area of the consular jurisdiction, of the other.

If the crime or delict giving rise to the requisition for surrender has been committed outside the above-mentioned territories or one of the above-mentioned areas of the country making the requisition, extradition shall be granted if the laws of the country applied to allow of the prosecution of the same offences when committed outside its territory, except when extradition is requested for this same offence and may be obtained by the Government of the country in which the offence was committed.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, July 31, 1929.

Article 2.

Les crimes ou délits à raison desquels l'extradition sera accordée seront les suivants :

1^o Homicide volontaire comprenant les crimes d'assassinat, meurtre, parricide, infanticide et empoisonnement ;

2^o Incendie volontaire ;

3^o Coups portés et blessures faites volontairement soit avec préméditation, soit quand il en est résulté une infirmité ou incapacité permanente de travail personnel, la perte ou la privation d'usage absolu d'un membre ou de tout autre organe, ou la mort sans intention ;

4^o Viol, attentat à la pudeur, avec violence, attentat à la pudeur sans violence sur des enfants au-dessous de l'âge déterminé par la législation pénale des deux pays ;

5^o Enlèvement ou non-représentation de mineurs ; recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

6^o Vol ;

7^o Destruction ou dérangement, dans une intention coupable, d'une voie ferrée ou de communications télégraphiques ;

8^o Echouement, perte ou destruction volontaire et illégale d'un navire par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage d'un navire ;

9^o Faux en écriture ou falsification de documents publics, de commerce ou privés, falsification de dépêches télégraphiques, usages de faux ;

10^o Falsification ou altération frauduleuse d'actes officiels émanant du Gouvernement ou de l'autorité publique, usages frauduleux des actes ainsi altérés ou falsifiés ;

11^o Fabrication de fausse monnaie ; falsification ou altération de titres ou coupons de la Dette publique, de billets de banque nationaux ou étrangers, de papier monnaie ou d'autres valeurs publiques, de sceaux, timbres, coins, marques de l'État ou des administrations publiques ; mise en circulation ou usage frauduleux des objets mentionnés ci-dessus, altérés ou falsifiés ;

12^o Détournement de deniers publics par des employés publics ou dépositaires, corruption de fonctionnaires ;

13^o Banqueroute frauduleuse ;

14^o Extorsion, menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés, punissables de peines criminelles ;

15^o Attentat à la liberté individuelle ou à l'inviolabilité du domicile, commis par des particuliers ;

16^o Faux témoignage, parjure, subornation de témoins, experts ou interprètes ;

17^o Escroquerie ;

18^o Abus de confiance ; abus de blanc-seing ;

19^o Avortement ;

20^o Bigamie ;

21^o Attentat aux mœurs ;

a) En excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe au-dessous de l'âge de 21 ans ;

Article 2.

The crimes or delicts for which extradition shall be granted are as follows :

- (1) Wilful homicide, including assassination, murder, parricide, infanticide and poisoning ;
- (2) Arson ;
- (3) Wilful assault causing bodily injury, either premeditated or resulting in a permanent disablement or incapacity for work, loss or deprivation of the full use of a limb or any other organ, or unintended death ;
- (4) Rape, indecent assault with violence, indecent assault without violence on children under the age laid down in the criminal law of the two countries ;
- (5) Kidnapping or non-representation of minors ; concealing, removing, substituting or wrongfully exchanging a child.
- (6) Larceny ;
- (7) Destroying or damaging with culpable intent a railway line or telegraphic communications ;
- (8) Wilful and unlawful stranding, sinking or destruction of a vessel by the captain or officers and crew ;
- (9) Forgery or falsification of public, commercial or private documents, forgery of telegrams and use of forged documents ;
- (10) Forgery or fraudulent alteration of official documents emanating from the Government or the public authorities and the fraudulent use of the documents thus altered or forged ;
- (11) Manufacture of counterfeit currency ; forgery or alteration of Public Debt bonds or coupons, national or foreign bank notes, paper money or other public securities, seals, stamps, dies, marks belonging to the State or to the public administration ; the putting into circulation or fraudulent use of the above-mentioned altered or forged objects ;
- (12) Embezzlement of public moneys by public employees or depositaries, bribery of officials ;
- (13) Fraudulent bankruptcy ;
- (14) Extorsion, threats of attack against persons or property punishable by criminal penalties ;
- (15) Attacks attempted or committed by private persons against individual liberty or the inviolability of the dwelling ;
- (16) False witness, perjury, subornation of witnesses, experts or interpreters ;
- (17) Swindling ;
- (18) Breach of trust, wrongful use of a signed document which has not yet been filled up ;
- (19) Abortion ;
- (20) Bigamy ;
- (21) Offences against public morals :
 - (a) By habitually instigating, encouraging or facilitating the debauchery or corruption of young persons of either sex under the age of 21 ;

b) En embauchant, entraînant ou détournant, pour satisfaire les passions d'autrui, une femme ou fille mineure en vue de la débauche, même avec son consentement ;

c) En embauchant, entraînant ou détournant, pour satisfaire les passions d'autrui, une femme ou fille majeure en vue de la débauche, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte ;

d) Par les mêmes moyens, en retenant contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne même majeure dans une maison de débauche, ou en la contraignant à se livrer à la prostitution ;

22° Recèlement d'objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits mentionnés dans le présent article ;

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité et la tentative lorsqu'elles sont prévues et punies par les législations des deux pays.

L'extradition ne pourra, dans tous les cas, avoir lieu :

1° Pour les condamnés contradictoirement ou par défaut que lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement ;

2° Pour les prévenus que lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations des deux pays, d'au moins deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Article 4.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou jugé contradictoirement, pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition qu'avec le consentement de l'Etat qui a accordé l'extradition qu'avec le consentement de l'Etat qui a accordé l'extradition.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 5.

Il n'y aura pas lieu à l'extradition si la prescription de l'action ou de la peine, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation est acquise d'après la législation de l'Etat requis.

L'extradition n'aura pas lieu non plus si les infractions à raison desquelles elle est demandée ont été commises dans le pays requis, ou si, quoique commises hors de ce pays, elles y ont été jugées définitivement, et qu'en cas de condamnation la peine ait été subie ou prescrite, ou la grâce obtenue.

Article 6.

L'extradition ne sera accordée que sur la production des documents ci-après désignés, accompagnés autant que possible d'une traduction française :

1° Une sentence de condamnation, ou un acte de procédure décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi de l'inculpé devant la juridiction répressive, ou bien un mandat d'arrêt, ou tout autre acte ayant la même force ;

(b) By procuring, enticing or leading away to gratify the passions of another person, a married woman or girl under age, for immoral purposes, even with her consent ;

(c) By procuring, enticing or leading away a woman, whether married or not, over age for immoral purposes in order to gratify the passions of another person, by fraud or by means of violence, threats, abuse of authority or any other method of compulsion ;

(d) By retaining, by the same methods, against her will in a brothel, whether or not on account of debt, a person over or under age or by compelling her to lead an immoral life ;

(22) Receiving of articles obtained by means of one of the crimes or delicts mentioned in the present Article.

The foregoing offences include complicity and the attempt to commit the offence when provided for and punishable under the laws of both countries.

Extradition may not in any case be granted :

(1) In respect of persons convicted after a hearing or by default, unless the penalty imposed is imprisonment for one year at least ;

(2) In respect of persons awaiting trial, unless the maximum penalty applicable to the offence in question is, under the laws of both countries, imprisonment for two years at least.

Article 3.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is regarded by the Party applied to as a political offence or an act connected with a political offence.

Article 4.

A person surrendered may not be proceeded against or placed on trial for an offence other than that for which extradition was granted, except with the consent of the State which granted extradition. Re-extradition to a third country shall be subject to the same rules.

Article 5.

Extradition shall not be granted if exemption from prosecution or punishment has, since the commission of the offences complained of, or the last stage in the proceedings, or the conviction, been acquired by lapse of time under the laws of the State applied to.

Neither shall extradition be granted if the offences for which it is requested have been committed in the country applied to, or if, although committed outside that country, they have been definitively tried therein, and, in the case of conviction, the offender has served his sentence or is exempted from punishment by lapse of time, or has been pardoned.

Article 6.

Extradition shall be granted only on the production of the following documents, accompanied whenever possible by a French translation :

(1) A sentence of conviction or a writ formally ordering or effecting as of full right the transfer of the accused person to the criminal courts, or a warrant of arrest or any other document having the same effect ;

- 2° Un exposé précis des faits incriminés.
Les documents visés dans les deux paragraphes ci-dessous seront produits en original ou en expédition authentique ;
- 3° Le signalement de l'individu réclamé ou les signes particuliers pouvant servir à établir son identité ;
- 4° Le texte de la loi ou des lois pénales applicables au fait incriminé.

Article 7.

Les demandes d'extradition seront toujours adressées par la voie diplomatique.

Article 8.

Dans les cas urgents, l'arrestation provisoire de l'inculpé sera effectuée sur l'avis donné par la poste ou le télégraphe de l'existence d'un mandat d'arrêt, pourvu que cet avis soit transmis par la voie diplomatique ou consulaire.

Article 9.

L'arrestation provisoire cessera d'être maintenue, et l'étranger sera mis en liberté, si, dans le délai de six semaines à compter du jour de son arrestation, il n'a pas reçu notification des pièces mentionnées à l'article 6.

Article 10.

Dans le cas de réclamation du même individu de la part de deux Etats pour crimes ou délits distincts, le gouvernement requis statuera en prenant pour base la gravité des faits incriminés ; à gravité égale, la préférence sera donnée, en premier lieu, au gouvernement du pays auquel appartient le fugitif, et, en second lieu, à la demande la plus ancienne en date.

Article 11.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans l'état requis, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient abandonnées, qu'il soit acquitté ou absous, ou qu'il ait subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations qu'il aurait contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 12.

L'obligation de l'extradition ne s'étend en aucun cas aux nationaux des deux pays.

Toutefois, les Hautes Puissances contractantes s'obligent à poursuivre et juger, dans les conditions fixées par leur législation, leurs nationaux réfugiés sur leur territoire qui auraient commis une infraction prévue au présent traité sur le territoire de l'autre Partie.

- (2) A precise statement of the offences complained of.
The documents mentioned in the two following paragraphs shall be produced either in the original or in a certified copy ;
- (3) A description of the person claimed or special indications which would serve to establish his identity ;
- (4) The text of the criminal law or laws applicable to the subject of the charge.

Article 7.

The requisition for extradition must always be made through the diplomatic channel.

Article 8.

In urgent cases the provisional arrest of the accused person may be effected on notification given through the post or by telegraph of the existence of a warrant of arrest, provided that such notification is transmitted through the diplomatic or consular channel.

Article 9.

Provisional arrest shall cease and the alien shall be set at liberty if, within six weeks from the date of his arrest, he has not received notification of the documents mentioned in Article 6.

Article 10.

If the same person is claimed by two States for separate crimes or delicts, the Government applied to shall decide on the basis of the gravity of the offences complained of ; if they are of equal gravity, preference shall be given in the first instance to the Government of the country of which the fugitive is a national, and in the second instance, to the request that was made first.

Article 11.

If the person claimed is being proceeded against or has been sentenced in the State applied to, his extradition may be deferred until the proceedings are abandoned, or until he is acquitted or discharged, or until he has served his sentence.

Should he be under trial or in custody in the same country by reason of obligations contracted towards private persons, his extradition shall nevertheless take place, subject to the right of such persons to bring their claims later before the competent authority.

Article 12.

The obligation of the two countries to surrender criminals shall in no case extend to their own nationals.

Nevertheless, the High Contracting Parties undertake to proceed against and to try, under the conditions laid down in their laws, their own nationals who have taken refuge in their territory after committing an offence covered by the present Convention in the territory of the other Party.

Article 13.

Les objets saisis pouvant servir de pièces à conviction, ainsi que tous les objets pouvant provenir du crime ou du délit à raison duquel l'extradition est réclamée seront, suivant l'appréciation de l'autorité compétente, remis au gouvernement requérant, lors même que l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite de la mort ou de la disparition ultérieure de l'individu réclamé.

Cette remise comprendra également tous les objets que l'inculpé aurait cachés ou déposés dans le pays et qui seraient découverts par la suite.

Sont réservés toutefois les droits que des tiers, non impliqués dans la poursuite, auraient acquis sur les objets désignés dans le présent article.

Article 14.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués, ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

L'individu à extraditer sera conduit au port de l'Etat que désignera l'agent diplomatique ou consulaire accrédité par le gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 15.

Il est formellement stipulé que l'extradition par voie de transit, à travers le territoire de l'une des parties contractantes, d'un individu livré à l'autre partie, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des actes de procédure mentionnés à l'article 6, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans le présent traité et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 5.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

Article 16.

Quand au cours d'une affaire pénale, non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays requis.

Les deux gouvernements renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires chaque fois qu'il ne s'agira pas d'expertises pouvant entraîner plusieurs vacations.

Article 17.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes et délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les ressortissants de l'autre. Chaque communication sera effectuée moyennant l'envoi, par la voie diplomatique, d'un bulletin ou extrait au gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Chacun des deux gouvernements donnera à ce sujet les instructions nécessaires aux autorités respectives.

Article 13.

All articles seized which may serve as proof of the offence and all articles which have been obtained as a result of the crime or delict for which extradition has been requested shall, at the discretion of the competent authority, be handed over to the Government making application, even when extradition could not take place owing to the death or subsequent disappearance of the person claimed.

All articles which the accused may have concealed or deposited in the country and which may be discovered subsequently, shall also be handed over.

Nevertheless, the rights which third parties not involved in the proceedings may have acquired over the objects mentioned in the present Article shall be reserved.

Article 14.

The expenses occasioned by the arrest, maintenance and conveyance of the person whose extradition has been granted, together with the cost of consigning and transporting objects which have to be returned or handed over under the preceding Article, shall be borne by the two States within the limits of their respective territories.

The person to be surrendered shall be escorted to the port of the State designated by the diplomatic or consular agent accredited by the applicant Government and shall be placed on board at that Government's expense.

Article 15.

It is expressly laid down that the extradition, by transit through the territory of either Contracting Party, of a person surrendered to the other Party shall be granted on the mere production of the original or a certified copy of one of the legal documents mentioned in Article 6, provided that the offence on which the requisition is based is included in the present Convention and does not come under the provisions of Articles 3 and 5.

The expenses of transit shall be borne by the applicant Party.

Article 16.

If in the course of a non-political criminal affair it is deemed necessary to hear persons who happen to be in either country or to carry out any other proceeding connected with the preliminary judicial enquiry, a "commission rogatoire" shall be addressed for this purpose through the diplomatic channel and it shall be executed in conformity with the laws of the country applied to.

The two Governments renounce all claims to the repayment of expenses resulting from the execution of "commissions rogatoires", except in the case of expert enquiries which may occupy several sittings.

Article 17.

The two Governments undertake to communicate to each other, without refund of expenses, sentences for crimes and delicts of all kinds pronounced by the Courts of either States against the nationals of the other. Each communication shall be made by the despatch through the diplomatic channel of a bulletin or copy to the Government of the country of which the convicted person is a national.

The two Governments shall give the necessary instructions to their respective authorities in regard to this matter.

Article 18.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise par la voie diplomatique sera signifiée à la personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent, constatant la notification, et sera envoyée par la même voie au gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Article 19.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces à conviction et documents.

Article 20.

Les stipulations de la présente convention seront applicables aux colonies et possessions, sauf à tenir compte des lois spéciales en vigueur dans lesdits territoires.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées le plus tôt possible. Il entrera en vigueur vingt jours après l'échange des ratifications.

Il s'appliquera aux crimes et délits commis avant sa signature.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra en tout temps le dénoncer. Cette dénonciation ne produira effet que six mois après sa notification.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Riga, le vingt-neuf octobre mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) (L. S.) G. ALBAT.

(Signé) (L. S.) D. DE MARTEL.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,*

P. de Fouquières.

Article 18.

If in a non-political criminal matter, the Government of either country deems it necessary that a writ or a judgment should be delivered to a person residing in the territory of the other country, the document, on being transmitted through the diplomatic channel, shall be served on the person concerned at the request of the public prosecutor of the place of his residence, through a competent official, who shall certify delivery and shall be sent through the same channel to the applicant Government, without refund of expenses.

Article 19.

If in a non-political criminal case which is being investigated in either country it is deemed necessary to forward articles serving as proof of the crime, or documents, which are in the hands of the authorities of the other country, application shall be made for them through the diplomatic channel and the request shall be granted unless there are special objections thereto, and subject to the obligation to return the articles and documents.

The contracting Governments receive all claims to the repayment of the costs resulting in this respective territories from the dispatch and return of articles serving as proof of the crime, and documents.

Article 20.

The provisions of the present Convention shall apply to the colonies and possessions, provided that account is taken of the special laws in force in those territories.

Article 21.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. It shall enter into force twenty days after the exchange of the instruments of ratification.

It shall apply to crimes and delicts committed before its signature.

Each of the High Contracting Parties may denounce it at any time. This denunciation shall only take effect six months after notification of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Riga, the twenty-ninth day of October, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) (L. S) G. ALBAT.

(Signed) (L. S.) D. DE MARTEL.

N° 2116.

PAYS-BAS ET TURQUIE

**Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature.
Signée à Angora, le 25 juillet 1928.**

**THE NETHERLANDS
AND TURKEY**

**Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature.
Signed at Angora, July 25, 1928.**

N^o 2116. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION
ENTRE LES PAYS-BAS ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE
25 JUILLET 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 août 1929.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS d'une part et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part, animés du désir de développer les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure, conformément au Traité² d'amitié entre les Pays-Bas et la Turquie du 16 août 1924, une Convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le Baron Willem Bernard REINIER VAN WELDEREN RENGERS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la République Turque ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Ali CHEVKI Bey, député de Tokat, ancien sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, importés aux Pays-Bas, ne seront pas soumis à des droits de douane, y compris tous coefficients, plus élevés que ceux fixés dans l'annexe A.

Les produits du sol et de l'industrie originaires des Pays-Bas, importés en Turquie, ne seront pas soumis à des droits de douane, y compris tous coefficients, plus élevés que ceux fixés dans l'annexe B.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie, y compris ceux mentionnés dans l'annexe A, importés aux Pays-Bas, aux Indes-Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao, de même que les produits du sol et de l'industrie originaires des Pays-Bas, des Indes-Néerlandaises, du Surinam et de Curaçao, y compris ceux mentionnés dans l'annexe B, importés en Turquie, ne seront en aucun cas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 1^{er} juillet 1929.

Le ministre des Pays-Bas à Berne a notifié au Secrétaire général, le 5 novembre 1929, que cette convention a été dénoncée par la Turquie avec effet à partir du 30 novembre 1929.

² Vol. XXXIX, page 147, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2116. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, JULY 25, 1928.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place August 10, 1929.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, of the one part, and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of developing economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation in conformity with the Treaty of Friendship ³ between the Netherlands and Turkey dated August 16, 1924, and have for that purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Baron Willem Bernard REINIER VAN WELDEREN RENGERS, Her Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Turkish Republic ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

Ali CHEVKI Bey, Deputy for Tokat, former Under-Secretary of State in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Products of the soil and of industry originating in Turkey and imported into the Netherlands shall not be subject to higher Customs duties, including all coefficients, than those laid down in Annex A.

Products of the soil and of industry originating in the Netherlands and imported into Turkey shall not be subject to higher Customs duties, including all coefficients, than those laid down in Annex B.

Products of the soil and of industry originating in Turkey, including those mentioned in Annex A, imported into the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, and likewise products of the soil and of industry originating in the Netherlands, the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, including those mentioned in Annex B, imported into Turkey, shall in no case be subject to any duties coefficients, taxes or other charges higher than those which are or may hereafter be imposed on like products of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, July 1, 1929.

The Netherlands Minister at Berne has notified the Secretary-General, on November 5, 1929 that this Convention has been denounced by Turkey with effect from November 30, 1929.

³ Vol. XXXIX, page 147, of this Series.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques qui sont ou seront perçus des produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec la nation la plus favorisée s'étend aussi à la manière de percevoir les droits d'importation, et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, aux modes de vérification et d'analyse des articles, aux conditions de paiement des droits de douane et des taxes et de la classification et de l'interprétation des tarifs, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article II.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants, importés dans le territoire de l'Autre après avoir transité par les territoires d'un ou de plusieurs pays tiers, ne seront pas soumis, à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, emballage ou entreposage.

Article III.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivée par des raisons économiques.

Les certificats d'origine, établis selon le modèle annexé à la présente convention (Annexe C), seront délivrés soit par les Chambres de commerce et d'industrie, dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par ses représentants diplomatiques ou consulaires.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article IV.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition et restriction d'importation, d'exportation ni de transit.

Toutefois, les Parties contractantes se réservent, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui se trouvent dans des conditions analogues, le droit d'établir des prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation :

1° Pour réserver les ressources indispensables à la vie alimentaire et à la sauvegarde de l'activité économique de la nation.

2° Pour des raisons de sécurité publique et de sécurité de l'Etat.

3° Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

4° Pour des marchandises faisant l'objet des monopoles d'Etat, et en vue d'application aux marchandises étrangères des prohibitions et restrictions qui sont ou seront établies

The same shall apply to any export duties, coefficients, taxes or other charges which are or may hereafter be levied on products of the soil and of industry exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other.

The guarantee of treatment on an equal footing with the most favoured nation shall likewise extend to the manner of levying import and export duties, the warehousing of goods in bond, Customs dues and formalities, the manner of verifying and analysing articles, the conditions of payment of Customs duties and of charges, and the classification and interpretation of tariffs, and to the Customs treatment and clearance of goods, whether imported, exported or in transit.

Article II.

Products of the soil and of industry originating in one of the Contracting Countries, imported into the territory of the other after passing in transit through the territory of one or more third States shall not be subject, on importation, to Customs duties or to charges other or higher than if they had been imported direct from their country of origin.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transhipment, repacking or warehousing.

Article III.

Either Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the products imported, require the production by the importer of a certificate of origin, stating that the article imported is the national produce or manufacture of the said country, or that it should be so considered, having regard to the transformation or manipulation, due to economic considerations, which it has undergone therein.

Certificates of origin, prepared according to the model annexed to the present Convention (Annex C), shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry to which the consignor belongs, or by the Customs authorities, or by any organ or body which the country of destination may have accepted. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representatives.

Certificates of origin shall not be required for postal packets when the country of destination recognises that no transactions of a commercial character are involved.

Article IV.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly undertake not to hamper their reciprocal commercial relations by any import, export or transit prohibition or restriction.

Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to establish import and export prohibitions and restrictions, provided that these measures are applied to all countries or to all in which the same conditions prevail :

- (1) In order to maintain the resources indispensable for the food-supply of the people and to safeguard the economic activity of the nation.
- (2) For reasons of public security and for the safety of the State.
- (3) For reasons of public health or to protect useful animals and plants against disease and noxious insects and parasites, in conformity with the international principles adopted in this respect.
- (4) In the case of goods which constitute a State monopoly, and with a view to applying to foreign goods prohibitions and restrictions which are or may hereafter be

par la législation intérieure en ce qui concerne la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des mêmes marchandises indigènes.

5° Pour empêcher l'exportation de la monnaie or ou du métal or.

Article V.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit libre sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant réciproquement sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire de l'une des Parties contractantes seront réciproquement exemptes de tout droit de douane ou de toute autre redevance, à l'exception des droits de statistique et des frais de surveillance et de magasinage.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le transit par des formalités ou autres mesures qui pourraient restreindre le transit, tout en se réservant le droit de prendre toutes les mesures pour garantir que les marchandises, spécialement celles qui font l'objet d'un monopole d'Etat, ne soient pas introduites clandestinement dans le pays, mais qu'elles soient réellement transitées.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, remballage ou entreposage.

Le transit des marchandises pourra être prohibé ou restreint, si du moins ces mesures sont appliquées à tous les pays ou à tous ceux qui se trouvent dans des conditions analogues :

1° Pour des raisons de sûreté publique et de sûreté de l'Etat.

2° Pour des raisons de police sanitaire ou en vue d'assurer la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Article VI.

Les négociants, les commerçants, les industriels et les fabricants, ressortissant de l'une des Parties contractantes, ainsi que leurs commis voyageurs, jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en tout ce qui concerne leur activité et notamment au sujet des facilités douanières accordées pour les échantillons du même traitement que les négociants, commerçants, fabricants et commis-voyageurs de la nation la plus favorisée.

Les dispositions ci-dessus n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article VII.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés, à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité d'après le modèle (Annexe D), délivré par les autorités du pays dont ils sont ressortissants.

Les dispositions de l'alinéa premier n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes auprès des personnes qui n'exercent ni industrie, ni commerce, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

established by the national legislation in respect of the production, sale, transport of domestic consumption of like goods of native origin.

- (5) To prevent the exportation of gold specie or gold bullion.

Article V.

The Contracting Parties undertake reciprocally to accord free transit, over the routes most suitable for international transit traffic, to passengers, baggage, goods and articles of every kind, mails, ships, boats, carriages and waggons or other means of transport, and to guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of every kind passing through the territory of either Contracting Party shall be reciprocally exempt from all Customs duties and other charges, with the exception of statistical dues and supervision and warehousing charges.

The Contracting Parties undertake not to impede transit by formalities or other measures which might restrict transit traffic, but reserve the right to take all necessary precautions to guarantee that goods, particularly such as are the subject of a State monopoly, are not clandestinely introduced into the country but actually pass through it in transit.

The provisions of this Article apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

The transit of goods may be prohibited or restricted, provided that such measures are applied to all countries or to all in which the same conditions prevail :

- (1) For reasons of public security and for the safety of the State,
- (2) For reasons of public health or to protect useful animals and plants against disease and noxious insects and parasites, in conformity with the international principles adopted in this respect.

Article VI.

Merchants, traders, industrialists and manufacturers who are nationals of one of the Contracting Parties, and their commercial travellers, shall enjoy in the territory of the other Party, in all matters connected with their business operations and in particular as regards the Customs facilities granted with respect to samples, the same treatment as the merchants, traders, manufacturers and commercial travellers of the most favoured nation.

The above provisions not being applicable to itinerant craftsmen or to hawkers, each Contracting Party reserves complete freedom to legislate in this respect.

Article VII.

Nationals of one of the Contracting Parties travelling to fairs or markets for purposes of business shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than its nationals, provided they can produce an identity-card in accordance with the model (Annex D) issued by the authorities of the country of which they are nationals.

The provisions of the first paragraph shall not apply to itinerant craftsman, nor to hawkers or persons soliciting orders from persons not engaged in industry or trade, each of the Contracting Parties reserving full freedom to legislate in this respect.

Article VIII.

Seront admis en franchise de douane, sous condition d'identification et, le cas échéant, contre dépôt d'une garantie suffisante, les objets suivants, si ces objets sont réexportés ou entreposés dans un délai correspondant à la durée de leur emploi :

1° Les objets importés dans l'un des pays contractants aux fins d'y être réparés. Il est entendu que ces objets, s'ils sont réimportés dans le pays d'exportation, sont à leur réimportation exempts de droits d'entrée. Des matières ou parties, passibles de droits de douane, qui sont ajoutées à ces objets en quantités considérables lors de la réparation, seront dédouanées autant que la législation du pays l'exige, indépendamment des objets mêmes et selon le tarif auquel elles étaient assujetties avant leur combinaison ; le poids servant de base au dédouanement peut être fixé par une évaluation.

2° Les emballages, sacs, tonneaux et autres qui sont importés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre pour y être remplis et ensuite réexportés.

3° Les objets destinés aux foires, expositions ou concours. Les intéressés prendront soin de faire fixer la durée de l'emploi des objets en question à leur entrée dans le pays ; ce délai pourra être prolongé au besoin par les autorités douanières.

Article IX.

Le traitement sur le pied d'égalité avec la nation la plus favorisée ne sera pas applicable :

1° Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas quinze kilomètres en général ;

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir, en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article X.

Les taxes intérieures, quelle que soit leur dénomination qui sont ou seront imposés dans le territoire de l'une des deux Parties contractantes, à la production, à la préparation ou à la consommation d'un produit, soit pour le compte de l'Etat ou pour celui des communes et de corporations, ne devront, sous aucun prétexte, frapper les produits du territoire de l'autre Partie plus lourdement et d'une façon plus gênante que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article XI.

Les Parties contractantes s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour donner aux commerçants la possibilité de se procurer des informations officielles concernant les tarifs de douane et notamment les taux des droits à percevoir sur une marchandise déterminée. La demande doit contenir, selon les règlements du pays d'importation, un échantillon de la marchandise ou bien une description détaillée, une copie ou photographie de celle-ci.

Article XII.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quelque

Article VIII.

Subject to identification and, where necessary, the deposit of an adequate guarantee, the following articles shall be admitted free of duty, provided they are re-exported or placed in bonds within a period corresponding to the length of their use :

(1) Articles imported into one of the Contracting Countries to be repaired therein. It is understood that such articles, if re-imported into the exporting country, shall be free of import duty on such re-importation. Materials or parts liable to Customs duty, which have been added to these articles in any considerable quantity during the process of repair, shall be dutiable, if the legislation of the country so requires, independently of the articles themselves and at the rate at which they would have been dutiable before being incorporated therein ; the weight for duty purposes may be fixed by an estimate.

(2) Packing, sacks, barrels, etc., imported from the territory of one Contracting Party into the territory of the other to be filled and thereafter re-exported.

(3) Articles intended for fairs, exhibitions or shows. The parties shall be careful to specify the length of time such articles will be in use when bringing them into the country ; this period may be extended, if necessary, by the Customs authorities.

Article IX.

Treatment on terms of equality with the most favoured nation may not be claimed in respect of :

(1) Privileges which are or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in respect of frontier traffic with neighbouring countries over an area extending on both sides of the frontier and as a rule not exceeding fifteen kilometres ;

(2) Special privileges resulting from a Customs union ;

(3) Special privileges and benefits which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs, and generally in all other commercial matters, as between Turkey and the territories detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article X.

Internal duties of any nature whatsoever, which are or may hereafter be imposed in the territory of one of the Contracting Parties on the production, manufacture or consumption of a product, whether on behalf of the State or of communes and corporations, shall not on any pretext be levied on the products of the territory of the other Party in a manner more onerous and vexatious than on the same products of the most favoured nation.

Article XI.

The Contracting Parties undertake to make the necessary arrangements to enable traders to obtain official information regarding Customs tariffs, and particularly the rates of duty leviable on specified goods. The request should be accompanied, in accordance with the regulations of the importing country, by a sample of the goods or by a detailed description, copy or photograph thereof.

Article XII.

Ships and boats flying the flag of one of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure

soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les navires ou bateaux nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom et pour le compte de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, autorisé à cet effet par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux navires ou bateaux nationaux.

Leurs cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus élevés et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national.

Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article XIII.

Les dispositions de l'article 12 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage et autres services de port, ni en ce qui concerne la navigation dans les eaux intérieures.

Article XIV.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article XV.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer ou transborder une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements de l'Etat respectif, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays et la réexporter sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article XVI.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent dans les circonstances analogues aux bâtiments nationaux.

Aide et assistance seront données au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison, dans la même mesure qu'aux nationaux.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, la législation du pays où le sauvetage a eu lieu, sera appliquée.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article XVII.

A l'exception des premier et deuxième alinéas de l'article premier, les stipulations du présent traité seront également appliquées par la Turquie aux Indes Néerlandaises, au Surinam et à Curaçao et réciproquement par les Indes Néerlandaises, le Surinam et Curaçao à la Turquie.

or destination, shall be accorded the same treatment in all respects as national ships or boats, and shall not be subject to any duty or tax of any nature whatsoever, levied in the name and on the behalf of the State, provinces, communes, or any organisation authorised thereto by the Government, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national ships or boats.

Their cargoes, whatever may be their place of departure or destination, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment, than goods imported or exported under the national flag.

Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were travelling under the national flag.

Article XIII.

The provisions of Article XII shall not apply to coastwise traffic, fishing, pilotage and the employment of pilots, towage and other port services, or to navigation in inland waters.

Article XIV.

The nationality of ships and boats shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

Tonnage-measurement certificates and other tonnage-measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special arrangements which may be concluded between the two Contracting Parties.

Article XV.

Ships and boats flying the flag of either Contracting Party and entering a port of the other Party with the sole object of completing their cargo therein or of unloading or transhipping a portion thereof shall be entitled, provided that they observe the laws and regulations of the State concerned, to retain on board the portion of their cargo which is consigned to another port or to another country and to re-export such cargo without being liable to pay any duties or charges thereon, except supervision dues, which may only be levied at the lowest rate fixed for national shipping.

Article XVI.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, stranded, damaged at sea or forced to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall be granted the same privileges and immunities as are granted by the laws and regulations of the country concerned, in similar circumstances, to national vessels.

Assistance and relief shall be given to the master, the crew and the passengers, both for themselves and for the vessel and her cargo, to the same extent as to nationals.

As regards the right of salvage, the laws of the country where salvage takes place shall apply.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are brought into the country for consumption therein.

Article XVII.

With the exception of the first and second paragraphs of Article I, the provisions of the present Convention shall be applied also by Turkey to the Dutch Indies, Surinam and Curaçao, and likewise by the Dutch Indies, Surinam and Curaçao to Turkey.

Article XVIII.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

It shall come into force thirty days after the exchange of ratifications, and shall remain operative until the expiry of three months from the day on which it has been denounced by either Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on July 25, 1928.

(L. S.) W. VAN WELDEREN RENGERS.

(L. S.) A. CHEVKI.

ANNEX A.

No. of Netherlands Tariff	Description of Goods	Import Duty (Fl.)
32	Emery	ad val. 8 %
35	Licorice :	
	I. Imported in loaves, cakes or pieces each weighing 3 kg. or more, or solidified in boxes, casks or other receptacles : . . .	
	(a) Sweetened with saccharine or other artificial sweetening matter	100 kg. 27.—
	(b) Otherwise : For each 5 % of sugar (fractions of 5 % below I to be neglected, other fractions to count as 5 %)	100 kg. 1.35
	II. Imported in other forms :	
	(a) Packed	ad val. 8 % and 100 kg. 27.—
47	Gum tragacanth	ad val. 8 %
139	Licorice root	" 8 %
96 I (a)	Olive oil in casks	100 kg. 0.55
105	Opium	ad val. 8 %
120 I	Tobacco in leaves	100 kg. 1.40
123	Carpets, of knotted pile	ad val. 8 %
139	Foxtail-grass	" 8 %
139 I (4)	Dried figs	" 8 %
139 I (5)	Raisins	" 8 %
139 I (6)	Walnuts and hazelnuts	" 8 %
139 I (7)	Dried almonds	" 5 %
139 I (8)	Saffron	" 8 %
139 I (10)	Gall-nuts, valonia, and pistachio-nuts	" 8 %

ANNEXE B.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER TURC.

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Piastres par 100 kg.	Coefficient
ex 32 b)	Fromages :		
	Hollandais, y compris les fromages de Hollande en boîtes .	480	5
ex 51 b)	Riz :		
	Mondé	60	5
ex 109 b)	Cacao :		
	Moulu ou en pâte, sans sucre	360	5
111	Beurre de cacao	270	5
112	Cacao et chocolat contenant du sucre ou autres matières alimentaires	350	12
ex 115	Sucre :		
	Raffiné, en pains entiers ou cassés, carré ou en tablettes, pilé ou en poudre, sucre candi	76	5
152	Peaux d'animaux brutes, fraîches, salées, ou trempées dans la chaux :		
	a) D'agneau et de chevreau	240	5
	b) Autres	80	5
153	Peaux sèches :		
	a) D'agneau et de chevreau	450	5
	b) Autres	150	5
ex 202 b)	Engrais :		
	Superphosphates	exempt	5
134	Huile de lin	100	5
135	Huile de colza, de coco, d'arachide, etc.	125	12
235	Papier d'emballage, plissé ou non et papier goudronné	70	5
236	Papier :		
	a) A imprimer et à écrire	45	5
	b) A écrire non découpé et papier à imprimer fin	90	5
ex 249	Carton ordinaire brut, rude à toucher de deux côtés, goudronné asphalté, carton paille	40	5
ex 270	ex a) 1° <i>Cabots, tea cloths, waste cloths, grey twills, grey drills, shirtings, grey shirtings, grey cambrics, grey longcloths</i> et autres tissus semblables écrus y compris flanelettes	400	5
	ex b) 6° Tous autres tissus blanchis tels que : <i>White twills, white drills, white shirtings, white croydons, white cambrics, white longcloths, madapolam, calicots, piqués</i>	560	5
	ex d) 4° Tissus teints en pièce d'une seule couleur y compris les flanelettes	500	5
	ex d) 5° Tissus non dénommés ailleurs teints ou imprimés, brillantés, lissés, damassés ou façonnés, cretonnes, reps, tissus à raies à fleurs, couvertures et tissus similaires fabriqués de fils teints ou imprimés y compris les flanelettes imprimées	560	5
323	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs foulés ou non foulés, pour habillement d'homme ou de femme, pour ameublement ou pour autres usages, de laine ou mélangés d'autres matières textiles autres que la soie :		
	a) Laine pure :		
	1° Pseant moins de 200 grammes par mètre carré	1600	5
	2° Pesant de 200 gr. à 600 gr. par mètre carré	1400	5
	3° Pesant plus de 600 gr. par mètre carré	1300	5

ANNEX B.

DUTIES ON IMPORT INTO TURKISH CUSTOMS TERRITORY.

No. of Turkish Customs Tariff	Description of Goods	Import Duties Piastres per 100 kg.	Coefficient
ex 32 (b)	Cheese :		
	Dutch, including Dutch cheese in boxes	480	5
ex 51 (b)	Rice :		
	Hulled	60	5
ex 109 (b)	Cocoa :		
	Ground or in paste, without sugar	360	5
111	Cocoa-butter	270	5
112	Cocoa and chocolate containing sugar or other alimentary products	350	12
ex 115	Sugar :		
	Refined, in loaves whether whole or broken, in cubes or tablets, crushed or powdered, also sugar candy	76	5
152	Skins of animals, raw, fresh, salted or steeped in lime :		
	(a) Lamb and kid	240	5
	(b) Others	80	5
153	Dried skins :		
	(a) Lamb and kid	450	5
	(b) Others	150	5
ex 202 (b)	Fertilisers :		
	Superphosphates	exempt	5
134	Linseed oil	100	5
135	Colza, cocoanut, ground-nut, etc., oils	125	12
235	Packing-paper, corrugated or not, and tarred paper	70	5
236	Paper :		
	(a) Printing- and writing-paper	45	5
	(b) Uncut writing-paper and fine printing-paper	90	5
ex 249	Ordinary rough cardboard, rough on both sides, tarred, asphalted, strawboard	40	5
ex 270	ex (a) (1) Cabots, tea-cloths, waste cloths, grey twills, grey drills, shirtings, grey cambrics, grey longcloths and other similar unbleached fabrics, including flannelettes	400	5
	ex (b) (6) All other bleached fabrics such as : white twills, white drills, white shirtings, white croydons, white cambrics, white longcloths, madapolam, calicoes and piqués	560	5
	ex (d) (4) Fabrics dyed in the piece of one colour, including flannelettes	500	5
	ex (d) (5) Fabrics unenumerated elsewhere, dyed or printed, bright, glossy, damasked or figured, cretonnes, reps, striped or flowered tissues, coverings and similar fabrics manufactured of dyed or printed yarn, including printed flannelettes	560	5
323	Fabrics and cloths not enumerated elsewhere, pressed or not, for men's or women's clothing, furnishing, and other uses, made of wool or mixed with other textile materials (other than silk) :		
	(a) Pure wool :		
	(1) Weighing less than 200 grammes per sq. metre	1600	5
	(2) Weighing from 200 to 600 gr. per sq. metre	1400	5
	(3) Weighing more than 600 gr. per sq. metre	1300	5

Numéros du tarif douanier turc	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Piastres par 100 kg.	Coefficient
323 (suite)	Tissus et étoffes non dénommés ailleurs, etc. b) Chaîne coton :		
	1° Pesant moins de 200 gr. par mètre carré	1100	5
	2° Pesant de 200 à 600 gr. par mètre carré	900	5
	3° Pesant plus de 600 gr. par mètre carré	600	5
	Notes. Les tissus et étoffes fabriqués en d'autres façons avec de la laine et du coton mélangés sont soumis aux droits de laine pure indiqués au premier paragraphe.		
	4° Aba et Chayak grossiers et les Chayaks tissés de poil de chèvre ordinaire (purs ou mélangés de coton)	1000	5
409	Lampes incandescentes électriques et leurs parties	1500	5
ex 542	Instruments et appareils pour télégraphes, téléphones et leurs pièces (exceptés les fils), les appareils radio	900	5
584	Couleurs préparées :		
	a) Encre à imprimer	160	5
	b) Encre à écrire	100	5
	c) Couleurs broyées à l'huile et à l'eau pour l'industrie	65	5
	d) Couleurs fines à l'huile pour tableaux, encre de Chine, pastels, etc.	675	5
	e) Teintures vernis	300	5

ANNEXE C

MODÛLE CERTIFICAT D'ORIGINE.

Expéditeur			Receveur		
Nom			Nom		
Domicile			Domicile		
Rue			Rue		
Nombres des colis	Mode d'emballage	Marques N°	Poids brut et net en kg. et valeur	Voies d'expédition (chemin de fer, poste, bateaux, etc.)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine

....., le 192.....

(Sceaux)

(Désignation du bureau compétent et signature)

No. of Turkish Customs Tariff	Description of Goods	Import Duties Piastres per 100 kg.	Coefficient
323 (continued)	Fabrics and cloths, etc. : (b) Cotton warp :		
	(1) Weighing less than 200 gr. per sq. metre.	1100	5
	(2) Weighing from 200 to 600 gr. per sq. metre	900	5
	(3) Weighing more than 600 gr. per sq. metre	600	5
	<i>Notes.</i> Fabrics and cloths manufactured in a different manner with mixtures of wool and cotton will be classified as pure wool, and duty paid as in <i>a)</i> above.		
	(4) Aba and Chayak, coarse, and chayaks woven from ordinary goathair (pure or mixed with cotton)	1000	5
409	Incandescent electric lamps and their parts.	1500	5
ex 542	Telegraph and telephone instruments and apparatus, and parts thereof (except wires), wireless sets	900	5
584	Prepared colours :		
	(a) Printing-ink.	160	5
	(b) Writing-ink	100	5
	(c) Oil- and water-ground colours for industrial purposes	65	5
	(d) Fine oil colours for artists, Chinese ink, crayons, etc	675	5
	(e) Varnish stains	300	5

ANNEX C.

FORM OF CERTIFICATE OF ORIGIN.

Consignor			Consignee		
Name			Name		
Residing at			Residing at		
Street			Street		
Number of packages	Method of packing	Marks Number	Gross and net weight in kg. and value	Means of despatch (rail, post, ship, etc.)	Contents

Certified that the goods specified above have their commercial origin in

..... the 192.....

(Description of competent authority and signature.)

(Seals)

ANNEXE D

CARTE DE LÉGITIMATION

POUR DES VISITEURS DES FOIRES ET MARCHÉS

Il est certifié que

M
 porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés
 en
 (pour les ressortissants néerlandais : en Turquie, pour les ressortissants turcs : aux Pays-Bas)
 est domicilié à
 et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou
 industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'Autorité
qui a établi le certificat).

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la présente convention de commerce et de navigation, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour stipuler les précisions suivantes :

Ad article premier.

Dans le cas où, en conformité de l'article 2 de la Convention commerciale¹ signée à Lausanne, le 24 juillet 1923, entre la Turquie, d'une part, et les autres Puissances signataires, d'autre part, il serait, en raison des fluctuations de change, procédé à un rajustement des coefficients de majoration prévus audit article, les Parties contractantes sont d'accord pour appliquer, dans les mêmes conditions, le même rajustement aux coefficients figurant dans la liste B annexée à la présente convention, sans que cela puisse porter atteinte à l'application intégrale de la stipulation de l'alinéa 3 de l'article premier.

Ad article IX.

Il est entendu que l'article IX ne peut pas être invoqué si les avantages et faveurs spéciaux énumérés au No 3 de cet article, sont accordés à un Etat tiers.

Ad article X.

Il est entendu que la Turquie pourra, en outre, continuer à percevoir, dans les mêmes conditions d'égalité entre ses ressortissants et les ressortissants néerlandais, pour les produits énumérés au tableau annexé au présent protocole, les taxes de consommation indiquées audit tableau.

ANGORA, le 25 juillet 1928.

W. VAN WELDEREN RENGERS.

A. CHEVKI.

¹ Vol. XXVIII, page 175, de ce recueil.

ANNEX D.

IDENTITY-CARD

FOR VISITORS TO FAIRS AND MARKETS.

It is certified that

M
 holder of this card, desiring to travel with his goods to fairs and markets in
 (for Dutch nationals : in Turkey ; for Turkish nationals : in the Netherlands) is resident at
 and that he is bound to pay the legal taxes and duties for the exercise of his commerce or
 industry.

This certificate is valid for a period of months.

(Place, date, signature, seal of the Authority
issuing the certificate.)

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention of Commerce and Navigation, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following explanatory provisions :

Ad Article I.

Where, under Article 2 of the Commercial Convention¹ signed at Lausanne on July 24, 1923, between Turkey, of the one part and the other signatory Powers, of the other part, exchange fluctuations would necessitate an adjustment of the coefficients of increase referred to in the said Article, the Contracting Parties agree to readjust, in the same conditions and to the same extent, [the coefficients given in List B annexed to the present Convention, without thereby affecting the integral application of the provision contained in paragraph 3 of Article I.

Ad Article IX.

It is agreed that Article IX may not be invoked if the special privileges and benefits enumerated in 3 of that Article, are accorded to a third State.

Ad Article X.

It is agreed that Turkey may, however, continue to levy, under the same conditions of equality between her nationals and nationals of the Netherlands, the consumption duties set out in the Schedule annexed to this Protocol in respect of the products specified in that Schedule.

ANGORA, July 25, 1928.

W. VAN WELDEREN RENGERS.

A. CHEVKI.

¹ Vol. XXVIII, page 175, of this Series.

ANNEXE

AU PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Taxes turques de consommation.

Thé	40 piastres par kilogramme.
Café	20 » » »
Pétrole	6 » » »
Riz	10 » » »
Margarine, oléomargarine et autres graisses animales	80 » » »
Bougies de stéarine	30 » » »
Savon ordinaire	5 » » »
Sacs neufs et usagés	5 » » »
Epices	30 » » »
Allumettes	½ piastre par boîte de 60 allumettes.
Allumettes-bougies	1 piastre par boîte de 60 allumettes.
Papier à cigarettes	1 piastre 50 feuilles.
Briquets	25 piastres par briquet.
Sucre	15 piastres par kilogramme.
Biscuits	} soumis à la taxe de consommation d'après le pourcentage de sucre contenu.
Chocolat	
Lait condensé	
Confiserie et glucose	
Boissons non alcooliques, gazeuses et limonades	
Tous autres produits sucrés	}
Tombac . . . . .		40 piastres par kilogramme.

ANNEX

TO THE PROTOCOL OF SIGNATURE.

Turkish consumption duties.

Tea	40	Piastres per kg.
Coffee	20	" " "
Petroleum	6	" " "
Rice	10	" " "
Margarine, oleomargarine and other animal fats	80	" " "
Stearine candles	30	" " "
Common soap	5	" " "
Sacks, new and old	5	" " "
Spices	30	" " "
Matches	½	piastre per box of 60 matches.
Wax lucifers	1	piastre per box of 60 matches.
Cigarette-paper	1	piastre per 50 sheets.
Lighters	25	piastres per lighter.
Sugar	15	piastres per kg.
Biscuits		} Subject to a consumption tax according to the percentage of sugar they contain.
Chocolate		
Condensed milk		
Sweetmeats and glucose		
Non-alcoholic beverages (gaseous and lemonades)		
All other products containing sugar		
Tombac	40	piastres per kg.

N° 2117.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

Traité de conciliation. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES**

Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, January 21, 1929.

N^o 2117. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

Textes officiels anglais et français, communiqués par le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le Department of State du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 5 septembre 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désirant resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays et servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure un traité à ces fins et ont nommé, en conséquence, les plénipotentiaires ci-après désignés, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Bojidar POURITCH, chargé d'Affaires *ad interim* du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tous différends s'élevant entre le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'ils soient, lorsque les procédés diplomatiques ordinaires auront échoué et que les Hautes Parties contractantes n'ont pas recours à un tribunal compétent, seront soumis, pour examen et rapport, à une Commission internationale permanente, constituée de la manière prescrite dans l'article suivant ; et les Hautes Parties contractantes conviennent de ne se livrer, l'une vis-à-vis de l'autre, à aucun acte de force durant l'examen auquel procédera la commission et avant la remise de son rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme il suit : un membre appartenant à chaque pays sera choisi par son gouvernement ; un membre appartenant à un troisième pays sera choisi par chacun des gouvernements ; le cinquième membre sera choisi

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juin 1929.

No. 2117. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

English and French Officials texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 10, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 5, 1929.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind their two countries together and also to advance the cause of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Mr. Bojidar POURITCH, Chargé d'Affaires *ad interim* of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Washington ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, of whatever nature they may be, shall, when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent International Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article ; and the High Contracting Parties agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 22, 1929.

d'un commun accord par les deux gouvernements ; il est bien entendu que ce dernier ne sera pas un national de l'un ou l'autre pays. Les frais de la commission seront supportés par moitié par les deux gouvernements.

La Commission internationale sera nommée dans les six mois de l'échange des ratifications de la présente convention ; et il sera pourvu aux vacances qui se produiraient suivant le mode employé pour la nomination primitive.

Article III.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes ne réussiraient pas à régler un différend par les voies diplomatiques, elles le soumettront immédiatement, pour examen et rapport, à la Commission internationale. Celle-ci pourra néanmoins, spontanément, offrir à l'unanimité ses services à cet effet, et, dans ce cas, notifiera les deux gouvernements en leur demandant de donner leur aide à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de fournir à la Commission permanente internationale tous les moyens et toutes les facilités nécessaires à l'enquête et au rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans l'année suivant le jour où elle aura déclaré avoir commencé l'enquête, à moins que le délai n'ait été restreint ou étendu d'un commun accord par les Hautes Parties contractantes. Le rapport sera dressé en trois originaux ; chacun des gouvernements recevra un exemplaire, et la commission conservera le troisième parmi ses dossiers.

Les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'agir indépendamment sur l'objet du différend après que le rapport de la commission leur aura été remis.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes en conformité des lois constitutionnelles de ce royaume, et par le Président des Etats-Unis sur l'avis et avec le consentement de leur Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington le plus tôt qu'il sera possible et le traité entrera en vigueur dès la date de l'échange des ratifications. Après quoi il restera en vigueur sans interruption à moins que et jusqu'à ce qu'il y soit mis fin par un avis signifié par écrit un an à l'avance par une des Parties contractantes à l'autre.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ce traité en double original rédigé en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le vingt et un du mois de janvier de l'an de notre seigneur mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) Dr Bojidar POURITCH, *m. p.*

(L. S.) Frank B. KELLOGG, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :

12 juillet 1929, Belgrade.

D'ordre du Ministre,

Chef de la Section Politique,

M. P. Kitchévatz.

common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after the exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their co-operation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate ; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with the constitutional laws of that Kingdom.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and French languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal) Frank B. KELLOGG.

(Seal) Dr. Bojidar POURITCH.

N° 2118.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES**

**Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES**

**Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, January 21, 1929.**

N^o 2118. — TRAITÉ¹ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 10 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 5 septembre 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir autant qu'il est en leur pouvoir toute interruption dans les relations pacifiques qui ont toujours existé entre les deux nations;

Désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui viendraient à s'élever entre eux ;

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de leur politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des conflits entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage, et à ces fins ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Bojidar POURITCH, chargé d'affaires ad interim du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre de l'autre en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, non plus que par l'application du recours à une commission de conciliation convenable et qui en

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juin 1929.

NO. 2118. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

French and English Official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 10, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, September 5, 1929.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations that have always existed between the two nations ;

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ; and

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ;

Mr Bojidar POURITCH, Chargé d'Affaires ad interim of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes at Washington ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All difference relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 22, 1929.

raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage établie à La Haye par la Convention ¹ du 18 octobre 1907 ou à un autre tribunal compétent, ce qui sera décidé dans chaque cas par accord spécial ; cet accord spécial pourvoira à l'organisation dudit tribunal s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

L'accord spécial dans chaque cas sera conclu en ce qui concerne le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en conformité des lois constitutionnelles de ce Royaume et en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique par le président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis d'Amérique dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de « Monroe » ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes en conformité des lois constitutionnelles de ce Royaume, et par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur et avec l'avis et le consentement du Sénat des Etats-Unis d'Amérique.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera ensuite en vigueur sans limite de durée. Toutefois il pourra être dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et, dans ce cas, il cessera ses effets à l'expiration du délai d'un an à dater de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité dressé en deux exemplaires, l'un et l'autre en français et en anglais, les deux textes faisant foi, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le vingt et un du mois de janvier, de l'an de notre Seigneur mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) D^r Bodjidar POURITCH, *m. p.*

(L. S.) Frank B. KELLOGG, *m. p.*

Le 12 juillet 1929, Belgrade.

Pour copie certifiée conforme :

D'ordre du Ministre

Chef de la Section politique

Moloch P. Kitchévaz.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, state the question or questions at issue, and settle the terms of reference.

The special agreement in each case shall be made on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof, and on the part of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with its constitutional laws.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which :

- (a) Is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties ;
- (b) Involves the interests of third Parties;
- (c) Depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine ;
- (d) Depends upon or involves the observance of the obligations of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with the Covenant of the League of Nations.

[Article III.

The present treaty shall be ratified by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof and by His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes in accordance with the constitutional laws of that Kingdom.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate in the English and French languages, both texts having equal force, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(Seal). Frank B. KELLOGG.

(Seal). Dr. Bojidar POURITCH.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

N° 2119.

ITALIE ET POLOGNE

Accord relatif au règlement de la
Dette contractée par la Pologne
auprès du Gouvernement italien.
Signé à Varsovie, le 18 décembre
1926.

ITALY AND POLAND

Agreement regarding the Settlement
of the Debt contracted by Poland
with the Italian Government.
Signed at Warsaw, December 18,
1926.

N° 2119. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT ITALIEN ET LE GOUVERNEMENT POLONAIS RELATIF AU RÈGLEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE PAR LA POLOGNE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT ITALIEN. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 18 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 août 1929.

Entre LE GOUVERNEMENT ITALIEN, représenté par M. Cesare MAJONI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie à Varsovie, d'une part, et LE GOUVERNEMENT POLONAIS, représenté par M. Auguste ZALESKI, ministre des Affaires étrangères d'autre part, est conclu l'accord suivant :

Article premier.

Les deux Parties contractantes conviennent que la dette du Gouvernement polonais à l'égard du Gouvernement italien, contractée en vue de l'acquisition du matériel de guerre italien et du transport de celui-ci dans le courant des années 1918, 1919 et 1920, est déterminée en ce qui concerne :

1° Le montant de la dette, déduction faite de tous les versements effectués par le Gouvernement polonais jusqu'au 30 septembre 1926, soit en numéraire, soit au moyen de la fourniture du pétrole et des produits pétroliers sur base des conventions conclues jusqu'ici, soit de toute autre manière ,

2° Les intérêts arriérés ; et

3° Tous les intérêts futurs pour la période jusqu'au 31 décembre 1930 à 87.625.000 de liras italiennes, dont le paiement est réparti en quatre ans comme suit :

30 juin 1927	L.	15,000.000
30 décembre 1927	»	10,375.000
30 juin 1928	»	10,375.000
30 décembre 1928	»	10,375.000
30 juin 1929	»	10,375.000
30 décembre 1929	»	10,375.000
30 juin 1930	»	10,375.000
30 décembre 1930	»	10,375.000
Total	L.	87,625.000

Les versements ci-dessus représentent la totalité de la dette précitée de la Pologne vis-à-vis du Gouvernement italien.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 5 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2119. — AGREEMENT² BETWEEN THE ITALIAN GOVERNMENT AND THE POLISH GOVERNMENT, REGARDING THE SETTLEMENT OF THE DEBT CONTRACTED BY POLAND WITH THE ITALIAN GOVERNMENT. SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 18, 1926.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 13, 1929.

Between THE ITALIAN GOVERNMENT, represented by M. Cesare MAJONI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Italy at Warsaw, of the one part, and THE POLISH GOVERNMENT, represented by M. Auguste ZALESKI, Minister for Foreign Affairs, of the other part, there is concluded the following agreement :

Article I.

The two Contracting Parties agree that the debt of the Polish Government to the Italian Government contracted for the purchase of Italian war material and for the transport of the same during the years 1918, 1919 and 1920 shall be fixed as regards :

(1) The amount of the debt, after deducting all payments made by the Polish Government up to September 30, 1926, whether in cash, or by the supply of petroleum and petroleum products on the basis of agreements previously concluded, or in any other manner ;

(2) Arrears of interest ; and

(3) All future interest for the period down to December 31, 1930, at 87,625,000 Italian Lire, of which the payment shall be spread over four years as follows :

June 30, 1927	L. 15,000,000
December 30, 1927	L. 10,375,000
June 30, 1928	L. 10,375,000
December 30, 1928	L. 10,375,000
June 30, 1929	L. 10,375,000
December 30, 1929	L. 10,375,000
June 30, 1930	L. 10,375,000
December 30, 1930	L. 10,375,000
Total	L. 87,625,000

The above payments represent the whole of the above-mentioned debt due by Poland to the Italian Government.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 5, 1929.

Article 2.

Le Gouvernement polonais délivrera au Gouvernement italien huit reconnaissances de dette en liras italiennes, correspondant à la spécification des versements désignés à l'article premier, portant les dates correspondant également à cette spécification.

Article 3.

Les reconnaissances de dette délivrées par le Gouvernement polonais au Gouvernement italien seront exemptées de toute taxe et de toute contribution actuellement en vigueur et pouvant être en vigueur à l'avenir dans la République de Pologne.

Article 4.

Les versements à titre de dette déterminée à l'article premier et comprise dans les reconnaissances de dette conformément à l'article 2, seront effectués par le Gouvernement polonais moyennant des échéances mensuelles de 60.000 dollars à verser en numéraire directement à la Légation royale d'Italie à Varsovie, ou à qui sera désigné par elle.

Ces versements auront lieu chaque fois dans la première quinzaine du mois.

Les décomptes pour les versements effectués seront établis tous les six mois (*ad ultimo*) des termes correspondant à l'échéance des reconnaissances de dette.

L'équivalent en liras italiennes des sommes versées en dollars sera fait sur la base des cours moyens des dollars et liras italiennes à Zurich du jour même où les sommes, dont au premier alinéa de ce même article, auront été effectivement mises à la disposition de la Légation d'Italie, ou à qui pour elle.

Dans le cas où la valeur des versements faits dans le courant d'un semestre quelconque dépasserait la somme nominale de la reconnaissance de dette, l'excédent en sera porté au compte des versements à effectuer dans le semestre suivant et la somme à payer en dollars dans ce semestre sera diminuée respectivement, afin que la somme globale à payer au courant de l'année ne dépasse pas la somme prévue à l'article premier.

Au cas où la valeur des versements effectués pendant un semestre donné sera inférieure à la somme nominale de la reconnaissance de dette, le Gouvernement polonais paiera la différence en numéraire en liras italiennes.

Les décomptes pour chaque semestre ayant été établis et les différences éventuelles ayant été réglées, le Gouvernement italien remettra au Gouvernement polonais la reconnaissance de dette correspondante, avec annotation que la partie de la dette indiquée sur la reconnaissance de dette a été amortie.

Article 5.

Les dispositions des autres conventions ou arrangements polono-italiens conclus avant la signature du présent accord, pour tout ce qui a rapport aux fournitures de matériel italien, seront abrogées de plein droit.

Article 6.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Varsovie. Les deux Parties contractantes conviennent que jusqu'à la date de l'échange des instruments de ratification les dispositions du présent accord seront appliquées à titre provisoire à partir du mois même de sa signature.

Fait à Varsovie, le 18 décembre 1926.

G. C. MAJONI.

Auguste ZALESKI.

Article 2.

The Polish Government shall deliver to the Italian Government eight debt acknowledgments in Italian lire for amounts corresponding to those detailed in Article 1, bearing dates also corresponding to those detailed.

Article 3.

The debt acknowledgments delivered by the Polish Government to the Italian Government shall be free of any duty and tax which is at present in force or may hereafter be imposed in the Republic of Poland.

Article 4.

The debt fixed in Article 1 and included in the debt acknowledgments prescribed in Article 2 shall be paid by the Polish Government in monthly instalments of \$ 60,000 to be paid in cash direct to the Royal Italian Legation at Warsaw, or to whomsoever the Royal Legation may designate for this purpose.

The payments shall be made during the first fortnight of each month.

The amount of debt reduction due for payments made shall be settled every six months for periods ending with the maturity dates of the debt acknowledgments.

The equivalent in Italian lire of the amounts paid in dollars shall be calculated on the basis of the average price of dollars and Italian lire at Zurich on the day on which the amounts referred to in the first paragraph of this Article shall have been effectively placed at the disposal of the Italian Legation or the party designated by the Legation.

In the event of the value of the payments made during any six months' period exceeding the nominal amount of the debt acknowledgment, the excess shall be carried to the account of payments to be made in the following six months and the amount to be paid in dollars during the latter six months shall be reduced accordingly, so that the total sum to be paid during the course of the year may not exceed the amount contemplated in Article 1.

Should the value of the payments made during a six months' period be less than the nominal amount of the debt acknowledgment, the Polish Government shall pay the difference in cash in Italian lire.

The amount of debt reduction for each six months having been determined and eventual differences adjusted, the Italian Government shall remit to the Polish Government the corresponding debt acknowledgment, bearing a note to the effect that the portion of the debt indicated on the debt acknowledgment has been liquidated.

Article 5.

The provisions of the other Polish-Italian conventions or arrangements concluded before the signature of the present Agreement shall be abrogated *ipso facto* in respect of all matters bearing on the supply of Italian material.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Warsaw. The two Contracting Parties agree that up to the date of the exchange of the instruments of ratification the terms of the present Agreement shall be applied provisionally with effect from the month of signature.

Done at Warsaw, December 18, 1926.

G. C. MAJONI.

Auguste ZALESKI.

N° 2120.

FRANCE ET ITALIE

Convention relative à l'établissement
de lignes de navigation aérienne,
et protocole y relatif. Signés à
Turin, le 10 mars 1929.

FRANCE AND ITALY

Convention regarding the Establish-
ment of Lines of Aerial Navigation
and Protocol relating thereto.
Signed at Turin, March 10, 1929.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2120. — CONVENZIONE¹ FRA LA FRANCIA E L'ITALIA RELATIVA ALL'IMPIANTO DI LINEE DI NAVIGAZIONE AEREA. FIRMA TA A TORINO, IL 10 MARZO 1929.

N° 2120. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT DE LIGNES DE NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A TURIN, LE 10 MARS 1929.

Textes officiels italien et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 août 1929.

Italian and French official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this convention took place August 13, 1929.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Francia a facilitare l'impianto di linee di navigazione aerea commerciale, hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato, per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

S. E. il Generale Italo BALBO, Sottosegretario di Stato per l'Aeronautica ;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE :

S. E. il Signor LAURENT-EYNAC, Deputato, Ministro dell'Aria ;

I quali, dopo avere scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti :

Articolo 1.

Il Governo italiano accorda al Governo francese gli scali di Napoli e Castelrosso e il sorvolo della Calabria per il collegamento Francia-Siria.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 31 juillet 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et la France à faciliter l'établissement de lignes de navigation aérienne commerciale, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

S. Exc. le général Italo BALBO, sous-secrétaire d'Etat de l'Aéronautique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

S. Exc. Monsieur LAURENT-EYNAC, député, ministre de l'Air ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement italien accorde au Gouvernement français les escales de Naples et de Castelrosso et le survol de la Calabre pour la liaison

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, July 31, 1929.

Il Governo francese, in contraccambio, accorda al Governo italiano lo scalo di Marsiglia per il collegamento con Genova e lo scalo di Tunisi per il collegamento con Roma sia direttamente che attraverso la Sardegna e la Sicilia.

Le modalità d'applicazione saranno stabilite dai Servizi Tecnici dei due Governi e formeranno oggetto di un protocollo che sarà annesso alla presente Convenzione.

Articolo 2.

La presente Convenzione durerà fino al 31 dicembre 1934. Sarà tacitamente rinnovata, per periodi di cinque anni, salvo preavviso dato, con un anno di anticipo, dall'una delle due Alte Parti contraenti.

Nel caso in cui una delle due Alte Parti contraenti denunci la Convenzione internazionale per la navigazione aerea¹ del 13 ottobre 1919, alle condizioni previste nell'art. 43 di essa Convenzione, la presente Convenzione sarà denunciata *ipso facto* e tale denuncia avrà effetto dalla stessa data della denuncia della Convenzione del 13 ottobre 1919.

Articolo 3.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Parigi nel più breve termine possibile. Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Torino, in doppio originale, italiano e francese, il 10 marzo 1929 (Anno VII).

(L. S.) Italo BALBO.

France-Syrie. Le Gouvernement français, comme contrepartie, accorde au Gouvernement italien l'escale de Marseille pour la liaison avec Gênes et l'escale de Tunis pour la liaison avec Rome soit directement, soit par la Sardaigne et par la Sicile.

Les modalités d'application seront réglés par les services techniques des deux gouvernement et feront l'objet d'un protocole qui sera annexé à la présente convention.

Article 2.

La durée de la présente convention s'étendra jusqu'au 31 décembre 1934. Elle sera reconduite tacitement par périodes de cinq ans, sauf préavis donné, un an à l'avance, par l'une des deux Hautes Parties contractantes.

Dans le cas où l'une des deux Hautes Parties contractantes viendrait à dénoncer la Convention internationale de navigation aérienne¹ du 13 octobre 1919, dans les conditions prévues à l'article 43 de ladite convention, la présente convention serait dénoncée *ipso facto*, cette dénonciation ayant effet à la même date que la dénonciation de la Convention du 13 octobre 1919.

Article 3.

La présente convention devra être ratifiée, et les ratifications seront échangées à Paris le plus tôt qu'il sera possible. Elle entrera en vigueur à la date de l'échange de ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Turin, en double original, en italien et en français, le 10 mars 1929.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

Copie certifiée conforme :
Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.
Rome, le 7 août 1929-VII^o.

Mussolini.

¹ Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; et vol. LXXVIII, page 438, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 174; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; and Vol. LXXVIII, page 438, of this Series.

PROTOCOLLO

RELATIVO ALLE MODALITÀ DI APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE AEREA DEL 10 MARZO 1929 TRA L'ITALIA E LA FRANCIA.

In applicazione dell'articolo 1° della Convenzione aerea del 10 marzo 1929, tra l'Italia e la Francia, sono stabilite le disposizioni seguenti :

Articolo 1.

Il Governo italiano accorda al Governo francese l'autorizzazione di utilizzare gli scali di Napoli e di Castelrosso e il diritto di sorvolare la Calabria, per permettergli di collegare per via aerea la Francia con la Siria e oltre.

La linea dalla Francia alla Siria, traversando il territorio italiano, seguirà la rotta Napolilitorale del Tirreno, al di fuori delle acque territoriali, fino a Punta di Cirella ; sorvolerà la penisola Calabra fra la detta località e Sibari, e proseguirà verso Capo Santa Maria di Leuca.

Nel caso in cui le segnalazioni meteorologiche fatte dalle stazioni meteorologiche stabilite sulla rotta anzidetta comunicheranno « proibitivo » il sorvolo della penisola Calabra fra i due suddetti, gli aeromobili potranno seguire la rotta Golfo di Santa Eufemia — Golfo di Squillace — Capo Rizzuto — Capo Santa Maria di Leuca.

Articolo 2.

Il Governo francese accorda al Governo italiano l'autorizzazione di utilizzare gli scali di Marsiglia e Tunisi per permettergli di collegare per via aerea :

a) Genova a Marsiglia, potendosi considerare lo scalo di Marsiglia sia come testa di linea che come punto di passaggio per le comunicazioni aeree verso la Spagna e oltre ;

b) l'Italia con Tunisi, potendo essere punti di partenza Roma, Palermo e Cagliari.

Articolo 3.

Gli aeromobili italiani e francesi adibiti a servizi regolari potranno utilizzare, in caso di

PROTOCOLE

RELATIF AUX MODALITÉS D'APPLICATION DE LA CONVENTION AÉRIENNE DU 10 MARS 1929 ENTRE L'ITALIE ET LA FRANCE.

En application de l'article premier de la Convention aérienne du 10 mars 1929 entre l'Italie et la France, les dispositions suivantes sont arrêtées :

Article premier.

Le Gouvernement italien accorde au Gouvernement français l'autorisation d'utiliser les escales de Naples et Castelrosso et le droit de survoler la Calabre, pour lui permettre de relier par voie aérienne la France à la Syrie et aux au-delà.

La liaison France-Syrie, en traversant le territoire italien, suivra l'itinéraire Naples-littoral Tyrrhénien, en dehors des eaux territoriales, jusqu'à Punta di Cirella ; elle survolera la presqu'île de Calabre entre ledit lieu et Sibari et poursuivra vers Cap Santa Maria di Leuca.

Dans le cas où les signalisations faites par les postes météorologiques établis sur la route susdite signaleront « prohibitif » le survol de la presqu'île de Calabre entre les deux points susvisés, les aéronefs pourront suivre la route : Golfe de Santa Eufemia — Golfe de Squillace — Cap Rizzuto — Cap Santa Maria di Leuca.

Article 2.

Le Gouvernement français accorde au Gouvernement italien l'autorisation d'utiliser les escales de Marseille et de Tunisi pour lui permettre de relier par voie aérienne :

a) Gènes à Marseille, l'escale de Marseille pouvant être considérée aussi bien comme terminus que comme point de passage pour les communication aériennes vers l'Espagne et les au-delà ;

b) L'Italie à Tunisi, les points de départ pouvant être Rome, Palermo et Cagliari.

Article 3.

Les aéronefs italiens et français effectuant des services réguliers pourront utiliser, en cas de

forza maggiore, gli aeroporti o le basi idro-aviatorie che si trovino lungo la loro rotta, purchè queste basi siano aperte alla navigazione aerea pubblica; tali basi tuttavia non potranno essere utilizzate come scali commerciali.

Articolo 4.

Gli scali di Napoli e Castelrosso d'una parte e di Marsiglia e Tunisi dall'altra parte sono scali commerciali dove le imprese possono prendere e depositare posta, merci e passeggeri.

In tutti gli scali effettuati, sia regolarmente sia occasionalmente, gli equipaggi e i passeggeri di transito potranno soggiornare, semprechè siano muniti dei documenti richiesti per il traffico internazionale, e le merci e la posta di transito potranno essere depositate. Inoltre, in caso di forza maggiore, se i viaggi per via aerea saranno occasionalmente interrotti, saranno accordate tutte le facilitazioni necessarie perchè, a cura dell'impresa interessata, passeggeri, merci e posta possano proseguire coi mezzi più rapidi verso la rispettiva destinazione.

Articolo 5.

Le imprese che gestiranno linee regolari in applicazione degli articoli 1 e 2 potranno essere unicamente Società italiane o francesi, che rispondano alle condizioni previste dalla Convenzione internazionale per la navigazione aerea del 13 ottobre 1919 (articolo 7) per poter essere registrate come proprietarie di aeromobili nel rispettivo Paese. Inoltre, qualunque sia la nazionalità delle Società stesse, la metà almeno del loro capitale deve appartenere a cittadini dell'una o dell'altra delle due Alte Parti contraenti, o dell'una e dell'altra.

Esse saranno liberamente designate dal loro rispettivo Governo, alla sola condizione che ciascun Governo ne avvisi l'altro sia entro i 30 giorni susseguenti all'entrata in vigore della presente convenzione, sia un mese prima dell'apertura del servizio.

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti avrà sempre il diritto di sostituire una nuova Società a quella inizialmente designata, purchè ne dia avviso all'altra Alta Parte contraente un mese prima che la nuova Società entri in funzione.

force majeure, les aérodromes ou bases hydro-aériennes jalonnant leur itinéraire, pour autant que ces bases sont ouvertes à la navigation aérienne publique; mais il est précisé que, dans ce cas, les bases en question ne pourront constituer pour eux des escales commerciales.

Article 4.

Les escales de Naples et Castelrosso, d'une part, de Marseille et Tunis, d'autre part, sont des escales commerciales où les entreprises peuvent prendre et déposer poste, fret et passagers.

Dans toutes les escales effectuées tant régulièrement qu'occasionnellement, les équipages et les passagers en transit, pourvu qu'ils soient munis des papiers exigibles pour le trafic international, pourront séjourner, les marchandises et postes en transit pourront être entreposées. De plus, en cas de force majeure, si les voyages aériens sont interrompus occasionnellement, toutes facilités seront accordées pour que, par les soins de l'entreprise intéressée, voyageurs, marchandises et postes puissent être réacheminés par les moyens les plus rapides vers leur destination.

Article 5.

Les entreprises exploitant des liaisons régulières par application des articles premier et 2, ne pourront être que des Sociétés italiennes ou françaises, remplissant les conditions imposées par la Convention internationale de navigation aérienne du 13 octobre 1919 (article 7) pour pouvoir être enregistrées comme propriétaires d'aéronefs dans les pays correspondants. En outre, quelle que soit leur nationalité, la moitié de leur capital au moins devra être détenue par des ressortissants de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes ou de l'une et l'autre.

Elles seront librement désignées par leurs gouvernements respectifs, à la seule condition que chaque gouvernement en avise l'autre soit dans les trente jours suivant la mise en vigueur de la présente convention, soit un mois avant l'ouverture du service.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura toujours le droit de substituer une nouvelle société à celle primitivement désignée, sous réserve d'en aviser l'autre Haute Partie contractante un mois avant l'entrée en fonction.

La Società cui il proprio Governo abbia revocato il permesso di esercizio, non potrà per tale fatto far valere alcun diritto nei riguardi dell'altra Parte contraente.

Articolo 6.

Per tutti i collegamenti aerei sopra considerati, la frequenza dei servizi, gli orari, le tariffe, le corrispondenze con altre linee nei diversi scali, il tipo del materiale da impiegare, saranno scelti liberamente dalle imprese esercenti, che avranno l'obbligo di informarne le Amministrazioni competenti dei due Stati, quattro settimane prima della attuazione dei nuovi servizi o dell'impiego del materiale.

E' tuttavia stabilito che, per l'esercizio dei collegamenti considerati negli articoli 1 e 2, ogni impresa appartenente all'una delle due Alte Parti contraenti non può impiegare, salvo autorizzazione speciale, presso gli scali nonché sul territorio e sulle acque territoriali dell'altra Alta Parte contraente, se non personale e materiale di volo che abbia la nazionalità dell'una o dell'altra Alta Parte contraente.

Articolo 7.

Le Società concessionarie sono obbligate di osservare e di fare osservare dal proprio personale e dai propri passeggeri le prescrizioni contenute nelle leggi e nei regolamenti dei due Stati.

Se, nell'esercizio delle linee aeree, si verificassero ripetute contravvenzioni alle prescrizioni che precedono, la più alta Autorità aeronautica dello Stato interessato avrà il diritto di chiedere la revoca dell'impiegato che sarà riconosciuto colpevole. Nei casi più gravi, la più alta Autorità aeronautica interessata avrà il diritto di ottenere la revoca delle concessioni fatte alla Società responsabile.

Articolo 8.

Nella maggiore misura possibile, le due Alte Parti contraenti metteranno a disposizione delle Società straniere interessate, sul loro territorio rispettivo, alle stesse condizioni che alle Società nazionali, gli hangars destinati al

La Société à qui son gouvernement aura révoqué le permis d'exploitation, n'aura pour ce fait aucun droit à faire valoir vis-à-vis de l'autre Haute Partie contractante.

Article 6.

Pour toutes les liaisons aériennes visées ci-dessus, la fréquence des services, leurs horaires, leurs tarifs, leurs correspondances avec d'autres lignes aux différentes escales, le type du matériel employé, seront choisis librement par les entreprises exploitantes, qui seront tenues de les communiquer aux administrations compétentes des deux Etats quatre semaines avant la mise en application, ou, pour le matériel, la mise en service.

Il est toutefois précisé que, pour l'exploitation des liaisons visées aux articles premier et 2, ci-dessus, chaque entreprise ressortissant à l'une des deux Hautes Parties contractantes ne peut utiliser sans autorisation spéciale dans les escales, comme au-dessus des territoires et des eaux territoriales de l'autre Haute Partie contractante, que du personnel et du matériel volant ayant la nationalité de l'une ou de l'autre des deux Hautes Parties contractantes.

Article 7.

Les sociétés concessionnaires sont obligées d'observer et de faire observer par leur propre personnel et par leurs passagers les prescriptions contenues dans les lois et les règlements des deux Etats.

Si, dans l'exploitation des lignes aériennes, il se produisait des contraventions répétées aux prescriptions ci-dessus, la plus haute autorité aéronautique de l'Etat intéressé aurait le droit de demander la révocation de l'employé qui serait reconnu coupable. Dans les cas plus graves, la plus haute autorité aéronautique intéressée aurait le droit d'obtenir la révocation des concessions faites à la société responsable.

Article 8.

Dans toute la mesure du possible, les deux Hautes Parties contractantes mettront à la disposition des sociétés étrangères intéressées, sur leur territoire respectif, dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants, des hangars

ricovero degli aeromobili, le installazioni di manovra (grue o slip), i terreni o i locali usati come officine per le riparazioni, magazzini ed uffici di aeroporto, nonché le facilitazioni per il rifornimento di carburante.

Nel caso in cui le installazioni delle basi aeree esistenti fossero insufficienti o non esistessero, le due Alte Parti contraenti si impegnano di dare alle Compagnie interessate, alle medesime condizioni che a quelle nazionali, ogni facilitazione perchè esse stesse possano creare le installazioni necessarie, senza imporre alcuna condizione circa lo sviluppo minimo che debba essere dato a dette installazioni.

Articolo 9.

Le due Alte Parti contraenti si impegnano a collaborare strettamente per la protezione e la sicurezza dei collegamenti aerei così stabiliti. Svilupperanno a tale scopo, nella maggiore possibile misura, i rispettivi servizi di informazioni meteorologiche, di comunicazioni radio-telegrafiche, di impianti e di segnalazione di giorno e di notte. Le Amministrazioni competenti entreranno in diretta relazione per conseguire tutto il coordinamento indispensabile.

Articolo 10.

Animate dallo stesso spirito di collaborazione, e desiderando contribuire di comune accordo allo sviluppo dell'aviazione commerciale italiana e francese, le due Alte Parti contraenti si dichiarano favorevoli a tutte le intese che permettano di conseguire una azione concorde tra le Società italiane e francesi di trasporto aereo.

Tali intese potranno concretarsi, in particolare, in accordi tecnici e commerciali riferentisi agli aiuti reciproci degli scali comuni, alla reciproca rappresentanza commerciale nei due paesi, alla combinazione degli orari etc.

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti si riserva il diritto di imporre alle proprie Compagnie di non concludere tali accordi senza che essa abbia dato la propria approvazione agli accordi stessi.

destinés à abriter les hydravions, installations de hissage (grues et slips), les terrains ou locaux à usage d'ateliers de réparations, magasin et bureaux d'aérodrome, et les facilités de ravitaillement en essence.

Dans le cas où les installations des bases aériennes existantes seraient insuffisantes, ou inexistantes, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à donner, dans les mêmes conditions qu'à leurs ressortissants, toutes facilités aux compagnies intéressées pour créer elles-mêmes les installations nécessaires, sans avoir aucune exigence concernant le développement minimum à donner à ces installations.

Article 9.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à coopérer étroitement pour la protection et la sécurité des liaisons aériennes ainsi établies. Elles développeront à cet égard, dans toute la mesure du possible, leurs services de renseignements météorologiques, de liaisons radio-électriques, de balisage et signalisation de jour et de nuit. Les administrations compétentes entreprendront en relations directes pour assurer toute la cohésion indispensable.

Article 10.

Dans le même esprit de collaboration, désireuses de contribuer d'un commun accord au développement des aviations commerciales italienne et française, les deux Hautes Parties contractantes se déclarent favorables à toutes ententes permettant d'aboutir à une action concordante entre les sociétés italiennes et françaises de transports aériens.

Ces ententes pourront se traduire, en particulier, par des accords techniques et commerciaux se rapportant à une aide mutuelle dans les escales communes, à la représentation commerciale réciproque dans les deux pays, à la combinaison des horaires, etc.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'imposer à ses propres compagnies de ne conclure de tels accords qu'après qu'elle aura donné son autorisation.

Articolo II.

Se una delle due Alte Parti contraenti desidererà utilizzare, per il trasporto del proprio corriere postale, una qualsiasi delle linee aeree create dall'altra Parte contraente, o, per il trasporto del corriere postale dell'altra Parte contraente, una qualsiasi delle proprie linee, farà in proposito una domanda di massima all'altra Alta Parte contraente.

Conseguito l'accordo di massima, le modalità di applicazione saranno regolate direttamente tra la Compagnia esercente e l'Amministrazione postale interessata. E' stabilito che il trasporto del corriere postale non potrà essere imposto dall'una delle Alte Parti contraenti a Compagnie appartenenti all'altra Alta Parte contraente.

Articolo 12.

I particolari di applicazione del presente protocollo saranno regolati, ogni qualvolta sarà possibile, per mezzo di intese dirette tra le due Amministrazioni competenti delle due Alte Parti contraenti.

Fatto a Torino, il 10 marzo 1929 (A. VII), in doppio originale, italiano e francese; i due testi avranno pari efficacia.

(L. S.) Italo BALBO.

Article II.

Si l'une des deux Hautes Parties contractantes estime intéressant d'utiliser, pour le transport de son courrier postal, l'une quelconque des lignes aériennes créées par l'autre Haute Partie contractante, ou, pour le transport du courrier postal de l'autre Haute Partie contractante, l'une quelconque des lignes créées par elle, elle en fera la demande de principe à l'autre Haute Partie contractante.

L'accord de principe obtenu, les modalités d'application seront réglées directement entre la compagnie exploitante et l'administration postale intéressée. Il est entendu que le transport de courrier postal ne pourra être imposé par l'une des Hautes Parties contractantes à une compagnie ressortissant à l'autre Haute Partie contractante.

Article 12.

Les détails d'application du présent protocole seront réglés, toutes les fois que ce sera possible, par entente directe entre les deux administrations compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

Fait à Turin, le 10 mars 1929, en double original, italien et français; les deux textes auront même valeur.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

Copie certifiée conforme,
Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Rome, le 7 août 1929 — VII^o.
Mussolini.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2120. — CONVENTION BETWEEN FRANCE AND ITALY, REGARDING THE ESTABLISHMENT OF LINES OF AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT TURIN, MARCH 10, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally convinced of the desirability, from the point of view both of Italy and of France, of affording facilities for the establishment of commercial air lines, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

H. E. General Italo BALBO, Under-Secretary of State for Air ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

H. E. Monsieur LAURENT-EYNAC, Member of Parliament, Air Minister ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Italian Government agrees that the French Government may use Naples and Castelrosso as landing-places and that French aeroplanes employed on the France-Syria air-route may fly over Calabria. For its part the French Government agrees that the Italian Government may use Marseilles as landing-place for its air communications with Genoa, and Tunis as a landing-place for its air communications with Rome, either direct or via Sardinia or Sicily.

The details for carrying out the above arrangements shall be settled by the technical services of the two Governments, and shall be embodied in a Protocol annexed to the present Agreement.

Article 2.

The present Convention shall remain in force until December 31, 1934. It shall then be prolonged by tacit consent for further periods of five years, unless one of the High Contracting Parties notifies the other to the contrary one year beforehand.

Should one of the two High Contracting Parties denounce the International Convention on Air Navigation of October 13, 1919, under the conditions laid down in Article 43 of the said Convention, the present Agreement shall *ipso facto* be denounced, such denunciation to take effect on the same date as the denunciation of the Convention of October 13, 1919.

Article 3.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification exchanged at Paris as soon as possible. It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Turin, in duplicate, in Italian and in French, on March 10, 1929.

(L. S.) Italo BALBO.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

PROTOCOL

CONCERNING THE APPLICATION OF THE AIR CONVENTION OF MARCH 10, 1929, BETWEEN ITALY AND FRANCE.

The following provisions have been adopted in application of Article 1 of the Air Convention of March 10, 1929, between Italy and France :

Article 1.

The Italian Government authorises the French Government to use Naples and Castelrosso as landing-places and agrees that French aeroplanes may fly over Calabria for the purpose of maintaining air communications between France and Syria and beyond.

Aircraft employed on the France-Syria line, when passing over Italian territory, shall follow the route Naples-Tyrrhenian coast, outside the territorial waters, as far as Punta di Cirella ; they shall fly over the Calabrian peninsula between the above-mentioned locality and Sibari, continuing their course towards Cape Santa Maria di Leuca.

If the meteorological stations situated along this route signal that the passage over the Calabrian peninsula between the two above-mentioned points is "inadvisable" the aircraft may follow the route : Gulf of Santa Eufemia — Gulf of Squillace — Cape Rizzuto — Cape Santa Maria di Leuca.

Article 2.

The French Government authorises the Italian Government to use Marseilles and Tunis as landing-places for the maintenance of the following air communications :

- (a) Genoa-Marseilles, Marseilles being regarded either as a terminus or as a stage on the air route to Spain and beyond ;
- (b) Italy-Tunis, starting either from Rome, Palermo or Cagliari.

Article 3.

Italian and French aircraft maintaining regular services may, in cases of *vis major*, utilise the aerodromes or hydroplane bases situated along the route in so far as these bases are open to public air navigation ; it is, however, understood that in such circumstances the bases may not be used as landing-places for commercial purposes.

Article 4.

Naples and Castelrosso, on the one hand, and Marseilles and Tunis, on the other, shall be regarded as landing-places for commercial purposes at which transport companies may pick up and deposit mails, freight and passengers.

At all regular and occasional stopping-places, crews and passengers in transit may, provided they be in possession of the papers necessary for international travel, break their journey, while goods and mail in transit may be warehoused. Moreover when, in cases of *vis major*, the journey by air is broken as an exceptional circumstance, every facility shall be granted to enable the transport company concerned to forward travellers, goods and mail to their destination by the most rapid means available.

Article 5.

The undertakings which maintain regular services in application of Articles 1 and 2 shall be exclusively Italian or French companies and must fulfil the conditions laid down in the International Convention on Air Navigation of October 13, 1919, (Article 7), before they can be registered as owners of aircraft in the respective countries. Moreover, whatever their nationality may be, one half at least of their capital must be held by nationals of one of the High Contracting Parties or by one of the High Contracting Parties itself.

Such companies may be appointed by their respective Governments without any restrictions, provided that each Government informs the other of the fact within a period of thirty days reckoned from the coming into force of the present Convention or one month before the service is inaugurated.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled at any time to appoint a new company in place of one formerly appointed, provided that it notifies the other High Contracting Party of the fact one month before the new company commences operations.

Should a company's licence be cancelled by its own Government, the company shall not thereby acquire any right of action against the other High Contracting Party.

Article 6.

In the case of all air lines referred to above, the frequency of communications, time-tables, rates and connections with other lines at the various landing places and the type of machine, etc. to be employed shall be left to the choice of the operating companies, which shall be bound to communicate these facts to the competent authorities of the two States four weeks before the arrangements come into operation, or the material is brought into use.

It is, however, understood that, for the operation of the lines referred to in Articles 1 and 2 above, no undertaking, being a national of one of the two High Contracting Parties, may without special permission employ in the landing-places or above the territory or territorial waters of the other High Contracting Party any staff or machines of a nationality other than that of one of the High Contracting Parties.

Article 7.

Companies operating the lines must observe and cause their staff and passengers to observe the laws and regulations of the two States.

If in the operation of these air lines such laws and regulations are repeatedly infringed, the supreme air authority of the country concerned shall be entitled to demand the dismissal of the employee found to be responsible. In more serious cases the supreme air authority concerned shall be entitled to obtain the cancellation of the licence issued to the responsible company.

Article 8.

The two High Contracting Parties shall as far as possible place at the disposal of the foreign companies concerned in their respective territories and under the same conditions as are accorded to their own nationals, seaplane hangars, hauling tackle (cranes or slings), ground or premises for repairing-shops, depôts or aerodrome-offices and shall afford facilities for refuelling.

Should the ground equipment of existing air bases be insufficient, or non-existent, the two High Contracting Parties undertake to afford the companies concerned all possible facilities for providing the necessary equipment themselves, under the same conditions as would be accorded to their own nationals, without imposing any condition as to its minimum dimensions.

Article 9.

The two High Contracting Parties undertake to co-operate closely in protecting and ensuring the safety of the above air routes. In this connection they will develop as far as possible their meteorological information services, wireless connections and day and night beacons and signals. The competent authorities will keep in direct communication with one another with a view to ensuring proper co-operation.

Article 10.

In a similar spirit of co-operation and in their mutual desire to encourage Italian and French commercial aviation, the two High Contracting Parties declare that they will view with favour any agreements between the Italian and French air transport companies for the purpose of co-ordinating their action.

Such agreements may be of a technical and commercial nature concerning mutual assistance in the joint landing-places, reciprocal trade representation in the two countries, the adjustment of time-tables, etc.

Each of the two High Contracting Parties reserves the right to restrain its companies from concluding such agreements without its permission.

Article 11.

Should one of the High Contracting Parties consider it desirable to utilise any of the air lines organised by the other Contracting Party for the transportation of its own mail, or to utilize any of the air lines organized by itself, for the transportation of the other High Contracting Party's mail it shall request the other High Contracting Party to consent in principle to such action.

When consent, in principle, has thus been obtained, the executive details shall be settled direct between the operating company and the postal administration concerned. It is understood that neither of the High Contracting Parties may oblige a company being a national of the other High Contracting Party to carry mail.

Article 12.

The details of the application of the present Protocol shall be settled whenever possible by direct agreement between the competent authorities of the two High Contracting Parties.

Done at Turin on March 10, 1929, in duplicate, in Italian and French ; both texts shall be equally authentic.

(L. S.) Italo BALBO.

(L. S.) LAURENT-EYNAC.

N° 2121.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE**

**Traité de conciliation. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA**

**Treaty of Conciliation. Signed at
Washington, January 21, 1929.**

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№. 2121. — ДОГОВОРЪ¹ ЗА ПОМИРЕНИЕ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ, ПОДПИСАН НА 21 ЯНУАРИ 1929.

Textes officiels anglais et bulgare communiqués par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1929.

НЕГОВО ВЕЛИЧЕСТВО ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЕ И ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ, въ желанието си да засилятъ връзките на приятелство — които съществуватъ между дветъ страни, а тъй също да спомогнатъ за напредъка на каузата на общия миръ, решиха да сключатъ единъ договоръ за тая целъ и за това назначиха за свои пълномощници,

Н. В. ЦАРЪТЪ НА БЪЛГАРИТЪ :

Г-нъ Симеонъ Радевъ, Неговъ Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ при Правителството на Съединенитъ Американски Щати, и

ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ :

Г-нъ Франкъ Б. Келлогъ, Държавенъ Секретаръ на Съединенитъ Американски Щати ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juillet 1929.

№. 2121. — TREATY OF CONCILIATION¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF BULGARIA. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

English and Bulgarian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place August 15, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, being desirous to strengthen the bonds of amity that bind their two countries together and also to advance the case of general peace, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and to that end have appointed as their Plenipotentiaries ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Mr. Simeon RADEFF, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, July 22, 1929.

които, следъ като си размѣниха пълномощията, намѣрени въ надлежна форма, се съгласиха и възприеха следнитѣ членове :

Членъ I.

Всички спорове, изникнали между Правителството на Американскитѣ Съединени Щати и Българското Правителство, отъ каквото естество и да бждатъ тѣ, ако обичайнитѣ дипломатически сръдства сж останали безрезультатни и странитѣ не прибѣгнатъ до разрешение чрезъ нѣкой компетентенъ сждъ, ще бждатъ подложени за разглеждане и докладъ на една Постоянна Международна Комисия, учредена по начина изложенъ въ следващия членъ; тѣ се съгласяватъ да не си обявяватъ война или да почнатъ неприятелски действия, до като трае това разследване и преди докладътъ да е представенъ.

Членъ II.

Международната Комисия ще се състои отъ петъ члена, които ще се назначатъ както следва : по единъ членъ ще бжде избранъ отъ всѣка една отъ странитѣ, отъ нейното Правителство ; по единъ членъ ще бжде избранъ отъ всѣко едно отъ Правителствата отъ една трета държава ; петиятъ членъ ще бжде назначенъ по общо съгласие между дветѣ Правителства, като се подразбира, че той нѣма да бжде поданикъ на една отъ договорящитѣ страни. Издръжката на комисията ще бжде въ тежестъ на дветѣ Правителства по равни части.

Международната Комисия ще бжде конституирана въ шестмесеченъ срокъ отъ размѣната на ратификацитѣ на настоящия договоръ, а вакантитѣ мѣста ще се попълватъ по сжщия начинъ, по който ще стане и първоначалниятъ изборъ.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in proper form, have agreed upon and concluded the following articles :

Article I.

Any disputes arising between the Government of Bulgaria and the Government of the United States of America, of whatever nature they may be, shall when ordinary diplomatic proceedings have failed and the High Contracting Parties do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, be submitted for investigation and report to a permanent international Commission constituted in the manner prescribed in the next succeeding Article; and they agree not to declare war or begin hostilities during such investigation and before the report is submitted.

Article II.

The International Commission shall be composed of five members, to be appointed as follows : One member shall be chosen from each country, by the Government thereof ; one member shall be chosen by each Government from some third country ; the fifth member shall be chosen by common agreement between the two Governments, it being understood that he shall not be a citizen of either country. The expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal proportions.

The International Commission shall be appointed within six months after exchange of ratifications of this treaty ; and vacancies shall be filled according to the manner of the original appointment.

Членъ III.

Ако договорящитѣ страни не успѣятъ да уредятъ спора по дипломатически редъ и не прибѣгнатъ за уреждането му къмъ единъ компетентенъ сждъ, тѣ веднага ще го отнесатъ предъ Международната Постоянна Комисия за разследване и докладъ. Международната Постоянна Комисия може по единодушно решение сама да си предложи услугитѣ за тая цель и въ такъвъ случай тя ще предупреди дветѣ Правительства и ще имъ поиска съдействие при разследване на спора.

Договорящитѣ страни се съгласяватъ да дадатъ на Международната Постоянна Комисия всички срдства и да и окажатъ всички улеснения за следствието и доклада.

Докладътъ на Комисията ще бжде довършенъ въ течение на една година отъ деня, когато тя е обявила, че започва изследванията си, освенъ ако договорящитѣ страни не ограничатъ или продължатъ срока по взаимно съгласие. Доклада ще бжде приготвенъ въ три екземпляра; по единъ екземпляръ ще бжде връченъ на всѣко Правительство, а третиятъ ще остане въ архивитѣ на Комисията.

Договорящитѣ страни си запазватъ правото на независимо действие по предмета на спора, следъ като Комисията представи доклада си.

Членъ IV.

Настоящиятъ договоръ ще бжде ратифициранъ отъ Председателя на Американскитѣ Съединени Щати, съ съвета и удобрението на Американския Сенатъ, а отъ България съгласно съ нейнитѣ конституционни закони.

Ратификациитѣ ще бждатъ размѣнени въ Вашингтонъ, колкото се може по-скоро, и договорътъ ще влѣзе въ сила въ деня на размѣната на ратификациитѣ. Той ще остане следъ това непрестанно въ сила, до когато не бжде прекжснатъ отъ една отъ

Article III.

In case the High Contracting Parties shall have failed to adjust a dispute by diplomatic methods, and they do not have recourse to adjudication by a competent tribunal, they shall at once refer it to the International Commission for investigation and report. The International Commission may, however, spontaneously by unanimous agreement offer its services to that effect, and in such case it shall notify both Governments and request their cooperation in the investigation.

The High Contracting Parties agree to furnish the Permanent International Commission with all the means and facilities required for its investigation and report.

The report of the Commission shall be completed within one year after the date on which it shall declare its investigation to have begun, unless the High Contracting Parties shall limit or extend the time by mutual agreement. The report shall be prepared in triplicate; one copy shall be presented to each Government, and the third retained by the Commission for its files.

The High Contracting Parties reserve the right to act independently on the subject matter of the dispute after the report of the Commission shall have been submitted.

Article IV.

The present treaty shall be ratified by Bulgaria in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

договорящите страни съ писмено предизвестие отъ една година.

Въ потвърждение на всичко това, респективните пълномощници подписаха тоя договоръ въ два екземпляра и положиха печатитѣ си.

Съставенъ въ Вашингтонъ, на двадесетъ и първи януарий хилядо деветстотинъ двадесетъ и девета година.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, and hereunto affixed their seals.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(n) С. РАДЕВЪ

(n) Ф. Б. КЕЛЛОГЪ.

(s) S. RADEFF.

(s) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

№ 2121. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DE BULGARIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens d'amitié qui unissent leurs deux pays, ainsi que de servir la cause de la paix générale, ont résolu de conclure un traité à cette fin et ont nommé, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE :

M. Simeon RADEFF, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend survenant entre le Gouvernement de Bulgarie et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, de quelque nature qu'il soit, sera, lorsque la procédure diplomatique ordinaire aura échoué et que les Hautes Patries contractantes n'aurent pas recouru au jugement d'un tribunal

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

compétent, soumis, aux fins d'enquête et de rapport, à une commission internationale permanente, constituée comme il est prescrit à l'article suivant ; en outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas déclarer la guerre et de ne pas commencer les hostilités durant cette enquête et avant le dépôt du rapport.

Article II.

La Commission internationale sera composée de cinq membres nommés comme suit : un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi ses ressortissants ; un membre sera choisi par chaque gouvernement, parmi les ressortissants d'une tierce Puissance ; le cinquième membre sera choisi d'un commun accord par les deux gouvernements, étant entendu qu'il ne sera pas ressortissant de l'un ou de l'autre Etat. Les dépenses de la commission seront supportées, à parts égales, par les deux gouvernements.

La Commission internationale sera nommée, au plus tard, six mois après l'échange des ratifications du présent traité, et il sera pourvu aux postes vacants conformément à la procédure prescrite pour la nomination des premiers membres.

Article III.

Au cas où les Hautes Parties contractantes n'auraient pas réussi à régler un différend par la voie diplomatique, et n'auraient pas recours au jugement d'un tribunal compétent, elles soumettront immédiatement ce différend à la commission internationale aux fins d'enquête et de rapport. Toutefois, la commission internationale aura la faculté d'offrir spontanément, en vertu d'une décision unanime, ses services à cet effet, et, dans ce cas, elle en avisera les deux gouvernements et les invitera à coopérer à l'enquête.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner à la commission internationale permanente tous les moyens et facilités nécessaires pour procéder à l'enquête et établir son rapport.

Le rapport de la commission devra être achevé dans le délai d'un an à compter de la date à laquelle la commission déclarera l'enquête ouverte, à moins que les Hautes Parties contractantes n'abrègent ou ne prolongent ce délai par accord mutuel. Le rapport sera établi en triple exemplaire ; un exemplaire sera remis à chacun des gouvernements et le troisième sera conservé par la commission dans ses archives.

Après que le rapport de la commission leur aura été soumis, les Hautes Parties contractantes se réservent pleine liberté d'action quant à l'objet du différend.

Article IV.

Le présent traité sera ratifié par la Bulgarie conformément à ses lois constitutionnelles et par le Président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans interruption tant qu'il n'aura pas été dénoncé moyennant un préavis d'un an, notifié, par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington le vingt et un janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) S. RADEFF.

(Signé) Frank B. KELLOGG.

N° 2122.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BULGARIE**

**Traité d'arbitrage. Signé à Wash-
ington, le 21 janvier 1929.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND BULGARIA**

**Treaty of Arbitration. Signed at
Washington, January 21, 1929.**

TEXTE BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

No. 2122. — ДОГОВОРЪ¹ ЗА АРБИТРАЖЪ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И СЪЕДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ, ПОДПИСАН НА 21 ЯНУАРИ 1929.

Textes officiels anglais et bulgare communiqués par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 août 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 3 octobre 1929.

Негово Величество Царьтъ на България и Председательтъ на Съединенитъ Американски Щати,

Решени да предупредятъ, до колкото е въ тѣхна власть, всѣкакво прекъсване на мирнитѣ отношения, които щастливо съществуватъ сега между двата народа ;

Желаяйки да подчертаятъ своето присъединяване къмъ политиката на подлагане на безпристрастно решение всички спорове отъ юридически характеръ, които могатъ да ивникнатъ между тѣхъ, и

Въ стремлението си, чрезъ своя примѣръ, не само да дадатъ изразъ на своето осъждане войната, като инструментъ на национална политика въ тѣхнитѣ взаимни отношения, но същевременно да ускорятъ момента, въ който свършенството на международнитѣ спораумения за мирно уреждане на международнитѣ спорове ще отстранява винаги възможността за война между които и да е Сили въ свѣта ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 22 juin 1929.

No. 2122. — TREATY¹ OF ARBITRATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA, AND THE KINGDOM OF BULGARIA. SIGNED AT WASHINGTON, JANUARY 21, 1929.

English and Bulgarian official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Treaty took place August 15, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 3, 1929.

HIS MAJESTY KING OF THE BULGARIANS and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA,

Determined to prevent so far as in their power lies any interruption in the peaceful relations now happily existing between the two nations,

Desirous of reaffirming their adherence to the policy of submitting to impartial decision all justiciable controversies that may arise between them ; and

Eager by their example not only to demonstrate their condemnation of war as an instrument of national policy in their mutual relations, but also to hasten the time when the perfection of international arrangements for the pacific settlement of international disputes shall have eliminated forever the possibility of war among any of the Powers of the world ;

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, June 22, 1929.

Решиха да сключатъ единъ договоръ за арбитражъ и за тази цель назначиха съответно за свои пълномощници,

Н. В. ЦАРЬТЪ НА БЪЛГАРИТЪ :

Господинъ Симеонъ Радевъ, Неговъ Извънреденъ Пратеникъ и Пълномощенъ Министъръ при Правителството на Съединенитѣ Щати, и

ПРЕДСЕДАТЕЛЪТЪ НА СЪДИНЕНИТЪ АМЕРИКАНСКИ ЩАТИ :

Господинъ Франкъ Б. Келлогъ, Държавенъ Секретаръ на Съединенитѣ Американски Щати ;

които, следъ като размѣниха пълномощията си, намѣрени въ надлежна форма, се съгласиха върху следнитѣ членове :

Членъ I.

Всички спорове отъ международенъ характеръ, изникнали между договорящитѣ страни, вследствие на нѣкакъвъ правовъ искъ на едната срещу другата, по силата на договоръ или иначе, които не сж могли да бждатъ уредени по дипломатически редъ, или чрезъ отнасянето имъ предъ специалната помирителна комисия и която сж отъ правенъ характеръ, понеже могатъ да бждатъ разрешени посрѣдствомъ прилагане принципитѣ на правото или справедливостта, ще бждатъ подложени на Постоянния Арбитраженъ Сждъ, учреденъ въ Хага съ Конвенцията¹ отъ 18 октомврий 1907 г., или на нѣкой другъ компетентенъ сждъ, както би било уговорено за всѣки отдѣленъ случай съ специално споразумение, което, ако това е необходимо, ще предвиди организацията на тоя специаленъ сждъ, ще опредѣли неговитѣ права, ще формулира спорнитѣ въпроси и компромиснитѣ условия.

Have decided to conclude a treaty of arbitration and for that purpose they have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

Mr. Simeon RADEFF, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary near the Government of the United States ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

Who, having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

Article I.

All differences relating to international matters in which the High Contracting Parties are concerned by virtue of a claim of right made by one against the other under treaty or otherwise, which it has not been possible to adjust by diplomacy, which have not been adjusted as a result of reference to an appropriate commission of conciliation, and which are justiciable in their nature by reason of being susceptible of decision by the application of the principles of law or equity, shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration established at The Hague by the Convention¹ of October 18, 1907, or to some other competent tribunal, as shall be decided in each case by special agreement, which special agreement shall provide for the organization of such tribunal if necessary, define its powers, and settle the question or questions at issue and settle the terms of reference.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Специалното съглашение за всеки отделен случай ще бъде сключено за Американските Съединени Щати от Председателя на Щатитъ, по съвета и съгласието на Американския Сенатъ, а за България — съгласно съ нейнитъ конституционни закони.

Членъ II.

Постановленията на настоящия договоръ сж неприложими по отношение на спорове, които по съдържание :

- a) сж отъ вътрешна юрисдикация на една отъ договорящитъ страни,
- б) засѣгатъ интереситъ на трети държави,
- в) зависятъ отъ или засѣгатъ традиционното становище на Съединенитъ Щати досежно американски въпроси, известни подъ названието Монроева доктрина,
- г) зависятъ отъ или засѣгатъ спазването на задължения поети отъ България по силата на Пакто на Обществото на Народитъ.

Членъ III.

Настоящиятъ договоръ ще бъде ратифициранъ отъ Председателя на Американските Съединени Щати, съ съвета и удобренieto на Американския Сенатъ, а отъ България, съгласно съ нейнитъ конституционни закони.

Ратификациитъ ще бждатъ размѣнени въ Вашингтонъ, колкото се може по-скоро, и договорътъ ще влѣзе въ сила въ деня на размѣната на ратификациитъ. Той ще остане следъ това непрестанно въ сила, до когато не бъде прекжснатъ отъ една отъ договорящитъ страни съ писмено предизвестие отъ една година.

Въ потвърждение на всичко това, респективнитъ пълномощници подписаха тоя договоръ въ два екземпляра и положили печатитъ си.

The special agreement in each case shall be made on the part of Bulgaria in accordance with its constitutional laws, and on the part of the United States of America by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Article II.

The provisions of this treaty shall not be invoked in respect of any dispute the subject matter of which

- (a) is within the domestic jurisdiction of either of the High Contracting Parties;
- (b) involves the interests of third Parties;
- (c) depends upon or involves the maintenance of the traditional attitude of the United States concerning American questions, commonly described as the Monroe Doctrine;
- (d) depends upon or involves the observance of the obligations of Bulgaria in accordance with the Covenant of the League of Nations.

Article III.

The present treaty shall be ratified by Bulgaria in accordance with its constitutional laws, and by the President of the United States of America by and with the advice and consent of the Senate thereof.

The ratifications shall be exchanged at Washington as soon as possible, and the treaty shall take effect on the date of the exchange of the ratifications. It shall thereafter remain in force continuously unless and until terminated by one year's written notice given by either High Contracting Party to the other.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate and hereunto affixed their seals.

Съставенъ въ Вашингтонъ, на двадесетъ и първи януарий хилядо деветстотинъ двадесетъ и девета година.

Done at Washington the twenty-first day of January in the year of our Lord one thousand nine hundred and twenty-nine.

(*n*) С. РАДЕВЪ.

(*s.*) S. RADEFF.

(*n*) Ф. Б. КЕЛЛОГЪ.

(*s.*) Frank B. KELLOGG.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2122. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DE BULGARIE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 21 JANVIER 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Résolus à prévenir, autant qu'il est en leur pouvoir, toute interruption des relations pacifiques qui existent heureusement entre les deux nations,

Désireux d'affirmer de nouveau leur adhésion à la politique consistant à soumettre à une décision impartiale toutes contestations susceptibles de décisions judiciaires qui viendraient à s'élever entre eux, et

Soucieux, par leur exemple, non seulement de manifester que, dans leurs relations réciproques, ils condamnent la guerre comme instrument de leur politique nationale, mais encore de hâter le moment où la conclusion d'accords internationaux pour le règlement pacifique des différends entre les Etats aura écarté pour toujours les possibilités de guerre entre les nations du monde ;

Ont décidé de conclure un traité d'arbitrage et ont désigné à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs :

SA MAJESTÉ LE ROI DE BULGARIE :

M. Simeon RADEFF, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaires auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends concernant des affaires internationales dans lesquelles les Hautes Parties contractantes se trouvent engagées par suite de la prétention d'un droit allégué par l'une à l'encontre

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de l'autre, en vertu d'un traité ou autrement, qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique non plus que par l'application du recours à une commission de conciliation appropriée, et qui, en raison de leur nature susceptible d'une décision appliquant les principes du droit et de l'équité, peuvent être jugés, seront soumis à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 18 octobre 1907, ou à un autre tribunal compétent, ainsi qu'il en sera décidé dans chaque cas par compromis spécial ; ce compromis pourvoira à l'organisation dudit tribunal s'il est nécessaire, définira ses pouvoirs, exposera la ou les questions en litige et déterminera la question à résoudre.

Le compromis, dans chaque cas, sera conclu, en ce qui concerne la Bulgarie, conformément à ses lois constitutionnelles, et, en ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, par le président des Etats-Unis d'Amérique sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Article II.

Les dispositions du présent traité ne pourront pas être invoquées en ce qui concerne les différends dont l'objet :

- a) Relève de la juridiction nationale de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes ;
- b) Touche aux intérêts de tierces Puissances ;
- c) Dépend du maintien ou touche au maintien de l'attitude traditionnelle des Etats-Unis dans les affaires américaines, communément connue sous le nom de doctrine de Monroe ;
- d) Dépend de l'observation ou touche à l'observation des engagements de la Bulgarie en conformité du Pacte de la Société des Nations.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par la Bulgarie, conformément à ses lois constitutionnelles, et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que faire se pourra, et le traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il demeurera alors en vigueur sans limite de durée, tant qu'il n'aura pas été dénoncé, sous réserve d'un préavis d'un an, notifié par écrit, par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le vingt et un janvier mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) S. RADEFF.

(Signé) F. B. KELLOGG.

N° 2123.

**BELGIQUE, DANEMARK,
NORVÈGE, SUÈDE, etc.**

**Acte général (règlement pacifique des
différends internationaux). Genève,
le 26 septembre 1928.**

**BELGIUM, DENMARK,
NORWAY, SWEDEN, etc.**

**General Act (Pacific Settlement of
International Disputes). Geneva,
September 26, 1928.**

N^o 2123. — RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX.

ACTE GÉNÉRAL¹. GENEVE, LE 26 SEPTEMBRE 1928.

Textes officiels français et anglais. Cet acte général a été enregistré par le Secrétariat le 16 août 1929, date de son entrée en vigueur, conformément à son article 44.

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONCILIATION.

Article premier.

Les différends de toute nature entre deux ou plusieurs Parties ayant adhéré au présent Acte général qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis à la procédure de conciliation dans les conditions prévues au présent chapitre.

Article 2.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les parties en cause.

Article 3.

Sur la demande adressée à cet effet par une Partie contractante à l'une des autres Parties, il devra être constitué, dans les six mois, une commission permanente de conciliation.

¹ ADHÉSIONS.

(SUÈDE, 13 mai 1929 :

aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (Chapitres I et II) et dispositions générales concernant ces procédures (Chapitre IV).

BELGIQUE, 18 mai 1929 :

à l'ensemble de l'Acte.

Sous la réserve prévue à l'article 39, paragraphe 2, alinéa a), ayant pour effet d'exclure des procédures décrites par cet acte les différends nés de faits antérieurs à l'adhésion de la Belgique ou à l'adhésion d'une autre Partie, avec laquelle la Belgique viendrait à avoir un différend.

NORVÈGE, 11 juin 1929 :

aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (Chapitres I et II) et dispositions générales concernant ces procédures (Chapitre IV).

DANEMARK, 14 avril 1930 :

à l'ensemble de l'Acte.

No. 2123. — PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES.

GENERAL ACT¹. GENEVA, SEPTEMBER 26, 1928.

Official texts in French and English. This General Act was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 44, on August 16, 1929, the date of its entry into force.

CHAPTER I.

CONCILIATION.

Article 1.

Disputes of every kind between two or more Parties to the present General Act which it has not been possible to settle by diplomacy shall, subject to such reservations as may be made under Article 39, be submitted, under the conditions laid down in the present Chapter, to the procedure of conciliation.

Article 2.

The disputes referred to in the preceding article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission constituted by the parties to the dispute.

Article 3.

On a request to that effect being made by one of the Contracting Parties to another Party, a permanent Conciliation Commission shall be constituted within a period of six months.

¹ ACCESSIONS.SWEDEN, *May 13, 1929* :

to the provisions relating to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II) and general provisions dealing with these procedures. (Chapter IV.)

BELGIUM, *May 18, 1929* :

to all the provisions of the Act.

Subject to the reservation provided in Article 39, (2), (a), with the effect of excluding from the procedures described in this Act disputes arising out of facts prior to the accession of Belgium or prior to the accession of any other Party with whom Belgium may have a dispute.

NORWAY, *June 11, 1929* :

to the provisions relating to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II) and general provisions dealing with these procedures (Chapter IV).

DENMARK, *April 14, 1930* :

to all the provisions of the Act.

Article 4.

Sauf accord contraire des parties intéressées, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1^o La Commission comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les trois autres commissaires seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service. Parmi eux, les parties désigneront le président de la commission.

2^o Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Les commissaires nommés en commun pourront être remplacés au cours de leur mandat, de l'accord des parties. Chaque partie pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonction pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

3^o Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 5.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une commission permanente de conciliation nommée par les parties en litige, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les parties n'en décident autrement.

Article 6.

1. Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 3 et 5, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties ou, si celles-ci le demandent, au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

2. Si l'accord ne s'établit pas au sujet d'aucun de ces procédés, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, ces deux Puissances n'ont pu tomber d'accord, chacune d'elles présentera des candidats en nombre égal à celui des membres à désigner. Le sort déterminera lesquels des candidats ainsi présentés seront admis.

Article 7.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président, par les deux parties agissant d'un commun accord, ou, à défaut, par l'une ou l'autre des parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la Commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des parties, elle sera notifiée par celle-ci, sans délai, à l'autre partie.

Article 4.

Unless the parties concerned agree otherwise, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of five members. The parties shall each nominate one commissioner, who may be chosen from among their respective nationals. The three other commissioners shall be appointed by agreement from among the nationals of third Powers. These three commissioners must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties. The parties shall appoint the President of the Commission from among them.

(2) The commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The commissioners appointed jointly may be replaced during the course of their mandate by agreement between the parties. Either party may, however, at any time replace a commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

(3) Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 5.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the parties is in existence, a special commission shall be constituted for the examination of the dispute within a period of three months from the date at which a request to that effect is made by one of the parties to the other party. The necessary appointments shall be made in the manner laid down in the preceding article, unless the parties decide otherwise.

Article 6.

1. If the appointment of the commissioners to be designated jointly is not made within the periods provided for in Articles 3 and 5, the making of the necessary appointments shall be entrusted to a third Power, chosen by agreement between the parties, or on request of the parties, to the Acting President of the Council of the League of Nations.

2. If no agreement is reached on either of these procedures, each party shall designate a different Power, and the appointment shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers have been unable to reach an agreement, each of them shall submit a number of candidates equal to the number of members to be appointed. It shall then be decided by lot which of the candidates thus designated shall be appointed.

Article 7.

1. Disputes shall be brought before the Conciliation Commission by means of an application addressed to the President by the two parties acting in agreement, or in default thereof by one or other of the parties.

2. The application, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain the invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable solution.

3. If the application emanates from only one of the parties, the other party shall, without delay, be notified by it.

Article 8.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des parties aura porté un différend devant une commission permanente de conciliation, chacune des parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La partie qui usera de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La Commission pourra, en toute circonstance, demander au Secrétaire général de la Société de Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 10.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des parties.

Article 11.

1. Sauf accord contraire des parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention¹ de La Haye, du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf accord contraire des parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la Commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 13.

Les parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir, dans la plus large mesure possible, tous documents et informations utiles, ainsi qu'à

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the parties before a permanent Conciliation Commission, either party may replace its own commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The party making use of this right shall immediately notify the other party; the latter shall, in such case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it received the notification.

Article 9.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or at some other place selected by its President.

2. The Commission may in all circumstances request the Secretary-General of the League of Nations to afford it his assistance.

Article 10.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the parties.

Article 11.

1. In the absence of agreement to the contrary between the parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents, whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both parties, as well as from all persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 12.

In the absence of agreement to the contrary between the parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission may only take decisions on the substance of the dispute if all its members are present.

Article 13.

The parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux

Article 14.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté du commun accord des parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la Commission seront répartis de la même façon.

Article 15.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la Commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la Commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la Commission devront, à moins que les parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du différend.

Article 16.

Le procès-verbal de la Commission sera porté sans délai à la connaissance des parties. Il appartiendra aux parties d'en décider la publication.

CHAPITRE II.

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 17.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral. Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272, et vol. XCII, page 362, de ce recueil.

as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory, and in accordance with their law, to the summoning and hearing of witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 14.

1. During the proceedings of the Commission, each of the commissioners shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by agreement between the parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 15.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of the proceedings the Commission shall draw up a *procès-verbal* stating, as the case may be, either that the parties have come to an agreement and, if need arises, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the *procès-verbal* of whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. The proceedings of the Commission must, unless the parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been given cognisance of the dispute.

Article 16.

The Commission's *procès-verbal* shall be communicated without delay to the parties. The parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 17.

All disputes with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights shall, subject to any reservations which may be made under Article 39, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice, unless the parties agree, in the manner hereinafter provided, to have resort to an arbitral tribunal.

It is understood that the disputes referred to above include in particular those mentioned in Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272, and Vol. XCII, page 362, of this Series.

Article 18.

Si les parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le Tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 19.

A défaut d'accord entre les parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 20.

1. Par dérogation à l'article 1, les différends visés à l'article 17, qui viendraient à surgir entre parties ayant adhéré aux engagements contenus dans le présent chapitre ne seront soumis à la procédure de conciliation que de leur commun accord.

2. La procédure obligatoire de conciliation demeure applicable aux différends qui, par le jeu des réserves visées à l'article 39, seraient exclus du seul règlement judiciaire.

3. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 18 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III.

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 21.

Tous différends autres que ceux visés à l'article 17, au sujet desquels, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la Commission de conciliation visée au chapitre I, les parties ne se seraient pas entendues, seront portés, sauf les réserves éventuelles prévues à l'article 39, devant un tribunal arbitral constitué, à moins d'accord contraire des parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 22.

Le tribunal arbitral comprendra cinq membres. Les parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Les deux autres arbitres et le surarbitre seront choisis d'un commun accord parmi les ressortissants de tierces Puissances. Ces derniers devront être de nationalités différentes, ne pas avoir leur résidence habituelle sur le territoire des parties intéressées ni se trouver à leur service.

Article 18.

If the parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding article to an arbitral tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected, and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

Article 19.

If the parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding article, or fail to appoint arbitrators, either party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 20.

1. Notwithstanding the provisions of Article 1, disputes of the kind referred to in Article 17 arising between parties who have acceded to the obligations contained in the present chapter shall only be subject to the procedure of conciliation if the parties so agree.

2. The obligation to resort to the procedure of conciliation remains applicable to disputes which are excluded from judicial settlement only by the operation of reservations under the provisions of Article 39.

3. In the event of recourse to and failure of conciliation, neither party may bring the dispute before the Permanent Court of International Justice or call for the constitution of the arbitral tribunal referred to in Article 18 before the expiration of one month from the termination of the proceedings of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

ARBITRATION.

Article 21.

Any dispute not of the kind referred to in Article 17 which does not, within the month following the termination of the work of the Conciliation Commission provided for in Chapter I, form the object of an agreement between the parties, shall, subject to such reservations as may be made under Article 39, be brought before an arbitral tribunal which, unless the parties otherwise agree, shall be constituted in the manner set out below.

Article 22.

The Arbitral Tribunal shall consist of five members. The parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The two other arbitrators and the Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of third Powers. They must be of different nationalities and must not be habitually resident in the territory nor be in the service of the parties.

Article 23.

1. Si la nomination des membres du tribunal arbitral n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la demande adressée par l'une des parties à l'autre de constituer un tribunal arbitral, le soin de procéder aux nominations nécessaires sera confié à une tierce Puissance choisie d'un commun accord par les parties.

2. Si l'accord ne s'établit pas à ce sujet, chaque partie désignera une Puissance différente et les nominations seront faites de concert par les Puissances ainsi choisies.

3. Si, dans un délai de trois mois, les Puissances ainsi désignées n'ont pu tomber d'accord, les nominations nécessaires seront faites par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des parties, les nominations seront faites par le membre le plus âgé de la Cour, qui n'est ressortissant d'aucune des parties.

Article 24.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès ou de démission, ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 25.

Les parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 26.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 27.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou l'autre des parties.

Article 28.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex aequo et bono*.

CHAPITRE IV.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 29.

1. Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les parties en litige seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 23.

1. If the appointment of the members of the Arbitral Tribunal is not made within a period of three months from the date on which one of the parties requested the other party to constitute an arbitral tribunal, a third Power, chosen by agreement between the parties, shall be requested to make the necessary appointments.

2. If no agreement is reached on this point, each party shall designate a different Power, and the appointments shall be made in concert by the Powers thus chosen.

3. If, within a period of three months, the two Powers so chosen have been unable to reach an agreement, the necessary appointments shall be made by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the nominations shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented from acting or is a subject of one of the parties, the appointments shall be made by the oldest member of the Court who is not a subject of either party.

Article 24.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 25.

The parties shall draw up a special agreement determining the subject of the disputes and the details of procedure.

Article 26.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement regarding the matters referred to in the preceding article, the provisions of the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply so far as is necessary.

Article 27.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute may be brought before the Tribunal by an application by one or other party.

Article 28.

If nothing is laid down in the special agreement or no special agreement has been made, the Tribunal shall apply the rules in regard to the substance of the dispute enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there exists no such rule applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPTER IV.

GENERAL PROVISIONS.

Article 29.

1. Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the parties to the dispute shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

2. Le présent acte général ne porte pas atteinte aux accords en vigueur établissant pour les Parties une procédure de conciliation ou, en matière d'arbitrage et de règlement judiciaire, des engagements assurant la solution du différend. Toutefois, si ces accords ne prévoient qu'une procédure de conciliation, après que cette procédure aura échoué, les dispositions du présent acte général relatives au règlement judiciaire ou arbitral recevront application dans la mesure où les parties en cause y auraient adhéré.

Article 30.

Si la Commission de conciliation se trouve saisie par l'une des parties d'un différend que l'autre partie, se fondant sur les conventions en vigueur entre les parties, a porté devant la Cour permanente de Justice internationale ou un tribunal arbitral, la Commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur le conflit de compétence. Il en sera de même si la Cour ou le tribunal a été saisi par l'une des parties en cours de conciliation.

Article 31.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législature intérieure de l'une des parties, relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent Acte général, avant qu'une décision définitive ait été rendue, dans les délais raisonnables, par l'autorité compétente.

2. La partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par la présente convention devra notifier à l'autre partie son intention, dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

Article 32.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les parties conviennent qu'il devra être accordé par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la partie lésée, une satisfaction équitable.

Article 33.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment sur la question au sujet de laquelle les parties sont divisées, résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son Statut, ou le tribunal arbitral, indiquera, dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Les parties en litige seront tenues de s'y conformer.

2. Si une Commission de conciliation se trouve saisie du différend, elle pourra recommander aux parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation, et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

2. The present General Act shall not affect any agreements in force by which conciliation procedure is established between the Parties or they are bound by obligations to resort to arbitration or judicial settlement which ensure the settlement of the dispute. If, however, these agreements provide only for a procedure of conciliation, after such procedure has been followed without result, the provisions of the present General Act concerning judicial settlement or arbitration shall be applied in so far as the parties have acceded thereto.

Article 30.

If a party brings before a Conciliation Commission a dispute which the other party, relying on conventions in force between the parties, has submitted to the Permanent Court of International Justice or an Arbitral Tribunal, the Commission shall defer consideration of the dispute until the Court or the Arbitral Tribunal has pronounced upon the conflict of competence. The same rule shall apply if the Court or the Tribunal is seized of the case by one of the parties during the conciliation proceedings.

Article 31.

1. In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present General Act until a decision with final effect has been pronounced, within a reasonable time, by the competent authority.

2. In such a case, the party which desires to resort to the procedures laid down in the present General Act must notify the other party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

Article 32.

If, in a judicial sentence or arbitral award, it is declared that a judgment, or a measure enjoined by a court of law or other authority of one of the parties to the dispute, is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured party equitable satisfaction.

Article 33.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the parties differ arises out of acts already committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the dispute is brought before a Conciliation Commission, the latter may recommend to the parties the adoption of such provisional measures as it considers suitable.

3. The parties undertake to abstain from all measures likely to react prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and, in general, to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 34.

Au cas où il s'élève un différend entre plus de deux parties ayant adhéré au présent Acte général, les modalités suivantes seront observées pour l'application des procédures décrites dans les dispositions qui précèdent :

a) Pour la procédure de conciliation, il sera toujours constitué une commission spéciale. Sa composition variera suivant que les parties auront toutes des intérêts distincts ou que deux ou plusieurs d'entre elles feront cause commune.

Dans le premier cas, les parties nommeront chacune un commissaire et désigneront en commun des commissaires ressortissants de tierces Puissances non parties au différend, dont le nombre sera toujours supérieur d'un à celui des commissaires nommés séparément par les parties.

Dans le second cas, les parties, faisant cause commune, se mettront d'accord pour nommer en commun leur propre commissaire et concourront avec l'autre ou les autres parties pour la désignation des commissaires tiers.

Dans l'une et l'autre hypothèse, les parties, à moins qu'elles n'en conviennent autrement, appliqueront les articles 5 et suivants du présent acte dans la mesure où ils sont compatibles avec les dispositions du présent article.

b) Pour la procédure judiciaire, il sera fait application du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

c) Pour la procédure arbitrale, à défaut d'accord des parties sur la composition du tribunal, s'il s'agit de différends visés à l'article 17, chacune d'elle aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ; s'il s'agit de différends visés à l'article 21, il sera fait application des articles 22 et suivants, ci-dessus, mais chacune des parties ayant des intérêts distincts nommera un arbitre et le nombre des arbitres nommés séparément par les parties sera toujours inférieur d'un à celui des autres arbitres.

Article 35.

1. Le présent acte général sera applicable entre Parties y ayant adhéré, encore qu'une tierce Puissance, partie ou non à l'acte, ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

Article 36.

1. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

2. La Cour ou le tribunal décide.

Article 37.

1. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les parties en cause, le Greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le tribunal arbitral les avertit sans délai.

2. Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 34.

Should a dispute arise between more than two Parties to the present General Act, the following rules shall be observed for the application of the forms of procedure described in the foregoing provisions :

(a) In the case of conciliation procedure, a special commission shall invariably be constituted. The composition of such commission shall differ according as the parties all have separate interests or as two or more of their number act together.

In the former case, the parties shall each appoint one commissioner and shall jointly appoint commissioners nationals of third Powers not parties to the dispute, whose number shall always exceed by one the number of commissioners appointed separately by the parties.

In the second case, the parties who act together shall appoint their commissioner jointly by agreement between themselves and shall combine with the other party or parties in appointing third commissioners.

In either event, the parties, unless they agree otherwise, shall apply Article 5 and the following articles of the present Act, so far as they are compatible with the provisions of the present article.

(b) In the case of judicial procedure, the Statute of the Permanent Court of International Justice shall apply.

(c) In the case of arbitral procedure, if agreement is not secured as to the composition of the tribunal, in the case of the disputes mentioned in Article 17, each party shall have the right, by means of an application, to submit the dispute to the Permanent Court of International Justice ; in the case of the disputes mentioned in Article 21, the above Article 22 and following articles shall apply, but each party having separate interests shall appoint one arbitrator and the number of arbitrators separately appointed by the parties to the dispute shall always be one less than that of the other arbitrators.

Article 35.

1. The present General Act shall be applicable as between the Parties thereto, even though a third Power, whether a party to the Act or not, has an interest in the dispute.
2. In conciliation procedure, the parties may agree to invite such third Power to intervene.

Article 36.

1. In judicial or arbitral procedure, if a third Power should consider that it has an interest of a legal nature which may be affected by the decision in the case, it may submit to the Permanent Court of International Justice or to the arbitral tribunal a request to intervene as a third Party.
2. It will be for the Court or the tribunal to decide upon this request.

Article 37.

1. Whenever the construction of a convention to which States other than those concerned in the case are parties is in question, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal shall notify all such States forthwith.
2. Every State so notified has the right to intervene in the proceedings ; but, if it uses this right, the construction given by the decision will be binding upon it.

Article 38.

Les adhésions au présent Acte général pourront s'appliquer :

- A. Soit à l'ensemble de l'Acte (chapitres I, II, III et IV) ;
- B. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation et au règlement judiciaire (chapitres I et II), ainsi qu'aux dispositions générales concernant ces procédures (chapitre IV) ;
- C. Soit seulement aux dispositions relatives à la conciliation (chapitre I), ainsi qu'aux dispositions générales concernant cette procédure (chapitre IV).

Les Parties contractantes ne pourront se prévaloir des adhésions d'autres Parties que dans la mesure où elles-mêmes auront souscrit aux mêmes engagements.

Article 39.

1. Indépendamment de la faculté mentionnée à l'article précédent, une Partie pourra, en adhérant au présent Acte général, subordonner son acceptation aux réserves limitativement énumérées dans le paragraphe suivant. Ces réserves devront être indiquées au moment de l'adhésion.

2. Ces réserves pourront être formulées de manière à exclure des procédures décrites par le présent acte :

- a) Les différends nés de faits antérieurs, soit à l'adhésion de la Partie qui formule la réserve, soit à l'adhésion d'une autre Partie avec laquelle la première viendrait à avoir un différend ;
- b) Les différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats ;
- c) Les différends portant sur des affaires déterminées, ou des matières spéciales nettement définies, telles que le statut territorial, ou rentrant dans des catégories bien précisées.

3. Si une des parties en litige a formulé une réserve, les autres parties pourront se prévaloir vis-à-vis d'elle de la même réserve.

4. Pour les Parties ayant adhéré aux dispositions du présent acte relatives au règlement judiciaire ou au règlement arbitral, les réserves qu'elles auraient formulées seront, sauf mention expresse, comprises comme ne s'étendant pas à la procédure de conciliation.

Article 40.

Toute Partie dont l'adhésion n'aura été que partielle ou subordonnée à des réserves pourra, à tout moment, au moyen d'une simple déclaration, soit étendre la portée de son adhésion, soit renoncer à tout ou partie de ses réserves.

Article 41.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Acte général, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges et à la portée des réserves éventuelles, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 42.

Le présent Acte général, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date du 26 septembre 1928.

Article 42.

1. Le présent Acte général sera ouvert à l'adhésion de tout chef d'Etat ou de toute autre autorité compétente des Membres de la Société des Nations, ainsi que des Etats non membres à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué une copie.

Article 38.

Accessions to the present General Act may extend :

- A. Either to all the provisions of the Act (Chapters I, II, III and IV) ;
- B. Or to those provisions only which relate to conciliation and judicial settlement (Chapters I and II), together with the general provisions dealing with these procedures (Chapter IV) ;
- C. Or to those provisions only which relate to conciliation (Chapter I), together with the general provisions concerning that procedure (Chapter IV).

The Contracting Parties may benefit by the accessions of other Parties only in so far as they have themselves assumed the same obligations.

Article 39.

1. In addition to the power given in the preceding article, a Party, in acceding to the present General Act, may make his acceptance conditional upon the reservations exhaustively enumerated in the following paragraph. These reservations must be indicated at the time of accession.

2. These reservations may be such as to exclude from the procedure described in the present Act :

(a) Disputes arising out of facts prior to the accession either of the Party making the reservation or of any other Party with whom the said Party may have a dispute ;

(b) Disputes concerning questions which by international law are solely within the domestic jurisdiction of States ;

(c) Disputes concerning particular cases or clearly specified subject-matters, such as territorial status, or disputes falling within clearly defined categories.

3. If one of the parties to a dispute has made a reservation, the other parties may enforce the same reservation in regard to that party.

4. In the case of Parties, who have acceded to the provisions of the present General Act relating to judicial settlement or to arbitration, such reservations as they may have made shall, unless otherwise expressly stated, be deemed not to apply to the procedure of conciliation.

Article 40.

A Party whose accession has been only partial, or was made subject to reservations, may at any moment, by means of a simple declaration, either extend the scope of his accession or abandon all or part of his reservations.

Article 41.

Disputes relating to the interpretation or application of the present General Act, including those concerning the classification of disputes and the scope of reservations, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 42.

The present General Act, of which the French and English texts shall both be authentic, shall bear the date of the 26th of September, 1928.

Article 43.

1. The present General Act shall be open to accession by all the Heads of States or other competent authorities of the Members of the League of Nations and the non-Member States to which the Council of the League of Nations has communicated a copy for this purpose.

2. Les instruments d'adhésion, ainsi que les déclarations additionnelles prévues à l'article 40, seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres, visés dans l'alinéa précédent.

3. Par les soins du Secrétaire général, il sera dressé trois listes désignées par les lettres A, B, C, et correspondant respectivement aux trois modalités d'adhésion visées à l'article 38 du présent Acte, où figureront les adhésions et les déclarations additionnelles des Parties contractantes. Ces listes, tenues constamment à jour, seront publiées dans le rapport annuel adressé à l'Assemblée par le Secrétaire général.

Article 44.

1. Le présent Acte général entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de l'adhésion d'au moins deux Parties contractantes.

2. Chaque adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur du présent acte, conformément à l'alinéa précédent, sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations. Il en sera de même des déclarations additionnelles des Parties visées à l'article 40.

Article 45.

1. Le présent Acte général aura une durée de cinq ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Il restera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres mentionnés à l'article 43.

4. La dénonciation pourra n'être que partielle ou consister en la notification de réserves nouvelles.

5. Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes impliquées dans un différend, toutes les procédures engagées au moment de l'expiration du terme de l'Acte général continueront jusqu'à leur achèvement normal.

Article 46.

Un exemplaire du présent Acte général, revêtu de la signature du président de l'Assemblée et de celle du Secrétaire général de la Société des Nations, sera déposé aux archives du Secrétariat ; copie certifiée conforme du texte sera communiquée à tous les Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats non membres désignés par le Conseil de la Société des Nations.

Article 47.

Le présent Acte général sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

*Le Président de la neuvième Session ordinaire
de l'Assemblée de la Société des Nations :*

(Signé) Herluf ZAHLE.

Le Secrétaire général :

(Signé) Eric DRUMMOND.

2. The instruments of accession and the additional declarations provided for by Article 40 shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who shall notify their receipt to all the Members of the League and to the non-Member States referred to in the preceding paragraph.

3. The Secretary-General of the League of Nations shall draw up three lists, denominated respectively by the letters A, B and C, corresponding to the three forms of accession to the present Act provided for in Article 38, in which shall be shown the accessions and additional declarations of the Contracting Parties. These lists, which shall be continually kept up to date, shall be published in the annual report presented to the Assembly of the League of Nations by the Secretary-General.

Article 44.

1. The present General Act shall come into force on the ninetieth day following the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the accession of not less than two Contracting Parties.

2. Accessions received after the entry into force of the Act, in accordance with the previous paragraph, shall become effective as from the ninetieth day following the date of receipt by the Secretary-General of the League of Nations. The same rule shall apply to the additional declaration provided for by Article 40.

Article 45.

1. The present General Act shall be concluded for a period of five years, dating from its entry into force.

2. It shall remain in force for further successive periods of five years in the case of Contracting Parties which do not denounce it at least six months before the expiration of the current period.

3. Denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who shall inform all the Members of the League and the non-Member States referred to in Article 43.

4. A denunciation may be partial only, or may consist in notification of reservations not previously made.

5. Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties concerned in a dispute, all proceedings pending at the expiration of the current period of the General Act shall be duly completed.

Article 46.

A copy of the present General Act, signed by the President of the Assembly and by the Secretary-General of the League of Nations, shall be deposited in the archives of the Secretariat; a certified true copy shall be delivered by the Secretary-General to all the Members of the League of Nations and to the non-Member States indicated by the Council of the League of Nations.

Article 47.

The present General Act shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its entry into force.

*The President of the ninth ordinary session of the
Assembly of the League of Nations :*

(Signed) Herluf ZAHLE.

The Secretary-General :

(Signed) Eric DRUMMOND.

N° 2124.

FRANCE ET SALVADOR

**Accord concernant l'échange des
imprimés. Signé à Paris, le 25 août
1924.**

FRANCE AND SALVADOR

**Agreement regarding the Exchange
of Printed Matter. Signed at
Paris, August 25, 1924.**

N^o 2124. — ACCORD¹ CONCERNANT L'ÉCHANGE DES IMPRIMÉS
ENTRE LA FRANCE ET LE SALVADOR. SIGNÉ A PARIS, LE 25
AOUT 1924.

Texte officiel français communiqué par le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 août 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR, désireux de faciliter l'échange des imprimés entre les deux pays et se référant à l'article 23, paragraphe 2 de la Convention postale universelle² signée à Madrid, le 30 novembre 1920, Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les imprimés de toute nature expédiés de France à destination du Salvador seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables dans le service intérieur français aux imprimés non périodiques, savoir :

Poids maximum : 3 kg. (que l'envoi comporte un seul volume ou plusieurs).

Dimensions : les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6 paragraphe 6).

Tarif d'affranchissement :

5 centimes jusqu'à 50 grammes.

15 centimes de 50 à 100 grammes et au-dessus.

15 centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes en sus.

Article 2.

Les imprimés de toute nature expédiés du Salvador à destination de la France seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables à ces objets dans le service intérieur salvadorien, savoir :

Poids maximum : 4 kilogrammes.

Dimensions : les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6 paragraphe 6).

Tarif d'affranchissement :

1 centième de colon par 50 grammes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 7 juin 1929.

² Vol. III, pages 267-270 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 364 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 ; vol. XXIV, page 144 ; et vol. XXVII, page 414, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2124. — AGREEMENT ² REGARDING THE EXCHANGE OF PRINTED MATTER BETWEEN FRANCE AND SALVADOR. SIGNED AT PARIS, AUGUST 25, 1924.

French official text communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 17, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR, being desirous of encouraging the exchange of printed matter between the two countries and with reference to Article 23, paragraph 2 of the Universal Postal Convention ³, signed at Madrid November 30, 1920, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Printed matter of all kind sent from France to Salvador shall be subject to the charges and conditions of admission applied in the French internal administration to printed matter other than periodicals, as follows :

Maximum weight : 3 kg. (whether the consignment consists of a single volume or of several).

Dimensions : the same as those laid down by the Madrid Postal Convention (Article 6, paragraph 6).

Postal rates :

5 centimes up to 50 grammes.

15 centimes from 50 to 100 grammes.

15 centimes per 100 grammes or fraction of 100 grammes upwards.

Article 2.

Printed matter of any kind sent from Salvador to France shall be subject to the charges and conditions of admission applied to the same matter, in the internal administration of Salvador, as follows :

Maximum weight : 4 kg.

Dimensions : the same as those laid down by the Madrid Postal Convention (Article 6, paragraph 6).

Postal rates :

1/100th colon per 50 grammes.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Paris, June 7, 1929.

³ Vol. III, page 267-70 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 ; Vol. XXIV, page 144 ; and Vol. XXVII, page 414, of this Series.

Article 3.

En dehors des dispositions spéciales faisant l'objet des articles premier et 2 ci-dessus, les envois dont il s'agit demeurent soumis à la réglementation stipulée, à l'égard des imprimés, par les Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle.

Article 4.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée par les administrations postales des deux pays, après que la promulgation en aura été faite, conformément aux lois de chacun des deux pays.

Article 5.

Le présent arrangement demeurera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, laquelle sera tenue, en ce cas, d'observer un délai de préavis de trois mois francs.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent accord qu'ils ont revêtus de leurs cachets.

Fait à Paris, le 25 août 1924.

(L. S.) (Signé) HERRIOT.

(L. S.) (Signé) J. Gustavo GUERRERO.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.*

Article 3.

Apart from the special provisions contained in Articles 1 and 2 above, the consignments referred to shall remain subject to the regulations laid down for printed matter by the Conventions and Agreements of the Universal Postal Union.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force on a date to be fixed later by the postal administrations of the two countries, after publications in conformity with the laws of each of the two countries.

Article 5.

The present Agreement shall remain in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, which shall be required to give three clear months' notice.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Agreement and been thereto affixed their seals.

Done at Paris, August 25, 1924.

(L. S.) (*Signed*) HERRIOT.

(L. S.) (*Signed*) J. Gustavo GUERRERO.

N° 2125.

BELGIQUE ET FRANCE

Arrangement concernant l'engagement des sapeurs-pompiers. Signé à Bruxelles, le 1^{er} juillet 1929.

BELGIUM AND FRANCE

Agreement regarding the Engagement of Firemen. Signed at Brussels, July 1, 1929.

N^o 2125. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE
CONCERNANT L'ENGAGEMENT DES SAPEURS-POMPIERS. SIGNÉ
A BRUXELLES, LE 1^{er} JUILLET 1929.

Texte officiel français communiqué par le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République Française. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 17 août 1929.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, désireux de déterminer d'un commun accord les conditions d'engagement des Français dans les corps de sapeurs-pompiers belges et des Belges dans les corps de sapeurs-pompiers français, ont résolu de conclure un arrangement à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Son Excellence M. Maurice HERBETTE, ambassadeur de la République française à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. P. HYMANS, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les citoyens français pourront être admis dans tous les corps de sapeurs-pompiers communaux de Belgique.

Réciproquement les sujets belges pourront être admis dans les corps de sapeurs-pompiers communaux de France.

Toutefois, s'il s'agit d'un corps armé, ils ne pourront y être investis d'aucun grade.

Article 2.

Le candidat pompier étranger devra avoir sa résidence effective dans le pays où il désire contracter son engagement.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2125. — AGREEMENT² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE
REGARDING THE ENGAGEMENT OF FIREMEN. SIGNED AT
BRUSSELS, JULY 1, 1929.

French official text communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 17, 1929.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and the GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of determining by agreement the conditions governing the engagement of Frenchmen in Belgian fire brigades and of Belgians in French fire brigades, have decided to conclude an Agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

His Excellency M. Maurice HERBETTE, Ambassador of the French Republic at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. P. HYMANS, His Minister for Foreign Affairs,

Who being duly authorised have agreed upon the following provisions :

Article 1.

French citizens may be admitted to all Belgian communal fire brigades.

Reciprocally, Belgian subjects may be admitted to French communal fire brigades.

If, however, the brigade is armed, they may not hold any rank therein.

Article 2.

The foreign fire brigade candidate must actually reside in the country in which he wishes to contract his engagement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force, August 1, 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

La durée de l'engagement ne pourra dépasser cinq ans. L'engagement pourra être renouvelé pour des périodes successives de même durée.

Article 4.

En cas d'accident survenu en service commandé suivi soit d'incapacité totale ou partielle, soit de mort, les sapeurs-pompiers provenant de l'une ou l'autre nation contractante et leurs ayants droit, auront droit, par voie de réciprocité, aux indemnités ou pensions servies à ses sapeurs-pompiers, par le pays dans lequel ils ont souscrit un engagement.

Article 5.

En vue de l'attribution éventuelle d'une distinction honorifique, les services accomplis dans un corps de sapeurs-pompiers de l'un des deux pays contractants seront cumulés, le cas échéant, avec les services de même nature accomplis dans l'autre.

Article 6.

Le présent arrangement entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de sa signature. Il pourra être dénoncé en tout temps, moyennant un préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 1^{er} juillet 1929.

(L. S.) (Signé) Maurice HERBETTE.

(L. S.) (Signé) P. HYMANS.

Copie certifiée conforme :

*Pour le ministre plénipotentiaire,
Chef du service du Protocole,
(Signé) Carré.*

Article 3.

The length of the engagement may not exceed five years, and may be renewed for successive periods of the same length.

Article 4.

In case of accidents incurred while on duty and resulting in total or partial incapacity, or in death, the firemen of either contracting nation and their heirs shall be entitled, subject to reciprocity, to the compensation or pensions which the country where they have signed their engagement accords to its own firemen.

Article 5.

For the purposes of awarding any distinctions of merit, any service rendered in a fire brigade of one of the two contracting countries shall be added to service of the same kind rendered in the other.

Article 6.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day after the date of signature. It may be denounced at any time by giving six months' notice.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seal.

Done at Brussels in duplicate, July 1, 1929.

(L. S.) (Signed) Maurice HERBETTE.

(L. S.) (Signed) P. HYMANS.

N° 2126.

BELGIQUE, FRANCE, etc.

Accord relatif au fonctionnement des services du Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés. Signé à Genève, le 30 juin 1928.

BELGIUM, FRANCE, etc.

Agreement concerning the Functions of the Representatives of the League of Nations, High Commissioner for Refugees. Signed at Geneva, June 30, 1928.

N^o 2126. — ACCORD² RELATIF AU FONCTIONNEMENT DES SERVICES DU HAUT COMMISSAIRE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS POUR LES RÉFUGIÉS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 30 JUIN 1928.

Texte officiel français. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat, conformément à ses dispositions finales, le 19 août 1929, jour de son entrée en vigueur.

Les soussignés, après avoir participé à la Conférence intergouvernementale convoquée à Genève le 28 juin 1928 par le Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les Réfugiés ;

Désireux d'arriver à une application aussi efficace que possible des résolutions contenues dans l'Arrangement relatif au Statut juridique des Réfugiés russes et arméniens adopté par ladite conférence intergouvernementale ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les gouvernements qui ratifient le présent accord admettront à l'exercice des attributions

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² *Dépôt des ratifications :*

BELGIQUE, 2 mai 1929 :

« La nomination d'un représentant du Haut Commissariat pour la Belgique sera soumise à l'agrément du ministre des Affaires étrangères de ce pays. Sans qu'il soit rien changé aux attributions actuelles des offices des réfugiés russes et arméniens, ce représentant aura qualité pour revêtir de son visa ou de sa légalisation les pièces délivrées par ces offices, pièces auxquelles les intéressés voudraient faire reconnaître la valeur de documents officiels par application de l'accord du 4 juillet 1928. Le tarif afférent à ces visas de

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2126. — AGREEMENT² CONCERNING THE FUNCTIONS OF THE REPRESENTATIVES OF THE LEAGUE OF NATIONS' HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES. SIGNED AT GENEVA, JUNE 30, 1928.

Official text in French. This Protocol was registered with the Secretariat, in accordance with its final provisions, August 19, 1929, the date of its entry into force.

The undersigned, having taken part in the proceedings of the Inter-Governmental Conference called at Geneva on 28th June 1928 by the League of Nations' High Commissioner for Refugees ;

Desiring to secure the most effective possible action on the Resolutions contained in the Arrangement concerning the legal status of Russian and Armenian refugees, adopted by the said Inter-Governmental Conference ;

Have agreed as follows :

Article I.

The Governments which ratify the present agreement shall consent to the rendering of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *Deposit of ratifications :*

BELGIUM, May 2, 1929 :

« The nomination of a representative of the " Haut-Commissariat " for Belgium shall be subject to the agreement of the Minister for Foreign Affairs of that country. While there shall be no change in the present powers of the offices for Russian and Armenian refugees, the above-mentioned representative shall be empowered to append his visa or legalisation to documents issued by those offices which the holders desire to have recognised as official documents under the Agreement of 4 July 1928. The rate of charges

suivantes les représentants nommés dans les conditions déterminées ci-après par le Haut-Commissaire de la Société des Nations pour les réfugiés :

a) Certifier l'identité et la qualité des réfugiés ;

b) Certifier leur situation de famille et leur état civil tels qu'ils résultent d'actes passés ou de faits ayant eu lieu dans le pays d'origine du réfugié ;

c) Attester la régularité, la valeur et la conformité avec les anciennes lois du pays d'origine des actes passés dans ce pays ;

d) Certifier les signatures des réfugiés, les copies et les traductions des pièces rédigées en leur langue ;

e) Attester vis-à-vis des autorités du pays l'honorabilité et la bonne conduite du réfugié, ses états de service antérieurs, sa qualification professionnelle, ses titres universitaires ou académiques ;

f) Recommander le réfugié aux autorités compétentes, en particulier pour les questions de visa, de permis de séjour, d'admission aux écoles, aux bibliothèques, etc.

Article 2.

Les représentants mentionnés à l'article premier seront nommés par le Haut-Commissaire de la Société des Nations, avec l'agrément des gouvernements intéressés. Ils exerceront leurs attributions dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les gouvernements intéressés et le Haut-Commissaire de la Société des Nations.

Dans les pays où des organismes assument à titre officieux les attributions mentionnées à

légalisation ainsi que les conditions de perception, de réduction et de gratuité seront établis d'un commun accord entre le ministre des Affaires étrangères et le Haut-Commissariat pour les réfugiés.

» D'autre part, la Belgique se réserve le droit de dénoncer l'accord à n'importe quelle époque, moyennant un préavis de six mois. »

FRANCE, 21 mai 1929 :

Sous la réserve formulée lors de la signature de l'acte et sous réserve du droit pour le Gouvernement français de dénoncer l'accord à n'importe quelle époque moyennant un préavis de six mois.

the following services by the representatives appointed in the manner described below by the League of Nations' High Commissioner for Refugees :

(a) Certifying the identity and the position of the refugees ;

(b) Certifying their family position and civil status, in so far as these are based on documents issued or action taken in the refugees' country of origin ;

(c) Testifying to the regularity, validity, and conformity with the previous law of their country of origin, of documents issued in such country ;

(d) Certifying the signature of refugees and copies and translations of documents drawn up in their own language ;

(e) Testifying before the authorities of the country to the good character and conduct of the individual refugee, to his previous record, to his professional qualifications, and to his university or academic standing ;

(f) Recommending the individual refugee to the competent authorities, particularly with a view to his obtaining visas, permits to reside in the country, and admission to schools, libraries, etc.

Article 2.

The representatives mentioned in Article 1 shall be appointed by the High Commissioner of the League of Nations, subject to the agreement of the Governments concerned. They shall perform their duties in the manner agreed upon between the Governments concerned and the High Commissioner of the League of Nations.

In countries in which persons or bodies already unofficially render the services men-

for such visas and legalisations shall be fixed by agreement between the Ministry of Foreign Affairs and the " Haut-Commissariat " for Refugees, as well as the conditions under which the fees shall be collected, reduced or waived.

" Furthermore, Belgium reserves the right to denounce the Agreement at any time, by giving six months notice ".

FRANCE, May 21, 1929 :

Subject to the reservation expressed at the time of the signature of the Act and subject to the reservation of the right, for the French Government, to denounce the Agreement at any time, by giving six months notice.

l'article premier, le Haut-Commissaire de la Société des Nations pourra recourir à ces organismes.

Article 3.

Sous réserve des exceptions qui devront être admises en faveur des indigents, les services mentionnés à l'article premier pourront être rétribués. Il est entendu, toutefois, que ces rétributions seront modérées et en rapport avec les perceptions opérées par les autorités du pays de résidence à l'occasion de services analogues.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications seront enregistrées au Secrétariat de la Société des Nations. Il entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après que deux ratifications auront été enregistrées.

Il restera ouvert à l'adhésion des gouvernements de tous les Membres de la Société des Nations et des gouvernements de tous les Etats non Membres de la Société des Nations.

Fait à Genève, le 30 juin 1928.

Belgique

France

tioned in Article 1, the High Commissioner of the League of Nations may have recourse to them.

Article 3.

Subject to such exceptional treatment as may be granted to indigent refugees, fees may be charged for the services mentioned in Article 1, on the understanding that such fees shall be moderate, and in proportion to the fees charged by the authorities of the country in which the refugees reside in respect of similar services.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be registered at the Secretariat of the League of Nations. It shall come into force ninety days after the date on which two ratifications shall have been registered.

Thereafter the Government of any Member or non-Member of the League of Nations shall be free to adhere to the agreement.

Done at Geneva, June 30, 1928.

Belgium

France

E. MEYERS.

Je signe cet arrangement sous la réserve suivante :

« La nomination d'un représentant du Haut-Commissariat pour la France sera soumise à l'agrément du ministre des Affaires étrangères de la République française. Sans qu'il soit rien changé aux attributions actuelles des offices de réfugiés russes et arméniens, ce représentant aura qualité pour revêtir de son visa ou de sa légalisation les pièces délivrées par ces offices, auxquelles les intéressés voudraient faire reconnaître la valeur de documents officiels par application de l'Accord¹ du 4 juillet 1928. Le tarif afférent à ces visas et légalisations sera établi d'un commun accord entre le Ministère des Affaires étrangères et le Haut-Commissariat pour les Réfugiés, ainsi que les conditions de perception, de réduction et de gratuité.² »

Le 11 mars 1929.

R. MASSIGLI.

T. F. Johnson,
Haut-Commissaire adjoint pour les Réfugiés,
Secrétaire-général de la Conférence.

¹ C'est par erreur qu'il est fait mention d'un " accord du 4 juillet ", bien qu'il s'agisse de l'application de l'Accord du 30 juin 1928.

² Translation :

I sign the above arrangement subject to the following reservations :

" The nomination of a representative of the " Haut-Commissariat " for France shall be subject to the agreement of the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. While there shall be no change in the present powers of the offices for Russian and Armenian refugees, the above-mentioned representative shall be empowered to append his visa or legalisation to documents issued by those offices which the holders desire to have recognised as official documents under the agreement of July 4, 1928. The rate of charges for such visas and legalisation shall be fixed by agreement between the Ministry of Foreign Affairs and the " Haut-Commissariat " for Refugees as well as the conditions under which the fees shall be collected, reduced or waived. "

¹ By mistake mention has been made of an " Agreement of July 4 "; it refers to the application of the Agreement of June 30, 1928.

N° 2127.

EGYPTE ET PERSE

**Traité d'amitié et d'établissement,
avec protocole additionnel. Signé
à Téhéran, le 28 novembre 1928.**

EGYPT AND PERSIA

**Treaty of Friendship and Establish-
ment, with Additional Protocol.
Signed at Teheran, November 28,
1928.**

بروتوكول اضافى

(١) لا تؤثر هذه المعاهدة فى شىء على أحكام الاتفاق الموقت المعقود بين الطرفين المتعاقدين فى ١٢ مايو سنة ١٩٢٣ .

(٢) تبقى الدعاوى التى رفعت الى جهات اختصاص بمقتضى القواعد المعمول بها قبل العمل بهذه المعاهدة من اختصاص هذه الجهات دون غيرها .
لحين صدور حكم نهائى فيها .

• طهران فى ١٥ جمادى الثانية سنة ١٣٤٧ هجرية (٢٨ نوفمبر سنة ١٩٢٨ ميلادية) .

امضاء

فتح الله خان بكرخان

امضاء

حسن نشأت

(المادة الحادية عشرة)

يعمل بهذه المعاهدة ابتداء من تاريخ تبادل وثائق التصديق عليها .

(المادة الثانية عشرة)

وضعت هذه المعاهدة من صورتين باللغات العربية والفارسية والفرنسية وفي حالة حدوث خلاف يعتمد النص الفرنسي .

وتأييدا لما تقدم قد وقع المندوبان المفوضان هذه المعاهدة ووضعها عليها ختميهما .

طهران في ١٥ جمادى الثانية سنة ١٣٤٧ هجرية (٢٨ نوفمبر سنة ١٩٢٨ ميلادية) . .

امضاء

فتح الله خان بكرخان

خاتم

فتح الله خان بكرخان

امضاء

حسن نشأت

خاتم

حسن نشأت

لاتحل الأحكام السابقة بالاختصاصات المعترف بها عموماً للقناصل بمقتضى العادات الدوائية في مسائل الأحوال المدنية ولا يحقهم في الاختصاص العرفي .

(المادة السابعة)

يعنى رعايا كل من الطرفين المتعاقدين في بلاد الطرف الآخر من جميع الالتزامات الشخصية أو السخرة أو المعونة ذات الصبغة العسكرية وكذلك يعفون من كل اعانة أهلية أو قرض جبرى أو ضريبة استثنائية فرضت لحاجات حربية .

(المادة الثامنة)

يوافق الطرفان المتعاقدان على أن يعقدا بينهما في أقرب فرصة اتفاقات قنصلية وجمركية وتجارية مبنية على المساواة التامة في الحقوق بين الدولتين .

(المادة التاسعة)

يعمل بهذه المعاهدة لمدة خمس سنوات فإذا لم يبطلها أحد الطرفين المتعاقدين في ظرف ستة شهور سابقة على انتهاء السنوات الخمسة الأولى جاز ابطالها بعد مضي السنوات الخمسة في أى وقت باخطار يسبق تاريخ الابطال بستة شهور .

(المادة العاشرة)

يصدق على هذه المعاهدة ويتبادل التصديقان في طهران بأسرع ما يمكن .

(المادة الخامسة)

يجوز لرعايا كل من الطرفين المتعاقدين أن يباشروا في بلاد الطرف الآخر كافة أنواع الصناعة والتجارة وكل حرفة أو مهنة مهما كانت إلا ما خصص منها بقوانين البلاد للوطنيين دون الأجانب أو ما كان منها موضوع احتكار الدولة — أو احتكار منحتة الدولة .

ويكون لهم حق امتلاك وحياسة المتقولات والعقارات والتصرف فيها بمسراعاة القوانين واللوائح المعمول بها في البلاد التي يقيمون فيها وتكون حالهم في ذلك كافة كحال رعايا أكثر الدول امتيازاً لديها ولا يجوز أسوة بالوطنيين نزع أملاكهم ولا حرمانهم من الانتفاع بها ولو مؤقتاً إلا لسبب يعتبر قانوناً من المنافع العامة وفي مقابل تعويض .

(المادة السادسة)

ينحضع رعايا كل من الطرفين المتعاقدين في بلاد الطرف الآخر أسوة بالوطنيين للتشريع المحلى من قوانين ومراسيم وقرارات ولوائح في المسائل الجنائية والمدنية والتجارية والادارية والمالية وغيرها كما ينحضعون لجهات الاختصاص المختصة للوطنيين .

وتطبق الجهات المختصة قانوناً في مسائل الأحوال الشخصية من جهات الاختصاص السابقة الذكر التشريع الأهلى الخاص بالمتقاضين طبقاً لقواعد القانون الدولى وذلك في حالة التجاء أحد الخصوم فى الدعوى إليها .

ويجوز كذلك لكل من الطرفين المتعاقدين أن يعين بعد الحصول مقدماً على موافقة الدولة الأخرى قناصل ووكلاء قناصل ووكلاء قنصليين شرفيين من غير طائفة الموظفين يقيمون في المدن السابق ذكرها إنما لا يجوز بحال انتخابهم من بين رعايا الدولة التي يقيمون فيها ويتمتع افراد الطائفتين بعد حصولهم على الاجازة اللازمة لقيامهم بأعمالهم بالامتيازات الشرفية والحصانات المتفق عليها لكل منهما في القانون الدولي العام وذلك على أساس التبادل .

(المادة الرابعة)

تكون لرعايا كل من الطرفين المتعاقدين الحرية التامة في دخول بلاد الطرف الآخر والاقامة فيها فلهم فيها حرية الذهاب والاياب والطواف والاقامة والتوطن مع مراعاة القوانين واللوائح المعمول بها في البلاد .

ويتمتعون مثلهم مثل الوطنيين بالحماية المستمرة التامة وبالامن بالنسبة لأشخاصهم وأملاكهم وحقوقهم ومصالحهم طبقاً لقواعد القانون الدولي العام .

ولا تمنع أحكام هذه المادة من حق الابعاد المستعمل في الحالات الفردية وفاقاً لما يجرى العمل عليه في القانون الدولي العام ولقواعد القانون المذكور

ومن لدن حضرة صاحب الجلالة الامبراطورية شاه الفرس :
حضرة صاحب السعادة فتح الله خان بكرخان القائم بادارة وزارة
خارجيته .

الذين بعد أن تبادلوا وثائق تفويضهما وتبيننا صحتها ومطابقتها للأصول
المرعية اتفقا على الأحكام الآتية :

(المادة الأولى)

يكون بين المملكة المصرية والامبراطورية الفارسية وبين رعاياهما سلام
دائم وصداقة خالصة .

(المادة الثانية)

يتمتع الممثلون السياسيون لكل من الطرفين المتعاقدين وجميع أفراد بعثاتهم
المعتبرين من هيئة التمثيل السيامى فى بلاد الطرف الآخر بنفس الامتيازات
والتعظيمات والحصانات التى يتمتع بها ممثلو الدول الأخرى ووكلائهم
السياسيون وذلك على أساس التبادل .

(المادة الثالثة)

يجوز لكل من الطرفين المتعاقدين أن يعين لدى الدولة الأخرى قناصل
عامين وقناصل ووكلاء قناصل من طائفة الموظفين يقيمون فى العاصمة أو فى
المدن المهمة التى يسمح عادة للوكلاء الأجانب بالاقامة فيها .

N° 2127.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

Textes officiels persan, arabe et français, communiqués par le délégué permanent de la Perse près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité¹ a eu lieu le 19 août 1929.

معاهدة بالصدقة وبحقوق الإقامة بين المملكة المصرية والامبراطورية الفارسية

حضرة صاحب الجلالة ملك مصر
و

حضرة صاحب الجلالة الامبراطورية شاه الفرس

نظرا لما لدى جلاتهما من خالص الرغبة في زيادة توثيق عرى الصداقة
الكائنة بين دولتيهما قد اتفقا على عقد معاهدة تثبت فيها قواعد علاقاتهما
الودية وذلك الى أن تعقد اتفاقات قنصلية وجمركية وتجارية .

وعينا لهذا الغرض مندوبيهما المفوضين .

من لدن حضرة صاحب الجلالة ملك مصر :

حضرة صاحب السعادة حسن نشأت باشا مندوبه فوق العادة ووزيره
المفوض بطهران .

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 12 juillet 1929.

No 2127.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

Persian, Arabic and French official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty¹ took place August 19, 1929.

عهد نامه مودت و اقامت بین ایران و مصر

اعلیحضرت شاهنشاه ایران
و
اعلیحضرت پادشاه مصر

نظرباینکه صیانه مایل هستند که دوستی موجوده بین مملکتین را مستحکمتر نمایند نصیب نمودند که تا انعقاد قرارداد های فونسول و کمرکی و تجارتی عهد نامه برای تنظیم روابط دوستانه خود منعقد سازند و برای این مقصود اختیار داران خود را معین نمودند

اعلیحضرت شاهنشاه ایران :

جناب فتح الله خان پاک روان

کفیل وزارت امور خارجه .

اعلیحضرت پادشاه مصر :

جناب حسن نشت پاشا

وزیر مختار و المچی مخصوص دولت مصر در طهران.

¹ The exchange of ratifications took place at Teheran, July 12, 1929.

مادة چهارم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متعاهدين براي دخول و اقامت در خاك طرف متعاهد ديگر آزادي تام خواهند داشت و بالنتيجه ميتوانند در مملكت طرف متعاهد ديگر با رعایت قوانين و نظامات جاریه آن رفت و آمد و مسافرت و توقف و اقامت نمایند

اتباع هر يك از طرفين متعاهدين مثل اتباع داخله راجع به شخص و اموال و حقوق و منافع خود ر طبق حقوق عمومي بين المللی از حمايت و امنيت کامل بهره مند خواهند گردید ولی این مسئله مانع حق اخراج که بر طبق قواعد و معمول حقوق عمومي بين المللی بطور انفرادي مجری گردد نخواهد بود .

مادة پنجم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متعاهدين حق خواهند داشت در خاك طرف متعاهد ديگر بهر قسم صنعت یا تجارت و بهر نوع كسب و حرفه اشتغال ورزند سوای حرف و مشاغلی که بموجب قوانين مملكتی مختص اتباع داخله است و كليه اتباع خارجه از آن مستثني هستند و سوای كسب یا تجارتي که مشمول الحصار دولتي یا انحصاری است که از طرف دولت داده شده . اتباع هر يك از دولتين حق خواهند داشت با رعایت قوانين و نظامات مملكت متوقف فيها و بهمان شرايطی که برای اتباع دولت كامله الوداد معمول است اموال منقول یا غير منقول خریداری و تملك و تصرف نمایند اموال اتباع مزبور را چنانکه اموال اتباع داخله نمی توان از تصرف آنها خارج یا آنها را از تمتع از اموال خود حتی بطور موقت محروم نمود مگر بطی که قانوناً مربوط بمصالح عمومي باشد و در صورتیکه غرامت اموال تأديه گردد .

ماده ششم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متماهدين در خاك طرف متماهد ديگر مثل اتباع داخله در امور جزائي و حقوقی و تجارتي و اداري و مالياتي و غيره تابع قوانين و احكام و مقررات و نظامات مملكتي و همچنين تابع مقامات قضائي هستند كه مختص اتباع داخله است در موضوع احوال شخصيه چنانچه يكي از طرفين دعوى بمقامات قضائي كه قانوناً ذي صلاحيت باشند رجوع نمايند مقامات قضائي مزبوره بموجب قواعد حقوق بين المللي قوانين ملي طرف متماهد ديگر را مجري خواهند داشت

مقررات فوق بوظايفي كه بموجب رسوم بين المللي معمولاً در قسمت سجل احوال راي فونسلها شناخته شده و نيز بحق حكومت دوستانه آنها لطمه وارد نمي سازد.

ماده هفتم

اتباع هر يك از طرفين معظمين متماهدين در خاك طرف متماهد ديگر از هرگونه تكليف شخصي يا ييكاري يا تعجيلات نظامي و همچنين از ادای هر قسم هدايای ملي و فرضه‌های اجباري و مالياتهای استثنائي كه بواسطه احتياجات نظامي تعجيل شده باشد معاف ميباشند

ماده هشتم

طرفين معظمين متماهدين موافقت مینمایند كه در اسرع اوقات فرار داد های فونسولي و گركي و تجارتي كه مبنی بر تساوی كامل حقوق طرفين باشد منعقد نمایند.

ماده نهم

این فرار داد در مدت پنجسال مجري خواهد بود چنانچه يكي از طرفين معظمين متماهدين شش ماه قبل از اقتضای پنج سال فسخ آرا بطرف متماهد ديگر اعلام ننماید پس از اقتضای پنج سال و در هر موقع فسخ آن ممكن خواهد بود بشرط آنكه شش ماه قبل از وقت اعلام شود.

مادة دهم

این قرارداد بنصوب خواهد رسید و نسخ مصوبه در اسرع اوقات ممکنه در طهران مبادله خواهد شد .

مادة یازدهم

این قرارداد از تاریخ مبادله نسخ مصوبه بوقع اجرا گذارده خواهد شد .

مادة دوازدهم

این قرارداد در دو نسخه فارسی و عربی و فرانسه تحریر میشود در صورت بروز اختلاف متن فرانسه معتبر خواهد بود .
 بناه طبهذًا اختصار داران طرفین معظمین متعاهدین این عهد نامه را امضاء و بهر خود مهور نمودند .

در طهران در تاریخ ۲۸ نوامبر ۱۹۲۸ ۷ آذرماه ۱۳۰۷ تحریر شد .

پاک روان حسن نشأت

پروتکل الحاقیه

(۱) این عهد نامه بهیچوجه بمقررات قرار داد موقتی که بین طرفین معظمین متعاهدین در تاریخ ۱۲ مه ۱۹۲۲ منعقد گردیده خلی وارد نیسازد

(۲) راجع بکارهائیکه قبل از اجرای این عهد نامه بر طبق قواعد جاریه بمقامات قضائی ارجاع گردیده فقط مقامات مزبوره صلاحیت رسیدگی و صدور حکم را خواهند داشت .

در طهران بتاريخ ۲۸ نوامبر ۱۹۲۸ ۷ آذرماه ۱۳۰۷

پاک روان حسن نشأت

N° 2127. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ ET D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LE ROYAUME D'ÉGYPTÉ ET L'EMPIRE DE PERSE. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 28 NOVEMBRE 1928.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ÉGYPTÉ, également animés du désir sincère de fortifier encore davantage l'amitié existant entre leurs deux Etats se sont résolus, en attendant la conclusion de conventions consulaire, douanière et commerciale, à conclure un traité tendant à consacrer les modalités de leurs relations amicales et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires, d'une part,

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;
d'autre part,

SA MAJESTY LE ROI D'ÉGYPTÉ :

Son Excellence Hassan NACHAT Pacha, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Téhéran ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix durable et amitié profonde entre l'Empire de Perse et le Royaume d'Égypte, ainsi qu'entre les citoyens des deux Etats.

Article II.

Les représentants diplomatiques de chacune des Hautes Parties contractantes, ainsi que tout le personnel de leur mission faisant partie du Corps diplomatique, jouiront à charge de réciprocité sur le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, honneurs et immunités que les représentants et agents diplomatiques des autres Puissances.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de nommer auprès de l'autre Etat des consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière, qui résideront soit dans la capitale, soit dans les principales villes où de pareils agents étrangers sont généralement admis à résider.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2127 — TREATY OF FRIENDSHIP AND ESTABLISHMENT BETWEEN THE KINGDOM OF EGYPT AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, NOVEMBER 28, 1928.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT, being equally and sincerely desirous of strengthening still further the friendship existing between their two States, have resolved, pending the conclusion of consular, Customs and commercial conventions, to conclude a treaty laying down the principles on which their friendly relations shall be based, and have to this end appointed as their Plenipotentiaries, of the one part,

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fatullah Khan PAKREVAN, Head of His Ministry of Foreign Affairs ;
of the other part,

HIS MAJESTY THE KING OF EGYPT :

His Excellency Hassan NASHAT Pasha, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Teheran ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I

There shall be lasting peace and profound friendship between the Persian Empire and the Kingdom of Egypt, and between the citizens of the two States.

Article II.

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties, as well as all the staff of their missions belonging to the Diplomatic Corps, shall enjoy in the territory of the other Party, subject to reciprocity, the same privileges, honours and immunities as the diplomatic representatives and agents of other Powers.

Article III.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to appoint in the other State consuls-general, consuls, and vice-consuls de *carrière*, who shall reside either in the capital or in the chief towns where such foreign agents are generally permitted to reside.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura, en outre, après avoir obtenu au préalable l'agrément de l'autre pays, le droit de nommer, en dehors des fonctionnaires de carrière, des consuls, vice-consuls ou agents consulaires honoraires, qui résideront dans les susdites villes et ne pourront en aucun cas être choisis parmi les ressortissants de l'Etat où ils résident.

Les agents des deux catégories, régulièrement munis de l'exequatur, jouiront respectivement, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges honorifiques et immunités consacrés par le droit commun international.

Article IV.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront entière liberté d'accès et d'établissement sur le territoire de l'autre Partie. Ils pourront en conséquence y aller, venir et circuler librement, y séjourner et s'y établir, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

Ils jouiront, à l'égal des nationaux, de la plus constante protection et sécurité quant à leurs personnes, biens, droits et intérêts, conformément au droit commun international.

La présente disposition ne fait pas obstacle au droit d'expulsion, exercé par mesure individuelle suivant les règles et la pratique du droit commun international.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'exercer sur le territoire de l'autre Partie toute espèce d'industrie ou de commerce, ainsi que tous métiers ou professions quelconques, qui ne sont pas réservés par les lois du pays aux seuls nationaux, à l'exclusion de tous autres étrangers ou qui ne sont pas l'objet d'un monopole d'Etat ou d'un monopole concédé par l'Etat.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans le pays de leur résidence, d'y acquérir des biens meubles et immeubles, de les posséder et d'en disposer, le tout dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils ne pourront, à l'égal des nationaux, être expropriés de leurs biens, ou privés même temporairement de la jouissance de leurs biens, que pour cause légalement reconnue d'utilité publique, et moyennant indemnité.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre seront soumis, dans les mêmes conditions que les nationaux, à la législation territoriale : lois, décrets, arrêtés et règlements, en matière criminelle, civile, commerciale, administrative, fiscale, ou autres ainsi qu'aux juridictions réservées aux nationaux.

En matière de statut personnel, celles desdites juridictions légalement compétentes appliqueront, d'après les règles du droit international, la législation nationale des parties, dans le cas où elles seraient saisies par l'une des parties en litige.

Les dispositions qui précèdent ne portent pas atteinte aux attributions généralement reconnues aux consuls par les usages internationaux en matière d'état civil, ainsi qu'à leur droit de juridiction gracieuse.

Article VII.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exemptés sur le territoire de l'autre Partie de toute obligation personnelle, corvée ou prestation d'ordre militaire, ainsi que de tous dons nationaux, emprunts forcés et contributions exceptionnelles imposées par des besoins militaires.

Each of the High Contracting Parties shall further have the right, after obtaining the consent of the other country, to appoint, in addition to officials *de carrière*, honorary consuls, vice-consuls or consular agents, who shall reside in the aforesaid towns; these officials may in no case be nationals of the State in which they reside.

Agents of both categories, duly furnished with an *exequatur*, shall respectively enjoy, subject to full reciprocity, the honorary privileges and immunities prescribed by ordinary international law.

Article IV.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have full freedom of access and establishment in the territory of the other Party. They may therefore come and go and move about freely therein, and remain and settle there, provided they comply with the laws and regulations in force in the country.

They shall enjoy, on the same footing as nationals, the most constant protection and security for their persons, property, rights and interests, in conformity with ordinary international law.

The present clause shall not affect the right to take measures of expulsion in individual cases according to the rules and practice of ordinary international law.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in the territory of the other Party, have the right to engage in any kind of industry or commerce and in all trades or professions which are not reserved by the laws of the country for nationals alone to the exclusion of all foreigners, and which are not subject to a State monopoly or monopoly granted by the State.

On condition of compliance with the laws and regulations in force in the country in which they reside, they shall have the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property on the same conditions as nationals of the most favoured nation. Like nationals, they may only be expropriated or deprived, even temporarily, of the enjoyment of their property, for reasons legally recognised to be of public utility, and on payment of compensation.

Article VI.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall be amenable, on the same conditions as nationals, to the local legislation — laws, decrees, orders and regulations in criminal, civil, commercial, administrative, fiscal, or other matters, — and to the Courts reserved to nationals.

In matters of personal status, such of the said Courts as are legally competent shall apply the national legislation of the parties according to the rules of international law in the event of the case being laid before them by one of the parties to the dispute.

The foregoing provisions shall not affect the prerogatives generally recognised to consuls by international usage in matters of civil status, or their right of non-contentious jurisdiction.

Article VII.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from any personal obligation, service or requisition of a military nature, and from all national gifts, forced loans, and exceptional contributions imposed for military reasons.

Article VIII

Les deux Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure dans le plus bref délai des conventions consulaire, douanière et commerciale basées sur la parfaite égalité des droits entre les deux pays.

Article IX.

Le présent traité restera en vigueur pour une durée de cinq ans. S'il n'est pas dénoncé par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes six mois avant l'expiration de la première période de cinq ans, il pourra, les cinq ans écoulés, être dénoncé en tout temps avec un préavis de six mois.

Article X.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra.

Article XI.

Le présent traité entrera en vigueur à partir de l'échange des instruments de ratification.

Article XII.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires, en persan, arabe et français. En cas de différend, le texte français fait foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leur sceau.

Fait à Téhéran, le 28 novembre 1928.

(Signé) F. PAKREVAN.

(Signé) Hassan NACHAT.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

I.

Le présent traité n'affecte en rien les dispositions de l'Accord provisoire conclu entre les Hautes Parties contractantes le 12 mai 1923.

II.

Les affaires dont ont été régulièrement saisies les juridictions d'après les règles en force avant la mise en vigueur du présent traité resteront, de leur compétence exclusive jusqu'au jugement définitif.

Fait à Téhéran, le 28 novembre 1928.

(Signé) F. PAKREVAN.

(Signé) Hassan NACHAT.

Article VIII.

The High Contracting Parties agree to conclude as soon as possible consular, Customs, and commercial conventions based on perfect equality of rights between the two countries.

Article IX.

The present Treaty shall remain in force for a period of five years. If not denounced by either of the High Contracting Parties six months before the expiration of the first period of five years, it may, after the lapse of the said five years, be denounced at any time upon six months' notice.

Article X.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Teheran as soon as possible.

Article XI.

The present Treaty shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

Article XII.

The present Treaty is drafted in duplicate in Persian, Arabic and French texts. In case of dispute, the French text shall be regarded as authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, November 28, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Hassan NASHAT.

ADDITIONAL PROTOCOL.

I.

The present Treaty shall not affect the Stipulations of the Provisional Agreement concluded between the High Contracting Parties on May 12, 1923.

II.

Cases which have been regularly brought before the Courts according to the rules in force before the entry into force of the present Treaty shall remain subject to their exclusive jurisdiction until final judgment has been passed.

Done at Teheran, November 28, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Hassan NASHAT.

**GRANDE-BRETAGNE
ET DANEMARK**

Echange de notes comportant un Accord concernant la reconnaissance des certificats de navigation délivrés respectivement par le Gouvernement danois et par le Gouvernement de Hongkong pour les navires à passagers. Copenhague, les 9 mai, 1^{er} août et 12 décembre 1928, et 15 avril et 11 juin 1929.

**GREAT BRITAIN
AND DENMARK**

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Recognition of Passenger Steamer Certificates issued by the Danish Government and by the Hongkong Government, respectively. Copenhagen, May 9, August 1st and December 12, 1928, and April 15 and June 11, 1929.

N^o 2128. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET DANOIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA RECONNAISSANCE DES CERTIFICATS DE NAVIGATION DÉLIVRÉS RESPECTIVEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DANOIS ET PAR LE GOUVERNEMENT DE HONGKONG POUR LES NAVIRES A PASSAGERS. COPENHAGUE, LES 9 MAI, 1^{er} AOUT ET 12 DÉCEMBRE 1928, ET 15 AVRIL ET 11 JUIN 1929.

Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent du Danemark à la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 19 août 1929.

I.

BRITISH LEGATION.

COPENHAGEN, May 9, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform you that His Britannic Majesty has issued an Order in Council under Section 284 of the Merchant Shipping Act, providing for the recognition of the Hongkong foreign going passenger steamer certificate as equivalent to those issued in Great Britain, and that the Hongkong Government have requested that foreign countries might be approached with a view to granting similar recognition to that which is accorded to the British Board of Trade Certificate.

As you are aware, the Danish Government is one of the Governments with which His Majesty's Government has an agreement on the subject resulting from a note addressed by the Danish Minister in London to the Secretary of State for Foreign Affairs on November 19, 1907, and the reply thereto dated December 30 of the same year.

In these circumstances I am directed by Sir Austen Chamberlain to approach Your Excellency with a view to securing that the competent Danish authorities should give to passenger steamer certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to those issued by the Board of Trade.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Thomas HOHLER.

Son Excellence

M. le docteur L. Moltesen,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
*Chef du Service danois
de la Société des Nations.*

¹ En vigueur à partir du 1^{er} juillet 1929.

No. 2128. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE BRITISH AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECOGNITION OF PASSENGER STEAMER CERTIFICATES ISSUED BY THE DANISH GOVERNMENT AND BY THE HONGKONG GOVERNMENT RESPECTIVELY. COPENHAGEN, MAY 9, AUGUST 1 AND DECEMBER 12, 1928, AND APRIL 15, AND JUNE 11, 1929.

French and English official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place August 19, 1929.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

COPENHAGUE, le 9 mai 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que Sa Majesté britannique a promulgué, en vertu de la section 284 de la loi sur la marine marchande, un Ordre en Conseil prescrivant que les certificats délivrés à Hongkong pour les navires à passagers se rendant à l'étranger seraient considérés comme équivalents aux certificats délivrés en Grande-Bretagne ; le Gouvernement de Hongkong a demandé que des démarches soient faites auprès des pays étrangers pour que ceux-ci accordent la même validité à ce certificat que celle qui est reconnue au certificat du Board of Trade britannique.

Le Gouvernement danois est l'un des gouvernements avec lesquels le Gouvernement de Sa Majesté a conclu à ce sujet un accord, résultant d'une note adressée, le 19 novembre 1907, par le ministre du Danemark à Londres au secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, ainsi que de la réponse à cette note, qui porte la date du 30 décembre de la même année.

Dans ces conditions, je suis chargé par sir Austen Chamberlain de demander à Votre Excellence si les autorités danoises compétentes seraient disposées à reconnaître aux certificats délivrés par le Gouvernement de Hongkong pour les navires à passagers la même validité qu'aux certificats délivrés par le Board of Trade.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Thomas HOHLER.

Son Excellence

M. le docteur L. Moltesen,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ In force as from July 1, 1929.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 1^{er} août 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note du 9 mai dernier vous avez bien voulu me demander si le Gouvernement danois serait disposé à accorder aux certificats de navigation délivrés par le Gouvernement à Hongkong pour les navires à passagers la même validité que les certificats délivrés par le Board of Trade.

Après en avoir saisi le Ministère royal de l'Industrie, du Commerce et de la Navigation, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement danois serait disposé à accorder aux certificats susmentionnés délivrés par le Gouvernement de Hongkong pour les navires à passagers la même validité que les certificats délivrés par le Board of Trade à condition que le Gouvernement de Hongkong reconnaisse les certificats de navigation délivrés par les autorités danoises pour les navires à passagers comme ayant la même validité que ceux délivrés par lui.

En me permettant de vous transmettre deux exemplaires des certificats danois, je vous saurai gré de bien vouloir me faire connaître si le Gouvernement de Hongkong serait disposé de son côté à reconnaître la validité des certificats de navigation pour navires à passagers délivrés par les autorités compétentes danoises.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Sir Thomas Hohler,
Ministre de Sa Majesté britannique.

(Signé) L. MOLTESEN.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

III.

BRITISH LEGATION.

COPENHAGEN, December 12, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to Your Excellency's note of August 1 last informing His Majesty's Minister that, on a basis of reciprocity, the Royal Danish Government would give to passenger certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to those issued by the Board of Trade. I have the honour to inform Your Excellency that my Government desire me to inform the Royal Danish Government that the Hongkong Government are prepared to grant reciprocal recognition to the passenger certificates of all those countries whose certificates are accepted by the Board of Trade.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Son Excellence
M. le Docteur L. Moltesen,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

(Signed) E. Millington DRAKE.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, August 1, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a note of May 9 last you were good enough to enquire whether the Danish Government would be prepared to give to passenger steamer certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to those issued by the Board of Trade.

I have the honour, after reference to the Royal Ministry of Industry, Commerce and Navigation, to inform you that the Danish Government is prepared to give to the above-mentioned passenger steamer certificates issued by the Hongkong Government the same recognition as they accord to Board of Trade certificates provided that the Hongkong Government will accord reciprocal recognition to the passenger steamer certificates issued by the Danish authorities.

I take the liberty of enclosing two copies of the Danish certificates and should be obliged if you would be good enough to inform me whether the Hongkong Government would be prepared on its part to recognise the validity of the passenger steamer certificates issued by the competent Danish authorities.

I avail myself of this opportunity, M. le Ministre, to renew the assurance of my highest consideration.

(Signed) L. MOLTESEN.

Sir Thomas Hohler,
His Britannic Majesty's Minister.

III.

LÉGATION BRITANNIQUE.

COPENHAGUE, le 12 décembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la note, en date du 1^{er} août dernier, par laquelle Votre Excellence a informé le ministre de Sa Majesté que, sous condition de réciprocité, le Gouvernement royal danois reconnaîtrait aux certificats de navigation délivrés aux navires à passagers par le Gouvernement de Hongkong la même validité qu'aux certificats émanant du Board of Trade. J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon Gouvernement m'a chargé d'informer le Gouvernement royal danois que le Gouvernement de Hongkong est disposé à reconnaître, à titre de réciprocité, la validité des certificats susmentionnés de tous les pays dont les certificats sont acceptés par le Board of Trade.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) E. Millington DRAKE.

Son Excellence
M. le Docteur L. Moltesen
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 15 avril 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de M. Millington Drake du 12 décembre dernier, d'où il ressort qu'il y a accord entre le Gouvernement danois et le Gouvernement à Hongkong d'accorder aux certificats de navigation délivrés respectivement par le Gouvernement danois et par le Gouvernement à Hongkong pour les navires à passagers la reconnaissance, respectivement, en Danemark et à Hongkong.

Après en avoir saisi les autorités compétentes danoises, je me permets de proposer que cet arrangement soit mis en vigueur à partir du 1^{er} juillet prochain, et je vous prie de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement à Hongkong est d'accord à ce sujet. Les autorités danoises prendront en ce cas les mesures nécessaires afin de faire exécuter les clauses de l'arrangement à partir de la date indiquée.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) L. MOLTESEN.

Monsieur A. F. Yencken,
Chargé d'Affaires
de Sa Majesté britannique.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1928.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

V.

BRITISH LEGATION.

COPENHAGEN, June 11, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to Dr. Moltesen's note P. J. II of April 15 last, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to inform Your Excellency that the Government of Hongkong accept the suggestion that the Agreement between the Royal Danish Government and the Government of Hongkong for the mutual recognition of passenger ship certificates should come into force as from July 1 next.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Thomas HOHLER.

His Excellency
Dr. P. Munch
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 31 juillet 1929.

Georg Cohn,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, *April 15, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of Mr. Millington Drake's note of December 12 last, the contents of which show that the Danish Government and the Hongkong Government agree that mutual recognition should be given in Denmark and Hongkong to passenger steamer certificates issued by the Hongkong and Danish Governments, respectively.

After reference to the competent Danish authorities, I would suggest that this arrangement should come into force as from July 1 next, and I would request you to be good enough to inform me whether the Hongkong Government agree to the suggestion. If so, the Danish authorities will take the necessary steps to give effect to the arrangement from the date in question.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Chargé d'Affaires, to renew the assurance of my highest consideration.

(Signed) L. MOLTESEN.

M. A. F. Yencken,
His Britannic Majesty's Chargé d'Affaires.

V.

LÉGATION BRITANNIQUE.

COPENHAGUE, *le 11 juin 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la note P. J. II. en date du 15 avril dernier, émanant du D^r Moltesen, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa majesté aux Affaires étrangères, d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Hongkong accepte la proposition prévoyant la mise en vigueur, à partir du 1^{er} juillet prochain, de l'accord intervenu entre le Gouvernement royal danois et le Gouvernement de Hongkong au sujet de la reconnaissance réciproque des certificats de navires à passagers.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Thomas HOHLER.

Son Excellence
M. le D^r P. Munch
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

N° 2129.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Arrangement provisoire concernant
la navigation aérienne, signé à La
Haye, le 24 juillet 1922, avec
protocole additionnel, signé à La
Haye, le 17 août 1928.

**GERMANY
AND THE NETHERLANDS**

Provisional Agreement regarding
Air Navigation, signed at The
Hague, July 24, 1922, with
Additional Protocol, signed at The
Hague, August 17, 1928.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2129. — VOORLOOPIGE SCHIKKING TUSSEN NEDERLAND EN DUITSCHLAND INZAKE LUCHTVERKEER¹, GETEEKEND TE GRAVENHAGE DEN 24 JULI 1922.

N^o 2129. — VORLÄUFIGES ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEN NIEDERLANDEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DEN LUFTVERKEHR, GEZEICHNET IM HAAG, AM 24. JULI 1922.

Textes officiels néerlandais et allemand communiqués par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 22 août 1929.

Dutch and German official texts communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Agreement took place August 22, 1929.

DAAR DE NEDERLANDSCHE EN DE DUITSCHE REGEERING voornemens zijn een voorloopige schikking inzake het luchtverkeer te sluiten, zijn de ondergeteekenden :

Zijne Excellentie Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister van Buitenlandsche Zaken van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, en

Zijne Excellentie Freiherr H. LUCIUS VON STOEDTEN, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister van het Duitse Rijk te 's-Gravenhage ;

Daartoe door hunne Regeeringen behoorlijk gemachtigd, het volgende overeengekomen :

Artikel 1.

Elk der contracteerende Staten verleent voor vreedstijd aan luchtvaartuigen van den anderen contracteerenden Staat, welke in dezen laatsten Staat volgens de voorschriften zijn ingeschreven, het recht van vreedzaam luchtverkeer boven zijn gebied, mits de bepalingen van deze schikking worden nageleefd.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 4 juillet 1929.

Da DIE NIEDERLÄNDISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG ein vorläufiges Abkommen über den Luftverkehr zu schliessen beabsichtigen, haben die Unterzeichneten :

Seine Excellenz Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten Ihrer Majestät der Königin der Niederlande, und

Seine Excellenz Freiherr H. LUCIUS VON STOEDTEN, Ausser-ordentlicher Gesandter und Bevollmächtigter Minister des Deutschen Reichs im Haag ;

mit gehöriger Ermächtigung ihrer Regierungen, Folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Jeder Vertragsstaat gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates, die in diesem vorschriftsmässig zugelassen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Vorschriften das Recht zum unschädlichen Luftverkehr über seinem Gebiet.

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, July 4, 1929.

In deze schikking worden onder "gebied" medebegrepen de territoriale wateren; onder luchtvaartuigen worden alleen verstaan particuliere luchtvaartuigen.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gelten auch die Territorialgewässer, als Luftfahrzeuge nur Privatluftfahrzeuge.

Artikel 2.

De grenzen van de beide contracteerende Staten kunnen, behoudens nadere regeling, op ieder punt worden overgevlogen.

Artikel 2.

Die Grenzen beider Vertragsstaaten können vorbehaltlich anderer Regelung an jedem Punkt überflogen werden.

Artikel 3.

De beide contracteerende Staten kunnen het luchtverkeer over bepaalde gedeelten van hun gebied verbieden.

De gedeelten van het gebied, waarboven het luchtverkeer in verband met het voorgaande verboden wordt, zullen aan den anderen contracteerenden Staat worden medegedeeld.

Artikel 3.

Beide Vertragsstaaten können den Luftverkehr über gewissen Teilen ihres Gebiets verbieten. Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr demgemäss verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Artikel 4.

Elk luchtvaartuig, hetwelk boven een verboden gebied geraakt, moet het noodsignaal geven, dat voorgeschreven is door den Staat binnen welks grenzen het zich bevindt en zal onmiddellijk landen op een luchtvaartterrein, dat in dien Staat buiten het verboden gebied gelegen is.

Artikel 4.

Jedes Luftfahrzeug, das über ein verbotenes Gebiet gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf einem ausserhalb des verbotenen Gebiets gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Artikel 5.

Tot de luchtvaartterreinen, welke voor het openbaar luchtverkeer zijn opengesteld, hebben de luchtvaartuigen van beide Staten toegang.

Na het binnenkomen in en vóór het verlaten van een der beide contracteerende Staten mag de eerste landing en de laatste opstijging slechts plaats hebben op en van een voor het openbaar verkeer opengesteld luchtvaartterrein, waar gelegenheid bestaat voor het verrichten van douaneformaliteiten en wel zonder dat tusschen de grens en het luchtvaartterrein een tussenlanding wordt gemaakt.

In bijzondere gevallen kan met toestemming van de bevoegde autoriteit de eerste landing en de laatste opstijging ook geschieden op en van andere plaatsen, waar gelegenheid bestaat tot het verrichten van douaneformaliteiten. Het verbod tot het doen van tussenlandingen is ook hierop van toepassing.

Artikel 5.

Dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehende Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich.

Ein- und Ausflug nach und von einem der beiden Vertragsstaaten dürfen nur nach und von einem dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughafen, der Gelegenheit zur Zollabfertigung bietet, und zwar ohne Zwischenlandung zwischen Grenze und Flughafen, erfolgen.

Im Einzelfall kann mit behördlicher Genehmigung Ein- und Ausflug auch nach und von anderen Plätzen erfolgen, die Gelegenheit zur Zollabfertigung bieten. Das Verbot von Zwischenlandungen gilt auch hier.

Ieder der contracteerende Staten verstrekt aan den andere een opgave van de op het oogenblik van het onderteekenen van het contract voor het openbaar luchtverkeer opengestelde luchtvaartterreinen, uit welke opgave tevens blijkt, waar de gelegenheid bestaat tot het verrichten van douaneformaliteiten.

Iedere verandering in deze opgave en iedere, zij het ook tijdelijke beperking van de bruikbaarheid van die luchtvaartterreinen dient aan den anderen contracteerenden Staat onmiddellijk te worden bekend gemaakt.

Artikel 6.

De luchtvaartuigen moeten voorzien zijn van een duidelijk en zichtbaar kenmerk, waaruit tijdens de vlucht hun identiteit kan worden vastgesteld.

De luchtvaartuigen moeten voorzien zijn van bewijsstukken en verdere bescheiden, welke in hun land voor het luchtverkeer zijn voorgescreven.

De leden van de bemanning — dit zijn alle personen, die zich in het luchtvaartuig bevinden, met uitzondering van de passagiers — moeten van de in hun land voorgescreven bewijsstukken voorzien zijn, voor zoover zij in een luchtvaartuig werkzaamheden verrichten, waartoe in hun land vergunning wordt geëischt; de overige leden der bemanning moeten zijn voorzien van bescheiden, waaruit hun werkkring aan boord, hun beroep, hunne identiteit en hunne nationaliteit blijkt.

De ten behoeve van de luchtvaartuigen en van de bemanning door een der contracteerende Staten voor het luchtverkeer uitgereikte of erkende bewijzen hebben in den anderen Staat gelijke geldigheid als de overeenkomstige door den laatsten Staat uitgereikte of erkende bewijzen.

Iedere contracteerende Staat behoudt zich het recht voor ten aanzien van het luchtverkeer binnen zijn gebied de bewijzen van geschiktheid, welke aan zijn onderdanen door den anderen contracteerenden Staat zijn uitgereikt, niet te erkennen.

Artikel 7.

De bemanning en de passagiers moeten, onverminderd het bepaalde in artikel 6, voorzien zijn van bescheiden, welke volgens de voor het verkeer tusschen de beide landen geldende algemeene voorschriften geëischt worden, voor zoover daaromtrent niets anders is bepaald.

Jeder Vertragsstaat teilt dem anderen ein Verzeichnis der zurzeit dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen mit aus dem zugleich ersichtlich ist, wo sich Gelegenheit zur Zollabfertigung bietet.

Jede Veränderung in diesem Verzeichnis und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsstaat unverzüglich anzuzeigen.

Artikel 6.

Luftfahrzeuge müssen deutliche und sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen.

Luftfahrzeuge müssen mit den im Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen und sonstigen Urkunden versehen sein.

Die Mitglieder der Besatzung — das sind alle im Luftfahrzeuge befindlichen Personen ausser den Fluggästen — müssen, soweit sie eine im Heimatland von besonderer Erlaubnis abhängige Tätigkeit im Luftfahrzeug ausüben, mit den im Heimatland für den Luftverkehr vorgeschriebenen Ausweisen versehen sein; sonstige Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit dartun.

Die den Luftfahrzeugen und der Besatzung in einem Vertragsstaate für den Luftverkehr ausgestellten oder anerkannten Ausweise haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit, wie die von diesem ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Ausweise.

Jeder Vertragsstaat behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebiets den an seine Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Fähigkeitsausweisen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 7.

Besatzung und Fluggäste müssen, unbeschadet der Vorschriften des Artikels 6, mit den Ausweisen versehen sein, die nach den im zwischenstaatlichen Uebergangsverkehr geltenden allgemeinen Bestimmungen verlangt werden, soweit nicht etwas anderes bestimmt wird.

Artikel 8.

De luchtvaartuigen van den eenen contracteerenden Staat mogen in het gebied van den anderen contracteerenden Staat slechts in zooverre voorzien zijn van radio-inrichtingen, als dat in de beide contracteerende Staten is toegestaan. Een zoodanige inrichting mag slechts bediend worden door leden der bemanning, die voorzien zijn van een bijzonder vergunningsbewijs, daartoe door de Regering van hun land uitgereikt.

Beide contracteerende Staten behouden zich voor, om redenen van veiligheid, regelingen te treffen aangaande verplichte uitrusting van luchtvaartuigen met toestellen voor draadlooze overbrenging van berichten.

Artikel 9.

De luchtvaartuigen, hunne bemanningen en passagiers mogen geen wapenen, munitie, vergiftige gassen of ontplofbare stoffen vervoeren of medevoeren; postduiven en fotografische- en cinematografische toestellen mogen slechts worden vervoerd of medegevoerd met vergunning van de bevoegde autoriteit van den Staat, in welks gebied het luchtvaartuig zich bevindt.

Artikel 10.

Luchtvaartuigen, welke personen en goederen vervoeren, moeten voorzien zijn van een passagierslijst, manifest van lading alsook van de vereischte douanebescheiden.

Mocht bij de aankomst van een vliegtuig blijken, dat geen overeenstemming bestaat tusschen het manifest en de vervoerde goederen, dan kan de douane-autoriteit van de plaats van aankomst zich met de bevoegde douane-autoriteit in den anderen contracteerenden Staat in verbinding stellen.

Het vervoer van de post kan door afzonderlijke overeenkomsten rechtstreeks tusschen de postadministraties van de beide contracteerende Staten worden geregeld.

Artikel 11.

Binnen het gebied van ieder der contracteerende Staten kunnen door de bevoegde autoriteit

Artikel 8.

Luftfahrzeuge des einen Vertragsstaates dürfen im Gebiete des anderen Vertragsstaates nur insoweit mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wie dies in beiden Vertragsstaaten gestattet ist. Solches Gerät darf nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis des Heimatstaates dazu mit sich führen. Beide Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vereinbarungen über pflichtmässige Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu treffen.

Artikel 9.

Luftfahrzeuge, ihre Besatzungen und Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase oder Sprengstoffe weder befördern noch sonst mit sich führen, Briefftauben sowie Lichtbildgerät nur mit Erlaubnis der zuständigen Behörde desjenigen Staates, in dessen Luftgebiet sich das Fahrzeug befindet.

Artikel 10.

Luftfahrzeuge, die Fluggäste und Sachen mit sich führen, müssen mit einem namentlichen Verzeichnis der Fluggäste, einem Verzeichnis über Art und Menge der Sachen sowie den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeugs eine Unstimmigkeit zwischen Ladungsverzeichnis und mitgeführten Sachen, so kann die Zollbehörde des Ankunfthafens sich mit der zuständigen Zollbehörde des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung setzen.

Mitnahme von Post kann durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt werden.

Artikel 11.

Jeder Vertragsstaat kann in seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates in allen

de luchtvaartuigen van den anderen Staat te allen tijde bij vertrek en aankomst worden onderzocht en de voorgeschreven bescheiden en verdere documenten worden nagezien.

Artikel 12.

Ieder der contracteerende Staten heeft het recht het vervoer als bedrijf van personen en goederen tegen betaling uit en naar zijn gebied alsook daarbinnen aan bijzondere voorschriften te onderwerpen.

Het vervoer als bedrijf van personen of goederen tusschen twee punten, binnen het eigen Staatsgebied gelegen, kan ten behoeve van de eigen vliegtuigen worden voorbehouden.

De inrichting van afgebakende luchtroutes zoowel als de exploitatie van regelde luchtverbindingen over het gebied van een der contracteerende Staten heen, kunnen van bijzondere toestemming afhankelijk worden gesteld.

Artikel 13.

Als ballast mag slechts fijn zand en water worden uitgeworpen.

Artikel 14.

Gedurende de vlucht mogen andere voorwerpen of stoffen dan ballast slechts worden uitgeworpen of op andere wijze verwijderd, indien de Staat, in wiens gebied de handeling plaats vindt, daartoe een bijzondere vergunning heeft gegeven.

Artikel 15.

Beide contracteerende Staten zullen elkander wederkeerig alle voor het luchtverkeer binnen hun gebied geldende voorschriften mededeelen.

Artikel 16.

Elk der contracteerende Staten kan deze schikking te allen tijde met een termijn van drie maanden opzeggen.

Echter behoudt elk der beide contracteerende Staten zich het recht voor in buitengewone omstandigheden het luchtverkeer over zijn

Fällen bei Abflug und Landung behördlich untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen.

Artikel 12.

Jeder Vertragsstaat ist berechtigt, die gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen aus und nach seinem Gebiet, sowie innerhalb desselben besonderen Vorschriften zu unterwerfen.

Gewerbsmässige Beförderung von Personen oder Sachen zwischen zwei Punkten des eigenen Staatsgebiets kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Einrichtung gekennzeichnete Luftlinien, sowie Betrieb flugplanmässiger Luftverbindungen über das Gebiet eines Vertragsstaates hinweg können von besonderer Genehmigung abhängig gemacht werden.

Artikel 13.

Als Ballast darf nur feiner Sand und Wasser abgeworfen werden.

Artikel 14.

Unterwegs dürfen ausser Ballast andere Sachen oder Stoffe nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird, eine besondere Erlaubnis dazu erteilt hat.

Artikel 15.

Beide Vertragsstaaten werden sich gegenseitig alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiet massgebenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 16.

Jeder Vertragsstaat kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von drei Monaten kündigen.

Jedoch behält sich jeder Vertragsstaat das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen den Luftverkehr über seinem Gebiete mit soforti-

gebied te beperken dan wel geheel of gedeeltelijk te verbieden, welken maatregel zij onmiddellijk in werking kunnen doen treden.

Artikel 17.

Deze schikking zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage worden uitgewisseld. Zij treedt in werking op den dag waarop de akten van bekrachtiging worden uitgewisseld.

Ten blyke hiervan hebben de ondergeteekenden deze schikking van hunne handteekening en van hunne zegels voorzien.

Gedaan te 's-Gravenhage den 24sten Juli 1922 in duplo in de Nederlandsche en in de Duitsche taal.

V. KARNEBEEK.

V. LUCIUS.

AANVULLINGSPROTOCOL

BIJ DE VOORLOOPIGE SCHIKKING TUSSEN NEDERLAND EN DUITSCHLAND INZAKE LUCHTVERKEER VAN 24 JULI 1922.

DE NEDERLANDSCHE EN DE DUITSCHE REGERINGEN hebben besloten, de tusschen haar op 24 Juli 1922 gesloten voorloopige schikking inzake luchtverkeer in onderstaanden zin te wijzigen en aan te vullen :

Artikel 1.

De eerste zin van artikel 8 wordt vervangen door de twee volgende zinnen :

“ De luchtvaartuigen mogen alleen dan voorzien zijn van inrichtingen voor draadlooze overbrenging van berichten, wanneer zij daarvoor eene bijzondere vergunning hebben ontvangen van den Staat, welks nationaliteit de luchtvaartuigen bezitten.

Het gebruik van eene zoodanige inrichting boven het gebied van een der contracteerende partijen is onderworpen aan de daarvoor in dien Staat geldende bepalingen.”

ger Wirkung einzuschränken oder ganz oder teilweise zu verbieten.

Artikel 17.

Dieses Abkommen soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst im Haag ausgetauscht werden. Es tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten dieses Abkommen unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen im Haag am 24. Juli 1922 in doppelter Ausfertigung in holländischer und in deutscher Sprache.

V. KARNEBEEK.

V. LUCIUS.

ZUSATZPROTOKOLL

ZU DEM VORLÄUFIGEN ABKOMMEN ZWISCHEN DEN NIEDERLANDEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DEN LUFTVERKEHR VON 24. JULI 1922.

DIE NIEDERLÄNDISCHE UND DIE DEUTSCHE REGIERUNG haben beschlossen, das zwischen ihnen am 24.7.1922 abgeschlossene vorläufige Abkommen über den Luftverkehr in folgender Weise abzuändern und zu ergänzen :

Artikel 1.

In Artikel 8 treten an Stelle von Satz 1 nachstehende zwei Sätze :

“ Die Luftfahrzeuge dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates hierfür erhalten haben.

Für die Benutzung solchen Geräts über dem Gebiet eines der vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staat hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. ”

Artikel 2.

De luchtvaartuigen, welke tot een der contracteerende partijen behooren, hunne bemanning en hunne passagiers zijn, wanneer zij zich in het gebied van de andere contracteerende partij bevinden, onderworpen aan de verplichtingen, welke voortvloeien uit de in dezen Staat geldende bepalingen, in het bijzonder aan de voorschriften, betreffende het luchtverkeer in het algemeen, voor zoover deze op alle vreemde luchtvaartuigen zonder onderscheid van nationaliteit worden toegepast, voorts aan de voorschriften nopens douane- en andere rechten, uit- en invoerverboden, vervoer van personen en goederen, alsmede nopens de openbare veiligheid en orde.

Zij zijn bovendien onderworpen aan de andere verplichtingen, voortvloeiende uit de algemeene van kracht zijnde wetgeving, tenzij in deze schikking anders is bepaald.

Artikel 3.

Dit aanvullingsprotocol vormt een deel van de voorloopige schikking tusschen Nederland en Duitsland in zake luchtverkeer van 24 Juli 1922 en treedt tegelijk daarmede in werking.

Gedaan in tweevoud, in de Nederlandsche en in de Deutsche taal, te 's-Gravenhage, den 17den Augustus 1928.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

GRAF JULIUS VON ZECH-BURKERSRODA.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung und ihre Fluggäste unterliegen, während sie sich im Gebiete des anderen Vertragsteils befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle, andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern sowie über die öffentliche Sicherheit und Ordnung.

Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Artikel 3.

Dieses Zusatzprotokoll bildet einen Bestandteil des vorläufigen Abkommens zwischen den Niederlanden und Deutschland über den Luftverkehr vom 24.7.1922 und tritt gleichzeitig mit diesem in Kraft.

Geschehen im Haag am 17. August 1928, in doppelter Ausfertigung in niederländischer und deutscher Sprache.

¹ TRADUCTION.

N^o 2129. — ARRANGEMENT PRO-
VISOIRE ENTRE L'ALLEMAGNE
ET LES PAYS-BAS, CONCER-
NANT LA NAVIGATION AÉ-
RIENNE. SIGNÉ A LA HAYE,
LE 24 JUILLET 1922.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE
GOUVERNEMENT ALLEMAND ayant l'intention
de conclure un arrangement provisoire concer-
nant la navigation aérienne, les soussignés :

S. Exc. le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK,
ministre des Affaires étrangères de Sa
Majesté la Reine des Pays-Bas ; et

S. E. le Baron H. Lucius VON STOEDTEN,
envoyé extraordinaire et ministre pléni-
potentiaire du Reich allemand à La Haye ;

Dûment autorisés par leurs gouvernements,
sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Chacun des Etats contractants accorde en
temps de paix aux aéronefs de l'autre Etat con-
tractant, régulièrement enregistrés dans ledit
Etat, la liberté de passage inoffensif au-dessus
de son territoire, à condition qu'ils observent les
prescriptions contenues dans le présent arrange-
ment.

Au sens du présent arrangement, le terme
« territoire » vise également les eaux territoriales
et le terme « aéronefs » ne désigne que les aéronefs
privés.

Article 2.

Jusqu'à nouvel ordre, il sera permis de sur-
voler les frontières des deux Etats contractants,
en n'importe quel point.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2129. — PROVISIONAL AGREE-
MENT BETWEEN GERMANY
AND THE NETHERLANDS,
REGARDING AIR NAVIGATION.
SIGNED AT THE HAGUE, JULY
24, 1922.

THE NETHERLANDS and GERMAN GOVERN-
MENTS desiring to conclude a Provisional Agree-
ment relating to air navigation, the undersigned :

His Excellency Jonkheer H. A. VAN
KARNEBEEK, Minister for Foreign Affairs
of Her Majesty the Queen of the Nether-
lands ; and

His Excellency Freiherr H. Lucius VON
STOEDTEN, Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the German
Reich at The Hague ;

Being duly authorised by their Govern-
ments, have agreed as follow :

Article 1.

Each of the Contracting States, shall, in time
of peace, accord freedom of innocent passage
over its territory to aircraft of the other Con-
tracting State duly registered therein, provided
that the stipulations of the present Agreement
are observed.

For the purposes of the present Agreement,
the term " territory " shall include territorial
waters and the term " aircraft " shall mean
private aircraft only.

Article 2.

Unless otherwise provided by agreement, the
frontiers between the Contracting States may
be flown over at any point.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

Article 3.

Chacun des Etats contractants aura le droit d'interdire le survol de certaines zones de son territoire. Les zones dont le survol sera interdit en vertu de la présente disposition, devront être notifiées à l'autre Etat contractant.

Article 4.

Tout aéronef qui se trouve accidentellement au-dessus d'une zone interdite sera tenu de donner le signal de détresse prévu dans le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et d'atterrir sans délai dans l'un des aéroports dudit Etat situés en dehors de la zone interdite.

Article 5.

Les aéronefs des deux Etats pourront utiliser les aéroports ouverts à l'usage public.

Le départ et l'atterrissage à destination et en provenance de l'un des deux Etats contractants ne pourront avoir lieu que dans un aéroport ouvert à l'usage public et permettant de procéder aux formalités de douane ; le vol ne doit comporter aucun atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport.

Dans des cas exceptionnels, le départ et l'atterrissage pourront, avec l'assentiment des autorités, s'effectuer également sur d'autres terrains où il y a possibilité de procéder à l'accomplissement des formalités de douane. L'interdiction relative aux atterrissages intermédiaires s'applique également dans ce cas.

Chaque Etat contractant communiquera à l'autre une liste des aéroports ouverts actuellement à l'usage public ; la liste fera également ressortir les endroits où il y a possibilité de procéder à l'accomplissement des formalités de douane.

Toute modification de cette liste et toute restriction, même temporaire, apportée à l'usage d'un de ces aéroports, devront être notifiées immédiatement à l'autre Etat contractant.

Article 6.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et visibles, permettant de les identifier en cours de vol.

Article 3.

Either Contracting Party may prohibit flight over certain areas of its territory. Areas over which flight is thus prohibited, shall be notified to the other Contracting Party.

Article 4.

Every aircraft which finds itself over a prohibited area must give the signal of distress provided in the air navigation regulations of the State flown over and shall land without delay at the nearest aerodrome, situated outside the prohibited area, in the State in question.

Article 5.

Aerodromes which are open to public use shall be available to the aircraft of either State.

Arrivals from and departures for the territory of a Contracting State may only take place at an aerodrome open to public use, provided with facilities for Customs inspection ; no intermediate landing may take place between the frontier and the aerodrome.

The competent authorities may, in particular cases, authorise an aircraft to land or take off at another aerodrome provided with facilities for Customs inspection. The prohibition against landing between the frontier and the aerodrome shall also apply in such cases.

Each Contracting State shall communicate to the other State a schedule of aerodromes in its territory which are open at the time to public use ; this list shall also specify the aerodromes at which there are facilities for Customs inspection.

Any change in this schedule and any restriction, even of a temporary character, of the right to utilise any aerodrome, must be notified without delay to the other Contracting State.

Article 6.

Aircraft must be provided with distinctive and clearly visible marks enabling them to be identified in flight.

Les aéronefs devront être munis des certificats et autres pièces prescrits pour la navigation aérienne dans leur Etat d'origine.

Les membres de l'équipage, c'est-à-dire toutes les personnes qui se trouvent dans l'aéronef en dehors des passagers, devront, s'ils remplissent dans l'aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans l'Etat d'origine, être munis des certificats prescrits dans cet Etat pour la navigation aérienne ; les autres membres de l'équipage devront être pourvus de pièces indiquant leur occupation à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats délivrés ou reconnus dans l'un des Etats contractants pour les aéronefs et leurs équipages, auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les certificats correspondants, délivrés ou reconnus par ce dernier Etat.

Chacun des Etats contractants se réserve le droit de refuser de reconnaître, pour la navigation aérienne à l'intérieur de son territoire, les certificats de capacité délivrés à ses ressortissants par l'autre Etat contractant.

Article 7.

L'équipage et les passagers devront, sans préjudice des prescriptions de l'article 6, être munis des pièces requises par les dispositions générales applicables au passage des frontières entre les deux Etats, à moins qu'un régime différent n'ait été institué par la suite.

Article 8.

Les aéronefs de chacun des Etats contractants ne pourront, à l'intérieur des frontières de l'autre Etat contractant, être munis d'un appareil de radiocommunication que dans la mesure où les dispositions en vigueur dans les deux Etats contractants les y autorisent. L'appareil de radiocommunication ne pourra être manœuvré que par des membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale de l'Etat d'origine. Les deux Etats contractants se réservent le droit de conclure, pour des raisons de sécurité, des arrangements relatifs à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication à bord des aéronefs.

Aircraft must carry any certificates or other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Members of the crew — that is to say, all persons not including passengers — performing duties for the exercise of which a special licence is required in their country of origin, must carry the certificates laid down for air navigation in the said country ; other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board the aircraft, their profession, identity and nationality.

Certificates issued or approved by one of the Contracting States for the aircraft or the crew shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

For the purpose of flights within its own territory either Contracting State has the right to refuse to recognise the certificates of competency issued to nationals of the said State by the other Contracting State.

Article 7.

Except as otherwise provided by agreement, and without prejudice to the provisions of Article 6, the crew and passengers must carry the documents prescribed in the general regulations in force for international traffic.

Article 8.

Aircraft of either Contracting Party when in the territory of the other Party shall not carry apparatus for the transmission of radiotelegraphic messages except in so far as this is lawful in both the Contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew provided with a special licence issued for the purpose by their State of origin. Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to conclude arrangements regarding the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages.

Article 9.

Il est interdit aux aéronefs, à leurs équipages et à leurs passagers de transporter, comme cargaison ou autrement, des armes, munitions, gaz toxiques ou explosifs ; les pigeons voyageurs et les appareils photographiques ne pourront être emportés qu'avec une autorisation de l'autorité compétente de l'Etat dans le domaine aérien duquel se trouve l'aéronef.

Article 10.

Les aéronefs qui transportent des passagers et des marchandises devront être munis d'une liste nominative des passagers, d'une liste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations de douane réglementaires.

Si l'on constate, à l'arrivée d'un aéronef, qu'il n'y a pas concordance entre le manifeste de chargement et les marchandises transportées, les autorités douanières de l'aéroport d'arrivée pourront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport du courrier postal pourra être réglé directement, par des accords spéciaux, entre les administrations postales des deux Etats contractants.

Article 11.

Chacun des Etats contractants pourra, sur son territoire, procéder dans tous les cas à la visite officielle, au départ et à l'atterrissage, des aéronefs de l'autre Etat et vérifier les certificats et autres pièces prescrites.

Article 12.

Chacun des Etats contractants aura le droit de soumettre à des réglementations spéciales le transport commercial de personnes ou de marchandises en provenance ou à destination de son territoire, ainsi que dans les limites de son territoire.

Le transport commercial de personnes ou de marchandises entre deux points situés dans les limites du territoire de chaque Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases or explosives as cargo or otherwise and may only convey carrier pigeons or photographic or cinematographic apparatus with the permission of the competent authority of the State in the air territory of which the aircraft happens to be.

Article 10.

Aircraft which carry passengers or articles must be provided with a nominal roll of the passengers, and a list specifying the nature and quantity of articles carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the above list and the articles carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival may communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carrying of mails may be arranged direct between the postal administrations of the two Contracting States by means of special agreements.

Article 11.

Each of the Contracting States may, in its own territory and in all circumstances, have the aircraft of the other Contracting State officially inspected on arrival or departure and the certificates and other documents verified.

Article 12.

Each Contracting State shall be entitled to issue special regulations governing the commercial transport of persons and articles from, to and within its territory.

Each Contracting State shall be entitled to reserve to its national aircraft the commercial transport of both persons and articles between two points within its own territory.

L'établissement de voies aériennes jalonnées, ainsi que l'exploitation d'un service aérien régulier au-dessus du territoire de l'un des deux Etats contractants, pourront être subordonnés à une autorisation spéciale.

The organisation of the said airways and the operation of regular air communications in transit across the territory of the other Contracting State may be made conditional upon a special agreement.

Article 13.

Il est interdit de lancer d'un aéronef du lest autre que du sable fin ou de l'eau.

Article 13.

No ballast other than fine sand or water may be dropped from an aircraft.

Article 14.

Il est interdit de jeter ou de décharger, en cours de route, des objets ou des matières autres que du lest, sauf autorisation spéciale accordée à cet effet par l'Etat sur le territoire duquel a lieu ladite opération.

Article 14.

No articles or substances whatever may be thrown or dropped from an aircraft in flight except ballast, unless special permission has been given for this purpose by the State flown over.

Article 15.

Les deux Etats contractants se communiqueront réciproquement tous les règlements applicables sur leur territoire à la navigation aérienne.

Article 15.

The Contracting Parties shall reciprocally notify one another of all regulations governing air traffic in force in their respective territories.

Article 16.

Chaque Etat contractant pourra dénoncer la présente Convention en tout temps, moyennant préavis de trois mois.

Toutefois, chaque Etat contractant se réserve le droit, en cas de circonstances exceptionnelles, de prendre des mesures, dont l'effet sera immédiat, pour restreindre la circulation aérienne au-dessus de son territoire ou l'interdire entièrement ou en partie.

Article 16.

Either Contracting State may denounce the present Agreement at any moment at three months' notice.

Each Contracting Party reserves the right, in exceptional circumstances, to impose restrictions with immediate effect, on flight over its own territory, or to prohibit such flight either wholly or partially.

Article 17.

Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye, aussitôt que possible. L'arrangement entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Article 17.

The present Agreement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible. The Agreement shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait à La Haye, le 24 juillet 1922, en double expédition, en langue hollandaise et en langue allemande.

(Signé) VAN KARNEBEEK.

(Signé) VON LUCIUS.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague, in duplicate, on July 24, 1922, in the Dutch and German languages.

(Signed) VAN KARNEBEEK.

(Signed) VON LUCIUS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A L'ARRANGEMENT PROVISOIRE DU 24 JUILLET 1922 ENTRE LES PAYS-BAS ET L'ALLEMAGNE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ont décidé de modifier et de compléter comme suit l'arrangement provisoire sur la navigation aérienne qu'ils ont conclu le 24 juillet 1922.

Article premier.

A l'article 8, la première phrase est remplacée par les deux phrases suivantes :

« Les aéronefs ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que s'ils ont obtenu à cet effet une autorisation spéciale de leur Etat d'origine.

« L'utilisation de ces appareils au-dessus du territoire de l'une des Parties contractantes, est régie par les règlements pertinents de cet Etat. »

Article 2.

Les aéronefs de chaque Partie contractante, leur équipage et leurs passagers, pendant qu'ils se trouvent dans le territoire de l'autre Partie contractante, sont soumis aux obligations résultant des règlements en vigueur dans ce dernier Etat, et notamment aux dispositions concernant la navigation aérienne en général, pour autant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux dispositions relatives aux droits de douane, aux autres taxes, aux prohibitions d'exportation et

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE PROVISIONAL AGREEMENT BETWEEN THE NETHERLANDS AND GERMANY REGARDING AIR NAVIGATION DATED JULY 24, 1922.

THE NETHERLANDS and GERMAN GOVERNMENTS have decided to modify and complete as follows the Provisional Agreement relating to Air Navigation concluded between them on July 24, 1922 :

Article 1.

Sentence 1 of Article 8 shall be replaced by the two following sentences :

“ Aircraft shall only carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages if they have obtained a special licence issued for the purpose by their State of origin.

The use of such apparatus by aircraft flying over the territory of either of the Contracting Parties shall be governed by the regulations in force in that State.”

Article 2.

Aircraft belonging to either of the Contracting Parties, and their passengers and crew shall, while they are in the territory of the other Contracting Party, be required to comply with the regulations in force at the time in the latter State, and in particular with the regulations relating to air navigation in general (in so far as these apply to all foreign aircraft without distinction of nationality) and also with the regulations relating to Customs and other duties, import and export prohibitions, the

d'importation, au transport de personnes et de marchandises, et enfin aux dispositions concernant l'ordre et la sécurité publiques.

Sauf disposition contraire de l'arrangement, ils sont également soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur.

Article 3.

Le présent protocole additionnel forme partie intégrante de l'Arrangement provisoire du 24 juillet 1922 entre les Pays-Bas et l'Allemagne concernant la navigation aérienne ; il entrera en vigueur en même temps que cet arrangement.

Fait à La Haye, le 17 août 1928, en double expédition, en langue néerlandaise et en langue allemande.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Comte Julius von Zech-Burkersroda.

transport of persons and goods, and public safety and order.

They are also required to comply with the existing general legal provisions, except as otherwise provided in the present Agreement.

Article 3.

The present Additional Protocol shall form an integral part of the Provisional Agreement between the Netherlands and Germany relating to Air Navigation of July 24, 1922, and shall come into force simultaneously with it.

Done at The Hague, in duplicate, on August 17, 1928, in the Dutch and German languages.

BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Count Julius von Zech-Burkersroda.

N° 2130.

FRANCE ET PANAMA

Accord concernant le tarif des imprimés. Signé à Panama, le 15 août 1924.

FRANCE AND PANAMA

Agreement regarding the Tariff for Printed Matter. Signed at Panama, August 15, 1924.

N^o 2130. — ACCORD¹ ENTRE LA FRANCE ET LE PANAMA CONCERNANT LE TARIF DES IMPRIMÉS. SIGNÉ A PANAMA, LE 15 AOUT 1924.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 24 août 1929.

Les soussignés, Eusebio A. MORALES, secrétaire d'Etat aux Finances et Trésor, chargé du Secrétariat des Relations extérieures de la République de Panama, et Emmanuel NEUVILLE, chargé d'affaires *ad interim* de la République française, chevalier de la Légion d'honneur, dûment autorisés à cet effet ;

Vu l'article 23, paragraphe 2, de la Convention postale universelle² signée à Madrid, le 30 novembre 1920,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les imprimés de toute nature expédiés de France à destination de Panama seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables dans le service intérieur français aux imprimés non périodiques, savoir :

Poids maximum : 3 kg. (que l'envoi comporte un seul volume ou plusieurs) ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 15 mai 1929.

² Vol. III, pages 267-270 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 364 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 ; vol. XXIV, page 144 ; et vol. XXVII, page 414, de ce recueil.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 2130. — CONVENIO¹ ENTRE FRANCIA Y PANAMA SOBRE LA TARIFA QUE HA DE APLICARSE A LOS IMPRESOS. FIRMADO EN PANAMA, EL 15 DE AGOSTO DE 1924.

French and Spanish official texts communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Agreement took place August 24, 1929.

Los infrascritos, Eusebio A. MORALES, Secretario de Hacienda y Tesoro, encargado de la Secretaría de Relaciones Exteriores de la República de Panamá, y Emmanuel NEUVILLE, Encargado de Negocios interino de la República Francesa, Caballero de la Legión de Honor, debidamente autorizados para este efecto :

Con vista del artículo 23, párrafo 2^o de la Convención² Postal Universal, firmada en Madrid el 30 de Noviembre de 1920,

Han convenido en lo que sigue :

Artículo 1^o.

Los impresos *de toda clase* enviados de Francia con destino a Panamá, estarán sometidos a las tarifas y condiciones de admisión aplicables en el servicio interior francés a los impresos, no periódicos, a saber :

Peso máximo : 3 kilogramos (tenga el envío uno o varios volúmenes) ;

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, May 15, 1929.

² Vol. III, pages 267-270 ; Vol. VII, page 362 ; Vol. XI, page 364 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 ; Vol. XXIV, page 144 ; and Vol. XXVII, page 414, of this Series.

Dimensions : Les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6, paragraphe 6) ;

Tarif d'affranchissement : 0 fr. 05 jusqu'à 50 grammes ; 0 fr. 15 par 100 grammes ou fraction de 100 grammes en sus.

Article 2.

Les imprimés de toute nature expédiés de Panama à destination de la France, seront soumis aux taxes et conditions d'admission applicables à ces objets dans le service intérieur panaméen, savoir :

Poids maximum : 2 kg. ;

Dimensions : les mêmes que celles fixées par la Convention postale de Madrid (article 6, paragraphe 6) ;

Tarif d'affranchissement : 2 centimes jusqu'à 25 grammes, et au-dessus, 1 centime par 25 grammes ou fraction de 25 grammes.

Article 3.

En dehors des dispositions spéciales faisant l'objet des articles 1 et 2 ci-dessus, les envois dont il s'agit demeurent soumis à la réglementation stipulée à l'égard des imprimés par les Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle.

Article 4.

Le présent arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur à la date qui sera ultérieurement fixée par les Administrations postales des deux pays, après que la promulgation en aura été faite, conformément aux lois de chacun des deux pays.

Le présent arrangement demeurera en vigueur trois mois après le préavis donné par l'une des Parties contractantes à l'autre de son intention de le dénoncer.

Dimensiones : Las mismas que las fijadas por la Convención Postal de Madrid (artículo 6º, parágrafo 6º) ;

Tarifa de franqueo : 5 céntimos hasta 50 gramos ; 15 céntimos de 50 a 100 gramos, y en adelante 15 céntimos por cada 100 gramos o fracción excedente.

Artículo 2º.

Los impresos de cualquier clase enviados de Panamá con destino a Francia estarán sometidos a las tarifas y condiciones de admisión aplicables a estos objetos en el servicio interior panameño, a saber :

Peso máximo : 2 kilogramos ;

Dimensiones : Las mismas que las fijadas por la convención Postal de de Madrid (Artículo 6º, parágrafo 6º) ;

Tarifa de franqueo : 2 centésimos por los primeros veinticinco (25) gramos, y en adelante un (1) centésimo por cada veinticinco (25) gramos o fracción excedente.

Artículo 3º.

Fuera de las disposiciones especiales que son objeto de los artículos 1º y 2º, antes citados, los envíos de que se trata estarán sujetos a la reglamentación estipulada, en cuanto a los impresos, por las Convenciones y Tratados de la Unión Postal Universal.

Artículo 4º.

El presente Convenio será ratificado y las ratificaciones serán cambiadas en París tan pronto como sea posible, y entrará en vigor en la fecha que se determinará ulteriormente por las Administraciones de Correos de los dos países después que se haga la promulgación en conformidad con las leyes de cada uno de los dos países,

El presente Convenio permanecerá en vigor hasta tres meses después de la fecha en que una de las partes notifique a la otra su intención de renunciarlo.

Fait en double exemplaire (avec textes français et espagnol chaque) à Panama, le quinze août mil neuf cent vingt-quatre.

(Signé) NEUVILLE.
(Signé) Eusebio A. MORALES.

Hecho en dos ejemplares (español y francés ambos) en la ciudad de Panamá el día quince del mes de Agosto del año de mil novecientos veinticuatro.

(Firmado) Eusebio A. MORALES.
(Firmado) NEUVILLE.

Copie certifiée conforme :

Pour le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole,
(Signé) Carré.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2130. — AGREEMENT BETWEEN FRANCE AND PANAMA,
REGARDING THE TARIFF FOR PRINTED MATTER. SIGNED AT
PANAMA, AUGUST 15, 1924.

The undersigned, Eusebio A. MORALES, Finance Minister, agent for the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Panama, and Emmanuel NEUVILLE, acting Chargé d'Affaires of the French Republic, Chevalier de la Légion d'Honneur, being duly authorised for this purpose ;

In view of Article 23, paragraph 2, of the Universal Postal Convention signed at Madrid on November 30, 1920,

Have agreed as follows :

Article I.

Printed matter of all kinds sent from France to Panama shall be subject to the entry charges and conditions applied in the French internal administration to printed matter other than periodicals :

- Maximum weight : 3 kg. (whether the consignment consists of a single volume or of several) ;
- Dimensions : As fixed by the Madrid Postal Convention (Art. 6, paragraph 6) ;
- Postal rates : 5 centimes up to 50 grammes ; 15 centimes per 100 grammes or fraction of 100 grammes upwards.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Printed matter of all kinds sent from Panama to France shall be subject to the entry charges and conditions applied in Panama in the internal administration :

Maximum weight : 2 kg. ;

Dimensions : As fixed by the Madrid Postal Convention (Art. 6, paragraph 6) ;

Postal rate : 2 centimos up to 25 grammes, 1 centimo per 25 grammes or fraction of 25 grammes upwards.

Article 3.

Apart from the special provisions in Articles 1 and 2 above, the consignments in question shall remain subject to regulations laid down regarding printed matter by the Convention and Agreements of the Universal Postal Union.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications thereof exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force on a date to be fixed later by the Postal Administrations of the two countries, after promulgation in conformity with the laws of both countries.

The present Agreement shall remain in force three months after one of the Contracting Parties has given notice to the other of its intention to denounce it.

Done in duplicate (each with French and Spanish texts) at Panama on August the fifteenth, one thousand nine hundred and twenty-four.

(Signed) NEUVILLE.

(Signed) Eusebio A. MORALES.

N° 2131.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention sur la compétence judiciaire territoriale, sur la faillite, ainsi que sur l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, avec protocole additionnel. Signés à Bruxelles, le 28 mars 1925.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Convention concerning Territorial Jurisdiction, Bankruptcy and the Authority and Execution of Judgments, Arbitral Awards, and Notarial Acts, with Additional Protocol. Signed at Brussels, March 28, 1925.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 2131. — CONVENTION ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS SUR LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE TERRITORIALE, SUR LA FAILLITE, AINSI QUE SUR L'AUTORITÉ ET L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES, DES SENTENCES ARBITRALES ET DES ACTES AUTHENTIQUES. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 28 MARS 1925.

N^o 2131. — VERDRAG ¹ TUSSCHEN BELGIË EN NEDERLAND BETREFFENDE DE TERRITORIALE RECHTERLIJKE BEVOEGDHEID, BETREFFENDE HET FAILLISSEMENT EN BETREFFENDE HET GEZAG EN DE TENUITVOERLEGGING VAN RECHTERLIJKE BESLISSINGEN, VAN SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSPRAKEN EN VAN AUTHENTIEKE AKTEN, GE-TEEKEND TE BRUSSEL, DEN 28 MAART 1925.

Textes officiels français et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 1^{er} septembre 1929.

French and Dutch official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place September 1, 1929.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, ayant reconnu l'utilité de fixer de commun accord certaines règles uniformes concernant la compétence judiciaire territoriale, la faillite, ainsi que l'autorité et l'exécution des décisions judiciaires, des sentences arbitrales et des actes authentiques, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. A. GODDYN, président de Chambre à la Cour de Cassation ;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN en ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN, het nut erkennende om in gemeen overleg eenige eenvormige regelen vast te stellen betreffende de territoriale rechterlijke bevoegdheid, betreffende het faillissement en betreffende het gezag en de tenuitvoerlegging van rechterlijke beslissingen, van scheidsrechterlijke uitspraken en van authentieke akten, hebben besloten te dien einde een verdrag te sluiten, en hebben tot Hunne Gevolmachtigden benoemd, te weten :

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Mr. B. C. J. LODER, Rechter in het Permanente Hof van Internationale Justitie ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 4 juillet 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, July 4, 1929.

M. Paul LECLERCQ, premier avocat général à la Cour de Cassation ;
 M. V. KINON, directeur général au Ministère de la Justice ; et
 M. M. COSTERMANS, directeur général au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

M. B.-C.J.- LODER, juge à la Cour permanente de Justice internationale ;
 M. J.-Ph. SUYLING, professeur à l'Université d'Utrecht ; et
 M. J. KOSTERS, conseiller à la Haute-Cour de Justice des Pays-Bas ;

Lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DE LA COMPÉTENCE TERRITORIALE.

Article premier.

1. En matière civile et en matière commerciale, les Belges dans les Pays-Bas et les Néerlandais en Belgique sont régis par les mêmes règles de compétence que les nationaux.

2. L'article 127 du Code de procédure civile néerlandais n'est pas applicable aux défendeurs belges et l'article 53 de la loi belge du 25 mars 1876 n'est pas applicable aux défendeurs néerlandais.

Article 2.

Sous réserve pour chaque Etat d'apprécier la capacité d'agir devant ses tribunaux, les personnes civiles constituées conformément à la législation de l'un des deux Etats et y ayant leur siège, ainsi que les corporations, associations ou communautés qui, suivant la législation de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ont le droit d'ester en justice, seront considérées pour l'application des règles de compétence territoriale comme ressortissants dudit Etat et y ayant leur domicile.

Mr. J. Ph. SUYLING, Hoogleeraar aan de Universiteit te Utrecht ; en
 Mr. J. KOSTERS, Raadsheer in den Hoogen Raad der Nederlanden ;

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

den Heer A. GODDYN, Voorzitter eener Kamer bij het Verbrekingshof ;
 den Heer Paul LECLERCQ, Eerste Advocaat-Generaal bij het Verbrekingshof ;
 den Heer V. KINON, Directeur-Generaal aan het Departement van Justitie ; en
 den Heer M. COSTERMANS, Directeur-Generaal aan het Departement van Buitlandsche Zaken.

Die, na wederzijdsche mededeeling van hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, omtrent de volgende bepalingen zijn overeengekomen :

TITEL I.

VAN DE TERRITORIALE BEVOEGDHEID.

Artikel 1.

1. In burgerlijke zaken en in handelszaken zijn de Belgen in Nederland en de Nederlanders in België onderworpen aan dezelfde competentieregels als de eigen onderdanen.

2. Artikel 127 van het Nederlandsche wetboek van burgerlijke rechtsvordering is niet toepasselijk op Belgische gedaagden en artikel 53 van de Belgische wet van 25 Maart 1876 is niet toepasselijk op Nederlandsche gedaagden.

Artikel 2.

Onder voorbehoud voor elken Staat van het recht om hunne bevoegdheid te beoordeelen om voor zijne gerechten op te treden, zullen rechtspersonen, welke opgericht zijn overeenkomstig de wetgeving van een van beide Staten en er hunnen zetel hebben, alsmede lichamen, vereenigingen of gemeenschappen, die volgens de wetgeving van de eene of van de andere der contracteerende partijen bevoegd zijn in rechte op te treden, beschouwd worden, wat betreft de toepassing van de voorschriften nopens de territoriale bevoegdheid, als onderdanen van genoemden Staat en als hebbende aldaar hunne woonplaats.

Article 3.

1. Sauf les exceptions et modifications établies ou à établir par l'une des deux législations nationales, ainsi que par les conventions internationales, le défendeur sera assigné devant le juge de son domicile dans les Pays-Bas ou en Belgique ou, à défaut d'un tel domicile, devant le juge de sa résidence dans les Pays-Bas ou en Belgique.

2. Dans les Pays-Bas, le défendeur peut être assigné devant le juge du demandeur, si en vertu des lois des deux pays, de la présente convention, ou des conventions internationales conclues par les Pays-Bas, il n'existe aucun autre tribunal compétent. En Belgique, le défendeur peut être assigné devant le juge du demandeur si en vertu des lois des deux pays, de la présente convention ou des conventions internationales conclues par la Belgique, il n'existe aucun autre tribunal compétent.

Article 4.

En matière mobilière (personnelle), civile ou commerciale, le demandeur peut saisir de la contestation le juge du lieu où l'obligation est née, a été ou doit être exécutée.

Article 5.

1. Lorsqu'un domicile attributif de juridiction a été élu dans l'un des deux pays pour l'exécution d'un acte, les juges du lieu du domicile élu sont seuls compétents pour connaître des contestations relatives à cet acte, sauf les exceptions et modifications établies ou à établir par l'une des deux législations nationales ainsi que par les conventions internationales.

2. Si le domicile n'a été élu qu'en faveur de l'une des parties contractantes, celle-ci conserve le droit de saisir tout autre juge compétent.

3. Tout industriel ou commerçant, toute société civile ou commerciale de l'un des deux pays qui établit dans l'autre une succursale, une agence ou un établissement similaire, sera con-

Artikel 3.

1. Behoudens de uitzonderingen en wijzigingen, vastgesteld of alsnog vast te stellen in een van beide nationale wetgevingen, of in de internationale verdragen, zal de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van zijne woonplaats in Nederland of in België of, bij ontbreken van eene zoodanige woonplaats, voor den rechter van zijne verblijfplaats in Nederland of in België.

2. In Nederland kan de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van den eischer, indien er krachtens de wetten der beide landen, van het onderhavige verdrag of van internationale verdragen, door Nederland gesloten, geen enkele andere bevoegde rechter bestaat. In België kan de verweerder worden gedagvaard voor den rechter van den eischer, indien er krachtens de wetten der beide landen, van het onderhavige verdrag of van internationale verdragen, door België gesloten, geen enkele andere bevoegde rechter bestaat.

Artikel 4.

In persoonlijke, hetzij burgerlijke, hetzij handelszaken, kan de eischer het geschil brengen voor den rechter van de plaats waar de verbintenis is ontstaan, is uitgevoerd of moet worden uitgevoerd.

Artikel 5.

1. Wanneer, ter bevestiging van de betrekkelijke bevoegdheid eens rechters, voor eene bepaalde zaak woonplaats is gekozen in een der beide landen, zijn alleen de rechters van de plaats, waar woonplaats gekozen is, bevoegd om kennis te nemen van de geschillen met betrekking tot die zaak, behoudens de uitzonderingen en wijzigingen, vastgesteld of alsnog vast te stellen in een der beide nationale wetgevingen of bij de internationale verdragen.

2. Wanneer de woonplaats slechts gekozen is ten behoeve van een van de contracteerende partijen, behoudt deze het recht om zich te wenden tot elken anderen bevoegden rechter.

3. Elke fabrikant of handelaar, elke burgerlijke of handelsvennootschap van een der beide landen, die in het andere land een bijkantoor, agentschap of eene gelijksoortige instelling

sidéré, comme ayant élu domicile pour le jugement de toutes les contestations concernant la succursale, l'agence ou l'établissement, au lieu où ceux-ci ont leur siège.

Article 6.

1. Les tribunaux de l'un des Etats contractants renvoient, si l'une des parties le demande, devant les tribunaux de l'autre pays les contestations dont ils sont saisis, quand ces contestations y sont déjà pendantes ou quand elles sont connexes à d'autres contestations soumises à ces tribunaux. Ne peuvent être considérées comme connexes que les contestations qui procèdent de la même cause ou portent sur le même objet.

2. Le juge devant lequel la demande originale est pendante connaît des demandes en garantie, des demandes en intervention et des demandes incidentes, ainsi que des demandes reconventionnelles, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière.

Article 7.

Si, en cas de saisie-arrêt, la partie saisie n'a ni domicile, ni résidence dans aucun des deux pays, le tribunal du lieu de la saisie-arrêt est compétent pour connaître de l'existence de la créance, à moins qu'il ne soit incompétent à raison de la matière et sauf le cas de litispendance. Il l'est également pour statuer sur la demande en validité ou en main-levée.

Article 8.

Les mesures provisoires ou conservatoires organisées par les législations néerlandaise ou belge peuvent, en cas d'urgence, être requises des autorités de chacun des deux pays, quel que soit le juge compétent pour connaître du fond.

opricht, zal beschouwd worden als hebbende voor de berechting van alle geschillen betreffende dat bijkantoor, agentschap of instelling, woonplaats gekozen ter plaatse, waar deze hunnen zetel hebben.

Artikel 6.

1. De gerechten van een der contracteerende Staten verwijzen, wanneer een der partijen het vraagt, de geschillen waarmede men zich tot hen gewend heeft, naar de gerechten van het andere land, wanneer deze geschillen daar reeds aanhangig zijn, of wanneer zij verknocht zijn aan andere geschillen, welke aan het oordeel dier gerechten zijn onderworpen.

Als verknocht kunnen slechts worden beschouwd de geschillen, die voortspruiten uit dezelfde oorzaak of betrekking hebben op hetzelfde voorwerp.

2. De rechter, voor wien de oorspronkelijke eisch aanhangig is, neemt kennis van eischen in vrijwaring, van eischen tot voeging en tusschenkomst, van incidenteele vorderingen, en van eischen in reconventie, tenzij hij met betrekking tot het onderwerp van het geschil onbevoegd is.

Artikel 7.

Indien, in geval van beslag onder derden of onder den schuldeischer zelven de partij, te wier laste het beslag wordt gelegd, noch woonplaats, noch verblijfplaats heeft in een der beide landen, is het gerecht van de plaats van het beslag bevoegd om kennis te nemen van het bestaan der vordering, tenzij het onbevoegd is wegens derzelve onderwerp en behoudens het geval van litispendentie. Het gerecht is eveneens bevoegd om te beslissen op den eisch tot van waarde verklaring of tot opheffing van het beslag.

Artikel 8.

De voorloopige of conservatoire maatregelen, voorzien in de Nederlandsche of Belgische wetgeving, kunnen in dringende gevallen aangevraagd worden bij de autoriteiten van elk der twee landen, onverschillig welke rechter bevoegd is om van de zaak zelve kennis te nemen.

Article 9.

1. Les articles 1 à 8 s'appliquent à tous les cas où un ressortissant de l'un des Etats contractants agit ou est cité devant une juridiction de l'autre Etat, sous réserve, lorsque le défendeur n'est ni Belge, ni Néerlandais, des exceptions résultant des conventions internationales.

2. Dans le cas où il y a plusieurs demandeurs ou défenseurs, ces articles s'appliquent même s'il n'y a qu'un seul demandeur ou défendeur qui est ressortissant de l'autre Etat.

3. Les demandes en intervention et les demandes incidentes n'exercent, en ce qui concerne la compétence, aucune influence sur le jugement de la demande principale.

Article 10.

Pour tous les cas où les articles précédents n'établissent ni règles de compétence commune, ni dérogation aux lois nationales, la compétence est réglée dans chaque Etat par la législation qui lui est propre.

TITRE II

DE L'AUTORITÉ ET DE L'EXÉCUTION DES DÉCISIONS JUDICIAIRES, DES SENTENCES ARBITRALES ET DES ACTES AUTHENTIQUES.

Article 11.

1. L'autorité des décisions judiciaires rendues en matière civile ou commerciale dans l'un des deux Etats sera reconnue dans l'autre, à la demande de toute partie intéressée, si elles réunissent les conditions suivantes :

1^o Que la décision ne contienne rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où elle est invoquée ;

2^o Qu'elle soit susceptible d'exécution dans le pays où elle a été rendue, bien que des voies de recours y soient encore ouvertes contre elle ;

Artikel 9.

1. De artikelen 1 tot 8 zijn van toepassing op alle gevallen, waarin een onderdaan van een der contracteerende Staten dagvaardt of wordt gedagvaard voor eenen rechter van den anderen Staat, behoudens de uitzonderingen voortvloeiende uit de internationale verdragen, wanneer de gedaagde noch Belg, noch Nederlander is.

2. In geval er meer eischers of gedaagden zijn, zijn deze artikelen van toepassing, zelfs indien er slechts een enkele eischer of gedaagde is, die onderdaan is van den anderen Staat.

3. De eischen tot voeging en tusschenkomst, en de incidenteele vorderingen oefenen, wat de bevoegdheid betreft, geen invloed uit op de uitspraak in de hoofdzaak.

Artikel 10.

In alle gevallen, waarvoor de voorgaande artikelen noch regels van gemeenschappelijke bevoegdheid, noch eene afwijking van de nationale wetten inhouden, wordt de bevoegdheid in elken Staat geregeld door zijne eigen wetgeving.

TITEL II.

VAN HET GEZAG EN DE TENUITVOERLEGGING VAN RECHTERLIJKE BESLISSINGEN, VAN SCHEIDSRECHTERLIJKE UITSPRAKEN EN VAN AUTHENTIEKE AKTEN.

Artikel 11.

1. Het gezag van rechterlijke beslissingen, gewezen in burgerlijke of in handelszaken in een der beide Staten, zal op het verzoek van elke belanghebbende partij erkend worden in den anderen Staat, indien zij aan de volgende voorwaarden voldoen :

1^o. dat de beslissing niets inhoudt, dat strijdig is met de openbare orde of met de beginselen van het publiekrecht van het land, waar zij wordt ingeroepen ;

2^o. dat zij vatbaar is voor tenuitvoerlegging in het land waar zij is gewezen, zij het ook dat er nog rechtsmiddelen tegen haar openstaan ;

3° Que d'après les lois du pays où la décision a été rendue, l'expédition qui en est produite réunisse les conditions nécessaires à son authenticité ;

4° Que les parties aient été légalement représentées ou déclarées défaillantes, après avoir été légalement citées ;

5° Que les règles de compétence territoriale établies par la convention n'aient pas été méconnues.

2. Les règles relatives à la compétence, à la preuve et à la procédure ne concernent ni l'ordre public, ni les principes du droit public visés au 1° de l'alinéa précédent.

3. Le juge doit d'office examiner si la décision remplit à l'égard de toutes les parties, après qu'elles auront été légalement citées, les conditions énumérées à l'alinéa premier et le constater dans son jugement. Celui-ci a effet à cet égard envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

Article 12.

1. Les décisions judiciaires rendues dans l'un des deux Etats peuvent être mises à exécution dans l'autre Etat, tant sur les meubles que sur les immeubles, après y avoir été déclarées exécutoires.

2. L'exequatur est accordé par le tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution doit être poursuivie. Le jugement d'exequatur a effet envers toutes les parties et dans toute l'étendue du territoire.

3. L'examen du tribunal ne portera que sur les points énumérés dans l'article 11 et conformément à son alinéa 3.

Article 13.

En accordant l'exequatur, le juge ordonne, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour que la décision étrangère reçoive la même publicité que si elle avait été prononcée dans le ressort où elle est rendue exécutoire.

3°. dat het afschrift, hetwelk er van wordt overgelegd, naar de wetten van het land, waar de beslissing is gegeven, voldoet aan de voorwaarden, noodig voor hare echtheid ;

4°. dat de partijen wettig vertegenwoordigd zijngeweest of is beslist, dat zij niet verschenen zijn na wettig te zijn opgeroepen ;

5°. dat de regels van territoriale bevoegdheid, vastgesteld in het verdrag, niet zijn geschonden.

2. De regelen met betrekking tot de bevoegdheid, het bewijs en de procedure betreffen noch de openbare orde, noch de beginselen van het publieke recht, bedoeld onder 1°. van de voorgaande alinea.

3. De rechter moet ambtshalve onderzoeken, of de beslissing, ten aanzien van alle partijen, nadat deze wettig zullen zijn opgeroepen, voldoet aan de voorwaarden, opgesomd in de 1^e alinea en dit in zijn uitspraak vermelden. Deze laatste geldt in dit opzicht jegens alle partijen en in het geheele land.

Artikel 12.

1. De rechterlijke beslissingen, in een van beide Staten gewezen, kunnen ten uitvoer gelegd worden in den anderen Staat, zoowel op de roerende als op de onroerende goederen, na aldaar uitvoerbaar verklaard te zijn.

2. Het exequatur wordt verleend door de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waar de beslissing ten uitvoer moet gelegd worden. Het vonnis van tenuitvoerlegging geldt jegens alle partijen en in het geheele land.

3. Het onderzoek van de rechtbank zal slechts loopen over de punten, opgesomd in artikel 11 en overeenkomstig het derde lid daarvan.

Artikel 13.

Bij het verlenen van het exequatur beveelt de rechter, indien daartoe aanleiding bestaat, het nemen van de maatregelen, noodig opdat de vreemde beslissing dezelfde bekendheid verkrijge, als ware zij uitgesproken in het ressort, waar zij uitvoerbaar is verklaard.

Article 14.

1. Toute partie intéressée peut demander l'exequatur.

2. La procédure de la demande en exequatur est régie par la loi de l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

3. Le jugement qui statue sur la demande en exequatur n'est pas susceptible d'opposition. Il peut toujours être attaqué par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si le jugement est contradictoire, et dans les quatorze jours après le jour de la signification s'il est par défaut.

4. Le juge peut exiger que la décision soit traduite dans la langue employée au lieu où il siège ; cette traduction sera certifiée conforme par traducteur juré de son pays.

5. Une copie authentique dûment légalisée doit toujours être produite.

6. Le juge peut ordonner que l'exequatur sorte ses pleins et entiers effets, nonobstant recours, avec ou sans caution.

Article 15.

1. Les sentences arbitrales rendues dans l'un des deux Etats seront reconnues dans l'autre et peuvent y être rendues exécutoires, si elles satisfont aux conditions exigées par les nos 1, 2, 3, et 4 de l'article 11.

2. L'exequatur est accordé par le président du tribunal civil de l'arrondissement dans lequel l'exécution est poursuivie.

Article 16.

1. Les actes authentiques exécutoires dans l'un des deux pays peuvent être déclarés exécutoires dans l'autre par le président du tribunal civil de l'arrondissement où l'exécution est demandée.

2. Ce magistrat vérifie si les actes réunissent les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus et si les dispo-

Artikel 14.

1. Elke belanghebbende partij kan het exequatur vragen.

2. De procedure betreffende den eisch tot uitvoerbaarverklaring wordt beheerscht door de wet van den Staat, waar de tenuitvoerlegging wordt aangevraagd.

3. De uitspraak over den eisch tot uitvoerbaarverklaring is niet vatbaar voor verzet. Zij kan steeds worden aangevochten door middel van hooger beroep binnen veertien dagen na den dag waarop zij is gegeven, in geval van tegenspraak, en binnen veertien dagen na den dag der beteekening in geval van verstek.

4. De rechter kan eischen, dat de beslissing worde vertaald in de taal gebruikelijk ter plaatse, waar hij zetelt ; deze vertaling zal voor eensluidend verklaard moeten worden door een beëdigd vertaler van zijn land.

5. Een behoorlijk gelegaliseerd authentiek afschrift moet altijd worden overgelegd.

6. De rechter kan bevelen, dat het exequatur volledig gevolg heeft, niettegenstaande beroep, met of zonder zekerheidsstelling.

Artikel 15.

1. De scheidsrechterlijke uitspraken gewezen in een van beide Staten, zullen in den anderen Staat worden erkend en kunnen aldaar uitvoerbaar verklaard worden, indien zij voldoen aan de voorwaarden, gesteld onder de nummers 1, 2, 3 en 4 van artikel 11.

2. Het exequatur wordt verleend door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waarbinnen de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

Artikel 16.

1. Authentieke akten, uitvoerbaar in een der beide landen, kunnen in het andere uitvoerbaar verklaard worden door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement, waar de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

2. Deze magistraat gaat na, of de akten voldoen aan de voorwaarden, welke noodig zijn voor hunne echtheid in het land, waar zij zijn

sitions dont l'exécution est poursuivie n'ont rien de contraire à l'ordre public ou aux principes du droit public du pays où l'exequatur est requis.

Article 17.

1. Les hypothèques terrestres conventionnelles, consenties dans l'un des deux Etats, ne seront inscrites et ne produiront effet dans l'autre que lorsque les actes qui en contiennent la stipulation auront été rendus exécutoires par le président civil de l'arrondissement où les biens sont situés.

2. Ce magistrat vérifie si les actes et les procurations qui en sont le complément réunissent toutes les conditions nécessaires pour leur authenticité dans le pays où ils ont été reçus.

3. Les dispositions qui précèdent sont également applicables aux actes de consentement à radiation ou à réduction passés dans un des deux pays.

Article 18.

1. Dans les cas prévus par les articles 15, 16, et 17, la décision du président a effet dans toute l'étendue du territoire.

2. La décision n'est pas susceptible d'opposition. Elle peut être attaquée par la voie de l'appel dans les quatorze jours après le jour du prononcé, si elle est contradictoire, et dans les quatorze jours après le jour de sa signification, si elle est par défaut.

3. Les formes de la requête, ainsi que la procédure d'appel, sont régies par les lois de l'Etat dans lequel l'exécution est requise.

Article 19.

Les dispositions du présent titre s'appliquent quelle que soit la nationalité des parties, sauf les exceptions résultant des conventions internationales.

verleden, en of de beschikkingen, waarvan de tenuitvoerlegging wordt verlangd, niets bevatten, dat strijdig is met de openbare orde of met de beginselen van het publiek recht van het land, waar het exequatur geëischt wordt.

Artikel 17.

1. De hypotheeken op onroerend goed, in een der beide Staten bij overeenkomst verleend, zullen niet worden ingeschreven en zullen niet van kracht zijn in den anderen Staat, dan wanneer de akten, die de vestiging ervan inhouden, uitvoerbaar zullen verklaard zijn door den voorzitter van de rechtbank voor burgerlijke zaken van het arrondissement waarbinnen de goederen gelegen zijn.

2. Deze magistraat gaat na, of de akten en de volmachten, die er bij behooren, voldoen aan de voorwaarden, welke noodig zijn voor hunne echtheid in het land, waar zij zijn verleden.

3. De voorgaande bepalingen zijn eveneens van toepassing op de akten van toestemming tot doorhaling of vermindering, in een der beide landen verleden.

Artikel 18.

1. In de gevallen, voorzien in de artikelen 15, 16 en 17, is de beslissing van den voorzitter geldig in het geheele land.

2. De beslissing is niet vatbaar voor verzet. Zij kan worden aangevochten door het middel van hooger beroep binnen veertien dagen na den dag waarop zij is gegeven, in geval van tegenspraak, en binnen veertien dagen na den dag harer beteekening, in geval van verstek.

3. De vormen van het verzoek, evenals de procedure van hooger beroep, worden beheerscht door de wetten van den Staat, binnen welken de tenuitvoerlegging wordt verlangd.

Artikel 19.

De bepalingen van dezen titel zijn van toepassing, welke ook de nationaliteit van partijen zij, behoudens de uitzonderingen, voortspruitend uit de internationale verdragen.

TITRE III

DE LA FAILLITE.

Article 20.

1. Le tribunal du lieu du domicile d'un commerçant est seul compétent pour déclarer la faillite de ce commerçant. Pour les sociétés commerciales, ayant leur siège social dans l'un des deux pays, le tribunal compétent est celui de ce siège social.

2. Sauf les exceptions résultant des conventions internationales, les commerçants dont le domicile n'est ni en Belgique, ni aux Pays-Bas, peuvent être néanmoins déclarés en faillite dans l'un des deux pays, s'ils y possèdent un établissement commercial. Dans ce cas le tribunal compétent est celui du lieu de l'établissement.

3. Lorsque les tribunaux des deux Etats contractants sont saisis de la demande en faillite, la cause est jugée par le tribunal le premier saisi s'il se déclare compétent.

Article 21.

1. Les effets de la faillite déclarée dans l'un des deux pays par le tribunal compétent en vertu de l'article 20, s'étendent au territoire de l'autre pays.

2. Le syndic ou le curateur peut en conséquence prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration, exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse, et vendre les biens meubles du failli. Il ne peut, toutefois, procéder à des ventes d'immeubles ou à des actes d'exécution forcée qu'autant que le jugement déclaratif de la faillite a été revêtu de l'exequatur, conformément aux règles édictées par le titre II.

3. L'autorité du jugement homologuant le concordat rendu dans l'un des deux Etats sera reconnu dans l'autre et y sera exécutoire d'après les dispositions du titre II.

TITEL III.

VAN HET FAILLISSEMENT.

Artikel 20.

1. Het gerecht van de woonplaats van een koopman is bij uitsluiting bevoegd om dezen koopman failliet te verklaren. Voor vennootschappen van koophandel, welke haren zetel hebben in een van beide landen, is de bevoegde rechter die van dien zetel.

2. Behoudens de uitzonderingen, voortvloeiend uit de internationale verdragen, kunnen kooplieden, wier woonplaats noch in België, noch in Nederland is gelegen, niettemin in een van beide landen failliet verklaard worden, indien zij aldaar een handelskantoor houden. In dit geval is het gerecht, binnen welks gebied het kantoor gevestigd is, bevoegd.

3. Wanneer de aanvraag tot faillietverklaring bij gerechten van beide verdragsluitende Staten wordt ingediend, wordt de zaak berecht door het gerecht, bij hetwelk zij het eerst is aangebracht, indien dit zich bevoegd verklaart.

Artikel 21.

1. De gevolgen van het faillissement, in een van beide landen uitgesproken door het gerecht, dat krachtens artikel 20 bevoegd is, strekken zich uit over het gebied van het andere land.

2. De Syndicus of curator kan bijgevolg alle conservatoire of administratieve maatregelen nemen, alle rechtsvorderingen instellen als vertegenwoordiger van den failliet of van den boedel, en de roerende goederen van den failliet verkoopen. Hij kan echter niet tot den verkoop van onroerende goederen of tot daden van gedwongen executie overgaan dan voor zoover het vonnis van faillietverklaring is voorzien van het exequatur overeenkomstig de regelen vastgesteld bij titel II.

3. Het gezag van de beslissing, in een van beide Staten gegeven, waarbij het akkoord wordt gehomologeerd, zal erkend worden in den anderen Staat en zal aldaar uitvoerbaar zijn volgens de bepalingen van titel II.

Article 22.

1. La publicité à donner à la faillite est réglée par la loi de l'Etat où elle est déclarée.

2. Si le failli a un établissement dans un des Etats contractants, les formalités de publicité prescrites en cet Etat y sont également observées.

Article 23.

1. Les privilèges sur les biens meubles du failli sont réglés par la loi de l'Etat où la faillite est déclarée.

2. Les immeubles du failli, qui dans l'un des pays contractants, ont été grevés d'un privilège ou d'une hypothèque restent, malgré la faillite, soumis à la loi du pays où ils se trouvent.

3. L'hypothèque maritime ou fluviale et les privilèges régulièrement établis sont réglés suivant la législation de celui des deux Etats auquel le navire est ressortissant.

Article 24.

Les effets du sursis ou concordats préventifs organisés par les tribunaux du domicile ou de l'établissement commercial du débiteur dans l'un des deux Etats s'étendent, dans la mesure et sous les conditions ci-dessus spécifiées, au territoire de l'autre Etat.

Article 25.

Chaque Etat a le pouvoir de régler spécialement la compétence à l'égard du commerçant qui n'a ni domicile ni établissement commercial dans aucun des deux Etats.

Dans ce cas, les articles 21 et suivants ne seront pas applicables.

Artikel 22.

1. De aan het faillissement te geven openbaarheid wordt geregeld door de wet van den Staat, waar het is uitgesproken.

2. Indien de failliet een kantoor heeft in een van de verdragsluitende Staten, moeten de formaliteiten nopens openbaarheid, in dezen Staat voorgeschreven, aldaar eveneens in acht genomen worden.

Artikel 23.

1. De voorrechten op de roerende goederen van den failliet worden geregeld door de wet van den Staat, waar het faillissement is uitgesproken.

2. De onroerende goederen van den failliet, die in een der verdragsluitende landen bezwaard zijn met een voorrecht of een hypotheek, blijven, ondanks het faillissement, onderworpen aan de wet van het land, waar zij zich bevinden.

3. De hypotheek op zee- en binnenschepen en de regelmatig gevestigde privileges worden geregeld naar de wetgeving van diengene der beide Staten, waartoe het schip behoort.

Artikel 24.

De gevolgen van surséance van betaling of van akkoorden ter voorkoming van faillissement, bewerkstelligd door de gerechten van de woonplaats of van het handelskantoor van den schuldenaar in een der beide Staten, strekken zich, in de mate en onder de voorwaarden hierboven aangeduid, uit tot het gebied van den anderen Staat.

Artikel 25.

Elke Staat is bevoegd, om afzonderlijk de bevoegdheid te regelen ten aanzien van den koopman, die noch eene woonplaats, noch een handelskantoor heeft in een der beide Staten. In dat geval zullen de artikelen 21 en volgende niet toepasselijk zijn.

TITRE IV

DISPOSITIONS FINALES.

Article 26.

Les deux Etats contractants se communiqueront immédiatement toutes les modifications apportées aux lois et règles sur la compétence territoriale.

Article 27.

1. La présente convention ne s'applique qu'au territoire européen de chacun des deux Etats et qu'aux décisions judiciaires rendues après son entrée en vigueur.

2. Le traité relatif à la procédure civile, conclu le 17 juillet 1905 à La Haye, reste également en vigueur pour les deux Etats.

Article 28.

1. La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur simultanément dans les deux Etats au jour fixé par les Etats contractants.

2. L'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à La Haye.

3. La Convention restera en vigueur pendant cinq ans, à partir du jour indiqué dans le premier alinéa.

4. Elle sera renouvelée tacitement de cinq en cinq ans, sauf dénonciation ; la dénonciation pourra avoir lieu à tout moment et produira son effet six mois après qu'elle aura été notifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en langues française et néerlandaise et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) GODDYN.
(L. S.) Paul LECLERCQ.
(L. S.) KINON.
(L. S.) Maurice COSTERMANS.

TITEL IV.

SLOTBEPALINGEN.

Artikel 26.

De beide verdragsluitende Staten zullen alle wijzigingen, welke in de wetten en de regels nopens de territoriale bevoegdheid zullen worden gebracht, onverwijld aan elkander mededeelen.

Artikel 27.

1. Dit verdrag is slechts toepasselijk op het Europeesche gebied van de beide Staten en op rechterlijke beslissingen, gewezen na zijne inwerkingtreding.

2. Het verdrag betreffende de burgerlijke rechtsvordering, gesloten te 's-Gravenhage op 17 Juli 1905, blijft eveneens tusschen de beide Staten van kracht.

Artikel 28.

1. Dit verdrag zal worden bekrachtigd en zal gelijktijdig in de beide Staten in werking treden op den dag, vastgesteld door de verdragsluitende Staten.

2. De uitwisseling der akten van bekrachtiging zal zoo spoedig mogelijk te 's-Gravenhage plaats hebben.

3. Het verdrag zal van kracht blijven gedurende vijf jaren vanaf den dag, aangegeven in de eerste alinea.

4. Het zal stilzwijgend telkens voor vijf jaren vernieuwd worden, behoudens opzegging ; de opzegging zal op elk oogenblik kunnen plaats hebben en zal in werking treden zes maanden, nadat zij zal zijn geschied.

Ter oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit verdrag in de Nederlandsche en Fransche talen hebben onderteekend en van hun zegel voorzien.

Gedaan in dubbel te Brussel, den achtentwintigsten Maart 1900 vijftientig.

(L. S.) LODER.
(L. S.) J. Ph. SUYLING.
(L. S.) J. KOSTERS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au cas où la Belgique institue la faillite du non-commerçant, le titre III du présent traité s'appliquera à la faillite des non-commerçants des deux pays.

Fait en double à Bruxelles, le vingt-huit mars mil neuf cent vingt-cinq.

GODDYN.
Paul LECLERCQ.
KINON.
Maurice COSTERMANS.

ADDITIONEEL PROTOCOL.

In geval België het faillissement van niet-kooplieden instelt, zal titel III van dit verdrag toepasselijk zijn op het faillissement van niet-kooplieden der beide landen.

Gedaan in dubbel te Brussel, den achtentwintigsten Maart 1900 vijftwintig.

LODER.
J. Ph. SUYLING.
J. KOSTERS.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2131. — CONVENTION BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS CONCERNING TERRITORIAL JURISDICTION, BANKRUPTCY, AND THE AUTHORITY AND EXECUTION OF JUDGMENTS, ARBITRAL AWARDS AND NOTARIAL ACTS. SIGNED AT BRUSSELS, MARCH 28, 1925.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, recognising the desirability of laying down by common agreement certain uniform rules concerning territorial jurisdiction, bankruptcy, and the recognition and enforcement of judgments, arbitral awards and public instruments, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. A. GODDYN, President of Chamber at the Court of Cassation ;
M. Paul LECLERCQ, Senior Solicitor-General at the Court of Cassation ;
M. V. KINON, Director-General at the Ministry of Justice and
M. M. COSTERMANS, Director-General at the Ministry of Foreign Affairs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

M. B. C. J. LODER, Judge at the Permanent Court of International Justice ;
M. J. Ph. SUYLING, Professor at the University of Utrecht, and
M. J. KOSTERS, Councillor at the High Court of Justice of the Netherlands ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

SECTION I.

TERRITORIAL JURISDICTION.

Article 1.

1. In civil and commercial matters, Belgian nationals in the Netherlands and Netherlands nationals in Belgium shall be subject to the same rules of jurisdiction as the respective nationals of those countries.

2. Article 127 of the Netherlands Civil Procedure Code shall not apply to Belgian defendants, and Article 53 of the Belgian Law of March 25, 1876, shall not apply to Netherlands defendants.

Article 2.

Subject to the right of each State to decide on the question of capacity to appear before its Courts, juristic persons constituted in accordance with the laws of one of the two States, and having their seat therein, as well as corporations, associations or communities which, under the laws of one of the two States, may appear before the Courts, shall, for the purpose of the application of the rules of territorial jurisdiction, be held to be nationals of the said State and to be domiciled therein.

Article 3.

1. Subject to the exceptions and modifications which are or may hereafter be prescribed by the legislation of either State or by international conventions, a defendant shall be summoned before the court of his place of domicile in the Netherlands or Belgium or, in the absence of such domicile, before the court of his place of residence in the Netherlands or Belgium.

2. In the Netherlands, the defendant may be summoned before the plaintiff's court if no other court is competent under the laws of the two countries, under the present Convention or under any international agreement entered into by the Netherlands. In Belgium the defendant may be summoned before the plaintiff's court if no other court is competent under the laws of the two countries, under the present Convention or under any international agreement entered into by Belgium.

Article 4.

Actions in regard to movable property (personal), whether civil or commercial, may be brought by a plaintiff in the court of the place where the liability was incurred, or has been or is to be enforced.

Article 5.

1. When a domicile conferring jurisdiction has been elected in either country for the enforcement of an instrument, the courts of the place of domicile elected shall alone take cognisance of the

disputes relating to the instrument, subject always to the exceptions and modifications which are or may hereafter be prescribed by the laws of either of the two countries or by international conventions.

2. When domicile is elected only on behalf of one of the contracting parties, that party shall have the right to bring the matter before any other competent court.

3. Any manufacturer or merchant and any civil or commercial company of either country that establishes in the other a branch, agency or similar establishment shall be considered as having elected domicile for the purpose of the legal settlement of all disputes relating to the branch, agency or establishment, at the place where the branch, agency or establishment has its seat.

Article 6.

1. Actions brought in the courts of one of the Contracting States which are already pending in the courts of the other States or are connected with actions which have been brought in these courts, shall, on the request of one of the parties, be referred to the latter courts. Only those cases shall be considered as connected which have the same origin or bear on the same matter.

2. The court before which the original suit is pending shall take cognisance of applications for the summoning of guarantors, claims to intervene, incidental claims and counter-claims, unless it is without jurisdiction by reason of the subject of the dispute.

Article 7.

Where a person against whom an attachment order has been issued has neither domicile nor residence in either country, the court of the place of attachment shall take cognisance of the existence of the claim, unless such court is without jurisdiction by reason of the subject and unless the matter is pending before another court. It shall also have jurisdiction in applications as to the validity of attachment orders or for their withdrawal.

Article 8.

The temporary or precautionary measures provided for under Netherlands or Belgian law may, in urgent cases, be required of the authorities of the country concerned, whatever court may have jurisdiction on the subject of the case.

Article 9.

1. Articles 1 to 8 shall apply in all cases where a national of one of the Contracting States acts in or is summoned before a Court of the other State, subject always, if the defendant is not a Belgian or Netherlands national, to any exceptions resulting from international agreements.

2. These Articles shall apply where there are several plaintiffs or defendants, even if one only of the plaintiffs or defendants is a national of the other State.

3. Claims to intervene or incidental claims shall not, as regards jurisdiction, exercise any influence on the decision of the main claim.

Article 10.

In all cases in which the foregoing Articles do not lay down rules of joint jurisdiction or allow of a departure from the national law, questions of jurisdiction shall be governed in each State by the laws of that State.

SECTION II.

AUTHORITY AND ENFORCEMENT
OF JUDGMENTS, ARBITRAL AWARDS AND PUBLIC INSTRUMENTS.*Article 11.*

1. The authority of the judgments given in civil and commercial matters in either State shall be recognised in the other at the request of any interested party, provided the following conditions are fulfilled :

(1) That the judgment contains nothing contrary to the public policy or to the principles of the public law of the country in which it is sought to be relied upon ;

(2) That it can be executed in the country in which it was given even though it may still be open to appeal therein ;

(3) That the copy of the judgment which is produced fulfils the conditions required for its authenticity under the laws of the country in which the judgment was given ;

(4) That the parties were legally represented or a declaration was made that they did not appear after having been legally summoned ;

(5) That the rules as to territorial jurisdiction laid down in this Convention have not been disregarded.

2. The rules concerning jurisdiction, evidence and procedure do not relate to public policy or the principles of public law referred to in No. 1 of the preceding paragraph.

3. The court shall of its own proper motion consider whether the judgment fulfils in regard to all the parties, after they have been legally summoned, the conditions laid down in the first paragraph, and mention the fact in its decision. The latter shall have effect in this respect as regards all parties and throughout the country.

Article 12.

1. Judgments given in either State may be executed in the other as regards both movable and immovable property after being declared executory therein.

2. The order for the execution of a foreign judgment is granted by the civil court of the district (*arrondissement*) in which it is to be enforced. The order has legal force in regard to all parties and throughout the country.

3. The enquiries of the Court shall only extend to the points enumerated in Article 11 and shall conform to paragraph 3 thereof.

Article 13.

In granting the order for execution the court shall, if necessary, prescribe the steps to be taken with a view to the judgment of the foreign court receiving the same publicity as it would have received had it been given in the area in which it is rendered executory.

Article 14.

1. Any interested party may apply for an order for the execution of a foreign judgment.

2. The procedure regarding applications for such orders shall be governed by the law of the country in which execution is desired.

3. The decision of the court on an application for an order cannot be opposed. It may always be appealed against within fourteen days after pronouncement if it was given after the parties had been heard, or within fourteen days after the date of legal notification if it was given by default.

4. The court may require a translation of the judgment in the language of the place where the court sits ; in that case, the translation must be certified correct by a sworn translator of the country in which the court is situated.

5. A duly legalised authentic copy must in all cases be produced.

6. The court may decree that the order for the execution of a foreign judgment should have full effect, notwithstanding appeal, with or without surety.

Article 15.

1. Arbitral awards given in either State shall be recognised in the other and may be made executory therein if they satisfy the conditions laid down in Nos. (1), (2), (3) and (4) of Article 11.

2. The order for the execution of a foreign arbitral award shall be granted by the President of the civil court of the district (*arrondissement*) in which execution is required.

Article 16.

1. Public instruments which are executory in one of the two countries may be declared to be executory in the other by the President of the civil court of the district (*arrondissement*) in which execution is applied for.

2. This official shall satisfy himself that the instrument fulfils the conditions necessary for its authenticity in the country in which it has been received and that the provisions of which the execution is desired contain nothing contrary to the public policy or the principles of the public law of the country in which the order for execution is desired.

Article 17.

1. Land mortgage agreements concluded in one country shall not be registered nor shall they be effective in the other unless the instruments which contain the particulars thereof have been made executory by the President of the civil court of the district in which the property is situated.

2. This official must satisfy himself that the instruments and the powers of attorney appertaining thereto satisfy all the conditions necessary for their authenticity in the country in which they have been received.

3. The foregoing provisions are also applicable to instruments of cancellation or reduction by consent drawn up in one of the two countries.

Article 18.

1. The decision of the President in the cases covered by Articles 15, 16 and 17 shall have effect throughout the whole country.

2. The decision cannot be opposed. It may be appealed against within fourteen days after pronouncement if it was given after the parties were heard, or within fourteen days after the date of legal notification if given by default.

3. The forms of petition and procedure of appeal shall be regulated by the laws of the State in which execution is required.

Article 19.

The provisions of the present Section shall apply to persons of any nationality except in so far as international conventions provide otherwise.

SECTION III.

BANKRUPTCY.

Article 20.

1. The court of a trader's place of domicile shall alone be competent to adjudge him a bankrupt. Trading companies with their registered office in one of the two countries shall be subject to the jurisdiction of the court of the place where such registered office is situated.

2. Subject to exceptions arising out of international agreements, traders without domicile in Belgium or the Netherlands may nevertheless be adjudged bankrupts in one of the two countries if they possess a business establishment therein. In this case the court of the place where the establishment is situated shall have jurisdiction.

3. When proceedings in bankruptcy are brought in the courts of both Contracting States, the court in which the action is first brought shall, if it declares itself competent, hear the case.

Article 21.

1. The effects of an adjudication order in either country by a Court competent under Article 20 shall extend to the other country.

2. The assignee or trustee may accordingly take all precautionary or administrative measures, carry out all legal proceedings as representative of the bankrupt or of the estate, and sell the bankrupt's movable property. He may not, however, proceed to the sale of immovable property or to measures of compulsory execution unless the judgment pronouncing bankruptcy has been made executory in accordance with the rules laid down in Section II.

3. An order of Court confirming composition given in one of the two States shall be recognised in the other and shall be executory therein in accordance with the provisions of Section II.

Article 22.

1. Publication of bankruptcy shall be governed by the laws of the State in which the bankruptcy order has been given.

2. If the bankrupt has an establishment in one of the Contracting States, the formalities relating to publication prescribed in that State also must be observed therein.

Article 23.

1. Preferential rights over the movable property of a bankrupt shall be governed by the laws of the State in which he has been adjudged a bankrupt.

2. Immovable property of a bankrupt which in one of the contracting countries is encumbered with a preferential claim or mortgage shall remain, in spite of the bankruptcy, subject to the laws of the country in which it is situated.

3. Mortgages on ocean-going vessels or vessels employed in inland navigation and preferential rights regularly established shall be governed by the laws of the Contracting State to which the vessel belongs.

Article 24.

The effects of orders for postponement of settlement or composition to prevent bankruptcy issued by the courts of the debtor's place of domicile or of his business establishment in one of the two States shall, to the extent and under the conditions specified above, hold good in the territory of the other State.

Article 25.

Each State shall have the power to issue special regulations as to jurisdiction in regard to traders who have neither a domicile nor a business establishment in either State. In such cases Article 21 *et seq.* shall not apply.

SECTION IV.

FINAL PROVISIONS.

Article 26.

The Contracting States agree to communicate to one another immediately any modifications that may be made in the laws and rules regarding territorial jurisdiction.

Article 27.

1. The present Convention shall apply only to the European territories of the two States and to judgments given after its coming into force.

2. Both States shall continue to be bound by the Treaty relating to Civil Procedure concluded on July 17, 1905, at The Hague.

Article 28.

1. The present Convention shall be ratified and shall enter into force at the same time in both countries on the date fixed by the Contracting States.

2. The exchange of ratifications shall take place as soon as possible at The Hague.

3. The Convention shall remain in force for five years as from the date indicated in paragraph 1.

4. It shall be renewed by tacit agreement for periods of five years unless it is denounced. It may be denounced at any time and denunciation shall take effect on the expiry of a period of six months from the date of notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention in the French and Dutch languages and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels on March the twenty-eighth, one thousand nine hundred and twenty-five.

GODDYN.
Paul LECLERCQ.
KINON.
Maurice COSTERMANS.

LODER.
SUYLING.
KOSTERS.

ADDITIONAL PROTOCOL.

In the event of Belgium introducing bankruptcy for persons who are not traders, Section III of the present Treaty shall apply to the bankruptcy of such persons in both countries.

Done in duplicate at Brussels on March the twenty-eighth, one thousand nine hundred and twenty-five.

GODDYN.

Paul LECLERCQ.

KINON.

Maurice COSTERMANS.

LODER.

SUYLING.

KOSTERS.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME XCIV

1929

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 2132. — Egypte et Palestine :	
Convention concernant l'exécution réciproque des jugements. Signée au Caire, le 12 janvier 1929	9
N° 2133. — Etats-Unis d'Amérique et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord concernant l'échange des colis-postaux entre les Etats-Unis d'Amérique et la colonie de la Côte de l'or. Signé à Accra, le 6 mars, et à Washington, le 2 avril 1929 ...	17
N° 2134. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Inde, et Grèce :	
Echange de notes concernant le visa consulaire des certificats d'origine. Londres, le 21 juin 1929	33
N° 2135. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Turquie :	
Echange de notes relatif à l'établissement d'un <i>modus vivendi</i> commercial, Angora, le 2 juillet 1929, et échange de notes relatif à l'adhésion de l'Inde, Angora, les 1 ^{er} et 10 août 1929, et de Ceylan, Constantinople, le 30 août, et Angora, les 1 ^{er} et 25 septembre 1929	41
N° 2136. — Royaume des Serbes, Croates et Slovenes et Tchécoslovaquie :	
Protocole concernant la prolongation du Traité d'alliance conclu le 31 août 1922. Signé à Belgrade, le 21 mai 1929... ..	53
N° 2137. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Belgique, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, etc. :	
Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale. Signé à Paris, le 27 août 1928	57
N° 2138. — Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, Brésil, etc. :	
Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925 ...	65

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XCIV

1929

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2132. — Egypt and Palestine :	
Convention concerning the reciprocal Enforcement of Judgments. Signed at Cairo, January 12, 1929	9
No. 2133. — United States of America and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement regarding the Exchange of Parcel Post Packages between the United States of America and the Gold Coast Colony. Signed at Accra, March 6, and at Washington, April 2, 1929	17
No. 2134. — Great Britain and Northern Ireland and India, and Greece :	
Exchange of Notes respecting Consular Fees on Certificates of Origin. London, June 21, 1929	33
No. 2135. — Great Britain and Northern Ireland and Turkey :	
Exchange of Notes for the Establishment of a Commercial <i>modus vivendi</i> , Angora, July 2, 1929, and Exchange of Notes concerning the Accession of India, Angora, August 1st and 10, 1929, and of Ceylon, Constantinople, August 30, and Angora, September 1st and 25, 1929	41
No. 2136. — Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and Czechoslovakia :	
Protocol concerning the Prolongation of the Treaty of Alliance concluded August 31, 1922. Signed at Belgrade, May 21, 1929... ..	53
No. 2137. — Germany, United States of America, Belgium, France, Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
General Treaty for Renunciation of War as an Instrument of National Policy. Signed at Paris, August 27, 1928	57
No. 2138. — Germany, United States of America, Austria, Belgium, Brazil, etc.	
Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17, 1925	65

	Pages
N° 2139. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'établissement général d'assurances des pensions d'employés, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 29 mars 1924	75
N° 2140. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, avec protocole additionnel. Signés à Vienne, le 29 mars 1924... ..	103
N° 2141. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à l'établissement d'assurances sur les pensions de la Société des chemins de fer locaux et à voie étroite. Signée à Vienne, le 15 juin 1924	131
N° 2142. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention relative à la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et à ses fonds séparés. Signée à Vienne, le 15 juin 1924... ..	149
N° 2143. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs. Signée à Vienne, le 15 juin 1924	165
N° 2144. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention suivant l'article 275 du Traité de Saint-Germain, concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et pour le Burgenland. Signée à Vienne, le 22 décembre 1924	179
N° 2145. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant les établissements suppléants d'assurances sur les pensions d'employés, avec protocole additionnel, signée à Vienne, le 17 janvier 1925 et un second protocole additionnel du 2 février 1928	185
N° 2146. — Autriche et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant la commune de Vienne, établissement communal d'assurance et la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925	245
N° 2147. — Danemark et Grèce :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signée à Berlin, le 22 août 1928	263
N° 2148. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Ville libre de Dantzig, Finlande, France, etc.	
Arrangement relatif à l'établissement d'une carte de transit pour émigrants. Signé à Genève, le 14 juin 1929	277
N° 2149. — Norvège et Suède :	
Echange de notes relatif à la simplification du cérémonial d'usage en cas de visites de vaisseaux de guerre. Oslo, les 25 et 26 juillet 1929	287

	Page
No. 2139. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding the General Insurance Organisation for Employees' Pensions, with Additional Protocol. Signed at Vienna, March 29, 1924	75
No. 2140. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, with Additional Protocol. Signed at Vienna, March 29, 1924	103
No. 2141. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company. Signed at Vienna, June 15, 1924	131
No. 2142. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the Former Imperial and Royal Austrian State Railways, and regarding the separate Sections of that Fund. Signed at Vienna, June 15, 1924... ..	149
No. 2143. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation. Signed at Vienna, June 15, 1924	165
No. 2144. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention concluded in Execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation for Vienna, Lower Austria and the Burgenland. Signed at Vienna, December 22, 1924	179
No. 2145. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, with Additional Protocol, signed at Vienna, January 17, 1925 and, a second Additional Protocol of February 2, 1928	185
No. 2146. — Austria and Czechoslovakia:	
Convention regarding the Commune of Vienna, the Communal Insurance Organisation and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna. Signed at Vienna, January 17, 1925	245
No. 2147. — Denmark and Greece:	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Berlin, August 22, 1928	263
No. 2148. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Free City of Danzig, Finland, France, etc.	
Agreement concerning the Preparation of a Transit Card for Emigrants. Signed at Geneva, June 14, 1929	277
No. 2149. — Norway and Sweden:	
Exchange of Notes regarding the Simplification of the Ceremonial customary in case of Visits of Ships of War. Oslo, July 25 and 26, 1929	287

	Pages
N° 2150. — Lettonie et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 28 mai 1928	295
N° 2151. — Espagne et Hongrie :	
Avenant à la Convention commerciale du 17 juin 1925, signé à Budapest, le 28 février 1929, et protocole final de la même date... ..	313
N° 2152. — Estonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Traité de commerce avec protocole final, signé à Tallinn, le 17 mai 1929, et échange de notes y relatif de la même date	323
N° 2153. — Belgique et France :	
Déclaration modifiant l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 août 1874. Signée à Bruxelles, le 24 juin 1926... ..	349
N° 2154. — Espagne et Suède :	
Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Madrid, les 22 juin, 22 septembre et 3 novembre 1928, et 2 janvier 1929	353
N° 2155. — Espagne et Italie :	
Convention générale concernant la navigation aérienne, signée à Santander, le 15 août 1927, avec protocole additionnel, signé à Madrid, le 3 octobre 1928... ..	361
N° 2156. — Espagne et Italie :	
Convention relative à l'établissement d'une ligne aérienne régulière entre les deux nations. Signée à Madrid, le 3 octobre 1928.	387
N° 2157. — Chili et Pérou :	
Traité réglant le différend relatif à Tacna et Arica, avec protocole complémentaire. Signés à Lima, le 3 juin 1929	401
N° 2158. — Ethiopie et Italie :	
Traité d'amitié de conciliation et d'arbitrage. Signé à Addis Abeba, le 2 août 1928	413
N° 2159. — Ethiopie et Italie :	
Convention routière. Signée à Addis Abeba, le 2 août 1928	423
N° 2160. — Belgique et Perse :	
Accord provisoire concernant les relations entre les deux pays. Signé à Téhéran, le 15 mai 1928	447

	Page
No. 2150. — Latvia and Turkey:	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 28, 1928	295
No. 2151. — Spain and Hungary:	
Supplementary Agreement to the Commercial Convention of June 17, 1925, signed at Budapest, February 28, 1929, and Final Protocol of the same date... ..	313
Nº 2152. — Estonia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Commerce, with Final Protocol, signed at Tallinn, May 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.	323
No. 2153. — Belgium and France:	
Declaration modifying Article 2 of the Extradition Convention of August 15, 1874. Signed at Brussels, June 24, 1926	349
No. 2154. — Spain and Sweden:	
Exchange of Notes regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Madrid, June 22, September 22, and November 3, 1928, and January 2, 1929.	353
No. 2155. — Spain and Italy:	
General Convention regarding Aerial Navigation, signed at Santander, August 15, 1927, with Additional Protocol, signed at Madrid, October 3, 1928	361
No. 2156. — Spain and Italy:	
Convention regarding the Establishment of a Regular Line of Aerial Navigation between the two Nations. Signed at Madrid, October 3, 1928	387
No. 2157. — Chile and Peru:	
Treaty for the Settlement of the Dispute regarding Tacna and Arica, with Additional Protocol. Signed at Lima, June 3, 1929... ..	401
No. 2158. — Abyssinia and Italy:	
Treaty of Amity, Conciliation and Arbitration. Signed at Addis Abeba, August 2, 1928	413
No. 2159. — Abyssinia and Italy:	
Road Convention. Signed at Addis Abeba, August 2, 1928	423
No. 2160. — Belgium and Persia:	
Provisional Agreement relating to the Relations between both Countries. Signed at Teheran, May 15, 1928	447

N° 2132.

EGYPTE ET PALESTINE

**Convention concernant l'exécution
réciproque des jugements. Signée
au Caire, le 12 janvier 1929.**

EGYPT AND PALESTINE

**Convention concerning the recip-
cal Enforcement of Judgments.
Signed at Cairo, January 12, 1929.**

No. 2132. — CONVENTION BETWEEN EGYPT AND PALESTINE
CONCERNING THE RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDG-
MENTS. SIGNED AT CAIRO, JANUARY 12, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 septembre 1929.

The Undersigned :

Norman DE MATTOS BENTWICH Esquire, Officer of the British Empire, Military Cross, Attorney-General to the Government of Palestine, acting on behalf of the Government of Palestine, and

His Excellency Hafez AFIFI Bey, Minister for Foreign Affairs of Egypt, acting on behalf of the Government of Egypt,

Duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following articles :

Article 1.

In this Convention, unless the context otherwise requires, "judgment" means any judgment or order given or made by a Court in any civil or commercial proceedings, or by any religious Court established by law, whether before or after the passing of this convention, whereby any sum of money is made payable, and includes an award in proceedings on an arbitration if the award has, in pursuance of the law in force in the place where it was made, become enforceable in the same manner as a judgment given by a Court in that place.

"Original Court" in relation to any judgment means the Court by which the judgment was given.

"Registering Court" in relation to any judgment means the Court by which the judgment was registered.

"Judgment creditor" means the person by whom the judgment was obtained, and includes the successors and assigns of that person.

"Judgment debtor" means the person against whom the judgment was given, and includes any person against whom the judgment is enforceable in the place where it was given.

Article 2.

The judgment given by any civil or commercial court or religious court established by law in Palestine and Egypt shall be enforceable in the territories of each of the two countries in accordance with the procedure, and subject to the conditions, hereinafter provided :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 2132. — CONVENTION ENTRE L'EGYPTE ET LA PALESTINE
CONCERNANT L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES JUGEMENTS.
SIGNÉE AU CAIRE, LE 12 JANVIER 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Convention took place September 2, 1929.

Les soussignés,

Norman DE MATTOS BENTWICH, Esquire, officier de l'Ordre de l'Empire britannique, Croix militaire, "Attorney General" auprès du Gouvernement de Palestine, agissant au nom du Gouvernement de Palestine; et

Son Excellence Hafez AFIFI bey, ministre des Affaires étrangères d'Egypte, agissant au nom du Gouvernement égyptien,

Dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus des articles suivants:

Article premier.

Au sens de la présente convention, à moins que le contexte ne s'y oppose, on entend par « jugement » tout jugement prononcé ou toute ordonnance rendue soit par un Tribunal au cours d'une action civile ou commerciale quelconque, soit par un Tribunal religieux quelconque, établi conformément à la loi, tant avant qu'après l'adoption de la présente convention, et aux termes desquels le paiement d'une somme devient exigible, y compris toute sentence prononcée au cours d'une procédure résultat d'un arbitrage, si cette sentence, conformément à la loi en vigueur dans le lieu où elle a été prononcée, devient exécutoire au même titre qu'un jugement prononcé par un tribunal dans ledit lieu.

On entend par « Tribunal d'origine », en tant que cette expression s'applique à un jugement, le tribunal qui a prononcé le jugement.

On entend par « Tribunal d'enregistrement », en tant que cette expression s'applique à un jugement, le tribunal qui a enregistré le jugement.

On entend par « Créancier judiciaire », la personne en faveur de laquelle le jugement a été prononcé, ainsi que ses héritiers et ses ayants-droit.

On entend par « Débiteur judiciaire », la personne contre laquelle le jugement a été prononcé y compris toute personne à l'égard de laquelle le jugement est exécutoire dans le lieu où il a été prononcé.

Article 2.

Je jugement prononcé par un tribunal civil ou de commerce, ou par un tribunal religieux établi conformément à la loi en Palestine et en Egypte, sera exécutoire sur les territoires de chacun des deux pays, conformément à la procédure, et sous réserve des conditions stipulées ci-après :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

1. The party seeking to enforce in Egypt a judgment of a Palestinian Court shall apply within one year of the date of the judgment for an order of exequatur. Such order shall be granted in the form of an "ordonnance sur requête" by the President of the Court of First Instance of the Mixed or Native Court (as the case may be) of the place or one of the places in which execution is to be effected.

2. The rules as to application to set aside such an order, the periods of limitation, and in general all the rules of procedure applicable under the relevant law in Egypt to an "ordonnance sur requête" shall apply to an order of exequatur issued in Egypt in pursuance of this convention.

3. The party seeking to enforce in Palestine a judgment of an Egyptian Court may apply, within one year of the date of the judgment, to the President of the District Court of the District within which the judgment is to be enforced for the registration of the judgment in the Court.

4. An order for registration in Palestine shall be liable to be set aside upon application by the judgment debtor in accordance with the procedure from time to time prescribed for setting aside the registration of a judgment under the Reciprocal Enforcement of Judgments Ordinance 1922, or any other Ordinance substituted therefor.

Article 4.

1. The judgment creditor shall, in support of his application, produce a certified copy of the judgment of which he seeks execution, in the form prescribed by the law of the country from which the judgment emanates and being enforceable therein. The seal and signature of the authority granting the certified copy shall be legalised in the case of an Egyptian judgment by the Minister of Justice or his representative and in the case of a Palestinian judgment by the Chief Secretary of the Government of Palestine or his representative.

2. Unless a judgment which it is sought to enforce under this convention is one which under the law of the country in which it was obtained was capable of being enforced, notwithstanding any appeal or opposition, the judgment creditor shall satisfy the President of the Court to which the application is made that no appeal or opposition is pending.

Article 5.

The President of the Court to which an application for the enforcement of a judgment is made shall not examine the merits of the case. He shall not refuse an order of exequatur or of registration (as the case may be), except in the following cases :

(a) If the Original Court acted without jurisdiction ;

or (b) If the judgment debtor, being a person who was neither ordinarily resident, nor possessing a commercial establishment, nor at the date of the entry of the action carrying on business within the jurisdiction of the Original Court, nor a party to a commercial contract, the subject matter of the action, which was intended to be executed, wholly or in part, within the jurisdiction of that Court, did not voluntarily appear or otherwise submit or agree to submit to the jurisdiction of that Court, particularly by choosing a place of service within that jurisdiction ;

or (c) If the judgment debtor, being a defendant in the proceedings, was not duly served with the process of the Original Court and did not appear, notwithstanding that he was ordinarily resident or was carrying on business within the jurisdiction of that Court or agreed to submit to the jurisdiction of that Court ;

Article 3.

1. La partie qui sollicite l'exécution en Egypte du jugement d'un tribunal palestinien présentera, dans un délai d'un an, à compter de la date du jugement, une requête d'ordonnance d'exequatur. Cette ordonnance sera rendue sous la forme d'une « ordonnance sur requête » par le Président de la Chambre de première instance du tribunal mixte ou indigène (selon le cas) du lieu, ou de l'un des lieux où le jugement doit être exécuté.

2. Les règles relatives à la requête en cassation d'une ordonnance de ce genre, aux délais et en général, à toutes les règles de procédure applicables, en vertu de la loi qui régit en Egypte, les ordonnances sur requête, s'appliqueront également à une ordonnance d'exequatur rendue en Egypte en vertu de la présente convention.

3. La partie qui sollicite l'exécution en Palestine du jugement d'un tribunal égyptien pourra adresser, dans un délai d'un an, à compter de la date du jugement, au Président du Tribunal de District dans le ressort duquel le jugement doit être exécuté, une requête aux fins d'enregistrement du jugement auprès de ce tribunal.

4. Une ordonnance d'enregistrement en Palestine pourra être annulée, sur requête présentée par le débiteur judiciaire, selon les formes de procédure en vigueur au moment en matière d'annulation de l'enregistrement d'un jugement conformément aux termes de l'Ordonnance de 1922, intitulée *Reciprocal Enforcement of Judgments Ordinance*, ou de toute autre Ordonnance qui remplacerait celle-ci.

Article 4.

1. Le créancier judiciaire devra, à l'appui de sa requête, présenter une copie certifiée du jugement dont il sollicite l'exécution, dans la forme prescrite par la loi du pays où a été prononcé le jugement, ce dernier étant exécutoire dans ce pays. Le sceau et la signature de l'Autorité qui délivre la copie certifiée seront légalisés, s'il s'agit d'un jugement égyptien, par le ministre de la Justice ou son représentant, et, s'il s'agit d'un jugement palestinien, par le Secrétaire en chef du gouvernement de la Palestine ou son représentant.

2. A moins qu'un jugement dont on sollicite l'exécution, en vertu de la présente convention, ne soit exécutoire, nonobstant tout appel ou opposition, en vertu de la loi du pays dans lequel il a été prononcé, le créancier judiciaire fournira au Président du tribunal auquel est adressée la requête, la preuve qu'aucun appel n'a été interjeté et qu'il n'a pas été fait opposition.

Article 5.

Le Président du tribunal auquel a été adressée une requête aux fins d'exécution d'un jugement, n'aura pas à étudier le fond de l'affaire. Il ne pourra refuser l'Ordonnance d'exequatur ou d'enregistrement (selon le cas), sauf :

a) Si le Tribunal d'origine a agi hors de sa compétence ;

ou b) Si le débiteur judiciaire — n'étant ni résident habituel, ni propriétaire d'un établissement de commerce, ni commerçant lui-même, à la date de l'introduction de l'instance, dans le ressort du Tribunal, ni partie à un contrat commercial faisant l'objet de l'instance, dont on sollicite l'exécution totale ou partielle dans le ressort du Tribunal — ne s'est pas présenté volontairement ou n'a pas autrement reconnu ou accepté de reconnaître la juridiction de ce tribunal, notamment en faisant élection d'un domicile dans ce ressort ;

ou c) Si le débiteur judiciaire défendeur de la cause n'a pas été assigné, dans les formes par le tribunal d'origine et ne s'est pas présenté, bien qu'il fût résident habituel ; ou qu'il fût commerçant dans le ressort de ce tribunal, ou qu'il ait accepté de reconnaître la juridiction dudit tribunal ;

or (d) If the judgment has given effect to a cause of action which for reasons of public policy could not have been entertained by the Court of the country in which execution is demanded ;

or (e) If execution of the judgment is incompatible with the international Treaties and Agreements in force within the country in which execution is demanded ;

or (f) If a contradictory judgment between the same parties and upon the same facts has been given by the Courts of the country in which execution is demanded ;

or (g) if there has been fraud by the other party to the action calculated to influence the decision of the judges or if the documents on which the decision is based have since been recognised or declared judicially to be false.

Article 6.

The order of exequatur or of registration shall invest the foreign judgment with the same force and effect, and proceedings may be taken thereon, as if it had been a judgment originally obtained by the Court of the country in which execution is sought. The Court of which the President has granted the order of exequatur or of registration shall have the same control and jurisdiction over the judgment as it has over similar judgments given by itself so far as relates to execution.

Article 7.

Nothing contained in this convention shall apply to any judgment of a Court in Egypt or Palestine being :

(a) A judgment purporting to adjudicate on the title to or the right to possession of immovable property elsewhere than in Egypt or in Palestine (as the case may be), or to adjudicate as to any mortgage or charge or easement on such property ;

(b) A judgment against the Government of Palestine or the Government of Egypt or any Officer thereof in respect of any act done by such Officer in the course of his duty ;

(c) A judgment given by a Consular Court or other Foreign Court in Egypt established in virtue of the Capitulations or other international conventions.

Article 8.

(1) The present convention is made for a period of five years and shall come into force fifteen days after the date of signature.

(2) If neither of the contracting parties shall have notified to the other one year before the expiration of the said term of five years its intention to discontinue the present convention, the convention shall continue in force for a further period of one year, and so on from year to year until the expiration of one year from the date on which notification of the intention to denounce it was given.

Done in duplicate, in English and Arabic, both texts being authentic.

CAIRO, the 12th day of January, 1929.

Norman BENTWICH.
Hafez AFIFI.

ou *d*) Si le jugement a donné lieu à une cause d'action qui, pour des motifs de politique publique, n'aurait pas pu être prise en considération par le Tribunal du pays dans lequel l'exécution est sollicitée ;

ou *e*) Si l'exécution du jugement est incompatible avec les dispositions des traités internationaux et des accords en vigueur dans le pays dans lequel l'exécution est sollicitée ;

ou *f*) Si un jugement contradictoire entre les mêmes parties et portant sur les mêmes faits, a été prononcé par les tribunaux du pays dans lequel l'exécution est sollicitée ;

ou *g*) Si l'autre partie à l'affaire s'est rendue coupable d'une action frauduleuse de nature à influencer sur la décision des juges, ou si les documents sur lesquels est fondée cette décision ont été, depuis lors, reconnus ou déclarés en justice comme étant faux.

Article 6.

L'ordonnance d'exequatur ou d'enregistrement revêtira le jugement étranger de la même force et du même effet et des mêmes possibilités d'introduire une instance que si ce jugement avait été primitivement prononcé par le tribunal du pays dans lequel on en sollicite l'exécution. Le tribunal dont le président a rendu l'ordonnance d'exequatur ou d'enregistrement, aura, à l'égard du jugement, les mêmes droits de contrôle et de juridiction que ceux qu'il possède à l'égard de jugements analogues prononcés par lui, en tant qu'il s'agit de leur exécution.

Article 7.

Aucune disposition de la présente convention ne pourra s'appliquer à un jugement des tribunaux égyptiens ou palestiniens rentrant dans les catégories suivantes :

a) Jugements aux fins de statuer sur un titre ou droit de possession de biens immeubles sis ailleurs qu'en Egypte ou en Palestine selon le cas, ou de statuer sur une hypothèque, charge ou servitude grevant lesdits biens.

b) Jugements prononcés contre le Gouvernement de Palestine ou le Gouvernement égyptien ou contre un fonctionnaire de ces gouvernements à l'occasion d'un acte accompli par ce fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ;

c) Jugements prononcés par un Tribunal consulaire ou autre tribunal étranger en Egypte, établi en vertu des Capitulations ou d'autres conventions internationales.

Article 8.

1. La présente convention est conclue pour une période de cinq années et entrera en vigueur quinze jours après la date de sa signature ;

2. Si aucune des Parties contractantes n'a signifié à l'autre partie, un avant avant l'expiration de ce délai de cinq années, son intention de mettre fin à la présente convention, cette convention restera encore en vigueur pendant une autre période d'une année, et ainsi d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir de la date à laquelle l'une des parties aura notifié à l'autre son intention de la dénoncer.

Fait en double expédition en langue anglaise et en langue arabe, les deux textes faisant foi.

LE CAIRE, le 12 janvier 1929.

Norman BENTWICH.
Hafez AFIFI.

N° 2133.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

**Accord concernant l'échange des
colis postaux entre les États-Unis
d'Amérique et la Colonie de la
Côte de l'Or. Signé à Accra, le
6 mars, et à Washington, le 2
avril 1929.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

**Agreement regarding the Exchange
of Parcel Post Packages between
the United States of America and
the Gold Coast Colony. Signed
at Accra, March 6, and at Wash-
ington, April 2, 1929.**

No. 2133. — AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF PARCEL POST PACKAGES BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE GOLD COAST COLONY. SIGNED AT ACCRA, MARCH 6, AND AT WASHINGTON, APRIL 2, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 septembre 1929.

For the purpose of concluding arrangements for the exchange of parcel post packages between the United States of America (including Alaska, Hawaii, Porto Rico, Guam, Samoa, and the Virgin Islands for the United States) and the Gold Coast Colony, the undersigned

Walter F. BROWN, Postmaster General of the United States of America ; and
Samuel Bucknell GOSLING, Postmaster General of the Gold Coast Colony,

by virtue of authority vested in them, have agreed upon the following articles :

I. LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. No parcel shall exceed twenty-two pounds (ten kilograms) in weight, three feet six inches (one hundred and five centimeters) in length, or six feet (one hundred and eighty centimeters) in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of parcels, the view of the dispatching office shall be accepted, save in cases of obvious error.

II. POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel such postage and fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, as may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable, must be prepaid.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2133. — ACCORD CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA COLONIE DE LA CÔTE DE L'OR. SIGNÉ A ACCRA, LE 6 MARS, ET A WASHINGTON, LE 2 AVRIL 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place September 2, 1929.

En vue de la conclusion d'arrangements concernant l'échange des colis postaux entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, les Iles Hawai, Porto-Rico, Guam, Samoa ainsi que les Iles Vierges appartenant aux Etats-Unis), d'une part, et la Colonie de la Côte de l'Or, d'autre part, les soussignés :

Walter F. BROWN, « Postmaster General » des Etats-Unis d'Amérique ; et
Samuel Bucknell GOSLING, « Postmaster General » de la Colonie de la Côte de l'Or,

En vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, sont convenus des dispositions suivantes :

I. LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis ne devra peser plus de vingt-deux livres anglaises (dix kgs.), ni mesurer plus de trois pieds six pouces (cent cinq cms.) en longueur, ou plus de six pieds (cent quatre-vingts cms.) en longueur et pourtour réunis.

2. Pour le calcul exact du poids et des dimensions des colis, l'opinion du bureau expéditeur sera acceptée, sauf dans les cas d'erreur évidente.

II. TAXES DE PORT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine aura le droit de percevoir de l'expéditeur de chaque colis les taxes de port et droits relatifs à toute demande de renseignements sur le sort d'un colis, présentée postérieurement au dépôt dudit colis, qui pourront être prescrits de temps à autre par son règlement.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'acquittement préalable, de la taxe de port et des droits mentionnés au numéro précédent, et applicables en l'espèce, sera obligatoire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III. PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case when possible on the parcel itself, or on a label gummed thereto, and, in the case of parcels addressed by tag only because of their shape or size, must also be written on a separate slip which slip must be enclosed in the parcel, but such address slips should be enclosed in all parcels. Parcels will not be accepted when sent by or addressed to initials, unless the initials are the adopted trade name of the senders or addressees.

Addresses in ordinary pencil are not allowed, but copying ink or indelible pencil on a surface previously dampened may be used.

2. The sender shall prepare one customs declaration for each parcel sent from either country, upon a special form provided for the purpose, which customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, the sender's name and address, and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

3. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the customs declarations.

4. Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents. Ordinary parcels may be closed by means of wax, lead seals, or otherwise, but the country of destination shall have the right to open them (including the right to break the seals) in order to inspect the contents. Parcels which have been so opened shall be closed again and sealed parcels shall be officially resealed.

5. Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.,) and the second (box of metal, strong wood, strong corrugated cardboard or strong fibreboard or receptacle of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

6. Powders and dyes in powder form must be packed in leadsealed metal containers which containers must be enclosed in substantial outer covers, so as to afford the utmost protection to the accompanying mail matter.

IV. PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless it is permitted to enclose in a parcel an open invoice, confined to the particulars which constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added ;

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel ;

(c) Any live animal ;

(d) Any article of which the admission is not authorized by the Customs or other laws or regulations in force in either country ;

(e) Any explosive or inflammable article, and, in general any article of which the conveyance is dangerous.

2. When a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and its inland regulations.

III. CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Les nom et adresses de l'expéditeur et du destinataire devront toujours être inscrits exactement et lisiblement et, autant que possible, sur le colis même ou sur une étiquette adhérent au colis et, dans le cas de colis dont l'adresse est inscrite sur une étiquette volante seulement, en raison de la forme ou de la dimension du colis, l'adresse devra être inscrite en outre sur un feuillet distinct qui sera inséré dans le colis ; d'ailleurs, il conviendrait d'insérer dans tous les colis des feuillets répondant aux conditions ci-dessus. Les inscriptions n'indiquant que les initiales du nom de l'expéditeur ou du nom du destinataire ne seront pas admises, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale de l'expéditeur ou du destinataire.

Les adresses au crayon ne seront pas admises. Toutefois, l'adresse pourra être inscrite à l'encre à copier ou au crayon à encre, sur un fond préalablement humecté.

2. L'expéditeur préparera une déclaration en douane pour chaque colis expédié de l'un ou de l'autre pays ; cette déclaration sera établie sur un formulaire spécialement prévu à cet effet ; elle donnera une description générale du colis, l'indication exacte et détaillée de son contenu et de sa valeur, la date du dépôt, le nom et l'adresse de l'expéditeur et l'adresse du destinataire, et elle sera solidement attachée au colis.

3. Les administrations déclinent toute responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

4. Chaque colis devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu. Les colis ordinaires pourront être fermés au moyen de cachets de cire, de plombs ou de toute autre manière ; toutefois, le pays de destination aura le droit de les ouvrir (y compris celui de briser les cachets et plombs) pour en vérifier le contenu. Les colis ainsi ouverts seront scellés à nouveau au moyen de cachets officiels.

5. Tout liquide, ou toute substance se liquéfiant facilement, devra être expédié dans un double emballage. Entre le premier emballage (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant, carton ondulé résistant, feuilles de carton ou de carton fibre ou récipient présentant le même degré de solidité), on devra ménager un espace qui sera comblé par de la sciure de bois, du son ou toute autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide, en cas de bris.

6. Les poudres et teintures en poudre devront être emballées dans des récipients en métal, plombés ; ces récipients devront être eux-mêmes renfermés dans des emballages solides, de manière à protéger efficacement le reste du courrier postal.

IV. INTERDICTIONS.

1. Il sera interdit d'expédier, par colis postaux, les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Toutefois, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur ;

b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'enveloppe du colis ;

c) Des animaux vivants ;

d) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou par d'autres lois ou règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays ;

e) Des explosifs ou matières inflammables et, d'une manière générale, tous les objets dont le transport est dangereux.

2. En cas de remise par l'une des administrations à l'autre, d'un colis pour lequel il n'aura pas été tenu compte desdites interdictions, l'administration réceptrice prendra les mesures prévues par la législation du pays et par le règlement de son service intérieur.

3. The two Postal Administrations shall furnish each other with a list of prohibited articles ; but they will not thereby undertake any responsibility whatever towards the police, the Customs authorities, or the senders of parcels.

V. CUSTOMS DUTIES.

The parcels shall be subject in the country of destination to all Customs duties and all customs regulations in force in that country for the protection of its customs revenues, and the customs duties properly chargeable thereon shall be collected on delivery, in accordance with the customs regulations of the country of destination.

VI. METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

The parcels shall be exchanged, in sacks duly fastened and sealed, by the Offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

VII. BILLING OF PARCELS.

1. The entries on the parcel bills shall show in respect to each parcel the serial number of the entry, the name of the office of origin, the name and address of the addressee, and the contents and value as shown on the customs declaration.

2. Two copies of each parcel bill shall be sent to the office of exchange of the country of destination.

3. The entry on the bill of any returned parcel must be followed by the word "Returned".

4. Each dispatching office of exchange shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each office of exchange of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

5. The exact method of advising parcels of the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

VIII. CERTIFICATES OF MAILING.

The sender may receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose, in accordance with the laws and regulations of the Administration of origin.

IX. RESPONSIBILITY NOT ACCEPTED FOR ORDINARY PARCELS.

Neither the sender nor the addressee of any parcel shall be entitled to compensation for the loss of the parcel or for the abstraction of or damage to its contents.

3. Les deux administrations des postes se communiqueront la liste des articles prohibés sans assumer de ce fait aucune responsabilité vis-à-vis de la police, des autorités douanières ou des expéditeurs des colis.

V. DROITS DE DOUANE.

Dans le pays de destination, les colis seront assujettis à tous les droits de douane et à tous les règlements douaniers en vigueur dans ce pays et destinés à protéger ses recettes douanières ; les droits de douane applicables à ces colis seront perçus au moment de la remise desdits colis au destinataire, conformément aux règlements douaniers du pays de destination.

VI. MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

L'échange des colis s'effectuera, en sacs convenablement clos et scellés, par l'intermédiaire des bureaux que désigneront d'un commun accord les deux administrations ; ils seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, aux frais de ce dernier et par les moyens dont il dispose.

VII. FEUILLES DE ROUTE DES COLIS.

1. Les inscriptions portées sur les feuilles de route indiqueront, pour chaque colis : le numéro de l'inscription, le nom du bureau d'origine, le nom et l'adresse du destinataire, la description du contenu et la valeur indiquée sur la déclaration en douane.

2. Deux exemplaires de chaque feuille de route seront adressés au bureau d'échange du pays de destination.

3. L'inscription, sur la feuille de route, de tout colis retourné devra être suivie du mot « Retourné ».

4. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle gauche supérieur ; on commencera chaque année une série nouvelle pour chacun des bureaux d'échange destinataires. Le dernier numéro d'ordre d'une année écoulée sera mentionné sur la feuille de route de la première expédition de l'année suivante.

5. La méthode exacte à suivre pour établir les feuilles de route des colis ou de leurs contenants que l'une des administrations expédie en transit par l'intermédiaire de l'autre, ainsi que toutes les questions de détail se rapportant aux feuilles de route de ces colis ou contenants et non prévues par les dispositions précédentes, seront réglées d'un commun accord, par correspondance entre les deux administrations.

VIII. CERTIFICATS DE DÉPÔT.

L'expéditeur pourra obtenir, du bureau de poste où le colis a été déposé un certificat de dépôt qui sera établi sur un formulaire spécial prévu à cet effet, conformément aux lois et règlements de l'administration d'origine.

IX. RESPONSABILITÉ DÉCLINÉE EN CE QUI CONCERNE LES COLIS POSTAUX ORDINAIRES.

Ni l'expéditeur ni le destinataire d'un colis n'auront droit à une indemnité en cas de perte du colis, ou en cas de vol ou d'avarie de son contenu.

X. TRANSIT PARCELS.

1. Each Administration guarantees the right of transit over its territory, to or from any country with which it has parcel post communication, of parcels originating in or addressed for delivery in the territory of the other contracting Administration.

2. Each Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediary Administration.

XI. CHECK BY OFFICE OF EXCHANGE.

1. On the receipt of a Parcel Mail, the receiving Office of Exchange shall check it. Any discrepancies or irregularities noted shall be immediately reported to the dispatching office of exchange by means of a bulletin of verification. If report is not made promptly, it will be assumed that the Mail and the accompanying bills were in every respect in proper order.

2. In the case of any discrepancies or irregularities in a Mail, such record shall be kept as will permit of the furnishing of information regarding the matter in connection with any subsequent investigation which may be made.

3. If a parcel bill is missing a duplicate shall be made out and a copy sent to the dispatching office of exchange from which the dispatch was received.

XII. FEES FOR DELIVERY AND FOR CUSTOMS FORMALITIES.**DEMURRAGE CHARGES.**

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressees for delivery and for the fulfilment of Customs formalities a charge not exceeding ten cents gold for each parcel, and an additional delivery charge of like amount for each time a parcel is presented at the residence of the addressee after one unsuccessful presentation.

2. Each Administration may impose reasonable storage or demurrage charges in case the addressee fails to accept delivery of any parcel within such reasonable time as is prescribed by the Administration of the country of destination. Any such charges shall be cancelled in the event of the return of the parcel to the country of origin.

XIII. REDIRECTION.

1. Any parcel redirected within the country of destination or delivered to an alternate addressee at the original office of address shall be liable to such additional charges as may be prescribed by the Administration of that country.

2. When a parcel is redirected to either country, new postage may, if not prepaid, be collected upon delivery and retained by the Administration making the collection. The Administration making delivery shall fix the amount of such postage when not prepaid.

X. COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration contractante garantit le droit de transit à travers son territoire, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, en ce qui concerne les colis en provenance ou à destination du territoire de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration notifiera à l'autre les pays à destination desquels des colis postaux pourront être expédiés par son intermédiaire.

3. Les colis postaux expédiés par l'une des administrations en utilisant les services de l'autre administration comme intermédiaire, devront, pour pouvoir être acheminés vers une destination ultérieure, remplir les conditions prescrites de temps à autre par l'administration intermédiaire.

XI. VÉRIFICATION PAR LE BUREAU D'ÉCHANGE.

1. Dès réception d'un courrier de colis postaux, le bureau d'échange récepteur procédera à sa vérification. Toute divergence ou irrégularité relevée sera immédiatement notifiée au bureau d'échange expéditeur, au moyen d'un bulletin de vérification. Si la notification n'est pas effectuée immédiatement, il sera présumé que le courrier, ainsi que les feuilles de route qui l'accompagnent, étaient en règle à tous égards.

2. Les divergences ou irrégularités relevées dans un courrier seront enregistrées de manière qu'il soit possible de fournir des renseignements sur la question, en cas d'enquête ultérieure.

3. Au cas où une feuille de route manquerait, il sera établi un duplicata dont copie sera adressée au bureau d'échange expéditeur.

XII. DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

SURESTARIES.

1. L'administration du pays de destination sera autorisée à réclamer au destinataire, pour factage et dédouanement, une taxe ne dépassant pas dix cents or pour chaque colis, ainsi qu'une taxe supplémentaire de factage d'un montant égal, pour chaque nouvelle présentation du colis au domicile du destinataire, après une première présentation restée sans résultat.

2. Chaque administration aura la faculté de percevoir des droits raisonnables de magasinage ou des surestaries, au cas où le destinataire ne prendrait pas livraison d'un colis, dans le délai raisonnable qui pourra être prescrit par le pays de destination. Les droits en question seront annulés en cas de retour du colis au pays d'origine.

XIII. RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis à une autre adresse dans le réseau postal du pays de destination, ou la livraison d'un colis à un autre destinataire, au bureau de destination initial, donnera lieu à la perception des taxes supplémentaires qui pourront être établies par l'administration de ce pays.

2. Lorsqu'un colis est réexpédié à destination de l'un ou de l'autre pays, une nouvelle taxe de port pourra, si elle n'a pas été acquittée à l'avance, être perçue au moment de la livraison du colis et sera acquise à l'administration qui l'aura encaissée. L'administration qui procédera à la livraison du colis fixera le montant de cette taxe de port lorsqu'elle n'aura pas été acquittée à l'avance.

XIV. POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

1. The parcels to which this Agreement applies shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated by the different articles hereof.
2. Each Administration shall retain to its own use the whole of the postage and fees and other charges which it collects under the provisions of this Agreement.

XV. RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be altered. The requests for return or change of address which must conform to the rules laid down by the domestic regulations of the contracting Administrations, are to be addressed to the Central Administrations or to such post offices as may be mutually agreed upon by correspondence.

XVI. NONDELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification. New postage may be collected from the sender and retained by the Administration making the collection.
2. The sender of a parcel may request, at the time of mailing, that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it shall be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the parcel or on a Dispatch Note or Customs Declaration attached to or stuck on the parcel and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :
 - “If not deliverable as addressed.....‘Abandon’.”
 - “If not deliverable as addressed.....‘Deliver to.....’.”
3. Except as otherwise provided, undeliverable parcels will be returned to the senders at the expiration of thirty days from the date of receipt at the post office of destination in the United States of America and at the expiration of twenty-one days from the date of receipt at the post office of destination in the Gold Coast Colony, while refused parcels will be returned at once, the parcels in each case to be marked to show the reason for nondelivery.
4. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may however, be sold immediately even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality for the benefit of the right party.
If for any reason a sale is impossible, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Administration of origin.
5. Undeliverable parcels which the sender has marked “Abandon” may be sold at auction at the expiration of thirty days in the United States of America, and at the expiration of twenty-one days in the Gold Coast Colony.

XVII. CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

Provided the formalities prescribed by the Customs authorities concerned are fulfilled, the customs charges, properly so-called, on parcels destroyed, abandoned by the sender, sent back

XIV. INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUE PRÉVOIT LE PRÉSENT ACCORD.

1. Les colis auxquels s'applique la présente convention ne pourront être frappés d'aucune taxe postale autre que celle que prévoient les différents articles de ladite convention.
2. Chaque administration disposera, pour son propre compte, de la totalité des taxes de port, et autres taxes et droits qu'elle percevra en vertu des dispositions de la présente convention.

XV. RAPPEL ET CHANGEMENT D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été livré au destinataire, l'expéditeur pourra en demander le rappel ou en faire changer l'adresse. Les demandes relatives au rappel ou changement d'adresse, établies conformément aux dispositions du règlement intérieur des administrations contractantes, seront adressées aux Administrations centrales ou aux bureaux de poste dont il sera convenu de part et d'autre par correspondance.

XVI. NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra être remis à l'adresse indiquée sera retourné à l'expéditeur sans préavis. Une nouvelle taxe de port pourra être réclamée à l'expéditeur et sera acquise à l'administration qui l'aura perçue.
2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que, si ce dernier ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit : a) traité comme colis abandonné, ou b) présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution alternative ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer bien en évidence, soit sur le colis, soit sur un bulletin d'expédition ou sur une déclaration en douane attachés ou collés au colis ; elle devra être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :
 - « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : « abandonner » ;
 - « Si la livraison est impossible à l'adresse indiquée : « livrer à..... »
3. Sauf dispositions contraires, les colis qui ne pourront être livrés à l'adresse indiquée, seront renvoyés à l'expéditeur à l'expiration d'un délai de trente jours, à partir de la date de réception au bureau de poste de destination, dans les Etats-Unis d'Amérique, et à l'expiration d'un délai de vingt-et-un jours, à partir de la date de réception au bureau de poste de destination dans la Colonie de la Côte de l'Or ; d'autre part, les colis refusés seront renvoyés immédiatement et porteront, dans chaque cas, une marque indiquant la raison pour laquelle ils n'auront pas été remis.
4. Les articles susceptibles de se détériorer ou de se décomposer, à l'exclusion de tous autres articles, pourront toutefois être vendus immédiatement, même en cours de route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable, ni formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. Il sera dressé un procès-verbal de la vente ou de la destruction, qui sera notifié à l'administration du pays d'origine.
5. Les colis, dont la livraison sera impossible et que l'expéditeur aura marqués : « Abandonner », pourront être vendus aux enchères à l'expiration d'un délai de trente jours dans les Etats-Unis d'Amérique et d'un délai de vingt et un jours dans la Colonie de la Côte de l'Or.

XVII. ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

A la condition que les formalités prescrites par les autorités douanières intéressées aient été remplies, les droits de douane proprement dits sur les colis détruits, abandonnés par l'expéditeur,

to the country of origin, or redirected to another country shall be cancelled both in the Gold Coast Colony and in the United States of America.

XVIII. RETRANSMISSION.

Missent parcels shall be forwarded to their destinations by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration but must not be marked with the customs or other charges by the reforwarding Administration.

XIX. RECEPTACLES.

Each Administration shall provide the bags necessary for the dispatch of its parcels. The bags shall be returned empty to the country of origin by the next Mail. Empty bags shall be made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and the total number of such bags shall be advised on the parcel bill.

XX. CHARGES.

1. The amounts to be allowed in respect to parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

2. In the case of a parcel returned or redirected in transit through one of the two Administrations to the other, the intermediate Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

3. For every parcel mailed in one country and addressed for delivery in the other which weighs not exceeding 3 pounds a payment of 1 shilling (24 cents) shall be made by the dispatching Administration to the receiving Administration, for every parcel which weighs over 3 pounds and not over 7 pounds a payment of 1 shilling 6 pence (36 cents) shall be made, for every parcel which weighs over 7 pounds and not over 11 pounds a payment of 2 shillings (48 cents) shall be made, and for every parcel which weighs over 11 pounds and not over 22 pounds a payment of 3 shillings (72 cents) shall be made.

XXI. ACCOUNTING.

1. Terminal parcels.

At the end of each quarter the creditor country shall prepare an account of the amount due to it in respect of the parcels received in excess of those dispatched.

2. Transit parcels.

Each Administration shall also prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration for onward transmission.

3. These accounts shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month which follows the quarter to which they relate.

4. The compilation, transmission, verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the end of the following quarter.

5. Payment of the balances due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York or in any other manner which may be agreed upon mutually by correspondence between the two Administrations, the expense attendant on the payment being at the charge of the indebted Administration.

renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés à destination d'un autre pays, seront annulés aussi bien dans la Colonie de la Côte de l'Or qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

XVIII. RÉEXPÉDITION.

Les colis postaux qui auraient été acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration qui effectue la réexpédition, mais ne devront pas être grevés de droits de douane ou autres par l'administration qui procède à cette réexpédition.

XIX. SACS POSTAUX.

Chacune des administrations fournira les sacs nécessaires à l'expédition de ses colis. Ces sacs seront renvoyés vides au pays d'origine par le courrier suivant. Les sacs vides seront expédiés par paquets de dix (neuf sacs renfermés dans le dixième), et le nombre total de ces sacs sera signalé sur la feuille de route.

XX. TAXES.

1. Les montants à concéder en ce qui concerne les colis expédiés par une administration à destination de l'autre, pour être transmis à une possession de l'un ou l'autre pays ou à un troisième pays, seront fixés par l'administration intermédiaire.

2. Dans le cas d'un colis retourné ou réexpédié en transit à travers le territoire de l'une des deux administrations contractantes, à destination de l'autre, l'administration intermédiaire pourra également réclamer le paiement de la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire, par terre ou par mer, en même temps que les sommes dues à toute autre ou toutes autres administrations intéressées.

3. Pour chaque colis expédié dans l'un des pays et adressé pour livraison dans l'autre pays et dont le poids n'est pas supérieur à 3 lbs., il sera versé 1 shilling (24 cents) par l'administration expéditrice à l'administration destinataire ; pour chaque colis dont le poids est supérieur à 3 lbs., mais ne dépasse pas 7 lbs., il sera effectué un paiement de 1 shilling 6 pence (36 cents) ; pour chaque colis dont le poids est supérieur à 7 lbs. mais ne dépasse pas 11 lbs., le paiement sera de 2 shillings (48 cents), et pour chaque colis d'un poids supérieur à 11 lbs, mais ne dépassant pas 22 lbs., il sera effectué un paiement de 3 shillings (72 cents).

XXI. COMPTABILITÉ.

1. Colis terminaux.

A la fin de chaque trimestre, le pays créancier établira un décompte des sommes qui lui sont dues pour le nombre de colis reçus par lui en excédent du nombre des colis qu'il aura expédiés.

2. Colis en transit.

Chaque administration établira également, tous les trimestre, un décompte des sommes qui lui sont dues en ce qui concerne les colis expédiés par l'autre administration, pour transmission à une destination ultérieure.

3. Ces décomptes seront soumis, pour vérification, à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

4. L'établissement, l'envoi, la vérification et l'acceptation des décomptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible. Le versement du solde devra avoir lieu, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant.

5. Le règlement réciproque des soldes des décomptes en question s'effectuera, au moyen de traites sur New-York ou de toute autre manière dont il pourra être convenu entre les deux administrations ; les frais afférents aux règlements des comptes seront à la charge de l'administration débitrice.

XXII. MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE AGREEMENT.

1. The Postmaster General of the United States of America and the Postmaster General of the Gold Coast Colony shall have authority jointly to make from time to time by correspondence such changes and modifications and further regulations of order and detail as may become necessary to facilitate the operation of the services contemplated by this Agreement as well as to provide arrangements for the registration and insurance of parcel post packages and for the exchange of parcels subject to collect-on-delivery charges should both countries at any time desire any one or all of these services.

2. The Administrations shall communicate to each other from time to time the provisions of their laws or regulations applicable to the conveyance of parcels by Parcel Post.

XXIII. DURATION OF AGREEMENT.

1. This Agreement shall take effect and operations thereunder shall begin on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

2. It shall remain in force until one of the two contracting Administrations has given notice to the other, six months in advance, of its intention to terminate it.

3. Done in duplicate and signed at Accra the 6th day of March 1929, and at Washington the 2nd day of April 1929.

(Signed) S. B. GOSLING.
*Postmaster General
of the Gold Coast Colony.*

(Signed) Walter F. BROWN
*Postmaster General
of the United States of America.*

XXII. QUESTIONS NON VISÉES PAR LE PRÉSENT ACCORD.

1. Le « Postmaster General » des Etats-Unis d'Amérique et le « Postmaster General » de la Colonie de la Côte de l'Or auront la faculté d'apporter, de temps à autre, par correspondance, les changements et les modifications, et d'adopter les règlements complémentaires d'ordre et de détail, qui pourront devenir nécessaires pour faciliter le fonctionnement du service envisagé par le présent accord ; ils auront également la faculté de prendre des arrangements pour la recommandation et l'assurance des colis postaux et pour l'échange des colis contre remboursement, au cas où les deux pays désireraient, à un moment quelconque, instituer ces services, ou l'un d'eux.

2. Les administrations se communiqueront de temps à autre les dispositions de leurs lois et règlements qui seront applicables au transport des colis par le service postal.

XXIII. DURÉE DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD.

1. Le présent accord entrera en vigueur et les opérations qu'il envisage commenceront à une date à convenir entre les administrations des deux pays contractants.

2. Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une des deux administrations contractantes ait notifié à l'autre, moyennant préavis de six mois, son intention de le dénoncer.

3. Fait en double expédition et signé à Accra le six mars mil neuf cent vingt-neuf, et à Washington, le deux avril mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) S. B. GOSLING

« Postmaster General »
de la Colonie de la Côte de l'Or.

(Signé) Walter F. BROWN

« Postmaster General »
des Etats-Unis d'Amérique.

N° 2134.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET INDE ET GRÈCE**

**Echange de notes concernant le visa
consulaire des certificats d'origine.
Londres, le 21 juin 1929.**

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND INDIA AND GREECE**

**Exchange of Notes respecting Con-
sular Fees on Certificates of Origin.
London, June 21, 1929.**

No. 2134. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GREEK GOVERNMENT RESPECTING CONSULAR FEES ON CERTIFICATES OF ORIGIN. LONDON, JUNE 21, 1929.

Texte officiel anglais communiqué par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 septembre 1929.

I.

MR. A. HENDERSON TO M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE.

June 21, 1929.

SIR,

I have the honour to inform you on behalf of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India that they learn with satisfaction from your notes of the 23rd February, 1928, and the 11th April, 1929, that the Government of the Hellenic Republic are prepared to conclude with them an arrangement respecting consular fees on certificates of origin, consonant with the provisions of paragraph 8 of article 11 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities² signed at Geneva on the 3rd November, 1923. His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of India accordingly agree, on condition of reciprocity, as embodied in your corresponding note of to-day's date, that certificates of origin relating to goods the manufacture or produce of Greece exported to Great Britain and Northern Ireland or India shall not, save in exceptional circumstances, require consular endorsement. His Majesty's Government in the United Kingdom also agree that the same shall apply to the export of such goods to any British Colony or Protectorate or any mandated area administered by them to which the stipulations of the Commercial Treaty³ between Great Britain and Northern Ireland and Greece, dated the 16th July, 1926, have been applied in accordance with article 30 or article 31 thereof.

¹ Entré en vigueur le 5 juillet 1929.

² Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 308 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; et vol. XCII, page 370, de ce recueil.

³ Vol. LXI, page 15 ; et vol. LXIII, page 428, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2134. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, D'UNE PART, ET LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE, D'AUTRE PART, CONCERNANT LE VISA CONSULAIRE DES CERTIFICATS D'ORIGINE. LONDRES, LE 21 JUIN 1929.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place September 2, 1929.

I.

M. A. HENDERSON A M. CACLAMANOS.

FOREIGN OFFICE.

Le 21 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et du Gouvernement de l'Inde, de porter à votre connaissance que ces gouvernements ont appris avec satisfaction par vos notes des 23 février 1928 et 11 avril 1929 que le Gouvernement de la République hellénique est disposé à conclure avec eux un arrangement concernant le visa consulaire des certificats d'origine, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 11 de la Convention ³ pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement de l'Inde donnent donc leur assentiment à ce que, sous condition de réciprocité ainsi que l'exprime votre note en date de ce jour, les certificats d'origine relatifs aux articles manufacturés ou aux produits du sol de la Grèce exportés en Grande-Bretagne, dans l'Irlande du Nord ou dans l'Inde ne soient pas assujettis au visa consulaire, sauf dans certains cas exceptionnels. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte également que la même règle soit applicable auxdits articles ou produits exportés dans une colonie ou un protectorat britannique, ou dans un territoire sous mandat administré par lui, auquel les stipulations du Traité de commerce ⁴ du 16 juillet 1926 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Grèce, d'autre part, ont été appliquées conformément à l'article 30 ou à l'article 31 dudit traité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force July 5, 1929.

³ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; and Vol. XCII, page 370, of this Series.

⁴ Vol. LXI, page 15 ; and Vol. LXIII, page 428, of this Series.

2. Where, however, in exceptional circumstances, such endorsement is required as, for example, where the certificate of origin is issued not by a Chamber of Commerce but by the manufacturer or exporter of the goods, the fee charged for such endorsement shall not exceed 4 gold drachmas.

3. It is further understood that, in the case of goods which are transhipped to Great Britain and Northern Ireland via a port in Greece the certificates of origin relating to such goods shall, where necessary, be issued by all recognised Chambers of Commerce in Greece, namely, the Chambers of Commerce at Athens, Piræus, Patras, Salonica, Volo, Calamata, Corfu (Kerkyra), Cephalonia, Cavalla, Rhodope, Alexandroupolis (formerly Dedeagatch), Chios, Mytilene, Candia (Herakleion), Syra (or Ermoupolis), Jannina, Edessa, Drama, Cozani, St. Maura (Leucas), Pyrgos, Xanthi, or in the case of tobacco, also by the Greek Tobacco Protection Offices at Volo, Salonica, Cavalla. Such certificates may require consular endorsement, the fee charged for which shall not exceed 4 gold drachmas.

4. It is understood that the arrangements constituted by this note and your note of to-day's date on the same subject shall come into force in both countries on the 5th July and be terminable at any time by either party at three months' notice.

I have, etc.

Arthur HENDERSON.

II.

M. CACLAMANOS TO MR. A. HENDERSON.

GREEK LEGATION,

51, UPPER BROOK STREET,
LONDON, W. 1, June 21, 1929.

SIR,

In reply to your note of to-day's date with reference to the conclusion of an arrangement between the Government of the Hellenic Republic on the one hand and His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of India on the other hand respecting consular fees and certificates of origin, consonant with the provisions of paragraph 8 of article 11 of the Convention for the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on the 3rd November, 1923, the Government of the Hellenic Republic authorise me to undertake hereby on their behalf, and on condition of reciprocity, as embodied in your note referred to above, that certificates of origin relating to goods the manufacture or produce of Great Britain and Northern Ireland or India exported to Greece shall not, save in exceptional circumstances, require consular endorsement. The same will apply to goods the manufacture or produce of any British Colony or Protectorate or of any mandated area administered by His Majesty's Government in the United Kingdom to which the stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, dated the 16th July, 1926, have been applied in accordance with article 30 or article 31 thereof. Where, however, in exceptional circumstances, consular endorsement is required, as, for example, where the certificate is issued not by a Chamber of Commerce but by the manufacturer or exporter of the goods, the fee charged for such endorsement shall not exceed 3s.

2. It is further understood that, in the case of goods which are transhipped to Greece from a third country via a port in the United Kingdom, the certificates of origin relating to such goods shall be issued by either the London or the Manchester Chamber of Commerce. Where the goods so transhipped are the manufacture or produce of any British Colony or Protectorate or any mandated area administered by His Majesty's Government in the United Kingdom to which the

2. Si toutefois, dans certains cas exceptionnels, ce visa est nécessaire lorsque, par exemple, le certificat d'origine est délivré non par une Chambre de commerce, mais par le fabricant ou l'exportateur des marchandises, la taxe perçue pour ce visa ne dépassera pas 4 drachmes-or.

3. Il est entendu, en outre, que pour les marchandises transbordées par un port grec à destination de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, les certificats d'origine, lorsqu'ils seront nécessaires, seront délivrés par toutes les Chambres de commerce helléniques reconnues, à savoir celles d'Athènes, du Pirée, de Patras, de Salonique, de Volo, de Calamata, de Corfou (Kerkyra), de Céphalonie, de Cavalla, de Rhodope, d'Alexandroupolis (antérieurement Dedeagatch), de Chios, de Mytilène, de Candie (Herakleion), de Syra (ou Ermoupolis), de Jannina, d'Edessa, de Drama, de Cozani, de St-Maura (Leucas), de Pyrgos et de Xanthi ou, s'il s'agit de tabacs, également par les Offices de protection des tabacs grecs à Volo, à Salonique et à Cavalla. Ces certificats pourront être assujettis au visa consulaire pour lequel il ne pourra être perçu une taxe supérieure à 4 drachmes-or.

4. Il est entendu que les arrangements constitués par la présente note et par la vôtre en date de ce jour sur le même sujet entreront en vigueur dans les deux pays à la date du 5 juillet et pourront être dénoncés en tout temps par chacune des parties, sous réserve d'un préavis de trois mois.

Veillez agréer, etc.

Arthur HENDERSON.

II.

M. CACLAMANOS A MR. A. HENDERSON.

LÉGATION DE GRÈCE.

51, UPPER BROOK STRET,
LONDRES, W. 1, le 21 juin 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note en date de ce jour relative à la conclusion entre le Gouvernement de la République hellénique, d'une part, et le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de l'Inde, d'autre part, d'un arrangement concernant les visas consulaires et les certificats d'origine, conformément aux dispositions du paragraphe 8 de l'article 11 de la Convention pour la simplification des formalités douanières signée à Genève le 3 novembre 1923, le Gouvernement de la République hellénique m'autorise à prendre en son nom, sous condition de réciprocité, ainsi que l'exprime votre note mentionnée ci-dessus, l'engagement que les certificats d'origine relatifs aux articles manufacturés ou aux produits du sol de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ou de l'Inde, exportés en Grèce, ne seront pas assujettis au visa consulaire sauf dans certains cas exceptionnels. La même règle sera applicable aux articles manufacturés et aux produits du sol de toute colonie ou de tout protectorat britanniques, ou de tout territoire sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, auquel les stipulations du Traité de commerce du 16 juillet 1926 entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Grèce, d'autre part, ont été appliquées conformément à l'article 30 ou à l'article 31 dudit traité. Si, toutefois, dans certains cas exceptionnels, ce visa est nécessaire, lorsque, par exemple, le certificat d'origine est délivré non par une Chambre de commerce, mais par le fabricant ou l'exportateur des marchandises, la taxe perçue pour ce visa ne dépassera pas 3 shillings.

2. Il est entendu, en outre, que pour les marchandises expédiées d'un tiers pays en Grèce, en transbordement par un port du Royaume-Uni, les certificats d'origine seront délivrés soit par la Chambre de commerce de Londres, soit par celle de Manchester. Lorsque les marchandises ainsi transbordées seront des articles manufacturés ou des produits du sol d'une colonie ou d'un protectorat britanniques, ou d'un territoire sous mandat administré par le Gouvernement de Sa Majesté

stipulations of the Commercial Treaty between Great Britain and Northern Ireland and Greece, referred to above, have been applied, no consular endorsement of such certificates of origin shall be required. Where, however, the goods so transhipped are not the manufacture or produce of Great Britain and Northern Ireland or India or of any such Colony, Protectorate or mandated area, consular endorsement of the certificates relating to them may be required. The fee charged for such endorsement shall not exceed 3s.

3. It is understood that the arrangements constituted by this note and your note of to-day's date on the same subject shall come into force in both countries on the 5th July, 1929, and be terminable at any time by either party at three months' notice.

I have, etc.

D. CACLAMANOS.

dans le Royaume-Uni, auquel ont été appliquées les stipulations du traité de commerce précité entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et la Grèce, d'autre part, le visa consulaire desdits certificats d'origine ne sera pas exigé. Si, toutefois, les marchandises ainsi transbordées ne sont pas des articles manufacturés ou des produits du sol de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, de l'Inde, d'une colonie ou d'un protectorat britanniques ou d'un territoire sous mandat britannique, le visa consulaire des certificats se rapportant auxdites marchandises pourra être exigé. La taxe perçue pour ce visa ne dépassera pas 3 shillings.

3. Il est entendu que les arrangements constitués par la présente note et par la vôtre en date de ce jour sur le même sujet entreront en vigueur dans les deux pays, à la date du 5 juillet 1929, et pourront être dénoncés en tout temps par chacune des parties sous réserve d'un préavis de trois mois.

Veuillez agréer, etc.

D. CACLAMANOS.

N° 2135.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET TURQUIE**

Echange de notes relatif à l'établissement d'un *modus vivendi* commercial, Angora, le 2 juillet 1929, et échange de notes relatif à l'adhésion de l'Inde, Angora, les 1^{er} et 10 août 1929, et de Ceylan, Constantinople, le 30 août et Angora, les 1^{er} et 25 septembre 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND TURKEY**

Exchange of Notes for the Establishment of a Commercial *modus vivendi*, Angora, July 2, 1929, and Exchange of Notes concerning the Accession of India, Angora, August 1st and 10, 1929, and of Ceylon, Constantinople, August 30 and Angora, September 1st and 25, 1929.

N^o 2135. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT TURC RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. ANGORA, LE 2 JUILLET 1929.

No. 2135. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE TURKISH GOVERNMENT FOR THE ESTABLISHMENT OF A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI." ANGORA, JULY 2, 1929.

Textes officiels anglais et turc communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 2 septembre 1929.

English and Turkish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place September 2, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

SIR GEORGE CLERK TO DR. TEVFIK RUSHDI BEY.

BRITISH EMBASSY
IN TURKEY.

ANGORA, July 2, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and of the Turkish Government to avoid any impediment to the trade and commerce of their respective countries on the lapse of the Commercial Convention¹ signed at Lausanne on the 24th July, 1923, and pending the entry into force of the treaty of commerce and navigation now being negotiated, I have the honour to inform your

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. XXVIII, page 175, de ce recueil.

I.

SIR GEORGE CLERK
AU DOCTEUR TEVFIK RUSHDI BEY.

AMBASSADE BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

ANGORA, le 2 juillet 1929.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et le Gouvernement turc, étant désireux d'éviter toute entrave au commerce extérieur et intérieur de leurs pays respectifs à l'expiration de la Convention commerciale¹ signée à Lausanne le 24 juillet 1923, et en attendant l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociation, j'ai l'honneur

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XXVIII, page 175, of this Series.

Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the 6th August, 1929, to Turkish citizens and goods the produce or manufacture of Turkey a treatment in Great Britain and Northern Ireland which shall be as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of Turkish citizens in Great Britain and Northern Ireland, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. Turkish vessels, their cargoes and passengers shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Great Britain and Northern Ireland treatment not less favourable than that accorded to the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

3. The foregoing stipulations shall be extended, on condition of reciprocity, to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions or Protectorates, or to any Mandated Territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given by His Britannic Majesty's representative in Turkey to the Government of the Turkish Republic.

4. The Government of any of His Majesty's self-governing Dominions, or the Government of India, may, on condition of reciprocity, accede to the present *modus vivendi* by giving notice through His Britannic Majesty's representative in Turkey of their desire that its stipulations shall apply to their respective territories, including any Mandated Territories administered by such Governments.

5. The undertakings contained in this note will take effect as from the 6th August, 1929, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that they may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month

d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni convient, sous réserve de réciprocité, d'accorder, à dater du 6 août 1929, aux citoyens turcs ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la Turquie, un traitement aussi favorable à tous égards, en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, que celui qui est accordé aux nationaux, ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement s'étendra à toutes les questions relatives au commerce et à la navigation, à l'importation, à l'exportation et au transit, et en général à tout ce qui touche aux droits de douane, formalités douanières et transactions commerciales, à l'établissement de citoyens turcs en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du Nord, à l'exercice de toute activité commerciale, industrielle et professionnelle et au paiement d'impôts.

2. Les navires turcs, leurs cargaisons et leurs passagers jouiront dans les ports, cours d'eau et eaux territoriale. de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires de la nation étrangère la plus favorisée, ainsi qu'à leurs cargaisons et à leurs passagers.

3. Les dispositions précitées s'étendront, sous réserve de réciprocité, à l'une quelconque des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, ainsi qu'aux territoires sous mandat administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, si notification à cet effet est donnée par le représentant de Sa Majesté britannique en Turquie au Gouvernement de la République turque.

4. Le Gouvernement de l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, comme aussi le Gouvernement de l'Inde, pourront, sous réserve de réciprocité, accéder au présent *modus vivendi* en signifiant, par l'intermédiaire du représentant de Sa Majesté britannique en Turquie, leur désir de voir appliquer les dispositions de ce *modus vivendi* à leurs territoires respectifs, y compris les territoires sous mandat administrés par ces gouvernements.

5. Les engagements qui figurent dans la présente note prendront effet à dater du 6 août 1929 et resteront exécutoires pendant une période de six mois au moins, étant entendu qu'ils pourront être dénoncés par l'une ou l'autre des Parties sous réserve d'un préavis de

or at any time subsequently. Failing such notice it will remain in force until the entry into force of the treaty of commerce and navigation now being negotiated, as from which date it will in any event *ipso facto* cease to be effective.

6. As regards any of His Majesty's self-governing Dominions, India, or any Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory in respect of which notification of accession to this *modus vivendi* has been made in virtue of paragraph 4 above, or notice of the application of this *modus vivendi* has been given in virtue of paragraph 3 above, it may be terminated separately by either party, at the end of the third month or at any time subsequently, on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative in Turkey.

I have, etc.

George R. CLERK.

(2.)

DR. TEVFIK RUSHDI BEY TO SIR GEORGE CLERK.

TEXTE TURC. — TURKISH TEXT.

HARICIYE VEKÂLETİ,
TİCARİ İŞLER MÜDÜRLÜĞÜ,
BÜYÜK ELÇİ HAZRETLERİ,

ANKARA, 2 Temmuz 1929.

Türkiye Cumhuriyeti Hükûmeti ile Haşmetli İngiltere Kırak Hazretlerinin Büyük-Britanya ve Şimalî İrlanda müttelîh kiralığı Hükûmeti 24 Temmuz 1923 tarihinde Lozanda akt edilen Ticaret Mukavelesinin inkizasında tarafeyn memleketlerindeki ticaretin derdesti müzakere olan seyri sefain ve ticaret muahedesinin intacına kadar her dürlü maniadan masun kalmasını arzu etmelerine binaen Türkiye Cumhuriyeti Hükûmetinin mütekabiliyet şartıyla 6 Ağustos 1929 tarihinden itibaren İngiltere tebaasına, Büyük-Britanya ve Şimalî İrlandada istihsal ve imal olunan eşyaya, Türkiye dahilinde ezhericihet en ziyade mazharı müsaade ecnebi memleket tebaa ve istihsalat ve mamulatına tatbik olunan muamele kadar müsait bir muamele tatbik etmeği taahuüt eylediğini Zatı Alilerine arz etmekle mübahiyim.

İşbu muamele Ticaret ve Seyrisefaini, idhalat, ihracat ve transiti alâkadar eden hususatta, ve alevumun, gümrük rusum ve muamelatına, ve muameleyi ticariyeye, İngiltere tebaasının Türkiye dahilinde ikamet şeraitine, ticaret, senayi ve mesleklerin icrasiyle vergilerin tediyesine, müteallik umurda tatbik olunacaktır.

2. İngiliz gemileri hamule ve yolcuları Türkiye liman, nehir ve kara sularında en ziyade mazharı müsaade ecnebi memleket gemilerine, hamulelerine ve yolcularına tatbik olunan muameleden dun olmayan bir muameleye mazhar olacaktıdır.

trois mois, à l'expiration du troisième mois, ou, ultérieurement, à un moment quelconque. Faute de ce préavis, le *modus vivendi* exercera ses effets jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociations, à partir de laquelle, quoiqu'il advienne, il cessera *ipso facto* d'être valable.

6. Pour ce qui concerne l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, l'Inde ou une colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat pour lequel l'accession au présent *modus vivendi* aura été notifiée conformément au paragraphe 4 ci-dessus, ou pour lequel l'avis relatif à l'application du présent *modus vivendi* aura été donné conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le *modus vivendi* pourra être dénoncé séparément par l'une ou l'autre Partie à l'expiration du troisième mois, ou, ultérieurement, à un moment quelconque, sous réserve d'un préavis de trois mois à cet effet, reçu ou donné par le représentant de Sa Majesté britannique en Turquie.

Veuillez agréer, etc.

George R. CLERK.

3. Balâdaki ahkâm Haşmetli İngiltere Kırâlı Hazretlerinin Türkiyedeki Mümmesili tarafından Türkiye Cumhuriyeti Hükûmetine vaki olacak tebliğat üzerine müşarileyh Haşmetli Kırâlı Hazretlerinin müstamerat, müstemlikât ve himaye altında bulunan ülkelerinden veya müttehîtt Kırâllık Hükûmeti tarafından manda ile idare olunan eraziden tebliğatta zikir olunanlara müttekabiliyet şartıyla teşmil olunacaktır.

4. Haşmetli Kırâlı Hazretlerinin her hanki bir muhtar dominyonu veya Hindistan hükûmeti işbu muvakkat itilâfname ahkâmını, manda altında idaresinde bulunan erazi dahil olmak üzere müttekabiliyet şartıyla kendi ülkelerine tatbik etmek arzusunda olduklarını Haşmetli İngiltere Kırâlı Hazretlerinin Türkiyedeki Mümmesili marifetiyle tebliğ ederek muvakkat itilâfnameye iltihâk edebilecektir.

5. İşbu notanın ihtiva ettiği teahhüdât 6 Ağustos 1929 tarihinden itibaren mer'iyete girerek lâakâl altı ay müddetle cari olacak ve fakat üçüncü ayın nihayetinden itibaren tarafeynden her birince her ande üç ay evvel keyfiyet tebliğ olunmak şartıyla fesh olunabilecek ve fesh olunmadığı takdirde derdesti müzakere olan Ticaret ve Seyrisefain muahedesinin mer'iyete gireceği güne kadar muteber olarak, tarihi mezkûrde, resen hükümden sakit olacaktır.

6. Haşmetli İngiltere Kırâlı Hazretlerinin muhtar dominyonları ile Hindistan veya müstamerat, müstemlikât, veyahut himaye veya manda altında bulunan ülkelerden işbu muvakkat itilâfa dördüncü fıkra mucibince iltihâk veya üçüncü fıkra vechile meskûr itilâfın haklarında tatbiki zımında tebliğat icra ettirmiş olanlara gelince, tarafeynden her biri, üçüncü ayın nihayetinden itibaren üç ay evvel keyfiyeti Haşmetli Kırâlı Hazretlerinin Türkiyedeki Mümmesiline bildirmek veya müşarileyh vasıtasıyla tebliğ ettirmek şartıyla işbu muvakkat itilâfı ayrı fesh etmek hususunda muhtar olacaktırlar.

Bu vesile ile, etc.

Dr. Rüstü.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES COMMERCIALES.

ANGORA, le 2 juillet 1929.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de la République de Turquie et le Gouvernement de Sa Majesté britannique dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, étant désireux d'éviter toute entrave au commerce extérieur et intérieur de leurs pays respectifs à l'expiration de la Convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923, et en attendant l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociation, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de la République de

² TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS,
DIRECTORATE
OF COMMERCIAL AFFAIRS.

ANGORA, July 2, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

It being the desire of the Government of the Republic of Turkey and of His Britannic Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to avoid any impediment to the trade and commerce of their respective countries on the lapse of the Commercial Convention signed at Lausanne on the 24th July, 1923, and pending the entry into force of the treaty of commerce and navigation now being negotiated, I have the honour to inform your Excellency that the Government of the Repu-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Communiquée par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Turquie convient, sous réserve de réciprocité, d'accorder, à dater du 6 août 1929, aux sujets britanniques, ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, un traitement aussi favorable à tous égards, en Turquie, que celui qui est accordé aux nationaux, ainsi qu'aux marchandises, produits naturels ou articles manufacturés de la nation étrangère la plus favorisée. Ce traitement s'étendra à toutes les questions relatives au commerce et à la navigation, à l'importation, à l'exportation et au transit, et en général à tout ce qui touche aux droits de douane, formalités douanières et transactions commerciales, à l'établissement de sujets britanniques en Turquie, à l'exercice de toute activité commerciale, industrielle et professionnelle et au paiement d'impôts.

2. Les navires britanniques, leurs cargaisons et leurs passagers jouiront dans les ports, cours d'eau et eaux territoriales de la Turquie d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux navires de la nation étrangère la plus favorisée, ainsi qu'à leurs cargaisons et à leurs passagers.

3. Les dispositions précitées s'étendront, sous réserve de réciprocité, à l'une quelconque des colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, ainsi qu'aux territoires sous mandat administrés par le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, si notification à cet effet est donnée par le Représentant de Sa Majesté britannique en Turquie au Gouvernement de la République turque.

4. Le Gouvernement de l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, et le Gouvernement de l'Inde pourront, sous réserve de réciprocité, accéder au présent *modus vivendi* en signifiant, par l'intermédiaire du représentant de Sa Majesté britannique en Turquie, leur désir de voir appliquer les dispositions de ce *modus vivendi* à leurs territoires respectifs, y compris les territoires sous mandat administrés par ces gouvernements.

5. Les engagements qui figurent dans la présente note prendront effet à dater du 6 août 1929, et resteront exécutoires pendant une période de six mois au moins, étant entendu qu'ils pourront être dénoncés par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois mois, à l'expiration du troisième mois ou, ultérieurement, à un moment quelconque. Faute de ce préavis, le *modus vivendi* exercera

blic of Turkey undertake, on condition of reciprocity, to accord, as from the 6th August, 1929, to British subjects and goods the produce or manufacture of Great Britain and Northern Ireland treatment in Turkey which shall be as favourable in all respects as that accorded to the nationals of, and goods the produce or manufacture of, the most favoured foreign country. This treatment shall be accorded in all matters of commerce and navigation, and as regards importation, exportation and transit, and in general all that concerns customs duties and formalities and commercial operations, the establishment of British subjects in Turkey, the exercise of commerce, industries and professions and the payment of taxes.

2. British vessels, their cargoes and passengers shall enjoy in the ports, rivers and territorial waters of Turkey treatment not less favourable than that accorded to the vessels of the most favoured foreign country and their cargoes and passengers.

3. The foregoing stipulations shall be extended, on condition of reciprocity, to any of His Britannic Majesty's Colonies, Possessions or Protectorates, or to any Mandated Territory administered by His Majesty's Government in the United Kingdom, if a notification to that effect is given by His Britannic Majesty's representative in Turkey to the Government of the Republic of Turkey.

4. The Government of any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, or the Government of India, may, on condition of reciprocity, accede to the present *modus vivendi* by giving notice through His Britannic Majesty's representative in Turkey of their desire that its stipulations shall apply to their respective territories, including any Mandated Territories administered by such Governments.

5. The undertakings contained in this note will take effect as from the 6th August, 1929, and will remain in force for a period of six months at least, it being understood that they may be terminated by either party by giving three months' notice at the end of the third month or at any time subsequently. Failing such notice they will remain in force until the entry into force of the treaty of commerce and

ses effets jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du traité de commerce et de navigation actuellement en cours de négociations, à partir de laquelle, quoiqu'il advienne, il cessera *ipso facto* d'être valable.

6. Pour ce qui concerne l'un quelconque des Dominions autonomes de Sa Majesté, l'Inde ou une colonie, possession, protectorat ou territoire sous mandat, pour lequel l'accession au présent *modus vivendi* aura été notifiée conformément au paragraphe 4 ci-dessus, ou pour lequel l'avis relatif à l'application du présent *modus vivendi* aura été donné conformément au paragraphe 3 ci-dessus, le *modus vivendi* pourra être dénoncé séparément par l'une ou l'autre Partie à l'expiration du troisième mois ou, ultérieurement, à un moment quelconque, sous réserve d'un préavis de trois mois à cet effet, reçu ou donné par le représentant de Sa Majesté britannique en Turquie.

Veuillez agréer, etc.

D^r RUSHDI.

navigation now being negotiated, as from which date they will in any event *ipso facto* cease to be effective.

6. As regards any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, India, or any Colony, Possession, Protectorate or Mandated Territory in respect of which notification of accession to this *modus vivendi* has been made in virtue of paragraph 4 above, or notice of the application of this *modus vivendi* has been given in virtue of paragraph 3 above, it may be terminated separately by either party, at the end of the third month or at any time subsequently, on three months' notice to that effect being given either by or to His Britannic Majesty's representative in Turkey.

I avail myself, etc.

Dr. RUSHDI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE L'INDE AU *modus vivendi* COMMERCIAL PRÉCITÉ. ANGORA, LES 1^{ER} ET 10 AOUT 1929.

Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 18 décembre 1929.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

N^o 75.
(31/205/29).

Le 1^{er} août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au paragraphe 4 de la note de Votre Excellence en date du 2 juillet sous le numéro 68624/32, j'ai l'honneur de porter à la

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE ACCESSION OF INDIA TO THE ABOVE COMMERCIAL *modus vivendi*. ANGORA, AUGUST 1ST AND 10, 1929.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 18, 1929.

HIS BRITANNIC
MAJESTY'S EMBASSY
IN TURKEY.

No. 75.
(31/205/29).

August 1, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to paragraph 4 of your note dated July 2, No. 68624/32, I have the honour to inform you that the Government of India

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement des Indes désire adhérer au *modus vivendi* qui a été établi le 2 juillet par l'échange des notes.

J'ai donc l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que les stipulations dudit *modus vivendi* soient appliquées aux territoires soumis au Gouvernement des Indes.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

George R. CLERK.

Son Excellence
Docteur Tevfik Rushdi Bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement de la
République turque.
Angora.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° 71012-40.

ANKARA, le 10 août 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 1^{er} courant, N° 75, par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que le Gouvernement des Indes désire adhérer au *modus vivendi* qui a été établi le 2 juillet dernier par l'échange des notes.

Je m'empresse de communiquer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République a pris acte de cette adhésion.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Dr T. RUSHDI.

Son Excellence
M. George Clerk,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.
En ville.

desires to accede to the *modus vivendi* established on July 2 by exchange of notes.

I have therefore the honour to request Your Excellency to be so good as to take the necessary measures for the provisions of the said *modus vivendi* to be applied to the territories under the authority of the Government of India.

I have the honour, etc.

George R. CLERK.

To His Excellency
Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Turkish Republic,
Angora.

TURKISH REPUBLIC,
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 71012-40.

ANKARA, August 10, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter dated the 1st instant, No. 75, by which you were good enough to inform me that the Government of India desires to accede to the *modus vivendi* established on July 2 last by exchange of notes.

I hasten to inform Your Excellency that the Government of the Republic has taken note of this accession.

I have the honour to be, etc.

Dr. T. RUSHDI.

To His Excellency
M. George Clerk,
Ambassador of His Britannic Majesty,
Ankara.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'ADHÉSION DE CEYLAN AU *modus vivendi* COMMERCIAL PRÉCITÉ. CONSTANTINOPLE, LE 30 AOUT, ET ANGORA, LES 1^{ER} ET 25 SEPTEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 18 décembre 1929.

TELEGRAM.

From Constantinople. N° 85.
To Minister for Foreign Affairs,
Angora.
Despatched 30. 8. 29. (18.30).
(En clair).

Gouvernement britannique désire que les stipulations du *modus vivendi* turco-anglais soient appliquées à l'île de Ceylan. Avis formel suit. Je serais très reconnaissant si Votre Excellence voudrait bien signaler réception de ce télégramme.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE
EN TURQUIE.

N° 86.
(31/228/29).

Le 30 août 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au paragraphe 3 de la note de Votre Excellence en date du 2 juillet sous le numéro 68624/32, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE ACCESSION OF CEYLON TO THE ABOVE COMMERCIAL *modus vivendi*. CONSTANTINOPLE, AUGUST 30, AND ANGORA, SEPTEMBER 1ST AND 25, 1929.

French official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, December 18, 1929.

TELEGRAM.

From Constantinople, No. 85
To Minister for Foreign Affairs,
Angora.
Despatched 30.8.29. (18.30).
(En clair).

British Government desires that the provisions of the Turco-British *modus vivendi* should be applied to the Island of Ceylon. Formal notice follows. I would be very grateful if Your Excellency would acknowledge receipt of this telegram.

HIS BRITANNIC
MAJESTY'S EMBASSY
IN TURKEY.

N° 86.
(31/228/29).

August 30, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to paragraph 3 of your Note dated July 2, No. 68624/32, I have the honour to inform Your Excellency that His Britannic Majesty's Government desires that the provisions of the *modus vivendi* established on July 2

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que les stipulations du *modus vivendi* qui a été établi le 2 juillet par l'échange des notes, soient appliquées à l'île de Ceylan.

J'ai donc l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que les stipulations dudit *modus vivendi* soient appliquées à ladite île.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) George R. CLERK.

Son Excellence
Docteur Tewfik Rushdi Bey,
Ministre des Affaires étrangères
du Gouvernement
de la République turque.
Angora.

TELEGRAM.

From Minister for Foreign Affairs,
Angora. No 46.
To Constantinople.
Despatched 1. 9. 29. (20.30)
Received 2. 9. 29.
(En clair)

En accusant réception votre télégramme No 85 m'empresse informer Votre Excellence que administration douanes est invitée à faire appliquer à l'île Ceylan dispositions du *modus turc-anglais*.

RÉPUBLIQUE TURQUE.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No 73647/54.

ANKARA, le 25 septembre 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En réponse à la lettre de Votre Excellence du 30 août dernier, sub. No 86, j'ai l'honneur

by exchange of notes should be applied to the Island of Ceylon.

I have therefore the honour to request Your Excellency to be so good as to take the necessary measures for the provisions of the said *modus vivendi* to be applied to the said Island.

I have the honour to be, etc.

(Signed) George R. CLERK.

His Excellency
Dr. Tewfik Rushdi Bey,
Minister for Foreign Affairs
of the Government
of the Turkish Republic,
Angora.

TELEGRAM.

From Minister for Foreign Affairs,
Angora, No. 46.
To Constantinople.
Despatched 1. 9. 29 (20. 30)
Received 2. 9. 29
(En clair).

In acknowledging receipt of your telegram No. 85, I hasten to inform Your Excellency that the Customs administration has been requested to apply the provisions of the Turco-British *modus vivendi* to the Island of Ceylon.

TURKISH REPUBLIC,
MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 73647/54.

ANKARA, September 25, 1929.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter of August 30 last, No. 86, I have the honour to inform you that

de l'informer qu'il a été avisé au nécessaire pour assurer l'application à l'île de Ceylan des stipulations du *modus vivendi* du 2 juillet dernier.

Je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Dr T. ROUSHDI.

Son Excellence
Le Très Honorable Sir George R. Clerk,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique,
etc., etc., etc.

the necessary measures have been taken for the provisions of the *modus vivendi* of July 2nd last to be applied to the Island of Ceylon.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Dr. T. RUSHDI.

His Excellency,
The Right Honourable Sir George R. Clerk,
Ambassador of
His Britannic Majesty,
etc. etc. etc.

N° 2136.

**ROYAUME DES SERBES,
CROATES ET SLOVÈNES
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Protocole concernant la prolongation
du Traité d'alliance conclu le 31
août 1922. Signé à Belgrade, le
21 mai 1929.**

**KINGDOM OF THE SERBS,
CROATS AND SLOVENES
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Protocol concerning the Prolonga-
tion of the Treaty of Alliance
concluded August 31, 1922.
Signed at Belgrade, May 21, 1929.**

N^o 2136. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROLONGATION DU TRAITÉ D'ALLIANCE CONCLU LE 31 AOÛT 1922 ENTRE LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A BELGRADE, LE 21 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par les délégués permanents de la République tchécoslovaque et du Royaume de Yougoslavie à la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 3 septembre 1929.

Les résultats du Traité d'alliance² conclu à Mariánské Lázně, le 31 août 1922, ayant été reconnus comme bienfaisants pour la cause de la paix et son maintien jugé ainsi nécessaire, les plénipotentiaires soussignés, munis des pleins pouvoirs respectifs du président de la République tchécoslovaque et de Sa Majesté le roi des Serbes, Croates et Slovènes, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité d'alliance du 31 août 1922 restera en vigueur cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications de ce protocole. S'il n'est pas dénoncé un an au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Le présent protocole destiné à remplacer le protocole de prolongation, signé à Genève le 19 septembre 1928, sera ratifié et les ratifications seront échangées à Prague le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Belgrade en double expédition, le vingt et un mai mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ.

(L. S.) D^r K. KUMANUDI.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 août 1929.

D^r Karel Kazbunda.

Directeur des Archives a. i.

Pour copie certifiée conforme :

le 4 décembre 1929.

D'ordre du Ministre conseiller.

D^r Svet. Djoritch.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 27 août 1929.

² Vol. XIII, page 231, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2136. — PROTOCOL ² CONCERNING THE PROLONGATION OF THE TREATY OF ALLIANCE CONCLUDED AUGUST 31, 1922, BETWEEN THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT BELGRADE, MAY 21, 1929.

French official text communicated by the Permanent Delegates of the Czechoslovak Republic and of the Kingdom of Yugoslavia accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place, September 3, 1929.

The results of the Treaty of Alliance ³ concluded at Mariánské Lázně on August 31, 1922, having been found to be beneficial to the cause of peace and its maintenance being thus deemed necessary, the undersigned Plenipotentiaries, acting in virtue of full powers conferred respectively by the President of the Czechoslovak Republic and His Majesty the King of the Serbs, Croats and Slovenes, and found to be in good and due form, have agreed as follows :

The Treaty of Alliance of August 31, 1922, shall remain in force for five years as from the date on which the ratifications of this Protocol are exchanged. If the Protocol is not denounced at least one year before the expiry of this period, it shall remain in force for a fresh period of five years, and similarly thereafter.

The present Protocol, which replaces the Protocol of prolongation signed at Geneva on September 19, 1928, shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Prague as soon as possible.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the Protocol and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Belgrade, the twenty-first day of May, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) Dr. Edward BENEŠ.

(L. S.) Dr. K. KUMANUDI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, August 27, 1929.

³ Vol. XIII, page 231, of this Series.

N° 2137.

**ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
BELGIQUE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, etc.**

**Traité général de renonciation à la
guerre comme instrument de poli-
tique nationale. Signé à Paris, le
27 août 1928.**

**GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
BELGIUM, FRANCE,
GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND, etc.**

**General Treaty for Renunciation of
War as an Instrument of National
Policy. Signed at Paris, August
27, 1928.**

N° 2137. — TRAITÉ¹ GÉNÉRAL DE RENONCIATION A LA GUERRE
COMME INSTRUMENT DE POLITIQUE NATIONALE. SIGNÉ A
PARIS, LE 27 AOUT 1928.

Textes officiels français et anglais communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 septembre 1929.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 9 août 1929.

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, ayant le sentiment profond du devoir solennel qui leur incombe de développer le bien-être de l'humanité ;

Persuadés que le moment est venu de procéder à une franche renonciation à la guerre, comme instrument de politique nationale, afin que les relations pacifiques et amicales existant actuellement entre leurs peuples puissent être perpétuées ;

Convaincus que tous changements dans leurs relations mutuelles ne doivent être recherchés que par des procédés pacifiques et être réalisés dans l'ordre et dans la paix, et que toute Puissance

¹ Ratifications déposées à Washington par tous les Etats signataires, le 25 juillet 1929.

Adhésions :

Afghanistan	30 novembre	1928	Libéria	23 février	1929
Albanie	12 février	1929	Lithuanie	5 avril	1929
Autriche	31 décembre	1928	Luxembourg	24 août	1929
Bulgarie	22 juillet	1929	Mexique	26 novembre	1929
Chili	12 août	1929	Nicaragua	13 mai	1929
Chine	8 mai	1929	Norvège	26 mars	1929
Costa-Rica	1 ^{er} octobre	1929	Panama	25 février	1929
Cuba	13 mars	1929	Paraguay	4 décembre	1929
Danemark	23 mars	1929	Pays-Bas	12 juillet	1929
Ville Libre de Dantzig	11 septembre	1929	Pérou	23 juillet	1929
République Dominicaine	12 décembre	1928	Perse	25 juillet	1929
Egypte	9 mai	1929	Portugal	1 ^{er} mars	1929
Espagne	7 mars	1929	Roumanie	21 mars	1929
Estonie	26 avril	1929	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	20 février	1929
Ethiopie	28 novembre	1928	Siam	16 janvier	1929
Finlande	24 juillet	1929	Suède	12 avril	1929
Grèce	3 août	1929	Suisse	2 décembre	1929
Guatémala	16 juillet	1929	Turquie	8 juillet	1929
Haïti	10 mars	1930	Union des Républiques so- viétistes socialistes	27 septembre	1928
Honduras	5 août	1929	Venezuela	24 octobre	1929
Hongrie	22 juillet	1929			
Islande	10 juin	1929			
Lettonie	23 juillet	1929			

No. 2137. — GENERAL TREATY¹ FOR RENUNCIATION OF WAR AS AN INSTRUMENT OF NATIONAL POLICY. SIGNED AT PARIS, AUGUST 27, 1928.

French and English official texts communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic and the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place September 4, 1929.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 9, 1929.

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, deeply sensible of their solemn duty to promote the welfare of mankind ;

Persuaded that the time has come when a frank renunciation of war as an instrument of national policy should be made to the end that the peaceful and friendly relations now existing between their peoples may be perpetuated ;

Convinced that all changes in their relations with one another should be sought only by pacific means and be the result of a peaceful and orderly process, and that any signatory Power

¹ Ratifications deposited at Washington by all the States signatories, July 25, 1929.

Accessions :

Afghanistan	November 30, 1928	Lithuania	April 5, 1929
Abyssinia	November 28, 1928	Luxemburg	August 24, 1929
Albania	February 12, 1929	Mexico	November 26, 1929
Austria	December 31, 1928	The Netherlands	July 12, 1929
Bulgaria... ..	July 22, 1929	Nicaragua	May 13, 1929
Chile	August 12, 1929	Norway	March 26, 1929
China	May 8, 1929	Panama	February 25, 1929
Costa Rica	October 1st, 1929	Paraguay	December 4, 1929
Cuba	March 13, 1929	Peru	July 23, 1929
Denmark	March 23, 1929	Persia	July 25, 1929
Free City of Danzig	September 11, 1929	Portugal	March 1st, 1929
Dominican Republic	December 12, 1928	Roumania	March 21, 1929
Egypt	May 9, 1929	Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	February 20, 1929
Estonia	April 26, 1929	Siam	January 16, 1929
Finland	July 24, 1929	Spain	March 7, 1929
Greece	August 3, 1929	Sweden	April 12, 1929
Guatemala	July 16, 1929	Switzerland	December 2, 1929
Haiti	March 10, 1930	Turkey	July 8, 1929
Honduras	August 5, 1929	Union of Soviet Socialist Re- publics	September 27, 1928
Hungary	July 22, 1929	Venezuela	October 24, 1929
Iceland	June 10, 1929		
Latvia	July 23, 1929		
Liberia	February 23, 1929		

signataire qui chercherait désormais à développer ses intérêts nationaux en recourant à la guerre devra être privée du bénéfice du présent traité ;

Espérant que, encouragées par leur exemple, toutes les autres nations du monde se joindront à ces efforts humanitaires et, en adhérant au présent traité dès qu'il entrera en vigueur, mettront leurs peuples à même de profiter de ses bienfaisantes stipulations, unissant ainsi les nations civilisées du monde dans une renonciation commune à la guerre comme instrument de leur politique nationale ;

Ont décidé de conclure un traité et à cette fin ont désigné comme leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Docteur Gustav STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

L'Honorable Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Paul HYMANS, ministre des Affaires étrangères, ministre d'Etat ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Aristide BRIAND, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET TOUTES LES PARTIES DE L'EMPIRE BRITANNIQUE QUI NE SONT PAS INDIVIDUELLEMENT MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Le Très Honorable Lord CUSHENDUN, chancelier du Duché de Lancastre, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères par intérim ;

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le Très Honorable William Lyon MACKENZIE KING, premier ministre et ministre des Affaires extérieures ;

POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :

L'Honorable Alexander John McLACHLAN, membre du Conseil exécutif fédéral ;

POUR LE DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE :

L'Honorable Sir Christopher James PARR, haut commissaire de la Nouvelle-Zélande en Grande-Bretagne ;

POUR L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD :

L'Honorable Jacobus Stephanus SMIT, haut-commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud en Grande-Bretagne ;

POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :

M. William Thomas COSGRAVE, président du Conseil exécutif ;

POUR L'INDE :

Le Très Honorable Lord CUSHENDUN, chancelier du Duché de Lancaster, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères par intérim ;

which shall hereafter seek to promote its national interests by resort to war should be denied the benefits furnished by this Treaty ;

Hopeful that, encouraged by their example, all the other nations of the world will join in this humane endeavour and by adhering to the present Treaty as soon as it comes into force bring their peoples within the scope of its beneficent provisions, thus uniting the civilized nations of the world in a common renunciation of war as an instrument of their national policy ;

Have decided to conclude a Treaty and for that purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Gustav STRESEMANN, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honorable Frank B. KELLOGG, Secretary of State ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Mr. Paul HYMANS, Minister for Foreign Affairs, Minister of State ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Mr. Aristide BRIAND, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF THE LEAGUE OF NATIONS :

The Right Honourable Lord CUSHENDUN, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;

FOR THE DOMINION OF CANADA :

The Right Honourable William Lyon MACKENZIE KING, Prime Minister and Minister for External Affairs ;

FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :

The Honourable Alexander John McLACHLAN, Member of the Executive Federal Council ;

FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :

The Honourable Sir Christopher James PARR, High Commissioner for New Zealand in Great Britain ;

FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :

The Honourable Jacobus Stephanus SMIT, High Commissioner for the Union of South Africa in Great Britain ;

FOR THE IRISH FREE STATE :

Mr. William Thomas COSGRAVE, President of the Executive Council ;

FOR INDIA

The Right Honourable Lord CUSHENDUN, Chancellor of the Duchy of Lancaster, Acting Secretary of State for Foreign Affairs ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Le comte Gaetano MANZONI, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Paris ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le comte UCHIDA, conseiller privé ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. A. ZALESKI, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Docteur Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont tombés d'accord sur les articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes déclarent solennellement au nom de leurs peuples respectifs qu'elles condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux, et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent que le règlement ou la solution de tous les différends ou conflits, de quelque nature ou de quelque origine qu'ils puissent être, qui pourront surgir entre elles, ne devra jamais être recherché que par des moyens pacifiques.

Article III.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes désignées dans le préambule, conformément aux exigences de leurs constitutions respectives, et il prendra effet entre elles dès que tous les instruments de ratification auront été déposés à Washington.

Le présent traité, lorsqu'il aura été mis en vigueur ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent, restera ouvert aussi longtemps qu'il sera nécessaire pour l'adhésion de toutes les autres Puissances du monde. Chaque instrument établissant l'adhésion d'une Puissance sera déposé à Washington et le traité, immédiatement après ce dépôt, entrera en vigueur entre la Puissance donnant ainsi son adhésion et les autres Puissances contractantes.

Il appartiendra au Gouvernement des Etats-Unis de fournir à chaque gouvernement désigné dans le préambule et à tout gouvernement qui adhérera ultérieurement au présent traité une copie certifiée conforme dudit traité et de chacun des instruments de ratification ou d'adhésion. Il appartiendra également au Gouvernement des Etats-Unis de notifier télégraphiquement auxdits gouvernements chaque instrument de ratification ou d'adhésion immédiatement après dépôt.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Count Gaetano MANZONI, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Paris ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

Count UCHIDA, Privy Councillor ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND

Mr. A. ZALESKI, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Eduard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated to one another their full powers found in good and due form have agreed upon the following articles :

Article I.

The High Contracting Parties solemnly declare in the names of their respective peoples that they condemn recourse to war for the solution of international controversies, and renounce it as an instrument of national policy in their relations with one another.

Article II.

The High Contracting Parties agree that the settlement or solution of all disputes or conflicts of whatever nature or of whatever origin they may be, which may arise among them, shall never be sought except by pacific means.

Article III.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties named in the Preamble in accordance with their respective constitutional requirements, and shall take effect as between them as soon as all their several instruments of ratification shall have been deposited at Washington.

This Treaty shall, when it has come into effect as prescribed in the preceding paragraph, remain open as long as may be necessary for adherence by all the other Powers of the world. Every instrument evidencing the adherence of a Power shall be deposited at Washington and the Treaty shall immediately upon such deposit become effective as between the Power thus adhering and the other Powers parties hereto.

It shall be the duty of the Government of the United States to furnish each Government named in the Preamble and every Government subsequently adhering to this Treaty with a certified copy of the Treaty and of every instrument of ratification or adherence. It shall also be the duty of the Government of the United States telegraphically to notify such Governments immediately upon the deposit with it of each instrument of ratification or adherence.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité établi en langue française et anglaise, les deux textes ayant force égale, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le vingt-sept août mil neuf cent vingt-huit.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Treaty in the French and English languages both texts having equal force, and hereunto affix their seals.

Done at Paris, the twenty-seventh day of August in the year one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) (*Signé*) Gustav STRESEMANN.
(L. S.) (*Signé*) Frank B. KELLOGG.
(L. S.) (*Signé*) Paul HYMANS.
(L. S.) (*Signé*) Aristide BRIAND.
(L. S.) (*Signé*) CUSHENDUN.
(L. S.) (*Signé*) W. L. MACKENZIE KING.
(L. S.) (*Signé*) A. J. McLACHLAN.
(L. S.) (*Signé*) C. J. PARR.
(L. S.) (*Signé*) J. S. SMIT.
(L. S.) (*Signé*) William Thomas COSGRAVE.
(L. S.) (*Signé*) CUSHENDUN.
(L. S.) (*Signé*) G. MANZONI.
(L. S.) (*Signé*) UCHIDA.
(L. S.) (*Signé*) Auguste ZALESKI.
(L. S.) (*Signé*) Dr. Edvard BENEŠ.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire,
Chef du Service du Protocole :*

P. de Fouquières.

N° 2138.

**ALLEMAGNE,
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
AUTRICHE,
BELGIQUE, BRÉSIL, etc.**

**Protocole concernant la prohibition
d'emploi à la guerre de gaz
asphyxiants, toxiques ou similaires
et de moyens bactériologiques.
Signé à Genève, le 17 juin 1925.**

**GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRIA,
BELGIUM, BRAZIL, etc.**

**Protocol for the Prohibition of the
Use in War of Asphyxiating,
Poisonous or Other Gases, and of
Bacteriological Methods of War-
fare. Signed at Geneva, June 17,
1925.**

N° 2138. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENEVE, LE 17 JUIN 1925.

Textes officiels français et anglais communiqués par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 7 septembre 1929.

LES PLÉNIPOTENTIAIRES SOUSSIGNÉS, au nom de leurs gouvernements respectifs :

Considérant que l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que de tous liquides, matières ou procédés analogues, a été à juste titre condamné par l'opinion générale du monde civilisé ;

Considérant que l'interdiction de cet emploi a été formulée dans des traités auxquels sont Parties la plupart des Puissances du monde ;

Dans le dessein de faire universellement reconnaître comme incorporée au droit international cette interdiction, qui s'impose également à la conscience et à la pratique des nations,

¹ Dépôt des ratifications :

FRANCE, 9 mai 1926.

1° Ledit protocole n'oblige le Gouvernement de la République française que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié, ou qui y auront adhéré ;

2° Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement de la République française à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

VENEZUELA, 8 février 1928.

ITALIE, 3 avril 1928.

AUTRICHE, 9 mai 1928.

BELGIQUE, 4 décembre 1928.

1° Ledit protocole n'oblige le Gouvernement belge que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié, ou qui y auront adhéré ;

2° Ledit protocole cessera de plein droit d'être obligatoire pour le Gouvernement belge à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17, 1925.

French and English official texts communicated by the President of the Council, Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Protocol took place September 7, 1929.

THE UNDERSIGNED PLENIPOTENTIARIES, in the name of their respective Governments :

Whereas the use in war of asphyxiating, poisonous or other gases, and of all analogous liquids materials or devices, has been justly condemned by the general opinion of the civilised world ; and

Whereas the prohibition of such use has been declared in Treaties to which the majority of Powers of the world are Parties ; and

To the end that this prohibition shall be universally accepted as a part of International Law, binding alike the conscience and the practice of nations ;

¹ Deposit of ratifications :

FRANCE, *May 9, 1926.*

(1) The said Protocol is only binding on the Government of the French Republic as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Government of the French Republic in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

VENEZUELA, *February 8, 1928.*

ITALY, *April 3, 1928.*

AUSTRIA, *May 9, 1928.*

BELGIUM, *December 4, 1928.*

(1) The said Protocol is only binding on the Belgian Government as regards States which have signed or ratified it or which may accede to it.

(2) The said Protocol shall *ipso facto* cease to be binding on the Belgian Government in regard to any enemy State whose armed forces or whose Allies fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

DÉCLARENT :

Que les Hautes Parties contractantes, en tant qu'elles ne sont pas déjà parties à des traités prohibant cet emploi, reconnaissent cette interdiction, acceptent d'étendre cette interdiction d'emploi aux moyens de guerre bactériologiques et conviennent de se considérer comme liées entre elles aux termes de cette déclaration.

Les Hautes Parties contractantes feront tous leurs efforts pour amener les autres Etats à adhérer au présent protocole. Cette adhésion sera notifiée au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, à toutes les Puissances signataires et adhérentes. Elle prendra effet à dater du jour de la notification faite par le Gouvernement de la République française.

Le présent protocole, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié le plus tôt possible. Il portera la date de ce jour.

Les ratifications du présent protocole seront adressées au Gouvernement de la République française, qui en notifiera le dépôt à chacune des Puissances signataires ou adhérentes.

Suite de la note page 66.

EGYPTE, 6 décembre 1928.

POLOGNE, 4 février 1929.

SERBES, CROATES ET SLOVÈNES (ROYAUME DES), 12 avril 1929.

ALLEMAGNE, 25 avril 1929.

FINLANDE, 26 juin 1929.

ESPAGNE, 22 août 1929.

Déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit sans convention spéciale à l'égard de de tout Membre ou Etat acceptant et observant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité; le Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques, signé à Genève, le 17 juin 1925.

ROUMANIE, 23 août 1929.

1° Ledit protocole n'oblige le Gouvernement royal roumain que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y auront adhéré définitivement.

2° Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour le Gouvernement royal roumain, vis-à-vis de n'importe quel Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés de droit ou de fait ne respectent pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

TURQUIE, 5 octobre 1929.

DANEMARK, 5 mai 1930.

SUÈDE, 25 avril 1930.

EMPIRE BRITANNIQUE, 9 avril 1930.

1° Ledit protocole n'oblige Sa Majesté Britannique que vis-à-vis des Puissances et des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré définitivement.

2° Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté Britannique à l'égard de toute Puissance ennemie dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

DECLARE :

That the High Contracting Parties, so far as they are not already Parties to Treaties prohibiting such use, accept this prohibition, agree to extend this prohibition to the use of bacteriological methods of warfare and agree to be bound as between themselves according to the terms of this declaration.

The High Contracting Parties will exert every effort to induce other States to accede to the present Protocol. Such accession will be notified to the Government of the French Republic, and by the latter to all signatory and acceding Powers, and will take effect on the date of the notification by the Government of the French Republic.

The present Protocol, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified as soon as possible. It shall bear to-day's date.

The ratifications of the present Protocol shall be addressed to the Government of the French Republic, which will at once notify the deposit of such ratification to each of the signatory and acceding Powers.

Continuation of the Note on page 67.

EGYPT, *December 6, 1928.*

POLAND, *February 4, 1929.*

SERBS, CROATS AND SLOVENES (KINGDOM OF THE), *April 12, 1929.*

GERMANY, *April 25, 1929.*

FINLAND, *June 26, 1929.*

SPAIN, *August 22, 1929.*

Declares as compulsory *ipso facto* and without special agreement in relation to any other Member or State accepting and executing the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous and other Gases and of Bacteriological Methods of Warfare, signed at Geneva, June 17, 1925.

ROUMANIA, *August 23, 1929.*

(1) The said Protocol only binds the Roumanian Government in relation to States which have signed and ratified or which have definitely acceded to the Protocol ;

(2) The said Protocol shall cease to be binding on the Roumanian Government in regard to all enemy States whose armed forces or whose Allies *de jure* or in fact do not respect the restrictions which are the object of this Protocol.

TURKEY, *October 5, 1929.*

DENMARK, *May 5, 1930.*

SWEDEN, *April 25, 1930.*

BRITISH EMPIRE, *April 9, 1930.*

(1) The said Protocol is only binding on His Britannic Majesty as regards those Powers and States which have both signed and ratified the Protocol or have finally acceded thereto.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on His Britannic Majesty towards any Power at enmity with Him whose armed forces, or the armed forces of whose allies, fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

Les instruments de ratification ou d'adhésion resteront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Le présent protocole entrera en vigueur pour chaque Puissance signataire à dater du dépôt de sa ratification et, dès ce moment, cette Puissance sera liée vis-à-vis des autres Puissances ayant déjà procédé au dépôt de leurs ratifications.

Suite de la note page 66.

INDE, 9 avril 1930.

1^o Ledit protocole n'oblige Sa Majesté Britannique que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré définitivement.

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté Britannique à l'égard de toute Puissance ennemie dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

CANADA, 6 mai 1930.

1^o Ledit protocole n'oblige Sa Majesté Britannique que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré définitivement.

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté Britannique à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les alliés en droit ou en fait ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

ADHÉSIONS :

LIBÉRIA, 2 avril 1927.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, 5 avril 1928.

1^o Ledit protocole n'oblige le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes que vis-à-vis des Etats qui l'ont signé et ratifié, ou qui y ont adhéré définitivement ;

2^o Ledit protocole cessera d'être obligatoire pour le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'égard de tout Etat ennemi dont les forces armées ou dont les Alliés en droit ou en fait ne respecteraient pas les interdictions qui font l'objet de ce protocole.

PERSE, 4 juillet 1929.

CHINE, 7 août 1929.

UNION SUD-AFRICAINE, 22 janvier 1930.

Sous les réserves que ledit protocole n'oblige Sa Majesté que vis-à-vis des Puissances et des Etats qui l'ont signé et ratifié ou qui y ont adhéré, et que ledit protocole cessera d'être obligatoire pour Sa Majesté à l'égard de toute Puissance ennemie dont les forces armées ou dont les forces armées alliées ne respecteraient pas ce protocole.

AUSTRALIE, 22 janvier 1930.

(Mêmes réserves que pour l'Union Sud-Africaine.)

NOUVELLE-ZÉLANDE, 22 janvier 1930.

(Mêmes réserves que pour l'Union Sud-Africaine.)

The instruments of ratification of and accession to the present Protocol will remain deposited in the archives of the Government of the French Republic.

The present Protocol will come into force for each signatory Power as from the date of deposit of its ratification, and, from that moment, each Power will be bound as regards other Powers which have already deposited their ratifications.

Continuation of the Note on page 67.

INDIA, *April 9, 1930.*

(1) The said Protocol is only binding on His Britannic Majesty as regards those States which have both signed and ratified it, or have finally acceded thereto.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on His Britannic Majesty towards any Power at enmity with Him whose armed forces, or the armed forces of whose allies, fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

CANADA, *May 6, 1930.*

(1) The said Protocol is only binding on His Britannic Majesty as regards those States which have both signed and ratified it, or have finally acceded thereto.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on His Britannic Majesty towards any State at enmity with Him whose armed forces, or whose allies *de jure* or in fact fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

ACCESSIONS.

LIBERIA, *April 2, 1927.*

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, *April 5, 1928.*

(1) The said Protocol only binds the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in relation to the States which have signed and ratified or which have definitely acceded to the Protocol.

(2) The said Protocol shall cease to be binding on the Government of the Union of Soviet Socialist Republics in regard to all enemy States whose armed forces or whose Allies *de jure* or in fact do not respect the restrictions which are the object of this Protocol.

PERSIA, *July 4, 1929.*

CHINA, *August 7, 1929.*

UNION OF SOUTH AFRICA, *January 22, 1930.*

Subject to the reservations that His Majesty is bound by the said Protocol only towards those Powers and States which have both signed and ratified the Protocol or have acceded thereto, and that His Majesty shall cease to be bound by the Protocol towards any Power at enmity with Him whose armed forces, or the armed forces of whose allies, do not respect the Protocol.

AUSTRALIA, *January 22, 1930.*

(Same reservations as the Union of South Africa.)

NEW ZEALAND, *January 22, 1930.*

(Same reservations as the Union of South Africa.)

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Fait à Genève, en un seul exemplaire, le dix-sept juin mil neuf cent vingt-cinq.

Done at Geneva in a single copy, the seventeenth day of June, One Thousand Nine Hundred and Twenty-Five.

Pour l'ALLEMAGNE

For GERMANY

H. VON ECKARDT.

Pour les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

For the UNITED STATES OF AMERICA

Theodore E. BURTON

Hugh S. GIBSON

Pour l'AUTRICHE

For AUSTRIA

E. PFLUGL

Pour la BELGIQUE

For BELGIUM

Fernand PELTZER

Pour le BRÉSIL

For BRAZIL

Contre-Amiral A. C. DE SOUZA E SILVA

Major Estevão LEITÃO DE CARVALHO.

Pour l'EMPIRE BRITANNIQUE

For the BRITISH EMPIRE

I declare that my signature does not bind India or any British Dominion which is a separate Member of the League of Nations and does not separately sign or adhere to the Protocol. ¹

ONSLow

Pour le CANADA

For CANADA

Walter A. RIDDELL

Pour l'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

For the IRISH FREE STATE

Pour l'INDE

For INDIA

P. Z. COX.

Pour la BULGARIE

For BULGARIA

D. MIKOFF

Pour le CHILI

For CHILE

Luis CABRERA.
Général de Division

Pour la CHINE

For CHINA

Pour la COLOMBIE

For COLOMBIA

¹ Je déclare que ma signature n'engage ni l'Inde ni aucun des Dominions britanniques qui font partie, à titre de Membres distincts de la Société des Nations, et qui ne signent ou n'adhèrent pas séparément au Protocole.

Pour le DANEMARK		FOR DENMARK
	A. OLDENBURG.	
Pour l'EGYPTE		FOR EGYPT
	Ahmed EL KADRY	
Pour l'ESPAGNE		FOR SPAIN
	Emilio DE PALACIOS	
Pour l'ESTONIE		FOR ESTONIA
	J. LAIDONER.	
Pour l'ETHIOPIE		FOR ABYSSINIA
	GUÉTATCHOU	
	Blata HEROUY herouy	
	A. TASFAE	
Pour la FINLANDE		FOR FINLAND
	O. ENCKELL	
Pour la FRANCE		FOR FRANCE
	J. PAUL-BONCOUR	
Pour la GRÈCE		FOR GREECE
	Vassili DENDRAMIS.	
	D. VLACHOPOULOS.	
Pour la HONGRIE		FOR HUNGARY
Pour l'ITALIE		FOR ITALY
	Pietro CIMIENTI	
	Alberto DE MARINIS-STENDARDO	
Pour le JAPON		FOR JAPAN
	M. MATSUDA.	
Pour la LETTONIE		FOR LATVIA
	Colonel HARTMANIS.	
Pour la LITHUANIE		FOR LITHUANIA
	D ^r ZAUNIUS	
Pour le LUXEMBOURG		FOR LUXEMBURG
	Ch. G. VERMAIRE.	
Pour le NICARAGUA		FOR NICARAGUA
	A. SOTTILE	
Pour la NORVÈGE		FOR NORWAY
	Chr. L. LANGE	
Pour le PANAMA		FOR PANAMA

Pour les PAYS-BAS		For the NETHERLANDS
	W. DOUDE VAN TROOSTWIJK W. GUERIN	
Pour la PERSE		For PERSIA
Pour la POLOGNE		For POLAND
	Général Casimir SOSNKOWSKI G. D. MORAWSKI	
Pour le PORTUGAL		For PORTUGAL
	A. M. Bartholomeu FERREIRA Americo DA COSTA LEME	
Pour la ROUMANIE		For ROUMANIA
	<i>Ad referendum</i> N. P. COMNENE Général T. DUMITRESCU	
Pour le SALVADOR		For SALVADOR
	J. Gustavo GUERRERO	
Pour le SIAM		For SIAM
	M. C. VIPULYA	
Pour la SUÈDE		For SWEDEN
	Einar HENNINGS	
Pour la SUISSE		For SWITZERLAND
	Sous réserve de ratification : LOHNER	Ed. MÜLLER
Pour le ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES		For the KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
	J. DOUTCHITCH Général KALAFATOVITCH Capt. d. frég. MARIASEVITCH	
Pour la TCHÉCOSLOVAQUIE		For CZECHOSLOVAKIA
	D ^r VEVERKA Ferdinand	
Pour la TURQUIE		For TURKEY
	M. TEVFIK	
Pour l'URUGUAY		For URUGUAY
	Enrique E. BUERO	
Pour le VENEZUELA		For VENEZUELA
	C. PARRA PÉREZ	

Copie certifiée conforme :
Le ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole,
P. de Fouquières.

N° 2139.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à l'établissement
général d'assurances des pensions
d'employés, avec protocole addi-
tionnel. Signé à Vienne, le 29
mars 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the General
Insurance Organisation for Em-
ployees' Pensions, with Additional
Protocol. Signed at Vienna,
March 29, 1924.

N° 2139. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT GÉNÉRAL D'ASSURANCES DES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr JAN BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés sont répartis d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges fondées jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans la section de l'assurance obligatoire ou dans la section pour des privilèges accessoires, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives de rentes acquis par les assurés et les membres survivants de leurs familles, chacune des deux Parties contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux assurés, dont le dernier lieu de service déterminatif pour la compétence des établissements d'assurance des pensions est situé sur le territoire de l'Etat respectif. Le même principe s'applique aux remboursements flottants des primes déclarés dans le bilan de l'établissement d'assurance des pensions d'employés pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements des primes, réclamés en vertu d'une assurance qui était échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2139. — CONVENTION ² BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE GENERAL INSURANCE ORGANISATION FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 29, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning the General Insurance Organisation for Viennese Employees' Pensions, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. WILHELM THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers found, in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities incurred up to the end of December 1918 by the compulsory insurance department or by the department of accessory claims, that is to say, rights to pensions and contingent pension benefits acquired by insured persons and the surviving members of their families, each of the two Contracting Parties shall accept the portion of those liabilities which relate to insured persons whose last place of employment, which decides the competence of pensions insurance organisations, is situated in the territory of the State concerned. The same principle shall apply to the current repayment of premiums which was announced in the balance-sheet of the Insurance Organisation for Employees' Pensions for the end of the year 1918, and to the repayment of premiums which was claimed in virtue of an insurance that had fallen due before the end of 1918.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

2. Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 décembre 1918 conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des pensions d'employés, ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le Gouvernement de cet Etat. Si toutefois pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

3. Par l'entrée en vigueur, de la présente convention, toute activité de l'établissement général d'assurances des pensions d'employés cessera.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs, sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement, tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922. Aucun remboursement ne sera effectué sur les intérêts d'avance de prêts hypothécaires et communaux, etc., pour l'année 1923 qui ont été déjà versés immédiatement à l'établissement et sont échus en 1922.

2. En ce qui concerne les immeubles, chacun des Etats reçoit ceux qui sont situés sur le territoire de cet Etat. L'établissement général d'assurance des pensions d'employés cédera conformément à ce qui précède.

a) A la République d'Autriche :

Les bâtiments et les biens-fonds sis à Vienne, V^e arrondissement, à Vienne, XVII^e arrondissement, à Salzbourg, à Graz et à Fözl près d'Aflenz, enfin le bien rural à Saalbach près de Zell am See, dit *Oberreitgut* :

b) A la République tchécoslovaque :

Le bâtiment de l'établissement et les biens-fonds si à Prague et l'établissement de repos à Luhačovice ;

c) A la République de Pologne :

Le bâtiment de l'établissement à Lwów.

Les droits et les devoirs de l'établissement envers l'association d'utilité générale des établissements d'assurance publics et privés, société à responsabilité limitée à Vienne, passent à la République d'Autriche, ceux envers la société pour la construction des maisons pour les employés, fondée par les Assicurazioni Generali, la Riunione Adriatica di Sicurtà, l'établissement d'assurance contre les accidents des ouvriers à Trieste et l'établissement général d'assurance des pensions d'employés à Vienne au Royaume d'Italie.

L'inventaire des immeubles susdits est assigné aux Etats qui reçoivent les immeubles, celui de l'établissement central et des établissements régionaux Vienne, Graz et Salzbourg à la République d'Autriche, celui des établissements régionaux Prague I, Prague II, Brno I, Brno II et Opava à la

2. The insurance liabilities to be accepted under the foregoing provisions shall, as from December 31st, 1918, and in conformity with the regulations obtaining in the State concerned, devolve on the office which, in the State accepting this portion of the liabilities, has been entrusted with the administration of the insurance of employees pensions or which has been designated as competent in this matter by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities have been borne wholly or partly by another office than the one competent under the present Convention, any payments that have been made shall be regarded as taking the place of the payments due according to the present Convention, without any further arrangement having to be made under this head between the offices concerned.

3. The whole of the activities of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall cease with the coming into force of the present Convention.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions dealing with the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and it undertakes to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed and to allow them to be inspected by the authorised organs of the Czechoslovak Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 2, has accepted the insurance liabilities, and to deliver to them, if necessary, such files and accessory documents as it does not itself require. The contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without resort to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the Organisation as existing on December 31st, 1922, shall be distributed. Prepaid interest on mortgage, communal and other loans for the year 1923 which was paid to the Organisation immediately and which became due in 1922, shall not be refunded.

2. With regard to immovable property, each of the States shall receive that which is situated in its territory. In conformity with the above, the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall hand over :

(a) To the Republic of Austria :

The premises and land situated in Vienna V, Vienna XVII, at Salzburg, Graz and at Föls near Aflenz, and also the rural property at Saalbach, near Zell am See, called "*Oberreitgut*" ;

(b) To the Czechoslovak Republic :

The Organisation's premises and land situated at Prague and the Rest Home at Luhačovice ;

(c) To the Republic of Poland :

The Organisation's premises at Lwów.

The rights and obligations of the Organisation in respect of the General Utility Association of Public and Private Insurance Organisations, a limited liability company in Vienna, shall devolve on the Republic of Austria ; those in respect of the Association for the Building of Employees' Dwellings, founded by the Assicurazioni Generali, the Riunione Adriatica di Sicurtà, the Insurance Organisation against Accidents to Workmen at Trieste and of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions at Vienna shall devolve on the Kingdom of Italy.

The fittings and appurtenances of the above-mentioned immovable property shall be assigned to the States which receive that property. The fittings and appurtenances of the central organisation and the provincial organisations at Vienna, Graz and Salzburg shall be assigned to the Republic

République tchécoslovaque, celui de l'établissement régional Lwów à la République de Pologne et celui de l'établissement régional Trieste au Royaume d'Italie.

3. Les prêts hypothécaire, régionaux et communaux sont assignés à cet Etat, dans lequel le débiteur a son domicile. En outre, passent à la République tchécoslovaque les prêts hypothécaires de 1.188.961,25 cour. et de 2.200.060,09 cour., d'un total de 3.389.021,34 cour., valeur 31 décembre 1922, émis à la maison de santé « Radium », société (par actions) à Jáchymov (*Joachimstal*) et à la société (par actions), « Helenenhof-Imperial-hotel » à Karlovy Vary (*Carlsbad*), l'une et l'autre ayant leur siège à Vienne. Les droits éventuels résultant de remboursements de prêts ou des quote-parts de prêts en tant que ces remboursements auraient été effectués à l'établissement général d'assurance des pensions d'employés en couronnes autrichiennes ou anciennes après la séparation des valeurs mobilières sont assignés à cet Etat dans lequel le débiteur a son domicile.

4. Les créances de l'établissement résultant de primes arriérées et d'autres avoirs qui existaient à la date du 31 décembre 1918 sont réparties de la manière suivante :

A la République d'Autriche	2.321.329,26 cour.
A la République Tchécoslovaque	4.432.392,72 »
A la République de Pologne	2.599.694,38 »
Au Royaume de Roumanie	574.477,92 »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	135.222,94 »
Au Royaume d'Italie	1.375.710,57 »

Total 11.438.827,79 cour

Le droit de l'établissement de réclamer plus tard des primes passe à l'Etat national sur le territoire duquel l'emploi donnant lieu aux primes réclamées était occupé.

5. Tous les avoirs de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers ses anciens établissements régionaux et les établissements successeurs qui existaient à la date du 31 décembre 1922 et notamment ceux provenant de mandements d'encaissements, déduction faite des paiements effectués jusqu'à la date susdite sur compte de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés, passent à cet Etat auquel l'établissement successeur appartient. La République d'Autriche recevra la dette du compte courant de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés envers l'établissement d'assurance des pensions d'employés à Vienne.

6. Toutes les dettes de lombard de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés de la souscription des titres d'emprunt de guerre seront supportées par la République d'Autriche seule. Ces dettes en tant qu'elles ont été contractées envers des maisons de souscription sur le territoire de la République tchécoslovaque, c'est-à-dire concernant les dettes de lombard de

626.368 cour. valeur 31 décembre 1918 envers la Pražská úvěrní banka de Prague,
231.710 cour. valeur 31 décembre 1918 envers l'Obchodní banka, succursale à Prague,
autrefois Záložní úvěrní ustav à Králové Hradec.

954.686 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Německá agrární a průmyslová banka à Prague,

795.973 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská agrární a průmyslová banka à Brno,

886.105 cour. valeur 31 décembre 1918, envers la Moravská eskomptní banka à Brno, seront soumises à la réglementation de laquelle la République d'Autriche et la République tchécoslovaque conviendront concernant le paiement de dettes privées en monnaie des anciennes couronnes. On ne pourra pas poursuivre en justice ces dettes de lombard jusqu'à la mise en vigueur de la convention respective.

L'argent comptant qui existait à la date du 31 décembre 1922 et les avoirs de l'établissement central existant à la date susdite envers la caisse d'épargne postale autrichienne et d'autres établissements financiers sont assignés à la République d'Autriche.

of Austria, those of the provincial organisations Prague I, Prague II, Brno I, Brno II and Opava shall be assigned to the Czechoslovak Republic, those of the provincial organisation at Lwow to the Republic of Poland, and those of the provincial organisation at Trieste to the Kingdom of Italy.

3. The mortgage, provincial and communal loans shall be assigned to the State in which the debtor is domiciled. The Czechoslovak Republic shall further receive the mortgage loans of 1,188,961.25 crowns and 2,200,060.09 crowns, totalling 3,389,021.34 crowns, value on December 31st, 1922, issued to the "Radium" Hospital, a joint-stock company, at Jáchymov (*Joachimstal*) and to the "Helenenhof-Imperial-hotel", a joint-stock company, at Karlovy Vary (Carlsbad), each of these companies having its seat at Vienna. Any claims in respect of the repayment of loans or parts of loans made to the General Insurance Organisation for Employees Pensions' in Austrian or pre-war crowns, subsequent to the separation of the currencies, shall be assigned to the State in which the debtor is domiciled.

4. Debts to the Organisation resulting from premiums overdue and other assets, existing on December 31st, 1918, shall be distributed as follows :

To the Republic of Austria	2,321,329.26 crowns
To the Czechoslovak Republic	4,432,392.72 "
To the Republic of Poland	2,599,694.38 "
To the Kingdom of Roumania	574,477.92 "
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	135,222.94 "
To the Kingdom of Italy	1,375,710.57 "
Total	11,438,827.79 crowns

The right of the Organisation to claim premiums at a later date shall be transferred to the State on whose territory the post in respect of which the premiums are claimed, was held.

5. All the assets of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions in respect of its former provincial organisations and of its successor organisations existing on December 31st, 1922, and in particular the assets resulting from orders for payment, but not including payments made up to the above-mentioned date for the account of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions, shall be transferred to the State to which the successor organisation belongs. The Republic of Austria shall receive the debt on the current account of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions in favour of the Insurance Organisation for Employees' Pensions at Vienna.

6. All the secured debts of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions in the form of war loan bonds shall be accepted by the Republic of Austria alone. In so far as these debts have been contracted towards issuing institutions in the territory of the Czechoslovak Republic, that is to say, the following secured debts :

626,368 crowns, value December 31, 1918, owing to the Pržská úvěrni banka of Prague.
231,710 crowns, value December 31, 1918, owing to the Prague branch of the Obchodní Bank, formerly the Záložni úvěrni ústav at Králové Hradec.

954,686 crowns, value December 31, 1918, owing to the Německá agrární a průmyslová banka at Prague.

795,973 crowns, value December 31, 1918, owing to the Moravská agrární a průmyslová banka at Brno.

886,105 crowns, value December 31, 1918, owing to the Moravská eskomptní banka at Brno, shall be subject to regulations to be agreed upon between the Republics of Austria and Czechoslovakia with regard to the payment of private debts in the former crowns currency. These secured debts may not be sued for until the relevant convention has come into force.

Cash in hand on December 31, 1922, and the assets of the Central Organisation existing on the said date in favour of the Austrian Postal Savings Bank and other financial institutions shall be assigned to the Republic of Austria.

7. Les effets qui existaient à la date du 31 décembre 1922 avec les coupons à partir du 1^{er} janvier 1923 sont assignés sans marque quelconque aux Parties contractantes de la manière suivante. Il revient :

A la République d'Autriche	51,05249 pour cent
A la République tchécoslovaque	37,26085 » »
Au Royaume d'Italie	5,55161 » »
A la République de Pologne	4,42579 » »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1,48687 » »
Au Royaume de Roumanie	0,22239 » »

Afin de balancer les restes indivisibles on prendra pour base les valeurs estimatives à la date du 29 décembre 1922 de la chambre de bourse à Vienne (N^o 10/1922 du bulletin officiel de la chambre de bourse à Vienne).

Vu qu'il résulte de la répartition susdite :

Pour la République d'Autriche une plus-value de	4.455.000 cour.
Pour le Royaume de Roumanie une plus-value de	368.000 »
Pour le Royaume d'Italie une plus-value de	1.418.000 »
par contre :	
Pour la République tchécoslovaque une moins-value de	2.614.000 »
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes une moins-value de	1.247.000 »
Et pour la République de Pologne une moins-value de	2.370.000 »
La République d'Autriche sera obligée de payer :	
A la République tchécoslovaque le montant de	2.614.000 »
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	1.247.000 »
A la République de Pologne le montant de	584.000 »
En outre à la République de Pologne seront à payer :	
Par le Royaume de Roumanie le montant de	368.000 »
Par le Royaume d'Italie le montant de	1.418.000 »

La République d'Autriche, le Royaume d'Italie et le Royaume de Roumanie verseront ces montants dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la convention aux légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne. La République d'Autriche s'engage à pourvoir à ce que les marques des effets soient annulées, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées ; en outre, elle s'engage à mettre dans le délai susdit à la disposition de la légation de la République tchécoslovaque à Vienne au lieu du dépôt les effets qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions précédentes et accorder gratuitement l'autorisation d'exporter ces effets.

Les détails de la répartition des titres résultent des annexes I-VII qui constituent une partie intégrante de la présente convention.

8. La République d'Autriche et la République tchécoslovaque s'engagent à verser chacune le montant de 375.000.000 cour. à la République de Pologne et le montant de 250.000.000 cour. au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en argent comptant.

Elles verseront les montants aux légations des Etats respectifs à Vienne ou aux bureaux désignés par celles-ci à Vienne dans un délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la convention.

9. Les droits et les expectatives en vertu du service du personnel de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et du personnel des anciens établissements régionaux passent à ces établissements successeurs, au service desquels les employés ont passé. Les établissements successeurs se chargent aussi des pensions de retraite et des pensions de grâce des anciens employés en retraite et des membres survivants des familles des employés de ces établissements régionaux qui sont situés dans leur district.

L'établissement général d'assurance des pensions à Prague se charge encore de la quote-part de la pension de l'ancien secrétaire général suppléant de l'établissement, restant après avoir passé un arrangement avec l'établissement au sujet de la moitié de la retraite, en arrondissant cette quote-part à 500 cour. tchécoslovaques par mois pour lui et, le cas échéant, de la pension douaire et pupillaire

7. The securities existing on December 31st, 1922, with coupons as from January 1st, 1923, shall be assigned to the Contracting Parties, without any inscriptions upon them, as follows :

To the Republic of Austria, 51.05249 per cent.
 To the Czechoslovak Republic, 37.26085 per cent ;
 To the Kingdom of Italy, 5.55161 per cent ;
 To the Republic of Poland, 4.42579 per cent ;
 To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, 1.48687 per cent ;
 To the Kingdom of Roumania, 0.22239 per cent.

In order to adjust indivisible remainders the basis taken shall be the estimated values on December 29th, 1922, on the Vienna Stock Exchange (No. 10/1922 of the Official Bulletin of the Vienna Stock Exchange).

In view of the fact that the above distribution will represent :

For the Republic of Austria an excess share of 4,455,000 crowns.
 For the Kingdom of Roumania an excess of 368,000 crowns.
 For the Kingdom of Italy an excess of 1,418,000 crowns, whereas it will represent :

For the Czechoslovak Republic a deficiency of 2,614,000 crowns.
 For the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a deficiency of 1,247,000 crowns,

And for the Republic of Poland a deficiency of 2,370,000 crowns,
 The Republic of Austria shall be required to pay :
 To the Czechoslovak Republic 2,614,000 crowns.
 To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes 1,247,000 crowns.
 To the Republic of Poland 584,000 crowns.

The Republic of Poland shall further receive :
 From the Kingdom of Roumania 368,000 crowns.
 From the Kingdom of Italy 1,418,000 crowns.

The Republic of Austria, the Kingdom of Italy and the Kingdom of Roumania shall pay these sums, within one month of the coming into force of the Convention, to the legations of the various States in Vienna, or to offices in Vienna designated by those legations. The Republic of Austria undertakes to ensure that the inscriptions on these securities are removed and that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected ; it also undertakes to place at the disposal of the Legation of the Czechoslovak Republic in Vienna, within the said period, at the place of deposit the securities which fall to that State under the foregoing provisions and to grant free of charge permission to export these securities.

The detailed distribution of the securities appears in Annexes I to VII, which shall constitute an integral part of the present Convention.

8. The Republic of Austria and the Czechoslovak Republic undertake to pay each the sum of 375 million crowns to the Republic of Poland and the sum of 250 million crowns to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in cash.

They shall pay these sums to the legations of the respective States in Vienna or to offices in Vienna designated by those legations, within one month from the coming into force of the Convention.

9. The claims and contingent benefits in respect of the service of the staff of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions and of the staff of the former provincial organisations shall be transferred to the successor organisations into whose service the employees passed. The successor organisations shall also be responsible for the retiring pensions and gratuities of former retired employees and of surviving members of the families of the employees of those provincial organisations which are situated in their district.

The General Insurance Organisation for Employees' Pensions at Prague further undertakes to pay the share of the pension of the former assistant secretary-general of the Organisation remaining over after the conclusion of an agreement with the Organisation concerning half of the pension, this share to be fixed at the round sum of 500 Czechoslovak crowns per month in the case of the

en arrondissant la première à 200 cour. tchécoslovaques et la dernière pour chaque enfant à 40 cour. tchécoslovaques par mois ; cependant, le susnommé sera autorisé à demander le montant de 100.000 cour. tchécoslovaques comme arrangement dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la convention, en renonçant toutefois à la pension et aux expectatives des membres survivants de sa famille.

La République d'Autriche se charge des retraites et des pensions douaires et pupillaires de l'ancien secrétaire général de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés et des employés ployés de l'établissement central qui n'ont passé au service d'aucun établissement successeur en accommodant ces pensions ou expectatives au règlement pour les employés des autorités fédérales.

10. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

11. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement général d'assurance des pensions d'employés.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
Dr Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la convention relative à l'établissement général d'assurances des pensions d'employés il est entendu entre les Hautes Parties contractantes,

1. Que les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche conformément à l'article I, section B, N° 7 de la convention susdite seront munis de la marque : « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » ;

2. Que les effets de chaque espèce, en tant qu'ils sont désignés dans les annexes de la convention susdite comme pas tirés au sort, seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux rangés conformément à l'article I, section B, N° 7, alinéa 1, de la convention susdite.

Fait à Vienne le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre en double expédition dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
Dr Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :
Wilhelm THAA.

secretary and, in the event of his death, the Organisation shall also pay a pension to his widow and children, the former's pension being fixed at 200 Czechoslovak crowns and the pension of the latter at 40 Czechoslovak crowns for each child per month; nevertheless, the above-mentioned secretary shall be permitted to demand a fixed sum of 100,000 Czechoslovak crowns within three months of the ratification of the Convention, at the same time renouncing the pensions and contingent benefits for the surviving members of his family.

The Republic of Austria undertakes to pay the pensions, including widows' and orphans' pensions, of the former secretary-general of the General Insurance Organisation for Employees' Pensions and of the employees of the Central Organisation who have not entered the service of any successor organisation, these pensions or contingent benefits being subject to the regulations governing employees of the federal authorities.

10. The funds allocated to each State shall be transferred to the competent insurance organisation in accordance with the internal regulations of the State in question.

11. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which may become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claims on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain as far as concerns the General Insurance Organisation for Employees' Pensions.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :
Dr JAN BRABLEC.

For the Republic of Austria :
Wilhelm THAA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

With a view to determining the conditions under which certain clauses of the Convention regarding the General Insurance Organisation for Employees' Pensions shall be executed, the High Contracting Parties agree :

1. That the war loan bonds to be handed over by the Republic of Austria in conformity with Article I, Section B, No. 7, of the above-mentioned Convention shall be inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen* ;

2. That the securities of each kind, in so far as they are described in the annexes of the above-mentioned Convention as not having to be drawn by lot, shall be distributed in the arithmetical order in which they are numbered between the States mentioned in Article I, Section B, No. 7, paragraph 1 of the above-mentioned Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :
Dr JAN BRABLEC.

For the Republic of Austria :
Wilhelm THAA

ANNEXE I

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE.

Valeur nominale	Dénomination des titres	Quote-part revenant					
		51.05249 %	37.26085 %	5.55161 %	4.42579 %	1.48687 %	0.22239 %
		à la République d'Autriche	à la République tchécoslovaque	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	au Royaume de Roumanie
505.600	I. Kriegsanleihe vom Jahre 1914	258.000	188.300	28.000	22.300	8.000	1.000
567.400	II. Kriegsanleihe vom Jahre 1915	290.000	211.000	32.000	25.000	8.400	1.000
81.830.300	III. Kriegsanleihe	41.776.400	30.490.600	4.543.000	3.621.600	1.216.700	182.000
300.03.000	IV. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	15.317.000	11.179.000	1.666.000	1.328.000	446.000	67.000
46.880.000	IV. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	23.933.000	17.468.000	2.603.000	2.075.000	697.000	104.000
70.415.000	V. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	35.949.000	26.237.000	3.909.000	3.116.000	1.047.000	157.000
39.085.000	V. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	19.954.000	14.563.000	2.169.000	1.731.000	581.000	87.000
110.000.000	VI. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	56.158.000	40.987.000	6.107.000	4.868.000	1.635.000	245.000
75.000.000	VII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	38.289.000	27.946.000	4.164.000	3.319.000	1.115.000	167.000
100.208.000	VIII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	51.159.000	37.338.000	5.563.000	4.435.000	1.490.000	223.000
554.494.300	Il revient proportionnellement	283.083.400	206.607.900	30.784.000	24.540.900	8.244.100	1.234.000
		283.083.147	206.609.289	30.783.361	24.540.753	8.244.610	1.233.140
	par conséquent	+ 253	- 1.389	+ 639	+ 147	- 510	+ 860

ANNEX I.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS.

Nominal value	Description of bonds	Share of					
		51,05249 %	37,26085 %	5,55161 %	4,42579 %	1,48687 %	0,22239 %
		to the Republic of Austria	to the Czechoslovak Republic	to the Kingdom of Italy	to the Republic of Poland	to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	to the Kingdom of Roumania
505,600	I. Kriegsanleihe vom Jahre 1914	258,000	188,300	28,000	22,300	8,000	1,000
567,400	II. Kriegsanleihe vom Jahre 1915	290,000	211,000	32,000	25,000	8,400	1,000
81,830,300	III. Kriegsanleihe	41,776,400	30,490,600	4,543,000	3,621,600	1,216,700	182,000
300,03,000	IV. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	15,317,000	11,179,000	1,666,000	1,328,000	446,000	67,000
46,880,000	IV. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	23,933,000	17,468,000	2,603,000	2,075,000	697,000	104,000
70,415,000	V. Kriegsanleihe (Staatsanleihe)	35,949,000	26,237,000	3,909,000	3,116,000	1,047,000	157,000
39,085,000	V. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	19,954,000	14,563,000	2,169,000	1,731,000	581,000	87,000
110,000,000	VI. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	56,158,000	40,987,000	6,107,000	4,868,000	1,635,000	245,000
75,000,000	VII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	38,289,000	27,946,000	4,164,000	3,319,000	1,115,000	167,000
100,208,000	VIII. Kriegsanleihe (Schatzscheine)	51,159,000	37,338,000	5,563,000	4,435,000	1,490,000	223,000
554,494,300		283,083,400	206,607,900	30,784,000	24,540,900	8,244,100	1,234,000
	Proportionate share	283,083,147	206,609,289	30,783,361	24,540,753	8,244,610	1,233,140
	Result	+ 253	— 1,389	+ 639	+ 147	— 510	+ 860

ANNEXE II

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE) REVENANT A LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

51,05249 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
13	10.000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	130.000	104.000	130.000	104.000
5	10.000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45.000	50.000	22.500.000	50.000	22.500.000
14	10.000	österreich Ndw. u. Südnordd.					
70	2.000	Vbdgs. Bhn.	87.000	280.000	243.600.000	280.000	243.600.000
1	10.000						
6	5.000	4 ½% Anl. der Stadt Czerno-					
4	2.000	witz	5.000	48.400	2.420.000	48.400	2.420.000
2	200						
8	10.000						
8	5.000	4% Anl. d. Stadt Krakau .	150	120.400	180.600	120.400	180.600
2	200						
1	10.000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld.					
		Hyp. Anst.	90	10.000	9.000	10.000	9.000
61	10.000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem.					
		Spark.	110	610.000	671.000	610.000	671.000
64	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb.					
		Prior.	23.000	25.600	5.888.000	25.600	5.888.000
1	10.000						
18	5.000	4 ½% Istrianer Kommunal-					
21	1.000	Kred. Obl.	45.000	121.000	54.450.000	121.000	54.450.000
6	20.000						
36	10.000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	1.426.000	11.978.400	1.426.000	11.978.400
473	2.000						
17	10.000	4 ½% Krainische Ld. Bk.					
2	2.000	Komm. Schldsch.	12.000	174.100	20.892.000	174.100	20.892.000
1	100						
81	2.000	4% Mairente	1.090	163.400	1.781.060	163.400	1.781.060
7	200						
36	420	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I.					
		Em.	10.000	15.120	1.512.000	15.120	1.512.000
1	10.000						
4	2.000	4% Böhmischer Westb. Prior	123.000	18.000	22.140.000	18.000	22.140.000
33	300	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior	120.000	9.900	11.880.000	9.900	11.880.000
1	10.000	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn.					
		Prior.	123.000	10.000	12.300.000	10.000	12.300.000
(138)133	400	5 ¼% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	53.200	79.800.000	55.200	82.800.000
16	2.000						
4	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn.					
oder (1)	(600)	Prior.	2.000	32.800	656.000	33.400	668.000
10	2.000	4% conv. Kronenrente . . .	1.050	20.000	210.000	20.000	210.000
13	200	Aktien der Obchodni Banka .	2.137	2.600	5.556.200	2.600	5.556.200
		A reporter					

ANNEX II.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE
REPUBLIC OF AUSTRIA.

		51.05249 % of :		1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns		
No.	at	Description of Securities	excluding				including	
			securities already drawn for, but not yet repaid					
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices		
13	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	130,000	104,000	130,000	104,000	
5	10,000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	50,000	22,500,000	50,000	22,500,000	
14	10,000	österreich Ndw. u. Südnordd.						
70	2,000	Vbdgs. Bhn.	87,000	280,000	243,600,000	280,000	243,600,000	
1	10,000							
6	5,000	4 ½% Anl. der Stadt Czerno-						
4	2,000	witz	5,000	48,400	2,420,000	48,400	2,420,000	
2	200							
8	10,000							
8	5,000	4% Anl. d. Stadt Krakau .	150	120,400	180,600	120,400	180,600	
2	200							
1	10,000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld.						
		Hyp. Anst.	90	10,000	9,000	10,000	9,000	
61	10,000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem.						
		Spark.	110	610,000	671,000	610,000	671,000	
64	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb.						
		Prior.	23,000	25,600	5,888,000	25,600	5,888,000	
1	10,000							
18	5,000	4 ½% Istrianer Kommunal-						
21	1,000	Kred. Obl.	45,000	121,000	54,450,000	121,000	54,450,000	
6	20,000							
36	10,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	1,426,000	11,978,400	1,426,000	11,978,400	
473	2,000							
17	10,000	4 ½% Krainische Ld. Bk.						
2	2,000	Komm. Schldsch.	12,000	174,100	20,892,000	174,100	20,892,000	
1	100							
81	2,000	4% Mairente	1,090	163,400	1,781,060	163,400	1,781,060	
7	200							
36	420	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I.						
		Em.	10,000	15,120	1,512,000	15,120	1,512,000	
1	10,000							
4	2,000	4% Böhmischer Westb. Prior	123,000	18,000	22,140,000	18,000	22,140,000	
33	300	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior	120,000	9,900	11,880,000	9,900	11,880,000	
1	10,000	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn.						
		Prior.	123,000	10,000	12,300,000	10,000	12,300,000	
(138) 133	400	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt.	150,000	53,200	79,800,000	55,200	82,800,000	
16	2,000							
4	200	4% Gal Karl Ludw. Bhn.						
oder (1)	(600)	Prior.	2,000	32,800	656,000	33,400	668,000	
10	2,000	4% conv. Kronenrente . .	1,050	20,000	210,000	20,000	210,000	
13	200	Aktien der Obchodni Banka .	2,137	2,600	5,556,200	2,600	5,556,200	
Carried Forward								

ANNEXE II (suite).

		51.05249 % de :		1.976.001.060 cour.		2.007.041.060 cour.	
Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
		Report					
1	2.000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3.400	5.780	3.400	5.780
1	1.000						
2	200						
1	10.000	4% österr. Märzrente . . .	12.000	100.800	12.000	100.800	
1	2.000	4% Anl. d. Stadt Wien ¹ . .	—	—	—	—	
153	10.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	1.530.000	3.825.000	1.530.000	3.825.000
(337) 318	400	3½% Nordwestb. Prior. . .	57.200	127.200	72.504.000	134.800	76.836.000
(6) 6	10.000	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. .	87.000	504.000	438.480.000	513.200	446.484.000
(226) 222	2.000	Grazer Gemeindesparkasse. .	110	270.000	297.000	270.000	297.000
(3) 27	(400) 10.000						
		Il revient proportionnellement par conséquent		1.013.740.840 1.008.797.744 + 4.943.096		1.029.188.840 1.024.644.437 + 4.444.403	

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEXE III

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT A LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

		37.26085 % de :		1.976.001.060 cour.		2.007.041.060 cour.	
Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les		
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés				
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse	
9	10.000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe.	80	90.000	72.000	90.000	72.000
4	10.000	4% Görz Gradiska Ld Hyp.	45.000	40.000	18.000.000	40.000	18.000.000
85	2.000	4% österreich. Ndw. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	204.400	177.828.000	204.400	177.828.000
86	400						
3	1.000	4½% Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	35.400	1.770.000	35.400	1.770.000
162	200						
		A reporter					

ANNEX II (continued).

		51.05249 % of :		1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
No.	at	Description of Securities	excluding		including		
			securities already drawn for, but not yet repaid				
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices	
		Brought Forward					
I	2,000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3,400	5,780	3,400	5,780
I	1,000						
2	200						
I	10,000	4% österr. Märzrente		12,000	100,800	12,000	100,800
I	2,000						
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹		—	—	—	—
153	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	1,530,000	3,825,000	1,530,000	3,825,000
(337)	318	3½% Nordwestb. Prior.	57,200	127,200	72,504,000	134,800	76,836,000
(6)	6	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. . . .	87,000	504,000	438,480,000	513,200	446,484,000
(226)	222						
(3)	(400)						
27	10,000	Grazer Gemeindesparkasse.	110	270,000	297,000	270,000	297,000
		Proportionate share			1,013,740,840		1,029,188,840
		Result			1,008,797,744		1,024,644,437
					+ 4,943,096		+ 4,444,403

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEX III.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

		37.26085 % of :		1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
No.	at	Description of Securities	excluding		including		
			securities already drawn for, but not yet repaid				
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices	
9	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe.	80	90,000	72,000	90,000	72,000
4	10,000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	40,000	18,000,000	40,000	18,000,000
85	2,000	österreich. Ndw. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	204,400	177,828,000	204,400	177,828,000
86	400						
3	1,000	4½% Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	35,400	1,770,000	35,400	1,770,000
162	200						
		Carried Forward					

ANNEXE III (suite).

37,26085 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les			
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés					
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse		
		Report						
44	2.000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	88.000	132.000	88.000	132.000	
1	10.000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	10.000	9.000	10.000	9.000	
44	10.000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	440.000	484.000	440.000	484.000	
(47)	46	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	18.400	4.232.000	18.800	4.324.000
2	10.000	4 ½% Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45.000	88.000	39.600.000	88.000	39.600.000	
8	1.000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	1.040.000	8.736.000	1.040.000	8.736.000	
520	2.000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	127.000	15.240.000	127.000	15.240.000	
4	10.000	4% Mairente	1.090	119.200	1.299.280	119.200	1.299.280	
40	2.000	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10.000	10.920	1.092.000	10.920	1.092.000	
7	2.000	4% Böhmischer Westb. Prior	123.000	14.000	17.220.000	14.000	17.220.000	
26	200	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120.000	7.200	8.640.000	7.200	8.640.000	
26	420	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—	
(101)	97	400	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt.	150.000	38.800	58.200.000	40.400	60.600.000
7	2.000	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	24.000	480.000	24.400	488.000	
15	600	4% conv. Kronenrente	1.050	14.000	147.000	14.000	147.000	
(7)	5	200	Aktien der Obchodnf Banka.	2.137	2.000	4.274.000	2.000	4.274.000
7	2.000	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	3.000	5.100	3.000	5.100	
10	200	4% österr. Märzrente	840	10.000	84.000	10.000	84.000	
1	2.000	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—	
1	1.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	1.120.000	2.800.000	1.120.000	2.800.000	
(246)	232	400	3 ½% Nordwestb. Prior.	57.800	92.800	52.896.000	98.400	56.088.000
(2)	(400)	4% österr. N. W. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	368.000	320.160.000	374.800	326.076.000	
(187)	184	2.000	Grazer Gemeindesparkasse.	110	200.000	220.000	200.000	220.000
20	10.000							
		Il revient proportionnellement		733.620.380		745.228.380		
		par conséquent		736.274.791		747.840.559		
				2.654.411		2.612.179		

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX III (continued).

37,26085 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
		Brought Forward				
44	2,000	4% Anl. d. Stadt Krakau 150	88,000	132,000	88,000	132,000
1	10,000	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst. 90	10,000	9,000	10,000	9,000
44	10,000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark. 110	440,000	484,000	440,000	484,000
(47) 46	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior. 23,000	18,400	4,232,000	18,800	4,324,000
2	10,000	4 ½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl. 45,000	88,000	39,600,000	88,000	39,600,000
8	1,000	4% öst. Staatsrentenanl. 840	1,040,000	8,736,000	1,040,000	8,736,000
520	2,000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch. 12,000	127,000	15,240,000	127,000	15,240,000
4	10,000	4% Mairente 1,090	119,200	1,299,280	119,200	1,299,280
40	2,000	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em. 10,000	10,920	1,092,000	10,920	1,092,000
7	1,000	4% Böhmischer Westb. Prior 123,000	14,000	17,220,000	14,000	17,220,000
57	2,000	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior. 120,000	7,200	8,640,000	7,200	8,640,000
26	200	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior. 123,000	—	—	—	—
26	420	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt. 150,000	38,800	58,200,000	40,400	60,600,000
(101) 97	400	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior. 2,000	24,000	480,000	24,400	488,000
7	2,000	4% conv. Kronenrente 1,050	14,000	147,000	14,000	147,000
15	600	Aktien der Obchodni Banka. 2,137	2,000	4,274,000	2,000	4,274,000
(7) 5	200	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	3,000	5,100	3,000	5,100
7	2,000	4% österr. Märzrente 840	10,000	84,000	10,000	84,000
10	200	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
1	2,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien 250	1,120,000	2,800,000	1,120,000	2,800,000
1	1,000	3 ½% Nordwestb. Prior. 57,800	92,800	52,896,000	98,400	56,088,000
1	10,000	4% österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn. 87,000	368,000	320,160,000	374,800	326,076,000
—	—	Grazer Gemeindesparkasse. 110	200,000	220,000	200,000	220,000
112	10,000			733,620,380		745,228,380
(246) 232	400			736,274,791		747,840,559
(2) (400)						
(187) 184	2,000					
20	10,000					
		Proportionate share				
		Result				
				2,654,411		2,612,179

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE IV

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT AU ROYAUME D'ITALIE.

		5.55161 % de :		1.976,001.060 cour.		2.007,041.060 cour.	
Pièces	à	Dénomination des titres		à l'exclusion de		y compris les	
				Effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés			
				Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse
1	10.000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10.000	8.000	10.000	8.000
1	10.000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45.000	10.000	4.500.000	10.000	4.500.000
76	400	4% österreich. Ndw. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	30.400	26.448.000	30.400	26.448.000
26	200	4 1/2% Anl. der Stadt Czernowitz	5.000	5.200	260.000	5.200	260.000
2	2.000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	13.000	19.500	13.000	19.500
2	1.000						
35	200	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
7	10.000	4 1/2% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	70.000	70.000	70.000	77.000
7	400	3 1/2% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23.000	2.800	644.000	2.800	644.000
13	1.000	4 1/2% Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45.000	13.000	5.850.000	13.000	5.850.000
77	2.000	4% österr. Staatsrentenanl.	840	154.000	1.293.600	154.000	1.293.600
11	1.000	4 1/2% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12.000	18.900	2.268.000	18.900	2.268.000
37	200						
5	100	4% Mairente	1.090	17.800	194.020	17.800	194.020
89	200	5 3/4% Elis. Westb. Akt. I, Em.	10.000	1.680	168.000	1.680	168.000
4	420	4% Böhm. Westb. Prior.	123.000	2.000	2.460.000	2.000	2.460.000
1	2.000	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120.000	900	1.080.000	900	1.080.000
3	300	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123.000	—	—	—	—
14	400	5 1/4% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150.000	5.600	8.400.000	6.000	9.000.000
5	600	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2.000	3.600	72.000	3.600	72.000
3	200	4% conv. Kronenrente	1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
1	2.000	Aktien der Obchodni Banka.	2.137	400	854.800	400	854.800
2	200	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
1	1.000	4% österr. Märzrente	840	1.000	8.400	1.000	8.400
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien	—	—	—	—	—
17	10.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	170.000	425.000	170.000	425.000
(37)	35	3 1/2% Nordwestb. Prior.	57.000	14.000	7.980.000	14.800	8.436.000
(27)	21	4% österreich. N. W. u. Süd-nordd. Vbdgs. Bhn.	87.000	54.800	47.676.000	56.000	48.720.000
(5)	32	Grazer Gemeindesparkasse	110	30.000	33.000	30.000	33.000
		Il revient proportionnellement par conséquent			110.740.660		112.840.660
					109.699.872		111.423.092
					+ 1.040.788		+ 1.417.568

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX IV.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE KINGDOM OF ITALY.

		5.55161 % of :		1,976,001,060 crowns		2,007,041,060 crowns	
No.	at	Description of Securities	securities already drawn for, but not yet repaid				
			excluding		including		
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices	
1	10,000	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	10,000	8,000	10,000	8,000
1	10,000	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	10,000	4,500,000	10,000	4,500,000
76	400	4% österreich. Ndw. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	30,400	26,448,000	30,400	26,448,000
26	200	4½% Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	5,200	260,000	5,200	260,000
2	2,000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	13,000	19,500	13,000	19,500
2	1,000						
35	200	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—	—
7	10,000	4½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	70,000	70,000	70,000	77,000
7	400	3½% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	2,800	644,000	2,800	644,000
13	1,000	4½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	13,000	5,850,000	13,000	5,850,000
77	2,000	4% österr. Staatsrentenanl.	840	154,000	1,293,600	154,000	1,293,600
11	1,000	4½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	18,900	2,268,000	18,900	2,268,000
37	200						
5	100	4% Mairente	1,090	17,800	194,020	17,800	194,020
89	200	5¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	1,680	168,000	1,680	168,000
4	420	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	2,000	2,460,000	2,000	2,460,000
1	2,000	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120,000	900	1,080,000	900	1,080,000
3	300	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—	—
14	400	5¼% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	5,600	8,400,000	6,000	9,000,000
5	600	4% Gal Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	3,600	72,000	3,600	72,000
3	200	4% conv. Kronenrente	1,050	2,000	21,000	2,000	21,000
1	2,000	Aktien der Obchodní Banka	2,137	400	854,800	400	854,800
2	200	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	200	340	200	340
1	1,000	4% österr. Märzrente	840	1,000	8,400	1,000	8,400
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—	—
17	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	170,000	425,000	170,000	425,000
(37)	35	3½% Nordwestb. Prior.	57,000	14,000	7,980,000	14,800	8,436,000
(27)	21	4% österreich. N. W. u. Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	54,800	47,676,000	56,000	48,720,000
(5)	32	Grazer Gemeindesparkasse	110	30,000	33,000	30,000	33,000
3	10,000						
Proportionate share					110,740,660		112,840,660
Result					109,699,872		111,423,092
					+ 1,040,788		+ 1,417,568

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE V

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT A LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

4.42579 % de :

1.976.001.060 cour.

2.007.041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les	
			effets déjà tirés au sort mais pas encore remboursés			
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse
1	10.000	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe. 80	10.000	8.000	10.000	8.000
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp. 45.000	—	—	—	—
61	400	4 % österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. 87.000	24.400	21.228.000	24.400	21.228.000
22	200	4 ½ % Anl. d. Stadt Czernowitz 5.000	4.400	220.000	4.400	220.000
5	2.000	4 % Anl. d. Stadt Krakau . 150	10.400	15.600	10.400	15.600
2	200					
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst. 90	—	—	—	—
5	10.000	4 ½ % Pfdbfe d. Grazer Gem. Spark. 110	50.000	55.000	50.000	55.000
5	400	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior 23.000	2.000	460.000	2.000	460.000
1	10.000	4 ½ % Istrianer Kommunal. Kred. Obl. 45.000	10.000	4.500.000	10.000	4.500.000
62	2.000	4 % öst. Staatsrentenanl. . 840	124.000	1.041.600	124.000	1.041.600
15	1.000	4 ½ % Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch. 12.000	15.100	1.812.000	15.100	1.812.000
1	100					
7	2.000	4 % Mairente 1.090	14.000	154.780	14.200	154.780
1	200	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em. 10.000	1.260	126.000	1.260	126.000
3	420					
1	2.000	4 % Böhm. Westb. Prior. . . 123.000	2.000	2.460.000	2.000	2.460.000
3	300	4 % Pilsen-Priesen Bhn. Prior 120.000	900	1.080.000	900	1.080.000
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior 123.000	—	—	—	—
11	400	5 ¼ % Linz-Budw. Eisb. Akt. 150.000	4.400	6.600.000	4.800	7.200.000
4	600	4 % Gal. Karl Ludw Bhn. Prior. 2.000	2.800	56.000	3.000	60.000
(3)	2	200	2.000	21.000	2.000	21.000
1	2.000	4 % conv. Kronenrente . . . 1.050	200	427.400	200	427.400
1	200	Aktien der Obchodní Banka . 2.137	—	—	—	—
1	200	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	200	340	200	340
—	—	4 % österr. Märzrente 840	—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
13	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien 250	130.000	325.000	130.000	325.000
(29)	28	400	11.200	6.384.000	11.600	6.612.000
(22)	21	2.000	43.600	37.932.000	44.400	38.628.000
(1)	4	400	20.000	20.000	20.000	22.000
2	10.000	Grazer Gemeindesparkasse . 110	—	—	—	—
Il revient proportionnellement par conséquent			84.928.720		86.456.720	
			87.453.657		88.827.222	
			— 2.524.937		— 2.370.702	

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEXE VI

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT AU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

1,48687 % de :

1.976,001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les	
			effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés			
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse
—	—	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe. 80	—	—	—	—
—	—	4% Görz-Gradiska Ld. Hyp. 45.000	—	—	—	—
20	400	4% österreich. Ndw. und Sudnordd. Vbdgs. Bhn. . 87.000	8.000	6.960.000	8.000	6.960.000
7	200	4 ½% Anl. der Stadt Czernowitz 5.000	1.400	70.000	1.400	70.000
3	1.000	4% Anl. d. Stadt Krakau . . 150	3.600	5.400	3.600	5.400
3	200	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst. 90	—	—	—	—
2	10.000	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark. 110	20.000	22.000	20.000	22.000
2	400	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior. 23.000	800	184.000	800	184.000
4	1.000	4 ½% Istrianer Kommunal. Kred. Obl. 45.000	4.000	1.800.000	4.000	1.800.000
21	2.000	4% öst. Staatsrentenanl. . . 840	42.000	352.800	42.000	352.800
5	1.000	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch. 12.000	5.100	612.000	5.100	612.000
24	200	4% Mairente 1.090	4.800	52.320	4.800	52.320
1	420	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em. 10.000	420	42.000	420	42.000
—	—	4% Böhm. Westb. Prior. . . . 123.000	—	—	—	—
1	300	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior. 120.000	300	360.000	300	360.600
—	—	4% Süd-nordd. Vbdgs. Bhn. Prior. 123.000	—	—	—	—
4	400	5 ¼% Linz-Budw. Eisb. Akt. 150.000	1.600	2.400.000	1.600	2.400.000
5	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior. 2.000	1.000	20.000	1.000	20.000
1	2.000	4% conv. Kronenrente 1.050	2.000	21.000	2.000	21.000
1	200	Aktien d. Obchodní Banka . . 2.137	200	427.400	200	427.400
—	—	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	—	—	—	—
—	—	4% österr. Märzrente	—	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
4	10.000	5% Schatzscheine der Stadt Wien 250	40.000	100.000	40.000	100.000
(10)	9	3 ½% Nordwestbahn Prior. . . 57.000	3.600	2.052.000	4.000	2.280.000
(2)	7	4% österreich. N. W. und Süd-nordd. Vbdgs. Bhn. . . 87.000	14.800	13.876.000	14.800	12.876.000
(27)	2	Grazer Gemeindesparkasse . . 110	10.000	11.000	10.000	11.000
Il revient proportionnellement par conséquent				28.367.920		28.595.920
				29.380.567		29.842.091
				1.012.647		1.246.171

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

ANNEX VI.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES.

1.48687 % of :

1,976,001,060 crowns

2,007,041,060 crowns

No.	at	Description of Securities	excluding		including	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
—	—	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe.	80	—	—	—
—	—	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—
20	400	4% österreich. Ndw. und Sudnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	8,000	6,960,000	8,000 6,960,000
7	200	4 1/2% Anl. der Stadt Czernowitz	5,000	1,400	70,000	1,400 70,000
3	1,000	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	3,600	5,400	3,600 5,400
3	200					
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—
2	10,000	4 1/2% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	20,000	22,000	20,000 22,000
2	400	3 1/2% Ung. Gal. Eisenb. Prior.	23,000	800	184,000	800 184,000
4	1,000	4% 1/2 Istrianer Kommunal. Kred. Obl.	45,000	4,000	1,800,000	4,000 1,800,000
21	2,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	42,000	352,800	42,000 352,800
5	1,000	4 1/2% Krainische Ld. Bk. Komm. Schlds.	12,000	5,100	612,000	5,100 612,000
24	200	4% Mairente	1,090	4,800	52,320	4,800 52,320
1	420	5 3/4% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	420	42,000	420 42,000
—	—	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	—	—	—
1	300	4% Pilsen-Priesen Bhn. Prior.	120,000	300	360,000	300 360,000
—	—	4% Südnordd. (Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—
4	400	5 1/4% Linz-Budw. Eisb. Akt.	150,000	1,600	2,400,000	1,600 2,400,000
5	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	1,000	20,000	1,000 20,000
1	2,000	4% conv. Kronenrente	1,050	2,000	21,000	2,000 21,000
1	200	Aktien d. Obchodni Banka	2,137	200	427,400	200 427,400
—	—	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—
—	—	4% österr. Märzrente	—	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
4	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	40,000	100,000	40,000 100,000
(10)	9 400	3 1/2% Nordwestbahn Prior.	57,000	3,600	2,052,000	4,000 2,280,000
(2)	7 2,000	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	14,800	13,876,000	14,800 12,876,000
(27)	2 400	Grazer Gemeindesparkasse	110	10,000	11,000	10,000 11,000
1	10,000					
Proportionate share					28,367,920	28,595,920
Result					29,380,567	29,842,091
					1,012,647	1,246,171

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

ANNEXE VII

QUOTE-PART DES EFFETS (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)
REVENANT AU ROYAUME DE ROUMANIE.

0,22239 % de :

1.976,001.060 cour.

2.007,041.060 cour.

Pièces	à	Dénomination des titres	à l'exclusion de		y compris les	
			effets déjà tirés au sort, mais pas encore remboursés			
			Valeur nominale	Cours de la bourse	Valeur nominale	Cours de la bourse
—	—	4 % Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe 80	—	—	—	—
—	—	4 % Görz-Gradiska Ld. Hyp. 45.000	—	—	—	—
3	400	4 % österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. 87.000	1.200	1.044.000	1.200	1.044.000
1	200	4 ½ % Anl. d. Stadt Czernowitz 5.000	200	10.000	200	10.000
2	200	4 % Anl. d. Stadt Krakau 150	400	600	400	600
—	—	4 % Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst. 90	—	—	—	—
—	—	4 ½ % Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark. 110	—	—	—	—
—	—	3 ½ % Ung. Gal. Eisenb. Prior 23.000	—	—	—	—
1	1.000	4 ½ % Istrianer Kommunal-Kred. Obl. 45.000	1.000	450.000	1.000	450.000
3	2.000	4 % öst. Staatsrentenanl. 840	6.000	50.400	6.000	50.400
4	200	4 ½ % Krainische Ld, Bk. Komm. Schldsch. 12.000	800	96.000	800	96.000
3	200	4 % Mairente 1.090	600	6.540	600	6.540
—	—	5 ¾ % Elis. Westb. Akt. I. Em. 10.000	—	—	—	—
—	—	4 % Böhm. Westb. Prior. 123.000	—	—	—	—
—	—	4 % Pilsen Priesen Bhn. Prior. 120.000	—	—	—	—
—	—	4 % Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior. 123.000	—	—	—	—
1	400	5 ¼ % Linz Budw. Eisb. Akt. 150.000	400	600.000	400	600.000
1	200	4 % Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior. 2.000	200	4.000	200	4.000
—	—	4 % conv. Kronenrente. 1.050	—	—	—	—
—	—	Aktien der Obchodni Banka. 2.137	—	—	—	—
—	—	4 % Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst. 170	—	—	—	—
—	—	4 % österr. Märzrente 840	—	—	—	—
—	—	4 % Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
1	10.000	5 % Schatzscheine der Stadt Wien. 250	10.000	25.000	10.000	25.000
(2)	1	3 ½ % Nordwestbahn Prior. 57.000	400	228.000	400	456.000
(6)	6	4 % österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn. 87.000	2.400	2.088.000	2.400	2.088.000
—	—	Grazer Gemeindesparkasse. 110	—	—	—	—
Il revient proportionnellement par conséquent				4.602.540		4.830.540
				4.394.429		4.403.459
				+ 208.111		+ 367.081

¹ Remboursé en totalité le 7 juin 1923.

D^r Jan BRABLEC.

Wilhelm THAA.

Copie certifiée conforme : Praha, le 23 août 1929.

Karel Kazbunda, Directeur des Archives. a. i.

ANNEX VII.

SHARE OF SECURITIES (EXCLUDING WAR LOAN BONDS) FALLING TO THE KINGDOM OF ROUMANIA.

0,22239 % of :			1.976.001.060 crowns		2.007.041.060 crowns	
No.	at	Description of Securities	excluding		including	
			securities already drawn for, but not yet repaid			
			Nominal Value	Stock Exchange prices	Nominal Value	Stock Exchange prices
—	—	4% Tiroler Land. Hyp. Pfdbfe	80	—	—	—
—	—	4% Görz Gradiska Ld. Hyp.	45,000	—	—	—
3	400	4% österreich. Ndw. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	1,200	1,044,000	1,200
1	200	4 ½% Anl. d. Stadt Czernowitz	5,000	200	10,000	200
2	200	4% Anl. d. Stadt Krakau	150	400	600	400
—	—	4% Pfdbfe. d. Salzburger Ld. Hyp. Anst.	90	—	—	—
—	—	4 ½% Pfdbfe. d. Grazer Gem. Spark.	110	—	—	—
—	—	3 ½% Ung. Gal. Eisenb. Prior	23,000	—	—	—
1	1,000	4 ½% Istrianer Kommunal Kred. Obl.	45,000	1,000	450,000	1,000
3	2,000	4% öst. Staatsrentenanl.	840	6,000	50,400	6,000
4	200	4 ½% Krainische Ld. Bk. Komm. Schldsch.	12,000	800	96,000	800
3	200	4% Mairente	1,090	600	6,540	600
—	—	5 ¾% Elis. Westb. Akt. I. Em.	10,000	—	—	—
—	—	4% Böhm. Westb. Prior.	123,000	—	—	—
—	—	4% Pilsen Priesen Bhn. Prior.	120,000	—	—	—
—	—	4% Südnordd. Vbdgs. Bhn. Prior.	123,000	—	—	—
1	400	5 ¼% Linz Budw. Eisb. Akt.	150,000	400	600,000	400
1	200	4% Gal. Karl Ludw. Bhn. Prior.	2,000	200	4,000	200
—	—	4% conv. Kronenrente	1,050	—	—	—
—	—	Aktien der Obchodni Banka.	2,137	—	—	—
—	—	4% Pfdbfe. d. öst. Bod. Cred. Anst.	170	—	—	—
—	—	4% österr. Märzrente	840	—	—	—
—	—	4% Anl. d. Stadt Wien ¹	—	—	—	—
1	10,000	5% Schatzscheine der Stadt Wien	250	10,000	25,000	10,000
(2)	1	3 ½% Nordwestbahn Prior.	57,000	400	228,000	400
(6)	6	4% österreich. N. W. und Südnordd. Vbdgs. Bhn.	87,000	2,400	2,088,000	2,400
—	—	Grazer Gemeindesparkasse	110	—	—	—
Proportionate share				4,602,540		4,830,540
Result				4,394,429		4,403,459
				+ 208,111		+ 367,081

¹ Repaid in full on June 7th, 1923.

Dr. Jan BRABLEC

Wilhelm THAA.

N° 2140.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à l'établissement
d'assurances contre les accidents
du Syndicat officiel des chemins
de fer autrichiens, avec protocole
additionnel. Signés à Vienne, le
29 mars 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Organisa-
tion of the Austrian Railways
Official Syndicate for Insurance
against Accidents, with Additional
Protocol. Signed at Vienna,
March 29, 1924.

N^o 2140. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DU SYNDICAT OFFICIEL DES CHEMINS DE FER AUTRICHIENS. SIGNÉE A VIENNE, LE 29 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère fédéral pour l'Administration Sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. En ce qui concerne les charges résultant des accidents survenus jusqu'à la fin du mois d'octobre 1918 qui étaient reconnues à cette date ou qui par suite de la continuation du fonctionnement dudit établissement ont été reconnues depuis lors jusqu'à la mise en vigueur de la présente convention, chacune des deux Parties contractantes assume la fraction de ces charges qui se rapporte aux personnes désignées plus spécialement sous N^o 2, qui ont droit à une rente de la part de l'établissement et qui, le 1^{er} février 1920, avaient leur domicile sur le territoire de l'État respectif. La République d'Autriche assume, en outre, les charges résultant des assurances des personnes ayant droit à une rente qui à la date du 1^{er} février 1920, étaient disparues ou qui à cette date avaient leur domicile hors des confins de l'ancien empire d'Autriche.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2140. — CONVENTION² BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE ORGANISATION OF THE AUSTRIAN RAILWAYS OFFICIAL SYNDICATE FOR INSURANCE AGAINST ACCIDENTS. SIGNED AT VIENNA, MARCH 29, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Vienna Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The insurance liabilities and the funds of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. As regards liabilities resulting from accidents occurring up to the end of October 1918 which were recognised at that date or which, owing to the continuation of the operation of the said Organisation, were recognised between that date and the coming into force of the present Convention, each of the two Contracting Parties shall accept the portion of those liabilities relating to the persons, designated more particularly under No. 2, who are entitled to a pension from the Organisation and who, on February 1, 1920, were domiciled in the territory of the State concerned. The Republic of Austria shall further accept the liabilities resulting from the insurance of persons entitled to a pension who, on February 1, 1920, had disappeared or who were domiciled at that date outside the boundaries of the former Austrian Empire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

2. Si l'assuré lui-même a été en vie le 1^{er} février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra de son domicile à cette date. Si l'assuré n'était plus en vie, le 1^{er} février 1920, l'obligation de supporter les charges de l'assurance dépendra, en premier lieu, du domicile que sa veuve avait à cette date, et s'il n'existait à cette époque pas de veuve ayant droit à une rente, du domicile, à cette date, de l'enfant le plus jeune pourvu d'un droit à une rente, et finalement, à défaut d'enfants ayant pareil droit du domicile, à cette date, du plus jeune des ascendants ayant pareil droit. Dans tous les cas, la Partie contractante assumant les charges de l'assurance en faveur d'une personne ayant droit à une rente, d'après les dispositions précédentes, se chargera aussi d'effectuer tous paiements, qu'ils soient échus ou qu'ils aient à échoir par la suite, à qui que ce soit des survivants de l'assuré, sans tenir compte de leur domicile à la date du 1^{er} février 1920.

3. Pour autant que les personnes ayant le 31 décembre 1923 droit à une rente possèdent à cette date la nationalité d'un autre Etat national que de celui auquel, d'après les principes susindiqués, incomberait la charge des paiements des rentes, les charges résultant de leurs assurances passeront à l'Etat dont elles possèdent ou acquerront ainsi la nationalité et cela à partir de la date à laquelle l'office chargé jusqu'alors du paiement des rentes aura fait valoir ce passage auprès de l'office compétent en vertu de la nationalité de l'assuré, et lui aura communiqué en même temps les données essentielles établissant la nationalité prétendue. L'office compétent en vertu du domicile à la date du 1^{er} février 1920 est cependant tenu de continuer les paiements jusqu'à ce que la nationalité de l'assuré soit établie d'un commun accord entre les deux Parties contractantes contre remboursement jusqu'à concurrence du montant que l'office dorénavant compétent aurait dû déboursier, dans l'intervalle, d'après ses propres dispositions légales en matière.

4. Les charges des assurances à porter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 31 octobre 1918, conformément aux règlements de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé cette fraction des charges, a été chargé de l'administration des assurances des employés des chemins de fer contre les accidents ou qui a été désigné comme compétent pour cette administration par le gouvernement de cet Etat. Si toutefois, pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention, les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés.

5. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens cessera.

6. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 4, assumé la charge des assurances et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoient à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1922, déduction faite des priorités « *Sud-Norddeutsche Verbindungsbahn-Prioritätsobligationen* » d'une valeur nominale de 600.000 couronnes, vendues après cette date. Etant donné que la partie du produit de la vente des coupons revenant à l'année 1922 a été couchée en

2. If the insured person was himself alive on February 1st, 1920, the obligation to accept the insurance liabilities shall depend upon his domicile at that date. If the insured person was no longer living on February 1, 1920, the obligation to accept the insurance liabilities shall depend in the first place upon the domicile of his widow at that date and, if there was at that time no widow entitled to a pension, upon the domicile at that date of the youngest child entitled to a pension, and lastly, in the absence of children so entitled, upon the domicile at that date of the youngest ascendant relative having such claim. In every case the Contracting Party accepting the insurance liabilities on behalf of a person entitled to a pension in accordance with the foregoing provisions, shall also be responsible for making all payments which are due or which may subsequently fall due, to any of the surviving members of the family of the insured person, irrespective of their domicile on February 1, 1920.

3. In so far as the persons entitled on December 31, 1923, to a pension, at that date possess the nationality of another country than that responsible for the payment of pensions in accordance with the above-mentioned principles, the liabilities resulting from their insurance shall devolve upon the State whose nationality they possess or shall acquire. This responsibility shall begin from the date on which the office hitherto responsible for the payment of pensions shall have pleaded this transfer of responsibility to the office competent in virtue of the insured person's nationality and shall have at the same time communicated to it the essential particulars establishing the alleged nationality. The office competent in virtue of the place of domicile on February 1, 1920, shall, however, be required to continue payments until the nationality of the insured person is established by agreement between the two Contracting Parties and shall be refunded up to the amount which the office thenceforward competent would have had to disburse in the interim in accordance with its legal regulations in the matter.

4. The insurance liabilities to be accepted in virtue of the foregoing provisions shall, as from October 31, 1918, and in conformity with the regulations of the respective States, devolve upon the office which, in the State accepting this portion of the liabilities, is responsible for the administration of railway workers' insurance against accidents or which has been designated as competent in this matter by the Government of that State. If, however, during a period prior to the coming into force of the present Convention, the insurance liabilities have been borne wholly or partly by another office than the one competent under the present Convention, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due according to the present Convention, without any further arrangement having to be made between the offices concerned.

5. The whole of the work of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents shall cease with the coming into force of the present Convention.

6. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for insurance against accidents which relate to the insurance liabilities to be accepted by the latter State, and it undertakes to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed and to allow them to be inspected by the authorised organs of the Czechoslovak Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 4, has accepted the insurance liabilities, and to deliver to them, if necessary, such files and accessory documents as it does not itself require. The contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the Organisation as existing on December 31, 1922, shall be distributed, with the exception of the *Sud-Norddeutsche Verbindungsbahn-Prioritätsobligationen* (preference bonds) to a nominal value of 600,000 crowns, sold after that date. In view of the fact that the portion of the yield from the sale of coupons relating to the year 1922 appears among the receipts

recette dans le bilan de l'établissement pour cette année, aucun remboursement ne sera effectué sur les coupons réalisés par l'établissement jusqu'à la fin du mois d'avril 1923.

2. L'immeuble de l'établissement sis à Vienne, VI^e arrondissement, Linke Wienzeile, 48-52, avec tout son inventaire, est assigné en totalité à la République d'Autriche qui se charge, par contre, de toutes les pensions de retraite de tous les fonctionnaires de l'établissement, tant retraités qu'en activité, exception faite pour les pensions de retraite des anciens employés qui, pendant la période du premier novembre 1918 au 31 décembre 1922, ont passé au service de la République tchécoslovaque ou d'un assureur de cet Etat. Les pensions résultant d'une mise à la retraite déjà effectuée par l'établissement sont cependant à la charge de la République d'Autriche.

3. Parmi les créances résultant de primes arriérées ordinaires d'un total de 28.327.083 couronnes et extraordinaires d'un total de 1.356.565 couronnes celles qui sont dirigées contre des débiteurs sur le territoire actuel de la République tchécoslovaque passeront à cet Etat. Le droit de l'établissement de réclamer des paiements supplémentaires du chef de l'insuffisance de la couverture passera dans la même étendue à la République tchécoslovaque.

4. Toutes les dettes de lombards payées sur le fonds de l'établissement sont considérées comme supportées par la République d'Autriche seule ; la République d'Autriche renonce à la moitié de la quote-part des fonds à répartir, qui devaient lui échoir proportionnellement aux rentes assumées à sa charge (section B, N^o 5).

5. Tout le reste des fonds à répartir de l'établissement, les actifs aussi bien que les passifs, est réparti en principe dans la proportion des charges d'assurances assumées par l'Etat national respectif. Les quotes-parts revenant aux différents Etats nationaux qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quotes-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieure au pourcentage ci-dessous, sont fixées comme suit :

La République d'Autriche	26,8 %
La République tchécoslovaque	43,0 %
La République de Pologne	19,9 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	6,0 %
Le Royaume d'Italie	3,2 %
Le Royaume de Roumanie	1,1 %

Par suite de la renonciation de la République d'Autriche à la moitié de la quote-part des fonds mentionnée au N^o 4 et par suite de la répartition proportionnelle sur les autres Etats successeurs des 13,40 % devenus disponibles par cette renonciation, les pourcentages fixant la répartition effective du reste des fonds, résultent comme suit :

La République d'Autriche	13,40 %
La République tchécoslovaque	50,87 %
La République de Pologne	23,54 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	7,10 %
Le Royaume d'Italie	3,79 %
Le Royaume de Roumanie	1,30 %

6. Les avoirs et les créances ci-dessous énumérés sont assignés, à valoir sur les quotes-parts des Etats respectifs, à condition que les Parties contractantes ne fassent valoir à ce titre aucun droit contre le trésor autrichien, à savoir :

a) A la République tchécoslovaque :

1 ^o Avoir à l'office de chèques postaux de Prague en anciennes couronnes	1.546,46 cour.
2 ^o Prêt hypothécaire à la Société coopérative de Constructions « Lešetín » à Přerov	286,15 cour.
3 ^o Avance accordée pour la construction de chemin de fer « Vsetín—Velké-Karlovice »	324.326.— cour.

in the balance-sheet of the Organisation for that year, there shall be no refund in respect of coupons realised by the Organisation before the end of April 1923.

2. The Organisation's premises at 48-52, Linke Wienzeile, Vienna VI, together with the whole of the fittings and appurtenances, shall be assigned in their entirety to the Republic of Austria, which shall in return be responsible for all the retiring pensions of all officials of the Organisation, whether retired or in service, except the retiring pensions of former employees who, between November 1st, 1918 and December 31, 1922, entered, the service of the Czechoslovak Republic or of an insurance Organisation in that country. Nevertheless, the pensions of persons whose retirement has already been effected by the Organisation shall be paid by the Republic of Austria.

3. Of the debt resulting from ordinary arrears of premiums amounting to 28,327,083 crowns, and extraordinary arrears amounting to 1,356,565 crowns, those which are owed by persons in territory now belonging to the Czechoslovak Republic shall be transferred to that State. The right of the Organisation to claim additional payments by reason of insufficient cover shall be transferred to the Czechoslovak Republic to the same extent.

4. All secured debts paid out of the funds of the Organisation shall be regarded as borne by the Republic of Austria alone; the Republic of Austria shall renounce half its share of the funds to be distributed which should fall to it in proportion to the pensions liabilities which it assumes (Section B, No. 5).

5. All the rest of the Organisation's funds to be distributed, both assets and liabilities, shall in principle be distributed in proportion to the insurance liabilities assumed by the respective States. The shares falling to the different States which reciprocally renounce any rectification of these shares that they might claim on the grounds that the share of insurance liabilities assumed in accordance with the provisions in Section A exceeds the percentage given below, shall be fixed as follows:

Republic of Austria	26.8 %
Czechoslovak Republic	43.0 %
Republic of Poland	19.9 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	6.0 %
Kingdom of Italy	3.2 %
Kingdom of Roumania	1.1 %

Owing to the renunciation by the Republic of Austria of half of its share in the funds mentioned in No. 4, and in consequence of the proportional distribution between the other Succession States of the 13.40 % which becomes available by reason of this renunciation, the percentages determining the effective distribution of the remaining funds shall be as follows:

Republic of Austria	13.40 %
Czechoslovak Republic	50.87 %
Republic of Poland	23.54 %
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	7.10 %
Kingdom of Italy	3.79 %
Kingdom of Roumania	1.30 %

6. The assets and claims enumerated below shall be assigned, as a deduction from the shares of the respective States, on condition that the Contracting Parties make no claim under this heading against the Austrian Treasury, as follows:

(a) To the Czechoslovak Republic:

(1) Assets at the Prague Postal Cheque Office in former crowns, amounting to	1,546.46 crowns
(2) Mortgage loan to the "Lessetin" Building Co-operative Society at Píerov	286.15 crowns
(3) Loan granted for the construction of the "Vsetin-Velké-Karlovice" Railway	324,326.— crowns

b) A la République de Pologne :

1 ^o Avance accordée pour la construction du chemin de fer « Tarnopol—Zbaraż »	175.692.— cour.
2 ^o Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Lwów	32.773.— cour.
3 ^o Créance contre la direction polonaise des chemins de fer à Stanislawów	21.362.— cour.

c) Au Royaume d'Italie :

1 ^o Avoir à la Banca commerciale à Trieste . .	8.— lire
2 ^o Compte d'avance du chemin de fer de la Valsugana	775.254.— cour.
3 ^o Créance contre le chemin de fer « Trente—Malé »	2,935.567.— cour.
4 ^o Créance contre l'établissement d'assurances des ouvriers contre les accidents à Trieste	552.664.— cour.

7. Tous les avoirs et créances qui ne sont pas mentionnés sous les N^{os} 3 et 6 d'un total de 377.494.336 couronnes ainsi que l'argent comptant de l'établissement d'un total de 33.722.243 couronnes ensuite les engagements de l'établissement envers des tiers d'un total de 84.284.689 couronnes et consistant en dettes simples envers les administrations des chemins de fer, en paiements à effectuer en 1923 pour l'année 1922 et en dettes envers des créanciers différents, passent à la République d'Autriche qui, en retour, versera, à valoir sur les quotes-parts revenant aux autres Etats successeurs dans les éléments susvisés, les montants suivants, à savoir :

A la République tchécoslovaque	168.439.818 cour. autr.
A la République de Pologne	77.366.322 cour. autr.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slo- vènes	24.054.913 cour. autr.
Au Royaume d'Italie	8.302.214 cour. autr.
Au Royaume de Roumanie	4.312.871 cour. autr.

8. Les effets seront répartis proportionnellement et en nature. Le Gouvernement fédéral d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à la République tchécoslovaque.

Conformément à ce qui précède, les rentes d'avant-guerre d'une valeur nominale de 23.394.000 couronnes sont réparties de la manière suivante :

A la République d'Autriche un nominal de . . .	3.134.800 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de .	11.900.500 cour.
A la République de Pologne un nominal de . .	5.507.000 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1.661.000 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	886.600 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de . . .	304.100 cour.

En vertu d'un accord spécial, la République tchécoslovaque cède sur sa quote-part au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de 800.000 couronnes, de sorte qu'il ne lui sera assigné en réalité qu'un nominal de 11.100.500 couronnes, tandis que le nominal à assigner au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes sera porté à 2,461.000 couronnes.

Tous les autres effets seront répartis proportionnellement ; il revient

a) Sur les titres autrichiens d'un nominal de	24.408.100 cour.
A la République d'Autriche un nominal de . .	3.270.600 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	12.416.700 cour.

(b) To the Republic of Poland :

(1) Loan granted for the construction of the "Tarnopol-Zbaraz" Railway	175,692.— crowns
(2) Debt owed by the Polish railway directorate at Lwów	32,773.— crowns
(3) Debt owed by the Polish railway directorate at Stanislawów	21,362.— crowns

(c) To the Kingdom of Italy :

(1) Assets at the Banca Commerciale at Trieste	8 lire
(2) Loan account of the Valsugana railway	775,254.— crowns
(3) Debt owed by the "Trente-Malé" railway	2,935,567.— crowns
(4) Debt owed by the Workmen's Accident Insurance Organisation at Trieste	552,664.— crowns

7. All the assets and debts not mentioned under Nos. 3 and 6, amounting to a total of 377,494,336 crowns, together with the cash of the Organisation amounting to 33,722,243 crowns, and also the obligations of the Organisation towards third parties, amounting in all to 84,284,689 crowns, and consisting of simple debts to the railway administrations, payments to be made in 1923 in respect of the year 1922, and debts to various creditors, shall be transferred to the Republic of Austria, which shall in return pay in proportion to the shares falling to the other Succession States, as given above, the following amounts :

To the Czechoslovak Republic	168,439,818 Austrian crowns
To the Republic of Poland	77,366,322 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	24,054,913 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	8,302,214 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania	4,312,871 Austrian crowns

8. The actual securities shall be distributed proportionately. The Federal Government of Austria shall grant free authorisation to export the securities (in due order) to be handed over to the Czechoslovak Republic.

In conformity with the foregoing, the pre-war securities, to a nominal value of 23,394,000 crowns, shall be distributed as follows :

To the Republic of Austria a nominal value of	3,134,800 crowns
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	11,900,500 crowns
To the Republic of Poland a nominal value of	5,507,000 crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	1,661,000 crowns
To the Kingdom of Italy a nominal value of	886,600 crowns
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	304,100 crowns

In virtue of a special agreement, the Czechoslovak Republic shall out of its share hand over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of 800,000 crowns, with the result that it shall in fact only be assigned a nominal value of 11,100,500 crowns, whereas the nominal value to be assigned to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall be increased to 2,461,000 crowns.

All the other securities shall be divided proportionately, as follows :

(a) Austrian securities to a nominal value of	24,408,100 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	3,270,600 crowns
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	12,416,700 crowns

A la République de Pologne un nominal de	5.745.800 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	1.732.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	925.000 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	317.200 cour.	
<i>b)</i> Sur les titres tchécoslovaques d'un nominal de		4.784.300 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	641.000 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	2.433.800 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	1.126.300 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	339.800 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	181.200 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	62.200 cour.	
<i>c)</i> Sur les titres tchécoslovaques-autrichiens d'un nominal de		12.840.800 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	1.720.600 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	6.532.200 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	3.022.800 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	911.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	486.600 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	167.000 cour.	
<i>d)</i> Sur les titres tchécoslovaques-polonais d'un nominal de		430.400 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	57.600 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	219.000 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	101.200 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	30.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	16.400 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	5.600 cour.	
<i>e)</i> Sur les titres polonais d'un nominal de		6.980.000 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	935.400 cour.	
A la République tchécoslovaque un nominal de	3.550.600 cour.	
A la République de Pologne un nominal de	1.643.000 cour.	
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	495.600 cour.	
Au Royaume d'Italie un nominal de	264.600 cour.	
Au Royaume de Roumanie un nominal de	90.800 cour.	

	To the Republic of Poland a nominal value of	5,745,800 crowns	
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	1,732,800 crowns	
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	925,000 crowns	
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	317,200 crowns	
(b)	Czechoslovak securities to a nominal value of		4,784,300 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	641,000 crowns	
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	2,433,800 crowns	
	To the Republic of Poland a nominal value of	1,126,300 crowns	
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	339,800 crowns	
	To the Kingdom of Italy a nominal value of .	181,200 crowns	
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	62,200 crowns	
(c)	Czechoslovak-Austrian securities to a nominal value of		12,840,800 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	1,720,600 crowns	
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	6,532,200 crowns	
	To the Republic of Poland a nominal value of	3,022,800 crowns	
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	911,600 crowns	
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	486,600 crowns	
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	167,000 crowns	
(d)	Czechoslovak-Polish securities to a nominal value of		430,400 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	57,600 crowns	
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	219,000 crowns	
	To the Republic of Poland a nominal value of	101,200 crowns	
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	30,600 crowns	
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	16,400 crowns	
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	5,600 crowns	
(e)	Polish securities to a nominal value of		6,980,000 crowns
	To the Republic of Austria a nominal value of	935,400 crowns	
	To the Czechoslovak Republic a nominal value of	3,550,600 crowns	
	To the Republic of Poland a nominal value of	1,643,000 crowns	
	To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	495,600 crowns	
	To the Kingdom of Italy a nominal value of	264,600 crowns	
	To the Kingdom of Roumania a nominal value of	90,800 crowns	

f) Sur les titres polonais-roumains d'un nominal de	222.600 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	30.000 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	113.200 cour.
A la République de Pologne un nominal de	52.400 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	15.800 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	8.400 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	2.800 cour.
g) Sur les titres autrichiens-italiens-serbes-croates-slovènes d'un nominal de	2,083.200 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	279.200 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	1.059.800 cour.
A la République de Pologne un nominal de	490.400 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	147.800 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	79.000 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	27.000 cour.
h) Sur les titres d'emprunt de guerre d'un nominal de	84.500.000 cour.
A la République d'Autriche un nominal de	11.323.000 cour.
A la République tchécoslovaque un nominal de	42.985.200 cour.
A la République de Pologne un nominal de	19.891.300 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un nominal de	5.999.500 cour.
Au Royaume d'Italie un nominal de	3.202.500 cour.
Au Royaume de Roumanie un nominal de	1.098.500 cour.

La répartition des espèces respectives des titres résulte des annexes I-IX qui constituent une partie intégrante de la présente convention.

9. Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien versera à la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions du N° 7, et mettra à la disposition de cette légation au lieu du dépôt, les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 8 et annexes.

10. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumise à la réglementation intérieure de ce dernier.

11. Chacune des deux Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

(f) Polish-Roumanian securities to a nominal value of		222,600 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	30,000 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	113,200 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	52,400 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	15,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	8,400 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	2,800 crowns	
(g) Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities to a nominal value of		2,083,200 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	279,200 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	1,059,800 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	490,400 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	147,800 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	79,000 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	27,000 crowns	
(h) War loan bonds to a nominal value of		84,500,000 crowns
To the Republic of Austria a nominal value of	11,323,000 crowns	
To the Czechoslovak Republic a nominal value of	42,985,200 crowns	
To the Republic of Poland a nominal value of	19,891,300 crowns	
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes a nominal value of	5,999,500 crowns	
To the Kingdom of Italy a nominal value of	3,202,500 crowns	
To the Kingdom of Roumania a nominal value of	1,098,500 crowns	

The distribution of the various kinds of securities is given in Annexes I to IX, which shall constitute an integral part of the present Convention.

9. Within one month from the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall pay to the Czechoslovak Legation at Vienna the cash sum due to Czechoslovakia in accordance with the provisions of No. 7, and shall place at the disposal of that Legation at the place of deposit the securities falling to that State in accordance with the provision of No. 8 and the annexes.

10. The transfer to the competent insurance organisation of the funds allocated to each State shall be subject to the internal regulations of the latter.

11. Each of the two Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

Wilhelm THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

En vue de préciser les conditions dans lesquelles devront être exécutées certaines clauses de la convention relative à l'établissement d'assurances contre les accidents du syndicat officiel des chemins de fer autrichiens, les Hautes Parties contractantes ont convenu de ce qui suit :

1. Les titres d'emprunt de guerre à remettre par la République d'Autriche conformément à l'article premier, section B, N° 8 de la convention susdite seront munis de la remarque : « *von der Republik Österreich nicht übernommen* ».

2. A défaut de coupures assez petites, la répartition des titres a parfois dû s'écarter un peu de la répartition établie dans les annexes de la convention susdite. La compensation a été accomplie sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne du 29 décembre 1922 d'abord par l'assignation de plus ou de moins d'autres titres et, en tant que cela fût possible, en monnaie comptante. La liste des numéros des titres revenant à la République tchécoslovaque en exécution de la convention susdite a été remise au délégué de la République tchécoslovaque. Cette liste servira de base à la répartition définitive des titres.

Fait à Vienne, le vingt-neuf mars mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

Wilhelm THAA.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claims against Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

Wilhelm THAA.

ADDITIONAL PROTOCOL.

With a view to defining the conditions which shall govern the execution of certain clauses in the Convention regarding the Organisation of the Austrian Railways Official Syndicate for Insurance against Accidents, the High Contracting Parties have agreed as follows :

(1) The war loan bonds to be handed over by the Republic of Austria, in conformity with Article I, Section B, No. 8 of the above-mentioned Convention, shall be inscribed "*von der Republik Österreich nicht übernommen.*"

(2) In the absence of bonds of sufficiently small value it has sometimes been necessary, in distributing the securities, to depart somewhat from the indications contained in the annexes to the above-mentioned Convention. The adjustment has been made on the basis of the estimated values on the Vienna Stock Exchange on December 29, 1922, firstly, by assigning a larger or smaller number of other securities and, when this was not possible, in cash. The list of the numbers of the securities to be transferred to the Czechoslovak Republic in execution of the above-mentioned Convention has been handed over to the Czechoslovak Delegate. This list shall serve as the basis for the final distribution of the securities.

Done at Vienna, the twenty-ninth day of March, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

Wilhelm THAA.

ANNEXE I

LISTE DE LA RÉPARTITION DES RENTES D'AVANT-GUERRE.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli).	4	1./1. 1923	2.800.000	492.800	1.871.000	865.900	261.200	139.400	47.800
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli).	4	1./7. 1923	878.100						
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914 .	4 ½	1./1. 1923	323.000	60.600	230.400	106.600	32.200	17.200	6.000
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914 .	4 ½	1./7. 1923 Tirés	130.000						
Österr. steuerfreie Kronenrente (März-September)	4	1./3. 1923	17.850.000	2.392.000	8.280.300	4.202.000	2.067.300	676.400	232.000
Österr. Kronenrente (Juni-Dezember) .	4	1./6. 1923	20.900	2.800	10.600	4.900	1.500	800	300
Österr. steuerfreie Investitions-Rente	3 ½	1./2. 1923	1.392.000	186.600	708.100	327.600	98.900	52.800	18.000
Total			23.394.000	3.134.800	11.100.400	5.507.000	2.461.100	886.600	304.100

ANNEX I.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR GOVERNMENT STOCK.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli).	4	I./I. 1923	2,800,000	492,800	1,871,000	865,900	261,200	139,400	47,800
Konvert. steuerfreie einheitliche Kronenrente (Jänner-Juli).	4	I./7. 1923	878,100						
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914	4 ½	I./I. 1923	323,000	60,600	230,400	106,600	32,200	17,200	6,000
Österr. steuerfreie amort. Staatsschatz-anweisungen 1914	4 ½	I./7. 1923 Tirés	130,000						
Österr. steuerfreie Kronenrente (März-September)	4	I./3. 1923	17,850,000	2,392,000	8,280,300	4,202,000	2,067,300	676,400	232,000
Österr. Kronenrente (Juni-Dezember) .	4	I./6. 1923	20,900	2,800	10,600	4,900	1,500	800	300
Österr. steuerfreie Investitions-Rente	3 ½	I./2. 1923	1,392,000	186,600	708,100	327,600	98,900	52,800	18,000
Total			23,394,000	3,134,800	11,100,400	5,507,000	2,461,100	886,600	304,100

ANNEXE II

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES AUTRICHIENS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Eisenerz-Vordernberger Lokalbahn-Pr. Obl.	4	I./I.	244.400	32.800	124.200	57.600	17.400	9.200	3.200
Wiener Verkehrsanlagen. Anlehen in Kr. W., I, und II. Em.	4	I./4.	1.360.000	182.200	691.800	320.200	96.600	51.600	17.600
Anlehen der Stadt Wien v. J. 1908 .	4	I./6.	1.359.500	209.000	793.300	367.000	110.800	59.200	20.200
Österr. Boden-Kredit-Anstalt. Pfdbr. inh. 50 J. verlosbar . .	4	I./4.	3.690.000	494.400	1.877.200	868.600	262.000	139.800	48.000
Österr. Boden-Kredit-Anstalt. Pfdbr. Em. 1910, 65 J. verl. .	4	I./5.	990.000	132.600	503.600	233.000	70.200	37.600	13.000
Öster. Kredit-Institut für Verk. Unt. und ö. Arb., St. Gar. Obl. in Kr. W. . .	4	I./2.	6.460.200	865.600	3.286.400	1.520.800	458.600	244.800	84.000
Bregenzerwaldbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./2.	150.000	20.200	76.400	35.400	10.600	5.600	1.800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Wechselbahn . . .	4	I./2.	6.136.000	822.200	3.121.400	1.444.400	435.600	232.600	79.800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Hartberg-Friedberg	4	I./2.	1.584.000	212.200	805.800	373.000	112.400	60.000	20.600
Göpfritz - Gross - Siegharts Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	I./4.	272.000	36.400	138.400	64.000	19.200	10.400	3.600
Kühnsdorf-Eisenkappel Lokalbahn Pr. in Kronen W. .	4	I./2.	946.000	126.800	481.200	222.600	67.200	35.800	12.400
Lokalbahn Lambach-Haag Pr. Obl. in Kronen W. . . .	4	I./2.	1.016.000	136.200	517.000	239.200	72.200	38.400	13.000
Total			24.406.100	3.270.600	12.416.700	5.745.800	1.732.800	925.000	317.200

ANNEX II.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF AUSTRIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Eisenerz-Vordernberger Lokalbahn-Pr. Obl.	4	I./I.	244,400	32,800	124,200	57,600	17,400	9,200	3,200
Wiener Verkehrsanlagen, Anlehen in Kr. W., I. und II. Em.	4	I./4.	1,360,000	182,200	691,800	320,200	96,600	51,600	17,600
Anlehen der Stadt Wien v. J. 1908	4	I./6.	1,359,500	209,000	793,300	367,000	110,800	59,200	20,200
Österr. Boden-Kredit-Anstalt, Pfdb. inh. 50 J. verlosbar	4	I./4.	3,690,000	494,400	1,877,200	868,600	262,000	139,800	48,000
Österr. Boden-Kredit-Anstalt, Pfdb. Em. 1910, 65 J. verl.	4	I./5.	990,000	132,600	503,600	233,000	70,200	37,600	13,000
Öster. Kredit-Institut für Verk. Unt. und ö. Arb., St. Gar. Obl. in Kr. W.	4	I./2.	6,460,200	865,600	3,286,400	1,520,800	458,600	244,800	84,000
Bregenzeraldbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./2.	150,000	20,200	76,400	35,400	10,600	5,600	1,800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Wechselbahn	4	I./2.	6,136,000	822,200	3,121,400	1,444,400	435,600	232,600	79,800
Fürstenfeld-Hartberg Lokalbahn Pr. Hartberg-Friedberg.	4	I./2.	1,584,000	212,200	805,800	373,000	112,400	60,000	20,600
Göpfritz-Gross-Siegharts Lokalbahn Pr. in Kronen W.	4	I./4.	272,000	36,400	138,400	64,000	19,200	10,400	3,600
Kühnsdorf-Eisenkappel Lokalbahn Pr. in Kronen W.	4	I./2.	946,000	126,800	481,200	222,600	67,200	35,800	12,400
Lokalbahn Lambach-Haag Pr. Obl. in Kronen W.	4	I./2.	1,016,000	136,200	517,000	239,200	72,200	38,400	13,000
Total			24,406,100	3,270,600	12,416,700	5,745,800	1,732,800	925,000	317,200

ANNEXE III

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Mähr. Grenzbahn Pr. Obl. in Kr. W. . . .	4	I./3.	334.800	45.000	170.200	78.800	23.800	12.600	4.400
Mähr. Schles. Zentralbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./I.	258.600	34.600	131.600	60.800	18.400	9.800	3.400
Pilsen-Priesener Bahn Pr. Obl. i. S.	4	I./I.	117.900	15.800	60.000	27.800	8.400	4.400	1.500
Südnorddeutsche Verbindungsbahn Pr. Obl. in S.	4	I./I.	1.278.400	171.200	650.400	301.000	90.800	48.400	16.600
Böhm. Landesbank Kom. Sch. V. inh. 78 J. verl. in Kr. W.	4	I./5.	2.340.000	313.600	1.190.400	550.800	166.200	88.600	30.400
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./2	144.000	28.600	108.800	50.400	15.200	8.200	2.800
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./5.	70.000						
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.	4	I./I.	18.000						
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.*	4	I./4.	222.600						
Total			4.784.300	641.000	2.433.800	1.126.300	339.800	181.200	62.200

* 200 cour.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Mähr. Grenzbahn Pr. Obl. in Kr. W. . . .	4	I./3.	334,800	45,000	170,200	78,800	23,800	12,600	4,400
Mähr. Schles. Zentralbahn Pr. Obl. in Kr. W.	4	I./I.	258,600	34,600	131,600	60,800	18,400	9,800	3,400
Pilsen-Priesener Bahn Pr. Obl. i. S.	4	I./I.	117,900	15,800	60,000	27,800	8,400	4,400	1,500
Süd-norddeutsche Verbindungs-bahn Pr. Obl. in S.	4	I./I.	1,278,400	171,200	650,400	301,000	90,800	48,400	16,600
Böhm. Landesbank Kom. Sch. V. inh. 78 J. verl. in Kr. W.	4	I./5.	2,340,000	313,600	1,190,400	550,800	166,200	88,600	30,400
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./2.	144,000	28,600	108,800	50,400	15,200	8,200	2,800
Mähr. Hyp. Bank Pfdbr. inh. 54 ½ J. verl.	4	I./5.	70,000						
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl.	4	I./I.	18,000						
Erste Mähr. Spark. Pfdbr. inh. 55 J. verl. *	4	I./4.	222,600	32,200	122,400	56,700	17,000	9,200	3,100
Total			4,784,300	641,000	2,433,800	1,126,300	339,800	181,200	62,200

* 200 crowns.

ANNEXE IV

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES-AUTRICHIENS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Franz Josefs-Bahn-St. Sch. V.	5 1/4	I./I.	40.000	5.400	20.400	9.400	2.800	1.400	600
Österr. Nordwestbahn und Südnorddeutsche Verbindungsbahn St. Sch. V.	4	I./I.	5.700.000	763.800	2.899.600	1.341.800	404.800	216.000	74.000
Franz Josefs-Bahn Pr. Obl. Em. 1884	4	I./4.	217.600	29.200	110.600	51.200	15.400	8.400	2.800
Konv. Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. lit. A.	3 1/2	I./3.	6.223.200	833.800	3.165.800	1.465.000	441.800	235.800	81.000
Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. Em. 1885	4	I./4.	660.000	88.400	335.800	155.400	46.800	25.000	8.600
Total			12.840.800	1.720.600	6.532.200	3.022.800	911.600	486.600	167.000

ANNEXE V

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES TCHÉCOSLOVAQUES-POLONAIS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Konv. Ungar.-galiz. Eisenbahn Pr. Obl. Em. 1870	3 1/2	I./3.	430.400	57.600	219.000	101.200	30.600	16.400	5.600

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK-AUSTRIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Franz Josefs-Bahn-St. Sch. V.	5 1/4	I./I.	40,000	5,400	20,400	9,400	2,800	1,400	600
Österr. Nordwestbahn und Südnorddeutsche Verbindungsbahn St. Sch. V.	4	I./I.	5,700,000	763,800	2,899,600	1,341,800	404,800	216,000	74,000
Franz Josefs-Bahn Pr. Obl. Em. 1884	4	I./4.	217,600	29,200	110,600	51,200	15,400	8,400	2,800
Konv. Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. lit. A.	3 1/2	I./3.	6,223,200	833,800	3,165,800	1,465,000	441,800	235,800	81,000
Österr. Nordwestbahn Pr. Obl. Em. 1885	4	I./4.	660,000	88,400	335,800	155,400	46,800	25,000	8,600
Total			12,840,800	1,720,600	6,532,200	3,022,800	911,600	486,600	167,000

ANNEX V.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF CZECHOSLOVAK-POLISH SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Konv. Ungar.-galiz Eisenbahn Pr. Obl. Em. 1870	3 1/2	I./3.	430,400	57,600	219,000	101,200	30,600	16,400	5,600

ANNEXE VI

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES POLONAIS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Galiz. Karl Ludwig-Bahn St. Sch. V. . .	4	I./I.	3.407.600	456.600	1.733.400	802.200	242.000	129.200	44.200
Galiz. Karl Ludwig-Bahn Pr. Obl. . .	4	I./I.	1.061.200	142.200	539.800	249.800	75.400	40.200	13.800
Albrechtsbahn Pr. Obl. i. S.	4	I./5.	481.200	64.000	244.800	113.200	34.200	18.200	6.200
Galiz. Boden-Kreditverein Pfdb. inh. 78 J. verlosbar. . .	4	30/12	990.000	132.600	503.600	233.000	70.200	37.600	13.000
Galiz. Landesbank-Pfdb. inh. 57 ½ J. verlosbar in Kr. W.	4	30/12	1.040.000	139.400	529.000	244.800	73.800	39.400	13.600
Total			6.980.000	935.400	3.550.600	1.643.000	495.600	264.600	90.800

ANNEXE VII

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES POLONAIS-ROUMAINS.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. in Kr. W. 1894 . . .	4	I./I.	154.800	20.800	78.800	36.400	11.000	5.800	2.000
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. I. Em.	3.6	I./5.	20.400	2.800	10.400	4.800	1.400	800	200
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. II. Em.	4	I./5.	47.400	6.400	24.000	11.200	3.400	1.800	600
Total			222.600	30.000	113.200	52.400	15.800	8.400	2.800

ANNEX VI.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF POLISH SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Galiz. Karl Ludwig-Bahn St. Sch. V. . . .	4	I./I.	3,407,600	456,600	1,733,400	802,200	242,000	129,200	44,200
Galiz. Karl Ludwig-Bahn Pr. Obl. . . .	4	I./I.	1,061,200	142,200	539,800	249,800	75,400	40,200	13,800
Albrechtsbahn Pr. Obl. i. S.	4	I./5.	481,200	64,000	244,800	113,200	34,200	18,200	6,200
Galiz. Boden-Kreditverein Pfdb. inh. 78 J. verlosbar. . .	4	30/12	990,000	132,600	503,600	233,000	70,200	37,600	13,000
Galiz. Landesbank-Pfdb. inh. 57 ½ J. verlosbar in Kr. W.	4	30/12	1,040,000	139,400	529,000	244,800	73,800	39,400	13,600
Total			6,980,000	935,400	3,550,600	1,643,000	495,600	264,600	90,800

ANNEX VII.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF POLISH-ROUMANIAN SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. in Kr. W. 1984 . . .	4	I./I.	154,800	20,800	78,800	36,400	11,000	5,800	2,000
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. I. Em.	3.6	I./5.	20,400	2,800	10,400	4,800	1,400	800	200
Lemberg - Czernow.-Jassy-E. G. Pr. Obl. II. Em.	4	I./5.	47,400	6,400	24,000	11,200	3,400	1,800	600
Total			222,600	30,000	113,200	52,400	15,800	8,440	2,800

ANNEXE VIII

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES AUTRICHIENS-ITALIENS-SERBES-CROATES-SLOVÈNES.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
Rudolfsbahn St. Sch. V. in Kr. W.	4	I./I.	1.946.000	260.800	990.000	458.000	138.200	73.800	25.200
Rudolfsbahn Pr. Obl. i. S. Em. 1884 . . .	4	I./4.	137.200	18.400	69.800	32.400	9.600	5.200	1.800
Total			2.083.200	279.200	1.059.800	490.400	147.800	79.000	27.000

ANNEXE IX

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE.

Dénomination des titres	%	Coupons pour	Valeur nominale	République d'Autriche 13,40 %	République tchécoslovaque 50,87 %	République de Pologne 23,54 %	Royaume des S. C. S. 7,10 %	Royaume d'Italie 3,79 %	Royaume de Roumanie 1,30 %
III. Österreichische Kriegsanleihe . . .	5 ½	I./I. 1923	12.000.000	1.608.000	5.104.400	2.824.800	852.000	454.800	156.000
IV. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./6. 1923	10.000.000	1.340.000	5.087.000	2.354.000	710.000	379.000	130.000
V. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./6. 1923	28.000.000	3.752.000	14.243.600	6.591.200	1.988.000	1.061.200	364.000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./4. 1923	11.000.000	1.876.000	7.121.800	3.295.600	994.000	530.600	182.000
VI. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	6 ½	I./4. 1923	3.000.000						
VII. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./2. 1923	10.500.000	1.407.000	5.341.400	2.471.700	745.000	397.900	136.500
VIII. Österreichische Kriegsanleihe, 40-jährig	5 ½	I./3. 1923	5.000.000	670.000	2.543.600	1.177.000	355.000	189.400	65.000
VIII. Österreichische Staatsschatzscheine	5 ½	I./3. 1923	5.000.000	670.000	2.543.600	1.177.000	355.000	189.400	65.000
Total			84.500.000	11.323.000	42.985.200	19.891.300	5.999.500	3.202.500	1.098.500

Dr Jan BRABLEC.

Wilhelm THAA.

Copie certifiée conforme :
 Praha, le 23 août 1929.
 Dr Karel Kazbunda.
 Directeur des Archives a. i.

ANNEX VIII.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF AUSTRO-ITALIAN-SERB-CROAT-SLOVENE SECURITIES.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
Rudolfsbahn St. Sch. V. in Kr. W.	4	I./I.	1,946,000	260,800	990,000	458,000	138,200	73,800	25,200
Rudolfsbahn Pr. Obl. i. S. Em. 1884.	4	I./4.	137,200	18,400	69,800	32,400	9,600	5,200	1,800
Total			2,083,200	279,200	1,059,800	490,400	147,800	79,000	27,000

ANNEX IX.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS.

Description of Securities	%	Coupons dated	Nominal Value	Republic of Austria 13.40 %	Czecho-slovak Republic 50.87 %	Republic of Poland 23.54 %	Kingdom of S. C. S. 7.10 %	Kingdom of Italy 3.79 %	Kingdom of Roumania 1.30 %
III. Österreichische Kriegs-anleihe.	5 ½	I./I. 1923	12,000,000	1,608,000	5,104,400	2,824,800	852,000	454,800	156,000
IV. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./6. 1923	10,000,000	1,340,000	5,087,000	2,354,000	710,000	379,000	130,000
V. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./6. 1923	28,000,000	3,752,000	14,243,600	6,591,200	1,988,000	1,061,200	364,000
VI. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./4. 1923	11,000,000	1,876,000	7,121,800	3,295,600	994,000	530,600	182,000
VI. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	6 ½	I./I. 1923	3,000,000						
VII. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./2. 1923	10,500,000	1,407,000	5,341,400	2,471,700	745,000	397,900	136,500
VIII. Österreichische Kriegs-anleihe, 40jährig	5 ½	I./3. 1923	5,000,000	670,000	2,543,600	1,177,000	355,000	189,400	65,000
VIII. Österreichische Staats-schatzscheine	5 ½	I./3. 1923	5,000,000	670,000	2,543,600	1,177,000	355,000	189,400	65,000
Total			84,500,000	11,323,000	42,985,200	19,891,300	5,999,500	3,202,500	1,098,500

Dr. Jan BRABLEC.

Wilhelm THAA.

N° 2141.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

**Convention relative à l'établissement
d'assurances sur les pensions de la
Société des chemins de fer locaux
et à voie étroite. Signée à Vienne,
le 15 juin 1924.**

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

**Convention regarding the Pensions
Insurance Organisation of the
Local and Narrow Gauge Railways
Company. Signed at Vienna,
June 15, 1924.**

N° 2141. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE RELATIVE A L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES SUR LES PENSIONS DE LA SOCIÉTÉ DES CHEMINS DE FER LOCAUX ET A VOIE ÉTROITE. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de l'établissement d'assurances sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'établissement d'assurance sur les pensions de la société des chemins de fer locaux et à voie étroite, qui par la suite sera appelé brièvement l'établissement, est considéré comme dissous à la date du 31 décembre 1919, conformément au § 47 du statut.

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. Les charges de l'établissement envers les employés ayant pris part à l'établissement et envers les membres survivants de leurs familles, charges résultant des cas d'assurance survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1919 ainsi que le droit de percevoir les primes fixées par le statut de l'établissement passent à l'entreprise de chemin de fer, à laquelle ces employés appartenaient à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur (mise à la retraite ou mort). En tant qu'il s'agit d'employés (retraités, membres survivants de leurs familles) d'autres entreprises en rapport avec les voies ferrées et rattachées à l'établissement, les charges et droits susdits passent à l'office qui est autorisé à mener les affaires de cette entreprise dans l'Etat, sur le territoire actuel duquel le lieu de service de ces employés était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur. L'office menant les affaires d'une telle entreprise dans la République d'Autriche assume, en outre, les charges et les droits susdits résultant des assurances des assurés (retraités,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2141. — CONVENTION² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE PENSIONS INSURANCE ORGANISATION OF THE LOCAL AND NARROW-GAUGE RAILWAYS COMPANY. SIGNED AT VIENNA, JUNE 15, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The Pensions Insurance Organisation of the Local and Narrow Gauge Railways Company hereinafter described as *the Organisation*, shall be regarded as dissolved as from December 31 1919, in conformity with paragraph 47 of the Statute.

A. GENERAL PROVISIONS.

1. The liabilities of the Organisation towards employees who belonged to it and towards the surviving members of their families resulting from insurance claims arising up to the end of December 1919, and the right to collect the premiums fixed by the Statute of the Organisation shall be transferred to the railway undertaking to which these employees belonged on December 31, 1919, or at the date of the last claim (retirement or death). In the case of employees (retired, surviving members of their families) of other enterprises in connection with the railways and associated with the Organisation, the above-mentioned liabilities and rights shall be transferred to the office authorised to conduct the affairs of that undertaking in the country in whose present territory these employees were working on December 31, 1919, or at the date of the last insurance claim. The office conducting the affairs of such enterprise in Austria shall further accept the above-mentioned liabilities and rights resulting from the insurance of employees (retired employees,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

membres survivants de leurs familles), dont le lieu de service était situé à la date du 31 décembre 1919 ou du cas d'assurance antérieur hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche.

2. Si pour une époque antérieure à la mise en vigueur de la présente convention les charges d'une assurance ont été supportées en tout ou en partie par un autre office que celui qui y est compétent, d'après la présente convention, les paiements effectués sont considérés comme tenant lieu des paiements dus, d'après la présente convention, sans qu'un arrangement ultérieur ait lieu à ce titre entre les offices intéressés des différents Etats.

3. La partie des fonds de l'établissement revenant à chaque Etat contractant selon la présente convention sera répartie par l'Etat récepteur entre les entreprises (offices) assumeurs ou assignée aux nouveaux assureurs qui pourraient être créés par la réglementation intérieure de cet Etat.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement, qui ont trait aux charges des assurances à assumer conformément au N° 1 par des entreprises situées sur le territoire de ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de trente ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas répartis, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de ce dernier Etat ou des entreprises (assureurs) qui dans cet Etat ont, d'après les N°s 1 et 3, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds de l'établissement tels qu'ils existaient à la date du 30 juin 1923.

2. La République d'Autriche assume les charges résultant des assurances des pensions des fonctionnaires de l'établissement ; l'inventaire de l'établissement est assigné à la République d'Autriche.

3. Les parties des fonds de l'établissement qui ont été séparées — au sens de la résolution prise par la douzième assemblée générale ordinaire de l'établissement — de l'ensemble des fonds et constituées en fonds spéciaux destinés à couvrir les obligations statutaires de l'établissement envers les employés des anciennes sociétés *Neue Wiener Tramway* et *Dampftramway*, autrefois Kraus et Co. (passées à la *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*), parties qui ont été déclarées dans les bilans de l'établissement sur le *conto separato*, sont assignées à la République d'Autriche.

4. En ce qui concerne la partie des avoirs de l'établissement de 16.000.621 cour. provenant des assurances fiduciaires effectuées par l'établissement vis-à-vis des entreprises de quelques-unes des Parties contractantes après le 31 décembre 1919, chacun des Etats intéressés recevra le montant qui provient de la différence entre les versements des entreprises de l'Etat respectif et les paiements faits aux assurées de ces entreprises. Par conséquent, il revient

A la République d'Autriche	13.545.632 cour.
A la République tchécoslovaque	119.515 cour.
Au Royaume d'Italie	203.620 cour.
A la République de Pologne	2.117.071 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	14.153 cour.

5. Tout le reste des fonds est réparti entre les Etats intéressés en principe proportionnellement aux charges d'assurances assumées conformément à la section A, N° 1, par les entreprises situées sur le territoire de ces Etats. Les quote-parts revenant aux différents Etats qui renoncent réciproquement à toute rectification de ces quote-parts pouvant trouver sa justification par le fait que la part

surviving members of their families) who on December 31, 1919, or at the date of the last claim were employed outside the boundaries of the former Austrian Empire.

2. If during a period prior to the coming into force of the present Convention the liabilities of an insurance were borne wholly or partly by another office than that which is competent according to the present Convention, any payments made shall be regarded as taking the place of the payments due under the present Convention, without any subsequent arrangement having to be made between the offices concerned in the different countries.

3. The share in the funds of the Organisation falling to each contracting State in accordance with the present Convention shall be divided by the recipient State between the undertakings (offices) accepting liabilities or shall be assigned to any new insurance organisations which may be established by the internal regulations of that State.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the Organisation relating to the insurance liabilities to be accepted under No. 1 by undertakings situated in the territory of the latter State and pledges itself to preserve for thirty years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents not distributed, and to permit their inspection by the authorised organs of the latter State or of the undertakings (insurance organisations) in that country which have accepted the insurance liabilities in accordance with Nos. 1 and 3 and, if necessary, to hand over to them such files and accessory documents as it does not itself require. The Contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is supplied by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the Organisation as existing on June 30, 1923, shall be distributed.

2. The Republic of Austria shall accept the liabilities resulting from the pensions insurance of officials of the Organisation ; the fittings and appurtenances of the Organisation shall be assigned to the Republic of Austria.

3. Those parts of the Organisation's funds which, in accordance with the resolution adopted by the twelfth ordinary General Meeting of the Organisation, have been separated from the bulk of the funds and established as special funds to cover the obligations of the Organisation under its Statutes towards the employees of the former *Neue Wiener Tramway* and *Dampftramway* companies, previously known as "Kraus & Co." (since incorporated in the *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*), which parts have been shown in the balance-sheet of the Organisation under a separate account, shall be assigned to the Republic of Austria.

4. With regard to that part of the assets of the Organisation, amounting to 16,000,621 crowns, representing fiduciary insurances contracted by the Organisation towards undertakings of certain of the Contracting Parties subsequent to December 31, 1919, each of the States concerned shall receive the amount represented by the difference between the contributions by the enterprises of the State concerned and the payments made to the insured employees of these enterprises. Accordingly :

The Republic of Austria shall receive	13,545,632 crowns
The Czechoslovak Republic	119,515 »
The Kingdom of Italy	203,620 »
The Republic of Poland	2,117,701 »
The Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	14,153 »

5. The whole of the rest of the funds shall in principle be divided between the States concerned in proportion to the insurance liabilities accepted in conformity with Section A, No. 1, by undertakings situated in the territory of those States. The shares falling to the different States which reciprocally renounce any rectification of these shares that might be claimed on the grounds that the share

assumée dans la charge d'assurance conformément aux stipulations contenues dans la section A, résulterait supérieur au pourcentage ci-dessous, sont fixés comme suit :

La République d'Autriche	45,29520 %
La République tchécoslovaque	32,01632 %
Le Royaume d'Italie	10,26073 %
La République de Pologne.	7,37264 %
Le Royaume de Roumanie.	3,34507 %
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	1,71004 %

6. Les créances arriérées envers des entreprises rattachées à l'établissement, provenant de la gestion jusqu'au 31 décembre 1919 d'une somme totale de 346.360 cour. sont assignées à valoir sur les quote-parts respectives, aux États sur le territoire actuel desquels les entreprises débitrices respectives ont leur siège.

Il revient par conséquent de ces créances :

A la République tchécoslovaque un montant de	340.164 cour.
Au Royaume d'Italie un montant de	1.859 cour.
A la République de Pologne un montant de	512 cour.
Au Royaume de Roumanie un montant de	1.919 cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes un montant de	1.906 cour.

La créance arriérée des frais d'administration de l'établissement envers la *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen* d'un total de 425.194 cour. est assignée à la République d'Autriche.

Il résulte donc relativement aux quote-parts proportionnelles sur la totalité des créances arriérées de 771.554 (= 346.360 + 425.194) couronnes dont il est question, les différences indiquées ci-dessous qui seront balancées sous N° 8, savoir :

	plus	minus
Pour la République d'Autriche	75.717 cour.	
Pour la République tchécoslovaque	93.141 cour.	
Pour le Royaume d'Italie.		77.308 cour.
Pour la République de Pologne		56.372 cour.
Pour le Royaume de Roumanie		23.890 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		11.288 cour.

7. Les titres avec coupons à partir du 1^{er} juillet 1923 au plus tard seront répartis proportionnellement et en nature. La répartition des différentes catégories de titres ressort de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente convention. Par suite des restes indivisibles, il résulte conformément aux valeurs estimatives établies à la date du 30 juin 1923 par la chambre de la Bourse à Vienne vis-à-vis des quote-parts proportionnelles les différences ci-dessous indiquées qui seront également balancées sous N° 8 :

	plus	minus
Pour la République d'Autriche		157.713 cour.
Pour la République tchécoslovaque	380.506 cour.	
Pour le Royaume d'Italie		314.971 cour.
Pour la République de Pologne	184.849 cour.	
Pour le Royaume de Roumanie		703.957 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	611.286 cour.	

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de cette convention, dont le retrait cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'annexe; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés, revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé. Du reste, les effets seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

of insurance liabilities assumed in accordance with the provisions contained in Section A exceeds the percentage given below, shall be fixed as follows :

Republic of Austria	45.29520	%
Czechoslovak Republic	32.01632	%
Kingdom of Italy	10.26073	%
Republic of Poland	7.37264	%
Kingdom of Roumania	3.34507	%
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1.71004	%

6. Outstanding claims on undertakings associated with the Organisation resulting from the administration up to December 31, 1919, and amounting in all to 346,360 crowns, shall be assigned to the States on whose present territory the respective debtor undertakings have their seat, and shall be deducted from their respective shares.

Accordingly, these claims shall be allocated as follows :

To the Czechoslovak Republic	340,164	crowns
To the Kingdom of Italy	1,859	»
To the Republic of Poland	512	»
To the Kingdom of Roumania	1,919	»
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,906	»

The outstanding claim under administrative expenses of the Organisation on the *Gemeinde Wien-Städtische Strassenbahnen*, amounting to 425,194 crowns, shall be assigned to the Republic of Austria.

As regards, therefore, the proportionate shares of the total outstanding claims of 771,554 crowns (= 346,360 + 425,194), certain differences are indicated below which shall be adjusted under No. 8 :

	plus	minus
Republic of Austria	75,717	crowns
Czechoslovak Republic	93,141	»
Kingdom of Italy		77,308
Republic of Poland		56,372
Kingdom of Roumania		23,890
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes		11,288

7. The actual securities with coupons as from July 1, 1923, at latest, shall be distributed proportionately. The different categories of security shall be distributed as shown in the Annex which shall constitute an integral part of the present Convention. In consequence of indivisible remainders there will be certain differences in the proportionate shares values as estimated on the Vienna Stock Exchange on June 30, 1923 — which differences are indicated below and shall likewise be adjusted under No. 8 :

	plus	minus
Republic of Austria		157,713
Czechoslovak Republic	380,506	crowns
Kingdom of Italy		314,971
Republic of Poland	184,849	crowns
Kingdom of Roumania		703,957
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	611,286	crowns

Securities, the drawing of which shall have been officially published in Austria on the date of the signing of the present Convention, but which may not at that date have been withdrawn, shall be distributed proportionately and in their actual form, as part of the share of the particular class of security falling to each State in conformity with the Annex ; any indivisible remainder left over from these securities that have been drawn but not paid, shall accrue to the State in whose territory the issuing office is situated. For the rest, the securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the order followed in the preceding paragraph.

La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque *von der Republik Österreich nicht übernommen* et s'engage à pourvoir à ce que l'estampillage des autres titres soit annulé, et à ce que les listes des numéros présentées à la commission des réparations soient rectifiées ; en outre, elle s'engage à accorder gratuitement l'autorisation d'exporter les effets revenant aux autres Parties contractantes.

8. La partie des avoirs de l'établissement visée par le N° 5 s'élevant à 129.781.776 cour. est répartie proportionnellement. En tenant compte des différences énumérées sous N° 6, al. 3, et N° 7, al. 1, il résulte les quote-parts suivantes sur cette partie des avoirs :

Pour la République d'Autriche	58.866.911 cour.
Pour la République tchécoslovaque	41.077.702 cour.
Pour le Royaume d'Italie	13.708.837 cour.
Pour la République de Pologne	9.439.866 cour.
Pour le Royaume de Roumanie	5.069.138 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.619.322 cour.

qui eu égard à la durée plus longue des assurances fiduciaires pour la République de Pologne et pour la République d'Autriche et aussi à la part plus grande des frais d'administration revenant à ces derniers Etats sont modifiées d'un commun accord comme suit :

Pour la République d'Autriche	50.000.776 cour.
Pour la République tchécoslovaque	50.000.000 cour.
Pour le Royaume d'Italie	14.600.000 cour.
Pour la République de Pologne	8.000.000 cour.
Pour le Royaume de Roumanie	5.560.000 cour.
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1.620.000 cour.

9. Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien versera à la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne ou à l'office à désigner par celle-ci à Vienne, le montant en argent comptant dû à cet Etat d'après les dispositions des N° 4 et 8 et mettra à la disposition de l'office susmentionné les titres qui reviennent à cet Etat d'après les dispositions du N° 7 et annexe.

10. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

Dr Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

W. THAA.

The Republic of Austria shall hand over the war loan bonds inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen* and undertakes to ensure that the stamping of the other securities is cancelled, and that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected ; it also undertakes to grant free of charge authorisation to export the securities allocated to the other Contracting Parties.

8. The portion of the assets of the Organisation referred to in No. 5 and amounting to 129,781,776 crowns shall be divided proportionately . In view of the differences enumerated under No. 6, paragraph 3, and No. 7, paragraph 1, the shares of this portion of the assets shall be as follows :

Republic of Austria	58,866,911 crowns
Czechoslovak Republic	41,077,702 »
Kingdom of Italy	13,708,837 »
Republic of Poland	9,439,866 »
Kingdom of Roumania	5,069,138 »
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,619,322 »

which, having regard to the longer term of the fiduciary insurances in respect of the Republics of Poland and Austria, and also having regard to the larger share of administrative costs falling to these States, shall by agreement be modified as follows :

Republic of Austria	50,000,776 crowns
Czechoslovak Republic	50,000,000, »
Kingdom of Italy	14,600,000 »
Republic of Poland	8,000,000 »
Kingdom of Roumania	5,560,000 »
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	1,620,000 »

9. Within one month from the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall pay to the Czechoslovak Legation in Vienna or to the office in Vienna designated by that Legation, the cash sum due to that State in accordance with Nos. 4 and 8, and shall place at the disposal of the above-mentioned office the securities allocated to that State in accordance with No. 7 and the Annex.

10. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties that may become leviable in its territory, at the time of the execution of the present Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain in respect of the Organisation.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

W. THAA.

LISTE DE LA RÉPAR-

Les valeurs estimatives sont celles de la chambre de la Bourse à Vienne à la

N° d'ordre	Dénomination des titres	Ensemble des titres			République d'Autriche			République tchécoslovaque		
		Valeur nominale	Valeur estimative		Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
			%	montant total	quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
1	I. Öster. Kriegsanleihe	160.000	.	.	72.473	72.000	.	51.226	52.000	.
2	III. Öster. Kriegsanleihe	330.000	.	.	149.474	150.000	.	105.654	110.000	.
3	IV. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	150.000	.	.	67.943	70.000	.	48.024	40.000	.
4	IV. Öster. Kriegsanleihe, 7 jährige	150.000	.	.	67.943	66.000	.	48.024	50.000	.
5	V. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	690.000	.	.	312.537	310.000	.	220.913	220.000	.
6	V. Öster. Kriegsanleihe, 5 jährige	250.000	.	.	113.238	115.000	.	80.041	55.000	.
7	VI. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184.300	.	.	83.479	84.300	.	59.006	72.000	.
8	VI. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	140.000	.	.	63.413	60.000	.	44.823	50.000	.
9	VII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184.600	.	.	83.615	80.000	.	59.102	70.600	.
10	VII. Öster. Kriegsanleihe, 8 ¹ / ₄ jährige	130.000	.	.	58.884	60.000	.	41.621	50.000	.
11	VIII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	35.400	.	.	16.035	20.000	.	11.334	10.000	.
12	VIII. Öster. Kriegsanleihe, kündbar	162.000	.	.	73.378	75.000	.	51.867	45.000	.
13	Einbeitl. konv. Rente Jänner—Juli	58.000	1.380	800.400	26.271	28.000	386.400	18.570	18.000	248.400
14	Einbeitl. Rente Februar—August	44.000	2.500	1.100.000	19.930	18.000	450.000	14.087	14.000	350.000
15	Öster. Goldrente	20.400	26.100	5.324.400	9.240	10.000	2.610.000	6.531	6.000	1.566.000
16	Öster. Kronenrente	826.000	1.010	8.348.660	374.410	358.000	3.615.800	264.647	280.000	2.828.000
17	Staatsschuldverschreib. d. Galiz. Karl-Ludwig-Bahn	66.400	2.300	1.527.200	30.076	30.000	690.000	21.250	22.000	506.000
18	Staatsschuldverschreib. d. Böhmischen Nordbahn	36.000	132.500	47.700.000	16.306	16.000	21.200.000	11.526	12.000	15.900.000
19	Staatsschuldverschreib. d. Vorarlberger Bahn	44.000	450	198.000	19.930	22.000	99.000	14.087	12.000	54.000
20	Staatsschuldverschreib. d. Nordwestbahn	754.000	90.000	678.600.000	341.526	342.000	307.800.000	241.303	240.000	216.000.000
21	Staatsschuldverschreib. d. Rudolfsbahn	10.000	5.800	580.000	4.530	4.000	232.000	3.202	4.000	232.000
22	Prioritätsobligationen der Albrechtsbahn	20.000	4.000	800.000	9.059	9.200	368.000	6.403	6.800	272.000
23	Prioritätsobligationen der Böhm. Westbahn	52.800	136.500	72.072.000	23.916	24.000	32.760.000	16.904	17.200	23.478.000
24	Prioritätsobligationen der Eisenerz-Vorderberger Bahn	94.000	200	188.000	42.578	40.000	80.000	30.095	31.200	62.400
25	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1886	2.000	65.000	1.300.000	906	2.000	1.300.000	640	.	.
	A reporter									

TITION DES TITRES.

date du 30 juin 1923. Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Royaume d'Italie			République de Pologne			Royaume de Roumanie			Roy. des Serbes, Croates et Slovènes		
Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
16.417	16.000	.	11.796	12.000	.	5.352	6.000	.	2.736	2.000	.
33.860	30.000	.	24.330	20.000	.	11.039	10.000	.	5.643	10.000	.
15.391	20.000	.	11.059	20.000	.	5.018	.	.	2.565	.	.
15.391	15.000	.	11.059	7.000	.	5.018	10.000	.	2.565	2.000	.
70.799	70.000	.	50.871	50.000	.	23.081	30.000	.	11.799	10.000	.
25.652	50.000	.	18.431	20.000	.	8.363	5.000	.	4.275	5.000	.
18.910	4.000	.	13.588	12.000	.	6.165	8.000	.	3.152	4.000	.
14.365	10.000	.	10.322	10.000	.	4.684	10.000	.	2.394	.	.
18.941	20.000	.	13.610	10.000	.	6.175	.	.	3.157	4.000	.
13.339	5.000	.	9.584	10.000	.	4.349	.	.	2.223	5.000	.
3.632	2.000	.	2.610	3.000	.	1.184	400	.	605	.	.
16.622	19.000	.	11.944	15.000	.	5.419	6.000	.	2.770	2.000	.
5.951	6.000	82.800	4.276	4.000	55.200	1.940	2.000	27.600	992	.	.
4.515	4.000	100.000	3.244	4.000	100.000	1.472	2.000	50.000	752	2.000	50.000
2.093	2.000	522.000	1.504	2.000	522.000	683	400	104.400	349	.	.
84.815	88.000	892.840	60.942	46.400	468.640	27.651	32.400	327.240	14.135	21.400	216.140
6.813	6.000	138.000	4.896	4.400	101.200	2.221	2.000	46.000	1.135	2.000	46.000
3.694	4.000	5.300.000	2.654	2.000	2.650.000	1.204	2.000	2.650.000	616	.	.
4.515	4.000	18.000	3.244	4.000	18.000	1.472	2.000	9.000	752	.	.
77.366	76.800	69.120.000	55.590	56.800	51.120.000	25.221	24.400	21.960.000	12.894	14.000	12.600.000
1.026	1.200	69.600	737	400	23.200	334	400	23.200	171	.	.
2.052	2.400	96.000	1.475	1.200	48.000	669	400	16.000	342	.	.
5.418	6.000	8.190.000	3.893	3.200	4.368.000	1.766	1.600	2.184.000	903	800	1.092.000
9.645	10.000	20.000	6.930	8.000	16.000	3.144	3.200	6.400	1.608	1.600	3.200
205	.	.	148	.	.	67	.	.	34	.	.

LISTE DE LA RÉPAR-

N° d'ordre	Dénomination des titres	Ensemble des titres			République d'Autriche			République tchécoslovaque		
		Valeur nominale	Valeur estimative		Valeur nominale		Valeur estimative		Valeur nominale	Valeur estimative
			%	montant total	quote-part proportionnelle	quote-part réelle	quote-part proportionnelle	quote-part réelle		
	Report									
26	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1888	46.000	71.000	32.660.000	20.836	20.000	14.200.000	14.727	16.000	11.360.000
27	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1904	949.000	65.000	616.850.000	429.852	429.400	279.110.000	203.835	303.400	197.210.000
28	Prioritätsobligationen der Franz-Josef-Bahn . . .	98.400	64.000	62.976.000	44.570	44.800	28.672.000	31.504	31.200	19.968.000
29	Prioritätsobligationen der Mährischen Grenzbahn	30.000	135.000	40.500.000	13.588	13.600	18.360.000	9.605	10.000	13.500.000
30	Prioritätsobligationen der Mährischen-Schlesischen Zentralbahn	30.000	135.000	40.500.000	13.588	13.800	18.630.000	9.605	9.000	12.150.000
31	Prioritätsobligationen der Rudolfsbahn	6.000	14.000	840.000	2.718	2.000	280.000	1.921	2.000	280.000
32	Prioritätsobligationen d. I. Ungarisch-Galizischen Eisenbahn	432.000	33.000	142.560.000	195.675	194.800	64.284.000	138.311	139.600	46.068.000
33	3 prozentige 10 jährige Schatzscheine der Stadt Wien	45.200	100	45.200	20.473	20.500	20.500	14.471	14.500	14.500
34	Böhm. Landesbank, Kom. Schuldverschreibungen, Februar-August,	250.000	153.500	383.750.000	113.238	110.400	169.464.000	80.011	80.200	123.107.000
35	Böhm. Landesbank, Kom. Schuldverschreibungen, Mai-November	18.600	153.500	28.551.000	8.425	8.000	12.280.000	5.955	6.000	9.210.000
36	Mährische Hypotheken-Pfandbriefe, Mai-Nov. . .	20.000	156.000	31.200.000	9.059	10.000	15.600.000	6.404	10.000	15.600.000
37	Mähr. Landeskulturbank, Kom. Obligationen, 54 1/2 jährige	73.000	137.000	100.000.000	33.066	32.000	43.840.000	23.372	18.000	24.660.000
38	Mähr. Sparkassa - Pfandbriefe, April-Oktober . . .	60.000	180.000	108.000.000	27.177	30.000	54.000.000	19.210	20.000	36.000.000
39	Prioritätsobligationen der Innsbruck-Hall Eisenb.	100.000	100	100.000	45.295	40.000	40.000	32.016	30.000	30.000
40	Prioritätsobligationen der Friauler-Eisenbahn . . .	60.000	100.000	60.000.000	27.177	26.000	26.000.000	19.210	20.000	20.000.000
41	Prioritätsobligationen der Fürstenfeld-Hartberg Eisenbahn	68.000	100	68.800	31.163	30.000	30.000	22.027	20.000	20.000
42	Prioritätsobligationen der Valsugana Eisenbahn . .	20.000	100.000	20.000.000	9.059	10.000	10.000.000	6.403	6.000	6.000.000
	Total	4.335.200	.	2.487.149.660	.	1.938.500	1.126.401.700	.	1.399.100	796.674.300
	Il revient proportionnel.	.	.	.	.	.	1.126.559.413	.	.	796.293.794
	par conséquent	.	.	.	.	.	- 157.713	.	.	+ 380.560

Copie certifiée conforme :
Praha, le 23 août 1929.

Karel Kazbunda,
Directeur des Archives a. i.

TITON DES TITRES (suite).

Royaume d'Italie			République de Pologne			Royaume de Roumanie			Roy. des Serbes, Croates et Slovènes		
Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative	Valeur nominale		Valeur estimative
quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle		quote-part proportionnelle	quote-part réelle	
4.720	4.000	2.840.000	3.391	4.000	2.840.000	1.539	2.000	1.420.000	787	.	.
97.374	97.200	63.180.000	69.966	70.600	45.890.000	31.745	31.400	20.410.000	16.228	17.000	11.050.000
10.097	10.000	6.400.000	7.255	7.600	4.864.000	3.291	3.200	2.048.000	1.683	1.600	1.024.000
3.078	3.200	4.320.000	2.212	2.000	2.700.000	1.004	800	1.080.000	513	400	540.000
3.078	3.000	4.050.000	2.212	2.400	3.240.000	1.004	1.200	1.620.000	513	600	810.000
616	2.000	280.000	442	.	.	200	.	.	103	.	.
44.326	44.000	14.520.000	31.850	31.600	10.428.000	14.451	14.400	4.752.000	7.387	7.600	2.508.000
4.638	4.500	4.500	3.332	3.200	3.200	1.512	1.500	1.500	774	1.000	1.000
25.652	22.600	34.691.000	18.432	21.200	32.542.000	8.362	10.200	15.657.000	4.275	5.400	8.289.000
1.909	2.000	3.070.000	1.371	1.200	1.842.000	622	400	614.000	318	1.000	1.535.000
2.052	.	.	1.474	.	.	669	.	.	342	.	.
7.490	8.000	10.960.000	5.382	10.000	13.700.000	2.442	4.000	5.480.000	1.248	1.000	1.370.000
6.156	10.000	18.000.000	4.424	.	.	2.007	.	.	1.026	.	.
10.261	10.000	10.000	7.373	10.000	10.000	3.345	3.000	3.000	1.710	7.000	7.000
6.156	6.000	6.000.000	4.424	4.000	4.000.000	2.007	2.000	2.000.000	1.026	2.000	2.000.000
7.059	10.000	10.000	5.072	4.000	4.000	2.302	3.600	3.600	1.177	1.200	1.200
2.052	2.000	2.000.000	1.475	2.000	2.000.000	669	.	.	342	.	.
	449.300	254.884.740		310.200	183.553.440		150.500	82.492.940		87.600	43.142.540
		255.199.711			183.368.591			83.196.897			42.531.254
		- 314.971			+ 184.849			- 703.957			+ 611.286

LIST SHOWING DISTRIBUTION

The estimated values are those of the Vienna Stock Exchange

No.	Description of Securities	All securities			Republic of Austria			Czechoslovak Republic		
		Nominal Value	Estimated Value		Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
			%	Total amount	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share
1	I Öster. Kriegsanleihe	160,000	.	.	72,473	72,000	.	51,226	52,000	.
2	III. Öster. Kriegsanleihe	330,000	.	.	149,474	150,000	.	105,654	110,000	.
3	IV. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	150,000	.	.	67,943	70,000	.	48,024	40,000	.
4	IV. Öster. Kriegsanleihe, 7 jährige	150,000	.	.	67,943	66,000	.	48,024	50,000	.
5	V. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	690,000	.	.	312,537	310,000	.	220,913	220,000	.
6	V. Öster. Kriegsanleihe, 5 jährige	250,000	.	.	113,238	115,000	.	80,041	55,000	.
7	VI. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184,300	.	.	83,479	84,300	.	59,006	72,000	.
8	VI. Öster. Kriegsanleihe, 10 jährige	140,000	.	.	63,413	60,000	.	44,823	50,000	.
9	VII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	184,600	.	.	83,615	80,000	.	59,102	70,600	.
10	VII. Öster. Kriegsanleihe, 8 1/4 jährige	130,000	.	.	58,884	60,000	.	41,621	50,000	.
11	VIII. Öster. Kriegsanleihe, 40 jährige	35,400	.	.	16,035	20,000	.	11,334	10,000	.
12	VIII. Öster. Kriegsanleihe, kündbar	162,000	.	.	73,378	75,000	.	51,867	45,000	.
13	Einheitl. konv. Rente Jänner—Juli	58,000	1,380	800,400	26,271	28,000	386,400	18,570	18,000	248,400
14	Einheitl. Rente Februar—August.	44,000	2,500	1,100,000	19,930	18,000	450,000	14,087	14,000	350,000
15	Öster. Goldrente	20,400	26,100	5,324,400	9,240	10,000	2,610,000	6,531	6,000	1,566,000
16	Öster. Kronenrente	826,000	1,010	8,348,660	374,410	358,000	3,615,800	264,647	280,000	2,828,000
17	Staatsschuldverschreib. d. Galiz. Karl-Ludwig-Bahn	66,400	2,300	1,527,200	30,076	30,000	690,000	21,250	22,000	506,000
18	Staatsschuldverschreib. d. Böhmischen Nordbahn	36,000	132,500	47,700,000	16,306	16,000	21,200,000	11,526	12,000	15,900,000
19	Staatsschuldverschreib. d. Vorarlberger Bahn	44,000	450	198,000	19,930	22,000	99,000	14,087	12,000	54,000
20	Staatsschuldverschreib. d. Nordwestbahn	754,000	90,000	678,600,000	341,526	342,000	307,800,000	241,303	240,000	216,000,000
21	Staatsschuldverschreib. d. Rudolfsbahn	10,000	5,800	580,000	4,530	4,000	232,000	3,202	4,000	232,000
22	Prioritätsobligationen der Albrechtsbahn	20,000	4,000	800,000	9,059	9,200	368,000	6,403	6,800	272,000
23	Prioritätsobligationen der Böhm. Westbahn	52,800	136,500	72,072,000	23,916	24,000	32,760,000	16,904	17,200	23,478,000
24	Prioritätsobligationen der Eisenerz-Vordernberger Bahn	94,000	200	188,000	42,578	40,000	80,000	30,095	31,200	62,400
25	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1886	2,000	65,000	1,300,000	906	2,000	1,300,000	640	.	.
	Carried Forward									

OF SECURITIES.

on June 30, 1923. Amounts are shown in Austrian currency.

Kingdom of Italy			Republic of Poland			Kingdom of Roumania			Kingd. of Serbe, Croats a. Slovenes		
Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
16,417	16,000	.	11,796	12,000	.	5,352	6,000	.	2,736	2,000	.
33,860	30,000	.	24,330	20,000	.	11,039	10,000	.	5,643	10,000	.
15,391	20,000	.	11,059	20,000	.	5,018	.	.	2,565	.	.
15,391	15,000	.	11,059	7,000	.	5,018	10,000	.	2,565	2,000	.
70,799	70,000	.	50,871	50,000	.	23,081	30,000	.	11,799	10,000	.
25,652	50,000	.	18,431	20,000	.	8,363	5,000	.	4,275	5,000	.
18,910	4,000	.	13,588	12,000	.	6,165	8,000	.	3,152	4,000	.
14,365	10,000	.	10,322	10,000	.	4,684	10,000	.	2,394	.	.
18,941	20,000	.	13,610	10,000	.	6,175	.	.	3,157	4,000	.
13,339	5,000	.	9,584	10,000	.	4,349	.	.	2,223	5,000	.
3,632	2,000	.	2,610	3,000	.	1,184	400	.	605	.	.
16,622	19,000	.	11,944	15,000	.	5,419	6,000	.	2,770	2,000	.
5,951	6,000	82,800	4,276	4,000	55,200	1,940	2,000	27,600	992	.	.
4,515	4,000	100,000	3,244	4,000	100,000	1,472	2,000	50,000	752	2,000	50,000
2,093	2,000	522,000	1,504	2,000	522,000	683	400	104,400	349	.	.
84,815	88,000	892,840	60,942	46,400	468,640	27,651	32,400	327,240	14,135	21,400	216,140
6,813	6,000	138,000	4,896	4,400	101,200	2,221	2,000	46,000	1,135	2,000	46,000
3,694	4,000	5,300,000	2,654	2,000	2,650,000	1,204	2,000	2,650,000	616	.	.
4,515	4,000	18,000	3,244	4,000	18,000	1,472	2,000	9,000	752	.	.
77,366	76,800	69,120,000	55,590	56,800	51,120,000	25,221	24,400	21,960,000	12,894	14,000	12,600,000
1,026	1,200	69,600	737	400	23,200	334	400	23,200	171	.	.
2,052	2,400	96,000	1,475	1,200	48,000	669	400	16,000	342	.	.
5,418	6,000	8,190,000	3,893	3,200	4,368,000	1,766	1,600	2,184,000	903	800	1,092,000
9,645	10,000	20,000	6,930	8,000	16,000	3,144	3,200	6,400	1,608	1,600	3,200
205	.	.	148	.	.	67	.	.	34	.	.

LIST SHOWING DISTRIBUTION

No.	Description of Securities	All securities			Republic of Austria			Czechoslovak Republic		
		Nominal Value	Estimated Value		Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
			%	Total amount	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share	Proportionate share	Actual share
	Brought Forward									
26	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1888	46,000	71,000	32,660,000	20,836	20,000	14,200,000	14,727	16,000	11,360,000
27	Prioritätsobligationen der Nordbahn 1904	949,000	65,000	616,850,000	429,852	429,400	279,110,000	203,835	303,400	197,210,000
28	Prioritätsobligationen der Franz-Josef-Bahn	98,400	64,000	62,976,000	44,570	44,800	28,672,000	31,504	31,200	19,968,000
29	Prioritätsobligationen der Mährischen Grenzbahn	30,000	135,000	40,500,000	13,588	13,600	18,360,000	9,605	10,000	13,500,000
30	Prioritätsobligationen der Mährischen-Schleisschen Zentralbahn	30,000	135,000	40,500,000	13,588	13,800	18,630,000	9,605	9,000	12,150,000
31	Prioritätsobligationen der Rudolfsbahn	6,000	14,000	840,000	2,718	2,000	280,000	1,921	2,000	280,000
32	Prioritätsobligationen d. I. Ungarisch-Galizischen Eisenbahn	432,000	33,000	142,560,000	195,675	194,800	64,284,000	138,311	139,600	46,068,000
33	3 prozentige 10 jährige Schatzscheine der Stadt Wien	45,200	100	45,200	20,473	20,500	20,500	14,471	14,500	14,500
34	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Februar-August	250,000	153,500	383,750,000	113,238	110,400	169,464,000	80,011	80,200	123,107,000
35	Böhm. Landesbank. Kom. Schuldverschreibungen. Mai-November	18,600	153,500	28,551,000	8,425	8,000	12,280,000	5,955	6,000	9,210,000
36	Mährische Hypotheken-Pfandbriefe. Mai-Nov. . .	20,000	156,000	31,200,000	9,059	10,000	15,600,000	6,404	10,000	15,600,000
37	Mähr. Landeskulturbank. Kom. Obligationen. 5 1/2 jährige	73,000	137,000	100,010,000	33,066	32,000	43,840,000	23,372	18,000	24,660,000
38	Mähr. Sparkassa - Pfandbriefe. April-Oktober	60,000	180,000	108,000,000	27,177	30,000	54,000,000	19,210	20,000	36,000,000
39	Prioritätsobligationen der Innsbruck-Mall Eisenb.	100,000	100	100,000	45,295	40,000	40,000	32,016	30,000	30,000
40	Prioritätsobligationen der Friauler-Eisenbahn . . .	60,000	100,000	60,000,000	27,177	26,000	26,000,000	19,210	20,000	20,000,000
41	Prioritätsobligationen der Fürstenfeld-Hartberg Eisenbahn	68,000	100	68,800	31,163	30,000	30,000	22,027	20,000	20,000
42	Prioritätsobligationen der Valsugana Eisenbahn . .	20,000	100,000	20,000,000	9,059	10,000	10,000,000	6,403	6,000	6,000,000
	Total	4,335,200	.	2,487,149,660	.	1,938,500	1,126,401,700	.	1,399,100	796,674,300
	Proportionate share	.	.	.	.	.	1,126,559,413	.	.	796,293,794
	Surplus or deficit	.	.	.	.	.	- 157,713	.	.	+ 380,560

OF SECURITIES (continued).

Kingdom of Italy			Republic of Poland			Kingdom of Roumania			Kingd. of Serbs, Croats a. Slovenes		
Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value	Nominal Value		Estimated Value
Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share		Proportionate share	Actual share	
4,720	4,000	2,840,000	3,391	4,000	2,840,000	1,539	2,000	1,420,000	787	.	.
97,374	97,200	63,180,000	69,966	70,600	45,890,000	31,745	31,400	20,410,000	16,228	17,000	11,050,000
10,097	10,000	6,400,000	7,255	7,600	4,864,000	3,291	3,200	2,048,000	1,683	1,600	1,024,000
3,078	3,200	4,320,000	2,212	2,000	2,700,000	1,004	800	1,080,000	513	400	540,000
3,078	3,000	4,050,000	2,212	2,400	3,240,000	1,004	1,200	1,620,000	513	600	810,000
616	2,000	280,000	442	.	.	200	.	.	103	.	.
44,326	44,000	14,520,000	31,850	31,600	10,428,000	14,451	14,400	4,752,000	7,387	7,600	2,508,000
4,638	4,500	4,500	3,332	3,200	3,200	1,512	1,500	1,500	774	1,000	1,000
25,652	22,600	34,691,000	18,432	21,200	32,542,000	8,362	20,200	15,657,000	4,275	5,400	8,289,000
1,909	2,000	3,070,000	1,371	1,200	1,842,000	622	400	614,000	318	1,000	1,535,000
2,052	.	.	1,474	.	.	669	.	.	342	.	.
7,490	8,000	10,960,000	5,382	10,000	13,700,000	2,442	4,000	5,480,000	1,248	1,000	1,370,000
6,156	10,000	13,000,000	4,424	.	.	2,007	.	.	1,026	.	.
10,261	10,000	10,000	7,373	10,000	10,000	3,345	3,000	3,000	1,710	7,000	7,000
6,156	6,000	6,000,000	4,424	4,000	4,000,000	2,007	2,000	2,000,000	1,026	2,000	2,000,000
7,059	10,000	10,000	5,072	4,000	4,000	2,302	3,600	3,600	1,177	1,200	1,200
2,052	2,000	2,000,000	1,475	2,000	2,000,000	669	.	.	342	.	.
	449,300	254,884,740		310,200	183,553,440		150,500	82,492,940		87,600	43,142,540
		255,199,711			183,368,591			83,196,897			42,531,254
		— 314,971			+ 184,849			— 703,957			+ 611,286

N° 2142.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention relative à la caisse de secours en cas de maladies de l'Administration des anciens chemins de fer d'Etat impériaux royaux autrichiens et à ses fonds séparés. Signée à Vienne, le 15 juin 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the Former Imperial and Royal Austrian State Railways, and regarding the separate Sections of that Fund. Signed at Vienna, June 15, 1924.

N° 2142. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, RELATIVE A LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMPÉRIAUX ROYAUX AUTRICHIENS ET A SES FONDS SÉPARÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure selon l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et de ses fonds séparés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale,

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Paragraphe premier.

On procédera à la liquidation des biens de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens, des fonds extraordinaires de secours et des fonds de secours pour les médecins de la caisse susdite, puis des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême (*k. k. priv. Böhmische Westbahn*) et des fonds de secours des chemins de fer du nord-ouest (*Nordwestbahn*), tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924.

Paragraphe 2.

Les biens des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême sont assignés en totalité, tels qu'ils existaient à la date du 7 juin 1924, à la République tchécoslovaque. Les titres à remettre sont énumérés dans l'annexe I qui constitue une partie intégrante de la présente convention.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2142. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE SICK BENEFIT FUND OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS AND REGARDING THE SEPARATE SECTIONS OF THAT FUND. SIGNED AT VIENNA, JUNE 15, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in conformity with Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a convention regarding the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the separate sections of that Fund, have appointed as their Plenipotentiaries,

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration,

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Paragraph 1.

The property of the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the extraordinary benefit funds and the benefit funds for the doctors of the above-mentioned Fund, as well as the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia (*k. k. priv. Böhmisches Westbahn*) and of the North-Western Railway (*Nordwestbahn*), as existing on June 7, 1924, shall be liquidated.

Paragraph 2.

The property of the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia shall be assigned in its entirety, as existing on June 7, 1924, to the Czechoslovak Republic. The securities to be handed over are enumerated in Annex I, which shall constitute an integral part of the present Convention.

¹ Traduit par le Secrétaire de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

Paragraphe 3.

Les immeubles de la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens se composant de trois bâtiments d'habitation à Vienne XIII/4, Hackingerstrasse 41-45, ayant actuellement une valeur portée sur les livres de 170.907 couronnes, qui sont loués à la « *Gemeinnützige Bau- und Wohnungsgenossenschaft* » à Vienne, autrefois « *Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen* », ainsi que les créances de prêts des fonds extraordinaires de secours de la caisse de secours en cas de maladies susdite envers la même société d'un montant de 147.209 couronnes sont assignés à la République d'Autriche. Les immeubles susdits sont loués à la société susmentionnée contre paiement anticipé de 4 $\frac{1}{3}$ % d'intérêts et contre remboursement dans 72 ans d'après le tableau d'amortissement des fonds placés et passeront l'amortissement des fonds placés accompli conformément au contrat à la propriété de la société.

Paragraphe 4.

Les titres énumérés dans l'annexe II, qui constitue une partie intégrante de la présente convention, avec les coupons pas remboursés à la date du 7 juin 1924 sont répartis d'après la clef de répartition suivante fixée d'un commun accord :

Il revient

A la République d'Autriche	33,20	%
Au Royaume d'Italie	2.—	%
A la République de Pologne	20.—	%
Au Royaume de Roumanie	2,05	%
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	2,75	%
A la République tchécoslovaque	40.—	%

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe II ; les titres de chaque espèce y désignés comme non lotis seront répartis eu égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre observé à l'alinéa précédent.

Les différences mentionnées dans l'annexe II sur la base des valeurs estimatives du 15 octobre 1923, différences résultant par suite des restes indivisibles vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles seront balancées en couronnes autrichiennes.

Les quotes-parts des titres d'emprunt de guerre revenant aux Etats nationaux à l'exception de l'Autriche conformément aux annexes I et III seront remises à la République d'Autriche pour être détruites.

Paragraphe 5.

Le numéraire existant à la date du 7 juin 1924 est assigné à la République d'Autriche.

La République d'Autriche s'engage à payer seule la dette envers la Caisse de prêts de guerre contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre.

Paragraphe 6.

Toutes les créances et dettes existant entre la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe premier, d'une part, et l'ancien Trésor public imp. roy. de l'Autriche, d'autre, part sont considérées comme compensées.

Paragraphe 7.

Dans le cas où des créances envers la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe

Paragraph 3.

The premises of the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways, consisting of three houses — Nos. 41-45 Hackingerstrasse, Vienna XIII/4, at present valued in the books at 170,907 crowns and let to the "*Gemeinnützige Bau- und Wohnungsgenossenschaft*" at Vienna, formerly "*Erster Spar- und Bauverein von Bediensteten der k. k. österreichischen Staatsbahnen*", together with the loans advanced to that company out of the extraordinary funds of the above-mentioned Sick Benefit Fund, amounting to 147,209 crowns, shall be assigned to the Republic of Austria. The above-mentioned premises are let to the above company on payment in advance of $4\frac{1}{3}$ % interest, subject to repayment in 72 years according to the table for the redemption of invested funds and, once this redemption is accomplished in conformity with the contract, shall become the property of the company.

Paragraph 4.

The securities enumerated in Annex II, which shall constitute an integral part of the present Convention, together with the coupons unredeemed on June 7, 1924, shall be distributed in the following proportions, which have been fixed by agreement :

Republic of Austria	33.20	%
Kingdom of Italy	2.—	%
Republic of Poland	20.—	%
Kingdom of Roumania	2.05	%
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	2.75	%
Czechoslovak Republic	40.—	%

The detailed distribution of the securities is shown in Annex II; the securities of each kind therein mentioned as not allotted shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the order observed in the preceding paragraph.

The differences mentioned in Annex II on the basis of the values estimated on October 15, 1923, — differences due to indivisible remainders after division of shares — shall be adjusted in Austrian crowns.

The shares of war loan bonds accruing to the different States, with the exception of Austria, in conformity with Annexes I and III, shall be handed over to the Republic of Austria to be destroyed.

Paragraph 5.

Cash as on June 7, 1924, shall be assigned to the Republic of Austria.

The Republic of Austria undertakes alone to pay the debt to the War Loan Fund contracted through subscription to war loan bonds.

Paragraph 6.

All claims and debts between the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the funds mentioned in paragraph 1, of the one part, and the former Imperial and Royal Austrian public Treasury, of the other part, shall be regarded as set off.

Paragraph 7.

In the event of subsequent claims against the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways or against the funds mentioned in paragraph 1,

premier à l'exception des fonds de secours des anciens chemins de fer imp. roy. privilégiés de l'ouest de la Bohême, seraient réclamés plus tard, l'Etat, dont le ressortissant a joui du secours respectif, les prendra à sa charge dans la mesure des biens à lui assignés.

Paragraphe 8.

La République d'Autriche s'engage à conserver pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires concernant la caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe 1, à permettre aux organes autorisés par la République tchécoslovaque d'en prendre connaissance ou copie.

La République d'Autriche accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres, qui reviennent à la République tchécoslovaque, et pourvoira, le cas échéant, à ce que les marques autrichiennes soient annullées.

Dans le délai d'un mois à dater de la mise en vigueur de la présente convention, le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne ou de l'office à désigner par celle-ci à Vienne les titres qui reviennent à cet Etat selon les dispositions précédentes, après que les différences mentionnées sous paragraphe 4, alinéa 3, auront été balancées en argent comptant.

Paragraphe 9.

La caisse de secours en cas de maladies de l'administration des anciens chemins de fer d'Etat imp. roy. autrichiens et les fonds mentionnés sous paragraphe premier sont considérés comme dissouts à la date du 7 juin 1924.

Après l'exécution de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu du Traité de Saint-Germain au sujet de la caisse de secours et des fonds mentionnés plus haut.

Paragraphe 10.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
Dr Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :
W. THAA.

except the benefit funds of the former Imperial and Royal privileged Railways of Western Bohemia, the State whose national has received the benefit in question shall be responsible for these debts to the extent of the property assigned to it.

Paragraph 8.

The Republic of Austria undertakes to preserve for ten years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents relating to the Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and to the funds mentioned in paragraph 1, and to allow the authorised organs of the Czechoslovak Republic to inspect or make copies of them.

The Republic of Austria shall grant free of charge authorisation to export the securities falling to the Czechoslovak Republic and shall, if necessary, ensure that the Austrian inscriptions are cancelled.

Within one month of the coming into force of the present Convention, the Austrian Government shall place at the disposal of the Czechoslovak Legation in Vienna or the office in Vienna to be designated by that Legation, the securities accruing to that State in accordance with the foregoing provisions, after the differences mentioned in Paragraph 4, sub-paragraph 3, have been adjusted in cash.

Paragraph 9.

The Sick Benefit Fund of the Administration of the former Imperial and Royal Austrian State Railways and the funds mentioned in paragraph 1 shall be regarded as dissolved as from June 7, 1924.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria in virtue of the Treaty of Saint-Germain in respect of the Sick Benefit Fund and the funds mentioned above.

Paragraph 10.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

W. THAA.

ANNEXE I.

LISTE

DES VALEURS ET TITRES DES FONDS DE SECOURS DES ANCIENS CHEMINS DE FER IMP. ROY. PRIVILÉGIÉS DE L'OUEST DE LA BOHÈME.

a) Valeurs à l'exception des titres d'emprunt de guerre.

	Valeur nominale
4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente Mai-November	52.800 cour.
4.2 % einh. Notenrente Februar-August	10.400 »
4 % steuerfreie österr. Kronenrente, März-September	15.400 »
4 % » » Juni-Dezember	2.200 »
5 1/4 % Franz Josefbahn in fl.	800 »
4 % Böhm. Westbahn Em. 1885, in Silber	108.800 »
4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow, Lokalbahn)	1.200 »
4 % Franz Josefbahn, Em. 1884, in Silber	800 »
4 % Galiz. Karl Ludwigbahn in Silber	6.400 »
3 1/2 % Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1878, konv.	2.000 »
3 1/2 % » » » 1903	400 »
4 % Böhm. Hypothek.-Bank 42 1/2-jähr., ö W. (Februar-August)	7.600 »
4 % Böhm. Landesbank. Kommunal-Schuldsch., 78-jähr	3.600 »
4 % Galiz. Landesbank. 57 1/2-jähr	1.000 »
4 % Bregenzerwaldbahn	2.000 »
4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	9.000 »
3.6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenbahn, Em. 1884, in Silber	1.200 »
Valeur nominale totale	225.600 cour.
Valeur estimative (course de la bourse à Vienne) totale à la date du 15 octobre 1923.	182,480.800 »

b) Titres d'emprunt de guerre.

IV. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2.100 cour.
VI. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2.000 »

ANNEX I.

LIST

OF SECURITIES AND BONDS OF THE BENEFIT FUNDS OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL PRIVILEGED RAILWAYS OF WESTERN BOHEMIA.

(a) *Securities, except war loan bonds.*

	Nominal Value
4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente Mai-November	52,800 crowns
4.2 % einh. Notenrente Februar-August	10,400 "
4 % steuerfreie österr. Kronenrente, März-September	15,400 "
4 % " " " Juni-Dezember	2,200 "
5 ¹ / ₄ % Franz Josefbahn in fl.	800 "
4 ⁶ / ₁₀ % Böhm. Westbahn Em. 1885, in Silber	108,800 "
4 % Czernowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalbahn)	1,200 "
4 % Franz Josefbahn, Em. 1884, in Silber	800 "
4 % Galiz. Karl Ludwigbahn in Silber	6,400 "
3 ¹ / ₂ % Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1878, konv.	2,000 "
3 ¹ / ₂ % " " " 1903	400 "
4 % Böhm. Hypothek.-Bank 42 ¹ / ₂ -jähr., ö. W. (Februar-August)	7,600 "
4 % Böhm. Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78-jähr.	3,600 "
4 % Galiz. Landesbank, 57 ¹ / ₂ -jähr.	1,000 "
4 % Bregenzerwaldbahn.	2,000 "
4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	9,000 "
3.6 % Lemberg-Czernowitz-Jassy-Eisenbahn, Em. 1884, in Silber	1,200 "
Total nominal value	225,600 crowns
Estimated total value (Vienna Stock Exchange) on October 15, 1923	182,480,800 "

(b) *War loan bonds.*

IV. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2,100 crowns
VI. Kriegsanleihe (40-jähr.)	2,000 "

(A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE)

ANNEXE II.

CHEMINS DE FER D'ETAT IMP. ROY. AUTRICHIENS, DES FONDS EXTRAORDINAIRES
DES FONDS DE SECOURS DES CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST (NORDWESTBAHN).

Quote-part revenante (valeur nominale en couronnes)					
33,20 %	2,00 %	20,00 %	2,05 %	2,75 %	40,00 %
à la République d'Autriche	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie	au Royaume des Serbes Croates et Slovènes	à la République Tchécoslovaque
103.900	6.300	62.600	6.400	8.600	125.200
248.300	15.000	149.600	15.300	20.600	299.100
11.700	700	7.000	700	1.000	14.100
8.600	500	5.200	600	700	10.400
447.200	27.000	269.400	27.600	37.100	538.800
20.000	1.200	12.100	1.200	1.700	24.200
47.900	2.900	28.800	2.900	4.000	57.700
522.800	31.600	314.800	32.400	43.200	630.000
16.800	800	10.000	1.200	1.200	20.000
(4.000) 57.200	(200) 3.600	(2.200) 34.400	(200) 3.600	(200) 4.800	(4.400) 68.800
(6.000) 47.600	(400) 2.800	(3.600) 28.800	(400) 2.800	(400) 4.000	(7.200) 57.600
(2.400) 26.400	1.600	(1.200) 16.000	1.600	2.400	(2.400) 32.000
(18.000) 170.800	(1.000) 10.400	(10.800) 102.800	(1.000) 10.400	(1.800) 14.000	(21.400) 206.000
1.600	—	800	—	—	1.600
33.600	2.000	20.400	2.000	2.800	40.400
64.400	4.000	38.800	4.000	5.200	77.200
(800) 8.800	400	(400) 5.200	400	800	(800) 10.400
(22.000) 182.000	(1.400) 11.000	(13.600) 109.600	(1.400) 11.200	(2.000) 15.000	(27.200) 219.200
46.000	2.800	27.600	2.800	4.000	55.600
(13.600) 324.400	(800) 19.600	(8.200) 195.200	(800) 20.000	(1.000) 26.800	(16.400) 390.400
(6.000) 93.600	(400) 6.000	(3.600) 56.400	(400) 6.000	(400) 7.800	(7.200) 112.800
(600) 10.000	400	(200) 6.000	800	800	(400) 12.000
(6.600) 96.800	(400) 5.600	(3.800) 58.400	(400) 6.000	(400) 80.00	(7.600) 116.400
(200) 18.000	1.200	10.800	1.200	1.600	(200) 21.600
(3.400) 13.200	(200) 800	(2.000) 8.000	(200) 800	(200) 1.200	(4.000) 15.600
(600) 9.900	600	(200) 6.000	600	900	(400) 12.000
(800) 8.800	400	(400) 5.200	400	800	(800) 10.400
(400) 29.600	1.600	18.000	2.000	2.400	(400) 36.000
(1.000) 15.200	800	(400) 9.200	800	1.200	(1.000) 18.000
3.600	—	2.400	400	400	4.400
5.600	400	3.200	400	400	6.800
4.000	400	2.400	400	400	4.800
4.000	200	2.400	300	300	4.800
30.200	1.800	18.200	1.900	2.500	36.400
(600) 20.600	(200) 2.000	(400) 12.400	1.300	900	(800) 24.800
135.500	8.100	81.600	8.300	11.200	163.100
9.300	500	5.600	600	800	11.200
2.000	100	1.200	100	200	2.400
39.500	2.400	23.800	2.400	3.300	47.600
14.900	900	9.000	900	1.300	18.000
5.000	300	3.000	300	400	6.000
5.200	400	3.200	400	400	6.400
5.600	400	3.600	400	400	7.200
2.400	—	1.800	—	600	3.000
27.000	1.600	16.200	1.700	2.200	32.500
19.800	1.200	12.000	1.200	1.800	24.000
35.400	1.800	21.600	2.400	3.000	43.200
166.000	10.000	100.000	10.000	14.000	200.000
5.000	400	3.000	400	400	6.000
1.000	—	—	—	—	—
5.200	400	3.200	400	400	6.400
1.200	—	800	—	—	1.200
3.233.100	194.900	1.947.700	199.900	267.900	3.893.700
1.779.647.000	106.931.000	1.072.333.000	110.408.000	147.986.000	2.143.440.000
— 120.000	— 284.000	+ 184.000	+ 513.000	+ 566.000	— 859.000

ANNEX II.

TABLE SHOWING DISTRIBUTION OF SECURITIES

OF THE SICK BENEFIT FUNDS OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL
AND THE BENEFIT FUNDS FOR DOCTORS OF THE ABOVE-MENTIONED FUND AND

Nominal value in crowns	Description of Securities	Estimated value (Vienna Stock Exchange rate) on October 15th, 1923
313,000	4 % einh. konv. steuerfreie Kronenrente, Mai-November	100
747,900	4 % " " " " Jänner-Juli	100
35,200	4.2 % einh. Notenrente, Februar-August	100
26,000	4 % österr. steuerfreie Goldrente (Gold fl. 13,000)	18,000
1,347,100	4 % " " " " Kronenrente, März-September	100
60,400	4 % " " " " Juni-Dezember	100
144,200	3 1/2 % Investitionsrente	100
1,574,800	5 1/8 % Franz Josefbahn in Silber (Eisenb.-St.-Sch.-V.)	106,000
50,000	4 % Galiz. Karl Ludwigbahn	1,500
172,400	4 % Pilsen-Priesen-Bahn in fl.	143,000
143,600	4 % Rudolfbahn, steuerfrei	3,300
80,000	4 % Albrechtsbahn, in Silber (Eisenb.-Pr.-Obl.)	1,200
514,400	4 % Böhm. Westbahn, Em. 1895	140,000
4,000	4 % Czeruowitz-Novosielitza (Bukow. Lokalb.)	12,000
101,200	4 % Eisenerz-Vordernberger Lokalb. in fl.	110
193,600	4 % dto., Em. 1892, in fl.	110
26,000	4 % Franz Josefb., Em. 1884 in Silber	95,000
548,000	4 % Galiz. Karl Ludwigb., in Silber	5,000
138,800	4 % Lemberg-Czeruowitz-Jassy-Eisenb. Ges., Em. 1894	20,000
976,400	4 % Mähr. Grenzbahn	135,000
282,600	4 % Mähr.-schles. Zentralbahn	120,000
30,000	3 1/2 % Nordwestbahn, österr., lit. A, konv.	85,000
291,200	3 1/2 % " " " " lit. B, "	138,500
54,400	3 1/2 % " " " " lit. B, Em. 1903	138,500
39,600	4 % " " " " Em. 1885, in Silber	95,000
30,000	4 % Pilsen-Priesen-Bahn, in Silber	140,000
26,000	4 % Rudolfbahn, Em. 1884, in Silber	10,700
89,600	4 % Südnorddeutsche Verbindungsbahn	135,000
45,200	3 1/2 % Ung.-galiz. Eisenb., Em. 1870, konv.	50,000
11,200	3 1/2 % " " " " Em. 1903	50,000
16,800	4 % " " " " Em. 1887, in Silber	50,000
12,400	4 % Vorarlberger Bahn, Em. 1884, in Silber	110
12,000	4 % Ungar. Rente in Kronen, steuerfrei	100
91,000	4 % Wiener Verkehrsanlagen-Anleihe, Em. I und II	110
62,000	4 % Triest und Handelskammer Triest	100
407,800	4 % Bodenkredit-Anstalt, allg. österr., 50-jähr., ö. W. u. K.	150
28,000	4 % Böhm. Hypoth.-Bank, 42 1/2-jähr., ö. W. (Februar-August)	175,000
6,000	4 % Böhm. Landesbank, Kommunal-Schuldsch., 78-jähr.	175,000
119,000	4 % Galiz. Landesbank, 57 1/2-jähr.	1,000
45,000	4 % " " " " Kommunal-Oblig., IV. Em., 45-jähr.	200
15,000	4 % " " " " Eisenbahn-Oblig., 57 1/2-jähr.	500
16,000	4 % Absdorf-Stockerau, Eisenbahn-Prioritätsoblig.	85
17,600	4 % Bregenzeraldbahn	100
7,800	4 % Dux-Bodenbacher Eisenbahn, Em. 1891, in Silber	138,000
81,200	4 % Kaschau-Oderberger Eisenbahn, Em. 1889 (gem. Str.) & K.	125,000
60,000	3.6 % Lemberg-Czeruowitz-Jassy-Eisenb., Em. 1884, in Silber	18,000
107,400	4 % " " " " Em. 1884, in Silber, steuerfrei	20,000
500,000	4 % Österr. Losanleihe, 1/1 Stücke zu K 1000	pro Stück 2,000
15,200	4 % " " " " 1/1 Stücke zu K 200	250
1,000	1 Gewinthschein (ganze) Österr. Losanleihe	1,000
16,000	3 1/2 % Nordwestbahn, lit. A, konv. (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113,000
1,200	4 % " " " " Em. 1885, in Silber (Eisenbahn-Prioritätsoblig.)	113,000
9,737,200	Nominal value in crowns	
5,390,745,000	Total estimated value on October 15th, 1923	
	Differences } in Austrian crowns {	

The figures given in brackets represent the nominal values of the securities allocated.

(WITH THE EXCEPTION OF WAR LOAN BONDS)

ANNEX II.

AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS, THE EXTRAORDINARY BENEFIT FUNDS
THE BENEFIT FUND OF THE NORTH-WESTERN RAILWAY (NORDWESTBAHN).

Share (Nominal value in crowns)					
33.20 %	2.00 %	20.00 %	2.05 %	2.75 %	40.000 %
of the Austrian Republic	of the Kingdom of Italy	of the Polish Republic	of the Kingdom of Roumania	of the Kingdom of the S. C. S.	of the Czechoslovak Republic
103,900	6,300	62,600	6,400	8,600	125,200
248,300	15,000	149,600	15,300	20,600	299,100
11,700	700	7,000	700	1,000	14,100
8,600	500	5,200	600	700	10,400
447,200	27,000	269,400	27,600	37,100	538,800
20,000	1,200	12,100	1,200	1,700	24,200
47,900	2,900	28,800	2,900	4,000	57,700
522,800	31,600	314,800	32,400	43,200	630,000
16,800	800	10,000	1,200	1,200	20,000
(4,000) 57,200	(200) 3,600	(2,200) 34,400	(200) 3,600	(200) 4,800	(4,400) 68,800
(6,000) 47,600	(400) 2,800	(3,600) 28,800	(400) 2,800	(400) 4,000	(7,200) 57,600
(2,400) 26,400	1,600	(1,200) 16,000	1,600	2,400	(2,400) 32,000
(18,000) 170,800	(1,000) 10,400	(10,800) 102,800	(1,000) 10,400	(1,800) 14,000	(21,400) 206,000
1,600	—	800	—	—	1,600
33,600	2,000	20,400	2,000	2,800	40,400
64,400	4,000	38,800	4,000	5,200	77,200
(800) 8,800	400	(400) 5,200	400	800	(800) 10,400
(22,000) 182,000	(1,400) 11,000	(13,600) 109,600	(1,400) 11,200	(2,000) 15,000	(27,200) 219,200
46,000	2,800	27,600	2,800	4,000	55,600
(13,600) 324,400	(800) 19,600	(8,200) 195,200	(800) 20,000	(1,000) 26,800	(16,400) 390,400
(6,000) 93,600	(400) 6,000	(3,600) 56,400	(400) 6,000	(400) 7,800	(7,200) 112,800
(600) 10,000	400	(200) 6,000	800	800	(400) 12,000
(6,600) 96,800	(400) 5,600	(3,800) 58,400	(400) 6,000	(400) 80,00	(7,600) 116,400
(200) 18,000	1,200	10,800	1,200	1,600	(200) 21,600
(3,400) 13,200	(200) 800	(2,000) 8,000	(200) 800	(200) 1,200	(4,000) 15,600
(600) 9,900	600	(200) 6,000	600	900	(400) 12,000
(800) 8,800	400	(400) 5,200	400	800	(800) 10,400
(400) 29,600	1,600	18,000	2,000	2,400	(400) 36,000
(1,000) 15,200	800	(400) 9,200	800	1,200	(1,000) 18,000
3,600	—	2,400	400	400	4,400
5,600	400	3,200	400	400	6,800
4,000	400	2,400	400	400	4,800
4,000	200	2,400	300	300	4,800
30,200	1,800	18,200	1,900	2,500	36,400
(600) 20,600	(200) 2,000	(400) 12,400	1,300	900	(800) 24,800
135,500	8,100	81,600	8,300	11,200	163,100
9,300	500	5,600	600	800	11,200
2,000	100	1,200	100	200	2,400
39,500	2,400	23,800	2,400	3,300	47,600
14,900	900	9,000	900	1,300	18,000
5,000	300	3,000	300	400	6,000
5,200	400	3,200	400	400	6,400
5,600	400	3,600	400	400	7,200
2,400	—	1,800	—	600	3,000
27,000	1,600	16,200	1,700	2,200	32,500
19,800	1,200	12,000	1,200	1,800	24,000
35,400	1,800	21,600	2,400	3,000	43,200
166,000	10,000	100,000	10,000	14,000	200,000
5,000	400	3,000	400	400	6,000
1,000	—	—	—	—	—
5,200	400	3,200	400	400	6,400
1,200	—	800	—	—	1,200
3,233,100	194,900	1,947,700	199,900	267,900	3,893,700
1,779,647,000	106,931,000	1,072,333,000	110,408,000	147,986,000	2,143,440,000
— 120,000	— 284,000	+ 184,000	+ 513,000	+ 566,000	— 859,000

ANNEXE III.

TABLEAU DE LA RÉPARTITION DES TITRES D'EMPRUNT DE GUERRE

DE LA CAISSE DE SECOURS EN CAS DE MALADIES DE L'ADMINISTRATION DES ANCIENS CHEMINS DE FER D'ÉTAT IMP. ROY. AUTRICHIENS, DES FONDS EXTRAORDINAIRES DE SECOURS ET DES FONDS DE SECOURS POUR LES MÉDECINS DE LA CAISSE SUSDITE, PUIS DES FONDS DE SECOURS DES CHEMINS DE FER DU NORD-OUEST (NORDWESTBAHN).

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Quote-part revenante					
		33,20 %	2,00 %	20,00 %	2,05 %	2,75 %	40,00 %
		à la République d'Autriche	au Royaume d'Italie	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie	au Royaume des Serbes Croates et Slovènes	à la République Tchécoslovaque
1.621.500	III. Kriegsanleihe	538.300	32.400	324.300	33.300	44.600	648.600
1.007.600	IV. Kriegsanleihe (40-jährig)	334.500	20.200	201.500	20.700	27.700	403.000
1.340.300	V. Kriegsanleihe (40-jährig)	445.000	26.800	268.100	27.500	36.800	536.100
14.800	VI. Kriegsanleihe (40-jährig)	4.900	300	3.000	300	400	5.900
3.000	VII. Kriegsanleihe (40-jährig)	900	100	600	100	100	1.200
6.600	VIII. Kriegsanleihe (40-jährig)	2.200	100	1.300	200	200	2.600
3.993.800		1.325.800	79.900	798.800	82.100	109.800	1.597.400

D^r JAN BRABLEC.

W. THAA.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

D^r Karel Kazbunda,

Directeur des Archives, a. i.

[ANNEX III.]

TABLE SHOWING DISTRIBUTION OF WAR LOAN BONDS

OF THE SICK BENEFIT FUND OF THE ADMINISTRATION OF THE FORMER IMPERIAL AND ROYAL AUSTRIAN STATE RAILWAYS, THE EXTRAORDINARY BENEFIT FUNDS AND THE BENEFIT FUNDS FOR DOCTORS OF THE ABOVE-MENTIONED FUND AND THE BENEFIT FUND OF THE NORTH-WESTERN RAILWAY (NORDWESTBAHN).

Nominal value in crowns	Description of Securities	Share (Nominal value in crowns)					
		33.20 %	2.00 %	20.00 %	2.05 %	2.75 %	40.00 %
		of the Austrian Republic	of the Kingdom of Italy	of the Polish Republic	of the Kingdom of Roumania	of the Kingdom of the S. C. S.	of the Czechoslovak Republic
1,621,500	III. Kriegsanleihe	538,300	32,400	324,300	33,300	44,600	648,600
1,007,600	IV. Kriegsanleihe (40-jährig)	334,500	20,200	201,500	20,700	27,700	403,000
1,340,300	V. Kriegsanleihe (40-jährig)	445,000	26,800	268,100	27,500	36,800	536,100
14,800	VI. Kriegsanleihe (40-jährig)	4,900	300	3,000	300	400	5,900
3,000	VII. Kriegsanleihe (40-jährig)	900	100	600	100	100	1,200
6,600	VIII. Kriegsanleihe (40-jährig)	2,200	100	1,300	200	200	2,600
3,993,800		1,325,800	79,900	798,800	82,100	109,800	1,597,400

Dr. Jan BRABLEC.

W. THAA.

N° 2143.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs. Signée à Vienne, le 15 juin 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation. Signed at Vienna, June 15, 1924.

N° 2143. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES MINEURS. SIGNÉE A VIENNE, LE 15 JUIN 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr JAN BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES DES ASSURANCES.

1. Chacune des deux Parties contractantes assume la fraction des charges des assurances qui résulte d'accidents au sens de la loi autrichienne du 30 décembre 1917, bulletin des lois de l'Empire N° 253, survenus jusqu'à la fin du mois de décembre 1918 dans les établissements situés sur son territoire.

2. Les charges des assurances à supporter au sens des dispositions précédentes incombent à partir du 1^{er} janvier 1919, conformément aux règlements internes de l'Etat respectif, à l'office qui, dans l'Etat qui a assumé ces charges des assurances, est chargé de l'assurance contre les accidents des mineurs pour les établissements où les accidents sont survenus ou qui a été désigné comme compétent pour ces charges par le gouvernement de cet Etat.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2143. — CONVENTION ² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE MINERS' ACCIDENT INSURANCE ORGANISATION. SIGNED AT VIENNA, JUNE 15, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain a Convention regarding the Miners' Accident Insurance Organisation, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the Miners' Accident Insurance Organisation shall be distributed in accordance with the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Each of the two Contracting Parties shall assume the portion of insurance liabilities resulting from accidents within the meaning of the Austrian law of December 30, 1917, Imperial Law Gazette No. 253, which occurred up to the end of December 1918 in undertakings situated in its territory.

2. The insurance liabilities to be borne in virtue of the foregoing provisions shall, as from January 1, 1919, and in conformity with the internal regulations of the State concerned, devolve on the office in the State accepting these liabilities which is responsible for insurance against accidents to miners of the undertakings in which the accidents have occurred, or the office which has been selected as competent in respect of these liabilities by the Government of that country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

3. Par l'entrée en vigueur de la présente convention, toute activité de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs cessera.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs qui ont trait aux charges des assurances à assumer par ce dernier Etat et s'engage à conserver, pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention, les dossiers et les pièces auxiliaires qui ne sont pas réparties, à en permettre l'inspection aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou de l'office qui dans cet Etat a, d'après le N° 2, assumé la charge des assurances, et à leur délivrer, en cas de nécessité, les dossiers et pièces auxiliaires dont elle n'a pas besoin elle-même. Les Etats contractants pourvoiront à ce que tous les renseignements relatifs à l'exécution de la présente convention soient fournis par les offices intéressés et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Les paiements des assurances effectués par l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs à partir du 1^{er} janvier 1919 jusqu'à la suspension de son activité, paiements qui suivant la répartition des charges des assurances prévues sous A incombent à une des Parties contractantes, et les primes versées à l'établissement susdit pour une période après la date du 1^{er} janvier 1919 seront réglées selon les registres de l'établissement susmentionné de la manière suivante :

a) Seront portés au débit du compte de la République tchécoslovaque	I. 113.588,42 cour.
De la République de Pologne	97.515,76 »
Du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	57.632,42 »
Du Royaume d'Italie	40.302,90 »
b) Seront portés au crédit du compte de la République d'Autriche	471.918,70 »
Du Royaume de Roumanie	2.020,08 »

Dans la somme mentionnée en premier lieu il a été tenu compte de l'avoir du Ministère de la Prévoyance sociale à Prague envers l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de 695.756,91 couronnes, qui résulte des versements du susdit Ministère d'un total de 1.950.000 couronnes déduction faite des paiements fiduciaires de rentes et des restitutions, ainsi que de l'avoir de l'établissement susmentionné au Bureau postal de chèques à Prague de 165.283,76 couronnes.

Dans la somme de 695.756,91 couronnes est compris le montant de 250.000 couronnes, transféré par le Ministère de la Prévoyance sociale à Prague le 1^{er} septembre 1919 au compte de chèque de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs au Bureau postal de chèque à Prague, montant que le Bureau de banque du Ministère des Finances à Prague fait passer comme dette gagée de l'établissement susmentionné contractée sur la base de titres d'emprunt de guerre dégagées, émission III^e, valeur nominale 500.000 couronnes. N'y sont pas compris les intérêts de ce montant pour la période du 12 septembre 1919 jusqu'au 5 septembre 1923 au montant de 62.953,93 couronnes tchécoslovaques.

2. Outre les créances et dettes mentionnées sous N° 1 l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs possédait à la date du 30 juin 1923 les fonds suivants :

I. Achfs.

Encaisse	53.444 cour.
Avoirs auprès des établissements de crédit :	
a) Caisse d'épargne postale autrichienne	9.234 »
b) Banques	5.262.339 »

3. All the activities of the Miners' Accident Insurance Organisation shall cease with the entry into force of the present Convention.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files of the Miners' Accident Insurance Organisation which relate to the insurance liabilities to be accepted by the latter State and undertakes to preserve for ten years from the coming into force of the present Convention those files and accessory documents which are not distributed, to permit their inspection by authorised organs of the Czechoslovak Republic or of the office in that country which, in accordance with No. 2, has accepted the insurance liabilities, and, if necessary, to hand over to them those files and accessory documents which it does not itself require. The Contracting States shall ensure that all information relating to the execution of the present Convention is furnished by the offices concerned and agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. Insurance payments made by the Miners' Accident Insurance Organisation between January 1, 1919, and the termination of its activities, which payments, according to the distribution of insurance liabilities provided for under A devolve on one of the Contracting Parties, and the premiums paid to the above-mentioned Organisation for a period subsequent to January 1, 1919, shall be settled in accordance with the registers of the above-mentioned Organisation, as follows :

(a) Debited to the Czechoslovak Republic	1,113,588.42 crowns
Debited to the Republic of Poland	97,515.76 crowns
Debited to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	57,632.42 crowns
Debited to the Kingdom of Italy	40,302.90 crowns
(b) Credited to the Republic of Austria	471,918.70 crowns
Credited to the Kingdom of Roumania	2,020.08 crowns

The first-mentioned sum is fixed with due regard to the amount of 695,756.91 crowns standing to the credit of the Ministry of Social Insurance at Prague with the Miners' Accident Insurance Organisation, which sum represents payments by the said Ministry amounting to 1,950,000 crowns less fiduciary payments of pensions and monies returned, and it also takes account of the amounts of 165,283.76 crowns standing to the credit of the above-mentioned Organisation at the Postal Cheque Office at Prague.

The sum of 695,756.91 crowns includes 250,000 crowns transferred by the Ministry of Social Insurance at Prague on September 1, 1919, to the cheque account of the Miners' Accident Insurance Organisation and deposited at the Postal Cheque Office at Prague, which amount the Banking Department of the Ministry of Finance at Prague has entered as a pledged debt of the above-mentioned Organisation contracted on the basis of redeemed war loan bonds, third issue, nominal value 500,000 crowns. It does not include the interest on this amount for the period between September 12, 1919, and September 5, 1923, amounting to 62,953.93 Czechoslovak crowns.

2. In addition to the claims and debts mentioned in No. 1, the Miners' Accident Insurance Organisation possessed on June 30, 1923, the following funds :

I. Assets.

Cash	53,444 crowns
Assets in the hands of credit institutions :	
(a) Austrian Postal Savings Bank	9,234 crowns
(b) Banks	5,262,339 crowns

Titres et valeurs :

a) Titres d'emprunt de guerre émission III ^e , val. nom.	7,000.000 cour.
Emission IV ^e , val. nom.	10.000.000 »
Emission V ^e , val. nom.	15.220.000 »
Emission VI ^e , val. nom.	10.000.000 »
Emission VII ^e , val. nom.	10.000.000 »
Emission VIII ^e , val. nom.	3.000.000 »
Emission VIII ^e , bons de trésor val. nom.	7.000.000 »

b) Autres valeurs :

Rente en couronnes convertie (<i>4prozenteige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai—November</i>), val. nom.	240.000 »
Rente en couronnes convertie (<i>4prozenteige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli</i>), val. nom.	1.000 »
Rente en papier (<i>4.2prozenteige Notenrente</i>), val. nom.	55.200 »
Rente en argent (<i>4.2prozenteige Silberrente</i>), val. nom.	200 »
Rente autrichienne en couronnes (<i>4prozenteige österreichische Kronenrente, März—September</i>), val. nom.	3,151.000 »
Rente autrichienne en couronnes (<i>4prozenteige österreichische Kronenrente, Juni—Dezember</i>), val. nom.	440.000 »
Obligations d'emprunt des établissements de communications de Vienne (<i>4prozenteige Wiener-Verkehrsanlagenanleihe</i>), val. nom.	114.000 »
Lettres de gage de la banque autrichienne-hongroise (<i>4prozenteige verlosbare Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), val. nom.	34.000 »
Lettres de gage de la banque foncière de la Basse-Autriche (<i>4prozenteige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>), val. nom.	54.000 »

II. Passifs.

a) Dette gagée	14.566.527 cour.
b) Créances diverses non-payées datant de l'époque avant le 31 décembre 1918 et présentées à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs jusqu'au 15 mars 1924 d'un total de 40.883,15 couronnes.	

Les créances mentionnées sous N^o I, *lit. a*, seront assignées par anticipation aux Etats respectifs ; les dettes mentionnées sous N^o I, *lit. b*, seront assumées par les Etats respectifs auxquels sont assignés en compensation et par anticipation les titres suivants sur l'état des valeurs existant, savoir :

A l'Autriche :

Obligations d'emprunt des établissements de communication de Vienne (<i>4prozenteige Wiener Verkehrsanlagenanleihe</i>), val. nom.	114.000 cour.
Lettres de gage de la banque autrichienne-hongroise (<i>4prozenteige Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), val. nom.	34.000 »
Lettres de gage de la banque foncière de la Basse-Autriche (<i>4prozenteige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>) val. nom.	54.000 »

A la Roumanie :

Rente en couronnes convertie (<i>4prozenteige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner—Juli</i>), val. nom.	1.000 »
Rente en argent (<i>4.2prozenteige Silberrente</i>), val. nom.	200 »

Bonds and securities :

(a) War Loan Bonds, Third Issue, nominal value	7,000,000 crowns
War Loan Bonds, fourth Issue, nominal value	10,000,000 crowns
War Loan Bonds, fifth Issue, nominal value	15,220,000 crowns
War Loan Bonds, sixth Issue, nominal value	10,000,000 crowns
War Loan Bonds, seventh Issue, nominal value	10,000,000 crowns
War Loan Bonds, eighth Issue, nominal value	3,000,000 crowns
War Loan Bonds, eighth Issue, Treasury Bonds, nominal value .	7,000,000 crowns
(b) Other securities :	
Converted crown bonds (<i>4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-November</i>), nominal value	240,000 crowns
Converted crown bonds (<i>4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner-Juli</i>), nominal value	1,000 crowns
Paper bonds (<i>4.2prozentige Notenrente</i>), nominal value . . .	55,200 crowns
Silver bonds (<i>4.2prozentige Silberrente</i>), nominal value . . .	200 crowns
Austrian crown bonds (<i>4prozentige österreichische Kronenrente, März-September</i>), nominal value	3,151,000 crowns
Austrian crown bonds (<i>4prozentige österreichische Kronenrente, Juni-Dezember</i>), nominal value	440,000 crown
Loan debentures of Vienna transport undertakings (<i>4prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe</i>), nominal value	114,000 crowns
Bonds of Austro-Hungarian Bank (<i>4prozentige verlosbare Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), nominal value	34,000 crowns
Bonds of the Lower-Austrian Land Bank (<i>4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>), nominal value	54,000 crowns

II. Liabilities.

(a) Pledged debt	14,566,527 crowns
(b) Various unpaid debts dating from the period before December 31st, 1918, and presented to the Miners' Accident Insurance Organisation up to March 15, 1924, amounting in all to 40,883.15 crowns.	

The debts mentioned under 1 (a) shall be assigned in advance to the respective States ; the debts mentioned under 1 (b) shall be accepted by the respective States to which are assigned in compensation and in advance the following securities at their present value :

To Austria :

Loan debentures of Vienna transport undertakings (<i>4prozentige Wiener Verkehrsanlagenanleihe</i>), nominal value	114,000 crowns
Bonds of the Austro-Hungarian Bank (<i>4prozentige Pfandbriefe der Oesterreichisch-ungarischen Bank</i>), nominal value	34,000 crowns
Bonds of the Lower Austrian Land Bank (<i>4prozentige Pfandbriefe der Niederösterreichischen Landes-Hypothekenanstalt</i>), nominal value .	54,000 crowns

To Roumania :

Converted crown bonds (<i>4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Jänner-Juli</i>), nominal value	1,000 crowns
Silver Bonds (<i>4.2prozentige Silberrente</i>), nominal value	200 crowns

3. L'encaisse et les avoirs auprès des banques reviennent à l'Autriche qui, par contre, s'engage à payer les dettes de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs mentionnées sous N° 2, II, b) d'après leur valeur nominale en couronnes autrichiennes ; les dettes gagées pas encore payées (N° 2, II, a) seront payées par l'Autriche.

4. La partie restante des fonds entièrement placée en valeurs, sera répartie en proportion de la charge des assurances assumées par chacune des Parties contractantes. Il en résulte les quotes-parts suivantes pour chacun des Etats intéressés :

Pour la République d'Autriche	9.795 %
Pour la République tchécoslovaque	74.716 %
Pour le Royaume d'Italie	1.337 %
Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	3.820 %
Pour la République de Pologne	10.287 %
Pour le Royaume de Roumanie	0.045 %

Toutefois, pour compenser le paiement partiel de la dette gagée par les fonds de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs, l'Autriche renonce à la moitié de la rente en couronnes convertie (*4prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrenten, Mai—Nov.*), qui lui reviendrait selon sa quote-part, dont un nominal de 10.000 couronnes est assigné à la République tchécoslovaque, 1200 couronnes à la République de Pologne et 500 couronnes au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ; en outre la République d'Autriche cède à la République tchécoslovaque de sa quote-part de cette espèce de rentes un nominal de 3.600 couronnes pour rembourser en partie les intérêts de la dette gagée envers le Bureau de banque à Prague (section B, N° 1, al. 3).

Les détails de la répartition des titres résultent de l'annexe qui constitue une partie intégrante de la présente convention.

5. Le droit de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs de réclamer ultérieurement des primes passé à l'Etat national sur le territoire duquel le siège de l'établissement contribuable est situé.

6. Les réclamations qui pourraient surgir de paiements faits après la séparation des valeurs monétaires à l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 décembre 1918 en couronnes autrichiennes ou non estampillées par des établissements situés sur le territoire de la République tchécoslovaque seront transférés à la République tchécoslovaque.

7. Le Gouvernement autrichien mettra à la disposition de la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne les titres et valeurs, qui lui seront dus selon les dispositions précédentes, notamment au siège du lieu de dépôt, dans le délai d'un mois à compter du jour de l'entrée en vigueur de cette convention. Les titres d'emprunt de guerre seront munis de la remarque : « *Von der Republik Oesterreich nicht übernommen* », les autres valeurs seront délivrées sans remarque. Le Gouvernement autrichien accordera gratuitement l'autorisation d'exporter les titres dûment ajustés à livrer à l'autre Partie contractante.

8. Le transfert à l'assureur compétent des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

9. Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire, lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des mineurs.

3. The cash balance and the assets with the banks shall accrue to Austria, which, in return undertakes to pay the debts of the Miners' Accident Insurance Organisation mentioned under No. 2, II (b) at their nominal value in Austrian crowns: the pledged debts not yet paid (No. 2 II (a)) shall be paid by Austria.

4. The remainder of the funds, which are all invested in securities, shall be distributed in proportion to the insurance liabilities assumed by each of the Contracting Parties. The charge of each of the States concerned shall therefore be as follows:

Republic of Austria	9.795	%
Czechoslovak Republic	74.716	%
Kingdom of Italy	1.337	%
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	3.820	%
Republic of Poland	10.287	%
Kingdom of Roumania	0.045	%

In order, however, to set off the partial payment of the pledged debt by the funds of the Miners' Accident Insurance Organisation, Austria shall waive the half of the converted crown bonds (4 *prozentige konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-Nov.*) which accrues to her as her share, and out of this a nominal value of 10,000 crowns shall be assigned to the Czechoslovak Republic, 1,200 crowns to the Republic of Poland and 500 crowns to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. Further the Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic out of its share of these securities a nominal value of 3,600 crowns as partial repayment of the interest on the pledged debt to the Banking Department at Prague (Section B, No. 1, paragraph 3).

The detailed distribution of securities is shown in the annex, which shall constitute an integral part of the present Convention.

5. The right of the Miners' Accident Insurance Organisation to claim premiums later shall devolve on the country in whose territory the contributing Organisation has its seat.

6. Any claims which may arise in connection with payments by organisations situated in Czechoslovakia made, after separation of the funds, to the Miners' Accident Insurance Organisation for the purpose of settling arrears of premiums relating to the period before December 31, 1918, in Austrian or unstamped crowns, shall be transferred to the Czechoslovak Republic.

7. The Austrian Government shall place at the disposal of the Czechoslovak Legation in Vienna, the bonds and securities due to it in conformity with the foregoing provisions, at the place of deposit, within one month from the entry into force of this Convention. The war loan bonds shall be inscribed "*Von der Republik Osterreich nicht übernommen*". The other securities shall be handed over without any inscription. The Austrian Government shall grant free of charge authorisation to export the securities (in due order) to be handed over to the other Contracting Party.

8. The transfer to the competent insurance organisation of the funds allocated to each State shall be subject to the internal regulations of the latter.

9. Each of the High Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which may become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain with regard to the Miners' Accident Insurance Organisation.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible; elle entrera en vigueur 14 jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le quinze juin mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

Dr Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche:

W. THAA.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna, the fifteenth day of June, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

W. THAA.

ANNEXE

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES

Valeur nominale en couronnes	Dénomination des titres	Quote-part revenant					
		9,795 %	74,716 %	1,337 %	3,820 %	10,287 %	0,045 %
		à la République d'Autriche	à la République tchécoslovaque	au Royaume d'Italie	au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	à la République de Pologne	au Royaume de Roumanie
240.000	4 % konvertierte steuerfreie Kronenrente, Mai-November . .	8.200	192.900	3.200	9.700	25.900	100
55.200	4,2 % Notenrente	5.400	41.300	700	2.100	5.700	—
3.591.000	4 % österreichische Kronenrente	351.800	2.683.000	48.000	137.200	369.400	1.600
7.000.000	III. Steuerfreie österreichische Kriegsanleihe.	685.700	¹ 5.230.100	93.600	267.400	720.000	3.200
10.000.000	IV. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1915	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
15.220.000	V. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1916	1.490.900	11.371.800	203.500	581.300	1.565.600	6.900
10.000.000	VI. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
10.000.000	VII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
10.000.000	VIII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½ %)	979.500	7.471.600	133.700	382.000	1.028.700	4.500
66.106.200		6.460.000	49.405.500	833.800	2.525.700	6.801.400	29.800

¹ Dont 500.000 couronnes ont été déjà transférées à Prague.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929.

D^r Karel Kazbunda,

Directeur des Archives, a. i.

ANNEX.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF SECURITIES.

Nominal value in crowns	Description of Securities	Share of					
		9.795%	74.716%	1.337%	3.820%	10.287%	0.045%
		to the Republic of Austria	to the Czechoslovak Republic	to the Kingdom of Italy	to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	to the Republic of Poland	to the Kingdom of Roumania
240,000	4% konvertierte steuerfreie Kronrente. Mai-November . .	8,200	192,900	3,200	9,700	25,900	100
55,200	4.2% Notenrente	5,400	41,300	700	2,100	5,700	—
3,591,000	4% österreichische Kronrente	351,800	2,683,000	48,000	137,200	369,400	1,600
7,000,000	III. Steuerfreie österreichische Kriegsanleihe.	685,700	¹ 5,230,100	93,600	267,400	720,000	3,200
10,000,000	IV. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1915	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
15,220,000	V. Österreichische Kriegsanleihe vom Jahre 1916	1,490,900	11,371,800	203,500	581,300	1,565,600	6,900
10,000,000	VI. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½%)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
10,000,000	VII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½%)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
10,000,000	VIII. Österreichische Kriegsanleihe (5 ½%)	979,500	7,471,600	133,700	382,000	1,028,700	4,500
66,106,200		6,460,000	49,405,500	833,800	2,525,700	6,801,400	29,800

¹ Of which 500,000 have already been transferred to Prague.

N° 2144.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention suivant l'article 275 du
Traité de Saint-Germain, concer-
nant l'établissement d'assurances
contre les accidents des ouvriers
pour Vienne, pour la Basse-Autri-
che et pour le Burgenland. Signée
à Vienne, le 22 décembre 1924.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concluded in Execution
of Article 275 of the Treaty
of Saint-Germain regarding the
Workmen's Accident Insurance
Organisation for Vienna, Lower
Austria and the Burgenland.
Signed at Vienna, December 22,
1924.

N° 2144. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SUIVANT L'ARTICLE 275 DU TRAITÉ DE ST-GERMAIN, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'ASSURANCES CONTRE LES ACCIDENTS DES OUVRIERS POUR VIENNE, POUR LA BASSE-AUTRICHE ET POUR LE BURGENLAND. SIGNÉE A VIENNE, LE 22 DÉCEMBRE 1924.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain une convention au sujet de l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et pour le Burgenland, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r JAN BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale à Prague ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

1. La République tchécoslovaque assume la charge des assurances qui se rapportent aux personnes assurées par l'établissement d'assurances contre les accidents des ouvriers pour Vienne, pour la Basse-Autriche et le Burgenland (appelé par la suite brièvement « L'Etablissement ») qui jusqu'au 31 juillet 1920 ont subi un accident dans des établissements industriels ayant eu leur siège sur le territoire de la Basse-Autriche cédé par la République d'Autriche à la République tchécoslovaque en vertu de l'article 27, lit. 6, du Traité de Saint-Germain.

2. La charge des assurances à assumer par la République tchécoslovaque suivant le N° 1, incombe, à partir du 31 juillet 1920, à l'assureur qui, par la réglementation intérieure de la République tchécoslovaque, est chargé de l'exécution des assurances contre les accidents des ouvriers ou qui sera désigné comme y étant compétent par l'autorité compétente de cet Etat. Les prestations d'assurance effectuées par l'Etablissement aux personnes nommées sous le N° 1 seront donc, à partir du 31 juillet 1920, à la charge dudit assureur.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1920.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2144. — CONVENTION², BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCLUDED IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 275 OF THE TREATY OF SAINT-GERMAIN, REGARDING THE WORKMEN'S ACCIDENT INSURANCE ORGANISATION FOR VIENNA, LOWER AUSTRIA AND THE BURGENLAND. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 22, 1924.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a convention regarding the Workmen's Accident Insurance Organisation for Vienna, Lower Austria and the Burgenland, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr JAN BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance at Prague, and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

1. The Czechoslovak Republic shall assume the insurance liabilities in respect of persons insured by the Workmen's Accident Insurance Organisation for Vienna, Lower Austria and the Burgenland (hereinafter described as "the Organisation") who up to July 31, 1920, sustained an accident in the industrial establishments formerly situated in the part of the territory of Lower Austria transferred by the Republic of Austria to the Czechoslovak Republic in accordance with Article 27, paragraph 6, of the Treaty of Saint-Germain.

2. The insurance liabilities to be assumed by the Czechoslovak Republic under No. 1 shall, as from July 31, 1920, be borne by the insurance institution which under the internal regulations of the Czechoslovak Republic is responsible for the administration of workmen's accident insurance or which is selected as competent for the purpose by the competent authority of that State. Consequently, the insurance benefits paid by the Organisation to the persons mentioned under No. 1 shall, as from July 31, 1920, be borne by the aforesaid insurance institution.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

3. A la date du 31 juillet 1920 toute activité de l'Établissement a cessé en ce qui concerne le territoire mentionné sous le N° 1.

4. La République d'Autriche remettra à la République tchécoslovaque les dossiers et pièces auxiliaires de l'Établissement qui ont trait aux charges d'assurances à assumer par la République tchécoslovaque, et aura soin que les dossiers et pièces auxiliaires qui ne seront pas transmis, soient conservés pendant un délai de dix ans à partir de la mise en vigueur de la présente convention auprès l'Établissement, et que l'Établissement permette aux organes légitimés de la République tchécoslovaque ou des offices tchécoslovaques assumant la charge des assurances d'en prendre connaissance.

5. Des titres de la rente autrichienne en couronnes de l'émission 1912 (*Österreichische Kronenrente, Emission 1912*) d'une valeur nominale de 114,000 couronnes sera transmise à la République tchécoslovaque comme quote-part des fonds de l'Établissement correspondant aux charges des assurances assumées, déduction faite des prestations d'assurances à rembourser à l'Établissement selon N° 2. Ces titres seront mis à la disposition de la Légation tchécoslovaque à Vienne ou à l'office de dépôt à Vienne à désigner par celle-ci, revêtus d'aucune remarque dans le délai d'un mois à partir de la ratification de la présente convention par les Hautes Parties contractantes. La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros des rentes soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera gratuitement l'exportation de ces titres. Le transfert des valeurs indiquées ci-dessus à l'office compétent sera effectué suivant la réglementation intérieure de la République tchécoslovaque.

6. Le droit de l'Établissement de réclamer ultérieurement des primes passe au sujet des établissements industriels mentionnés sous le N° 1 à la République tchécoslovaque.

7. Les réclamations éventuelles dérivant de paiements faits en couronnes autrichiennes ou non estampillées après la séparation des valeurs monétaires à l'Établissement pour acquitter des primes arriérées résultant de l'époque avant le 31 juillet 1920 pour les établissements industriels mentionnés sous le N° 1 passent à la République tchécoslovaque.

8. Chacune des Hautes Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et d'autres qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de la présente convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet de l'Établissement.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible, elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susnommés ont apposé leurs signatures à la présente convention.

Fait à Vienne, le vingt-deux décembre mil neuf cent vingt-quatre, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :
D^r Jan BRABLEC, *m. p.*

Pour la République d'Autriche :
THAA, *m. p.*

Copie certifiée conforme :
Praha, le 23 août 1929.
D^r Karel Kazbunda.
Directeur des Archives a. i.

3. All acts of the Organisation in respect of the territory mentioned under No. 1 shall be deemed to have ceased on July 31, 1920.

4. The Republic of Austria shall hand over to the Czechoslovak Republic the files and accessory documents of the Organisation referring to the insurance liabilities to be accepted by the Czechoslovak Republic, and shall ensure that for at least ten years from the coming into force of the present Convention the files and accessory documents which are not handed over are preserved at the offices of the Organisation, and shall instruct the Organisation to allow the authorised organs of the Czechoslovak Republic or the Czechoslovak offices which accept the insurance liabilities to inspect them.

5. Austrian Government crown bonds, 1912 issue (*österreichische Kronenrente, Emission 1912*), to a nominal value of 114,000 crowns, shall be handed over to the Czechoslovak Republic as its share of the funds of the Organisation in respect of the insurance liabilities assumed, after deduction of the insurance benefits repayable to the Organisation in accordance with No. 2. These bonds, which shall bear no inscription, shall be placed at the disposal of the Czechoslovak Legation at Vienna or of the office of deposit at Vienna to be selected by that Legation, within one month of the ratification of the present Convention by the High Contracting Parties. The Republic of Austria shall ensure that the lists of numbers of the bonds to be submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export the bonds free of charge. The transfer of the above-mentioned securities to the competent office shall be effected in accordance with the internal regulations of the Czechoslovak Republic.

6. The right of the Organisation subsequently to claim premiums shall be transferred in respect of the industrial establishments mentioned under No. 1 to the Czechoslovak Republic.

7. Any claims in respect of payments made to the Organisation in Austrian or unstamped crowns after the separation of the funds for the settlement of premiums in arrears relating to the period prior to July 31, 1920, and owed by the industrial establishments mentioned under No. 1, shall be transferred to the Czechoslovak Republic.

8. Each of the High Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp or other duties which might become leviable in its territory at the time of the execution of the present Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain with regard to the Organisation.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have affixed their signatures to the present Convention.

Done at Vienna this twenty-second day of December, one thousand nine hundred and twenty-four, in two copies, one of which shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :
(Signed) Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :
(Signed) THAA.

N° 2145.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant les établissements suppléants d'assurances sur les pensions d'employés, avec protocole additionnel, signés à Vienne, le 17 janvier 1925, et un second protocole additionnel du 2 février 1928.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, with Additional Protocol, signed at Vienna, January 17, 1925, and a second Additional Protocol of February 2, 1928.

N° 2145. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCES SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, qui, étant établis sur le territoire de la République d'Autriche avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche, opéraient aussi sur le territoire de la République tchécoslovaque, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de Section au Ministère pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances ainsi que les fonds des établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés (*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten*), institués selon le paragraphe 65 de la loi autrichienne du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N° 1, ex 1907, dans la rédaction de l'Ordonnance impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N° 138, établissements qui avaient leur siège sur le territoire de la République d'Autriche à la date du 31 décembre 1918, et qui opéraient avant le démembrement de l'ancien Empire d'Autriche aussi sur le territoire de la République tchécoslovaque, sont réparties d'après les principes suivants :

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, c'est-à-dire les droits à des rentes ou les expectatives à des rentes acquis par les assurés des établissements suppléants d'assurance

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2145. — CONVENTION² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention concerning supplementary insurance organisations for employees' pensions which, being established in Austrian territory before the dismemberment of the former Austrian Empire, were also operating in the territory of the Czechoslovak Republic, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The insurance liabilities and the funds of the supplementary insurance organisations for employees' pensions (*Ersatzinstitute der Pensionsversicherung von Angestellten*) established under paragraph 65 of the Austrian Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1, ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette No. 138, which establishments had their seat in the territory of the Republic of Austria on December 31, 1918, and were also operating before the dismemberment of the former Austrian Empire in the territory of the Czechoslovak Republic, shall be distributed according to the following principles :

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. Liabilities existing at the end of December 1918, that is to say, claims to pensions or contingent pension benefits acquired by the insured members of supplementary insurance

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

et les membres de leurs familles passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions, pourvu que selon l'annexe I de la présente convention une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements pendant de primes déclarés dans le bilan dudit établissement suppléant d'assurance pour la fin de l'année 1918 et aux remboursements de primes réclamés dans la suite en vertu d'une assurance échue au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres des établissements suppléants d'assurance qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres membres des établissements susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés et rentiers dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou sur le territoire d'un Etat auquel selon l'annexe I de la présente convention aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient la plus grande partie des fonds de l'établissement suppléant respectif. Cependant les charges d'assurances de la caisse des retraites de la maison Henri Franck Fils à Linz, concernant les employés de la succursale à Zagreb, passent à la compétence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si un établissement suppléant d'assurance avait continué son activité sur le territoire de la République tchécoslovaque après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'Office, qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2.

On réglera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements et paiements faits en monnaie austro-hongroise en couronnes autrichiennes, les autres versements et paiements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits. A titre de remboursement des frais d'administration, seront dus seulement aux établissements suppléants d'assurance généraux 5 % de la somme des recettes résultant de l'assurance fiduciaire.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que les établissements suppléants d'assurance délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs assureurs participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront le droit par un délai de dix ans de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'établissement d'assurance sur les pensions d'employés (*Pensionsanstalt für Angestellte*) à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoiront en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. On procédera à la répartition des fonds des établissements suppléants d'assurance (actifs et passifs) tels qu'ils existaient à la date du 31 décembre 1918 en séparant les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre des fonds à répartir et assignant ces dettes en totalité à la République d'Autriche seule. Les revenus des fonds qui existaient le jour normatif, qui sont échus effectivement jusqu'à la fin de mars 1924, seront répartis, déduction faite de 10 % pour frais d'administration. Au cas où il ne serait pas possible de fixer le montant des revenus,

organisations and the members of their families, shall be transferred to the competence of the State in whose territory the insured persons had their last place of employment which decides the competence of pensions insurance organisations, provided that a share in the funds of the organisation concerned is granted to that State under Annex I of the present Convention. The same principle shall apply to pending repayments of premiums as announced in the balance-sheet of the said supplementary insurance organisation for the end of the year 1918, and to repayments of premiums subsequently claimed in virtue of an insurance which fell due not later than the end of the year 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of supplementary insurance organisations who are compelled to be insured, but also the other members of the above-mentioned organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918, and relating to insured persons and pensioners whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in the territory of a State to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Annex I of the present Convention, shall be transferred to the competence of the country receiving the largest share of the funds of the supplementary organisation concerned. Nevertheless, the insurance liabilities of the Pensions Fund of the firm of Heinrich Franck and Sons at Linz, concerning employees of the branch at Zagreb, shall be transferred to the competence of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

2. It shall rest with the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that country and the manner of their acceptance.

3. If any supplementary insurance organisation continued its operations in the territory of the Czechoslovak Republic after December 31, 1918, these continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on behalf of the office competent under No. 2.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received, that is to say, contributions and payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions and payments in the currency in which they were made. Five per cent of the receipts resulting from fiduciary insurance shall be due to the general supplementary insurance organisations only, as repayment of the costs of administration.

4. The Republic of Austria shall ensure that the supplementary insurance organisations hand over to the offices competent under No. 2, whenever circumstances permit, all files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be taken over by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible for the reason that particular files affect several insurance organisations, those concerned shall have the right for ten years to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation for employees' pensions (*Pensionsanstalt für Angestellte*) at Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is furnished by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. The funds of the supplementary insurance organisations (assets and liabilities) shall be distributed as they existed on December 31, 1918, pledged debts arising out of subscription to war loan bonds being separated from the funds to be distributed and being assigned in their entirety to the Republic of Austria alone. The income from the funds as existing at the date fixed actually due up to the end of March 1924 shall be distributed, subject to a deduction of 10 % for costs of administration. If it should be impossible to fix the amount of such income, 1 % per month

1 % par mois sera mis en compte à titre des revenus. Pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 selon les dispositions précédentes 1 % par mois sera payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du paiement effectif de l'encaisse.

2. Chacun des Etats intéressés aura droit à la quote-part des fonds qui répond à la proportion entre la charge des assurances revenant à chaque Etat d'après la section A, N° 1 et la charge totale des assurances existant le jour normatif. Si un bilan technique n'a pas été établi, les fonds seront répartis en proportion du nombre des assurés revenant à chaque Etat à la totalité des assurés ; en ce cas un assuré touchant une retraite sera considéré comme 2 assurés, une veuve touchant une retraite comme 1 assuré et $\frac{1}{2}$, un rentier pupillaire comme un demi assuré.

3. Les créances garanties par des immeubles, ainsi que les autres créances, abstraction faite des créances fondées sur des valeurs, seront cédées à l'Etat sur le territoire duquel le débiteur a son domicile (son siège). Les créances en tant qu'elles sont amorties seront remplacées par l'argent comptant reçu. Les droits éventuels qui pourraient surgir d'amortissements de telles créances accomplis en couronnes autrichiennes ou austro-hongroises après la séparation des valeurs monétaires, sont assignés à l'Etat à qui revient l'encaisse. Les créances (les encaisses qui les remplacent) seront mises en compte sur la quote-part revenant d'après le N° 2 à cet Etat en valeur nominale en couronnes.

4. Les valeurs vendues après le jour normatif seront remplacées par le produit. Les valeurs loties qui ont été payées après le jour normatif jusqu'à la date de la signature de la présente convention seront remplacées par le produit de lotissement.

Les effets dont le tirage aura déjà été publié officiellement en Autriche à la date de la signature de la présente convention, dont le remboursement cependant n'aura pas encore eu lieu à cette date, seront répartis proportionnellement et en nature à valoir sur la quote-part de l'espèce respective des effets revenant à chaque Etat selon l'article premier, section B, N° 2 ; un reste indivisible de ces effets lotis, mais pas payés, revient à l'Etat sur le territoire duquel l'office d'émission est situé.

Du reste les effets seront répartis par égard à leur morcellement selon la suite arithmétique de leurs numéros entre les Etats nationaux dans l'ordre suivant : la République d'Autriche, le Royaume d'Italie, la République de Pologne, le Royaume de Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la République tchécoslovaque. Les restes indivisibles des valeurs seront balancés en couronnes autrichiennes sur base des valeurs estimatives de la Chambre de la Bourse à Vienne à la date du 31 décembre 1923.

5. Pour compenser les quote-parts proportionnelles des immeubles des établissements suppléants ci-dessous nommés, la République d'Autriche versera les montants suivants des fonds des établissements suppléants qui conservent les immeubles :

a) Pour les maisons de l'Etablissement des Retraites de la Banque générale des Dépôts (*Allgemeine Depositenbank*) à Vienne, I., Teinfaltstrasse 4 et à Graz, Herrengasse 7 et Prokopigasse 8 :

A la République tchécoslovaque	11,250.000	cour.
Au Royaume d'Italie.	26,470.000	»
A la République de Pologne.	129,042.000	»
Au Royaume de Roumanie	22,500.000	»

b) Pour la maison de la Caisse des retraites pour les employés de la Société (par actions) des Manufactures de Tapis et d'étoffes pour meubles (autrefois Philippe Haas et Fils) à Vienne, VI., Stumpergasse 5 :

A la République tchécoslovaque	44,800.000	cour.
A la République de Pologne.	20,580.000	»

Au cas où la maison serait vendue avant l'exécution de la répartition des fonds pour un prix supérieur à 700,000.000 couronnes, la République d'Autriche livrera les quote-parts proportionnelles du produit dépassant le susdit montant.

shall be placed to the account of income. As regards the cash balance resulting at the date March 31, 1924, according to the foregoing provisions, 1 % per month shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

2. Each of the States concerned shall be entitled to a share in the funds corresponding to the proportion which its share of insurance liabilities according to Section A, No. 1 bears to the total insurance liabilities existing on December 31, 1918. If no technical balance-sheet has been prepared, the funds shall be distributed in proportion to the number of insured persons allocated to each State compared with the total number of insured persons ; in this case an insured person in receipt of a pension shall be regarded as two insured persons, a widow in receipt of a pension shall be regarded as one and a half insured persons, and a child pensioner as half an insured person.

3. Debts guaranteed by immovable property, and other debts, apart from those based on securities, shall be handed over to the State in whose territory the debtor has his domicile (seat). Debts that have been liquidated shall be replaced by the cash received. Any claims arising out of the liquidation in Austrian or Austro-Hungarian crowns of such debts subsequent to the separation of the funds, shall be assigned to the State to which the cash balance falls. The debts (or the cash in lieu thereof) shall be reckoned as part of the share accruing to that State in accordance with No. 2, at their nominal value in crowns.

4. Securities sold after the appointed date shall be replaced by the yield. Securities allotted and paid between the appointed date and the date of the signature of the present Convention shall be replaced by the yield from the allotment.

Securities the drawing of which shall already have been officially published in Austria at the time of the signing of the present Convention but which shall not have been repaid at that date, shall be divided proportionately and in kind, on account of the share of that particular kind of security allocated to each State under Article I, Section B., No. 2 ; any indivisible remainder left over from these drawn but unpaid securities shall accrue to the State in whose territory the office of issue is situated.

The securities shall be distributed in the arithmetical order of their numbering between the States in the following order : Republic of Austria, Kingdom of Italy, Republic of Poland, Kingdom of Roumania, Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, Czechoslovak Republic. Indivisible remainders shall be adjusted in Austrian crowns on the basis of the estimated values on the Vienna Stock Exchange on December 31, 1923.

5. In order to adjust the proportionate shares in the premises of the supplementary organisations mentioned below, the Republic of Austria shall pay the following amounts out of the funds of the supplementary organisations which maintain the premises :

(a) In respect of the offices of the Pensions Organisation of the General Deposit Bank (*Allgemeine Depositenbank*) at No. 4, Teinfaltstrasse, Vienna I, and at No. 7, Herrngasse and No. 8 Prokopigasse, Graz :

To the Czechoslovak Republic	11,250,000 crowns
To the Kingdom of Italy	26,470,000 crowns
To the Republic of Poland	129,042,000 crowns
To the Kingdom of Roumania.	22,500,000 crowns

(b) In respect of the office of the Pensions Fund for Employees of the Joint Stock Company for the Manufacture of Carpets and Furniture Coverings (late Philippe Haas and Sons) of No. 5, Stumpergasse, Vienna VI :

To the Czechoslovak Republic	44,800,000 crowns
To the Republic of Poland	20,580,000 crowns

Should the office be sold before the funds are distributed for a sum exceeding 700,000,000 crowns, the Republic of Austria shall hand over proportionate shares of the yield in excess of that sum.

c) Pour les maisons d'habitation pour ouvriers à Strassgang, district de Graz-environs, de l'établissement des retraites pour les employés de la Première Brasserie par actions de Graz, autrefois François Schreiner et Fils et les terres vagues de cet établissement qui y sont situées :

Au Royaume d'Italie.	1,696.000	cour.
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	1,500.000	»

En outre la République tchécoslovaque recevra la quote-part proportionnelle du produit de la vente des maisons d'habitation pour ouvriers de l'Etablissement des retraites de la Société minière alpine autrichienne à Donawitz, arrondissement Leoben, vente qui a eu lieu à la fin de 1920.

6. La quote-part revenant d'après les dispositions précédentes des fonds des établissements suppléants ressortant des annexes I-IV qui constituent une partie intégrante de la présente convention, sera transférée dans le délai de trois mois après la ratification de cette convention à la Légation de la République tchécoslovaque à Vienne ou à un bureau à désigner par celle-ci à Vienne. La République d'Autriche remettra les titres d'emprunt de guerre munis de la remarque « *von der Republik Österreich nicht übernommen* » et les autres titres sans aucune remarque, veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

7. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon section A, N° 2 des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

8. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbre et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu de l'article 275 du Traité de Saint-Germain au sujet des établissements suppléants d'assurance. L'Etat respectif n'est obligé que d'employer les fonds reçus pour chaque établissement selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jan BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE.

La clef de répartition de 88.715 pour cent pour la République tchécoslovaque et de 10.408 pour cent pour la République d'Autriche, fixée dans le bilan technique de l'établissement des retraites de la Société de l'industrie du Fer à Prague (*Prager Eisenindustriegesellschaft*), établi

(c) In respect of the workmen's dwellings at Strassgang, near Graz, belonging to the Pensions Organisation for Employees of the First Graz Joint Stock Brewery (late Franz Schreiner and Sons) and the unbuilt-on land belonging to this Organisation there situated :

To the Kingdom of Italy 1,696,000 crowns
 To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes. 1,500,000 crowns

Further, the Czechoslovak Republic shall receive a proportionate share of the yield from the sale at the end of 1920 of the workmen's dwellings belonging to the Pensions Organisation of the Austrian Alpine Mining Association at Donawitz in the district of Leoben.

6. The share in the funds of the supplementary organisations allocated in virtue of the foregoing provisions and shown in Annexes I to IV, which shall constitute an integral part of the present Convention, shall, within three months of the ratification of this Convention, be transferred to the Czechoslovak Legation at Vienna or to an office in Vienna to be selected by that Legation. The Republic of Austria shall hand over war loan bonds inscribed "*von der Republik Österreich nicht übernommen*" and the other securities, without any inscription upon them ; it shall ensure that the lists of numbers submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export these securities free of charge.

7. The transfer to the office competent under Section A, No. 2 of the funds allocated to each country shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

8. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 of the Treaty of Saint-Germain concerning the supplementary insurance organisations. The State concerned shall only be obliged to employ the funds it receives under the foregoing provisions for each organisation in conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date of the exchange of the instruments of ratification at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA.

The proportionate rate of 88.715 % for the Czechoslovak Republic and 10.408 % for the Republic of Austria, as fixed in the technical balance-sheet of the Pensions Organisation of the Prague Iron Manufacturing Company (*Prager Eisenindustriegesellschaft*), established on February

le 28 février 1919, et la répartition des fonds de cet établissement, exécutée sur cette base, sont reconnues par les Hautes Parties contractantes comme correspondant aux prescriptions de la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés. Il en est de même en ce qui concerne l'arrangement ayant déjà eu lieu pour l'établissement des retraites de la Société (par actions) de Charronnerie à Nesselsdorf (*Nesselsdorfer Wagenbau-Fabriks-Aktiengesellschaft*).

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage, en outre, à rendre possible l'exécution des conventions avec les Etats nationaux intéressés, concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés, en ce qui concerne les établissements suppléants tombant sous le coup de ces conventions et dont les fonds ou des parties des fonds ont été déjà transférés à la République tchécoslovaque.

Les prescriptions de ce protocole additionnel entreront en vigueur en même temps que la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r JAN BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

A LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de considérer comme anciens territoires de l'Autriche les parties de l'ancien Royaume de Hongrie transférées par le Traité de Trianon à la République tchécoslovaque quant à l'application de la convention concernant les établissements suppléants d'assurance sur les pensions d'employés. Les Hautes Parties contractantes tiendront compte de la modification des quote-parts des charges indiquées dans l'annexe I de la convention qui résulte du principe susindiqué en assignant à la République tchécoslovaque — outre les parties des fonds des établissements indiquées dans les annexes III et IV de la convention — 25.000 couronnes en argent comptant, des titres d'emprunt de guerre val. nom. 1900 couronnes et des rentes en couronnes unifiées converties de 4 pour cent, val. nom. 400 couronnes.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, de modifier les dispositions de l'art. I, section B, N° 1, dernière phrase de la convention de manière que pour l'encaisse résultant pour le 31 mars 1924 le taux d'intérêts prévu par les dispositions du droit civil autrichien en vigueur aux époques respectives soit payé à titre d'intérêts jusqu'à la date du payement effectif de l'encaisse.

Ce protocole additionnel entrera en vigueur en même temps que la convention susdite.

Fait à Vienne, le deux février mil neuf cent vingt-huit en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r JAN BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

28, 1919, and the distribution of the funds of that Organisation effected on this basis, are recognised by the High Contracting Parties as conforming to the provisions of the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions. The same shall apply to the arrangement already concluded in respect of the Pensions Organisation of the Nesselsdorf Carriage-Building (Shareholders') Company (*Nesselsdorfer Wagenbau-Fabriks-Aktiengesellschaft*).

The Czechoslovak Government further undertakes to provide facilities for the execution of conventions with the countries concerned regarding supplementary insurance for employees' pensions in respect of the supplementary organisations covered by those conventions whose funds or portions of funds have already been transferred to the Czechoslovak Republic.

The provisions of this Additional Protocol shall enter into force at the same time as the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE CONVENTION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

For the purposes of the application of the Convention regarding Supplementary Insurance Organisations for Employees' Pensions, the High Contracting Parties agree to regard as former Austrian territories the parts of the former Kingdom of Hungary transferred by the Treaty of Trianon to the Czechoslovak Republic. The High Contracting Parties shall take into account the modification in the apportionment of the liabilities indicated in Annex I to the Convention resulting from the application of the above-mentioned principle, and shall accordingly assign to the Czechoslovak Republic — in addition to the portions of the funds of the organisations mentioned in Annexes III and IV to the Convention — 25,000 crowns in cash, war loan bonds to a nominal value of 1,900 crowns and converted unified 4 % crown bonds to a nominal value of 400 crowns.

The High Contracting Parties further agree to amend the provisions of Article I, Section B, No. 1 (last sentence) of the Convention in such a way as to ensure that, as regards the cash balance resulting at the date March 31, 1924, the rate of interest provided for under the Austrian Civil Law in force on the respective dates shall be paid as interest up to the time of the actual payment of the cash balance.

This Additional Protocol shall come into force at the same time as the above-mentioned Convention.

Done at Vienna, the second day of February, one thousand nine hundred and twenty-eight, in two copies, of which one shall be transmitted to each of the High Contracting Parties.

For the Czechoslovak Republic :

Dr. Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

ANNEXE I.

QUOTES-PARTS PROPORTIONNELLES
DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE

Numéro d'ordre	Dénomination et siège de l'établissement
<i>a) Etablissements suppléants généraux :</i>	
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien (round sum)
	Total
<i>b) Etablissements pour des maisons individuelles (avec un bilan technique) :</i>	
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungs-Gesellschaft A.-G. in Wien
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler eisenwaren-Industrie- und Handels-A. G. "Moravia" in Wien
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien
	Total
<i>c) Etablissements pour des maisons individuelles (sans bilan technique) :</i>	
17	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A
	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungsanstalt in Wien
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien
	Total
	Total pour les établissements pour des maisons individuelles
	Total pour tous les établissements

DES RÉSERVES DE PRIMES

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS.

Réserves de primes à la fin de 1928 en cour.	Quote-part proportionnelle					
	de la République d'Autriche	de la République tchécoslovaque	de la République de Pologne	du Royaume d'Italie	du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	du Royaume de Roumanie
15.299.542	49,65	48,50	0,44	0,91	0,50	—
7.279.461	58,93	35,78	1,60	0,03	3,66	—
6.359.594	69,62	24,48	1,73	2,41	1,32	0,44
4.442.077	66,94 ^s	32,48 ^s	0,54 ^s	0,01 ^d	0,00 ^s	—
3.931.732	61,27	24,80	5,91	6,42	1,60	—
2.486.313	51,05	36,99	0,67	3,64	6,55	1,10
2.381.100	82,50	11,40	—	2,40	3,70	—
42.179.819						
11.583.070	96,89	3,11	—	—	—	—
4.853.432	91,41	0,52	5,85	1,20	—	1,02
4.795.534	49,36	40,54	1,94	—	8,16	—
3.186.150	90,66	6,40	2,94	—	—	—
2.346.199	8,64	91,36	—	—	—	—
1.745.673	47,61	43,71	8,68	—	—	—
1.116.397	63,29	36,71	—	—	—	—
1.008.694	34,67	65,33	—	—	—	—
943.303	36,36	63,64	—	—	—	—
31.578.452						
761.516	81,09	9,61	—	9,30	—	—
1.907.680	61,07	28,75	—	10,18	—	—
2.356.071	79,58	18,50	—	1,92	—	—
2.269.440	79,64	16,80	3,56	—	—	—
2.179.711	67,54	29,97	—	2,49	—	—
1.340.546	89,89	—	—	5,83	4,28	3,95
1.115.669	77,08	12,65	6,32	—	—	—
1.062.380	32,51	67,49	—	—	—	—
561.097	87,66	12,34	—	—	—	—
13.554.110						
45.132.562						
87.312,381						

ANNEXE II. LISTE DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS D'ASSURANCE
LES MONTANTS SONT INDIQUÉS

No d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre	Dette gagée existant à la fin de 1918 contractée à l'occasion de la souscription de titres d'emprunt de guerre	Titres d'avant-guerre
<i>a) Etablissements généraux :</i>				
1	Textilindustrie, Wien	7.138	1.647	1.700,0
2	Güterbeamte, Wien	1.277	377	¹ 230,0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.960	1.576	70,0
5	Papierindustrie, Wien	8.675	5.049	132,0
4	Pharmazeuten, Wien	—	7.163	15,0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	—	—	—
7	Faktorenverband, Wien	774	—	—
	Total	1.801	581	¹ 774,0
<i>b) Etablissements pour des maisons individuelles, avec bilan technique :</i>				
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429,3	—	450,0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3.250	—	675,6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz,	—	—	420,0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	—	—	280,0
12	J. F. Auersperg, Wien	726,4	—	279,6
13	Dampfkesseluntersuchungs- und Versich.-Ges. Wien	650	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	2.350	618	—
15	"Moravia", Wien	600	—	71,6
16	Fefabriken, Wien	1.150	—	—
	Total	770	—	160,0
<i>c) Etablissements pour des maisons individuelles, sans bilan technique :</i>				
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10,5
	" " " " B	—	—	77,5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.300	—	200,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.280	310	—
20	Schenker & Co., Wien	2.399	973	325,0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50,0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100,0
24	Gutmann, Wien	319	—	64,2
	Total	6.213	1.283	827,2
Établissements pour des maisons individuelles, Total		16.138,7	1.901	3.164,0
Tous les Établissements, Total		38.763,7	18.294	6.085,0

¹ Vendus pour 214.000 cour.

² Y compris un nominal de 764.000 cour. vendu et remplacé par un nominal de 1.120.000 cour. österr. Staatsschatzscheine.

³ Y comprises : a) des primes arriérées de 23.739 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 28.000 cour. sur le territoire de la République de Pologne et de 247.000 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie ; b) des hypothèques de 131.936 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque.

⁴ Y comprises : a) des primes arriérées, de 2.335 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 5.225 cour. sur le territoire de la République de Pologne et de 9.196 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie ; b) 13.667 cour. roumaines à 150 cour. autrichiennes.

⁵ Y comprises : des primes et taxes arriérées de 8.870 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 6.357 cour. sur le territoire de la République de Pologne, de 1.452 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie, de 1.052 cour. sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de 360 cour. sur le territoire du Royaume de Roumanie ; en outre un avoir à Prague de 53.570 couronnes non estampillées et une créance de 103 couronnes contractée sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes y sont compris.

⁶ De ce montant seront restitués aux déposants :

des primes payées d'avance	145.932 cour.
des parts de réserves de primes et des primes à restituer	1.474.969 "
des primes à assigner et des réserves de primes pas mises en compte	455.349 "

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924.
EN MILLIERS DE COURONNES.

D'autres effets	Encaisse, avoir, hypothèques et d'autres créances	Passifs	90 % des revenus	Produit de lotissement d'effets	Immeubles		Argent comptant à répartir
					valeur portée sur les livres	valeur estimative	
100,0	³ 4.402	⁶ 2.155	1.986	8.217	.	.	³ 12.450
70,0	13.077	—	1.491	2.957	.	.	17.525
—	4.087	⁷ 158	1.746	1.250	.	.	6.925
120,0	1.034	—	1.034	55	.	.	2.123
—	⁴ 6.054	56	2.465	8.894	.	.	⁴ 17.357
7,5	⁵ 774	32	722	1.309	.	.	⁵ 2.773
—	208	1	597	202	.	.	1.006
297,5	29.636	2.402	10.041	22.884	.	.	60.159
1,310,8	14	3	¹⁰ 17.563	2.930	550.059	550	21.054
389,3	⁸ 2.550	814	505	116	1.725.842	2.205.000	⁸ 2.207.357
1.992,8	506	—	16.457	3.181	—	—	20.144
168,3	378	7	11.879	101.073	527.800	700.000	813.323
400,8	12.366	⁹ 944	¹¹ 57.126	¹⁴ 61.113	—	—	129.661
140,0	3	⁰⁴	406	136	—	—	545
282,0	22	64	181	320	—	—	459
221,0	—	90	¹² 18.094	¹⁵ 9.652	—	—	27.566
137,0	167	—	¹³ 19.426	¹⁶ 1.275	—	—	20.868
5.042,0	16.006	1.922 ⁰³	141.637	179.706	2.803.701	2.905.550	3.240.977
30,6	47	—	1.786	715	—	—	2.548
704,3	4.326	2	14.031	1.610	—	—	19.965
125,0	592	4	¹⁷ 16.902	336	—	—	17.826
16,8	1.220	—	218	170	—	—	1.608
985,3	42	—	693	51	—	—	786
20,0	677	—	376	320	145.486	29.097	30.470
—	¹⁸ 363	7	240	²⁰ 793	—	—	¹⁸ 1.389
280,0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	²¹ 163	260	—	—	466
2.162,0	7.483	23	34.519	4.494	145.486	29.097	75.570
7.204,0	23.489	1.945	176.156	184.200	2.949.187	2.934.647	3.316.547
7.501,5	53.125	4.347	186.197	207.084	2.949.187	2.934.647	3.376.706

¹ De ce montant seront restituées aux déposants :

des primes payées d'avance 12.870 cour.
des parts de réserves de primes et des primes à restituer 1.989 "

² Y compris le produit de la vente de la maison à Prague.

³ Y comprises 936.331 cour. autrichiennes déboursées pour des frais d'administration.

⁴ Y comprises 7.776.— cour. tchécosl. à 2100 cour. autrich.

⁵ " 11.218.50 " " 2100 " "

⁶ " 8.566.40 " " 2100 " "

⁷ " 4.543.46 " " 2100 " "

⁸ " 28.960.— " " 2100 " "

⁹ " 4.526.65 " " 2100 " "

¹⁰ " 435.78 " " 2100 " "

¹¹ " 5.916.15 " " 2000 " "

¹² " 2.231.— " hongr. " 0.90 " "

¹³ " 13.275.— " " 0.90 " "

¹⁴ " 48.220.— " " 0.90 " "

¹⁵ Y compris les intérêts des titres d'emprunt de guerre pas encore nostrifiés.

ANNEXE III

LISTE DE LA RÉPARTITION DES FONDS DES ÉTABLISSEMENTS D'ASSURANCE

LES MONTANTS SONT INDICUÉS

N° d'ordre de l'établissement	Dénomination et siège de l'établissement (La dénomination complète des établissements est indiquée dans l'annexe I)	Titres d'emprunt de guerre						Titres d'avant-guerre	
		République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque
a) Etablissements généraux :									
1	Textilindustrie, Wien	3.544,0	3.461,9	31,4	65,0	35,7	—	844,0	824,5
2	Güterbeamte, Wien	752,6	456,9	20,4	0,4	46,7	—	135,5	82,3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2.060,8	724,6	51,2	71,3	39,1	13,0	48,7	17,2
4	Papierindustrie, Wien	5.807,5	2.818,2	47,6	1,2	0,5	—	88,4	42,9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9,2	3,7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaften, Wien	395,1	286,3	5,2	28,2	50,7	8,5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1.485,8	205,3	—	43,2	66,7	—	638,6	88,2
	Total	14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	1.764,4	1.058,8
		14.045,8	7.953,2	155,8	209,3	239,4	21,5	1.007,0	1.058,8
b) Etablissements pour des maisons individuelles, avec bilan technique :									
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415,9	13,4	—	—	—	—	436,0	14,0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2.970,8	16,9	190,1	39,0	—	33,2	617,6	3,5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207,3	170,3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	68,6	46,5	21,3	—	—	—	253,9	17,9
12	F. J. Auersperg, Wien	56,2	593,8	—	—	—	—	24,2	255,4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1.118,8	1.027,2	204,0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Hagelberg	379,7	220,3	—	—	—	—	45,3	26,3
15	„ Moravia “, Wien	398,7	751,3	—	—	—	—	—	—
16	Ferzfabriken, Wien	280,0	490,0	—	—	—	—	58,2	101,8
	Total	6.278,7	3.159,4	415,4	39,0	—	33,2	1.642,5	589,2
c) Etablissements pour des maisons individuelles, sans bilan technique :									
17	Dreher A.-G., Wien. Abt. A.	—	—	—	—	—	—	8,5	1,0
	Dreher A.-G., Wien. Abt. B.	—	—	—	—	—	—	47,3	22,3
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1.034,5	240,5	—	25,0	—	—	159,2	37,0
19	Gisela-Verein, Wien	1.019,4	215,0	45,6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co., Wien	1.620,3	719,0	—	59,7	—	—	219,5	97,4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449,5	—	—	29,1	21,4	—	45,0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134,9	280,1	—	—	—	—	32,5	67,5
24	Gutmann, Wien	279,6	39,4	—	—	—	—	56,3	7,9
	Total	4.538,2	1.494,0	45,6	113,8	21,4	—	568,3	233,1
	Etablissements p ^r des maisons individuelles, Total	10.816,9	4.653,4	461,0	152,8	21,4	33,2	2.210,8	822,3
	Tous les Etablissements, Total	24.862,7	12.606,6	616,8	362,1	260,8	54,7	2.968,2	1.881,1
	Pour balancer les plus- ou moins-values des effets assignés selon annexe IV	—	—	—	—	—	—	—	—
	Par conséquent	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Cet article de décompte se compose a) d'un nominal de 994.000 cour. à titre de compensation pour un nominal de 764.000 cour. vendu par l'établissement « Faktorenverband » et pour un nominal de 230.000 cour. vendu par l'établissement « Güterbeamten » et b) d'un nominal de 13.000 cour. cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes pour un nominal de 11.500 cour. d'autres effets (voyez la note N° 3) et pour 1500 cour. d'argent comptant.

² Cédé par la République d'Autriche.

³ Se composant d'un nominal de 1.120.000 cour. österr. Staatsschatzschaine et d'un nominal de 11.500 cour. d'autres effets, qui est cédé par le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes à la République d'Autriche (voyez la note N° 1).

⁴ Cédé à la République d'Autriche (voyez les notes N° 1 et 3).

⁵ Se composant a) du produit de 214.000 cour. de la vente d'un nominal de 230.000 cour. de rentes d'avant-guerre de l'établissement « Güterbeamten » et b) de 1500 cour. d'argent comptant pour le nominal de 1500 cour. des rentes d'avant-guerre cédé au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (voyez la note N° 1).

⁶ Cet article de décompte résulte de l'assignation d'avoirs sur le territoire de l'Etat national respectif et de primes arriérées sur ces territoires, savoir :

SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS QUI EXISTAIENT A LA DATE DU 31 MARS 1924.
EN MILLIERS DE COURONNES.

Titres d'avant-guerre				D'autres effets						Encaisse					
République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie	République d'Autriche	République tchéco-slovaque	République de Pologne	Royaume d'Italie	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	Royaume de Roumanie
7,5	15,5	8,5	—	49,7	48,5	0,4	0,9	0,5	—	6.182	6.038	55	113	62	—
3,7	0,1	8,4	—	41,3	25,0	1,1	0,0	2,6	—	10.328	6.271	280	5	641	—
1,2	1,7	0,9	0,3	—	—	—	—	—	—	4.821	1.695	120	167	91	—
0,7	—	—	—	80,3	39,0	0,7	—	—	—	1.421	690	12	—	—	31
0,9	1,0	0,2	—	—	—	—	—	—	—	10.635	4.304	1.026	1.114	278	—
—	—	—	—	3,8	2,8	—	0,3	0,5	0,1	1.416	1.026	18	101	182	30
—	18,6	28,6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14,0	36,9	46,6	0,3	175,1	115,3	2,2	1,2	3,6	0,1	35.633	20.139	1.511	1.524	1.291	61
—	—	+13,0	—	+1.131,5	—	—	—	—11,5	—	+216	—218	—12	—11	—3	—
14,0	36,9	59,6	0,3	1.306,6	115,3	2,2	1,2	—7,9	0,1	35.849	19.921	1.499	1.513	1.288	61
—	—	—	—	1.270,0	40,8	—	—	—	—	19.849	655	—	—	—	—
39,5	8,1	—	6,9	355,8	2,0	22,8	4,7	—	4,0	187.255	11.478	129.131	26.488	—	22.515
8,1	—	34,3	—	983,6	807,9	38,7	—	162,6	—	9.943	8.166	391	—	1.644	—
8,2	—	—	—	152,6	10,8	4,9	—	—	—	37.358	52.053	23.912	—	—	—
—	—	—	—	34,6	366,2	—	—	—	—	11.203	118.458	—	—	—	—
—	—	—	—	66,7	61,2	12,1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178,5	103,5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76,6	144,4	—	—	—	—	9.557	18.009	—	—	—	—
—	—	—	—	49,8	87,2	—	—	—	—	7.588	13.280	—	—	—	—
55,8	8,1	34,3	6,9	3.168,2	1.624,0	78,5	4,7	162,6	4,0	—91.206	222.505	153.481	26.488	1.644	22.515
—	—	—	—	24,8	2,9	—	2,9	—	—	2.066	245	—	237	—	—
—	1,0	—	—	430,1	202,5	—	71,7	—	—	12.193	5.740	—	2.032	—	—
—	7,9	—	—	99,5	23,1	—	2,4	—	—	14.186	3.298	—	342	—	—
—	3,8	—	—	13,4	2,8	—	—	—	—	1.281	270	—	—	—	—
—	—	—	—	665,5	295,3	—	24,5	—	—	531	236	—	—	—	—
—	8,1	—	—	18,0	—	—	1,1	0,9	—	1.707	—	—	1.776	1.304	—
—	2,9	2,1	—	—	—	—	—	—	—	1.070	176	88	—	—	—
—	—	—	—	91,0	189,0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	55
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23,7	2,1	—	1.342,3	715,6	0,6	102,6	0,9	—	30.194	10.369	145	4.406	1.304	55
55,8	31,8	36,4	6,9	4.510,5	2.339,6	79,1	107,3	163,5	4,0	—61.012	232.874	153.626	30.894	2.948	22.570
69,8	68,7	96,0	7,2	5.817,1	2.454,9	81,3	108,5	155,6	4,1	—25.163	252.795	155.125	32.407	4.236	22.631
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	f	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	600	+201	—123	—617	+555	+584
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—25.763	252.996	155.002	31.790	4.791	23.215

a) d'avoirs sur le territoire de la République tchécoslovaque de 131.936 cour. et de 53.570 cour. non estampillées.

b) de primes arriérées de 34.944 cour. sur le territoire de la République tchécoslovaque, de 11.610 cour. sur le territoire de la République de Pologne de 10.895 cour. sur le territoire du Royaume d'Italie et de 360 cour. sur le territoire du Royaume de Roumanie.

c) Cet article de compte résulte de l'avoir de 103 cour. sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de primes arriérées de 1.052 cour. sur le territoire du même Royaume et de 1500 cour. d'argent comptant pour le nominal de 1500 cour. de rentes d'avant-guerre cédé par la République d'Autriche (voyez les notes N° 1 et 5).

d) Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 550.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

e) Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 2.205.000.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

f) Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 700.000.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

g) Ce montant résulte déduction faite de la valeur estimative de 29.097.000 cour. des immeubles que la République d'Autriche conserve.

ANNEXE IV

LISTE DE LA RÉPARTITION DES RENTES D'AVANT-GUERRE ET DES AUTRES EFFETS
GUERRE) DES ÉTABLISSEMENTS SUPPLÉANTS

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
	a) RENTES D'AVANT-GUERRE :				
I	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1.010.000		49,65	501.465
2		230.000		58,93	135.539
7		7.200		82,50	5.940
8		450.000		96,89	436.000
10		100.000		49,36	49.360
11		60.000		90,66	54.396
16		100.000		36,36	36.360
17B		64.500		61,07	39.390
24		1.000		87,66	877
	¹ vendu. arrondi . . .	2.022.700	1.050	.	1.259.332
		.	.	.	1.259.300
I	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Jänner- Juli)	300.000		49,65	148.950
10		100.000		49,36	49.360
11		34.000		90,66	30.824
12		100.600		8,64	8.692
14		51.600		63,29	32.658
	arrondi . . .	586.200	1.090	.	270.484
		.	.	.	270.500
9	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (Februar- August)	40.000		91,41	36.564
10		10.000		49,36	4.936
11		103.000		90,66	93.380
12		29.000		8,64	2.506
24		600		87,66	526
	arrondi . . .	182,600	1.750	.	137.912
		.	.	.	137.900
9	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (April-Oktober)	10.000		91,41	9.141
10		10.000		49,36	4.936
24		50.000		87,66	43.830
	arrondi . . .	70.000	6.100	.	57.907
		.	.	.	57.900
10	4% österr. Goldrente steuerfr. (April-Oktober) arrondi . . .	100.000	28.500	49,36	49.360
		.	.	.	49.400

EXISTANT A LA DATE DU 31 MARS 1924 (A L'EXCEPTION DES TITRES D'EMPRUNT DE D'ASSURANCE SUR LES PENSIONS D'EMPLOYÉS

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
48,50	489.850	0,44	4.444	0,91	9.191	0,50	5.050	—	—
35,78	82.294	1,60	3.680	0,03	69	3,66	8.418	—	—
11,40	821	—	—	2,40	173	3,70	266	—	—
3,11	13.995	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	3.840	2,94	1.764	—	—	—	—	—	—
63,64	63.640	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	18.544	—	—	10,18	6.566	—	—	—	—
12,34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713.647	.	11.828	.	15.999	.	21.894	.	—
.	713.700	.	11.800	.	16.000	.	21.900	.	—
48,50	145.500	0,44	1.320	0,91	2.730	0,50	1.500	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	2.176	2,94	1.000	—	—	—	—	—	—
91,36	91.908	—	—	—	—	—	—	—	—
36,71	18.942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299.066	.	4.260	.	2.730	.	9.660	.	—
.	299.100	.	4.300	.	2.700	.	9.600	.	—
0,52	208	5,85	2.340	1,20	480	—	—	1,02	408
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
6,40	6.592	2,94	3.028	—	—	—	—	—	—
91,36	26.494	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37.422	.	5.562	.	480	.	816	.	408
.	37.400	.	5.600	.	500	.	800	.	400
0,52	52	5,85	585	1,20	120	—	—	1,02	102
40,54	4.054	1,94	194	—	—	8,16	816	—	—
12,34	6.170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10.276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10.300	.	800	.	100	.	800	.	100
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
.	40.500	.	1.900	.	—	.	8.200	.	—

Annexe IV, 1^{re} suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
1	4% österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.)	190.000		49,65	94.335
3		70.000		69,62	48.734
4		20.000		66,94 ^s	13.389
5		15.000		61,27	9.191
7		¹ 766.800		82,50	632.610
9		565.600		91,41	517.015
10		100.000		49,36	49.360
11		80.000		90,66	72.528
12		150.000		8,64	12.960
16		60.000		36,36	21.816
17A		10.500		81,09	8.514
18		200.000		79,58	159.160
20		325.000		67,54	219.505
21		50.000		89,89	44.945
23		100.000		32,51	32.510
24		12.600		87,66	11.045
	arrondi . . .	2.715.500	1.080	.	1.947.617
	¹ y compris un nominal vendu de 764.000 cour.	.	.	.	1.947.600
9 17B	3 ½% öst. Invest.-Rente steuerfr. (Febr.-Aug.)	60.000		91,41	54.846
		13.000		61,07	7.939
	arrondi . . .	73.000	850	.	62.785
		.	.	.	62.800
1	4% österr. Staatsrenten-Anleihen, lit. B. 1912 arrondi . . .	200.000	1.050	49,65	99.300
		.	.	.	99.300
4 11 14	4 ½% österr. Schatzscheine 1914	¹ 112.000		66,94 ^s	74.978
		3.000		90,66	2.720
		² 20.000		63,29	12.658
	arrondi . . .	135.000	800	.	90.356
		.	.	.	90.400
	Total a) . . .	6.085.000	.	.	3.975.100
	¹ y compris un nominal loti de 34.500 cour.				
	² y compris un nominal loti de 12.100 cour.				
	b) D'AUTRES EFFETS :				
	I. Titres autrichiens :				
11	45 Stück III. Elisabethbahnaktien la plus petite pièce à 400 cour., donc .	¹ 18.000	10.000	90,66	16.319
	¹ 1 pièce loti.	.	.	.	16.400

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
48,50	92.150	0,44	836	0,91	1.729	0,50	950	—	—
24,48	17.136	1,73	1.211	2,41	1.687	1,32	924	0,44	308
32,48 ^a	6.497	0,54 ^b	110	0,01 ^d	3	0,00 ^e	1	—	—
24,80	3.720	5,91	886	6,42	963	1,60	240	—	—
11,40	87.415	—	—	2,40	18.403	3,70	28.372	—	—
0,52	2.941	5,85	33.088	1,20	6.787	—	—	1,02	5.769
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
6,40	5.120	2,94	2.352	—	—	—	—	—	—
91,36	137.040	—	—	—	—	—	—	—	—
63,64	38.184	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.009	—	—	9,30	977	—	—	—	—
18,50	37.000	—	—	1,92	3.840	—	—	—	—
29,97	97.403	—	—	2,49	8.092	—	—	—	—
—	—	—	—	5,83	2.915	4,28	2.140	—	—
67,49	67.490	—	—	—	—	—	—	—	—
12,34	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635.200	.	40.423	.	45.396	.	40.787	.	6.077
.	635.200	.	40.400	.	45.400	.	40.800	.	6.100
0,52	312	5,85	3.510	1,20	720	—	—	1,02	612
28,75	3.738	—	—	10,18	1.323	—	—	—	—
.	4.050	.	3.510	.	2.043	.	—	.	612
.	4.100	.	3.500	.	2.000	.	—	.	600
48,50	97.000	0,44	880	0,91	1.820	0,50	1.000	—	—
.	97.000	.	900	.	1.800	.	1.000	.	—
32,48 ^a	36.384	0,54 ^b	615	0,01 ^d	16	0,00 ^e	7	—	—
6,40	192	2,94	88	—	—	—	—	—	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43.918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43.900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1.881.200	.	69.900	.	68.500	.	83.100	.	7.200
6,40	1.152	2,94	529	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annexe IV, 2^{me} suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
8 9 10 14	4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u. II	100.000 80.000 100.000 11.000		96,89 91,41 49,36 63,29	96.890 73.128 49.360 6.962
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	291.000 .	150 .	. .	226.340 226.400
10	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917 arrondi	50.000 .	110 .	49,36 .	24.680 24.700
15	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918 arrondi	160.000 .	80 .	34,67 .	55.472 55.500
8 17B	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh. 65 J. verl. arrondi	540.000 15.600 555.600 .		96,89 61,07 . 155	523.206 9.527 532.733 532.700
1	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com- Schuld., inh. 65 J. verl. arrondi	100.000 .	80 .	49,65 .	49.650 49.700
14	4 ½% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com- Schuld., inh. 65 J. verl. arrondi	34.000 .	85 .	63,29 .	21.519 21.500
17B	4 ½% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl. arrondi 1 loti en totalité.	1 1.200 .	4.500 .	61,07 .	733 700
17B	4% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl. arrondi 1 loti en totalité.	1 5.000 .	4.300 .	61,07 .	3.054 3.100
10	4% Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst. arrondi	70.000 .	70 .	49,36 .	34.552 34.500
12	6% Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.- Anst. arrondi	40.000 .	96 .	8,64 .	3.456 3.500

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
3.11	3,110	—	—	—	—	—	—	—	—
0.52	416	5.85	4,680	1.20	960	—	—	1.02	816
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	4,038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48,104	.	6,620	.	960	.	8,160	.	816
.	48,000	.	6,600	.	1,000	.	8,200	.	800
40.54	20,270	1.94	970	—	—	8.16	4,080	—	—
.	20,200	.	1,000	.	—	.	4,100	.	—
65.33	104,528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104,500	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	16,794	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	4,485	—	—	10.18	1,588	—	—	—	—
.	21,279	.	—	.	1,588	.	—	.	—
.	21,300	.	—	.	1,600	.	—	.	—
48.50	48,500	0.44 ¹	440	0.91	910	0.50	500	—	—
.	48,500	.	400	.	900	.	500	.	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,500	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	345	—	—	10.18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28.75	1,437	—	—	10.18	509	—	—	—	—
.	1,400	.	—	.	500	.	—	.	—
40.54	28,378	1.94	1,358	—	—	8.16	5,712	—	—
.	28,400	.	1,400	.	—	.	5,700	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annexe IV, 3^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne de la fin du mars 1924)	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
10	8% Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt arrondi	640.000	98	49,36	315.904 315.900
2	4% Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt arrondi ¹ loti en totalité.	¹ 50.000	70	58,93	29.465 29.500
2	4 ½% Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanstalt arrondi	20.000	75	58,93	11.786 11.800
21	4 ½% Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa. arrondi	20.000	75	89,89	17.978 18.000
23	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hart- berg, Em. 1908 la plus petite pièce à 2000 cour., donc	180.000	200	32,51	58.518 58.000
10	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 la plus petite pièce à 2000 cour., donc. ¹ Loti en totalité.	¹ 100.000	150	49,36	49.360 50.000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 ¹ par pièce.	7.500	¹ 180	51,05	3.829 3.900
	Total b) I.	2.342.300	.	.	1.455.800
	II. Titres tchécoslovaques :				
9	4% steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nord-bahn.	120.000		91,41	109.692
10		100.000		49,36	49.360
14		15.200		63,29	9.620
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	235.200	132.000	.	168.672 168.800
9	4% Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 la plus petite pièce à 400 cour., donc .	6.000	132.000	91,41	5.485 5.600
17B	4% Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn la plus petite pièce à 400 cour., donc .	25.600	130.000	61,07	15.634 15.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
40,54 .	259.456 259.500	1,94 .	12.416 12.400	— .	— —	8,16 .	52.224 52.200	— .	— —
35,78 .	17.890 17.900	1,60 .	800 800	0,03 .	— 15	3,66 .	1.830 1.800	— .	— —
35,78 .	7.156 7.200	1,60 .	320 300	0,03 .	— 6	3,66 .	732 700	— .	— —
— .	— —	— .	— —	5,83 .	1.166 1.200	4,28 .	856 800	— .	— —
67,49 .	121.482 122.000	— .	— —	— .	— —	— .	— —	— .	— —
40,54 .	40.540 40.000	1,94 .	1.940 2.000	— .	— —	8,16 .	8.160 8.000	— .	— —
36,99 .	2.774 2.700	0,67 .	— 50	3,64 .	273 300	6,55 .	491 600	1,10 .	— 83
. .	772.200	. .	25.300	. .	5.600	. .	82.600	. .	800
0,52 40,54 36,71	624 40.540 5.580	5,85 1,94 —	7.020 1.940 —	1,20 — —	1.440 — —	— 8,16 —	— 8.160 —	1,02 — —	1.224 — —
. .	46.744 46.800	. .	8.960 8.800	. .	1.440 1.600	. .	8.160 8.000	. .	1.224 1.200
0,52 .	— 31	5,85 .	351 400	1,20 .	— 72	— .	— —	1,02 .	— 61
28,75 .	7.360 7.200	— .	— —	10,18 .	2.606 2.800	— .	— —	— .	— —

Annexe IV, 4^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin du mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
9	4 ^o Schuldversch. d. Mähr.-schles. Centralbahn la plus petite pièce à 600 cour., donc .	10.200	130.000	91,41	9.324 9.600
19	4 ^o Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn. la plus petite pièce à 400 cour., donc .	16.800	130.000	79,64	13.380 13.200
16	3 ½ ^o Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit, B. Em. 1903 la plus petite pièce à 300 cour., donc .	58.000	120.000	36,36	21.089 21.200
9 13 17B	4 ^o Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	10.500 60.000 36.000		91,41 47,61 61,07	9.598 28.566 22.535
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	107.400	130.000	.	60.699 60.600
	¹ y compris un nominal loti de 2400 cour.	.	.	.	.
17B	4 ^o Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . . . arrondi . . .	6.400	140.000	61,07	3.908 3.900
11 12 17A 17B 18	4 ½ ^o Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 . .	300 30.000 11.200 49.800 125.000		90,66 8,64 81,09 61,07 79,58	272 2.592 9.082 30.413 99.475
	arrondi . . .	216.300	150.000	.	141.834 141.800
12	4 ½ ^o Bankschuldv, d. Živnostenská banka, . . . arrondi . . .	40.000	170.000	8,64	3.456 3.500
12	4 ^o Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank. inh. 50. bzw. 78 J. verl.	100.000 61.000 36.000		8,64 34,67 61,07	8.640 21.149 21.985
15 17B	arrondi . . .	197.000	157.000	.	51.774 51.800
16	4 ^o Com.-Obl. d. Mähr. Landeskulturbank . . . arrondi . . .	79.000	125.000	36,36	28.724 28.700
12	4 ^o Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa arrondi . . .	120.000	176.000	8,64	10.368 10.400
12	4 ½ ^o Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . . . arrondi . . .	56.000	170.000	8,64	4.838 4.800
8 10 12	4 ^o Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisen- bahn. in Silber	72.000 100.000 14.800		96,89 49,36 8,64	69.761 49.360 1.279
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	186.800	103.000	.	120.400 120.400
	Total b) II.	1.360.700	.	.	659.900

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
0,52	53	5,85	597	1,20	122	—	—	1,02	104
.	—	.	600	.	—	.	—	.	—
16,80	2.822	3,56	598	—	—	—	—	—	—
.	3.000	.	600	.	—	.	—	.	—
63,64	36.911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	55	5,85	614	1,20	126	—	—	1,02	107
43,71	26.226	8,68	5.208	—	—	—	—	—	—
28,75	10.609	—	—	10,18	3.756	—	—	—	—
.	36.890	.	5.822	.	3.882	.	—	.	107
.	39.900	.	6.000	.	3.900	.	—	.	—
28,75	1.840	—	—	10,18	652	—	—	—	—
.	1.800	.	—	.	700	.	—	.	—
6,40	19	2,94	9	—	—	—	—	—	—
91,36	27.408	—	—	—	—	—	—	—	—
9,51	1.076	—	—	9,30	1.042	—	—	—	—
28,75	14.317	—	—	10,18	5.070	—	—	—	—
18,50	23.125	—	—	1,92	2.400	—	—	—	—
.	65.945	.	9	.	8.512	.	—	.	—
.	66.000	.	—	.	8.500	.	—	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	91.360	—	—	—	—	—	—	—	—
65,33	39.851	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	10.350	—	—	10,18	3.665	—	—	—	—
.	141.561	.	—	.	3.665	.	—	.	—
.	141.500	.	—	.	3.700	.	—	.	—
63,64	50.276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50.300	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	109.632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109.600	.	—	.	—	.	—	.	—
91,36	51.162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51.200	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	2.239	—	—	—	—	—	—	—	—
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
91,36	13.521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56.300	.	1.940	.	—	.	8.160	.	—
.	56.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200

Annexe IV, 5^e suite.

No d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
III. Titres hongrois :					
9 17B	4 ^o Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl.	200		91,41	183
	¹ loti.	200		61,07	122
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	400	5.000	.	305
	Total b) III. . . .	400	.	.	400
IV. Titres italiens :					
8	4 ^o staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em.	298.000	75.000	96,89	288.732
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	.	.	.	288.800
	Total b) IV. . . .	298.000	.	.	288.800
V. Titres polonais :					
9	4 ^o St.-Schuld v. d. Albrechtsbahn	1200	18.00	91,41	1.097
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	.	.	.	1.200
9 10 17B	4 ^o St.-Schuld v. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn. . .	4.000		91,41	3.656
		100.000		49,36	49.360
		171.200		61,07	104.552
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	275.200	7.000	.	157.568
9 10	4 ^o Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	¹ 44.000		91,41	40.220
		60.000		49,36	29.616
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	104.000	25.000	.	69.836
	¹ y compris un nominal loti de 2000 cour.	.	.	.	70.000
9 14	4 ^o Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn. . .	32.000		91,41	29.251
		13.000		63,29	8.228
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	45.000	25.000	.	37.479
11	4 ^o Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908	¹ 60.000	100	90,66	54.396
	¹ loti en totalité.	.	.	.	54.400
23	4 ^o Anlehen der Stadt Lemberg.	50.000	100	32,51	16.255
	arrondi . . . .	.	.	.	16.300
14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und	33.600	100	63,29	21.265
	Industrie . . . . .	.	.	.	21.300
11 14	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank . .	¹ 73.000		90,66	66.182
		34.000		63,29	21.519
	arrondi	107.000	100	.	87.701
	¹ y compris un nominal loti de 5000 cour.	.	.	.	87.700

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
0,52	1	5,85	12	1,20	2	—	—	1,02	2
28,75	58	—	—	18,10	20	—	—	—	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	59	.	12	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	9.268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	6	5,85	70	1,20	15	—	—	1,02	12
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	21	5,85	234	1,20	48	—	—	1,02	41
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
28,75	49.220	—	—	10,18	17.428	—	—	—	—
.	89.781	.	2.174	.	17.476	.	8.160	.	41
.	90.000	.	2.000	.	17.600	.	8.000	.	—
0,52	229	5,85	2.574	1,20	528	—	—	1,02	449
40,54	24.324	1,94	1.164	—	—	8,16	4.896	—	—
.	24.553	.	3.738	.	528	.	4.896	.	449
.	24.800	.	3.600	.	400	.	4.800	.	400
0,52	166	5,85	1.872	1,20	384	—	—	1,02	327
36,71	4.772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4.938	.	1.872	.	384	.	—	.	327
.	5.000	.	1.800	.	400	.	—	.	400
6,40	3.840	2,94	1.764	—	—	—	—	—	—
.	3.800	.	1.800	.	—	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	12.335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	4.672	2,94	2.146	—	—	—	—	—	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17.153	.	2.146	.	—	.	—	.	—
.	17.200	.	2.100	.	—	.	—	.	—

Annexe IV, 6^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
14 17B	4 ½ % Pfandbriefe der Galiz. Landesbank.	10.000		63,29	6.329
		24.000		61,07	14.657
	arrondi	34.000	100	.	20.986
		.	.	.	21.000
23	4 ½ % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.- Obl.	50.000	100	32,51	16.255
	arrondi . . . . .	.	.	.	16.300
17B	4 % Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl. arrondi	30.000	100	61,07	18,321
		.	.	.	18.300
	Total b) V.	790.000	.	.	501.500
<i>VI. Titres serbes-croates-slovènes :</i>					
8	4 % Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein . . la plus petite pièce à 400 cour., donc . .	204.000	10.000	96,89	197.656
	arrondi . . . . .	.	.	.	197.600
	Total b) VI.	204.000	.	.	197.600
<i>VII. Titres roumains :</i>					
4 10 20	4 % Bukowinaer Landes-Anlehen.	100.000		66,94 ^b	66.945
		20.000		49,36	9.872
		985.300		67,54	665.472
	arrondi	1.105.300	4.000	.	742.289
		.	.	.	742.300
14	4 ½ % Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25.000	100	63,29	15.823
	arrondi . . . . .	.	.	.	15.800
14	4 % Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank.	1 20.000	3.500	63,29	12.658
	1 loti en totalité. arrondi . . . . .	.	.	.	12.700
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa.	17.000	3.500	90,66	15.412
	arrondi . . . . .	.	.	.	15.400
	Total b) VII	1.167.300	.	.	786.200
<i>VIII. Titres autrichiens-tchécoslovaques :</i>					
9	4 % St.-Schuld v. d. Franz Josephbahn.	8.400	90.000	91,41	7.678
	la plus petite pièce à 400 cour., donc . .	.	.	.	7.600
10 17B	4 % St.-Schuld v. d. öst. Nordwest- u. Südnord- deutsch. Verbindungsbahn	60.000		49,36	29.616
		50.000		61,07	30.535
		110.000	100.000	.	60.151
	la plus petite pièce à 400 cour., donc . .	.	.	.	60.000

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
36,71	3.671	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	6.900	—	—	10,18	2.443	—	—	—	—
.	10.571	.	—	.	2.443	.	—	.	—
.	10.600	.	—	.	2.400	.	—	.	—
67,49	33.745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33.700	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	8.625	—	—	10,18	3.054	—	—	—	—
.	8.600	.	—	.	3.100	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
3,11	6.344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
32,48 ^a	32.486	0,54 ^b	549	0,01 ^d	14	0,00 ^e	6	—	—
40,54	8.108	1,94	388	—	—	8,16	1.632	—	—
29,97	295.294	—	—	2,49	24.534	—	—	—	—
.	335.888	.	937	.	24.548	.	1.638	.	—
.	335.900	.	900	.	24.600	.	1.600	.	—
36,71	9.177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.300	.	—	.	—	.	—	.	—
6,40	1.088	2,94	500	—	—	—	—	—	—
.	1.100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
0,52	44	5,85	491	1,20	101	—	—	1,02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40,54	24.324	1,94	1.164	—	—	8,16	4.896	—	—
28,75	14.375	—	—	10,18	5.090	—	—	—	—
.	38.699	.	1.164	.	5.090	.	4.896	.	—
.	38.800	.	1.200	.	5.200	.	4.800	.	—

Annexe IV, 7^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne) de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
4 10	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn i. S.	20.000		66,94 ^b	13.389
	¹ y compris un nominal loti de 4000 cour.	¹ 96.000		49,36	47.386
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	116.000	80.000	.	60.775
	¹ y compris un nominal loti de 4000 cour.	.	.	.	69.800
9	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn	6.400	80.000	91,41	5.850
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	.	.	.	6.000
14	3% Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisen- bahn-Ges.	20.000	65.000	63,29	12.658
	la plus petite pièce à 200 cour., donc .	.	.	.	12.600
14	4% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn	25.200	90.000	63,29	15.949
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	.	.	.	16.000
	Total b) VIII	286.000	.	.	163.000
	<i>IX. Titres tchécoslovaques-polonais :</i>				
10	4% Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn. Em. 1887	99.600	42.000	49,36	49.163
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	.	.	.	49.200
	Total b) IX	99.600	.	.	49.200
	<i>X. Titres polonais-roumains :</i>				
8	4% Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg- Czern.-Jassy. Em. 1894	50.000	11.000	96,89	48.445
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	.	.	.	48.400
8	4% Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern- Jassy, II. Em. 1884	46.800	11.000	96,89	45.345
	la plus petite pièce à 600 cour., donc .	.	.	.	45.600
	Total b) X	96.800	.	.	94.000
	<i>XI. Titres autrichiens-italiens-serbes-croates- slovènes :</i>				
9 10 17A 17B	4% steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn	1.600		91,41	1.463
		100.000		49,36	49.360
		4.000		81,09	3.244
	¹ y compris un nominal loti de 8000 cour.	¹ 138.400		61,07	84.521
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	244.000	11.000	.	138.588
		.	.	.	138.800
9 10 14	4% Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884	¹ 34.800		91,41	31.811
		100.000		49,36	49.360
		12.000		63,29	7.595
	la plus petite pièce à 400 cour., donc .	146.800	30.000	.	88.766
	¹ y compris un nominal loti de 400 cour.	.	.	.	88.800
	Total b) XI	390.800	.	.	227.600

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
32,48 ⁵	6.497	0,54	110	0,01;	3	0,00 ⁵	1	—	—
40,54	38.918	1,94	1.862	—	—	8,16	7.834	—	—
.	45.415	.	1.972	.	3	.	7.835	.	—
.	45.200	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
0,52	33	5,85	375	1,20	77	—	—	1,02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
37,71	7.342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7.400	.	—	.	—	.	—	.	—
36,71	9.251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
40,54	40.378	1,94	1.932	—	—	8,16	8.127	—	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
3,11	1.555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.600	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	1.455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
0,52	9	5,85	93	1,20	19	—	—	1,02	16
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
9,61	384	—	—	9,30	372	—	—	—	—
28,75	39.790	—	—	10,18	14.089	—	—	—	—
.	80.723	.	2.033	.	14.480	.	8.160	.	16
.	80.800	.	2.000	.	14.400	.	8.000	.	—
0,52	181	5,85	2.036	1,20	417	—	—	1,02	355
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,71	4.405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45.126	.	3.976	.	417	.	8.160	.	355
.	45.200	.	4.000	.	400	.	8.000	.	400
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400

Annexe IV, 8^e suite.

N ^o d'ordre de l'établissement	Dénomination des titres	Valeur nominale en couronnes	Valeur estimative (cours de la Bourse à Vienne de la fin de mars 1924	Quote-part proportionnelle	
				de la République d'Autriche	
				pour cent	en cour.
	XII. Titres autrichiens-tchécoslovaques-polonais :				
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn	¹ 30.000		91.41	27,423
10		197.200		49.36	97,338
13		² 80.000		47.61	38,088
14		³ 29.000		63.29	18,354
17A		15.400		81.09	12,488
17B		114.000		61.07	69,620
		465.600	75.500	.	263,311
	la plus petite pièce à 200 cour., donc ¹ , ² et ³ y compris un nominal loti de 14.000 cour.	.	.	.	263,400
	Total b) XII. . . .	465.600	.	.	263,400
	TOTAL DES AUTRES EFFETS :				
	Total b) I. . . .	2.342.300	.	.	1,455,800
	» » II. . . .	1.360.700	.	.	659,900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298.000	.	.	288,800
	» » V. . . .	790.000	.	.	501,500
	» » VI. . . .	204.000	.	.	197,600
	» » VII. . . .	1.167.300	.	.	786,200
	» » VIII. . . .	286.000	.	.	163,000
	» » IX. . . .	99.600	.	.	49,200
	» » X. . . .	96.800	.	.	94,000
	» » XI. . . .	390.800	.	.	227,600
	» » XII. . . .	465.600	.	.	263,400
	Total	7.501.500	.	.	4,687,400
	Liste des plus- ou moins-value résultant vis-à-vis des quotes-parts proportionnelles des titres d'avant-guerre et des autres effet :				
	Group a)				
	» b) I. . . .	.	.	.	+ 10,896
	» » II. . . .	.	.	.	+ 8,720
	» » III. . . .	.	.	.	+ 421,000
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 4,750
	» » V. . . .	.	.	.	+ 51,000
	» » VI. . . .	.	.	.	+ 42,151
	» » VII. . . .	.	.	.	— 5,600
	» » VIII. . . .	.	.	.	+ 1,467
	» » IX. . . .	.	.	.	— 73,000
	» » X. . . .	.	.	.	+ 15,540
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 22,000
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 33,520
	Plus- ou moins-value . . . .	.	.	.	+ 67,195
					+ 599,639

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929

Dr Karel Kazbunda

Directeur des Archives a. i.

Quote-part proportionnelle

de la République tchécoslovaque		de la République de Pologne		du Royaume d'Italie		du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes		du Royaume de Roumanie	
pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.	pour cent	en cour.
0,52	156	5,85	1.755	1,20	360	—	—	1,02	306
40,54	79.945	1,94	3.826	—	—	8,16	16.091	—	—
43,71	34.968	8,68	6.944	—	—	—	—	—	—
36,71	10.646	—	—	—	—	—	—	—	—
9,61	1.480	—	—	9,30	1.432	—	—	—	—
28,75	32.775	—	—	10,18	11.605	—	—	—	—
.	159.970	.	12.525	.	13.397	.	16.091	.	306
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	772.200	.	25.300	.	5.600	.	82.600	.	800
.	644.000	.	18.400	.	21.200	.	16.000	.	1.200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9.200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239.700	.	11.300	.	23.900	.	12.800	.	800
.	6.400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353.500	.	1.400	.	24.600	.	1.600	.	—
.	100.600	.	4.000	.	5.600	.	12.800	.	—
.	40.400	.	2.000	.	—	.	8.000	.	—
.	2.800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126.000	.	6.000	.	14.800	.	16.000	.	400
.	160.000	.	12.600	.	13.400	.	16.000	.	200
.	2.454.800	.	81.000	.	109.100	.	165.800	.	3.400
.	— 9.113	.	— 9.459	.	— 1.846	.	+ 9.637	.	— 115
.	+ 5.715	.	— 12.871	.	— 1.279	.	— 211	.	— 74
.	— 135.490	.	+ 139.680	.	+ 337.310	.	— 376.000	.	— 386.500
.	— 2.950	.	— 600	.	— 1.100	.	—	.	— 100
.	— 51.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91.386	.	— 77.290	.	— 22.017	.	— 35.200	.	+ 970
.	+ 5.600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1.480	.	+ 2.080	.	— 1.520	.	—
.	— 145.200	.	— 3.500	.	+ 315.100	.	+ 36.000	.	— 129.400
.	+ 9.240	.	+ 28.560	.	—	.	— 53.340	.	—
.	— 22.000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30.670	.	+ 3.570	.	— 13.900	.	— 65.600	.	+ 11.740
.	+ 22.650	.	+ 56.625	.	+ 2.265	.	— 68.705	.	— 80.030
.	— 201.039	.	+ 123.235	.	+ 616.613	.	— 554.939	.	— 583.509

ANNEX I.

PROPORTIONATE SHARES

OF THE SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANISATIONS

Serial No.	Name and seat of Organisation
<i>(a) General Supplementary Organisations :</i>	
1	Pensionsinstitut der Angestellten der Textilindustrie in Wien
2	Pensionsinstitut des Vereines für Güterbeamte in Wien
3	Pensionsinstitut für die Bühnen- und Orchesterangehörigen Österreichs in Wien.
4	Pensionsinstitut für Beamte der österreichischen Papierindustrie in Wien
5	Allgemeines Pensionsinstitut der österreichischen Pharmazeuten in Wien
6	Pensionsverein der landwirtschaftlichen Genossenschaften in Österreich in Wien
7	Pensionsinstitut des österreichischen Faktorenverbandes in Wien. (round sum)
	Total
<i>(b) Organisations for individual undertakings (with technical balance-sheet) :</i>	
8	Pensionsinstitut der Österreichischen Alpinen Montangesellschaft in Wien
9	Pensionsinstitut der Allgemeinen Depositenbank in Wien.
10	Pensionskasse für die Beamten der Firma Heinrich Franck Söhne in Linz.
11	Pensionskasse für die Angestellten der A.-G. der Teppich- und Möbelstoff-Fabriken, vorm. Philipp Haas & Söhne in Wien
12	Franz Josef Auersperg'sches Pensionsinstitut in Wien
13	Pensionsinstitut der Angestellten der Dampfkesseluntersuchungs- und Versicherungs-Gesellschaft A.-G. in Wien
14	Pensionsverein der C. Stölzle's Söhne A.-G. für Glasfabrikation in Nagelberg
15	Pensionsinstitut für die Beamten der Homboker und Marienthaler Eisenwaren-Industrie- und Handels-A.G. " Moravia " in Wien
16	Pensionsverein der Aktiengesellschaft der österreichischen Fezfabriken in Wien.
	Total
<i>(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :</i>	
17	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. A
	"Fürsorge" Beamten-Pensionsverein der Familie Dreher und der Vereinigten Brauereien Schwechat-St. Marx-Simmering-Dreher-Mauthner-Meichl-A.-G. in Wien, Abt. B
18	Pensionsinstitut der Beamten und Diener der Wiener Versicherungs-Gesellschaft in Wien
19	Pensionsfonds für die Beamten und Diener des Gisela-Vereines in Wien
20	Pensionsinstitut der Firma Schenker & Co. in Wien
21	Pensionsinstitut für die Bediensteten der Ersten Grazer Aktienbrauerei vorm. Franz Schreiner & Söhne in Graz in Puntigam
22	Pensionsinstitut für die Beamten und Diener der Wiener Lebens- und Renten-Versicherungsanstalt in Wien
23	Pensionsverein der Glashüttenwerke vorm. J. Schreiber & Neffen in Wien.
24	Gutmann'sches Pensionsinstitut in Wien
	Total
	Total for Organisations for individual undertakings
	<i>Total for all Organisations</i>

IN PREMIUM RESERVES
FOR EMPLOYEES' PENSIONS.

Premium reserves at end of 1918 in crowns	Proportionate share					
	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	of the Kingdom of Roumania
15,299,542	49.65	48.50	0.44	0.91	0.50	—
7,279,461	58.93	35.78	1.60	0.03	3.66	—
6,359,594	69.62	24.48	1.73	2.41	1.32	0.44
4,442,077	66.94 ^b	32.48 ^b	0.54 ^a	0.01 ^d	0.00 ^b	—
3,931,732	61.27	24.80	5.91	6.42	1.60	—
2,486,313	51.05	36.99	0.67	3.64	6.55	1.10
2,381,100	82.50	11.40	—	2.40	3.70	—
42,179,819						
11,583,070	96.89	3.11	—	—	—	—
4,853,432	91.41	0.52	5.85	1.20	—	1.02
4,795,534	49.36	40.54	1.94	—	8.16	—
3,186,150	90.66	6.40	2.94	—	—	—
2,346,199	8.64	91.36	—	—	—	—
1,745,673	47.61	43.71	8.68	—	—	—
1,116,397	63.29	36.71	—	—	—	—
1,008,694	34.67	65.33	—	—	—	—
943,303	36.36	63.64	—	—	—	—
31,578,452						
761,516	81.09	9.61	—	9.30	—	—
1,907,680	61.07	28.75	—	10.18	—	—
2,356,071	79.58	18.50	—	1.92	—	—
2,269,440	79.64	16.80	3.56	—	—	—
2,179,711	67.54	29.97	—	2.49	—	—
1,340,546	89.89	—	—	5.83	4.28	—
1,115,669	77.08	12.65	6.32	—	—	3.95
1,062,380	32.51	67.49	—	—	—	—
561,097	87.66	12.34	—	—	—	—
13,554,110						
45,132,562						
87,312,381						

ANNEX II. LIST SHOWING FUNDS OF SUPPLEMENTARY INSURANCE ORGANI-

AMOUNTS ARE SHOWN

No	Name and seat of Organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War Loan Bonds	Pledged debt at end of 1918 contracted through sub- scription to war loan	Pre-war securities
(a) General Supplementary Organisations :				
1	Textilindustrie, Wien	7,138	1,647	1,700.0
2	Güterbeamte, Wien	1,277	377	¹ 230.0
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,960	1,576	70.0
5	Papierindustrie, Wien	8,675	5,049	132.0
4	Pharmazeuten, Wien	—	7,163	15.0
6	Landwirtschaftliche Genossenschaften, Wien	774	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,801	581	² 774.0
	Total	22,625	16,393	2,921.0
(b) Organisation for individual undertakings (With technical balance-sheet) :				
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	429.3	—	450.0
9	Allgemeine Depositenbank, Wien	3,250	—	675.6
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	420.0
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	726.4	—	280.0
12	F. J. Auersperg, Wien	650	—	279.6
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	2,350	618	—
14	C. Stölzle's Söhne, Nagelberg	600	—	71.6
15	"Moravia", Wien	1,150	—	—
16	Fezfabriken, Wien	770	—	160.0
	Total	9,925.7	618	2,336.8
(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :				
17	Dreher A.-G. Wien, Abt. A	—	—	10.5
	" " " " B	—	—	77.5
18	Wiener Versicherungsgesellschaft, Wien	1,300	—	200.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,280	310	—
20	Schenker & Co., Wien	2,399	973	325.0
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	500	—	50.0
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	415	—	100.0
24	Gutmann, Wien	319	—	64.2
	Total	6,213	1,283	827.2
	Total for Organisations for individual undertakings	16,138.7	1,901	3,164.0
	Total for all Organisations	38,763.7	18,294	6,085.0

¹ Sold for 214,000 crowns.² Including a nominal amount of 764,000 crowns, sold and replaced by Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns.³ Including (a) arrears of premiums amounting to 23,739 crowns on Czechoslovak territory, 28,000 crowns on Polish territory, and 247,000 crowns on Italian territory; (b) mortgages of 131,936 crowns on Czechoslovak territory.⁴ Including (a) arrears of premiums amounting to 2,335 crowns on Czechoslovak territory, 5,225 crowns on Polish territory, and 9,196 crowns on Italian territory; (b) 13,667 Roumanian crowns at 150 Austrian crowns.⁵ Including arrears of premiums and charges amounting to 8,870 crowns on Czechoslovak territory, 6,357 crowns on Polish territory, 1,452 crowns on Italian territory, 1,052 crowns on Serb-Croat-Slovene territory, and 360 crowns on Roumanian territory; further assets at Prague amounting to 53,570 unstamped crowns and a credit of 103 crowns on Serb-Croat-Slovene territory.⁶ Of this sum the depositors shall be refunded:

Premiums paid in advance	145,932 crowns
Shares in premium reserves and in premiums to be refunded	1,474,969 "

⁷ Of this sum the depositors shall be refunded:

Premiums to be assigned and reserves of premiums not included in the accounts	455,349 "
Premiums paid in advance	12,870 "
Shares in premium reserves and in premiums to be refunded	1,989 "

SATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.
IN THOUSANDS OF CROWNS.

Other securities	Cash, assets, mortgages and other credits	Liabilities	90 % of income	Yield from allotment of securities	Premises		Cash to be distributed
					Value as entered in the books	Estimated value	
100.0	⁸ 4,402	⁶ 2,155	1,986	8,217	.	.	³ 12,450
70.0	13,077	—	1,491	2,957	.	.	17,525
—	4,087	⁷ 158	1,746	1,250	.	.	6,925
120.0	1,034	—	1,034	55	.	.	2,123
—	⁴ 6,054	56	2,465	8,894	.	.	⁴ 17,357
7.5	⁵ 774	32	722	1,309	.	.	⁵ 2,773
—	208	1	597	202	.	.	1,006
297.5	29,636	2,402	10,041	22,884	.	.	60,159
1,310.8	14	3	¹⁰ 17,563	2,930	550,059	550	21,054
389.3	⁸ 2,550	814	505	116	1,725,842	2,205,000	⁶ 2,207,357
1,992.8	506	—	16,457	3,181	—	—	20,144
168.3	378	7	11,879	101,073	527,800	700,000	813,323
400.8	12,366	⁹ 944	¹¹ 57,126	¹⁴ 61,113	—	—	129,661
140.0	3	⁰⁴	406	136	—	—	545
282.0	22	64	181	320	—	—	459
221.0	—	90	¹² 18,094	¹⁵ 9,652	—	—	27,566
137.0	167	—	¹³ 19,426	¹⁶ 1,275	—	—	20,868
5,042.0	16,006	1,922	141,637	179,706	2,803,701	2,905,550	3,240,977
30.6	47	—	1,786	715	—	—	2,548
704.3	4,326	2	14,031	1,610	—	—	19,965
125.0	592	4	¹⁷ 16,902	336	—	—	17,826
16.8	1,220	—	218	170	—	—	1,608
985.3	42	—	693	51	—	—	786
20.0	677	—	376	320	145,486	29,097	¹⁸ 30,470
—	¹⁸ 363	7	¹⁹ 240	²⁰ 793	—	—	1,389
280.0	164	1	110	239	—	—	512
—	52	9	²¹ 163	260	—	—	466
2,162.0	7,483	23	34,519	4,494	145,486	29,097	75,570
7,204.0	23,489	1,945	176,156	184,200	2,949,187	2,934,647	3,316,547
7,501.5	53,125	4,347	186,197	207,084	2,949,187	2,934,647	3,376,706

* Including the yield from the sale of the office at Prague.

⁸ Including 936,331 Austrian crowns disbursed for costs of administration.

¹⁰ Including 7,776 Czechoslovak crowns at 2,100 Austrian crowns.

¹¹	11,218.50	"	"	2,100	"	"
¹²	8,566.40	"	"	2,100	"	"
¹³	4,543.46	"	"	2,100	"	"
¹⁴	28,960.—	"	"	2,100	"	"
¹⁵	4,526.65	"	"	2,100	"	"
¹⁶	435.78	"	"	2,100	"	"
¹⁷	5,916.15	"	"	2,100	"	"
¹⁸	2,231.— Hungarian	"	"	0.90	"	"
¹⁹	13,275.—	"	"	0.90	"	"
²⁰	48,220.—	"	"	0.90	"	"

²¹ Including interest on war loan bonds not yet nostrificated.

ANNEX III.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF FUNDS OF INSURANCE ORGANISATIONS

AMOUNTS ARE SHOWN IN

No.	Name and seat of organisation (Full name of organisation is given in Annex I)	War loan bonds						Pre-war Securities	
		of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats a. Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic
(a) General Organisations :									
1	Textilindustrie, Wien	3,544.0	3,461.9	31.4	65.0	35.7	—	844.0	824.5
2	Güterbeamte, Wien	752.6	436.9	20.4	0.4	46.7	—	135.5	82.3
3	Bühnen- und Orchesterangehörige, Wien	2,060.8	724.6	51.2	71.3	39.1	13.0	48.7	17.2
4	Papierindustrie, Wien	5,807.5	2,818.2	47.6	1.2	0.5	—	88.4	42.9
5	Pharmazeuten, Wien	—	—	—	—	—	—	9.2	3.7
6	Landwirtschaftl. Genossenschaften, Wien	395.1	286.3	5.2	28.2	50.7	8.5	—	—
7	Faktorenverband, Wien	1,485.8	205.3	—	43.2	66.7	—	638.6	88.2
	Total	14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	1,764.4	1,058.8
								1,007.0	
		14,045.8	7,953.2	155.8	209.3	239.4	21.5	757.4	1,058.8
(b) Organisations for individual undertakings (with technical balance sheet) :									
8	Alpine Montangesellschaft, Wien	415.9	13.4	—	—	—	—	436.0	14.0
9	Allg. Depositenbank, Wien	2,970.8	16.9	190.1	39.0	—	33.2	617.6	3.5
10	Heinrich Franck Söhne, Linz	—	—	—	—	—	—	207.3	170.3
11	Philipp Haas & Söhne, Wien	658.6	46.5	21.3	—	—	—	253.9	17.9
12	F. J. Auersperg, Wien	56.2	593.8	—	—	—	—	24.2	255.4
13	Dampfkesseluntersuchungs- u. Versich.-Ges., Wien	1,118.8	1,027.2	204.0	—	—	—	—	—
14	C. Stölzle's Söhne, Hagelberg	379.7	220.3	—	—	—	—	45.3	26.3
15	„ Moravia“, Wien	398.7	751.3	—	—	—	—	—	—
16	Fezfabriken, Wien	280.0	490.0	—	—	—	—	58.2	101.8
	Total	6,278.7	3,159.4	415.4	39.0	—	33.2	1,642.5	589.2
(c) Organisations for individual undertakings (with no technical balance-sheet) :									
17	Dreher A.-G., Wien, Abt. A.	—	—	—	—	—	—	8.5	1.0
	Dreher A.-G., Wien, Abt. B.	—	—	—	—	—	—	47.3	22.3
18	Wiener Versicher ungsgesellschaft, Wien	1,034.5	240.5	—	25.0	—	—	159.2	37.0
19	Gisela-Verein, Wien	1,019.4	215.0	45.6	—	—	—	—	—
20	Schenker & Co, Wien	1,620.3	719.0	—	59.7	—	—	219.5	97.4
21	F. Schreiner & Söhne, Puntigam	449.5	—	—	29.1	21.4	—	45.0	—
22	Wiener Lebens- u. Renten-Versich.-Anstalt, Wien	—	—	—	—	—	—	—	—
23	J. Schreiber & Neffen, Wien	134.9	280.1	—	—	—	—	32.5	67.5
24	Gutmann, Wien	279.6	39.4	—	—	—	—	56.3	7.9
	Total	4,538.2	1,494.0	45.6	113.8	21.4	—	568.3	233.1
	Organisations for individual undertakings. Total	10,816.9	4,653.4	461.0	152.8	21.4	33.2	2,210.8	822.3
	Total for all organisations	24,862.7	12,606.6	616.8	362.1	260.8	54.7	2,968.2	1,881.1
	To balance plus or minus values of securities assigned under Annex-IV								
	Result								

¹ This item consists of a) a nominal value of 994,000 crowns to balance a nominal value of 764,000 crowns sold by the "Faktorenverband" and a nominal value of 230,000 crowns sold by the "Güterbeamten" and b) a nominal value of 13,000 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to balance a nominal value of 11,500 crowns of other securities (see Note 3), and 1,500 crowns in cash

² Handed over by the Republic of Austria.

³ Consisting of Austrian Treasury bonds to a nominal value of 1,120,000 crowns and other securities to a nominal value of 11,500 crowns handed over by the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes to the Republic of Austria (see Note 1).

⁴ Handed over to the Republic of Austria (see Notes 1 and 3).

⁵ Consisting of a) the proceeds, amounting to 214,000 crowns, from the sale of pre-war bonds of the "Güterbeamten" to a nominal value of 230,000 crowns and b) 1,500 crowns in cash representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (see Note 1).

⁶ This item is due to the assignment of assets in the territory of the country concerned and of arrears of premiums in those territories, viz., a) assets in Czechoslovakia amounting to 131,936 crowns and 53,570 unstamped crowns :

FOR EMPLOYEES' PENSIONS AS EXISTING ON MARCH 31, 1924.
THOUSANDS OF CROWNS.

Pre-war Securities				Other securities						Cash					
of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats and Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats a. Slov.	of the Kingdom of Roumania	of the Austrian Republic	of the Czechoslovak Republic	of the Polish Republic	of the Kingdom of Italy	of the Kingd. of the Serbs, Croats a. Slov.	of the Kingdom of Roumania
7.5	15.5	8.5	—	49.7	48.5	0.4	0.9	0.5	—	6,182	6,038	55	113	62	—
3.7	0.1	8.4	—	41.3	25.0	1.1	0.0	2.6	—	10,328	6,271	280	5	641	—
1.2	1.7	0.9	0.3	—	—	—	—	—	—	4,821	1,695	120	167	91	31
0.7	—	—	—	80.3	39.0	0.7	—	—	—	1,421	690	12	—	—	—
0.9	1.0	0.2	—	—	—	—	—	—	—	10,635	4,304	1,026	1,114	278	—
—	—	—	—	3.8	2.8	—	0.3	0.5	0.1	1,416	1,026	18	101	182	30
—	18.6	28.6	—	—	—	—	—	—	—	830	115	—	24	37	—
14.0	36.9	46.6	0.3	175.1	115.3	2.2	1.2	3.6	—	35,633	20,139	1,511	1,524	1,291	16
—	—	+13.0	—	+1,131.5	—	—	—	—11.5	—	+216	—218	—12	—11	—3	—
14.0	36.9	59.6	0.3	1,306.6	115.3	2.2	1.2	—7.9	0.1	35,849	19,921	1,499 ^f	1,513	1,288	61
—	—	—	—	1,270.0	40.8	—	—	—	—	19,849	655	—	—	—	—
39.5	8.1	—	6.9	355.8	2.0	22.8	4.7	—	4.0	187,255	11,478	129,131	26,488	—	22,515
8.1	—	34.3	—	983.6	807.9	38.7	—	162.6	—	9,943	8,166	391	—	1,644	—
8.2	—	—	—	152.6	10.8	4.9	—	—	—	37,358	52,053	23,912	—	—	—
—	—	—	—	34.6	366.2	—	—	—	—	11,203	118,458	—	—	—	—
—	—	—	—	66.7	61.2	12.1	—	—	—	260	238	47	—	—	—
—	—	—	—	178.5	103.5	—	—	—	—	291	168	—	—	—	—
—	—	—	—	76.6	144.4	—	—	—	—	9,557	18,009	—	—	—	—
—	—	—	—	49.8	87.2	—	—	—	—	7,588	13,280	—	—	—	—
55.8	8.1	34.3	6.9	3,168.2	1,624.0	78.5	4.7	162.6	4.0	—91,206	222,505	153,481	26,488	1,644	22,515
—	1.0	—	—	24.8	2.9	—	2.9	—	—	2,066	245	—	237	—	—
—	7.9	—	—	430.1	202.5	—	71.7	—	—	12,193	5,740	—	2,032	—	—
—	3.8	—	—	99.5	2.3	—	2.4	—	—	14,186	3,298	—	342	—	—
—	8.1	—	—	13.4	2.8	0.6	—	—	—	1,281	270	57	—	—	—
—	2.9	2.1	—	665.5	295.3	—	24.5	—	—	531	236	—	19	—	55
—	—	—	—	18.0	—	—	1.1	0.9	—	1,707	—	—	1,776	1,304	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,070	176	88	—	—	—
—	—	—	—	91.0	189.0	—	—	—	—	166	346	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	408	58	—	—	—	—
—	23.7	2.1	—	1,342.3	715.6	0.6	102.6	0.9	—	30,194	10,369	145	4,406	1,304	55
55.8	31.8	36.4	6.9	4,510.5	2,339.6	9.13	107.3	163.5	4.0	—61,012	232,874	153,626	30,894	2,948	22,570
69.8	68.7	96.0	7.2	5,817.1	2,454.9	71.8	108.5	155.6	4.1	—25,163	252,795	155,125	32,407	4,236	22,631
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	600	+201	—123	—617	+555	+584
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—25,763	252,996	155,002	31,790	4,791	23,215

(b) Arrears of premiums amounting to 34,944 crowns in Czechoslovakia, 11,610 crowns in Poland, 10,895 crowns in Italy and 360 crowns in Roumania.

⁷ This item is due to assets of 103 crowns in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, arrears of premiums amounting to 1,052 crowns in the same Kingdom, and 1,500 crowns in cash, representing the pre-war bonds of a nominal value of 1,500 crowns handed over by the Republic of Austria (see Notes 1 and 5).

⁸ This sum is reached after deduction of 550,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

⁹ This sum is reached after deduction of 2,205,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

¹⁰ This sum is reached after deduction of 700,000,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

¹¹ This sum is reached after deduction of 29,097,000 crowns representing the estimated value of the premises retained by the Republic of Austria.

ANNEX IV.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF PRE-WAR BONDS AND OTHER
BELONGING TO SUPPLEMENTARY INSURANCE

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
	(a) PRE-WAR BONDS :				
1	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Mai-Nov.)	1,010,000		49.65	501,465
2		230,000		58.93	135,539
7		7,200		82.50	5,940
8		450,000		96.89	436,005
10		100,000		49.36	49,360
11		60,000		90.66	54,396
16		100,000		36.36	36,360
17B		64,500		61.07	39,390
24		1,000		87.66	877
	¹ Sold. Round sum . . .	2,022,700	1,050	.	1,259,332
		.	.	.	1,259,300
1	4% einh. conv. steuerfr. Kronenrente (Jänner- Juli)	300,000		49.65	148,950
10		100,000		49.36	49,360
11		34,000		90.66	30,824
12		100,600		8.64	8,692
14		51,600		63.29	32,658
	Round sum . . .	586,200	1,090	.	270,484
		.	.	.	270,500
9	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (Februar- August)	40,000		91.41	36,564
10		10,000		49.36	4,936
11		103,000		90.66	93,380
12		29,000		8.64	2,506
24		600		87.66	526
	Round sum . . .	182,600	1,750	.	137,912
		.	.	.	137,900
9	4.2% einh. Rente ö. W. in Noten (April-Oktober)	10,000		91.41	9,141
10		10,000		49.36	4,936
24		50,000		87.66	43,830
	Round sum . . .	70,000	6,100	.	57,907
		.	.	.	57,900
10	4% österr. Goldenrente steuerfr. (April-Oktober)	100,000	28,500	49.36	49,360
	Round sum . . .	.	.	.	49,400

SECURITIES EXISTING ON MARCH 31st, 1924 (EXCEPT WAR LOAN BONDS)
ORGANISATIONS FOR EMPLOYEES' PENSIONS

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	489,850	0.44	4,444	0.91	9,191	0.50	5,050	—	—
35.78	82,294	1.60	3,680	0.03	69	3.66	8,418	—	—
11.40	821	—	—	2.40	173	3.70	266	—	—
3.11	13,995	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
63.64	63,640	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	18,544	—	—	10.18	6,566	—	—	—	—
12.34	123	—	—	—	—	—	—	—	—
.	713,647	.	11,828	.	15,999	.	21,894	.	—
.	713,700	.	11,800	.	16,000	.	21,900	.	—
48.50	145,500	0.44	1,320	0.91	2,730	0.50	1,500	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	2,176	2.94	1,000	—	—	—	—	—	—
91.36	91,908	—	—	—	—	—	—	—	—
36.71	18,942	—	—	—	—	—	—	—	—
.	299,066	.	4,260	.	2,730	.	9,660	.	—
.	299,100	.	4,300	.	2,700	.	9,600	.	—
0.52	208	5.85	2,340	1.20	480	—	—	1.02	408
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
6.40	6,592	2.94	3,028	—	—	—	—	—	—
91.36	26,494	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	74	—	—	—	—	—	—	—	—
.	37,422	.	5,562	.	480	.	816	.	408
.	37,400	.	5,600	.	500	.	800	.	400
0.52	52	5.85	585	1.20	120	—	—	1.02	102
40.54	4,054	1.94	194	—	—	8.16	816	—	—
12.34	6,170	—	—	—	—	—	—	—	—
.	10,276	.	779	.	120	.	816	.	102
.	10,300	.	800	.	100	.	800	.	100
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
.	40,500	.	1,900	.	—	.	8,200	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share		
				of the Republic of Austria		
				%	in crowns	
1	4% österr. Kronenrente steuerfr. (März-Sept. und Juni-Dez.).	190,000		49.65	94,335	
3		70,000		69.62	48,734	
4		20,000		66.94 ^b	13,389	
5		15,000		61.27	9,191	
7		¹ 766,800		82.50	632,610	
9		565,600		91.41	517,015	
10		100,000		49.36	49,360	
11		80,000		90.66	72,528	
16		150,000		8.64	12,960	
17A		60,000		36.36	21,816	
18		10,500		81.09	8,514	
20		200,000		79.58	159,160	
21		325,000		67.54	219,505	
21		50,000		89.89	44,945	
23		100,000		32.51	32,510	
24	12,600		87.66	11,045		
	Round sum . . .	2,715,500	1,080	.	1,947,617	
	¹ Including a nominal value of 764,000 crowns sold.	.	.	.	1,947,600	
9 17B	3½% öst. Invest.-Rente steuerfr. (Febr.-Aug.)	60,000		91.41	54,846	
		13,000		61.07	7,939	
		Round sum . . .	73,000	850	.	62,785
		.	.	.	62,800	
1	4% österr. Staatsrenten-Anleihen, lit. B, 1912	200,000	1,050	49.65	99,300	
		Round sum	99,300
4 11 14	4½% österr. Schatzscheine 1914	¹ 112,000		66.94 ^b	74,978	
		3,000		90.66	2,720	
		² 20,000		63.29	12,658	
		Round sum . . .	135,000	800	.	90,356
			.	.	.	90,400
	Total a) . . .	6,085,000	.	.	3,975,100	
	¹ Including a nominal value of 34,500 crowns allotted.					
	² Including a nominal value of 12,100 crowns allotted.					
	(b) OTHER SECURITIES :					
	I. <i>Austrian securities :</i>					
11	45 Stück III. Elisabethbahnaktien. the smallest share at 400 crowns.	¹ 18,000	10,000	90.66	16,319	
					¹ 1 share allotted.	16,400

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
48.50	92,150	0.44	836	0.91	1,729	0.50	950	—	—
24.48	17,136	1.73	1,211	2.41	1,687	1.32	924	0.44	308
32.48 ^b	6,497	0.54 ^b	110	0.01 ^d	3	0.00 ^b	1	—	—
24.80	3,720	5.91	886	6.42	963	1.60	240	—	—
11.40	87,415	—	—	2.40	18,403	3.70	28,372	—	—
0.52	2,941	5.85	33,088	1.20	6,787	—	—	1.02	5,769
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
6.40	5,120	2.94	2,352	—	—	—	—	—	—
91.36	137,040	—	—	—	—	—	—	—	—
63.64	38,184	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,009	—	—	9.30	977	—	—	—	—
18.50	37,000	—	—	1.92	3,840	—	—	—	—
29.97	97,403	—	—	2.49	8,092	—	—	—	—
—	—	—	—	5.83	2,915	4.28	2,140	—	—
67.49	67,490	—	—	—	—	—	—	—	—
12.34	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	635,200	.	40,423	.	45,396	.	40,787	.	6,077
.	635,200	.	40,400	.	45,400	.	40,800	.	6,100
0.52	312	5.85	3,510	1.20	720	—	—	1.02	612
28.75	3,738	—	—	10.18	1,323	—	—	—	—
.	4,050	.	3,510	.	2,043	.	—	.	612
.	4,100	.	3,500	.	2,000	.	—	.	600
48.50	97,000	0.44	880	0.91	1,820	0.50	1,000	—	—
.	97,000	.	900	.	1,800	.	1,000	.	—
32.48 ^b	36,384	0.54 ^b	615	0.01 ^d	16	0.00 ^b	7	—	—
6.40	192	2.94	88	—	—	—	—	—	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	43,918	.	703	.	16	.	7	.	—
.	43,900	.	700	.	—	.	—	.	—
.	1,881,200	.	69,900	.	68,500	.	83,100	.	7,200
6.40	1,152	2.94	529	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	400	.	—	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
8	4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anleihe, Em. I u.	100,000		96.89	96,890
9	II	80,000		91.41	73,128
10		100,000		49.36	49,360
14		11,000		63.29	6,962
	Smallest share 200 crowns .	291,000	150	.	226,340
		.	.	.	226,400
10	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1917	50,000	110	49.36	24,680
	Round sum . . . . .	.	.	.	24,700
15	4% Anlehen der Stadt Wien v. J. 1918	160,000	80	34.67	55,472
	Round sum . . . . .	.	.	.	55,500
8	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., inh.	540,000		96.89	523,206
17B	65 J. verl. a	15,600		61.07	9,527
	Round sum	555,600	155	.	532,733
		.	.	.	532,700
1	4% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.- Schuld., inh. 65 J. verl.	100,000	80	49.65	49,650
	Round sum . . . . .	.	.	.	49,700
14	4½% Pfandbr. d. allg. öst. Bodenkredit-A., Com.- Schuld., inh. 65 J. verl.	34,000	85	63.29	—
	Round sum . . . . .	.	.	.	21,519
		.	.	.	21,500
17B	4½% Pfandbr., d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 60 J. verl.	1 1,200	4,500	61.07	733
	Round sum . . . . .	.	.	.	700
	¹ All allotted.				
17B	4% Pfandbr. d. öst. Central-Bodenkreditbk., inh. 65 J. verl.	1 5,000	4,300	61.07	3,054
	Round sum . . . . .	.	.	.	3,100
	¹ All allotted.				
10	4% Pfandbr. d. Kärntner Landes-Hyp.-Anst.	70,000	70	49.36	34,552
	Round sum . . . . .	.	.	.	34,500
12	6% Communal-Obl. d. Niederöst. Landes-Hyp.- Anst.	40,000	96	8.64	3,456
	Round sum . . . . .	.	.	.	3,500

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
3,11	3.110	—	—	—	—	—	—	—	—
0,52	416	5,85	4.680	1,20	960	—	—	1,02	816
40,54	40.540	1,94	1.940	—	—	8,16	8.160	—	—
36,71	4.038	—	—	—	—	—	—	—	—
.	48.104	.	6.620	.	960	.	8.160	.	816
.	48.000	.	6.600	.	1.000	.	8.200	.	800
40,54	20.270	1,94	970	—	—	8,16	4.080	—	—
.	20.200	.	1.000	.	—	.	4.100	.	—
65,33	104.528	—	—	—	—	—	—	—	—
.	104.500	.	—	.	—	.	—	.	—
3,11	16.794	—	—	—	—	—	—	—	—
28,75	4.485	—	—	10,18	1.588	—	—	—	—
.	21.279	.	—	.	1.588	.	—	.	—
.	21.300	.	—	.	1.600	.	—	.	—
48,50	48.500	0,44	440	0,91	910	0,50	500	—	—
.	48.500	.	400	.	900	.	500	.	—
36,71	12.481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12.500	.	—	.	—	.	—	.	—
28,75	345	—	—	10,18	122	—	—	—	—
.	400	.	—	.	100	.	—	.	—
28,75	1.437	—	—	10,18	509	—	—	—	—
.	1.400	.	—	.	500	.	—	.	—
40,54	28.378	1,94	1.358	—	—	8,16	5.712	—	—
.	28.400	.	1.400	.	—	.	5.700	.	—
91,36	36.544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36.500	.	—	.	—	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
10	8% Pfandbr. d. Oberösterr. Landes-Hyp.-Anstalt Round sum . . .	640,000	98	49.36	315,904 315,900
2	4% Pfandbr. d. Tirolischen Land-Hyp.-Anstalt Round sum . . . ¹ Entirely allotted.	¹ 50,000	70	58.93	29,465 29,500
2	4 ½% Pfandbr. d. Linzer allg. Sparkassa und Leihanst. Round sum . . .	20,000	75	58.93	11,786 11,800
21	4 ½% Pfandbr. d. Steiermärk. Sparkassa. . . . Round sum . . .	20,000	75	89.89	17,978 18,000
23	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Fürstenfeld-Hart- berg, Em. 1908 smallest share 2000 crowns	180,000	200	32.51	58,518 58,000
10	4% Prior.-Obl. d. Lokalbahn Mauthausen-Grein, Em. 1906 smallest share 2000 crowns ¹ Entirely allotted.	¹ 100,000	150	49.36	49,360 50,000
6	25 Stück Lose d. österr. Gesellsch. v. Roten Kreuz v. J. 1916 ¹ Per share. Total b) I.	7,500	¹ 180	51.05	3,829 3,900 1,455,800
II. Czechoslovak Securities :					
9	4% steuerfr. Schuldverschreibungen d. Böhm. Nordbahn	120,000		91.41	109,692
10		100,000		49.36	49,360
14		15,200		63.29	9,620
	smallest share 400 crowns	235,200	132,000		168,672 168,800
9	4% Prior.-Obl. d. Böhm. Westbahn, Em. 1885 smallest share 400 crowns	6,000	132,000	91.41	5,485 5,600
17B	4% Prior.-Obl. d. Mähr. Grenzbahn smallest share 400 crowns	25,600	130,000	61.07	15,634 15,600

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
40.54	259,456	1.94	12,416	—	—	8.16	52,224	—	—
.	259,500	.	12,400	.	—	.	52,200	.	—
35.78	17,890	1.60	800	0.03	15	3.66	1,830	—	—
.	17,900	.	800	.	—	.	1,800	.	—
35.78	7,156	1.60	320	0.03	6	3.66	732	—	—
.	7,200	.	300	.	—	.	700	.	—
—	—	—	—	5.83	1,166	4.28	856	—	—
.	—	.	—	.	1,200	.	800	.	—
67.49	121,482	—	—	—	—	—	—	—	—
.	122,000	.	—	.	—	.	—	.	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
.	40,000	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
36.99	2,774	0.67	50	3.64	273	6.55	491	1.10	83
.	2,700	.	—	.	300	.	600	.	—
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
0.52	624	5.85	7,020	1.20	1,440	—	—	1.02	1,224
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	5,580	—	—	—	—	—	—	—	—
.	46,744	.	8,960	.	1,440	.	8,160	.	1,224
.	46,800	.	8,800	.	1,600	.	8,000	.	1,200
0.52	31	5.85	351	1.20	72	—	—	1.02	61
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
28.75	7,360	—	—	10.18	2,606	—	—	—	—
.	7,200	.	—	.	2,800	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
9	4% Schuldversch. d. Mähr.-schles. Centralbahn Smallest share 600 crowns	10,200	130,000	91.41	9,324 9,600
19	4% Prior.-Obl. d. Mähr.-schles. Centralbahn . Smallest share 600 crowns	16,800	130,000	79.64	13,380 13,200
16	3½% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn, lit. B. Em. 1903 Smallest share 400 crowns	58,000	120,000	36.36	21,089 21,200
9 13 17B	4% Prior.-Obl. d. Pilsen-Priesen Bahn	¹ 10,500 60,000 36,900		91.41 47.61 61.07	9,598 28,566 22,535
	Smallest share 400 crowns	107,400	130,000	.	60,699 60,600
	¹ Including a nominal value of 2,400 crowns allotted.				
17B	4% Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1890 . . . Round sum	6,400	140,000	61.07	3,908 3,900
11 12 17A 17B 18	4½% Mährisches Landes-Anlehen v. J. 1911 . .	300 30,000 11,200 49,800 125,000		90.66 8.64 81.09 61.07 79.58	272 2,592 9,082 30,413 99,475
	Round sum	216,300	150,000	.	141,834 141,800
12	4½% Bankschuldv. d. Živnostenská banka . . . Round sum	40,000	170,000	8.64	3,456 3,500
12	4% Com.-Schuldsch. d. Böhm. Landesbank, inh. 50, bzw. 78 J. verl.	100,000 61,000 36,000		8.64 34.67 61.07	8,640 21,149 21,985
15 17B		197,000	157,000	.	51,774 51,800
16	4% Com.-Obl. d. Mähr. Landeskulturbank . . . Round sum	79,000	125,000	36.36	28,724 28,700
12	4% Pfandbr. d. Böhm. Sparkassa Round sum	120,000	176,000	8.64	10,368 10,400
12	4½% Pfandbr. d. Ersten Mähr. Sparkassa . . . Round sum	56,000	170,000	8.64	4,838 4,800
8 10 12	4% Prior.-Obl. d. Kaschau-Oderberger Eisen- bahn, in Silber	72,000 100,000 14,800		96.89 49.36 8.64	69,761 49,360 1,279
	Smallest share 400 crowns	186,800	103,000	.	120,400 120,400
	Total b) II.	1,360,700	.	.	659,900

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	53	5.85	597	1.20	122	—	—	1.02	104
.	—	.	600	.	—	.	—	.	—
16.80	2,822	3.56	598	—	—	—	—	—	—
.	3,000	.	600	.	—	.	—	.	—
63.64	36,911	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	55	5.85	614	1.20	126	—	—	1.02	107
43.71	26,226	8.68	5,208	—	—	—	—	—	—
28.75	10,609	—	—	10.18	3,756	—	—	—	—
.	36,890	.	5,822	.	3,882	.	—	.	107
.	39,900	.	6,000	.	3,900	.	—	.	—
28.75	1,840	—	—	10.18	652	—	—	—	—
.	1,800	.	—	.	700	.	—	.	—
6.40	19	2.94	9	—	—	—	—	—	—
91.36	27,408	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,076	—	—	9.30	1,042	—	—	—	—
28.75	14,317	—	—	10.18	5,070	—	—	—	—
18.50	23,125	—	—	1.92	2,400	—	—	—	—
.	65,945	.	9	.	8,512	.	—	.	—
.	66,000	.	—	.	8,500	.	—	.	—
91.36	36,544	—	—	—	—	—	—	—	—
.	36,500	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	91,360	—	—	—	—	—	—	—	—
65.33	39,851	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	10,350	—	—	10.18	3,665	—	—	—	—
.	141,561	.	—	.	3,665	.	—	.	—
.	141,500	.	—	.	3,700	.	—	.	—
63.64	50,276	—	—	—	—	—	—	—	—
.	50,300	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	109,632	—	—	—	—	—	—	—	—
.	109,600	.	—	.	—	.	—	.	—
91.36	51,162	—	—	—	—	—	—	—	—
.	51,200	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	2,239	—	—	—	—	—	—	—	—
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
91.36	13,521	—	—	—	—	—	—	—	—
.	56,300	.	1,940	.	—	.	8,160	.	—
.	56,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
III. Hungarian securities :					
9 17B	4% Ungar. Theiss-Reg.-Prior.-Obl.	200		91.41	183
	¹ Allotted.	200		61.07	122
	Smallest share 200 crowns	400	5,000	.	305
	Total b) III.	400	.	.	400
IV. Italian securities :					
8	4% staatsgar. Vintschgaubahnprioritäten, I. Em.	298,000	75,000	96.89	288,732
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	288,800
	Total b) IV.	298,000	.	.	288,800
V. Polish securities :					
9	4% St.-Schuldv. d. Albrechtsbahn	1,200	18,000	91.41	1,097
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	1,200
9 10 17B	4% St.-Schuldv. d. Gal. Carl Ludwig-Bahn. . .	4,000		91.41	3,656
		100,000		49.36	49,360
		171,200		61.07	104,552
	Smallest share 400 crowns	275,200	7,000	.	157,568
9 10	4% Prior.-Obl. d. Albrechtsbahn	¹ 44,000		91.41	40,220
		60,000		49.36	29,616
	Smallest share 400 crowns	104,000	25,000	.	69,836
	¹ Including a nominal share of 2,000 crowns allotted.	.	.	.	70,000
9 14	4% Prior.-Obl. d. Galiz. Carl Ludwig-Bahn. . .	32,000		91.41	29,251
		13,000		63.29	8,228
	Smallest share 200 crowns	45,000	25,000	.	37,479
		.	.	.	37,400
11	4% Galiz. Landes-Anl. f. Ortsschulfonds v. J. 1908	¹ 60,000	100	90.66	54,396
	¹ Entirely allotted.	.	.	.	54,400
23	4% Anlehen der Stadt Lemberg.	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . . . .	.	.	.	16,300
14	4½% Pfandbr. d. Galiz. Bank f. Handel und Industrie	33,600	100	63.29	21,265
	Round sum . . . . .	.	.	.	21,300
11 14	4½% Pfandbr. d. Galiz. Act.-Hypoth.-Bank . .	¹ 73,000		90.66	66,182
		34,000		63.29	21,519
	Round sum	107,000	100	.	87,701
	¹ Including a nominal share of 5,000 crowns allotted.	.	.	.	87,700

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	1	5.85	12	1.20	2	—	—	1.02	2
28.75	58	—	—	18.10	20	—	—	—	—
.	59	.	12	.	22	.	—	.	2
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	9,268	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	6	5.85	70	1.20	15	—	—	1.02	12
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	21	5.85	234	1.20	48	—	—	1.02	41
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
28.75	49,220	—	—	10.18	17,428	—	—	—	—
.	89,781	.	2,174	.	17,476	.	8,160	.	41
.	90,000	.	2,000	.	17,600	.	8,000	.	—
0.52	229	5.85	2,574	1.20	528	—	—	1.02	449
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
.	24,553	.	3,738	.	528	.	4,896	.	449
.	24,800	.	3,600	.	400	.	4,800	.	400
0.52	166	5.85	1,872	1.20	384	—	—	1.02	327
36.71	4,772	—	—	—	—	—	—	—	—
.	4,938	.	1,872	.	384	.	—	.	327
.	5,000	.	1,800	.	400	.	—	.	400
6.40	3,840	2.94	1,764	—	—	—	—	—	—
.	3,800	.	1,800	.	—	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	12,335	—	—	—	—	—	—	—	—
.	12,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	4,672	2.94	2,146	—	—	—	—	—	—
36.71	12,481	—	—	—	—	—	—	—	—
.	17,153	.	2,146	.	—	.	—	.	—
.	17,200	.	2,100	.	—	.	—	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
14	4½% Pfandbriefe der Galiz. Landesbank . . .	10,000		63.29	6,329
17B		24,000		61.07	14,657
	Round sum . . .	34,000	100	.	20,986
		.	.	.	21,000
23	4½% Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Com.-Obl.	50,000	100	32.51	16,255
	Round sum . . .	.	.	.	16,300
17B	4% Pfandbr. d. Galiz. Landesbank, Eisenb.-Obl.	30,000	100	61.07	18,321
	Round sum . . .	.	.	.	18,300
	Total b) V.	790,000	.	.	501,500
	<i>VI. Serb-Croat-Slovene securities :</i>				
8	4% Prior.-Obl. der Lokalbahn Laibach-Stein . . .	204,000	10,000	98.89	197,656
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	197,600
	Total b) VI.	204,000	.	.	197,600
	<i>VII. Roumanian securities :</i>				
4	4% Bukowinaer Landes-Anlehen.	100,000		66.94 ⁵	66,945
10		20,000		49.36	9,872
20		985,300		67.54	665,472
	Round sum . . .	1,105,300	4,000	.	742,289
		.	.	.	742,300
14	4½% Anlehen der Stadt Czernowitz v. J. 1908, verl.	25,000	100	63.29	15,823
	Round sum . . .	.	.	.	15,800
14	4% Pfandbr. d. Bukowinaer Landesbank.	¹ 20,000	3,500	63.29	12,658
	Round sum . . .	.	.	.	12,700
	¹ Entirely allotted.				
11	Pfandbr. d. Bukowinaer Sparkassa.	17,000	3,500	90.66	15,412
	Round sum . . .	.	.	.	15,400
	Total b) VII.	1,167,300	.	.	786,200
	<i>VIII. Austrian-Czechoslovak securities :</i>				
9	4% St.-Schuldv. d. Franz Josefbahn	8,400	90,000	91.41	7,678
	Smallest share 300 crowns	.	.	.	7,600
10	4% St.-Schuldv. d. öst. Nordwest- u. Südnord-	60,000		49.36	29,616
17B	deutsch. Verbindungsbahn	50,000		61.07	30,535
	Smallest share 400 crowns	110,000	100,000	.	60,151
		.	.	.	60,000

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
36.71	3,671	—	—	—	—	—	—	—	—
28.75	6,900	—	—	10.18	2,443	—	—	—	—
.	10,571	.	—	.	2,443	.	—	.	—
.	10,600	.	—	.	2,400	.	—	.	—
67.49	33,745	—	—	—	—	—	—	—	—
.	33,700	.	—	.	—	.	—	.	—
28.75	8,625	—	—	10.18	3,054	—	—	—	—
.	8,600	.	—	.	3,100	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
3.11	6,344	—	—	—	—	—	—	—	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
32.48 ⁸	32,486	0.54 ⁹	549	0.01 ⁴	14	0.00 ⁸	6	—	—
40.54	8,108	1.94	388	—	—	8.16	1,632	—	—
29.97	295,294	—	—	2.49	24,534	—	—	—	—
.	335,888	.	937	.	24,548	.	1,638	.	—
.	335,900	.	900	.	24,600	.	1,600	.	—
36.71	9,177	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,300	.	—	.	—	.	—	.	—
6.40	1,088	2.94	500	—	—	—	—	—	—
.	1,100	.	500	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
0.52	44	5.85	491	1.20	101	—	—	1.02	86
.	—	.	400	.	400	.	—	.	—
40.54	24,324	1.94	1,164	—	—	8.16	4,896	—	—
28.75	14,375	—	—	10.18	5,090	—	—	—	—
.	38,699	.	1,164	.	5,090	.	4,896	.	—
.	38,800	.	1,200	.	5,200	.	4,800	.	—

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
4 10	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn i. S.	20,000		66.94 ^b	13,389
		¹ 96,000		49.36	47,386
	Smallest share 400 crowns	116,000	80,000	.	60,775
	¹ Including a nominal share of 400 crowns allotted.	.	.	.	60,800
9	4% Prior.-Obl. d. Franz Josephbahn	6,400	80,000	91.41	5,850
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	6,000
14	3% Prioritätsobligationen der öst. Lokaleisenbahn-Ges.	20,000	65,000	63.29	12,658
	Smallest share 200 crowns	.	.	.	12,600
14	4% Prior.-Obl. d. österr. Nordwestbahn	25,200	90,000	63.29	15,949
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	16,000
	Total b) VIII.	286,000	.	.	163,000
	IX. Czechoslovak-Polish securities :				
10	4% Prior.-Obl. d. Ungar.-galiz. Eisenbahn, Em. 1887	99,600	42,000	49.36	49,163
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	49,200
	Total b) IX.	99,600	.	.	49,200
	X. Polish-Roumanian securities :				
8	4% Investitionsanl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, Em. 1894.	50,000	11,000	96.89	48,445
	Smallest share 400 crowns	.	.	.	48,400
8	4% Prior.-Obl. d. Eisenb.-G. Lemberg-Czern.-Jassy, II. Em. 1884	46,800	11,000	96.89	45,345
	Smallest share 600 crowns	.	.	.	45,600
	Total b) X.	96,800	.	.	94,000
	XI. Austrian-Italian-Serb-Croat-Slovene securities :				
9 10 17A 17B	4% steuerfr. St.-Schuldv. d. Rudolfbahn	1,600		91.41	1,463
		100,000		49.36	49,360
		4,000		81.09	3,244
	¹ Including a nominal share of 8000 crowns allotted.	¹ 138,400		61.07	84,521
	Smallest share 400 crowns	244,000	11,000	.	138,588
		.	.	.	138,800
9 10 14	4% Prior.-Obl. d. Rudolfbahn, Em. 1884	¹ 34,800		91.41	31,811
		100,000		49.36	49,360
		12,000		63.29	7,595
	Smallest share 400 crowns	146,800	30,000	.	88,766
	¹ Included a nominal share of 400 crowns allotted.	.	.	.	88,800
	Total b) XI.	390,800	.	.	227,600

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
32.48 ⁶	6,497	0.54 ⁹	110	0.01 ⁴	3	0.00 ⁸	1	—	—
40.54	38,918	1.94	1,862	—	—	8.16	7,834	—	—
.	45,415	.	1,972	.	3	.	7,835	.	—
.	45,200	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
0.52	33	5.85	375	1.20	77	—	—	1.02	65
.	—	.	400	.	—	.	—	.	—
37.71	7,342	—	—	—	—	—	—	—	—
.	7,400	.	—	.	—	.	—	.	—
36.71	9,251	—	—	—	—	—	—	—	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
40.54	40,378	1.94	1,932	—	—	8.16	8,127	—	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	40,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
3.11	1,555	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,600	.	—	.	—	.	—	.	—
3.11	1,455	—	—	—	—	—	—	—	—
.	1,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
0.52	9	5.85	93	1.20	19	—	—	1.02	16
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
9.61	384	—	—	9.30	372	—	—	—	—
28.75	39,790	—	—	10.18	14,089	—	—	—	—
.	80,723	.	2,033	.	14,480	.	8,160	.	16
.	80,800	.	2,000	.	14,400	.	8,000	.	—
0.52	181	5.85	2,036	1.20	417	—	—	1.02	355
40.54	40,540	1.94	1,940	—	—	8.16	8,160	—	—
36.71	4,405	—	—	—	—	—	—	—	—
.	45,126	.	3,976	.	417	.	8,160	.	355
.	45,200	.	4,000	.	400	.	8,000	.	400
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400

Annex IV, continued.

No.	Description of Securities	Nominal value in crowns	Estimated value on Vienna Stock Exchange at end of March, 1924	Proportionate share	
				of the Republic of Austria	
				%	in crowns
	XII. Austrian-Czechoslovak-Polish securities.				
9	4% Prior.-Obl. d. Ferdinands-Nordbahn	¹ 30,000		91.41	27.423
10		197,200		49.36	97.338
13		² 80,000		47.61	38.088
14		³ 29,000		63.29	18.354
17A		15,400		81.09	12.488
17B		114,000		61.07	69.620
		465,600	75.500	.	263.311
	Smallest share 200 crowns			.	263.400
	^{1, 2 et 3} Including a nominal share of 14,000 crowns.			.	
	Total b) XII. . . .	465,600		..	263.400
	TOTAL OF OTHER SECURITIES :				
	Total b) I. . . .	2,342,300	.	.	1.455.800
	» » II. . . .	1,360,700	.	.	659.900
	» » III. . . .	400	.	.	400
	» » IV. . . .	298,000	.	.	288.800
	» » V. . . .	790,000	.	.	501.500
	» » VI. . . .	204,000	.	.	197.600
	» » VII. . . .	1,167,300	.	.	786,200
	» » VIII. . . .	286,000	.	.	163.000
	» » IX. . . .	99,600	.	.	49.200
	» » X. . . .	96,800	.	.	94.000
	» » XI. . . .	390,800	.	.	227.600
	» » XII. . . .	465,600	.	.	263.400
	Total . . .	7,501,500	.	.	4.687.400
	List showing plus or minus values resulting from proportionate distribution of pre-war and other securities :				
	Group a) . . . .	.	.	.	+ 10.896
	» b) I. . . .	.	.	.	+ 8.720
	» » II. . . .	.	.	.	+ 421.000
	» » III. . . .	.	.	.	+ 4.750
	» » IV. . . .	.	.	.	+ 51.000
	» » V. . . .	.	.	.	+ 42.151
	» » VI. . . .	.	.	.	— 5.600
	» » VII. . . .	.	.	.	+ 1.467
	» » VIII. . . .	.	.	.	— 73.000
	» » IX. . . .	.	.	.	+ 15.540
	» » X. . . .	.	.	.	+ 22.000
	» » XI. . . .	.	.	.	+ 33.520
	» » XII. . . .	.	.	.	+ 67.195
	Plus or minus value. . .	.	.	.	+ 599.639

Proportionate share

of the Czechoslovak Republic		of the Polish Republic		of the Kingdom of Italy		of the Kingdom of the Serbs, Croats a. Slov.		of the Kingdom of Roumania	
%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns	%	in crowns
0.52	156	5.85	1,755	1.20	360	—	—	1.02	306
40.54	79,945	1.94	3,826	—	—	8.16	16,091	—	—
43.71	34,968	8.68	6,944	—	—	—	—	—	—
36.71	10,646	—	—	—	—	—	—	—	—
9.61	1,480	—	—	9.30	1,432	—	—	—	—
28.75	32,775	—	—	10.18	11,605	—	—	—	—
.	159,970	.	12,525	.	13,397	.	16,091	.	306
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	772,200	.	25,300	.	5,600	.	82,600	.	800
.	644,000	.	18,400	.	21,200	.	16,000	.	1,200
.	—	.	—	.	—	.	—	.	—
.	9,200	.	—	.	—	.	—	.	—
.	239,700	.	11,300	.	23,900	.	12,800	.	800
.	6,400	.	—	.	—	.	—	.	—
.	353,500	.	1,400	.	24,600	.	1,600	.	—
.	100,600	.	4,000	.	5,600	.	12,800	.	—
.	46,400	.	2,000	.	—	.	8,000	.	—
.	2,800	.	—	.	—	.	—	.	—
.	126,000	.	6,000	.	14,800	.	16,000	.	400
.	160,000	.	12,600	.	13,400	.	16,000	.	200
.	2,454,800	.	81,000	.	109,100	.	165,800	.	3,400
.	— 9,113	.	— 9,459	.	— 1,846	.	+ 9,637	.	— 115
.	+ 5,715	.	— 12,871	.	— 1,279	.	— 211	.	— 74
.	— 135,490	.	+ 139,680	.	+ 337,310	.	— 376,000	.	— 386,500
.	— 2,950	.	— 600	.	— 1,100	.	—	.	— 100
.	— 51,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 91,386	.	— 77,290	.	— 22,017	.	— 35,200	.	+ 970
.	+ 5,600	.	—	.	—	.	—	.	—
.	— 547	.	— 1,480	.	+ 2,080	.	— 1,520	.	—
.	— 145,200	.	— 3,500	.	+ 315,100	.	+ 36,000	.	— 129,400
.	+ 9,240	.	+ 28,560	.	—	.	— 53,340	.	—
.	— 22,000	.	—	.	—	.	—	.	—
.	+ 30,670	.	+ 3,570	.	— 13,900	.	— 65,600	.	+ 11,740
.	+ 22,650	.	+ 56,625	.	+ 2,265	.	— 68,705	.	— 80,030
.	— 201,939	.	+ 123,235	.	+ 616,613	.	— 554,939	.	— 583,509

N° 2146.

**AUTRICHE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance et la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne. Signée à Vienne, le 17 janvier 1925.

**AUSTRIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Commune of Vienna, the Communal Insurance Organisation and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna. Signed at Vienna, January 17, 1925.

N^o 2146. — CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, CONCERNANT LA COMMUNE DE VIENNE, ÉTABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE ET LA CAISSE DES RETRAITES POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE A VIENNE. SIGNÉE A VIENNE, LE 17 JANVIER 1925.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, animées du désir de conclure, en exécution de l'article 275 du Traité de Saint-Germain, une convention au sujet de la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance, et de la caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie à Vienne, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le D^r Jan BRABLEC, conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale ; et

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

M. Guillaume THAA, ancien chef de section au Ministère fédéral pour l'Administration sociale ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les charges résultant des assurances suppléantes selon le paragraphe 66, lit. a, de la loi du 16 décembre 1906, bulletin des lois de l'Empire N^o 1, ex 1907, dans la rédaction de l'ordonnance impériale du 25 juin 1914, bulletin des lois de l'Empire N^o 138, et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les paiements légaux) appartenant aux assurances susdites, ainsi que les parties des fonds correspondant aux charges susindiquées de la Commune de Vienne, Etablissement communal d'assurance, autrefois Etablissement communal d'assurances sur la vie et des Rentes, fondé en mémoire du jubilé de l'empereur François-Joseph — appelé par la suite brièvement « l'établissement » — et de la Caisse des retraites pour les employés du commerce et de l'industrie — appelée par la suite brièvement « la caisse » — sont réparties d'après les principes suivants :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 31 juillet 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2146. — CONVENTION² BETWEEN THE REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, REGARDING THE COMMUNE OF VIENNA, COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION, AND THE RETIRING PENSIONS FUND FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY AT VIENNA. SIGNED AT VIENNA, JANUARY 17, 1925.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 9, 1929.

THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE REPUBLIC OF AUSTRIA, being desirous of concluding, in execution of Article 275 of the Treaty of Saint-Germain, a Convention regarding the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, and the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry at Vienna, have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Jan BRABLEC, Adviser to the Ministry of Social Insurance ; and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

M. Wilhelm THAA, formerly Head of Section at the Federal Ministry for Social Administration ;

Who, having deposited their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The liabilities resulting from the additional insurances under paragraph 66 (a) of the Law of December 16, 1906, Imperial Law Gazette No. 1 ex 1907, as amended by the Imperial Decree of June 25, 1914, Imperial Law Gazette, No. 138 and from the supplementary insurances (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the aforesaid insurances, and also the shares of the funds corresponding to the above-mentioned liabilities of the Commune of Vienna, Communal Insurance Organisation, formerly the Communal Life and Pensions Insurance Organisation, founded to commemorate the Jubilee of the Emperor Francis Joseph — hereinafter described as " the Organisation " — and of the Retiring Pensions Fund for Employees in Commerce and Industry — hereinafter described as " the Fund " — shall be distributed in accordance with the following principles :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Vienna, July 31, 1929.

A. RÉPARTITION DES CHARGES RÉSULTANT DES ASSURANCES.

1. Les charges d'assurances existant à la fin du mois de décembre 1918 des assurances suppléantes et des assurances supplémentaires (sur des prestations dépassant les paiements légaux) appartenant aux assurances suppléantes, c'est-à-dire les droits à des rentes et les expectatives à des rentes acquis par les assurés et les membres de leurs familles, passent à la compétence de l'Etat sur le territoire duquel les assurés avaient leur dernier lieu de service déterminant la compétence de l'établissement d'assurances sur les pensions, pourvu que, selon Section B, N° 1, une quote-part des fonds de l'établissement respectif lui soit attribuée. Le même principe s'applique aux remboursements de primes, déclarés dans le bilan de l'établissement et de la caisse pour la fin de l'année 1918 et aux réclamations à titre de remboursement de primes, soulevées dans la suite en vertu d'une assurance ayant pris fin au plus tard à la fin de l'année 1918.

Sont à considérer comme assurés non seulement les membres de l'établissement et de la caisse, qui sont obligés de se faire assurer, mais aussi les autres employés, assurés de la même manière, de patrons qui ont assuré leur personnel, obligé de se faire assurer, par une assurance suppléante, selon le paragraphe 66, lit. a, de la loi d'assurances sur les pensions, auprès de l'un des assureurs susdits.

Les charges existant à la fin du mois de décembre 1918, qui se rapportent aux assurés dont le dernier lieu de service déterminant la compétence des établissements d'assurance sur les pensions était situé hors des confins de l'ancien Empire d'Autriche ou dans un Etat auquel, selon Section B, N° 1, aucune quote-part des fonds de l'établissement respectif n'est attribuée, passent à la compétence de l'Etat National auquel revient le plus grand nombre des employés du patron respectif ; si la compétence d'aucun Etat ne pourra être établie selon la règle susdite, elle sera déterminée par le dernier lieu de service déterminatif pour l'assurance sur les pensions qui est situé sur l'ancien territoire où la loi d'assurances sur les pensions était en vigueur ; à défaut d'un tel lieu de service les charges incomberont à la République d'Autriche.

2. Sera soumis à la réglementation intérieure de l'Etat respectif de prescrire par quel office et de quelle manière seront assumées les charges d'assurances qui ont passé à la compétence de cet Etat.

3. Si l'établissement ou la caisse avait continué son activité sur le territoire de la République tchécoslovaque après le 31 décembre 1918, cette continuation serait considérée comme une assurance fiduciaire exécutée pour le compte de l'office qui entrera en considération selon les dispositions du N° 2, à moins que les primes encaissées n'aient été déjà remboursées.

On règlera l'assurance fiduciaire en prenant pour base les intérêts du compte courant encaissés réellement, savoir les versements faits en monnaie austro-hongroise, en couronnes autrichiennes, les autres versements dans la monnaie dans laquelle ils étaient faits.

4. La République d'Autriche pourvoira à ce que l'établissement et la caisse délivrent aux offices entrant en considération selon les dispositions du N° 2, en tant que les circonstances le permettent, tous les dossiers et pièces auxiliaires qui concernent les charges des assurances à assumer par ces offices suivant les dispositions précédentes. Au cas où il serait impossible de procéder de la sorte, plusieurs offices participant aux mêmes dossiers, les intéressés auront pendant un délai de dix ans le droit de les examiner et d'en prendre copie au siège de l'assureur à Vienne. Les Hautes Parties contractantes pourvoient, en outre, à ce que tous les renseignements ayant trait à l'exécution de cette convention soient donnés par les offices intéressés, et tombent d'accord sur ce que la correspondance à cet égard ait lieu directement entre les offices respectifs sans avoir recours aux autorités diplomatiques ou consulaires.

B. RÉPARTITION DES FONDS.

1. Vu que les charges d'assurances qui sont réparties selon la Section A s'élèvent à 20.517 pour cent des charges d'assurances totales en ce qui concerne l'établissement et à 82.788 pour cent

A. DISTRIBUTION OF INSURANCE LIABILITIES.

1. The insurance liabilities existing at the end of December 1918 in respect of the additional insurances and the supplementary insurance (on payments exceeding those authorised by law) pertaining to the additional insurances, that is to say, the claims to pensions and contingent pension benefits acquired by insured persons and the members of their families, shall be transferred to the competence of the country in whose territory the insured persons had their last place of employment determining the competence of the pensions insurance organisation, provided that, in accordance with Section B, No. 1, a share of the funds of the organisation concerned is allocated to that country. The same principle shall apply to the repayments of premiums announced in the balance-sheet of the Organisation and of the Fund for the end of 1918 and to the claims for the repayment of premiums subsequently lodged in virtue of an insurance terminating not later than the end of 1918.

Insured persons shall be considered to include not only the members of the Organisation and the Fund, who are subject to compulsory insurance, but also the other similarly insured employees of masters who have insured their staff, subject to compulsory insurance, by means of an additional insurance in accordance with paragraph 66 (a) of the Pensions Insurance Law, with one of the above-mentioned insurance organisations.

The liabilities existing at the end of December 1918 in respect of insured persons whose last place of employment determining the competence of pensions insurance organisations was situated outside the boundaries of the former Austrian Empire or in a country to which no share in the funds of the organisation concerned is allocated under Section B, No. 1, shall be transferred to the competence of the country to which belong the largest number of the employees of the master concerned ; if no country can be declared competent in virtue of the above rule, competence shall be determined by the last place of employment deciding the question of pensions insurance which is situated in the former territory where the pensions insurance law was in force ; failing such place of employment the liabilities shall devolve on the Republic of Austria.

2. It shall be for the internal regulations of the State concerned to prescribe the office which shall accept the insurance liabilities transferred to the competence of that State and the manner of their acceptance.

3. If the Organisation or the Fund continued its operations in Czechoslovak territory after December 31, 1918, such continued activities shall be regarded as a fiduciary insurance effected on account of the office competent under No. 2, unless the premiums collected have already been refunded.

The fiduciary insurance shall be regulated on the basis of the interest on the current account actually received ; that is to say, payments in Austro-Hungarian currency shall be settled in Austrian crowns, and other contributions in the currency in which they were made.

4. The Republic of Austria shall ensure that the Organisation and the Fund hand over to the offices competent under No. 2 whenever circumstances permit, all the files and accessory documents relating to the insurance liabilities to be accepted by these offices in accordance with the foregoing provisions. Should this be impossible, for the reason that the same files affect several offices, those concerned shall for ten years have the right to examine and take copies of them at the seat of the insurance organisation in Vienna. The High Contracting Parties shall further ensure that all information relating to the execution of this Convention is given by the offices concerned, and they agree that correspondence on this matter shall be exchanged direct between the respective offices, without recourse to the diplomatic or consular authorities.

B. DISTRIBUTION OF FUNDS.

1. In view of the fact that the insurance liabilities distributed in accordance with Section A amount to 20.517 % of the total insurance liabilities in respect of the Organisation and to 82.788 %

des charges d'assurances totales en ce qui concerne la caisse et que de ces charges à répartir le pourcentage suivant revient à chaque Etat, savoir :

	Quant à l'établissement	Quant à la caisse
A la République tchécoslovaque	25,81	14,78
A la République de Pologne	0,66	0,41
Au Royaume d'Italie	0,22	7,14
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	0,69	3,17
Au Royaume de Roumanie	—	0,62

La République d'Autriche remettra, outre les titres ressortant des annexes I et II qui constituent une partie intégrante de la présente convention, en considération des dettes et spécialement des charges des pensions des employés, qui restent en totalité à l'établissement et à la caisse, 280.000.000 couronnes autrichiennes pour l'établissement et 180.000.000 couronnes autrichiennes pour la caisse. Les dettes gagées dérivant de la souscription aux titres d'emprunt de guerre ont été considérées comme supportées en totalité par la République d'Autriche. De la somme totale de 460.000.000 couronnes autrichiennes les Etats intéressés recevront les montants suivants :

La République tchécoslovaque	354.490.000 couronnes autrichiennes
La République de Pologne	9.320.000 couronnes autrichiennes
Le Royaume d'Italie	59.410.000 couronnes autrichiennes
Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.	31.790.000 couronnes autrichiennes
Le Royaume de Roumanie	4.990.000 couronnes autrichiennes

Ces montants seront payés comme suit :

Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention, la République d'Autriche versera, sous déduction du solde résultant du règlement de compte des assurances fiduciaires en faveur de l'Autriche et plus le solde résultant du règlement de compte susdit au débit de l'Autriche :

A la République tchécoslovaque le montant de	94.490.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume d'Italie le montant de	19.410.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes le montant de	11.790.000 couronnes autrichiennes
A la République de Pologne le montant de	9.420.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume de Roumanie le montant de .	4.990.000 couronnes autrichiennes

La République d'Autriche versera, en outre, dans un délai d'un an et dans un délai de deux ans après l'échéance des quote-parts susdites :

A la République tchécoslovaque chaque fois	100.000.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume d'Italie chaque fois	20.000.000 couronnes autrichiennes
Au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes chaque fois.	10.000.000 couronnes autrichiennes

et dans un délai de trois ans et dans un délai de quatre ans après l'échéance des premières quote-parts :

A la République tchécoslovaque chaque fois.	30.000.000 couronnes tchécoslov.
---	----------------------------------

Les quote-parts susdites seront versées à la Légation à Vienne de l'Etat ayant droit ou à un office à désigner par celle-ci à Vienne. Dans le délai de trois mois à dater de la ratification de la présente convention, la République d'Autriche remettra à ce même office les titres d'emprunt de guerre à délivrer, munis de la remarque *von der Republik Österreich nicht übernommen* et les autres titres sans aucune remarque.

La République d'Autriche veillera à ce que les listes des numéros soumises à la commission des réparations soient rectifiées et accordera l'exportation gratuite de ces titres.

of the insurance liabilities in respect of the Fund, and since these liabilities fall to each country in the following percentages :

	Organisation	Fund
To the Czechoslovak Republic	25.81	14.78
To the Republic of Poland	0.66	0.41
To the Kingdom of Italy	0.22	7.14
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	0.69	3.17
To the Kingdom of Roumania	—	0.62

The Republic of Austria shall, in consideration of the debts and particularly of the employees' pensions liabilities, which remain in their entirety with the Organisation and the Fund, hand over, in addition to the securities shown in Annexes I and II, which shall constitute an integral part of the present Convention, the sum of 280,000,000 Austrian crowns for the Organisation and the sum of 180,000,000 Austrian crowns for the Fund. All the pledged debts derived from subscription to war loan bonds have been regarded as borne by the Republic of Austria. Of the total sum of 460,000,000 Austrian crowns, the countries concerned shall receive the following amounts :

Czechoslovak Republic	354,490,000 Austrian crowns
Republic of Poland	9,320,000 Austrian crowns
Kingdom of Italy	59,410,000 Austrian crowns
Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	31,790,000 Austrian crowns
Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

These sums shall be paid as follows :

Within three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall pay — less the balance resulting in favour of Austria from the settlement of the accounts of the fiduciary insurances and plus the balance to be debited to Austria under the same account :

To the Czechoslovak Republic	94,490,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy	19,410,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes	11,790,000 Austrian crowns
To the Republic of Poland	9,420,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Roumania	4,990,000 Austrian crowns

The Republic of Austria shall also pay, one year and two years after the above-mentioned shares become due :

To the Czechoslovak Republic, on each occasion	100,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of Italy, on each occasion	20,000,000 Austrian crowns
To the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, on each occasion	10,000,000 Austrian crowns

and three years and four years after the first-mentioned shares fall due, shall pay on each occasion to the Czechoslovak Republic 30,000,000 Czechosl. crowns

The above-mentioned shares shall be paid to the Legation at Vienna of the State entitled to payment or to an office in Vienna to be selected by that Legation. Within three months of the ratification of the present Convention, the Republic of Austria shall hand over to that same office the war loan bonds to be delivered, inscribed *von der Republik Österreich nicht übernommen* and shall hand over the other securities without any inscription.

The Republic of Austria shall ensure that the lists of the numbers submitted to the Reparation Commission are corrected and shall grant permission to export these securities free of charge.

La République tchécoslovaque prendra sur les avoirs bloqués de l'établissement qui se trouvent sur son territoire les montants nécessaires pour acquitter le solde résultant à son crédit du règlement de compte des assurances fiduciaires de l'établissement (Section A, N° 3).

2. Le transfert éventuel à l'office entrant en considération selon Section A, N° 2, des fonds attribués à chaque Etat sera soumis à la réglementation intérieure de ce dernier.

3. Chacune des Parties contractantes renonce à la perception de droits de timbres et autres, qui pourraient devenir exigibles dans son territoire lors de l'exécution de cette convention.

Article II.

Après l'accomplissement de la présente convention par la République d'Autriche, la République tchécoslovaque ne lui réclamera plus rien en vertu des articles 275 et 215 du Traité de Saint-Germain, en tant qu'il s'agit des assurances réglées par la présente convention. L'Etat respectif est obligé d'employer les fonds reçus selon les prescriptions précédentes conformément à l'article 275, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Article III.

La présente convention sera ratifiée dans le plus bref délai possible. Elle entrera en vigueur quatorze jours après la date à laquelle les instruments de ratification auront été échangés à Vienne.

Fait à Vienne, le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-cinq, en double expédition, dont une sera remise à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la République tchécoslovaque :

D^r Jean BRABLEC.

Pour la République d'Autriche :

THAA.

The Czechoslovak Republic shall take from the total assets of the Organisation which are situated in its territory the sums necessary to discharge the balance resulting in its favour from the settlement of the accounts of the fiduciary insurances of the organisation (Section A, N° 3).

2. The transfer to the office competent under Section A, Number 2, of the funds allocated to each country, shall be subject to the internal regulations of the country concerned.

3. Each of the Contracting Parties shall abstain from collecting any stamp and other duties which might become leviable in its territory, at the time of the execution of this Convention.

Article II.

After the execution of the present Convention by the Republic of Austria, the Czechoslovak Republic shall make no further claim on Austria under Article 275 and Article 215 of the Treaty of Saint-Germain in so far as concerns the insurances dealt with in the present Convention. The country concerned shall be obliged to employ the funds received under the foregoing provisions in due conformity with Article 275, paragraph 2, of the Treaty of Saint-Germain.

Article III.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and shall enter into force fourteen days after the date on which the instruments of ratification are exchanged at Vienna.

Done at Vienna, the seventeenth day of January, one thousand nine hundred and twenty-five, in two copies, of which one shall be transmitted to each High Contracting Party.

For the Czechoslovak Republic :

Dr Jan BRABLEC.

For the Republic of Austria :

THAA.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA COMMUNE

Les valeurs estimatives sont celles de la Chambre de la Bourse à Vienne à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (20.517 %)	
			val. nom.	val. estim.
			4% konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November)	58.100	750	11.900	89.250
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118.600	810	24.300	196.830
4,2% einh. Rente in Noten (Februar-August)	19.900	1.150	4.100	47.150
4,2% einh. Rente in Silber	8.000	4.000	1.600	64.000
4% österr. steuerfr. Goldrente	8.000	21.000	1.600	336.000
4% österr. steuerfr. Kronenrente (März-September)	255.736	800	52.500	420.000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber	84.000	74.000	17.200	12.728.000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888	36.000	90.000	7.200	6.480.000
4% Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884.	2.800	68.000	400	272.000
4% Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20.000	23.000	4.200	966.000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A. konv.	2.000	76.000	400	304.000
3 ½% Österr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit. A	600	76.000	200	152.000
4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II	4.000	250	800	2.000
4% Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verb. (Jänner-Juli)	2.000	154.000	400	616.000
4% Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390.000	300	80.000	240.000
Total	1.009.736	.	206.800	22.913.230
Il revient proportionnellement par conséquent	.	.	.	.
<i>Rentes d'emprunt de guerre :</i>				
5 ½% III. Österr. Kriegsanleihe	961.500	.	197.300	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe.	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310.000	.	63.600	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe	1.703.300	.	349.500	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe	1.001.300	.	205.400	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe.	1.000.000	.	205.200	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	102.600	.
Total	8.976.100	.	1.841.800	.

ANNEXE I

DE VIENNE, ETABLISSEMENT COMMUNAL D'ASSURANCE

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient

à la République d'Autriche (72.619 %)		à la République tchécoslovaque (25.813 %)		au Royaume d'Italie (0,217 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (0,687 %)		à la République de Pologne (0,664 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
8.600	64.500	3.100	23.250	.	.	100	750	100	750
17.600	142.560	6.300	51.030	100	810	200	1.620	100	810
3.000	34.500	1.100	12.650	.	.	.	.	.	.
1.200	48.000	400	16.000	.	.	.	.	.	.
900	189.000	700	147.000	.	.	.	.	.	.
38.100	304.800	13.600	108.800	100	800	400	3.200	300	2.400
12.400	9.176.000	4.400	3.256.000	.	.	200	148.000	200	148.000
5.200	4.680.000	2.000	1.801.000	.	.	.	.	.	.
400	272.000	.	.	.	.	.	.	.	.
2.800	644.000	1.200	276.000	200	46.000	.	.	.	.
400	304.000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152.000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1.500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462.000	100	154.000	.	.	.	.	.	.
58.000	174.000	20.600	61.800	200	600	600	1.800	600	1.800
.	16.648.860	.	5.907.030	.	48.210	.	155.370	.	153.760
.	16.639.358	.	5.914.592	.	49.722	.	157.414	.	152.144
.	+ 9.502	.	— 7.562	.	— 1.512	.	— 2.044	.	+ 1.616
143.300	.	50.900	.	400	.	1.400	.	1.300	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
46.200	.	16.400	.	200	.	400	.	400	.
253.800	.	90.200	.	800	.	2.400	.	2.300	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.200	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
149.000	.	53.000	.	400	.	1.400	.	1.400	.
74.500	.	26.500	.	200	.	700	.	700	.
1.337.500	.	475.500	.	3.800	.	12.600	.	12.400	.

LISTE DE LA RÉPARTITION DES TITRES DE LA CAISSE DES RETRAITES

Les valeurs estimatives sont celles de la Chambre de la Bourse à Vienne à la

Dénomination des titres	Valeur nominale totale	Valeur estimative	aux assurances suppléantes (82,788 %)		à la République d'Autriche (73,88 %)	
			val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
			4% konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128.200	750	106.000	795.000	78.300	587.250
4% öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175.000	800	144.800	1.158.400	107.000	856.000
4% d. öst. Staatsanleihe kundb. Schatzscheine	100.000	130	82.700	107.510	61.100	79.430
4% Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79.600	3.600	66.000	2.376.000	48.800	1.756.800
4% Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10.000	8.000	8.400	672.000	6.400	512.000
4% Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96.600	23.000	80.000	18.400.000	59.000	13.570.000
6% III. ung. Krieganleihe	50.000	.	41.400	.	30.600	.
Total	639.400	.	529.300	23.508.910	391.200	17.361.480
Il revient proportionnellement par conséquent	.	.	.	.	.	17.368.383
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100.000	(100)	82.800	.	61.200	6.903
<i>Rentes d'emprunt de guerre :</i>						
5 ½% I. Ost. Krieganleihe	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% III. Ost. Krieganleihe	1.715.000	.	1.419.800	.	1.049.000	.
5 ½% IV. Ost. Krieganl. (40j.)	825.000	.	683.000	.	504.600	.
5 ½% V. Ost. Krieganleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% V. Ost. Krieganl. (40j.)	1.070.000	.	885.800	.	654.400	.
5 ½% VI. Ost. Krieganleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VI. Ost. Krieganl. (40j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VII. Ost. Krieganleihe (Staatsschatzscheine)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VII. Ost. Krieganl. (40j.)	500.000	.	413.900	.	305.800	.
5 ½% VIII. Ost. Krieganleihe (Staatsschatzscheine)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½% VIII. Ost. Krieganl. (40j.)	750.000	.	620.900	.	458.700	.
5 ½% I. Ost. Krieganleihe	500.000	.	500.000	.	369.400	.
Total	8.610.000	.	7.213.800	.	5.329.600	.

¹ En totalité appartenant à la section pour les assurances suppléantes.

ANNEXE II

POUR LES EMPLOYÉS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

date du 30 mai 1924. — Les montants sont indiqués en monnaie autrichienne.

Il revient

à la République tchécoslovaque (14,78 %)		à la République de Pologne (0,41 %)		au Royaume d'Italie (7,14 %)		au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes (3,17 %)		au Royaume de Roumanie (0,62 %)	
val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.	val. nom.	val. estim.
15.700	117.750	400	3.000	7.600	57.000	3.400	25.500	600	4.500
21.400	171.200	600	4.800	10.300	82.400	4.600	36.800	900	7.200
12.200	15.860	400	520	5.900	7.670	2.600	3.380	500	650
10.000	360.000	.	.	4.800	172.800	1.200	43.200	1.200	43.200
1.200	96.000	.	.	400	32.000	400	32.000	.	.
11.800	2.714.000	400	92.000	5.800	1.334.000	2.600	598.000	400	92.000
6.100	.	200	.	2.900	.	1.300	.	300	.
78.400	3.474.810	2.000	100.320	37.700	1.685.870	16.100	738.880	3.900	147.550
.	3.474.617	.	96.387	.	1.678.536	.	745.232	.	145.755
.	+ 193	.	+ 3.933	.	+ 7.334	.	- 6.352	.	+ 1.795
12.200	.	400	.	5.900	.	2.600	.	500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
209.800	.	5.800	.	101.400	.	45.000	.	8.800	.
100.900	.	2.800	.	48.800	.	21.700	.	4.200	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
130.900	.	3.600	.	63.300	.	28.100	.	5.500	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
61.200	.	1.700	.	29.500	.	13.100	.	2.600	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
91.800	.	2.500	.	44.300	.	19.700	.	3.900	.
73.900	.	2.100	.	35.700	.	15.800	.	3.100	.
1.066.300	.	29.500	.	514.800	.	228.600	.	45.000	.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 23 août 1929,

D^r Karel Kazbunda,

Directeur des Archives a. i.

LIST SHOWING THE DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE

The estimated values are those of the Vienna

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	The additional insurance organisations (20.517 %)	
			nom. val.	est. val.
			4% konv. steuerfr. einh. Rente (Mai-November) . . .	58,100	750	11,900	89,250
4% konv. steuerfr. einh. Rente (Jänner-Juli)	118,600	810	24,300	196,830
4.2% einh. Rente in Noten (Februar-August)	19,900	1,150	4,100	47,150
4.2% einh. Rente in Silber	8,000	4,000	1,600	64,000
4% österr. steuerfr. Goldrente	8,000	21,000	1,600	336,000
4% österr. steuerfr. Kronenrente (März-September) . .	255,736	800	52,500	420,000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1887, in Silber .	84,000	74,000	17,200	12,728,000
4% Ferdinands-Nordb.-Prior.-Obl., Em. 1888	36,000	90,000	7,200	6,480,000
4% Franz Josef-Bahn-Prior.-Obl., Em. 1884	2,800	68,000	400	272,000
4% Gal. Karl Ludwig-Bahn-Prior.-Obl.	20,000	23,000	4,200	966,000
3 ½% Osterr. Nordwestb.-Prior.-Obl., lit. A. konv. . .	2,000	76,000	400	304,000
3 ½% Osterr. Nordwestb.-Prior.-Obl., v. J. 1903, lit. A.	600	76,000	200	152,000
4% Wiener Verkehrs-Anlagen-Anl., Em. I und II . . .	4,000	250	800	2,000
4% Pfandbr. d. I. Mähr. Sparkasse, innerh. 55 J. verb. (Jänner-Juli)	2,000	154,000	400	616,000
4% Wechselbahn-Prior.-Obl., Em. 1908	390,000	300	80,000	240,000
Total	1,009,736	.	206,800	22,913,230
Proportionate share	.	.	.	.
Leaving	.	.	.	.
War loan bonds :				
5 ½% III. Österr. Kriegsanleihe.	961,500	.	197,300	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe.	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% IV. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	310,000	.	63,600	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe.	1,703,300	.	349,500	.
5 ½% V. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe.	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% VI. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe.	1,001,300	.	205,400	.
5 ½% VII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe.	1,000,000	.	205,200	.
5 ½% VIII. Österr. Kriegsanleihe (Staatsschatzscheine)	500,000	.	102,600	.
Total	8,976,100	.	1,841,800	.

ANNEX I.

COMMUNE OF VIENNA. COMMUNAL INSURANCE ORGANISATION.

Stock Exchange as at May 30th, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to

the Austrian Republic (72.619 %)		the Czechoslovak Republic (25.813 %)		the Kingdom of Italy (0.217 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (0.687 %)		the Polish Republic (0.664 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
8,600	64,500	3,100	23,250	.	.	100	750	100	750
17,600	142,560	6,300	51,030	100	810	200	1,620	100	810
3,000	34,500	1,100	12,650	.	.	.	.	.	.
1,200	48,000	400	16,000	.	.	.	.	.	.
900	189,000	700	147,000	.	.	.	.	.	.
38,100	304,800	13,600	108,800	100	800	400	3,200	300	2,400
12,400	9,176,000	4,400	3,256,000	.	.	200	148,000	200	148,000
5,200	4,680,000	2,000	1,801,000	.	.	.	.	.	.
400	272,000	.	.	.	.	.	.	.	.
2,800	644,000	1,200	276,000	200	46,000	.	.	.	.
400	304,000	.	.	.	.	.	.	.	.
200	152,000	.	.	.	.	.	.	.	.
600	1,500	200	500	.	.	.	.	.	.
300	462,000	100	154,000	.	.	.	.	.	.
58,000	174,000	20,600	61,800	200	600	600	1,800	600	1,800
.	16,648,860	.	5,907,030	.	48,210	.	155,370	.	153,760
.	16,639,358	.	5,914,592	.	49,722	.	157,414	.	152,144
.	+ 9,502	.	— 7,562	.	— 1,512	.	— 2,044	.	+ 1,616
143,300	.	50,900	.	400	.	1,400	.	1,300	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
46,200	.	16,400	.	200	.	400	.	400	.
253,800	.	90,200	.	800	.	2,400	.	2,300	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,200	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
149,000	.	53,000	.	400	.	1,400	.	1,400	.
74,500	.	26,500	.	200	.	700	.	700	.
1,337,500	.	475,500	.	3,800	.	12,600	.	12,400	.

LIST SHOWING DISTRIBUTION OF THE SECURITIES OF THE RETIRING PENSIONS FUND

The estimated values are those of the Vienna Stock

Description of securities	Total nominal value	Estimated value	the additional insurance (82.788 %)		the Austrian Republic (73.88 %)	
			nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
			4% konv. steuerfr. Rente (Mai-November)	128,200	750	106,000	795,000	78,300	587,250
4% öst. steuerfr. Kronenrente (März-September)	175,000	800	144,800	1,158,400	107,000	856,000
4% d. öst. Staatsanleihe kundb. Schatzscheine	100,000	130	82,700	107,510	61,100	79,430
4% Rudolfsbahn-St.-Sch.-V.	79,600	3,600	66,000	2,376,000	48,800	1,756,800
4% Karl Ludwig-Bahn-St.-Sch.-V.	10,000	8,000	8,400	672,000	6,400	512,000
4% Karl Ludwig-Bahn-Pr. Obl., Em. 1890	96,600	23,000	80,000	18,400,000	59,000	13,570,000
6% III. ung. Kriegsanleihe	50,000	.	41,400	.	30,600	.
Total	639,400	.	529,300	23,508,910	391,200	17,361,480
Proportionate share	.	.	.	.	.	17,368,383
Leaving	.	.	.	.	.	— 6,903
Anteile der Baugenossenschaft « Wienerwald »	100,000	(100)	82,800	.	61,200	.
<i>War loan bonds :</i>						
5 ½% I. Ost. Kriegsanleihe	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% III. Ost. Kriegsanleihe	1,715,000	.	1,419,800	.	1,049,000	.
5 ½% IV. Ost. Kriegsanl. (40j.)	825,000	.	683,000	.	504,600	.
5 ½% V. Ost. Kriegsanleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% V. Ost. Kriegsanl. (40j.)	1,070,000	.	885,800	.	654,400	.
5 ½% VI. Ost. Kriegsanleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VI. Ost. Kriegsanl. (40j.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VII. Ost. Kriegsanleihe (Staatschatzscheine)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VII. Ost. Kriegsanl. (40j.)	500,000	.	413,900	.	305,800	.
5 ½% VIII. Ost. Kriegsanleihe (Staatschatzscheine)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½% VIII. Ost. Kriegsanl. (40j.)	750,000	.	620,900	.	458,700	.
5 ½% I. Ost. Kriegsanleihe	500,000	.	1 500,000	.	369,400	.
Total	8,610,000	.	7,213,800	.	5,329,600	.

¹ Belonging in their entirety to the additional insurance organisations.

ANNEX II.

FOR EMPLOYEES IN COMMERCE AND INDUSTRY.

Exchange as at May 30th, 1924. — Amounts are shown in Austrian currency.

There fall to

the Czechoslovak Republic (14.78 %)		the Polish Republic (0.41 %)		the Kingdom of Italy (7.14 %)		the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (3.17 %)		the Kingdom of Roumania (0.62 %)	
nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.	nom. val.	est. val.
15,700	117,750	400	3,000	7,600	57,000	3,400	25,500	600	4,500
21,400	171,200	600	4,800	10,300	82,400	4,600	36,800	900	7,200
12,200	15,860	400	520	5,900	7,670	2,600	3,380	500	650
10,000	360,000	.	.	4,800	172,800	1,200	43,200	1,200	43,200
1,200	96,000	.	.	400	32,000	400	32,000	.	.
11,800	2,714,000	400	92,000	5,800	1,334,000	2,600	598,000	400	92,000
6,100	.	200	.	2,900	.	1,300	.	300	.
78,400	3,474,810	2,000	100,320	37,700	1,685,870	16,100	738,880	3,900	147,550
.	3,474,617	.	96,387	.	1,678,536	.	745,232	.	145,755
.	+ 193	.	+ 3,933	.	+ 7,334	.	- 6,352	.	+ 1,795
12,200	.	400	.	5,900	.	2,600	.	500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
209,800	.	5,800	.	101,400	.	45,000	.	8,800	.
100,900	.	2,800	.	48,800	.	21,700	.	4,200	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
130,900	.	3,600	.	63,300	.	28,100	.	5,500	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
61,200	.	1,700	.	29,500	.	13,100	.	2,600	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
91,800	.	2,500	.	44,300	.	19,700	.	3,900	.
73,900	.	2,100	.	35,700	.	15,800	.	3,100	.
1,066,300	.	29,500	.	514,800	.	228,600	.	45,000	.

N° 2147.

DANEMARK ET GRÈCE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole final. Signée à Berlin, le 22 août 1928.

DENMARK AND GREECE

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Berlin, August 22, 1928.

N° 2147. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LE DANEMARK ET LA GRÈCE. SIGNÉE A BERLIN, LE 22 AOUT
1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations
et le chargé d'affaires de Grèce à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 sep-
tembre 1929.*

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
HELLÉNIQUE, désireux de favoriser les relations économiques entre le Danemark et la Grèce, ont
résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs
plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Herluf ZAHLE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Berlin ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Euthymios CANELLOPOULOS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
auprès de Sa Majesté le Roi de Danemark ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire
de l'autre Partie, sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne l'établissement et l'exercice
de métiers ou professions, du commerce, de l'industrie et de la navigation, le droit d'acquérir et de
posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi qu'en ce qui concerne leur situation
juridique, leurs droits et leurs intérêts, au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la
nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement,
soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions
que celles prévues par les dispositions de droit commun en vigueur sur ledit territoire. Ils auront, en
se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités,
et seront notamment dispensés de la caution *judicatum solvi*.

3. Ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie, ni pour leur personne, ni pour l'exercice
de leur métier ou profession, de leur commerce, de leur industrie et de leur navigation, ni encore en
ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, aucun impôt, taxe ou droit d'aucune sorte, autres
ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 28 août 1929.
Entrée en vigueur le 11 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2147. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN DENMARK AND GREECE. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 22, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Hellenic Chargé d'Affaires at Berne. The registration of this Convention took place September 12, 1929.

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND and THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC, being desirous of promoting economic relations between Denmark and Greece, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have appointed for this purpose as their respective Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Herluf ZAHLE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berlin ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Euthymios CANELLOPOULOS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of Denmark ;

Who, being duly authorised for this purpose, have agreed on the following provisions :

Article I.

1. The nationals of either High Contracting Party, shall be treated in the territory of the other Party in all respects, and particularly as regards establishment and the exercise of trades and professions, commerce, industry and navigation, the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property, and as regards their legal status, their rights and their interests, at least as favourably as nationals of the most favoured nation.

2. They shall be free to settle their affairs in the territory of the other Party, whether personally or through an intermediary of their own choosing, without being subject in this respect to restrictions other than those laid down in the ordinary law in force in the said territory. Provided they observe the laws of the country they shall have the right to appear before the Courts and have free access to all authorities, and shall in particular be exempted from the *cautio judicatum solvi*.

3. They shall not have to pay in the territory of the other Party, either in respect of their person or the exercise of their trade or profession, their commerce, industry and navigation, or in respect of their movable or immovable property, any tax, charge or duty of any kind, other or higher than those which are or may in future be levied on nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, August 28, 1929.

Came into force September 11, 1929.

4. Les dispositions du présent article ne restreindront en rien le droit de chaque Partie de refuser aux ressortissants de l'autre Partie, dans des cas déterminés, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour des raisons de sûreté publique ou de prévoyance sociale, ainsi que pour des motifs de police sanitaire ou de mœurs, l'autorisation de séjourner sur son territoire.

Article II.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens, ni privés, même temporairement, de la jouissance de leurs biens, que pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, et dans la mesure applicable dans les mêmes conditions aux nationaux. Les indemnités, auxquelles ces mesures donneraient lieu, seront accordées dans les conditions prévues au profit des nationaux.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire obligatoire et de toute taxe ou contribution remplaçant le dit service.

En ce qui concerne d'autres prestations et réquisitions pour les besoins de la force armée, ainsi que tous emprunts et contributions forcés, imposés par suite de circonstances exceptionnelles, ils ne seront, sous aucun rapport, en temps de paix ni en temps de guerre, traités moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article IV.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles et financières, y compris les compagnies de navigation et les sociétés d'assurances, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Partie comme possédant une existence légale et y jouiront notamment du droit d'ester en justice, en se soumettant aux lois et ordonnances relatives en vigueur sur le territoire de cette autre Partie.

2. L'admission sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, des sociétés énoncées ci-dessus légalement constituées sur le territoire de l'autre Partie, sera réglée par les lois et ordonnances en vigueur de l'Etat respectif. Ces sociétés une fois admises jouiront sur le territoire de l'autre Partie, à tous égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article V.

1. Les produits du sol et de l'industrie du Danemark (y compris le Groenland) ne seront pas assujettis à leur importation en Grèce, et les produits du sol et de l'industrie, de la Grèce, ne seront pas assujettis à leur importation en Danemark (y compris le Groenland) à des droits ou taxes d'aucune sorte autres ou plus élevés que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

2. L'exportation de produits à destination du territoire de l'une des Parties ne sera pas assujettie, dans l'autre Etat, à des droits ou taxes d'aucune sorte autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus à l'exportation de produits similaires à destination de la nation la plus favorisée à cet égard.

3. Les objets passibles de droits d'entrée qui seront importés d'un pays dans l'autre, comme échantillons, jouiront de l'exemption des droits d'entrée et de sortie dans les mêmes conditions que les objets similaires importés du territoire de la nation la plus favorisée.

4. Il est entendu qu'en ce qui concerne les produits du sol et de l'industrie du Danemark (y compris le Groenland), le montant total des surtaxes et coefficients de toute sorte perçus généralement

4. The provisions of the present Article shall not in any way restrict the right of either Party to refuse authorisation to nationals of the other Party to stay in its territory in specific cases, either in virtue of a judicial decision or for reasons of public security or social welfare, and also on grounds of public health or morality.

Article II.

Nationals of either High Contracting Party may not, in the territory of the other, be expropriated nor be deprived, even temporarily, of the enjoyment of their property, except for reasons of public utility or interest and to the extent applicable under the same conditions to nationals of the country. Any compensation to which these measures may give rise shall be accorded under the conditions laid down for nationals of the country.

Article III.

The nationals of either High Contracting Party shall be exempt in the territory of the other Party from any compulsory military service and from any charge or contribution in lieu of such service.

As regards other contributions and requisitions for the needs of the armed forces and as regards forced loans and contributions imposed as a result of exceptional circumstances, they shall not in any respect, in time of peace or in time of war, be treated less advantageously than the nationals of the most favoured nation.

Article IV.

1. Joint stock companies and other commercial, industrial, agricultural and financial companies, including shipping and insurance companies having their seat in the territory of either High Contracting Party and regularly constituted therein, shall also be recognised in the territory of the other Party as possessing legal existence and shall in particular enjoy therein the right to appear before the Courts, provided they observe the relevant laws and decrees in force in the territory of such other Party.

2. The admission, in the territory of either High Contracting Party, of the above-mentioned companies regularly constituted in the territory of the other Party, shall be governed by the laws and decrees in force in the State in question. As soon as these companies have been admitted, they shall enjoy in the territory of the other Party, in all respects, most-favoured-nation treatment.

Article V.

1. The products of the soil and industry of Denmark (including Greenland) shall not be subject on importation into Greece, and the products of the soil and industry of Greece shall not be subject on importation into Denmark (including Greenland) to duties or charges of any kind other or higher than those imposed on like products of the most favoured nation.

2. The exportation of products to the territory of either Party shall not be subject, in the other State, to duties or charges of any kind other or higher than those levied on the exportation of like products to the nation most favoured in this respect.

3. Articles liable to import duties, imported from one country into the other, such as samples, shall be exempt from import and export duties under the same conditions as like articles imported from the territory of the most favoured nation.

4. It is understood that, as regards the products of the soil and industry of Denmark (including Greenland), the total amount of the surtaxes and coefficients of any kind generally levied on foreign

à l'importation en Grèce sur les marchandises étrangères (telle que la taxe pour le service de l'emprunt forcé de 1922, le droit d'octroi établi en conformité de l'article 5 du décret loi sur le tarif douanier du 22 décembre 1923, la taxe de statistique, etc.) ne pourra en aucun cas être plus élevé que celui qui frappe les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Il est, en outre, convenu que les produits du sol et de l'industrie du Danemark (y compris le Groenland) seront exemptés du droit d'octroi auquel seront soumis, en Grèce, à leur entrée dans chaque commune, les articles identiques ou similaires de production ou de fabrication nationale.

D'autre part, il est entendu qu'en ce qui concerne les produits du sol et de l'industrie de la Grèce, le montant total des surtaxes et coefficients de toute sorte, y compris le droit d'octroi, qui sont ou pourront être perçus à l'importation en Danemark (y compris le Groenland) sur les marchandises étrangères ne pourra, en aucun cas, être plus élevé que celui qui frappe les marchandises de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent, les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, communes ou institutions publiques, qui grèvent ou pourraient par la suite grever la production, la préparation, le transport ou la consommation d'un article, ne pourront sous aucun prétexte frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement ou d'une manière plus gênante que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article VII.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir ni à maintenir aucune prohibition ou restriction relative à leurs importations ou exportations réciproques, qui ne s'appliquerait pas, dans les mêmes conditions, aux produits similaires importés ou exportés en provenance ou à destination de tout autre pays.

Des exceptions pourront être faites, toutefois, en ce qui concerne les prohibitions ou restrictions visant :

- a) La sécurité publique ;
- b) La santé publique ou la protection des animaux et des végétaux utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites.

Article VIII.

En ce qui concerne les conditions du transit, les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention et Statut¹ sur la liberté du Transit, signés à Barcelone le 21 avril 1921, ou de toute autre convention du même ordre, qui les réglerait à l'avenir, à laquelle les deux Parties contractantes auraient adhéré, en se garantissant sous ce rapport, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article IX.

1. Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et leurs cargaisons, jouiront, sous tous les rapports, dans les ports et dans les eaux territoriales de l'autre Partie, du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Ils ne seront notamment assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; et vol. XCII, page 363, de ce recueil.

goods imported into Greece (such as the charge for the service of the forced loan of 1922, the octroi duty imposed in conformity with Article 5 of Decree-Law of December 22, 1923, regarding the Custom's tariff, the statistical duty, etc.) shall not in any case be higher than that levied on like products of the most favoured nation.

It is moreover agreed that the products of the soil and industry of Denmark (including Greenland) shall be exempt from the octroi duty to which identical or like articles of national production or manufacture are subject in Greece on entering the various communes.

Further, it is understood that, as regards the products of the soil and industry of Greece, the total amount of the surtaxes and coefficients of any kind, including the octroi duty, which are or may in future be levied on foreign goods imported into Denmark (including Greenland), shall not in any case be higher than that levied on goods of the most favoured nation.

Article VI.

Without prejudice to the provisions of the preceding Article, inland duties and charges levied for the account of the State or of provinces, communes or public institutions which are or may afterwards be a burden on the production, preparation, transport or consumption of an article, may not, under any pretext whatsoever, fall more heavily or be imposed in a more onerous manner on the products of the other State than on like products of the most favoured nation.

Article VII.

The two Contracting Parties undertake neither to establish nor to maintain any prohibition or restriction on their reciprocal imports or exports which does not apply, under the same conditions, to like products imported from or exported to any other country.

Exceptions may be made, however, in regard to prohibitions or restrictions concerning :

- (a) Public security ;
- (b) Public health or the protection of useful animals and vegetables against disease, noxious insects or parasites.

Article VIII.

As regards conditions of transit, the two Contracting Parties undertake reciprocally, to apply in their relations the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit¹, signed at Barcelona on April 21, 1921, or of any other agreement of the same kind governing conditions of transit in future, to which both Contracting Parties may have acceded, while guaranteeing to each other in this respect most-favoured-nation treatment.

Article IX.

I. Vessels and boats flying the flag of either High Contracting Party, together with their cargoes, shall enjoy in all respects in the ports and territorial waters of the other Party the same treatment as national vessels and their cargoes, irrespective of the place of departure or destination of the said vessels, and also of the place of origin or destination of their cargoes. In particular, they shall not be subject in the territory of the other Party to any charge or impost of any kind or deno-

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; and Vol. XCII, page 363, of this Series.

ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination, perçue ou à percevoir, soit au profit de l'Etat soit au profit de provinces, de communes ou d'institutions quelconques, autre ou plus élevée que celles qui seront applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons.

2. En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins et, en général, pour toutes les formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat.

3. Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une tierce Puissance, seront appliqués, simultanément et sans réserve, à l'autre Partie.

4. Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article en ce qui concerne le cabotage et les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été accordées ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits, et qui restent réservés au pavillon national.

Article X.

1. La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

2. Les certificats de jaugeage établis par l'une des Hautes Parties contractantes seront acceptés par l'autre conformément à la déclaration du 18/20 novembre 1895.

Les certificats de navigabilité délivrés par l'une des Parties contractantes seront également reconnus par l'autre Partie conformément à l'arrangement spécial qui sera conclu à cet effet.

Article XI.

1. Les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir des consuls généraux, consuls et vice-consuls dans tous les ports et places commerciales de l'autre Partie, où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à une tierce Puissance.

2. Les représentants consulaires nommés par l'une des Parties contractantes, bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve de réciprocité, des privilèges, droits et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les représentants consulaires du même grade et de la même catégorie d'une tierce Puissance.

Article XII.

Sauf stipulations contraires de la présente convention, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

Les dispositions de la présente convention relative au traitement de la nation la plus favorisée, ne pourront être invoquées en ce qui concerne :

1^o Les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local.

2^o Les avantages résultant ou pouvant résulter d'une union douanière avec d'autres Etats.

mination whatsoever, levied or to be levied, either on behalf of the State or on behalf of provinces, communes or institutions of any kind, other or higher than those which are applicable to national vessels and their cargoes.

2. As regards the stationing of vessels and boats, their loading and unloading in ports, roadsteads, harbours or docks and, in general, as regards all formalities and arrangements to which vessels, their crews and cargoes may be subject, it is agreed that no privilege or favour shall be granted to national vessels which is not also granted to those of the other State.

3. Any privilege and any exemption which either Contracting Party may grant in one of the above-mentioned respects to a third Power, shall apply simultaneously and unreservedly to the other Party.

4. An exception shall, however, be made to the provisions of the present Article in respect of the coasting trade and favours which, in either of the countries, have been granted, or may be granted in future, to national fisheries and their products; these shall continue to be reserved for the national flag.

Article X.

1. The nationality of vessels shall be recognised by both Parties in accordance with the documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in conformity with the laws and regulations of each country.

2. The tonnage measurement certificates issued by either High Contracting Party shall be accepted by the other in conformity with the declaration of November 18/20, 1895.

The certificates of seaworthiness issued by either Contracting Party shall also be recognised by the other Party in conformity with the special arrangement which will be concluded for the purpose.

Article XI.

1. The High Contracting Parties shall accord each other the right to maintain consuls-general, consuls and vice-consuls in all ports and commercial places of the other Party where the right to appoint consular representatives has been accorded to a third Power.

2. Consular representatives appointed by either Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party, subject to reciprocity, the privileges, rights and immunities which consular representatives of the same rank and of the same class belonging to a third Power enjoy or may enjoy in the future.

Article XII.

Except as otherwise provided in the present Convention, the two Contracting Parties guarantee to each other most-favoured-nation treatment in all matters in regard to the various administrative or other formalities rendered necessary by the application of the present Convention.

Article XIII.

The provisions of the present Convention regarding most-favoured-nation treatment may not be used to support a claim for :

(1) Favours which have been or may in future be accorded to adjacent States to facilitate local frontier traffic ;

(2) Advantages arising or which may arise from a Customs union with other States.

La Grèce n'invoquera pas les dispositions de la présente convention pour réclamer les avantages que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à la Norvège ou à la Suède, ou à ces deux pays, tant que lesdits avantages ne sont pas accordés à d'autres Etats que ceux déjà nommés.

Sous réserve des clauses de l'article V les dispositions de la présente convention ne seront pas appliquées sur le terrain du Groenland.

Article XIV.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention, y compris le protocole final, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, seront soumis, à la requête d'une seule des Parties, à un Tribunal arbitral qui sera, en règle générale, composé de trois membres, les Parties contractantes nommant chacune un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, le surarbitre. Si l'une des Parties le demande, le Tribunal arbitral sera, toutefois, composé de cinq membres, les Parties contractantes nommant chacune un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers le surarbitre.

Le surarbitre et, le cas échéant, les arbitres à désigner en commun, ne devront, ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service.

Si la nomination du surarbitre et, le cas échéant, des arbitres à désigner en commun ou au gré de l'une des Parties n'intervenait pas dans les quatre mois qui suivent la notification d'une demande d'arbitrage, ils seront désignés, à la demande d'une seule des Parties, par le président de la Cour, permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président ou, si celui-ci se trouve dans le même cas, par le membre le plus ancien de la Cour.

Le Tribunal se réunira au lieu désigné par le surarbitre. Il réglera lui-même la procédure. Ses sentences auront force obligatoire.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige a trait à l'interprétation ou à l'application de la convention, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa premier du présent article.

Lorsque les Parties en sont d'accord, le différend peut aussi être renvoyé à la Cour permanente de Justice internationale de la Haye pour un traitement sommaire, conformément aux articles 29 et 30 du statut de la Cour.

Article XV.

Sauf dispositions contraires dans la présente convention, les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement, en ce qui concerne leur commerce, leur industrie, leur agriculture, leur navigation et leurs professions, un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à la nation la plus favorisée.

Article XVI.

La présente convention sera ratifiée, pour le Danemark, par Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande, et pour la Grèce, par le président de la République, après approbation du Parlement hellénique. Les ratifications en seront échangées à Berlin.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant une année à partir de la date de sa mise en vigueur, et ensuite jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Berlin, en double expédition, le 22 août 1928.

(L. S.) Herluf ZAHLE.

(L. S.) E.CANELLOPOULOS.

Greece may not avail herself of the provisions of the present Convention to support a claim for advantages which Denmark has granted or may in future grant to Norway or to Sweden, or to both of these countries, as long as the said advantages are not granted to States other than those already mentioned.

Subject to the stipulations of Article V, the provisions of the present Convention shall not apply to the territory of Greenland.

Article XIV.

Disputes which may arise regarding the interpretation or application of the present Convention, including the Final Protocol, and which it may not have been possible to settle through the diplomatic channel within a reasonable time, shall be submitted, at the request of one only of the Parties, to an arbitral tribunal, which as a general rule shall consist of three members, the Contracting Parties each nominating an arbitrator of their own choosing, and appointing the umpire by agreement. Should either Party so request, the arbitral tribunal shall, however, consist of five members, the Contracting Parties each nominating an arbitrator of their own choosing, and appointing by agreement the three others, and from among these latter the umpire.

The umpire and the arbitrators appointed by agreement, if any, may not be nationals of the Contracting States, nor may they have their domicile in their territory nor be employed in their service.

If the umpire and the arbitrators to be selected by agreement or at the pleasure of one of the Parties are not appointed within four months from the notification of a request for arbitration, they shall be appointed, at the request of one only of the Parties by the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of either contracting State, by the Vice-President or if he is in the same position, by the oldest member of the Court.

The tribunal shall meet at the place selected by the umpire. It shall lay down its own procedure. Its awards shall be binding.

In the case of a difference as to whether the dispute relates to the interpretation or application of the Convention, this prior question shall be submitted to arbitration under the same conditions as those laid down in the first paragraph of the present Article.

If the Parties agree thereto, the dispute may also be referred to the Permanent Court of International Justice at The Hague to be dealt with under the summary procedure in accordance with Articles 29 and 30 of the Statute of the Court.

Article XV.

Unless otherwise provided in the present Convention, the High Contracting Parties undertake to grant each other as regards their commerce, industry, agriculture, navigation and trade and professions, treatment at least as favourable as that which is or may in future be accorded to the most favoured nation.

Article XVI.

The present Convention shall be ratified on behalf of Denmark by His Majesty the King of Denmark and Iceland, and on behalf of Greece by the President of the Republic, after being approved by the Hellenic Parliament. The ratifications thereof shall be exchanged at Berlin.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, and shall remain valid for one year from the date on which it comes into force, and thereafter until the expiration of a period of three months from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Berlin, in duplicate, August 22, 1928.

(L. S.) E. CANELLOPOULOS.

(L. S.) Herluf ZAHLE.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, conclue à la date de ce jour, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1^o Considérant les relations qui, conformément au contenu de la Loi Unionelle du 30 novembre 1918, existent entre le Danemark et l'Islande, il est entendu que les dispositions de la susdite convention ne pourront pas, de la part de la Grèce, être invoquées pour réclamer les avantages spéciaux que le Danemark a accordés ou pourrait à l'avenir accorder à l'Islande.

2^o Dans le cas où les deux Parties contractantes exigeraient que les produits et marchandises importés sur leurs territoires soient accompagnés de certificats d'origine, les deux gouvernements respectifs prennent l'engagement, à titre de réciprocité, pendant toute la durée de la susdite convention, de ne pas exiger, pour ces certificats, des droits de légalisation consulaire, dans les cas où cette légalisation serait jugée nécessaire.

3^o Le Gouvernement hellénique s'engage à assurer, sous tous les rapports, l'égalité de traitement de l'huile de soja originaire de Danemark avec les huiles de sésame, de coton et d'arachide.

Le Gouvernement danois, de son côté, s'engage à assurer, sous tous les rapports, l'égalité de traitement des raisins secs de Corinthe noirs et blonds (dits Sultanine, sans grain, avec les autres raisins secs.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole comme partie intégrante de la convention.

BERLIN, le 22 août 1928.

Herluf ZAHLE.

E. CANELLOPOULOS.

Pour copie conforme :

Engell,

Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères a. i.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the present Convention, concluded on this day's date, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) In view of the relations which exist between Denmark and Iceland under the terms of the Union Law of November 30, 1918, it is understood that Greece may not avail herself of the provisions of the above-mentioned Convention to support a claim for special advantages which Denmark has granted or may in future grant to Iceland.

(2) If the two Contracting Parties require that products and goods imported into their territories should be accompanied by certificates of origin, the two Governments undertake, subject to reciprocity, not to require for these certificates, so long as the above-mentioned Convention is in force, consular legalisation duties should such legalisation be considered necessary.

(3) The Hellenic Government undertakes to accord the same treatment in all respect to soya oil produced in Denmark as to oil from sesame, cotton and groundnuts.

The Danish Government on its side undertakes to accord the same treatment in all respects to black and white seedless grapes, currants and sultanas as to other dried grapes.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol as an integral part of the Convention.

Berlin, August 22, 1928.

Herluf ZAHLE.

E. CANELLOPOULOS.

N° 2148.

**BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
VILLE LIBRE DE DANTZIG,
FINLANDE, FRANCE, etc.**

**Arrangement relatif à l'établissement
d'une carte de transit pour émi-
grants. Signé à Genève, le 14
juin 1929.**

**BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
FREE CITY OF DANZIG,
FINLAND, FRANCE, etc.**

**Agreement concerning the Prepara-
tion of a Transit Card for Emi-
grants. Signed at Geneva, June
14, 1929.**

N^o 2148. — ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE CARTE DE TRANSIT POUR ÉMIGRANTS¹. SIGNÉ A GENEVE, LE 14 JUIN 1929.

Textes officiels en français et en anglais. Cet arrangement a été enregistré le 12 septembre 1929, jour de son entrée en vigueur, conformément à son article II.

PRÉAMBULE

A des fins humanitaires et pour simplifier les formalités du transit pour les émigrants traversant leurs territoires respectifs ;

Considérant qu'en ces matières, c'est par le moyen de conventions générales, auxquelles d'autres gouvernements pourront ultérieurement devenir parties, que les gouvernements seront le mieux à même de répondre au vœu émis par la Conférence des passeports tenue à Genève, du 12 au 18 mai 1926, que toutes les facilités possibles soient accordées pour le passage en transit des émigrants se rendant d'Europe dans les pays d'outre-mer ;

· Voulant conclure un arrangement à cet effet ;

Les gouvernements contractants sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Il est créé une carte de transit pour les émigrants qui se rendent d'Europe dans un pays d'outre-mer. Cette carte peut être établie par chacun des gouvernements contractants pour les émigrants venant s'embarquer dans un de ses ports. Chaque gouvernement qui

¹ Conformément à l'article II, cet arrangement est entré en vigueur le 12 septembre 1929.

No. 2148. — AGREEMENT CONCERNING THE PREPARATION OF A TRANSIT CARD FOR EMI-GRANTS¹. SIGNED AT GENEVA, JUNE 14, 1929.

French and English official texts. The registration of this Agreement took place September 12, 1929, the date of its coming into force, in accordance with its Article II.

PREAMBLE.

The Contracting Governments :

For humanitarian reasons and in order to simplify transit formalities for emigrants crossing their respective territories ;

Considering that general conventions to which other Governments may subsequently become parties constitute the best means whereby the Governments may give effect to the recommendation made by the Passport Conference held at Geneva from March 12th to 18th, 1926, to the effect that all possible facilities should be granted for the passage in transit of emigrants proceeding from Europe to countries overseas ;

Being desirous of concluding an Agreement to this effect ;

Have agreed as follows :

Article I.

A transit card shall be instituted for emigrants proceeding from Europe to overseas countries. This card may be prepared by each of the Contracting Governments for emigrants coming to embark in its ports. Each Government which has adopted these transit cards shall

¹ In accordance with Article II, this Agreement came into force on September 12th, 1929.

aura usé de la faculté d'établir ces cartes de transit les fournira aux compagnies de navigation autorisées à embarquer des émigrants dans ses ports.

supply them to shipping companies authorised to take emigrants on board in its ports.

Article 2.

Les cartes de transit seront fournies aux compagnies de navigation au prix coûtant, sans perception d'impôt ou taxe quelconque. Ces cartes seront conformes, comme dimensions, papier et impression, au modèle annexé au présent arrangement. Elles seront rédigées dans la langue du pays d'embarquement et devront reproduire identiquement la formule inscrite au verso du modèle joint au présent arrangement, dans au moins sept autres langues au choix des pays d'embarquement, selon leurs besoins respectifs. Elles porteront l'indication de la compagnie de navigation qui les utilise. Elles ne peuvent être cédées ou prêtées à d'autres compagnies que dans des cas exceptionnels et avec l'autorisation du gouvernement qui les a fournies.

Article 2.

Transit cards shall be supplied to shipping companies at cost price and free of any tax or charge. These cards shall conform in respect of size, paper and printing to the model annexed to the present Agreement. They shall be printed in the language of the country of embarkation, and must reproduce the notice printed on the back of the model annexed to the present Agreement in at least seven other languages at the choice of the countries of embarkation, according to their respective requirements. They shall bear the name of the shipping company using them. They may only be ceded or lent to other companies in exceptional cases and with the permission of the Government by which they were supplied.

Article 3.

Les cartes de transit ne seront fournies aux compagnies de navigation qu'avec obligation pour elles de ne délivrer aucune carte sans que soient respectées les conditions suivantes :

L'émigrant doit avoir des billets de passage pour le voyage complet du point de départ au pays d'immigration ;

Il doit remplir les conditions d'admission exigées par le pays d'immigration ;

Il doit avoir les moyens de subvenir à ses besoins au cours du transit ;

La carte doit être délivrée gratuitement à l'émigrant. Elle doit être dûment remplie au point de départ par les soins de la compagnie de navigation et signée par l'agent qualifié de celle-ci.

La carte de transit pourra être également délivrée à l'émigrant pour faciliter son retour dans son pays ou au lieu de son départ, au cas où il aurait été contraint de renoncer à poursuivre son voyage ou, s'il est refoulé, au moment de son débarquement par le pays d'immigration.

Un duplicata de cette carte sera remis en même temps à l'émigrant, qui le conservera par devers lui jusqu'à la destination finale de son voyage de retour.

Article 3.

Transit cards shall only be supplied to shipping companies provided the latter agree not to issue any cards unless the following conditions are complied with :

The emigrant must have tickets for the whole journey from the point of departure to the country of immigration ;

He must fulfil the conditions for admission laid down by the country of immigration ;

He must have means to provide for his subsistence during transit ;

The card must be issued to the emigrant free of charge. It must be duly filled in at the place of departure by the shipping company and must be signed by the company's authorised agent.

Transit cards may also be issued to emigrants in order to facilitate their return to their country or place of departure if they are compelled to give up their journey when already on their way or are turned back when disembarking in the country of immigration. A duplicate of this card shall at the same time be handed to the emigrant, who shall retain it until he reaches his final destination on his return journey.

Article 4.

Sous réserve que l'émigrant ne soit pas en contravention avec leurs règlements de sûreté de police et d'hygiène, tous les gouvernements contractants s'engagent à laisser transiter par leurs territoires respectifs l'émigrant muni de son passeport et d'une carte de transit délivrée par le gouvernement contractant du pays d'embarquement dans les conditions prévues aux articles précédents, sans exiger que cette carte ni le passeport soient revêtus de leur visa consulaire et sans qu'il soit perçu de taxes spéciales de contrôle et de transit.

Article 5.

Tout gouvernement contractant qui aurait des raisons sérieuses d'exclure une compagnie de navigation étrangère de l'usage de la carte de transit sur son territoire, devra le notifier à tous les autres gouvernements contractants, en faisant connaître les motifs de sa décision. Cette exclusion ne pourra toutefois avoir pour effet d'entraver le voyage des émigrants durant les soixante jours à dater de la notification.

Article 6.

Chaque gouvernement contractant d'un pays d'embarquement communiquera, dans la mesure du possible, aux autres gouvernements contractants qui lui en exprimeraient le désir la liste des compagnies de navigation auxquelles il fournit des cartes de transit.

Article 7.

La compagnie de navigation qui a délivré une carte de transit sera responsable de toutes les dépenses encourues par l'un des gouvernements contractants du fait que l'émigrant muni de cette carte est demeuré sur le territoire de ce gouvernement sans autorisation.

Article 8.

Les gouvernements contractants se prêteront leurs bons offices pour la bonne exécution

Article 4.

Provided that the emigrant conforms to the requirements of their public security, police and health regulations, all the Contracting Governments undertake to allow any emigrant holding a passport and a transit card issued by the Contracting Government of the country of embarkation, under the conditions laid down in the preceding articles, to pass in transit through their respective territories without requiring either this card or the passport to bear their consular visa, and without levying special control or transit charges.

Article 5.

Any Contracting Government which has serious reasons for debarring a foreign shipping company from using these transit cards in its territory must inform all the other Contracting Governments, stating the reasons for its decision. Such prohibition, however, shall not have the effect of impeding the journey of emigrants during a period of sixty days following notification.

Article 6.

Each Contracting Government of a country of embarkation shall, as far as possible, communicate to the other Contracting Governments at their request a list of the shipping companies which it supplies with transit cards.

Article 7.

The shipping company which has issued a transit card shall be responsible for all expenditure incurred by one of the Contracting Governments owing to the emigrant supplied with this card having remained in the territory of this Government without authorisation.

Article 8.

The Contracting Governments shall lend their good offices to ensure the proper execution

du présent arrangement, notamment pour rendre effective la responsabilité des compagnies de navigation visée à l'article précédent ; à cet effet, les services compétents des différents gouvernements sont autorisés à communiquer directement entre eux.

Article 9.

A défaut d'entente directe entre les gouvernements, tous différends qui surgiraient entre eux relativement à l'interprétation ou à l'application du présent arrangement seront réglés par voie d'arbitrage. En cas d'arbitrage, et à moins que les parties n'en décident autrement, chaque partie désignera un arbitre ; le troisième membre du tribunal arbitral sera choisi par les arbitres ou, si ces derniers ne peuvent s'entendre, sera nommé par le président de la Commission consultative et technique des communications et du transit de la Société des Nations. Le tribunal arbitral statuera sur la base du compromis arrêté d'un commun accord par les parties. Si les parties n'ont pu se mettre d'accord, le tribunal arbitral établira le compromis.

Le tribunal arbitral pourra décider d'entendre les représentants des compagnies de navigation intéressées.

Les frais de l'arbitrage seront répartis selon la décision du tribunal arbitral.

Article 10.

Le présent arrangement ne comporte nullement le retrait de facilités plus grandes que celles résultant de ces stipulations et qui auraient été octroyées par des dispositions unilatérales ou par des accords spéciaux entre les gouvernements contractants. Il ne comporte pas davantage l'interdiction d'en accorder à l'avenir de semblables.

Article 11.

Le présent arrangement, dont les textes anglais et français font tous deux foi, portera

of the present Agreement, particularly with a view to ensuring the responsibility of the shipping companies referred to in the preceding article ; to this end the competent services of the various Governments shall be authorised to communicate with each other direct.

Article 9.

In the absence of any direct agreement between the Governments, all disputes which may arise between them concerning the interpretation or application of the present Agreement shall be settled by arbitration. In the case of arbitration, unless the parties decide otherwise, each party shall appoint one arbitrator ; the third member of the court of arbitration shall be chosen by the arbitrators themselves or, should the latter be unable to reach an agreement, shall be appointed by the Chairman of the Advisory and Technical Committee for Communications and Transit of the League of Nations. The court of arbitration shall reach its decision on the basis of the special agreement established by common agreement between the parties. Should the parties be unable to agree, the court of arbitration shall itself establish the special agreement.

The court of arbitration may decide to hear the representatives of the shipping companies concerned.

The costs of arbitration shall be allocated as decided by the court of arbitration.

Article 10.

The present Agreement shall in no way imply the withdrawal of facilities greater than those allowable under its provisions which may have been accorded by autonomous action or under special agreement between the Contracting Governments. Neither shall it imply any prohibition to accord such facilities in the future.

Article 11.

The present Agreement, of which both the English and French texts shall be authentic,

la date de ce jour et restera ouvert, à Genève, à la signature de tout gouvernement invité à la Conférence européenne relative aux cartes de transit pour émigrants, tenue à Genève du 10 au 14 juin 1929.

Le Secrétaire général portera à la connaissance de tous les gouvernements ci-dessus mentionnés toutes les signatures qui auront été apposées au présent arrangement.

Le présent arrangement entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après sa signature par trois gouvernements et, par la suite, il deviendra opérant pour tout gouvernement signataire quatre-vingt-dix jours à partir de la date de sa signature par ledit gouvernement.

Conformément à l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général de la Société des Nations enregistrera le présent arrangement le jour de son entrée en vigueur.

Article 12.

Le présent arrangement peut être dénoncé par l'un quelconque des gouvernements contractants, après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de son entrée en vigueur pour ledit gouvernement, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Copie de cette notification, informant tous les autres gouvernements contractants de la date à laquelle elle a été reçue, leur sera transmise par le Secrétaire général.

La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et ne sera opérante qu'en ce qui concerne le gouvernement qui l'aura notifiée.

Article 13.

Le présent arrangement sera soumis à une procédure de revision, si la demande en est formulée par un tiers au moins des gouvernements contractants, en vue d'accorder des facilités plus grandes aux émigrants traversant leurs territoires.

Fait à Genève, le quatorze juin mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire qui restera déposé aux archives du Secrétariat de la Société des Nations. Des copies certifiées conformes seront communiquées par le Secrétaire général de la Société des Nations à tous

shall bear to-day's date and shall remain open at Geneva for signature by all Governments invited to the Conference on cards for emigrants in transit held at Geneva from June 10th to 14th, 1929.

The Secretary-General shall notify all the above Governments of all signatures which are appended to the present Agreement.

The present Agreement shall come into force ninety days after it has been signed by three Governments, and it shall thereupon take effect, as regards any signatory Government, ninety days after the date of its signature by the said Government.

In conformity with Article 18 of the Covenant of the League of Nations, the Secretary-General of the League of Nations shall register the present Agreement on the day on which it comes into force.

Article 12.

The present Agreement may be denounced by any of the Contracting Governments at any moment after the expiry of a period of one year as from the date on which it came into force in respect of the Government in question, by notification to the Secretary-General of the League of Nations. Copy of this notification informing all the other Contracting Governments of the date on which it was received shall be transmitted to them by the Secretary-General.

Denunciation shall take effect six months after the date on which it was received by the Secretary-General and shall only operate in respect of the Government which has transmitted such notification.

Article 13.

The present Agreement shall be subject to revision, at the request of not less than one-third of the Contracting Governments, with a view to granting more extensive facilities to emigrants crossing their territory.

Done at Geneva on June fourteenth, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall remain in the archives of the Secretariat of the League of Nations. Certified true copies shall be sent by the Secretary-General of the League of Nations

les gouvernements visés au premier alinéa de l'article II. to all Governments referred to in the first paragraph of Article II.

ALLEMAGNE	Hans H. VÖLKERS	GERMANY
BELGIQUE	J. DE RUELLE	BELGIUM
SUISSE	H. ROTHMUND <i>ad referendum</i>	SWITZERLAND
FRANCE	NAVAILLES.	FRANCE
GRÈCE	D. BIKÉLAS. <i>ad referendum</i>	GREECE
COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE	FABIANI	SAAR TERRITORY GOVERNING COMMISSION
ITALIE	Publio LANDUCCI	ITALY
FINLANDE	Evald GYLLENBÖGEL <i>ad referendum</i>	FINLAND
La signature est valable pour la Finlande à partir du 9 octobre 1929.		
HONGRIE	Ladislav DE GÖMÖRY-LAIML <i>ad referendum</i>	HUNGARY
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD	W. Haldane PORTER	GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
POLOGNE	B. NAKONIECZNIKOFF <i>ad referendum</i> ¹	POLAND
VILLE LIBRE DE DANTZIG	B. NAKONIECZNIKOFF <i>ad referendum</i>	FREE CITY OF DANTZIG
PAYS-BAS	J. F. BOER <i>ad referendum</i> ²	THE NETHERLANDS
ROUMANIE	J. SETLACEC <i>ad referendum</i> ³	ROUMANIA
ESPAGNE	Mauricio LOPEZ ROBERTS, Marquis de la Torrehermosa.	SPAIN
AUTRICHE	E. PFLÜGL	AUSTRIA

¹ La signature est valable pour la Pologne à partir du 23 décembre 1929.

² La signature est valable pour les Pays-Bas à partir du 3 juillet 1930.

³ La signature est valable pour la Roumanie à partir du 26 novembre 1929.

¹ The signature is valid for Poland as from December 23, 1929.

² The signature is valid for the Netherlands as from July 3, 1930.

³ The signature is valid for Roumania as from November 26, 1929.

AVIS

La présente carte a été délivrée en vertu de l'Arrangement international conclu sous les auspices de la Société des Nations, à Genève, le 14 juin 1929, et donne le droit de transit jusqu'au port d'embarquement.

[Reproduction de la même formule dans au moins sept autres langues que la langue du pays d'embarquement]

Indication de la Compagnie de navigation.

NOTICE

This card is issued under the International Agreement concluded under the auspices of the League of Nations at Geneva, June 14th, 1929, and gives the right of transit to the port of embarkation.

[The same notice should be reproduced in at least seven languages other than the language of the country of embarkation.]

Indication of the Navigation Company.

AVIS

La présente carte a été délivrée en vertu de l'arrangement international conclu sous les auspices de la Société des Nations, à Genève, le 14 juin 1929, et donne le droit de transit jusqu'au port d'embarquement.

[Reproduction de la même formule dans au moins sept autres langues que la langue du pays d'embarquement]

Indication de la Compagnie de Navigation.

NOTICE

This card is issued under the International Agreement concluded under the auspices of the League of Nations at Geneva, June 14th, 1929, and gives the right of transit to the port of embarkation.

[The same notice should be reproduced in at least seven languages other than the language of the country of embarkation.]

Indication of the Navigation Company.

[Indication du pays
d'embarquement]

SORTIE

[Indication du pays
d'embarquement]

ENTRÉE

N°

N°

CARTE DE TRANSIT

CARTE DE TRANSIT

ARRANGEMENT INTERNATIONAL

conclu sous les auspices de la Société des Nations,
à Genève, le 14 juin 1929.

Nom de famille

Nom de famille

[MAJUSCULES]

Prénom

Prénom Sexe Age

Nationalité

Nationalité

Pays où le voyage a commencé

Pays de destination finale

Billet N° Passeport N°

Billet N° Passeport N°

A le 19.....

Timbre de la Compagnie
de navigation :Signature de l'Agent
de la Compagnie de Navigation :*(A retirer au port d'embarquement par le
service de contrôle des passeports)*

Le présente carte est délivrée gratuitement.

*(A détacher à la frontière du pays d'embarquement
par le service de contrôle des passeports)*

La présente carte est délivrée gratuitement.

[Indication of the country
of embarkation]

EXIT.

[Indication of the country
of embarkation]

ENTRY

No.

No.

TRANSIT CARD

TRANSIT CARD

INTERNATIONAL AGREEMENT

concluded under the auspices of the League
of Nations at Geneva, June 14th, 1929.

Surname

Surname

{BLOCK LETTERS}

Christian name

Christian name Sex Age

Nationality

Nationality

Country in which journey started

Country of final destination

Ticket No. Passport No.

Ticket No. Passport No.

At the 19.....

Stamp of the Navigation
Company :Signature of the Navigation
Company's Agent*(To be retained at the port of embarkation
by the Passports Control Office.)*

This card is supplied gratis.

*(To be detached at the frontier of the country
of embarkation by the Passports Control Office.)*

This card is supplied gratis.

N° 2149.

NORVÈGE ET SUÈDE

Échange de notes relatif à la simplification du cérémonial d'usage en cas de visites de vaisseaux de guerre. Oslo, les 25 et 26 juillet 1929.

NORWAY AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the Simplification of the Ceremonial customary in case of Visits of Ships of War. Oslo, July 25 and 26, 1929.

N^o 2149. — NOTEVÄXLING MEL-
LAN DEN SVENSKA OCH DEN
NORSKA REGERINGEN RÖ-
RANDE FÖRENKLING I BESPÄ-
RINGSSYFTE AV PROCEDUREN
VID ÖMSESIDIGA FLOTTBE-
SÖK. OSLO, DEN 25 OCH 26 JULI
1929.

N^o 2149. — UTVEKSLING AV
NOTER MELLEM DEN NORSKE
OG SVENSKE REGJERING
ANGAAENDE FORENKLING AV
CEREMONIELLET OG MINSK-
NING AV UTGIFTENE VED
GJENSIDIGE FLATEBESÖK.
OSLO, DEN 25 OG 26 JULI 1929.

*Textes officiels suédois et norvégien communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de Nor-
vège. L'enregistrement de cet échange de notes a
eu lieu le 14 septembre 1929.*

*Swedish and Norwegian official texts communi-
cated by the Norwegian Minister for Foreign
Affairs. The registration of this Exchange of
Notes took place September 14, 1929.*

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

KUNGL.
SVENSKA BESKICKNINGEN.

OSLO, den 25 juli 1929.

HERR STATS MINISTER,

Jämlikt erhållet uppdrag har jag härmed äran bringa till Herr Statsministerns kännedom, att Kungl. Svenska Regeringen är villig att till förenkling i besparingssyfte av proceduren vid flottbesök med Kungl. Norska Regeringen ingå ömsesidig överenskommelse av följande innehåll.

Flottbesök indelas i två kategorier, dels officiella varmed förstås sådana, som företagas på inbjudan, dels icke officiella, d. v. s. sådana som äga rum på initiativ av den stat, fartygen tillhör. I samband med framställning om vederbörligt tillstånd till besök skall angivas, huruvida besöket bör betraktas som officiellt eller icke officiellt.

Vid officiella flottbesök skall ingen ändring vidtagas i det hitintills brukliga officiella mottagandet; vid icke officiella besök skola sedvanliga artighetsvisiter utväxlas, men inga officiella mottagningar förekomma.

Därest Kungl. Norska Regeringen godtager ovan angivna ordning torde överenskommelse härom få anses träffad därigenom att jag erhåller ett meddelande av ifrågavarande innebörd.

Mottag, Herr Statsminister, försäkran om min utmärktaste högaktning.

Hans Excellens

Herr Statsminister L. Mowinckel,

Chef för Kungl. Norska Utrikesdepartementet,
etc., etc., etc.

(u.) C. REUTERSKIÖLD.

Pour copie conforme.

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 7 septembre 1929.

W. Foss.

Chef du Protocole.

TEXTE NORVEGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

II.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 26 juli 1929.

HERR CHARGÉ D'AFFAIRES,

Jeg har den ære å erkjenne mottagelsen av Deres skrivelse av 25.ds. hvori De har hatt den godhet å meddele mig at den svenske Regjering er villig til å treffe en avtale med den norske Regjering angående forenkling av ceremoniellet og minskning av utgiftene ved gjensidige flåtebesök.

Avtalen går ut på at flåtebesök skal inndeles i to kategorier, dels offisielle hvorved forståes sådanne som foretas efter innbydelse, dels ikke-offisielle d.v.s. sådanne som finner sted på initiativ av den stat fartøiet tilhører. I forbindelse med begjæring om fornöden tillatelse til besök skal angis hvorvidt besöket bör betraktes som offisielt eller ikke-offisielt.

Ved offisielle flåtebesök skal der ikke skje nogen endring i den hittil brukelige offisielle mottagelse; ved ikke-offisielle besök skal der utveksles sedvanlige höflighetsvisitter, men ikke forekomme nogen offisielle mottagelser.

I den anledning har jeg den ære å meddele at den norske Regjering er enig i ovenstående ordning og at den anser avtalen inngått ved den stedfunne noteveksling.

Motta, Herr Chargé d'Affaires, forsikringen om min særlige höiaktelse.

(u.) For Utenriksministeren:
Aug. ESMARCH.

Herr Reuterskiöld,
Sveriges Chargé d'Affaires,
etc., etc.

Pour copie conforme.

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 7 septembre 1929.

W. Foss.

Chef du Protocole.

¹ TRADUCTION.N^o 2149. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN ET SUÉDOIS RELATIF A LA SIMPLIFICATION DU CÉRÉMONIAL D'USAGE EN CAS DE VISITES DE VAISSEAUX DE GUERRE. OSLO, LES 25 ET 26 JUILLET 1929.

I.

LÉGATION ROYALE DE SUÈDE.

OSLO, le 25 juillet 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en vue de simplifier le cérémonial d'usage, et en vue de réduire les dépenses, en cas de visites de vaisseaux de guerre, le Gouvernement royal suédois est disposé à conclure avec le Gouvernement royal norvégien un accord réciproque contenant les dispositions ci-après.

Les visites de vaisseaux de guerre seront réparties en deux catégories dont l'une comprendra les visites officielles, c'est-à-dire celles qui seront motivées par une invitation, et l'autre les visites non officielles, c'est-à-dire celles qui auront lieu sur l'initiative de l'Etat auquel appartiendra le bâtiment. La demande d'autorisation nécessaire en vue de la visite devra indiquer si celle-ci doit être considérée comme officielle ou non officielle.

Lorsqu'il s'agira de visites officielles, aucune modification ne sera apportée au cérémonial de réception officiel en usage jusqu'ici; dans le cas contraire, les visites de politesse habituelles auront lieu, mais aucune réception officielle ne sera organisée.

Si le Gouvernement royal norvégien approuve l'arrangement ci-dessus, l'accord à ce sujet pourra être considéré comme se trouvant conclu dès l'instant où me parviendra une communication dans le sens précité.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) C. REUTERSKIÖLD.

Son Excellence M. L. Mowinkel,
Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 26 juillet 1929.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 25 de ce mois par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que le Gouvernement suédois est disposé à conclure un accord avec le Gouvernement norvégien concernant la simplification du cérémonial et la réduction des dépenses en cas de visites de vaisseaux de guerre de l'un des deux pays dans l'autre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2149. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE SIMPLIFICATION OF THE CEREMONIAL CUSTOMARY IN CASE OF VISITS OF SHIPS OF WAR. OSLO, JULY 25 AND 26, 1929.

I.

ROYAL SWEDISH LEGATION.

OSLO, *July 25, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed to inform you that, with a view to simplifying the ceremonial which is customary in cases of visits of warship and thus reducing expenditure, the Royal Swedish Government is prepared to conclude with the Royal Norwegian Government a reciprocal agreement containing the following provisions.

Visits of warships will be divided into two categories, one comprising official visits, *i. e.*, those made in response to an invitation, and the other comprising unofficial visits, *i. e.*, those made at the instance of the Government to which the vessel belongs. The request for the authorisation necessary for the visit must indicate whether the visit is to be regarded as official or unofficial.

For official visits, no change will be made in the ceremonial of the official reception customary hitherto; on unofficial occasions the naval courtesy visits will be exchanged, but no official reception will take place.

If the Royal Norwegian Government approves the above arrangement, the agreement on this subject may be regarded as concluded as soon as I receive a communication in the sense referred to above.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. REUTERSKIÖLD.

To His Excellency M. L. Mowinckel,
Minister of State,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, *July 26, 1929.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 25 instant, informing me that the Swedish Government is prepared to conclude an agreement with the Norwegian Government regarding the simplification of ceremonial and the reduction of expenditure on occasions when the warships of one country pay a visit to the other.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Aux termes de l'accord, les visites de vaisseaux de guerre seront réparties en deux catégories dont l'une comprendra les visites officielles, c'est-à-dire celles qui seront motivées par une invitation, et l'autre les visites non officielles, c'est-à-dire celles qui auront lieu sur l'initiative de l'Etat auquel appartiendra le bâtiment. La demande d'autorisation nécessaire en vue de la visite devra indiquer si celle-ci doit être considérée comme officielle ou non officielle.

Lorsqu'il s'agira de visites officielles, aucune modification ne sera apportée au cérémonial de réception officiel en usage jusqu'ici ; dans le cas contraire, les visites de politesse habituelles auront lieu, mais aucune réception officielle ne sera organisée.

Comme suite à votre note j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement norvégien donne son adhésion à l'arrangement précité et considère que l'accord se trouve conclu par la voie de l'échange de notes intervenu.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

(Signé) A. G. ESMARCH.

Monsieur Reuterskiöld,
Chargé d'Affaires de Suède,
etc., etc.

Under the terms of the agreement, visits of warships will be divided into two categories, one comprising official visits, *i. e.*, those made in response to an invitation, and the other comprising unofficial visits, *i. e.*, those made at the instance of the Government to which the vessel belongs. The request for the authorisation necessary for the visit must indicate whether the visit is to be regarded as official or unofficial.

For unofficial visits, no change will be made in the ceremonial of the official reception customary hitherto ; on unofficial occasions, the usual courtesy visits will be exchanged, but no official reception will take place.

In reply to your note, I have the honour to inform you that the Norwegian Government approves the arrangement described above and regards the agreement as concluded by the exchange of notes that has taken place.

I have the honour to be, etc.

(Signed) A. G. ESMARCH.

For the Minister for Foreign Affairs.

To M. Reuterskiöld,
Swedish Chargé d'Affaires,
etc., etc.

N° 2150.

LETTONIE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 28 mai 1928.

LATVIA AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, May 28, 1928.

N° 2150. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA LETTONIE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 28 MAI
1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 septembre 1929.

LA LETTONIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays et de développer leurs relations économiques, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. Germain ALBAT, secrétaire général au ministère des Affaires étrangères ; et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

M. ENIS Bey, sous-secrétaire d'Etat au ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

ÉTABLISSEMENT.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire, pour des raisons de sécurité et d'ordre publics.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef de séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 17 août 1929.
Entrée en vigueur le 17 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2150. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN LATVIA AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, MAY
28, 1928.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 17, 1929.

LATVIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the ties of friendship which so fortunately exist between the two countries, of regulating the conditions concerning the establishment of their nationals in the two countries, and of developing their economic relations, have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

M. Germain ALBAT, Secretary-General at the Ministry of Foreign Affairs, and

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

ENIS Bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

ESTABLISHMENT.

Article 1.

The nationals of either Contracting Party shall have the right to settle and reside, to come and go and to move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations in force therein.

Each of the Contracting Parties retains complete freedom of action with regard to immigration, and also the right in individual cases and for reasons of public security and order, to prohibit persons from entering and residing in its territory.

As regards any taxes and dues payable in respect of residence or establishment, the nationals of the two Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, August 17, 1929.
Came into force September 17, 1929.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, à l'exception des cas prévus par la législation respective, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce, et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucune charge, taxe ou impôt, direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Ils seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens, et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela en qualité d'étranger, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints sur le territoire de l'autre à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Ils seront exempts de tout emprunt forcé. Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront sur le territoire de l'autre Partie être expropriés de leurs biens que pour cause reconnue également d'utilité publique. En ce qui concerne l'indemnisation des expropriés, chacune des Parties contractantes, dans le cadre de sa législation nationale, appliquera le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

Article 2.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation, to acquire possess and dispose of any kind of movable or immovable property in the territory of the other Party, except in the cases laid down in the laws of the respective countries, and provided they comply with the laws and regulations of the country. They may, upon the same conditions, dispose of such property freely, by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato* or by any other means.

They shall not in any of the above cases be liable to dues, taxes or imposts of any kind whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be levied on nationals of the country.

Article 3.

The nationals of either Contracting Party shall, under the same conditions as the nationals of the most favoured nation, have the right in the territory of the other Party to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession the exercise of which is not or may not in future be restricted to nationals, provided they comply with the laws and regulations of the country.

Article 4.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their persons, property, rights and interests, and as regards the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any direct or indirect dues, taxes or imposts other or higher than those which may be levied on nationals of the country.

They shall in particular be entitled, subject to compliance with the laws in force in the country, freely to export the proceeds of the sale of either property or the property itself, without thereby being subjected as foreigners to higher imposts, duties and charges than those which nationals of the country would have to pay.

Article 5.

The nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party to any military service, whether in the land, naval or air forces, or in the national guard or militia, nor to any obligation or charge in lieu of military service.

They shall be exempt from any forced loan. They shall only be liable to the military contributions and requisitions legally imposed on nationals of the country.

Article 6.

The nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party save on legally recognised grounds of public utility. As regards the compensation payable to expropriated persons, each of the Contracting Parties, within the limits of its national legislation, shall apply most-favoured-nation treatment.

Article 7.

The Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall enjoy, as regards the legal and judicial protection of their persons and property, the same treatment as is given to nationals of the country.

En conséquence ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régis par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, d'assurance, de communication et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

La reconnaissance des sociétés et associations, appartenant à l'une des Parties contractantes, n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Partie contractante et, en général, à l'exercice permanent des actes visés par leurs statuts.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera subordonnée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation la plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers. Chacune des Parties contractantes se réserve l'entière liberté en ce qui concerne l'autorisation desdites sociétés à l'acquisition des biens meubles ; dans le cas où cette autorisation sera accordée, les formalités et les conditions d'acquisition seront celles applicables aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent chapitre pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés, coopératives étrangers en général.

CHAPITRE II

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Turquie énumérés à la liste A ci-annexée, jouiront à leur importation en Lettonie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de Lettonie énumérés à la liste B ci-annexée, jouiront à leur importation en Turquie du bénéfice du tarif minimum.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'un des pays contractants importés dans l'autre ne seront pas assujettis à des droits, coefficients, taxes ou autres redevances quelconques plus élevés que ceux accordés aux mêmes produits d'un tiers pays.

They shall accordingly have free and unhindered access to the courts, and may sue or be sued upon the same conditions as nationals of the country. An exception to the above shall be made in respect of provisions relating to *cautio judicatum solvi* and to free legal aid, which questions shall be governed by local legislation pending the settlement thereof by a special agreement to be concluded between the two Parties.

Article 8.

Joint stock companies, co-operative societies and other commercial companies, including industrial and insurance companies and companies for communications and transport, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and have been constituted therein in accordance with the laws of that country, shall be legally recognised in the territory of the other Party and may appear before the courts either as plaintiffs or defendants.

The recognition of companies and associations belonging to one of the Contracting Parties does not imply that they will be permitted to establish themselves and carry on business in the territory of the other Contracting Party and, in general, permanently to conduct the operations mentioned in their statutes.

The admission of the said companies to the territory of the other Contracting Party for the purpose of carrying on their trade or industry therein shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory and shall also be subject to payment of the taxes and other admission charges.

Imposts, taxes and charges of whatsoever description or kind may not be levied in a more burdensome manner on such companies than on similar national companies.

Such companies may, on the same conditions as companies of the most favoured nation and subject to compliance with the laws of the country, acquire movable property of every kind. Each of the Contracting Parties reserves full liberty as regards the authorisation of the said companies to acquire immovable property; should this authorisation be granted, the formalities and conditions of acquisition shall be those applicable to similar companies of the most favoured nation.

Article 9.

It is agreed that neither Contracting Party may appeal to the most-favoured-nation clause referred to in this Section as a reason for claiming on behalf of its nationals, companies or cooperative societies, rights other or more extensive than those which it grants itself to foreign nationals, companies or co-operative societies in general.

SECTION II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 10.

The products of the soil and of industry of Turkish origin enumerated in List A attached hereto shall be entitled on importation into Latvia to the minimum tariff.

The products of the soil and of industry of Latvian origin enumerated in List B attached hereto shall be entitled on importation into Turkey to the minimum tariff.

The products of the soil and of industry originating in either of the contracting countries and imported into the territory of the other, shall not be subject to any duties, co-efficients, taxes or other charges whatsoever which are higher than those levied on the like products of any third country.

Il en sera de même en ce qui concerne les droits d'exportation et autres redevances sur les produits du sol et de l'industrie exportés du territoire d'une des deux Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie.

L'assurance sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend également à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans des entrepôts de douane, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis lors de leur importation sur le territoire de l'autre à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article 12.

Les produits du sol et de l'industrie originaires de l'une des Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 13.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre pays et, s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la moitié au moins de sa valeur est représentée par la valeur des matériaux originaires de l'autre pays, ainsi que par le coût de la transformation.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Départements d'Economie de Finance et de l'Agriculture, soit par les Chambres de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Les deux Parties contractantes auront réciproquement le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés des certificats d'origine si le pays destinataire reconnaît qu'il ne s'agit pas d'envois revêtant un caractère commercial.

Article 14.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes sont d'accord de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que le maintien ou l'institution n'en soient absolument nécessaires.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes appliquerait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement, qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises d'un tiers pays.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque les prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation sont établies ou maintenues pour :

- 1^o Assurer la sécurité de l'Etat ;
- 2^o La santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;

The same shall apply to export duties and other charges on products of the soil and of industry which are exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party.

Treatment on a footing of equality with third countries shall also extend to the method of levying import and export duties, to the placing of goods in bonded warehouses, to Customs charges and formalities and to the Customs treatment and clearance of goods imported, exported or passing through in transit.

Article 11.

Products of the soil and of industry of either of the Contracting Parties passing through the territory of one or more third countries shall not, on importation into the territory of the other Party, be liable to duties or charges other or higher than those which would be imposed if they had been imported direct from their country of origin.

Article 12.

The products of the soil and of industry originating in the territory of one of the Contracting Parties and imported into the territory of the other Party shall enjoy therein, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the treatment granted to the like products of a third country.

Article 13.

In order to reserve the benefit of the foregoing provisions for products originating in their respective countries, the Contracting Parties may require products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin attesting, in the case of a natural product, that it originated in the other country and, in the case of a manufactured product, that at least one-half its value is represented by the value of materials originating in the other country and by the cost of transformation.

The certificates of origin shall be issued either by the Departments of Economy, Finance and Agriculture or by the Chambers of Commerce to which the consignor belongs or by any other organ or group approved by the country of destination.

Both the Contracting Parties shall have the right to require certificates of origin to be legalised by their diplomatic or consular representative.

Certificates of origin shall be dispensed with in the case of postal packages if the non-commercial nature of such packages is recognised by the country of destination.

Article 14.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly agree not to hamper their reciprocal commercial relations by import or export prohibitions or restrictions, unless their maintenance or establishment is absolutely necessary.

Should either of the Contracting Parties prohibit or restrict the importation or exportation of goods, it shall grant the other Party the same treatment as has been or may subsequently be accorded to the goods of any third country.

The provisions of this Article shall not apply when import or export prohibitions and restrictions are established or maintained :

- (1) In order to ensure the safety of the State ;
- (2) For reasons of public health or as sanitary or prophylactic measures against diseases of animals and plants ;

3° Etablir ou maintenir des monopoles d'Etat ;

4° Les semences qui, à cause de leur origine, ne soient pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes y seront exemptes de tout droit de douane et d'autres charges, à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et autres charges d'administration.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi bien aux marchandises, en transit direct qu'aux marchandises transitant après transbordement, réemballage ou entreposage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;

b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises, et notamment celles qui sur leurs territoires font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

Article 16.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article 17.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront sur lest ou chargés dans les eaux et ports de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis, à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque autorisé par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

Article 18.

Les cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

- (3) For the establishment or maintenance of State monopolies ;
- (4) In respect of seeds which, owing to their origin, will not grow in the country of importation.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit on the routes most suitable for international traffic in respect of persons, baggage, goods and articles of all kinds, consignments, vessels, boats, carriages and wagons or other means of transport, and shall guarantee each other most-favoured-nation treatment in this respect.

Goods of all kinds conveyed across the Customs territory of either Contracting Party shall be exempt from all Customs duties and other charges with the exception of duties and charges for supervision, statistical fees and other administrative charges.

The provisions of the present Article shall also apply both to goods in direct transit and to goods in transit which have been transhipped, repacked or warehoused.

It is understood, however, that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs laws, in order to prevent their introduction into the country.

Neither Contracting Party shall be bound to allow the passage in transit of travellers whose admission to its territory is prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons relating to public safety and the security of the State ;
- (b) For health reasons or as a precaution against diseases of animals and plants,

The Contracting Parties shall have the right to take the necessary precautions to satisfy themselves that goods, more especially those which constitute a State monopoly in their territory, are actually in transit.

Article 16.

The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their territories as regards transport rates and methods, conditions of delivery and public taxes and dues on their respective railways.

Article 17.

Vessels and boats flying the flag of one of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be their place of departure or destination, shall enjoy therein the same treatment in every respect as national vessels and shall not be subjected to any duty or tax of any nature whatsoever, levied in the name and on behalf of the State, provinces, communes or any organisation whatsoever authorised by the Government, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Article 18.

Cargoes of vessels, whatever may be their origin or destination, shall not pay other or higher duties or charges, nor be subject to other treatment, than goods imported or exported under the national flag. Passengers and their baggage shall be treated in the same manner as if they were travelling under the national flag.

Article 19.

Les dispositions des articles 17 et 18 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage, la pêche, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage, d'autres services de port et la navigation dans les eaux intérieures qui sont exclusivement réservés aux nationaux.

L'assimilation des navires ainsi que de leur cargaison au pavillon national ne s'étend pas aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale.

Article 20.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés d'après le système Moorsom, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article 21.

Les navires et bateaux battant pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer de leur cargaison pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance lesquels d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 22.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractants dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent dans des circonstances analogues aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douanes à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 23.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un Etat tiers ne sera pas applicable :

1° Au traitement accordé ou qui pourrait être accordé ultérieurement par une des Parties contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant des deux côtés de la frontière et ne dépassant pas quinze kilomètres en général ;

2° Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3° Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarif douanier et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire ottoman en 1923 ;

Article 19.

The provisions of Articles 17 and 18 shall not apply to coasting, fishing, pilotage and the employment of pilots, towage and other port and navigation services on inland waterways exclusively reserved for nationals.

The assimilation of ships and their cargoes to ships and cargoes under the national flag shall not be extended to subsidies and bounties of any kind which are or may hereafter be granted to the national mercantile marine.

Article 20.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with the laws and regulations of each country shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of boats and vessels.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued according to the Moorsom system shall be recognised by the other Party in accordance with special arrangements to be concluded between the two Contracting Parties.

Article 21.

Vessels and boats under the flag of one of the Contracting Parties entering a port belonging to the other Party with the sole object of completing their cargo or of unshipping some portion thereof, shall be entitled, provided that they comply with the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any portion of their cargo which is consigned to another port or to another country, and to re-export the said portion without being liable to pay any duty or charges thereon, except supervision fees. The latter shall, moreover, be levied at the lowest rate paid by national vessels.

Article 22.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, run aground, be damaged at sea or compelled to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and her cargo shall enjoy the same benefits and immunities as are in similar circumstances granted by the laws and regulations of the country concerned to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, crew and passengers, both for themselves and for the vessel and her cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 23.

Treatment on terms of equality with a third State may not be claimed in respect of :

(1) Treatment which is or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in frontier traffic with neighbouring countries over an area extending on both sides of the frontier, and as a rule not exceeding a width of fifteen kilometres ;

(2) Special privileges resulting from a Customs union ;

(3) Special advantages and privileges which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs and generally in all other commercial transactions between Turkey and the countries detached from the Ottoman Empire in 1923 ;

4° Aux avantages et faveurs que la Lettonie a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 24.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Angora en double expédition, le 28 mai 1928.

(L. S.) (Signé) G. ALBAT.

(L. S.) (Signé) Mehmed ENIS.

LISTE A.

Numéro du tarif letton	Désignation des marchandises
8, 4	Raisins secs
8, 5	Figues sèches
ex 9	Olives
	1)
	2)
ex 11, 4	Noix, noisettes
ex 11, 2	Amandes, pistaches
ex 13	Olives
15, 1	Safran
21, 1	Tabac en feuilles
ex 39	Oeufs
ex 62, 9	Racine de réglisse
ex 87, 1, a	Gomme adragante
ex 87, 4	Jaune d'œuf
ex 112, 9, a	Jus de réglisse
ex 116	Opium
ex 117, 1, a	Huile d'olive
ex 124	Noix de galle, valloné
	1)
	2)
ex 176, 1	Chiffons
ex 179, 1	Coton brut
ex 180	Soie
	1) Cocons
	4) Soie brute
ex 181, 1	Laine brute
ex 203	Tapis en laine
	1)
	2)
	3)

(4) Advantages and privileges which Latvia has granted or may hereafter grant to Estonia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 24.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for three months reckoned from the date of its denunciation by either Contracting Party.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on May 28, 1928.

(L. S.) (Signed) G. ALBAT.

(L. S.) (Signed) Mehmed ENIS.

LIST A.

No. in the Latvian Tariff	Designation of Goods
8,4	Raisins
8,5	Dried figs
ex 9	Olives
	(1)
	(2)
ex 11,4	Walnuts, hazel-nuts
11,2	Almonds, pistachio nuts
ex 13	Olives
15,1	Saffron
21,1	Tobacco in leaf form
ex 39	Eggs
ex 62,9	Liquorice root
ex 87,1, a	Gum tragacanth
ex 87,4	Yolk of eggs
ex 112,9, a	Liquorice juice
ex 116	Opium
ex 117,1a	Olive oil
ex 124	Gall-nuts, valonia
	(1)
	(2)
176,1	Rags
ex 179,1	Raw cotton
ex 180	Silk
	(1) Cocoons
	(4) Raw silk
ex 181,1	Raw wool
ex 203	Woollen carpets
	(1)
	(2)
	(3)

LISTE B.

Numéro du tarif turc	Désignation des marchandises
ex 31	Beurre : a) Beurre frais, salé et fondu (pur ou mélangé avec d'autres graisses)
ex 44	Conserves de poissons, dans des récipients hermétiquement fermés, y compris le poids de récipients
ex 135	Autres huiles végétales non dénaturées et non dénommées ailleurs
ex 178	Peaux tannées ou corroyées, savonnées : b) De veau et vachette graissées, couleur naturelle, noircies, colorées ou cirées, télatine (teint ou non) c)
ex 179	Cuir à semelle et cuir à semelle factices
ex 242	Papier à cigarettes : a) En feuilles <i>Remarque</i> : Toute espèce de cet article est soumise au monopole d'Etat
ex 282	Lins : a) Bruts b) Broyés, taillés, peignés
ex 285	Fils de lin : a) Ecrus 2 — Autres b) Blanchis, teints, imprimés ou lessicés 2 — Autres
358	Vêtements confectionnés et articles confectionnés en tissus, recouverts interfoliés ou imprégnés de caoutchouc
359	Galoches, bottines et bottes en caoutchouc
ex 362	Linoléum
579	Céruse, minium, litharge, blanc de zinc et tres couleurs métalliques
ex 581	Bleu d'outre-mer
ex 590	Colle-forte : Colle animale.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes :

Ad Article 3.

Le plénipotentiaire de la République lettone déclare au nom de son gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 de la présente convention ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants lettons en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention d'établissement¹ conclue à Lausanne le 24 juillet 1923 aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et entrera en vigueur en même temps que celle-ci.

G. ALBAT.

Mehmed ENIS.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

LIST B.

No. in the Turkish Tariff	Designation of Goods
ex 31	Butter : (a) Butter, fresh, salt and melted (pure or mixed with other fats)
ex 44	Fish preserves in hermetically sealed containers, including the weight of the containers
ex 135	Other undenatured vegetable oils not specified elsewhere
ex 178	Skins, tanned or coloured, soaped : (b) Calf and kips greased, in natural colour, darkened, coloured or waxed and telatine (dyed or undyed) (c)
ex 179	Sole leathers and imitation sole leathers
ex 242	Cigarette paper : (a) In sheets <i>Note</i> : This article in all its forms constitutes a State monopoly
ex 282	Flax : (a) Crude (b) Crushed, stripped or combed
ex 285	Flax yarns : (a) Unbleached (2) Other (b) Bleached, dyed, printed or washed (2) Other
358	Ready-made clothing and made-up articles of tissues, covered, interleaved or impregnated with rubber
359	Galoshes, boots and top-boots of rubber
ex 362	Linoleum
579	White lead, red lead, litharge, zinc white and other metallic colours
ex 581	Ultramarine blue
ex 590	Glue : Animal glue

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention, the Plenipotentiaries have agreed upon the following provisions :

Ad Article 3.

The Plenipotentiary of the Latvian Republic declares on behalf of his Government that the most-favoured-nation clause referred to in Article 3 of the present Convention may not be invoked in order to claim for Latvian nationals the rights recognised by Turkey in virtue of Article 4 of the Convention respecting Conditions of Residence and Business¹ concluded at Lausanne on July 24, 1923, which were acquired by nationals of the States which signed that Convention.

The present Protocol forms an integral part of the present Convention and shall come into force at the same time as the latter.

G. ALBAT.

Mehmed ENIS.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

N° 2151.

ESPAGNE ET HONGRIE

**Avenant à la Convention commerciale
du 17 juin 1925, signé à Budapest,
le 28 février 1929, et protocole
final de la même date.**

SPAIN AND HUNGARY

**Supplementary Agreement to the
Commercial Convention, of June
17, 1925, signed at Budapest,
February 28, 1929, and Final
Protocol of the same date.**

N^o 2151. — AVENANT¹ A LA CONVENTION COMMERCIALE² DU 17 JUIN 1925, ENTRE L'ESPAGNE ET LA HONGRIE. SIGNÉ A BUDAPEST, LE 28 FÉVRIER 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre résident, chef de la délégation hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet avenant a eu lieu le 17 septembre 1929.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE, également animés du désir de faciliter et développer les relations commerciales entre la Hongrie et l'Espagne, sont convenus de procéder à l'examen des modifications qu'ils ont cru utiles d'apporter à la Convention commerciale conclue à Madrid, le 17 juin 1925, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Le comte Alexandre KHUEN-HÉDERVÁRY, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Grand' Croix de l'Ordre Isabelle-la-Catholique, etc., etc.

SA MAJESTÉ CATHOLIQUE LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence le vicomte DE GRACIA REAL, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, Grand' Croix de l'Ordre Isabelle-la-Catholique, Croix de 1^{re} classe du Mérite hongrois, son chambellan, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les alinéas 1, 2, 3, 4 et 5 de l'article II de la Convention commerciale du 17 juin 1925 sont remplacés par les dispositions suivantes :

1^o Les produits naturels ou fabriqués originaires d'Espagne ou des possessions espagnoles, et énumérés dans la liste ci-jointe, seront soumis, à leur importation en Hongrie, aux droits établis dans ladite liste, droits qui ne peuvent être augmentés par surtaxes, coefficients ou majorations.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 30 mars 1929.

² Vol. LX, page 69, de ce recueil.

¹ TRADUCTION.²— TRANSLATION.

No. 2151. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT² TO THE COMMERCIAL CONVENTION³ OF JUNE 17, 1925, BETWEEN SPAIN AND HUNGARY. SIGNED AT BUDAPEST, FEBRUARY 28, 1929.

French official text communicated by the Resident Minister, Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place September 17, 1929.

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY, and HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally desirous of fostering the development of commercial relations between Hungary and Spain, have resolved to consider the amendments they have thought fit to introduce into the Commercial Convention concluded at Madrid on June 17, 1925, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Count Alexander KHUEN-HÉDERVÁRY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Grand Cross of the Order of Isabel the Catholic, etc., etc.

HIS CATHOLIC MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Viscount DE GRACIA REAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Grand Cross of the Order of Isabel the Catholic, Cross of the First Class of Hungarian Merit, His Chamberlain, etc., etc.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Paragraphs 1, 2, 3, 4, and 5 of Article II of the Commercial Convention of June 17, 1925, shall be replaced by the following provisions :

(1) The natural or manufactured products originating in Spain or any Spanish possession enumerated in the attached schedule, shall be subject, on importation into Hungary, to the duties specified in the said schedule, which may not be increased by any surtax, coefficient or supplement.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, March 30, 1929.

³ Vol. LX, page 69, of this Series.

Ces produits, aussi bien que le reste de la production espagnole ou des possessions espagnoles, jouiront, en général, dans tous les cas, des droits les plus réduits que la Hongrie ait accordé ou qu'elle pourrait accorder à l'avenir aux produits originaires de tout autre pays, bien par vertu des dispositions tarifaires, bien par vertu des conventions, aussi bien en ce qui concerne l'application des notes et des remarques conventionnelles.

2^o Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de Hongrie, jouiront à leur importation en Espagne ou dans les possessions espagnoles du traitement appliqué actuellement ou qui pourrait être appliqué dans l'avenir aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

Ce nonobstant, la Hongrie ne pourra pas réclamer en faveur de ses produits le traitement spécial que l'Espagne accorde ou qu'elle pourrait accorder dans l'avenir, aux produits originaires du Portugal, à ceux de la zone espagnole du Maroc et à ceux des Républiques hispano-américaines.

3^o Les produits de chacune des deux Parties contractantes ne seront soumis, à leur importation dans le territoire de l'autre, à aucune surtaxe, majoration, ni coefficient existant actuellement ou qui pourraient être établis à l'avenir et dont l'exaction comporterait une augmentation des droits de douane, pourvu que cette surtaxe, majoration ou coefficient ne soient appliqués aux produits originaires de tout autre pays.

Il est entendu que cette disposition ne porte pas atteinte aux dispositions du point I, alinéa 1.

Article 2.

Les listes *A*, *B*, *C* et *D* de la Convention Commerciale du 17 juin 1925 sont supprimées.

Article 3.

Le présent avenant suivra le sort de la Convention commerciale du 17 juin 1925.

Article 4.

Le présent avenant entrera en vigueur huit jours après l'échange des ratifications, toutefois le 1^{er} avril 1929 au plus tard.

L'échange des ratifications aura lieu à Budapest.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent avenant qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Budapest, en double exemplaire, le 28 février 1929.

(L. S.) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Le Vicomte DE GRACIA REAL.

These products, as well as other products of Spain or Spanish possessions, shall in general enjoy in all cases the greatest reduction of duty which Hungary has granted or may hereafter grant to products originating in any other country, in virtue either of tariff measures or of conventions, as also in regard to the application of the notes and remarks contained in such conventions.

(2) The natural or manufactured products originating in and coming from Hungary shall enjoy, on importation into Spain or Spanish possessions, the treatment which is at present applied or may hereafter be applied to similar products of the most favoured nation.

Nevertheless, Hungary may not claim in favour of her products the special treatment which Spain grants or may hereafter grant to products originating in Portugal, to those of the Spanish zone in Morocco, or to those of the Spanish-American Republics.

(3) The products of each of the two Contracting Parties shall not be subject, on importation into the territory of the other, to any surtax, increase or coefficient which at present exists or may hereafter be established, the application of which would be equivalent to an increase in the Customs duties, provided that this surtax, increase, or coefficient is not applied to products originating in some other country.

It is understood that this provision does not affect the provisions of Point I, paragraph 1.

Article 2.

Schedules *A*, *B*, *C* and *D* of the Commercial Convention of June 17, 1925, are hereby cancelled.

Article 3.

The present Agreement shall have the same validity as the Commercial Convention of June 17, 1925.

Article 4.

The present Agreement shall enter into force eight days after the exchange of ratifications, but not later than April 1, 1929.

The exchange of ratifications shall take place at Budapest.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Budapest, in duplicate, on February 28, 1929.

(L. S.) Count KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Viscount DE GRACIA REAL.

ANNEXE

Numéros du tarif douanier hongrois	Désignation des marchandises	Droits conventionnels par 100 kg. Cour. or
ex 47 54 ex 84 ex Remarque 2 ad N ^{os} 77-84	Safran Riz brut entier ou partiellement débarrassé de sa balle Amandes fraîches Les pulpes des fruits non sucrées (passées au tamis ou non) en tonneaux ou en autres contenants non hermétiquement fermés sont soumis sans égard à la période de l'année au droit le plus bas fixé pour les fruits frais correspondants, majoré d'une surtaxe de 9 cour. or.	700,— exempt 3,—
85 a) 2	Fruits séchés à l'air, séchés au four, comprimés, coupés, etc., non emballés ou en sacs, en tonneaux ou caisses d'un poids brut d'au moins 50 kg. : autres fruits (abricots, pê- ches, etc.)	10,—
87	Raisins frais : a) Du 1 ^{er} décembre au 31 décembre b) Du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} juillet	40,— 30,—
ex 88 89b)	Raisins secs, même en grappes, de Malaga et Denia	30,—
91	Figues sèches : 1 ^o Emballées pour la vente au détail (en paquets au- dessous de 5 kg.) 2 ^o En d'autres emballages	16,— 8,—
93	Oranges et mandarines	6,—
ex 97	Ecorces de citrons, d'oranges et de cédrats, séchées	2,—
	Amandes sèches	12,—
	<i>Remarque</i> : Pour la fabrication de l'huile d'amandes, sur permis spécial, moyennant les conditions à fixer par ordon- nance et sous contrôle	exempt
ex 102	Arachides	10,—
ex 103	Olives à l'eau salée en emballages ou en récipients non hermé- tiquement fermés	12,—
ex 125	Cognac espagnol : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres b) En récipients de 2 litres ou moins	300,— 400,—
ex 126	Liqueurs et autres spiritueux espagnols distillés additionnés de sucre : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres b) En récipients de 2 litres ou moins	400,— 450,—
ex 128	Eaux-de-vie espagnoles : a) Whisky, gin et spécialités similaires ex b) Autres : 1 ^o En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres	300,— 225,—
ex 131	Moût de raisin et vin : a) En tonneaux ou autres récipients contenant plus de 2 litres ex b) En récipients de 2 litres ou moins : Vins de Malaga, Jerez, Tarragona, Priorata et Malvasia, d'une teneur alcoolique de 18 degrés jusqu'au 22,5 de- grés inclusivement	60,— 200,—

ANNEX

No. in Hungarian Tariff.	Description of goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
ex 47	Saffron	700.—
54	Raw rice, wholly or partly husked	free
ex 84	Fresh almonds	3.—
ex Note : 2 ad 77-84	Unsugared fruit pulp, strained or not, in barrels or other containers not hermetically sealed, are subject, without reference to the time of year, to the lowest rate fixed for the corresponding fresh fruits, plus a surtax of 9 crowns.	
85(a) 2	Fruits, sun dried or kiln dried, pressed, cut, etc. in bulk or packed in sacks, barrels or cases of at least 50 kg. gross weight : other fruits (apricots, peaches, etc.)	10.—
87	Fresh grapes :	
	(a) From December 1 to December 31	40.—
	(b) From January 1 to July 1	30.—
ex 88	Raisins, even in bunches (Malaga and Denia)	30.—
89(b)	Dried figs :	
	(1) In packages of less than 5 kg. for retail sale	16.—
	(2) Packed otherwise	8.—
91	Oranges and tangerines	6.—
93	Dried peel of lemons, oranges and cedrates	2.—
ex 97	Dried almonds	12.—
	<i>Note</i> : For the manufacture of almond oil, by special permit, subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	free
ex 102	Earthnuts	10.—
ex 103	Olives in brine, in packages or containers not hermetically sealed	12.—
ex 125	Spanish cognac :	
	(a) In casks or other containers of more than 2 litres	300.—
	(b) In containers of 2 litres or less	400.—
ex 126	Spanish liqueurs and other distilled spirits, mixed with sugar :	
	(a) In casks and other containers of more than 2 litres	400.—
	(b) In containers of 2 litres or less	450.—
ex 128	Spanish spirits :	
	(a) Whisky, gin and similar specialities	300.—
	(b) Others :	
	(1) In casks or other containers of more than 2 litres	225.—
ex 131	Grape must and wine :	
	(a) In casks, or other containers of more than 2 litres	60.—
	ex (b) In containers of 2 litres or less :	
	Malaga, Sherry, Tarragona, Priorato and Malmsey of an alcoholic strength of 18 to 22.5 degrees inclusive	200.—

Numéros du tarif douanier hongrois	Désignation des marchandises	Droits conventionnels par 100 kg. Cour. o
146 ex 163a)	Riz décortiqué, glacé, etc.	8,—
	Jus de réglisse (condensé, en caisses, inclus en barres ou en pastiches)	10,—
	<i>Remarque</i> : Excepté de ce régime le jus de réglisse en petits tuyaux, en bandeaux et similaires.	
ex 163c) α	Olives conservées en récipients hermétiquement fermés :	
	1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut	60,—
ex 163c) β	2° En récipients pesant moins de 3 kg., poids brut	60,—
	Pulpes de fruits non sucrées en récipients hermétiquement fermés :	
	1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut	90,—
168b) 1	2° En récipients pesant moins de 3 kg., poids brut	100,—
	Sardines en boîtes hermétiquement fermées	25,—
	<i>Remarque</i> : Les espadines, bocartas et jureles, originaires et en provenance d'Espagne, sont soumis au droit conventionnel pour les sardines de 25 cour. or.	
ex 168b) 2 ex 334	Thon en boîtes hermétiquement fermées	150,—
	Huile d'olive :	
	a) En contenants de 25 kg. et plus, poids brut	4,—
	b) En contenants de moins de 25 kg. poids brut	8,—
	<i>Remarque</i> : Ces envois seront accompagnés d'un certificat d'analyse délivré par un laboratoire officiel espagnol, attestant qu'il s'agit d'huile d'olive pure. En cas de doute, la pureté de l'huile pourra être examinée, aux frais de qui dispose de la marchandise, dans un laboratoire officiel hongrois.	
350 951	Huile de thérebentine purifiée	5,—
	Articles en liège, non dénommés ailleurs :	
	a) Liège en cubes, en plaques ou en disques, etc. :	
	1° En cubes	1,—
	2° En plaques ou en disques, etc.	4,—
	b) Bouchons en liège et autres articles en liège	15,—

PROTOCOLE FINAL

Avant de procéder à la signature de l'Avenant en date de ce jour à la Convention de Commerce signée à Madrid le 17 juin 1925, les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés, ont fait la déclaration suivante :

Le droit de 6 couronnes or par quintal brut (voir le N° 91 du Tarif douanier hongrois) sera appliqué aussi bien aux oranges et mandarines importées en vrac qu'à celles importées en caisses ou autres emballages.

BUDAPEST, le 28 février 1929.

(L. S.) Comte KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Le Vicomte DE GRACIA REAL.

No. in Hungarian Tariff	Description of goods	Import duty per 100 kg. in gold crowns
146 ex 163(a)	Rice, husked, polished, etc.	8.—
	Liquorice (inspissated, in boxes, in the shape of sticks, or lozenges)	10.—
	<i>Note</i> : This régime does not include liquorice in small tubes, rolls, etc.	
ex 163(c) α	Olives, preserved in hermetically sealed containers :	
	(1) Of 3 kg. gross weight and over	60.—
ex 163(c) β	(2) Of less than 3 kg. gross weight	60.—
	Unsugared fruit pulp in hermetically sealed containers :	
	(1) Of 3 kg. gross weight and over	90.—
168(b) 1	(2) Of less than 3 kg. gross weight	100.—
	Sardines in hermetically sealed tins.	25.—
	<i>Note</i> : Espadines, bocartas and jureles originating in and coming from Spain are subject to the Customs duty levied on sardines, namely, 25 gold crowns.	
ex 168(b) 2	Tunny in hermetically sealed tins :	150.—
ex 334	Olive oil :	
	(a) In containers of 25 kg. gross weight and over	4.—
	(b) In containers of less than 25 kg. gross weight	8.—
	<i>Note</i> : Consignments of these goods must be accompanied by a certificate of analysis issued by an official Spanish laboratory to the effect that they contain pure olive oil. In case of doubt, the purity of the oil may be tested in an official Hungarian laboratory at the expense of the person in charge of the goods.	
350	Refined turpentine oil	5.—
951	Cork wares not mentioned elsewhere :	
	(a) Cork in cubes, sheets or discs, etc. :	
	(1) In cubes	1.—
	(2) In sheets or discs, etc.	4.—
	(b) Cork stoppers and other cork articles.	15.—

FINAL PROTOCOL.

Before signing the supplementary Agreement of to-day's date modifying the Commercial Convention signed at Madrid on June 17, 1925, the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have made the following declaration :

The duty of six gold crowns per 100 kilogrammes gross weight (See No. 91 of the Hungarian Customs Tariff) shall be applied both to oranges and tangerines imported in bulk and to those imported in cases or other packings.

BUDAPEST, February 28, 1929.

(L. S.) Count KHUEN-HÉDERVÁRY.

(L. S.) Viscount DE GRACIA REAL.

N° 2152.

**ESTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de commerce, avec protocole final, signés à Tallinn, le 17 mai 1929, et échange de notes y relatif de la même date.

**ESTONIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Commerce, with Final Protocol, signed at Tallinn, May 17, 1929, and Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N^o 2152. — TRAITÉ DE¹ COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A TALLINN, LE 17 MAI 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 septembre 1929.

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, désireuses d'exécuter et de développer les dispositions du paragraphe 2 de l'annexe I à l'article 16 du Traité de Paix signé à Tartu le 2 février 1920, et de consolider les relations économiques entre leurs deux pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et ont nommé comme leurs plénipotentiaires :

LE CHEF DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. K. PÄTS, président de la délégation de la République d'Estonie ;
M. A. PIIP, membre de la délégation de la République d'Estonie ;
M. K. VIRMA, membre de la délégation de la République d'Estonie ;
M. M. HURT, membre de la délégation de la République d'Estonie ;

LE COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. A. PETROVSKI, président de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
M. I. SMIRNOFF, membre de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
M. M. KAUFMANN, membre de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;
M. B. ROSENBLUM, membre de la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ETABLISSEMENT.

Article premier.

En vue d'encourager les relations commerciales entre les deux pays, chacune des Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants de l'autre Partie la permission d'entrer dans son territoire sous réserve des règlements généraux concernant l'entrée des étrangers.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 4 septembre 1929.
Entré en vigueur le 19 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2152. — TREATY ² OF COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT TALLINN, MAY 17, 1929.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place September 19, 1929.

THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, being desirous of executing and further defining the provisions of paragraph (2) of Annex I to Article 16 of the Treaty of Peace, signed at Dorpat on February 2, 1920, and of consolidating the economic relations between their respective countries, have decided to conclude a Commercial Treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. K. PÄTS, President of the Delegation of the Estonian Republic,
M. A. PIIP, Member of the Delegation of the Estonian Republic,
M. K. VIRMA, Member of the Delegation of the Estonian Republic,
M. M. HURT, Member of the Delegation of the Estonian Republic ;

THE EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. A. PETROVSKI, President of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,
M. I. SMIRNOFF, Member of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,
M. M. KAUFMANN, Member of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,
M. B. ROSENBLUM, Member of the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

ESTABLISHMENT.

Article 1.

With a view to encouraging commercial relations between the two countries, each of the Contracting Parties undertakes to grant to nationals of the other Party permission to enter its territory, subject to the general regulations concerning the admittance of foreigners.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, September 4, 1929. Came into force September 19, 1929.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes qui ont obtenu la permission d'entrer dans le territoire de l'autre pourront, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, y séjourner et en sortir librement sous réserve toutefois de l'observation des lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Il est entendu que les dispositions ci-dessus ne dérogent en rien au droit de l'une des Parties contractantes de refuser aux nationaux de l'autre, dans certains cas, l'autorisation soit d'entrer, soit de séjourner dans le pays.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes pourront à leur entrée sur le territoire de l'autre ou à leur sortie de ce territoire, conformément aux dispositions de l'article premier, importer, resp. exporter leurs biens, destinés exclusivement à leur usage personnel ou domestique, y compris les instruments, outils, ustensiles, etc., nécessaires à l'exercice de leur profession ou métier — sous condition toutefois d'observer les règlements en vigueur à ce sujet dans le pays d'importation ou d'exportation. Ils ne seront pas sous ce rapport placés dans une situation moins favorable que celle accordée aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que tout objet importé en vertu des dispositions de l'alinéa précédent peut être exporté librement et en franchise des droits par la même personne qui l'a importé sous condition que l'identité de l'objet ne soit pas contestable.

Article 3.

Les biens de toute espèce, appartenant aux ressortissants de l'un des pays et légalement importés ou acquis dans l'autre pays, n'y seront soumis, de la part du gouvernement ou d'une autorité locale quelconque, si ce n'est dans les cas et suivant les modalités prévus par les lois nationales, à aucune réquisition — sauf contre juste indemnité — ni à aucune confiscation ou retrait, sous quelque forme que ce soit.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas tenus, en tant qu'étrangers, d'acquitter pour l'exportation de leurs biens des taxes, impôts, ou droits, autres ou plus élevés qui incomberaient dans les mêmes circonstances aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

En ce qui concerne leur personne et leurs biens, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, conformément au droit des gens, de la protection des tribunaux et des autorités dans la même mesure que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils auront, sur le territoire de l'autre Partie, pour faire valoir et pour défendre leurs droits, libre accès auprès des tribunaux et autres organismes chargés d'assurer la protection légale et jouiront, à cet égard, de tous les droits et immunités reconnus aux nationaux. Ils seront libres, comme ces derniers, de choisir leurs avocats et autres conseils parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions en vertu des lois du pays.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes comparissant devant les tribunaux de l'autre Partie, en qualité de plaignants ou d'intervenants, ne seront astreints à aucun cautionnement ou dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, en raison de leur qualité d'étrangers ou du fait qu'ils ne possèdent pas de domicile ou de résidence dans le pays, pourvu qu'ils aient leur domicile sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties.

La même règle sera applicable au cautionnement des frais judiciaires.

Nationals of one of the Contracting Parties who have obtained permission to enter the territory of the other shall have the right to stay in that territory and to leave it on a footing of equality with nationals of the most favoured nation, subject to observance of the laws and regulations in force in the said country.

It is understood that the above provisions shall in no way affect the right of one of the Contracting Parties to refuse permission in certain cases to nationals of the other to enter or to stay in the country.

Article 2.

Nationals of one of the Contracting Parties may, on entering or leaving the territory of the other, in conformity with the provisions of Article 1, import or export their property intended solely for their personal or household use, including the instruments, tools, utensils, etc., necessary for the exercise of their profession or trade, provided that they comply with the relevant regulations in force in the country of import or export. They shall not be placed, in this connection, in a position less favourable than that accorded to nationals of the most favoured nation.

It is understood that any article imported under the provisions of the preceding paragraph may be exported without restriction and duty-free by the person by whom it was imported, provided that the identity of the said article is proved beyond dispute.

Article 3.

Property of every kind belonging to nationals of one of the countries and lawfully imported into or acquired in the other country shall not be subjected in that country by the Government or by any local authority, save in the cases and in accordance with the procedure laid down in the national laws, to any measure of requisition — unless equitable compensation is given — or to confiscation or re-purchase in any form whatsoever.

Nationals of each of the Contracting Parties shall not be required, on the ground of their being foreigners, to pay, on the export of their property, charges, taxes or duties other or higher than would be imposed in like circumstances on nationals of the country, or on subjects of the most favoured nation.

Article 4.

As regards their persons and property, nationals of each of the Contracting Parties in the territory of the other shall enjoy the protection of the courts and of the authorities, in conformity with international law, to the same extent as nationals of the country or as subjects of the most favoured nation.

They shall, in the territory of the other Party, have free access for the purpose both as plaintiffs and defendants to the courts and other bodies competent to ensure legal protection, and shall in this respect enjoy all the rights and privileges accorded to nationals. They shall be entitled, like the latter, to choose their legal and other advisers from among persons allowed to exercise the professions in question under the laws of the country.

Article 5.

Nationals of one Contracting Party appearing before the courts of the other Party as plaintiffs or interveners shall not be required to give security or to make a deposit under any head whatsoever on the ground of their being foreigners or not having a domicile or residence in the country, provided that they have a domicile in the territory of one or other of the Parties.

The same rule shall apply to payments as security for costs.

Article 6.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, une condamnation aux frais et dépens du procès aura été prononcée contre un plaignant ou un intervenant qui, en vertu de l'article 5 ou des lois en vigueur dans le pays où est intentée l'action, a été exonéré de cautionnement, de dépôt ou de provision, ce jugement devra recevoir gratuitement l'exequatur de l'autorité compétente de l'autre Partie, sur requête transmise par voie diplomatique.

La même règle sera applicable aux décisions judiciaires fixant ultérieurement le montant des frais et dépens.

Article 7.

Les condamnations aux frais et dépens du procès visées à l'article 6 seront déclarées exécutoires — sans audition des parties — conformément à la législation du pays dans lequel l'exécution doit avoir lieu, mais sans préjudice d'un recours ultérieur des parties condamnées.

Les autorités compétentes, pour statuer sur la requête demandant l'exequatur du jugement, devront se borner à vérifier :

1^o Si, suivant la législation du pays où a été prononcée la condamnation, l'expédition du jugement remplit les conditions requises pour avoir force probante ;

2^o Si, suivant la même législation, le jugement a acquis force de chose jugée ;

3^o Si le dispositif du jugement est accompagné d'une traduction rédigée, sauf arrangement contraire, dans la langue desdites autorités et certifiée conforme par le représentant diplomatique ou par un consul de la partie requérante, ou par un traducteur juré de la partie requise.

Les conditions stipulées au deuxième alinéa, Nos 1 et 2, seront considérées comme remplies si l'autorité compétente de la partie requérante établit, par une déclaration, que le jugement a acquis force de chose jugée. La compétence de cette autorité devra être attestée par l'institution autorisée à cet effet par l'Etat requérant. La déclaration et l'attestation devront être traduites conformément aux prescriptions du deuxième alinéa N^o 3. Jusqu'à convention contraire entre les deux gouvernements, les requêtes seront toujours accompagnées de la déclaration mentionnée dans la première phrase du présent alinéa.

Article 8.

En matière d'assistance judiciaire aux indigents, les ressortissants de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre seront assimilés aux nationaux.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes s'engage, sous condition de réciprocité, à accorder aux consuls de l'autre Partie contractante tous les droits et privilèges qu'elle accorde aux consuls de la nation la plus favorisée.

L'établissement de consuls, dans les localités où il n'y a pas encore de consuls de l'autre Partie contractante, sera réglé par un accord spécial des deux Parties.

Les consuls doivent être fonctionnaires de carrière du ressort des Affaires étrangères du pays qu'ils représentent, et recevoir leur traitement de l'Etat qui les a nommés ; ils n'auront pas le droit de s'occuper de commerce ou d'industrie dans le territoire du pays où ils remplissent leurs fonctions.

Avant de procéder à la nomination d'un consul, l'Etat qui le nomme doit obtenir le consentement de l'Etat sur le territoire duquel le consul devra exercer ses fonctions.

Article 6.

When a plaintiff or intervener has been ordered in the territory of one of the Contracting Parties to pay the costs of an action and is exempt from any obligation concerning security, deposit or previous payment, in virtue of Article 5 or under the law of the country in which the action was brought, the said judgment, on a request being transmitted through the diplomatic channel, shall be made executory by the competent authority of the other Party free of charge.

The same shall apply to legal decisions which may later fix the amount of the costs.

Article 7.

The judgments in respect of costs referred to in Article 6 shall be declared to be executory, without the parties being heard, in accordance with the law of the country in which the judgments are to be executed, but this shall not prevent an appeal being lodged subsequently by the parties against whom judgment has been given.

The authorities competent to decide on a request asking that a judgment be made executory, shall confine themselves to determining :

(1) Whether the judgment has been drawn up in a form which fulfils the conditions necessary for it to be valid, under the law of the country in which it was given.

(2) Whether the judgment has become final under the same law.

(3) Whether the executive provisions of the judgment are accompanied by a translation drafted, in the absence of an agreement to the contrary, in the language of the said authorities and authenticated by the diplomatic representative or a consul of the Party making the application, or by a sworn translator of the Party applied to.

The conditions laid down in paragraph 2, Nos. (1) and (2), shall be regarded as being fulfilled if the competent authority of the Party making the application furnishes a declaration to the effect that the judgment has acquired force of law. The competence of the authority shall be attested by the institute empowered thereto by the applicant State. The declaration and attestation shall be translated in accordance with paragraph 2, No. 3. Until an agreement to the contrary has been concluded between the two Governments, applications shall always be accompanied by the declaration referred to in the first sentence of the present paragraph.

Article 8.

As regards legal aid to the poor, nationals of one Contracting Party in the territory of the other Party shall be assimilated to nationals of the latter Party.

Article 9.

Each of the Contracting Parties undertakes, on terms of reciprocity, to grant to consuls of the other Contracting Party all the rights and privileges which it grants to consuls of the most favoured nation.

The establishment of consuls in places where there are not as yet consuls of the other Contracting Party shall be governed by a special agreement between the two Parties.

Consuls shall be career officials of the Consular service under the Ministry of Foreign Affairs of the country which they represent and shall receive their salary from the State by which they were appointed ; they shall not be allowed to engage in trade or industry in the territory of the country in which they carry out their duties.

Before the appointment of a consul the State appointing him shall obtain the consent of the State in whose territory the consul is to carry out his duties.

Article 10.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas assujettis sur le territoire de l'autre à des taxes, contributions, impôts ou charges, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus des nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 11.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exonérés, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et de tout travail public obligatoire, de même que de toute contribution, en espèces ou en nature, destinée à remplacer le service personnel. De même ils seront exonérés de tous emprunts forcés.

En temps de paix comme en temps de guerre, ils ne seront assujettis à des charges ou réquisitions militaires autres, plus élevées ou moins favorables quant aux conditions de leur application, que celles auxquelles seront assujettis les ressortissants de la nation la plus favorisée. Ils auront de ce chef toujours droit à une juste indemnité.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront toujours exempts de toute fonction officielle, soit judiciaire soit administrative ou municipale.

Article 12.

Les sociétés anonymes et les sociétés commerciales de toute nature, — y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de transport et d'expédition, — qui ont leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et y existent légalement selon la législation de cette Partie, seront également considérées sur le territoire de l'autre Partie comme ayant une existence légale et elles auront le droit d'ester en justice soit comme demanderesses soit comme défenderesses.

Toutefois, il est convenu que la question de savoir si l'une des susdites sociétés, constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, sera admise à exercer son activité sur le territoire de l'autre, reste toujours soumise aux lois et règlements en vigueur à ce sujet sur ce dernier territoire. A cet égard, ainsi qu'en ce qui concerne leur fonctionnement, lesdites sociétés de l'une des Parties contractantes ne seront pas placées dans le territoire de l'autre dans des conditions moins favorables que celles dans lesquelles sont ou seront placées les sociétés de la nation la plus favorisée.

Les sociétés de l'une des Parties contractantes ne seront pas assujetties à des droits, taxes, impôts, contributions ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux auxquels seront assujetties les sociétés similaires nationales ou de la nation la plus favorisée.

CHAPITRE II.

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 13.

Les deux Parties contractantes s'efforceront d'activer le développement de leurs relations commerciales réciproques.

Les produits du sol et de l'industrie de l'Estonie ou de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, importés dans l'un des deux pays et destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, ne pourront, en ce qui concerne l'importation, l'exportation, la réexportation et le transit, être assujettis à des droits, taxes, surtaxes, impôts, contributions ou obligations générales ou locales autres ou plus onéreux que les produits de la nation la plus favorisée.

Article 10.

Nationals of one of the Contracting Parties shall not be subject in the territory of the other Party to charges, contributions, taxes or burdens of any kind whatsoever other or higher than those imposed on nationals of the country or on subjects of the most favoured nation.

Article 11.

Nationals of one of the Contracting Parties in the territory of the other shall be exempt from military service and from any compulsory public service and similarly from any contribution, whether pecuniary or in kind, in lieu of personal service. They shall also be exempt from forced loans.

They shall not be subject, either in time of peace or in time of war, to military charges or requisitions other, higher, or less favourable as regards conditions of application than those imposed upon nationals of the most favoured nation. They shall in all such cases receive fair compensation.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt at all times from official duties, whether judicial, administrative or municipal.

Article 12.

Joint stock companies and commercial companies of every kind, including industrial, financial, insurance, transport and forwarding companies, whose headquarters are situated in the territory of one Contracting Party and which are legally constituted there in accordance with the laws of that Party shall also be recognised in the territory of the other Party as having a legal existence, and shall have the right to appear before the courts as plaintiffs or defendants.

Nevertheless, it is agreed that the question whether such a company constituted in the territory of one of the Contracting Parties is to be allowed to pursue its activities in the territory of the other shall always be governed by the relevant laws and regulations in force in the last-named territory. In this respect, and also as regards their operation, companies of one of the Contracting Parties shall not be placed, in the territory of the other, in a position less favourable than that applicable to companies of the most favoured nation.

Companies of one of the Contracting Parties shall not be liable to duties, charges, taxes, contributions or burdens of any description other or higher than those imposed upon similar national companies or companies of the most favoured nation.

CHAPTER II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 13.

The two Contracting Parties shall use their best endeavours to promote the development of commercial relations between their respective countries.

Products of the soil and industry of Estonia or of the Union of Soviet Socialist Republics imported into the territory of the other country for consumption, warehousing, re-export or transit shall not be liable, in respect of import, export, re-export or transit, to duties, charges, surcharges, taxes, contributions or obligations, whether general or local, other or more burdensome than those imposed on products of the most favoured nation.

Aucune des Parties contractantes ne fera dépendre l'exportation d'un article quelconque à destination des territoires de l'autre Partie de droits ou charges autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront imposés pour l'exportation du même article à destination de tout autre pays.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas établir et à ne pas appliquer au commerce de l'autre Partie des mesures qui ne s'étendraient pas au commerce de tous les autres Etats.

Article 14.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus, les Parties contractantes exigeront que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant, s'il s'agit d'un produit naturel, qu'il est originaire de l'autre pays et s'il s'agit d'un produit manufacturé, que la valeur des matières premières ou des produits mi-ouvrés étrangers a subi du fait du travail exercé sur le territoire de cette Partie une augmentation au moins de 33 $\frac{1}{3}$ %.

Les certificats d'origine seront délivrés en Estonie par le Ministère de l'Economie nationale ou par les institutions d'Etat autorisées par ce dernier, par la chambre de commerce et de l'industrie et, dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, par le Commissariat du Peuple pour le Commerce extérieur et intérieur et par ses organes, ou par la chambre de commerce occidentale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que, de part et d'autre, par toute organisation qualifiée suivant accord des Parties contractantes.

La forme des certificats d'origine sera établie d'un commun accord entre les deux Parties.

Si l'une des Parties contractantes exige le visa et la légalisation des certificats d'origine, l'autre Partie aura le droit de l'exiger de même. Le visa et la légalisation se font gratuitement.

Article 15.

En tout ce qui concerne le régime des navires et leurs cargaisons, les deux Parties contractantes s'assurent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 16.

1. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le libre transit sur les voies déclarées ouvertes au transit par les règlements intérieurs et sous les conditions visées dans lesdits règlements.

2. Les marchandises de toute espèce, ainsi que les bagages, transportés en transit par le territoire d'une des Parties contractantes, sont exempts du paiement de tout droit d'importation, d'exportation et de transit, qu'ils soient transportés par voie directe ou qu'ils soient, pendant le transport, déchargés, entreposés et chargés de nouveau. On entend par entrepôts les locaux placés sous la surveillance des autorités douanières.

3. Le transport de marchandises, de voyageurs et de bagages entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes s'effectue sur la base de la Convention esto-soviéto-lettonne concernant la communication ferroviaire directe, conclue le 29 octobre 1925, à Riga, et des accords additionnels à cette convention déjà conclus ou à conclure à l'avenir.

4. Pour la perception par les Parties contractantes des taxes de transport et des surtaxes de chemins de fer ainsi que pour les délais et les modes de transport, il ne sera faite aucune distinction tant entre les citoyens des deux Parties contractantes qu'entre les personnes juridiques de ces dernières. En particulier, les chemins de fer estoniens n'appliqueront pas aux marchandises expédiées de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à destination d'une gare estonienne ou à celles expédiées d'une gare estonienne à destination de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ou à celles expédiées en transit par l'Estonie, des tarifs de transport et des surtaxes plus élevés que

Neither of the Contracting Parties shall impose, in respect of the exportation of any article to the territory of the other Party, duties or charges other or higher than those which are or may hereafter be imposed in respect of the exportation of like articles to any other country.

Each of the Contracting Parties undertakes not to establish and not to apply to the trade of the other Party measures which are not applicable to the trade of all other States.

Article 14.

With a view to reserving the benefits of the above provisions for products originating in their respective countries, the Contracting Parties may require that products and goods imported into their territory shall be accompanied by a certificate of origin showing, in the case of a natural product, that it originated in the other country, and, in the case of a manufactured product, that the value of the raw materials or of the foreign half-finished products has been increased by not less than 33 ¹/₃ % by reason of the work carried out in the territory of the last-named Party.

Certificates of origin shall be issued in Estonia by the Ministry of National Economy or such State institutes as it may authorise, or by the Chamber of Commerce and Industry, and in the Union of Soviet Socialist Republics by the People's Commissariat for Foreign and Home Trade and its organs, or by the Western Chamber of Commerce of the Union of Soviet Socialist Republics, and by such other competent organisation in either State as may be agreed upon between the Contracting Parties.

The form of certificates of origin shall be established by agreement between the two Parties.

Should one of the Contracting Parties require a visa and legalisation for certificates of origin, the other Party shall be entitled to do the same. No charge shall be made for visa or legalisation.

Article 15.

As regards the system applicable to vessels and their cargoes, the two Contracting Parties shall accord one another most-favoured-nation treatment.

Article 16.

1. The two Contracting Parties shall grant one another freedom of transit on all routes declared open for transit under the internal regulations, subject to the conditions laid down in the said regulations.

2. Goods of all kinds and similarly baggage conveyed in transit through the territory of one of the Contracting Parties shall be exempt from payment of all import, export and transit duties whether conveyed in through traffic or unloaded, warehoused and reloaded in course of transit. By "warehouses" are meant premises placed under the supervision of the Customs authorities.

3. The transport of goods, passengers and baggage between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics shall be effected on the basis of the Convention concerning through railway traffic concluded at Riga between Estonia, Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics on October 29, 1925, and of the Agreements supplementing that Convention which have already been or may hereafter be concluded.

4. As regards the levying by the Contracting Parties of transit charges and railway surcharges and also the duration and methods of transport, no distinction shall be made between nationals of the two Contracting Parties or between juridical persons belonging to the said Parties. More particularly, the Estonian railways shall not apply to goods consigned from the Union of Soviet Socialist Republics to an Estonian station or to goods consigned from an Estonian station to the Union of Soviet Socialist Republics or to goods consigned in transit through Estonia, transit tariffs or surcharges higher than those applicable in the same direction and for the same distance

ceux appliqués dans la même direction et pour la même longueur de chemin aux marchan-
dises estoniennes analogues. Les mêmes dispositions seront appliquées par les chemins de fer de l'Union
des Républiques soviétistes socialistes aux marchandises expédiées de l'Estonie à destination d'une
des gares de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ou d'une gare de l'Union à destination
de l'Estonie ou en transit par l'Union.

5. Les Parties contractantes se prêteront, dans la mesure du possible, une aide mutuelle dans
le domaine des tarifs ferroviaires et spécialement en ce qui concerne l'établissement de tarifs
directs.

6. Les tarifs ferroviaires sur les lignes de chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes
socialistes, conduisant vers les ports estoniens et vice-versa, doivent être établis, toutes conditions
égales d'ailleurs, en ce qui concerne le transport des marchandises de transit de l'Union des Répu-
bliques soviétistes socialistes à travers l'Estonie, sur des bases au moins aussi avantageuses que sur
les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes conduisant aux ports des pays
tiers situés sur la Baltique.

7. Les tarifs de transport des marchandises de transit de l'Estonie en l'Union des Républiques
soviétistes socialistes seront calculés sur les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes
socialistes d'après le tarif de transit, si un tel tarif est mis en vigueur, ou d'après le tarif d'exportation,
si, sur les chemins de fer de l'Union des Républiques soviétistes socialistes conduisant les marchan-
dises en transit jusqu'à la gare frontière ou port correspondant, le tarif d'exportation est applicable
aux marchandises de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Aux marchandises de l'Union
venant de l'Union ou y allant en transit à travers l'Estonie seront appliqués sur le territoire de cette
dernière les tarifs ferroviaires de transit les plus réduits qui soient en vigueur.

8. Il est bien entendu que les conditions de transport de passagers, bagages et marchandises
sur les voies ferroviaires ainsi que sur les cours d'eau et les routes de chacune des Parties contractantes
seront, sous tous les rapports, identiques aux conditions applicables au transport des passagers,
bagages et marchandises de la nation la plus favorisée,

Article 17.

1. Pour exercer le monopole du commerce extérieur qui, d'après les lois de l'Union des Répu-
bliques soviétistes socialistes, appartient au Gouvernement de l'Union, une représentation commer-
ciale ayant son siège à Tallinn sera créée au sein de la Légation de l'Union des Républiques soviétistes
socialistes en Estonie.

2. La Représentation commerciale de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sera
chargée :

- a) D'activer le développement des relations commerciales et économiques entre
l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes ainsi que de défendre les intérêts
de l'Union des Républiques soviétistes socialistes dans le domaine du commerce extérieur ;
- b) De régler au nom de l'Union des Républiques soviétistes socialistes le commerce
avec l'Estonie ;
- c) D'exercer le commerce extérieur avec l'Estonie au nom de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes.

Article 18.

Le Représentant Commercial et son adjoint appartiendront au personnel diplomatique de la
Légation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, et jouiront de tous les droits et privilèges
reconnus aux membres des missions diplomatiques. Les locaux officiels de la Représentation commer-
ciale, sis à Tallinn, bénéficieront de l'exterritorialité.

La Représentation commerciale aura le droit de se servir du chiffre.

Les membres de la Représentation commerciale, ressortissants de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes, nommés et envoyés à Tallinn par le Commissariat du Peuple du Commerce

to Estonian goods of like character. The same measures shall be applied by the railways of the Union of Soviet Socialist Republics to goods consigned from Estonia to a station in the Union of Soviet Socialist Republics or from a station in the Union to an Estonian station or in transit through the Union.

5. The Contracting Parties shall assist one another as far as possible in the matter of railway tariffs and more particularly as regards the establishment of through tariffs.

6. Railway tariffs in respect of the transport of goods in transit from the Union of Soviet Socialist Republics through Estonia, on railway lines of the Union of Soviet Socialist Republics leading to and from Estonian ports shall be fixed, other conditions being equal, on a basis not less favourable than that applicable on railways of the Union of Soviet Socialist Republics leading to ports of third Powers situated on the Baltic.

7. Transport tariffs for goods in transit from Estonia to the Union of Soviet Socialist Republics shall be assessed on the railways of the Union of Soviet Socialist Republics according to the transit tariff, should such a tariff be put into force, or according to the export tariff, if, on the railways of the Union of Soviet Socialist Republics conveying goods in transit as far as the frontier station or corresponding port, the export tariff is applicable to goods of the Union of Soviet Socialist Republics. The railway transit tariffs applicable to Union goods which are being conveyed from or to the Union in transit through Estonia shall be the lowest rates in force in Estonia.

8. It is understood that the conditions for the transport of passengers, baggage and goods on the railways and on the waterways and roads of each of the Contracting Parties shall be identical in every respect with the conditions applicable to the transport of passengers, baggage and goods of the most favoured nation.

Article 17.

1. To ensure the operation of the foreign trade monopoly which, under the laws of the Union of Soviet Socialist Republics, is held by the Union Government, a Trade Delegation with headquarters at Tallinn shall be set up as part of the Legation of the Union of Soviet Socialist Republics in Estonia.

2. The functions of the Trade Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall be:

(a) To develop commercial and economic relations between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics and to protect the interests of the Union of Soviet Socialist Republics in the matter of foreign trade.

(b) To regulate trade with Estonia on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics.

(c) To engage on behalf of the Union of Soviet Socialist Republics in foreign trade with Estonia.

Article 18.

The Commercial Delegate and his assistant shall be members of the diplomatic staff of the Legation of the Union of Soviet Socialist Republics and shall enjoy all the rights and privileges accorded to members of diplomatic missions. The official premises of the Trade Delegation at Tallinn shall be accorded extraterritoriality.

The Trade Delegation shall have the right to use cipher.

Members of the Trade Delegation who are nationals of the Union of Soviet Socialist Republics and have been appointed and sent to Tallinn by the People's Commissariat for Foreign and Home

extérieur et intérieur de l'Union, seront exemptés en Estonie de l'impôt sur le revenu qu'ils pourront tirer au service du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Toutefois cette exemption ne s'appliquera qu'à un maximum de trente personnes.

En cas de nécessité d'établir des succursales de la représentation commerciale, les sièges de ces dernières seront fixés sur un accord à intervenir entre les Parties.

Article 19.

La Représentation commerciale agissant à tous égards pour le compte du Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, celui-ci assumera la responsabilité de toutes les transactions conclues par son représentant commercial ou par les membres de la représentation dûment autorisés à cet effet.

La Représentation commerciale sera exemptée de l'obligation de se faire inscrire au registre du commerce, mais sera tenue de faire paraître successivement dans le Journal Officiel (Riigi Teataja) les noms des membres de la représentation qui ont qualité pour la représenter. Cette qualité aura force obligatoire pour ce qui concerne toute transaction jusqu'à ce que, par les soins de la représentation commerciale, il ait été rendu public dans le Journal Officiel (Riigi Teataja) que les fonctions du titulaire d'une charge qualifiée près la représentation ont pris fin.

Article 20.

Les questions judiciaires qui pourraient surgir au sujet des transactions commerciales passées par la représentation commerciale en Estonie seront réglées conformément aux lois matérielles et de procédure estonienne, étant entendu toutefois que, dans le cas où un accord à cet égard existerait entre les parties au contrat, la juridiction soviétique serait admise pour les transactions passées en Estonie, mais exécutoires en l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 21.

Les actes juridiques faits par la représentation commerciale en Estonie et liant l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les résultats économiques desdits actes seront traités d'après les lois estoniennes et soumis à la juridiction estonienne. Toutefois, considérant la responsabilité incombant, du fait de l'article 19 du présent traité, à l'Union des Républiques soviétistes socialistes pour les transactions effectuées par la représentation commerciale, il ne sera recouru ni à des mesures juridiques de nature préventive, ni à des mesures de caractère administratif par rapport aux biens de la représentation commerciale et de ses succursales.

Article 22.

En ce qui concerne les jugements déjà entrés en vigueur, il pourra être procédé à leur exécution par voie de contrainte sur les biens de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Estonie, sauf quant aux objets qui, suivant les règles générales du droit international, sont destinés à l'exercice des droits de souveraineté ou servent à l'activité officielle des représentations diplomatiques, consulaires ou commerciales.

Trade, shall not be required in Estonia to pay any tax on income earned in the service of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. Such exemption, however, shall not apply to more than thirty persons.

Should it be necessary to establish branches of the Trade Delegation, the places where such branches are to be established shall be fixed by agreement between the Parties.

Article 19.

All acts of the Trade Delegation shall be on account of the Government of the Union of Soviet Socialist Republics and the latter shall accordingly assume responsibility for all transactions carried out by its Commercial Delegate or by duly authorised members of the Delegation.

The Trade Delegation need not be registered in the Commercial Register but shall be bound to publish duly in the Official Journal (*Riigi Teataja*) the names of members of the Delegation empowered to represent it. The powers thus conferred shall be deemed binding in respect of every transaction until the Trade Delegation has published a notice in the Official Journal (*Riigi Teataja*) to the effect that the duties of the holder of a responsible post on the Delegation have been terminated.

Article 20.

Judicial questions which may arise in respect of commercial transactions concluded by the Trade Delegation in Estonia shall be settled in conformity with Estonian substantive and procedural law, but it is understood that, should an agreement to this effect exist between the parties to a contract, Soviet jurisdiction shall be admitted for transactions concluded in Estonia but executory in the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 21.

Legal acts performed by the Trade Delegation in Estonia which are binding upon the Union of Soviet Socialist Republics, and also the economic effects of such acts, shall be dealt with under Estonian law and shall be subject to Estonian jurisdiction. Nevertheless, in view of the responsibility incurred under Article 19 of the present Treaty by the Union of Soviet Socialist Republics, in respect of transactions carried out by the Trade Delegation, no preventive legal measures or administrative measures shall be employed in regard to the property of the Trade Delegation or its branches.

Article 22.

In the case of judgments which have acquired force of law, measures of compulsory execution may be applied in the form of distraint on property of the Union of Soviet Socialist Republics in Estonia, except in so far as concerns objects which, according to the general rules of international law, are intended for the exercise of sovereign rights or are intended for the official use of diplomatic, consular or trade delegations.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 23.

Les dispositions du présent traité ne s'étendent pas aux droits ou faveurs accordés ou qui seront accordés :

1^o Par chacune des Parties contractantes à un pays voisin pour faciliter le trafic frontalier dans une zone ne dépassant pas quinze kilomètres.

2^o Par chacune des Parties contractantes à un pays tiers à raison d'une union douanière conclue ou qui sera conclue à l'avenir.

3^o Par l'Estonie à la Finlande, à la Lettonie ou à la Lithuanie.

4^o Par l'Union des Républiques soviétistes socialistes à la Finlande, à la Lettonie ou à la Lithuanie et aux Etats continentaux limitrophes de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Asie.

Article 24.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entamer dans un délai de trois mois des négociations quant à la conclusion d'un traité concernant l'arbitrage commercial, d'une convention sur l'assistance judiciaire en matière civile, d'une convention concernant la pêche et la protection de la pêche dans les lacs de Peipus et Pskov et d'une convention vétérinaire-sanitaire.

Article 25.

Le présent traité qui est rédigé en double expédition française sera ratifié et l'échange des ratifications en sera effectué à Moscou aussitôt que faire se pourra.

Le présent traité entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de sa ratification.

Le présent traité est conclu pour une durée de trois ans. Si à l'expiration de ce délai, aucune des Parties contractantes ne déclare son intention d'y mettre fin, le présent traité restera en vigueur six mois à compter de la date où l'une des Parties contractantes informera l'autre de son intention de le dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Tallinn, le 17 mai mil neuf cent vingt-neuf.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

CHAPTER III.

GENERAL PROVISIONS.

Article 23.

The provisions of the present Treaty shall not apply to rights or favours which are or may hereafter be accorded :

- (1) By either of the Contracting Parties to a neighbouring country to facilitate frontier traffic within a zone not exceeding fifteen kilometres ;
- (2) By either of the Contracting Parties to a third country in virtue of a Customs union which has already been or may hereafter be concluded ;
- (3) By Estonia to Finland, Latvia or Lithuania ;
- (4) By the Union of Soviet Socialist Republics to Finland, Latvia or Lithuania or to the continental States bordering on the Union of Soviet Socialist Republics in Asia.

Article 24.

The two Contracting Parties undertake within a period of three months to begin negotiations for the conclusion of a treaty on commercial arbitration, a convention on judicial assistance in civil matters, a convention on fisheries and the protection of fisheries in Lakes Peipus and Pskov and a convention on veterinary and health matters.

Article 25.

The present Treaty, done in duplicate French texts, shall be ratified and the instruments of ratifications shall be exchanged at Moscow as soon as possible.

The Treaty shall come into force on the fifteenth day following the exchange of the instruments of ratification.

The Treaty is concluded for a period of three years. If, on the expiry of that period, neither of the Contracting Parties has declared its intention of terminating it, the Treaty shall remain in force for six months as from the date on which one of the Contracting Parties shall inform the other of its intention to denounce it.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Tallinn, May 17, one thousand nine hundred and twenty-nine.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer le Traité de commerce en date de ce jour, les deux Parties contractantes ont décidé de préciser certaines de ses clauses, ainsi que leurs conditions d'application suivant les dispositions ci-après :

Ad Article premier.

Il est bien entendu que les dispositions de l'article premier ne dérogent en rien aux prescriptions internes concernant le visa des passeports.

Ad Article 7.

Les deux Parties contractantes se notifieront réciproquement l'institution autorisée à délivrer l'attestation requise par le dernier alinéa de l'article 7.

Ad Article 9.

Il est convenu que sous l'expression « consul » on entend les consuls généraux, les consuls, les vice-consuls et les agents consulaires.

Ad Article 12.

Les Parties contractantes affirment que les privilèges accordés par l'une d'elles aux sociétés anonymes de toute espèce, aux associations commerciales et aux autres personnes juridiques de la nation la plus favorisée seront étendus également à toutes les organisations économiques d'Etat de l'autre Partie contractante établies conformément aux lois de cette dernière.

Ad Article 15.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au cabotage.

Ad Article 16.

1. Sans préjudice des dispositions du paragraphe premier de l'article 16, l'Estonie jouira en ce qui concerne le transit de ses produits à travers le territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes de tous les droits reconnus, en vertu de la législation et des traités internationaux de l'Union, aux pays ayant avec l'Union un traité de commerce.

2. L'Union des Républiques soviétistes socialistes consent à accorder aux produits textiles estoniens le droit de transit à travers le territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes sur les voies ferroviaires Kingisepp-Mandshuria et Pskov-Mandshuria.

3. Les organisations commerciales et de transport d'Etat de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les organisations coopératives auront le droit en Estonie :

a) De faire usage, à des conditions avantageuses, d'installations et d'entrepôts de ports appartenant à l'Etat estonien.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Treaty of to-day's date, the two Contracting Parties have decided to define further certain clauses and the conditions of application attaching thereto, as follows :

Ad Article 1.

It is understood that the provisions of Article 1 shall not affect the internal regulations concerning passport visas.

Ad Article 7.

The two Contracting Parties shall notify one another of the institute authorised to issue the attestation required under the last paragraph of Article 7.

Ad Article 9.

It is agreed that the term " consul " shall include consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents.

Ad Article 12.

The Contracting Parties declare that the privileges accorded by either of them to joint stock companies of every kind, commercial associations or other juridical persons of the most favoured nation shall be accorded also to all State economic organisations of the other Contracting Party established in conformity with the laws of that Party.

Ad Article 15.

It is understood that the provisions of the present Article shall not apply to the coasting trade.

Ad Article 16.

1. Without prejudice to the provisions of paragraph 1 of Article 16, Estonia shall be accorded, as regards the transit of her products through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics, all the rights accorded under Union legislation and under international treaties of which the Union is a signatory to countries which have concluded a commercial treaty with the Union.

2. The Union of Soviet Socialist Republics agrees to accord to Estonian textile products the right of transit through the territory of the Union of Soviet Socialist Republics over the Kingisepp-Manchuria and Pskov-Manchuria Railways.

3. Government commercial and transport organisations of the Union of Soviet Socialist Republics, as well as co-operative organisations, shall have the right in Estonia :

(a) To make use on favourable terms of port installations and warehouses belonging to the Estonian Government ;

b) De prendre à bail des lots de terre et d'y construire des entrepôts, des élévateurs, des entrepôts frigorifiques et de construire sur le territoire des ports d'autres installations nécessaires aux transports.

Les conditions d'usage et d'exploitation seront fixées dans des traités spéciaux d'exploitation à conclure entre les Parties contractantes.

Ad Article 18.

1. Les dispositions du présent traité et notamment de l'article 18 ne s'opposeront pas à l'exécution des significations d'actes à la représentation commerciale.

2. On entend sous l'expression « locaux officiels de la Représentation commerciale », les locaux de l'administration centrale ainsi que de ses sections qui se trouvent dans la même maison que la représentation commerciale.

3. La délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'insiste pas sur la détermination des droits des succursales et des membres de Conseil de la représentation commerciale en ce qui concerne leur exterritorialité, vu que la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, au cours des négociations du présent traité, a eu l'occasion de déclarer qu'au moment actuel il n'est pas nécessaire de les établir, ni les uns ni les autres.

Si, cependant, après l'accroissement des transactions, il y a nécessité de nommer des membres du conseil de la représentation commerciale ou de procéder à l'ouverture de succursales, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes se réserve le droit de soulever par voie diplomatique la question de leur exterritorialité.

Le présent protocole fait partie intégrante du Traité de commerce signé à la date de ce jour.

Fait à Tallinn, le 17 mai 1929.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

ECHANGE DE NOTES

I.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au nom de la délégation estonienne chargée des négociations pour la conclusion d'un Traité de commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

La délégation estonienne constate que presque tous les traités de commerce conclus par l'Estonie renferment une clause particulière réservant à l'Estonie la faculté d'octroyer à l'Union des Républiques soviétistes socialistes des faveurs spéciales auxquelles les Etats tiers ne sauraient prétendre. Cette politique inaugurée dès après la conclusion du Traité de Paix entre l'Estonie et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie n'a connu que de très rares exceptions. Elle est maintenant systématiquement poursuivie de telle sorte que la clause en question se trouve dans tous les traités récemment conclus.

Le Gouvernement estonien a l'intention de continuer cette politique dans tous les traités de commerce à conclure avec les autres pays. Si, néanmoins, un traité quelconque venait à ne pas renfermer la clause soviétique, le Gouvernement estonien est prêt à prendre

(b) To lease plots of land and to build thereon warehouses, elevators and cold storage premises, and to build within port areas other installations that may be necessary for transport.

The conditions governing use and exploitation shall be laid down in special treaties concerning exploitation to be concluded between the Contracting Parties.

Ad Article 18.

1. The provisions of the present Treaty, and more particularly of Article 18, shall not be a bar to the serving of documents on the Trade Delegation.

2. By "official premises of the Trade Delegation" shall be meant the premises of the central administration and of those sections which are under the same roof as the Trade Delegation.

3. The Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics shall not insist on determining the rights of branches and members of the Council of the Trade Delegation in regard to the question of extritoriality, in view of the fact that the Delegation of the Union of Soviet Socialist Republics had occasion, during the negotiations relating to the present Treaty, to declare that it is not necessary at present to establish the rights of either the said branches or the said members.

If, however, with increased activities it becomes necessary to appoint members of the Council of the Trade Delegation or to open branches, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics reserves the right to raise the question of their extritoriality through the diplomatic channel.

The present Protocol shall form an integral part of the Commercial Treaty signed this day.

Done at Tallinn, May 17, 1929.

K. PÄTS.
A. PIIP.
K. VIRMA.
Max HURT.

A. PETROVSKI.
I. SMIRNOFF.
M. KAUFMANN.
B. ROSENBLUM.

EXCHANGE OF NOTES

I

TALLINN, *May 17, 1929.*

SIR,

On behalf of the Estonian Delegation entrusted with the negotiations for the conclusion of a Commercial Treaty between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to make the following declaration :

The Estonian Delegation notes that almost all the commercial treaties concluded by Estonia contain a special clause reserving Estonia's right to grant to the Union of Soviet Socialist Republics special favours which cannot be claimed by third States. This policy, which was inaugurated directly after the conclusion of the Treaty of Peace between Estonia and the Federal Socialist Republic of Soviet Russia, has been adhered to with very few exceptions. It is now systematically pursued, so that the clause in question is found in all the treaties recently concluded.

It is the Estonian Government's intention to continue this policy in all commercial treaties that may be concluded with other States. If, however, the Soviet clause should not occur in any particular treaty, the Estonian Government is prepared to take the

toutes les mesures nécessaires pour que ce traité ne constitue point un obstacle pour l'octroi à l'Union des Républiques soviétistes socialistes de la jouissance du traitement de la nation spécialement favorisée, dès que les deux Parties auraient convenu du moment de l'établissement d'un tel traitement. Toutefois, cette déclaration ne concerne pas les Etats visés au paragraphe 3 de l'article 23 du Traité de Commerce en date de ce jour.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

K. PÄTS.

Son Excellence

Monsieur A. Petrovski,
Président de la Délégation
de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes,
Tallinn.

II.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez bien voulu m'adresser la lettre de la teneur suivante :

« Au nom de la délégation estonienne chargée des négociations pour la conclusion d'un Traité de Commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit :

La délégation estonienne constate que presque tous les traités de commerce conclus par l'Estonie renferment une clause particulière réservant à l'Estonie la faculté d'octroyer à l'Union des Républiques soviétistes socialistes des faveurs spéciales auxquelles les Etats tiers ne sauraient prétendre. Cette politique inaugurée dès après la conclusion du Traité de Paix entre l'Estonie et la République socialiste fédérative des Soviets de Russie n'a connu que de très rares exceptions. Elle est maintenant systématiquement poursuivie de telle sorte que la clause en question se trouve dans tous les traités récemment conclus.

Le Gouvernement estonien a l'intention de continuer cette politique dans tous les traités de commerce à conclure avec les autres pays. Si, néanmoins, un traité quelconque venait à ne pas renfermer la clause soviétique, le Gouvernement estonien est prêt à prendre toutes les mesures nécessaires pour que ce traité ne constitue point un obstacle pour l'octroi à l'Union des Républiques soviétistes socialistes de la jouissance du traitement de la nation spécialement favorisée, dès que les deux Parties auraient convenu du moment de l'établissement d'un tel traitement. Toutefois, cette déclaration ne concerne pas les Etats visés au paragraphe 3 de l'article 23 du Traité de commerce en date de ce jour. »

J'ai l'honneur d'en prendre acte et je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

A. PETROVSKI.

Son Excellence

Monsieur K. Päts,
Président de la Délégation
de la République d'Estonie,
Tallinn.

necessary steps to ensure that the existence of such a treaty shall not debar the Union of Soviet Socialist Republics from enjoying the treatment accorded to the most favoured nation, as soon as the two Parties have agreed on the date for the establishment of such treatment. The present declaration shall not, however, apply to the States mentioned in paragraph 3 of Article 23 of the Commercial Treaty of to-day's date.

I have the honour to be, etc.

K. PÄTS.

His Excellency M. A. Petrovski,
President of the Delegation of the Union
of Soviet Socialist Republics,
Tallinn.

II.

TALLINN, May 17, 1929.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of the following letter :

“ On behalf of the Estonian Delegation entrusted with the negotiations for the conclusion of a Commercial Treaty between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to make the following declaration :

“ The Estonian Delegation notes that almost all the commercial treaties concluded by Estonia contain a special clause reserving Estonia's right to grant to the Union of Soviet Socialist Republics special favours which cannot be claimed by third States. This policy, which was inaugurated directly after the conclusion of the Treaty of Peace between Estonia and the Federal Socialist Republic of Soviet Russia, has been adhered to with very few exceptions. It is now systematically pursued, so that the clause in question is found in all the treaties recently concluded.

“ It is the Estonian Government's intention to continue this policy in all commercial treaties that may be concluded with other States. If, notwithstanding, the Soviet clause should not occur in any particular treaty, the Estonian Government is prepared to take the necessary steps to ensure that the existence of such a treaty shall not debar the Union of Soviet Socialist Republics from enjoying the treatment accorded to the most favoured nation, as soon as the two Parties have agreed on the date for the establishment of such treatment. The present declaration shall not, however, apply to the States mentioned in paragraph 3 of Article 23 of the Commercial Treaty of to-day's date.”

I duly note the foregoing declaration and have the honour, etc.

A. PETROVSKI.

His Excellency M. K. Päts,
President of the Delegation
of the Estonian Republic,
Tallinn.

III.

N° 132-W.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au dernier alinéa de l'article 14 du Traité de commerce entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, signé en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement estonien n'exigera pas le visa et la légalisation par ses représentants consulaires à l'étranger des certificats d'origine délivrés pour les marchandises de l'Union par les institutions et organisations visées dans l'alinéa 2 de l'article susmentionné.

Je vous prie de bien vouloir m'informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes est disposé de son côté à ne pas exiger le visa et la légalisation des certificats d'origine délivrés pour les marchandises estoniennes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

J. LATTIK.

Son Excellence

Monsieur A. Petrovski,
Ministre de l'Union des Républiques
soviétistes socialistes,
Tallinn.

IV.

TALLINN, le 17 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vous accusant réception de votre lettre N° 132-W, en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes est d'accord de ne pas exiger le visa et la légalisation par les représentants consulaires de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à l'étranger des certificats d'origine délivrés pour les marchandises estoniennes par les institutions et organisations visées dans l'alinéa 2 de l'article 14 du Traité de commerce signé en date de ce jour.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. PETROVSKI.

Son Excellence

Monsieur J. Lattik,
Ministre des Affaires étrangères
de la République d'Estonie,
Tallinn.

III.

No. 132-W.

TALLINN, *May 17, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the last paragraph of Article 14 of the Commercial Treaty signed this day between Estonia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to declare that the Estonian Government will not require either visa or legalisation by its consular representatives abroad in the case of certificates of origin issued for Union goods by the institutes and organisations mentioned in paragraph 2 of the aforesaid article.

I should be glad if you would inform me whether the Government of the Union of Soviet Socialist Republics is prepared on its side not to require either visa or legalisation in the case of certificates of origin issued for Estonian goods.

I have the honour to be, etc.

J. LATTIK.

His Excellency M. A. Petrovski,
Minister of the Union of
Soviet Socialist Republics,
Tallinn.

IV.

TALLINN, *May 17, 1929.*

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 132-W of to-day's date and to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics agrees not to require either visa or legalisation by the consular representatives of the Union of Soviet Socialist Republics abroad in the case of certificates of origin issued for Estonian goods by the institutes and organisations mentioned in paragraph 2 of Article 14 of the Commercial Treaty signed this day.

I have the honour to be, etc.

A. PETROVSKI.

His Excellency M. J. Lattik,
Minister for Foreign Affairs
of the Estonian Republic,
Tallinn.

N° 2153.

BELGIQUE ET FRANCE

**Déclaration modifiant l'article 2 de
la Convention d'extradition du 15
août 1874. Signée à Bruxelles, le
24 juin 1926.**

BELGIUM AND FRANCE

**Declaration modifying Article 2 of
the Extradition Convention of
August 15, 1874. Signed at
Brussels, June 24, 1926.**

N^o 2153. — DÉCLARATION¹ MODIFIANT L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION D'EXTRADITION² DU 15 AOÛT 1874 ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 24 JUIN 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 23 septembre 1929.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant jugé utile de modifier l'article 2 de la Convention d'extradition du 15 août 1874, sont convenus par la présente déclaration de ce qui suit :

Article premier.

Le n^o 12 de l'article 2 de ladite convention est complété par un second alinéa ainsi conçu :

« L'attentat à la pudeur sans violence commis par un ascendant sur la personne d'un mineur, même âgé de plus de treize ans, mais non émancipé par le mariage. »

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après la publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle aura la même durée que la convention du 15 août 1874 à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi les soussignés, ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Belges et ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française près de Sa Majesté le Roi des Belges, dûment autorisés, ont dressé le présent acte qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double à Bruxelles, le 24 juin 1926.

(L. S.) E. VANDERVELDE.

(L. S.) Maurice HERBETTE.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 30 mai 1929.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 140.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2153. — DECLARATION ² MODIFYING ARTICLE 2 OF THE EXTRADITION CONVENTION ³ OF AUGUST 15, 1874, BETWEEN BELGIUM AND FRANCE. SIGNED AT BRUSSELS, JUNE 24, 1926.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place September 23, 1929.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of modifying Article 2 of the Extradition Convention of August 15, 1874, have agreed on the following declaration :

Article 1.

No. 12 of Article 2 of the said Convention shall be amplified by a second paragraph reading as follows :

“ Indecent assault without violence committed on a minor by a relative in the ascending line, even if the minor is over thirteen years of age, but not emancipated by marriage.”

Article 2.

The present declaration shall come into force ten days after publication in the forms prescribed by the laws of the two countries, and shall remain in force for the duration of the Convention of August 15, 1874, to which it relates.

In faith whereof, the undersigned, Minister for Foreign Affairs of His Majesty the King of the Belgians, and Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the French Republic accredited to His Majesty the King of the Belgians, being duly authorised to this effect, have drawn up the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, June 24, 1926.

(L. S.) E. VANDERVELDE.

(L. S.) Maurice HERBETTE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, May 30, 1929.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 65, page 446.

N° 2154.

ESPAGNE ET SUÈDE

Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des lettres de jauge. Madrid, les 22 juin, 22 septembre et 3 novembre 1928, et 2 janvier 1929.

SPAIN AND SWEDEN

Exchange of Notes regarding the mutual Recognition of Tonnage Certificates. Madrid, June 22, September 22, and November 3, 1928, and January 2, 1929.

N^o 2154. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ESPAGNOL ET SUÉDOIS CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES LETTRES DE JAUGE. MADRID, LES 22 JUIN, 22 SEPTEMBRE ET 3 NOVEMBRE 1928, ET 2 JANVIER 1929.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 septembre 1929.

I.

LE MINISTRE DE SUÈDE A MADRID
AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ESPAGNE

MADRID, le 22 juin 1928.

MONSIEUR LE MARQUIS,

En Suède les droits de navigation sont calculés sur la capacité nette des navires et celle-ci est obtenue en déduisant de la capacité brute du navire, par laquelle l'on comprend le volume total du navire, le volume de certains espaces non destinés à recevoir des marchandises, dont le plus important est la chambre à machines. Pour calculer la capacité de la chambre à machines l'on a recours principalement soit à la règle dite allemande, soit à la règle dite anglaise. La différence essentielle entre ces deux méthodes de jaugeage, dont la première est employée en Suède et la seconde en Espagne, consiste en ce que la règle allemande prescrit,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2154. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE SPANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS REGARDING THE MUTUAL RECOGNITION OF TONNAGE CERTIFICATES. MADRID, JUNE 22, SEPTEMBER 22, AND NOVEMBER 3, 1928, AND JANUARY 2, 1929.

French and Spanish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place September 23, 1929.

I.

THE SWEDISH MINISTER AT MADRID
TO THE SPANISH PRESIDENT OF THE COUNCIL.

MADRID, June 22, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In Sweden, shipping dues are calculated on the net capacity of vessels, and this is ascertained by deducting from the gross capacity of the vessel — *i. e.* the total volume of the vessel — the volume of certain spaces not intended for goods, the most important of which is the engine-room. The calculation of the capacity of the engine-room is based for the most part, either on the so-called German rule, or on the so-called British rule. The essential difference between these two methods of tonnage measurement, the first of which is used in Sweden and the second in Spain, lies in the fact that the German rule prescribes, for the determina-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

en vue de la détermination des déductions exemptes de droits, un mesurage précis entre autres de la chambre à machines et des soutes à charbon, tandis que la règle anglaise n'exige pas le mesurage des soutes à charbon et fixe la déduction exempte de droits par un calcul de pourcentage approximatif basé sur le tonnage des espaces mesurés.

Aux termes des accords en vigueur entre la Suède et l'Espagne sur la reconnaissance mutuelle de lettres de jauge (en date du 27 avril, le 15 juin 1882 et 11 janvier et 4 août 1883) les navires espagnols sont soumis dans les ports suédois à un remesurage partiel en vue de déterminer la déduction pour la chambre à machines d'après la règle allemande, à moins que cette déduction ne soit indiquée dans la lettre de jauge nationale de ce navire. En vertu de ces dispositions, l'on calculait au début la jauge nette de ce navire de cette façon que du total de la jauge nette du navire et de la déduction pour la chambre à machines telles qu'elles étaient indiquées dans la lettre de jauge nationale, était défalquée la déduction pour la chambre à machines obtenue par le remesurage effectué en Suède d'après la règle allemande ; le chiffre restant représente ainsi la capacité du navire imposable en Suède. Par la suite les données relativement à la déduction pour la chambre à machines calculée d'après la règle employée en Espagne ne sont plus venues à figurer sur les lettres de jauge nationales des navires espagnols, ceci ayant pour conséquence que la méthode de jaugeage plus haut indiquée n'a pu continuer à être pratiquée. Pour cette raison et du fait de l'introduction de nouvelles modifications dans les dispositions espagnoles relativement à la manière de calculer la déduction pour la chambre à machines, la méthode de jaugeage susnommée ne peut plus être employée, et il a fallu en ce qui concerne ces navires, procéder à un remesurage complet pour établir leur jauge imposable en vertu des dispositions en vigueur en Suède relativement au jaugeage des navires.

Les autorités suédoises de jaugeage viennent cependant de trouver une nouvelle méthode permettant de calculer à moindres frais la capacité nette du navire après remesurage partiel, même pour le cas où la lettre de jauge nationale ne contiendrait pas de données sur la déduction pour la chambre à machines d'après la règle anglaise, à condition toutefois que dans la lettre de jauge soit indiqué le volume de l'espace sous le pont qui entre en

tion of the exempted deductions an exact system of measurement to include the engine-room and bunkers, whereas the British rule does not require the measurement of the bunkers, and determines the exempted deduction by means of an approximate percentage calculation based on the tonnage of the spaces measured.

In accordance with the provisions of the agreements in force between Sweden and Spain relating to the mutual recognition of tonnage measurement certificates (dated April 27 and June 15, 1882, and January 11 and August 4, 1883), Spanish ships are subjected in Swedish ports to partial re-measurement, to determine the deduction to be made for the engine-room in accordance with the German rule, unless this deduction is indicated in the national tonnage measurement certificate of the vessel. In virtue of these provisions, the net tonnage of the vessel was at first so calculated that, from the total net tonnage of the vessel and the deduction for the engine-room as indicated in the national tonnage measurement certificate was subtracted the deduction for the engine-room obtained by means of the re-measurement of the vessel in Sweden according to the German rule. The figure remaining thus represents the dutiable capacity of the vessel in Sweden. Subsequently the data relating to the deduction for the engine-room calculated in accordance with the rule applied in Spain ceased to appear on the national tonnage measurement certificates of Spanish vessels, with the result that the method of tonnage measurement indicated above had to be discontinued. For this reason and owing to fresh amendments to the Spanish provisions relating to the method of calculating the deduction for the engine-room, the above method for tonnage measurement can no longer be applied, and it has been necessary entirely to re-measure these vessels, so as to ascertain the tonnage dutiable, under the provisions in force in Sweden with regard to tonnage measurement.

The Swedish tonnage measurement authorities have, however, now found a new method of calculating the net capacity of the vessel after partial re-measurement work cheaply, even when the national tonnage measurement certificate contains no data with regard to the deduction for the engine-room according to the British rule, on condition, however, that the tonnage measurement certificate indicates the volume of the space below the deck which

compte lors des opérations de jaugeage. La méthode prévue comporte le mesurage de tous les espaces situés au-dessus de ce pont ainsi que de tous les espaces passibles de déduction. Bien que ce procédé implique le remesurage d'autres espaces que ceux passibles de déduction, les frais de jaugeage en résultant sont toutefois moins élevés que s'il était procédé à un remesurage entier du navire, ce qui doit être considéré comme un avantage pour les compagnies étrangères d'armement intéressées.

Conformément aux instructions de mon gouvernement, j'ai l'honneur en soumettant ce qui précède à la considération du Gouvernement de Sa Majesté catholique de suggérer que ce procédé de remesurage partiel soit reconnu par le Gouvernement espagnol comme étant conforme aux accords concernant la reconnaissance des lettres de jauge valables entre nos deux pays, et en cas où le Gouvernement espagnol se rallierait à cette proposition, d'attirer l'attention des autorités espagnoles compétentes sur la nécessité de ce que les documents nationaux de jauge des navires espagnols fassent mention du volume des espaces sous le pont de jaugeage, indication absolument nécessaire pour la réalisation du procédé de jaugeage en question.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Marquis, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

DANIELSSON.

counts for purposes of tonnage measurement. This method provides for the measuring of all the spaces above this deck, and of all those in respect of which deductions may be made. Although this method entails the re-measurement of spaces other than those liable to deduction, the tonnage measurement costs are, nevertheless, lower than in the case of the complete re-measurement of the vessel, which must be regarded as an advantage to the foreign shipping companies concerned.

In accordance with the instructions of my Government, I have the honour to submit the above for the consideration of His Catholic Majesty's Government and to suggest that this method of partial re-measurement be acknowledged by the Spanish Government as consonant with the agreements relating to the recognition of the tonnage measurement certificates valid as between our two countries and, should the Spanish Government agree to this proposal, to draw the attention of the competent Spanish authorities to the need of indicating in the national tonnage documents of Spanish ships the volume of the spaces below the tonnage measurement deck, as this is absolutely essential to enable this method of tonnage measurement to be applied.

I have the honour to be, etc.

DANIELSSON.

II.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES D'ESPAGNE
AU MINISTRE DE SUÈDE A MADRID.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MADRID, 22 de septiembre de 1928.

Muy señor mío : Con referencia en último término a la atenta Nota Verbal de esa Legación de fecha 27 de Agosto ultimo, proponiendo, en nombre del Gobierno de V. S., que los buques españoles lleven consignado en su certificado de arqueo el volumen total, bajo la cubierta, de arqueo, tengo la honra de participarle, que el Gobierno de S. M. halla muy razonable dicha propuesta, que no requiera ninguna operación suplementaria en el arqueo, ya que dicho volumen se calcula siempre y figura en todos los documentos de arqueo con el nombre del volumen principal, y con objeto de que las Autoridades suecas puedan comprobarlo, hallará V. S. adjunto un ejemplar en blanco del documento del arqueo.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

P. A.

B. ALMEIDA.

¹ TRADUCTION.

MADRID, le 22 septembre 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant en dernier lieu à la note verbale de votre Légation, en date du 27 août dernier, par laquelle vous proposez, au nom de votre gouvernement, que les navires espagnols fassent mention, dans leur lettre nationale de jauge, du volume total des espaces situés sous le pont de jaugeage, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Sa Majesté considère cette proposition comme très raisonnable, car elle n'exige aucune opération supplémentaire de jaugeage, le volume en question étant toujours calculé et figurant dans tous les documents de jauge sous le nom de volume principal. Pour permettre aux autorités suédoises de le constater, vous trouverez ci-joint un exemplaire en blanc du document de jauge.

Je saisis cette occasion, etc.,

Par ordre
(Signé) B. ALMEIDA.

III.

LE MINISTRE DE SUÈDE A MADRID
AU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ESPAGNE.

MADRID, le 3 novembre 1928.

MONSIEUR LE MARQUIS,

Par une note en date du 22 septembre dernier (N^o 66) et en réponse à ma note en date du 22 juin concernant la suggestion faite par mon gouvernement de voir le Gouvernement de Sa Majesté catholique, pour les raisons indiquées dans ma note, reconnaître le procédé de reme-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

THE SPANISH SECRETARY-GENERAL FOR EXTERNAL AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER AT MADRID.

MADRID, September 22, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Verbal Note from Your Legation, dated August 27 last, proposing, on behalf of your Government, that Spanish vessels should show in their tonnage measurement certificates, the total volume below measurement deck, I have the honour to inform you that His Majesty's Government regards this proposal as very reasonable inasmuch as no additional measurement would be required and this volume is always calculated and appears in all tonnage measurement documents under the heading total volume, and I enclose for confirmation by the Swedish authorities a copy of the tonnage measurement form in blank.

I have the honour to be, etc.

By order
(Signed) B. ALMEIDA.

¹ TRANSLATION. — TRANSLATION.

III.

THE SWEDISH MINISTER AT MADRID TO THE SPANISH PRESIDENT OF THE COUNCIL.

MADRID, November 3, 1928.

YOUR EXCELLENCY,

In your note of September 22, 1928, (No. 66), and reply to my note of June 22 concerning the suggestion of my Government that His Catholic Majesty's Government, for the reasons given in my note, should recognise the method of partial re-measurement of

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

surage partiel des navires espagnols en Suède, proposé par les autorités compétentes suédoises comme étant conforme aux accords concernant la reconnaissance des lettres de jauge valables entre l'Espagne et la Suède, Votre Excellence a bien voulu me communiquer que le Gouvernement de Sa Majesté considérait cette proposition comme très raisonnable (*muy razonable*).

En remerciant Votre Excellence de cette communication, je lui serais reconnaissant de bien vouloir me laisser savoir si je dois comprendre cette expression comme impliquant l'acquiescement du Gouvernement de Sa Majesté catholique à l'application du procédé de mesurage proposé du côté suédois et reconnaissant cette méthode comme étant en conformité avec nos accords sur la reconnaissance des lettres de jauge et si je puis faire une communication dans ce sens à mon gouvernement.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Marquis pour renouveler les assurances de ma plus haute considération.

DANIELSSON.

Spanish vessels in Sweden, proposed by the competent Swedish authorities as being consonant with the agreements relating to the recognition of tonnage measurement certificates in force between Spain and Sweden, Your Excellency was good enough to inform me that His Majesty's Government considered this proposal to be very reasonable (*muy razonable*).

I thank Your Excellency for this communication and should be grateful if you would let me know whether I am to take this as implying the consent of His Catholic Majesty's Government to the application of the system of measurement proposed by Sweden, and as recognising this method as consonant with our agreements relating to the recognition of tonnage measurement certificates, and whether I can report to my Government to this effect.

I have the honour to be, etc.

DANIELSSON.

IV.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES D'ESPAGNE
AU MINISTRE DE SUÈDE A MADRID.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MADRID, 2 de Enero de 1929.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : En respuesta a la atenta nota de V. E. de fecha 3 de Noviembre último, en la que solicitaba una aclaración a la de esta Secretaria General de 22 de Septiembre anterior, sobre reconocimiento de certificados de arqueo entre España y Suecia, tengo la honra de participar a V. E. que la propuesta que a este efecto hizo esa Legación de su digno cargo en nombre de su Gobierno ha sido aceptada por el Departamento competente por entender que de lo que se trata es de que los buques españoles que al arribar a puerto sueco no vayan provistos del certificado especial de arqueo, previsto por la Real Orden de 27 de julio de 1884, de acuerdo con lo convenido en los Tratados vigentes entre España y Suecia, no necesiten arquarse de nuevo, sino que utilizando los datos del documento de arqueo español se limitarán aquellas Autoridades a medir las carboneras que vierten directamente en la cámara de calderas para deducir las del arqueo total, teniendo en cuenta tambien los de los alojamientos y demás ya hechos por los Peritos Inspectores.

Aprovecho la ocasión para reiterar a V. E. las seguridades de mi más distinguida consideración.

E. DE PALACIOS.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 septembre 1929.

Le Chef des Archives :

Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

THE SPANISH SECRETARY-GENERAL FOR EXTERNAL AFFAIRS TO THE SWEDISH MINISTER AT MADRID.

MADRID, le 2 janvier 1929.

MADRID, January 2, 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note du 3 novembre dernier par laquelle vous demandiez des éclaircissements sur la note du Secrétariat général espagnol du 22 septembre dernier, relative à la reconnaissance des lettres nationales de jauge valables entre l'Espagne et la Suède, j'ai l'honneur de vous informer que la proposition formulée à cet effet par la Légation de Suède, au nom de son gouvernement, a été acceptée par le département compétent et qu'il est de ce fait entendu que les navires espagnols qui, à leur arrivée dans un port suédois, ne sont pas munis de la lettre spéciale de jauge, prévue par l'Ordonnance royale du 27 juillet 1884, conformément aux stipulations des traités en vigueur entre l'Espagne et la Suède, ne seront pas soumis au rejaugage ; les autorités suédoises, à l'aide des données du document de jauge espagnol, se borneront à mesurer les soutes à charbon qui communiquent directement avec la chambre de chauffe, pour les déduire jaugeage total, en tenant compte également des données relatives au volume des cabines et autres espaces déjà mesurés par les inspecteurs techniques.

In reply to your note of November 3, 1928, in which you asked me for an explanation with regard to the note of this office dated September 22, 1928, relating to the recognition of tonnage measurement certificates between Spain and Sweden, I have the honour to inform you that the proposal made by your Legation on behalf of your Government has been accepted by the competent Department as meaning that Spanish vessels arriving at Swedish ports without the special tonnage measurement certificate prescribed by the Royal Decree of July 27, 1884, in accordance with the provisions of existing treaties between Spain and Sweden, need not be measured again, but the authorities in question shall, from the data contained in the Spanish tonnage measurement certificate, merely measure the bunkers communicating direct with the engine-room, so as to deduct them from the total tonnage, taking into account also the data for accommodation, etc., already measured by the inspecting experts.

Je saisis l'occasion, etc.

I have the honour to be, etc.

E. DE PALACIOS.

E. DE PALACIOS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 2155.

ESPAGNE ET ITALIE

Convention générale concernant la navigation aérienne, signée à Santander, le 15 août 1927, avec protocole additionnel, signé à Madrid, le 3 octobre 1928.

SPAIN AND ITALY

General Convention regarding Aerial Navigation, signed at Santander, August 15, 1927, with Additional Protocol, signed at Madrid, October 3, 1928.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2155. — CONVENZIONE¹ GENERALE PER LA NAVIGAZIONE AEREA
FRA LA SPAGNA E L'ITALIA FIRMATA. A SANTANDER, IL
15 AGOSTO 1927.

Textes officiels italien et espagnol communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 septembre 1929.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ IL RE DI SPAGNA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Spagna a facilitare, per fini pacifici, le loro relazioni aeree, ed in generale le relazioni internazionali per via aerea, hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ed hanno designato per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza Nobile Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCCELLO, Ambasciatore di S. M. il Re d'Italia ;

SUA MAESTA IL RE DI SPAGNA :

L'Eccllmo. Signor Tenente Generale Don Michele PRIMO DE RIVERA, Marchese di Estella, Presidente del Consiglio dei Ministri, e Ministro degli Esteri, Grande di Spagna, decorato con la Gran Croce Laureata del Reale e Militare Ordine di S. Fernando, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini di S. Ermenegildo, del Merito Militare, del Merito Navale ; dell'Ordine Italiano dei Santi Maurizio e Lazzaro, ecc. ecc., Suo Gentiluomo di Camera « con ejercicio y servidumbre » ;

I quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti :

Articolo I.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà, in tempo di pace, agli aeromobili dell'altro Stato contraente, regolarmente in esso immatricolati, la libertà di passaggio inoffensivo al di sopra del proprio territorio, purchè siano osservate le condizioni stabilite nella presente Convenzione.

È inteso, tuttavia, che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, saranno subordinati ad accordi speciali fra i due Stati.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti accorderà inoltre all'altro Stato contraente il trattamento della Nazione più favorita, per tutto quanto concerne i reciproci rapporti in materia di navigazione aerea commerciale, tenendo presente il disposto del comma precedente.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 26 août 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2155. — CONVENIO¹ GENERAL DE NAVIGACION AÉREA ENTRE ITALIA Y ESPAÑA. FIRMADO EN SANTANDER EL 15 DE AGOSTO DE 1927.

Italian and Spanish official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 24, 1929.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, igualmente convencidos del interés recíproco que tienen Italia y España en facilitar para fines pacíficos sus relaciones aéreas y en general las relaciones internacionales por vía aérea, han resuelto concertar un Convenio con este fin y han designado, respectivamente, para Plenipotenciarios suyos :

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

Al Excmo. Señor Noble Giuseppe MEDICI DE LOS MARQUESES DEL VASCHELLO, Embajador de S. M. el Rey de Italia ;

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

Al Excmo. Señor Teniente General D. Miguel PRIMO DE RIVERA Y ORBANEJA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, Grande de España, condecorado con la Gran Cruz Laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, etcétera, etcétera, Su Gentilhombre de Cámara con Ejercicio y Servidumbre ;

Los cuales, después de haberse canjeado sus plenos poderes, reconocidos en buena y debida forma, han acordado establecer las siguientes cláusulas .

Artículo I.

Cada una de las Altas Partes contratantes concederá en tiempo de paz a las aeronaves del otro Estado contratante, debidamente matriculadas en el mismo, la libertad de paso inofensivo por encima del propio territorio, siempre que se observen las disposiciones establecidas en el presente Convenio.

Queda entendido, sin embargo, que la implantación y el funcionamiento de líneas aéreas regulares, con escala o sin ella, que pasen por encima del territorio de una de las Altas Partes contratantes, por parte de empresas pertenecientes a la otra Alta Parte, estarán subordinados a Convenios especiales entre ambos Estados.

Cada una de las Altas Partes contratantes concederá, además al otro Estado contratante, el trato de nación más favorecida, para todo lo concerniente a las relaciones recíprocas en materia de navegación aérea comercial, teniendo presente lo dispuesto en el párrafo anterior.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, August 26, 1929.

Ai sensi della presente Convenzione, per territorio di uno Stato si intenderà il territorio nazionale, metropolitano e coloniale, unitamente alle sue acque territoriali.

Per aeromobili si intendono gli aeromobili privati e gli aeromobili di Stato adibiti esclusivamente a servizi commerciali o postali.

Gli aeromobili dello Stato, militari o destinati ad altri servizi all'infuori di quelli suddetti, per volare od atterrare sopra il territorio dell'altro Stato, dovranno ottenere una autorizzazione speciale. In tal caso gli aeromobili militari godranno, in principio, i privilegi concessi abitualmente alle navi da guerra straniera, salvo stipulazioni in contrario.

La qualità di militare non esimerà gli aeromobili dall'obbligo di atterrare, in applicazione delle norme sulla navigazione aerea vigenti presso ciascuno Stato, o quando ne sia fatta da questi richiesta o intimazione.

Articolo 2.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Alte Parti contraenti, i loro equipaggi ed i passeggeri, quando si troveranno sul territorio dell'altro Stato, saranno sottoposti alle obbligazioni risultanti dalle prescrizioni in vigore presso lo Stato sorvolato, principalmente a quelle riguardanti la navigazione aerea in genere, in quanto esse si applichino a tutti gli aeromobili esteri senza distinzione di nazionalità, i diritti doganali e gli altri diritti fiscali, i divieti di importazione e di esportazione, il trasporto delle persone e delle cose, la sicurezza, l'ordine pubblico e la sanità. Saranno inoltre sottoposti alle altre obbligazioni risultanti dalla legislazione generale vigente, salvo contrarie disposizioni della presente Convenzione.

Il regime degli aeromobili adibiti ad un servizio che esiga convenzione speciale sarà regolato dalla Convenzione stessa.

Il trasporto commerciale di persone e di cose fra due punti del territorio nazionale potrà essere riservato agli aeromobili nazionali.

Articolo 3.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà proibire la navigazione aerea al di sopra di talune zone del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, tra gli aeromobili nazionali e quelli appartenenti all'altro Stato, salvo, naturalmente, riserva dell'uso del diritto di sovranità di ciascuno dei due Stati sul proprio territorio quanto all'impiego delle aeronavi militari, navali, di polizia, doganiere ed altre, che in qualsiasi modo prestino servizio per lo Stato. Ciascuno degli Stati contraenti dovrà far conoscere all'altro Stato le zone di territorio al di sopra delle quali è vietata la navigazione aerea.

Inoltre, ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di limitare o di proibire provvisoriamente, in tempo di pace, in tutto od in parte, per circostanze eccezionali e con effetto immediato, la navigazione aerea al di sopra del proprio territorio, a condizione che non sia fatta alcuna distinzione, a tale riguardo, fra gli aeromobili appartenenti all'altro Stato contraente, e quelli appartenenti a qualsiasi altro paese straniero.

Articolo 4.

Ogni aeromobile che voli sopra una zona vietata dovrà, appena se ne accorga, fare il segnale di allarme previsto dal regolamento per la navigazione aerea dello Stato sorvolato; dovrà inoltre atterrare fuori della zona vietata, al più presto possibile, in uno dei più vicini aeroporti dello Stato stesso. Parimenti l'aeromobile, al quale sia stato fatto il segnale prescritto, dovrà allontanarsi dalla zona ed atterrare od ammarare nell'aeroporto più vicino.

Para los efectos del presente Convenio, se entenderá por territorio de un Estado el territorio nacional, metropolitano y colonial, juntamente con sus aguas territoriales.

Se entiende por aeronave a los efectos de este Convenio las privadas y las del Estado afectas exclusivamente a un servicio comercial o postal. Los vehículos aéreos del Estado, militares o destinados a otros servicios de estos expuestos, para volar o aterrizar sobre el territorio del otro Estado, necesitarán una autorización especial. En este caso la aeronave militar, salvo estipulación en contrario, gozará, en principio, de los privilegios concedidos habitualmente a las naves de guerra extranjeras. El carácter de aeronave militar no la eximirá de la obligación de aterrizar, en cumplimiento de las disposiciones vigentes sobre navegación aérea en cada país, o cuando sea para ello requerida o intimada.

Artículo 2.

Las aeronaves pertenecientes a una de las Altas Partes contratantes, sus dotaciones y los pasajeros, cuando se encuentren sobre el territorio del otro Estado, se someterán a las obligaciones resultantes de las disposiciones vigentes en el Estado atravesado, principalmente a las relativas a la navegación aérea en general, en cuanto dichas disposiciones se apliquen a todas las aeronaves extranjeras sin distinción de nacionalidad, a los derechos de aduana y demás derechos fiscales, a las prohibiciones de importación y exportación, al transporte de las personas y de las cosas, a la seguridad, al orden público y sanidad. Además estarán sometidos a las otras obligaciones resultantes de la legislación general vigente, salvo las disposiciones en contrario del presente Convenio. El régimen de las aeronaves afectas a un servicio que exija Convenio especial, estará regulado por dicho Convenio.

El transporte comercial de personas y de cosas entre dos puntos del territorio nacional se podrá reservar a las aeronaves nacionales.

Artículo 3.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrá prohibir la navegación aérea por encima de ciertas zonas del propio territorio, a condición de que no se haga, en este respecto, distinción alguna entre las aeronaves nacionales y las pertenecientes al otro Estado, salvo, naturalmente, la reserva del uso del derecho de soberanía de cada uno de los dos Estados sobre su territorio en cuanto al empleo de las aeronaves militares, navales, de policía, aduaneras y otras que, de una manera general, presten servicio al Estado. Cada uno de los Estados contratantes deberá indicar al otro Estado las zonas de territorio sobre las cuales está prohibida la navegación aérea.

Además, cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de limitar o de prohibir provisionalmente, en tiempo de paz, total o parcialmente, por circunstancias excepcionales con efecto inmediato, la navegación aérea por encima del propio territorio, a condición de que no se haga ninguna distinción, a tal efecto, entre las aeronaves pertenecientes al otro Estado contratante y las pertenecientes a cualquier otro país extranjero.

Artículo 4.

Toda aeronave que vuele sobre una zona prohibida, deberá apenas se percate de ello, hacer la señal de alarma prevista en el Reglamento para la navegación aérea del Estado atravesado; deberá, además, aterrizar fuera de la zona prohibida y lo antes posible, en uno de los aeropuertos más próximos de dicho Estado.

Igualmente deberá alejarse de la zona y tomar tierra o mar en el aeropuerto más próximo la aeronave a que se haga la señal correspondiente.

Articolo 5.

Gli aeromobili dovranno essere muniti di segni distintivi chiaramente visibili e che permetteranno di constatare la loro identità durante il volo (marche di nazionalità e di immatricolazione). Dovranno inoltre portare l'indicazione del nome e del domicilio del proprietario.

Gli aeromobili dovranno essere muniti del certificato di immatricolazione, di navigabilità e di tutti gli altri documenti prescritti nel loro paese di origine, per la navigazione aerea.

Tutti i membri dell'equipaggio che esplicheranno sull'aeromobile una attività sottoposta, nel loro paese di origine, ad una autorizzazione speciale, dovranno essere provvisti dei documenti prescritti nel loro paese di origine per la navigazione aerea, e specialmente dei brevetti e delle licenze regolamentari.

Gli altri membri dell'equipaggio dovranno essere muniti di documenti comprovanti la loro occupazione a bordo, la loro professione, la loro identità e la loro nazionalità.

I certificati di navigabilità, i brevetti di attitudine e le licenze, rilasciati o resi validi dall'una delle Alte Parti contraenti per l'aeromobile o l'equipaggio, saranno validi presso l'altro Stato, allo stesso titolo di corrispondenti documenti, rilasciati o resi validi dallo Stato stesso.

Ciascuna delle Parti contraenti si riserva il diritto di non riconoscere, per la navigazione aerea al disopra del proprio territorio, i brevetti di abilitazione e le licenze rilasciate ad un suo cittadino dall'altra Parte contraente.

L'equipaggio ed i viaggiatori, finchè non sarà intervenuta convenzione in contrario, dovranno essere muniti dei documenti obbligatori secondo le prescrizioni in vigore per il traffico internazionale.

La « spedizione » delle aeronavi si compierà tenendo presenti le analoghe disposizioni vigenti per il traffico marittimo internazionale.

Articolo 6.

Gli aeromobili appartenenti ad una delle Parti contraenti non potranno essere provvisti di apparecchi di radiocomunicazione al disopra del territorio dell'altra Parte contraente, se non quando ciò sia permesso dai due Stati contraenti. Tali apparecchi saranno usati soltanto da persone dell'equipaggio provviste di una autorizzazione speciale rilasciata a questo scopo dal loro Stato di origine.

Le due Parti contraenti si riservano il diritto di emanare regolamenti relativi alla installazione obbligatoria di apparecchi di radiocomunicazione a bordo degli aeromobili per ragioni di sicurezza.

Articolo 7.

Gli aeromobili, i loro equipaggi ed i viaggiatori, non potranno trasportare armi, munizioni, gas nocivi, esplosivi, colombi viaggiatori nè apparecchi fotografici, senza autorizzazione dello Stato sorvolato.

Articolo 8.

Gli aeromobili che trasportano passeggeri e merci dovranno essere muniti di una lista nominativa dei passeggeri, e, per le merci, di un manifesto contenente la descrizione, in natura ed in quantità, del carico, nonchè delle necessarie dichiarazioni doganali.

Se all'arrivo di un aeromobile, è rilevata una divergenza fra le merci trasportate ed i documenti sopra menzionati, le autorità doganali del porto di arrivo dovranno mettersi direttamente in rapporto con le autorità doganali competenti dell'altro Stato contraente.

Il trasporto di effetti postali sarà regolato direttamente tra le amministrazioni postali dei due Stati contraenti, per mezzo di accordi speciali.

Artículo 5.

Las aeronaves deberán ir provistas de señales distintivas claramente visibles y que permitan comprobar su identidad durante el vuelo (marcas de nacionalidad y de matrícula). Deberán llevar, además, la indicación del nombre y del domicilio del propietario.

Las aeronaves deberán ir provistas del certificado de matrícula y de condiciones para navegar, y de todos los demás documentos prescritos en el país de origen para la navegación aérea.

Todos los individuos de las dotaciones que desempeñan en la aeronave una misión sometida en su país de origen a una autorización especial, deberán ir provistos de los documentos prescritos en su país de origen para la navegación aérea y especialmente de los títulos y licencias reglamentarios.

Los demás individuos de las dotaciones deberán ir provistos de documentos que acrediten su ocupación a bordo, su profesión, su identidad y su nacionalidad.

Los certificados relativos a las condiciones para navegar, los títulos de aptitud y las licencias, expedidos o revalidados por una de las Altas Partes contratantes para la aeronave o la dotación, serán válidos en el otro Estado al mismo título que los mismos documentos expedidos o revalidados por el mismo Estado.

Cada una de las Altas Partes contratantes se reserva el derecho de no reconocer para la navegación aérea por encima del propio territorio los títulos de aptitud y las licencias expedidas a un súbdito suyo por la otra Parte contratante.

La dotación y los viajeros, mientras no se pacte nada en contrario, deberán ir provistos de los documentos obligatorios con arreglo a las prescripciones vigentes para el tráfico internacional.

El despacho de las aeronaves se hará con arreglo a prescripciones análogas a las vigentes para el tráfico internacional marítimo.

Artículo 6.

Las aeronaves pertenecientes a una de las Partes contratantes no podrán ir provistas de aparatos de radiocomunicación por encima del territorio de la otra Parte contratante, sino cuando lo permitan los dos Estados contratantes. Dichos aparatos serán manejados únicamente por personas de la dotación provistas de una autorización especial expedida con este fin por su Estado de origen.

Las dos Altas Partes contratantes se reservan el derecho de dictar Reglamentos relativos a la instalación obligatoria de aparatos de radiocomunicación a bordo de las aeronaves, por razones de seguridad.

Artículo 7.

Las aeronaves, sus dotaciones y los viajeros, no podrán transportar armas, municiones, gases perniciosos, explosivos, palomas mensajeras, ni aparatos fotográficos sin autorización del Estado atravesado.

Artículo 8.

Las aeronaves de cada una de las Altas Partes contratantes que transporten pasajeros y mercancías, deberán ir provistas de una lista nominal de los pasajeros, y por lo que atañe a las mercancías, de un manifiesto con la descripción, en calidad y cantidad, del cargamento, así como de las declaraciones aduaneras necesarias.

Si a la llegada de una aeronave se advierte alguna discrepancia entre las mercancías transportadas y los documentos antes mencionados, las autoridades aduaneras del puerto de llegada deberán ponerse directamente en relación con las autoridades aduaneras competentes del otro Estado contratante.

El transporte de efectos postales se regulará directamente entre las Administraciones de Correos de los dos Estados contratantes, mediante acuerdos especiales.

Articolo 9.

Alla partenza ed all'atterraggio, ogni Stato contraente potrà fare visitare sul proprio territorio, dalle autorità competenti, gli aeromobili dell'altro Stato, e fare esaminare i certificati e gli altri documenti prescritti.

Articolo 10.

Gli aeroporti aperti al servizio della navigazione aerea pubblica saranno accessibili agli aeromobili dei due Stati. Questi potranno servirsene egualmente dei servizi di informazione meteorologica, di collegamento radioelettrico, e di segnalazione diurna e notturna. Le eventuali tasse (tasse di atterraggio, di ricovero, ecc.) saranno eguali per gli aeromobili nazionali e per quelli appartenenti all'altro Stato.

Il regime di utilizzazione degli aeroporti dichiarati nazionali, da parte degli aeromobili adibiti ad un servizio che esiga una Convenzione speciale, sarà regolato dalla Convenzione stessa.

Articolo 11.

Gli aeromobili provenienti da uno degli Stati contraenti o partenti alla volta di essi, dovranno effettuare l'atterraggio o la partenza soltanto in uno degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica e classificati come aeroporti doganali (con servizio di controllo di passaporti), senza alcun atterraggio intermedio tra la frontiera e l'aeroporto. In casi speciali, le autorità competenti potranno autorizzare la partenza o l'arrivo su altro aeroporto, nel quale saranno effettuate le operazioni doganali ed il controllo dei passaporti. Il divieto di atterraggi intermedi si applica egualmente a tali casi speciali.

In caso di atterraggio forzato fuori degli aeroporti previsti al comma primo, il Comandante dell'aeromobile, l'equipaggio ed i passeggeri dovranno uniformarsi alla regolamentazione nazionale vigente in materia ed il Comandante sarà obbligato ad avvertire dell'atterraggio la più vicina Autorità locale perchè questa stabilisca la dovuta vigilanza sino a tanto che non intervenga il servizio doganale competente.

Le due Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente la lista degli aeroporti aperti alla navigazione aerea pubblica. Tale lista definirà quali, fra detti aeroporti, sono classificati fra gli aeroporti doganali. Ogni modifica apportata a tale lista ed ogni restrizione, anche temporanea, del diritto di servirsene di uno degli aeroporti, dovranno essere comunicate immediatamente all'altra Parte contraente.

Articolo 12.

Le frontiere delle due Alte Parti contraenti potranno essere sorvolate soltanto sui punti che saranno stati fissati dallo Stato interessato.

È fin da ora convenuto che tutte le zone di frontiera, sulle quali una delle Parti contraenti autorizza il transito dei propri aeromobili nazionali o degli aeromobili di altra nazionalità, saranno aperte, senza altra formalità, al transito degli aeromobili appartenenti all'altra Parte contraente.

Articolo 13.

È proibito il gettito di altra zavorra, che non sia di sabbia fina o di acqua.

Articolo 14.

Durante il volo, non potranno essere gettati o abbandonati in altro modo, oltre la zavorra, se non materie ed oggetti per i quali sia stata accordata autorizzazione speciale da parte dello Stato sorvolato.

Artículo 9.

Tanto al salir como al aterrizar cada Estado contratante podrá disponer que las autoridades competentes visiten en el propio territorio las aeronaves del otro Estado y examinen los certificados y los demás documentos prescritos.

Artículo 10.

Los aeropuertos abiertos al servicio de la navegación aérea pública serán accesibles a las aeronaves de los dos Estados, los cuales podrán utilizar igualmente los servicios de información meteorológica, conexión radioeléctrica y señales diurnas y nocturnas. Los impuestos eventuales (impuestos de aterrizaje, de refugio, etc.) serán los mismos para las aeronaves nacionales y para las pertenecientes al otro Estado.

El régimen de utilización de los aeropuertos declarados nacionales para las aeronaves afectas a un servicio que exija un Convenio especial, estará regulado por dicho Convenio.

Artículo 11.

Las aeronaves que lleguen de uno de los Estados contratantes o partan con rumbo a los mismos, deberán efectuar el aterrizaje o la partida únicamente en uno de los aeropuertos abiertos a la navegación aérea pública y clasificados como aeropuertos aduaneros (con servicio de revisión de pasaportes) sin ningún aterrizaje intermedio entre la frontera y el aeropuerto. En casos especiales, las autoridades competentes podrán autorizar la partida o la llegada en otro aeropuerto, en el cual se efectuarán las operaciones aduaneras y la revisión de pasaportes. La prohibición de aterrizaje intermedio se aplica igualmente a dichos casos especiales.

En casos de aterrizaje forzoso fuera de los aeropuertos previstos en el párrafo primero, el Comandante de la aeronave, la dotación y los pasajeros deberán atenerse a la reglamentación nacional vigente en la materia y el Comandante estará obligado a avisar del aterrizaje a la autoridad local más próxima para que ésta establezca la debida vigilancia, mientras no se presente el servicio aduanero competente.

Las dos Altas Partes contratantes se comunicarán recíprocamente la lista de los aeropuertos abiertos a la navegación aérea pública. En dicha lista se especificará cuáles, de los citados aeropuertos, están clasificados entre los aeropuertos aduaneros. Cualquier modificación introducida en dicha lista y cualquier restricción, siquiera sea temporal, del derecho de servirse de uno de los aeropuertos se deberá comunicar inmediatamente a la otra Parte contratante.

Artículo 12.

Las fronteras de las dos Altas Partes contratantes sólo podrán ser atravesadas por los puntos que haya determinado el Estado interesado.

Queda convenido desde ahora que todas las zonas de frontera, sobre las cuales autoriza el tránsito una de las Partes contratantes a las propias aeronaves comerciales nacionales, o a las aeronaves de distinta nacionalidad, estarán abiertas, sin otra formalidad, al tránsito de las aeronaves pertenecientes a la otra Parte contratante.

Artículo 13.

Queda prohibido arrojar otro lastre que no sea arena fina o agua.

Artículo 14.

Durante el vuelo sólo se podrán arrojar o abandonar de otro modo, aparte el lastre, materias u objetos para cuyo abandono haya concedido autorización especial el Estado atravesado.

Articolo 15.

Per tutte le questioni di nazionalità, connesse con l'applicazione della presente Convenzione, è stabilito che gli aeromobili hanno la nazionalità dello Stato sul registro del quale sono regolarmente immatricolati.

Un aeromobile può essere immatricolato presso uno dei due Stati, soltanto se appartiene per intero a cittadini aventi la nazionalità di esso Stato. Se l'aeromobile appartiene ad una Società, questa, qualunque sia la sua forma, dovrà soddisfare a tutte le condizioni richieste dalla legislazione italiana o dalla legislazione spagnuola per essere considerata, rispettivamente, come società italiana o come società spagnuola.

Articolo 16.

Le Alte Parti contraenti scambieranno fra di esse mensilmente, una lista delle iscrizioni e delle radiazioni effettuate sul rispettivo registro aeronautico nel mese precedente.

Articolo 17.

Ogni aeromobile che passi o transiti attraverso l'atmosfera di uno dei due Stati contraenti, e che vi effettui soltanto gli atterraggi ragionevolmente necessari, potrà sottrarsi al sequestro per contraffazione di un brevetto, disegno o modello, mercè il deposito di una cauzione, il cui ammontare, in mancanza di accordo amichevole, sarà stabilito nel più breve termine dall'autorità competente del luogo dove il sequestro dovrebbe essere eseguito.

Articolo 18.

Gli aeromobili appartenenti ai due Stati contraenti avranno diritto, per l'atterraggio, e specialmente in caso di pericolo, agli stessi provvedimenti di assistenza degli aeromobili nazionali.

Il salvataggio degli aeromobili perduti in mare sarà regolato, salvo convenzione contraria, dai principi del diritto marittimo risultanti dalle Convenzioni internazionali in vigore, o, in mancanza, dalla legge nazionale di chi effettui il salvataggio.

Articolo 19.

Le Alte Parti contraenti si comunicheranno reciprocamente tutte le prescrizioni relative alla navigazione aerea in vigore nei rispettivi territori.

Articolo 20.

I particolari di applicazione della presente Convenzione saranno regolati, ogni qualvolta ciò sia possibile, per mezzo di intese dirette fra le amministrazioni competenti delle due Parti contraenti, specialmente per quanto riguarda le formalità doganali.

Le sanzioni che dovranno essere applicate agli aeromobili in base alla presente Convenzione saranno proposte da una commissione di tecnici italiani e spagnuoli i quali le sottoporranno all'approvazione delle due Alte Parti contraenti.

Ogni contestazione relativa alla applicazione della presente Convenzione, che non abbia potuto essere regolata amichevolmente per la via diplomatica ordinaria, sarà sottoposta prima all'esame di una Commissione di conciliazione costituita da un membro per l'Italia, un membro per la Spagna e un Presidente nominato di comune accordo. Tanto i membri quanto il Presidente saranno nominati

Artículo 15.

Para todas las cuestiones de nacionalidad relacionadas con la aplicación del presente Convenio, queda establecido que las aeronaves tienen la nacionalidad del Estado en cuyo registro se hallan debidamente matriculadas.

Una aeronave puede estar matriculada en uno de los dos Estados únicamente en el caso de pertenecer en su totalidad a ciudadanos que tengan la nacionalidad en dicho Estado. Si la aeronave pertenece a una Sociedad, ésta sea cual fuere su forma, deberá satisfacer a todas las condiciones requeridas por la legislación española, o por la legislación italiana, para que se la considere, respectivamente, como Sociedad española o como Sociedad italiana.

Artículo 16.

Las Altas Partes contratantes cambiarán mensualmente entre sí una lista de las inscripciones o de las cancelaciones efectuadas en el respectivo Registro Aeronáutico durante el mes precedente.

Artículo 17.

Cualquier aeronave que pase o atraviese la atmósfera por encima de uno de los Estados contratantes, y que sólo efectúe en dicho Estado los aterrizajes racionalmente precisos, podrá substraerse al embargo por usurpación de una patente, dibujo o modelo merced al depósito de una fianza, cuyo importe, a falta de acuerdo amigable, será fijado en el plazo más breve por la autoridad competente del lugar donde debería efectuarse el embargo.

Artículo 18.

Las aeronaves pertenecientes a los dos Estados contratantes tendrán derecho, para el aterrizaje, y especialmente en caso de peligro, a las mismas medidas de asistencia que las aeronaves nacionales.

El salvamento de las aeronaves perdidas en el mar se regirá, salvo Convenio en contrario, por los principios del derecho marítimo resultantes de los Convenios internacionales vigentes, o a falta de ellos, por la ley nacional de quien realiza el salvamento.

Artículo 19.

Las Altas Partes contratantes se comunicarán recíprocamente todas las prescripciones relativas a la navegación aérea, vigentes en los respectivos territorios.

Artículo 20.

Los detalles particulares de aplicación del presente Convenio se regularán, siempre que ello sea posible, por medio de acuerdos directos entre las Administraciones competentes, especialmente para cuanto se refiera a las formalidades aduaneras.

El régimen de sanciones que debe aplicarse a las aeronaves con relación a este Convenio, se propondrá por una Comisión de técnicos italianos y españoles, que lo someterá a la aprobación de las Altas Partes contratantes.

Cualquier contienda sobre la aplicación del presente Convenio, que se haya podido arreglar amigablemente por la vía diplomática ordinaria, será sometida primeramente al examen de una Comisión de conciliación constituida por un Miembro por parte de España, otro Miembro por parte de Italia y un Presidente nombrado de común acuerdo. Tanto los Miembros como el Presidente,

di volta in volta quando se ne presenti il bisogno. Qualora le Parti contraenti non convengano nella nomina del Presidente o nel parere dato da detta Commissione, la contestazione verrà deferita alla Corte permanente di Giustizia internazionale.

Articolo 21.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà, in ogni istante, denunciare la presente Convenzione, con un preavviso di dodici mesi.

Articolo 22.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Madrid nel più breve termine possibile.

Essa entrerà in vigore alla data dello scambio delle ratifiche.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Santander il 15 agosto 1927 in doppio originale, italiano e spagnolo ; i due testi avranno pari efficacia.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Mussolini.

PROTOCOLLO ADDIZIONALE

ALLA CONVENZIONE GENERALE DI NAVIGAZIONE AEREA FRA L'ITALIA E LA SPAGNA, FIRMATA A SANTANDER IL 15 AGOSTO 1927.

I sottoscritti debitamente autorizzati dai rispettivi Governi, si sono messi d'accordo per sostituire alla parola « Stati », che figura alla fine del secondo paragrafo dell'articolo 1° della Convenzione Generale di Navigazione Aerea, firmata a Santander il 15 Agosto 1927 la parola « Governi ». Il secondo capoverso dell'articolo 1° viene pertanto così modificato :

« Resta inteso tuttavia che l'impianto e l'esercizio di linee aeree regolari, con o senza scalo, passanti al di sopra del territorio di una delle Alte Parti contraenti, da parte di imprese appartenenti all'altra Alta Parte contraente, saranno subordinati ad accordi speciali fra i due Governi ».

Il presente Protocollo addizionale viene unito alla Convenzione Generale su citata della quale formerà parte integrante.

In fede di che i Plenipotenziari hanno apposta la propria firma ed il proprio sigillo.

Fatto a Madrid il 3 Ottobre 1928, in doppio originale, italiano e spagnolo ; ambo i testi avranno l'identica efficacia.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie,
Mussolini.

serán nombrados para cada caso en que se presente la necesidad. En el momento en que las Altas Partes contratantes no se muestren conformes en el nombramiento de Presidente o con el dictamen emitido por la referida Comisión, la contienda pasará al Tribunal permanente de Justicia internacional.

Artículo 21.

Cada una de las Altas Partes contratantes podrán, en cualquier momento, denunciar el presente Convenio, mediante aviso con doce meses de anticipación.

Artículo 22.

El presente Convenio habrá de ser ratificado, y las ratificaciones se canjearán en Madrid en el plazo más breve posible.

Dicho Convenio entrará en vigor en la fecha del canje de las ratificaciones.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio.

Hecho en Santander el 15 de Agosto de 1927 en original doble, italiano y español; ambos textos tendrán idéntica eficacia.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

PROTOCOLO ADICIONAL

AL CONVENIO GENERAL DE NAVEGACIÓN AÉREA ENTRE ITALIA Y ESPAÑA, FIRMADO EN SANTANDER EL 15 DE AGOSTO DE 1927.

Los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus Gobiernos, se han puesto de acuerdo para substituir la palabra « Estados », que figura al fin del segundo párrafo del art. 1º del Convenio General de Navegación Aérea, firmado en Santander el 15 de Agosto de 1927, por la palabra « Gobiernos ». El segundo párrafo del art. 1º queda por tanto modificado del modo siguiente :

« Queda entendido, sin embargo, que la implantación y el funcionamiento de líneas aéreas regulares, con escala o sin ella, que pasen por encima del territorio de una de las Altas Partes contratantes, por parte de Empresas pertenecientes a la otra Alta Parte, estarán subordinadas a Convenios especiales entre ambos Gobiernos ».

El presente Protocolo adicional se une al Convenio antes citado del que formará parte integrante.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios han puesto en él su firma y sello.

Hecho en Madrid el 3 de Octubre de 1928, en original doble, italiano y español; ambos textos tendrán idéntica eficacia.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Marqués DE ESTELLA.

1 TRADUCTION.

N° 2155. — CONVENTION GÉNÉRALE ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE
CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A SANTANDER, LE 15 AOUT 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, également convaincus de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et l'Espagne à développer, à des fins pacifiques, leurs relations aériennes et, d'une façon générale, les relations internationales par la voie aérienne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCELLO, son ambassadeur ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVIERA, marquis de Estella, président de son Conseil des Ministres, et ministre des Affaires étrangères, Grand d'Espagne, lieutenant général des armées, décoré de la Grand' Croix laurée de l'Ordre royal et militaire de St. Ferdinand, chevalier Grand' Croix des ordres de St. Hermenegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de l'ordre italien de St. Maurice et Lazare, etc., etc., son Gentilhomme de la Chambre « en exercice et service » ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder, en temps de paix, la liberté de passage au-dessus de son territoire aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, pourvu que soient observées les dispositions établies dans la présente convention.

Il est convenu, toutefois, que la création et l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, avec ou sans escale, seront subordonnées à des conventions spéciales entre les deux Etats.

De plus, pour tout ce qui concerne les relations commerciales aériennes entre les deux Etats, chacune des Hautes Parties contractantes accordera à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée, en tenant compte de la disposition de l'alinéa précédent.

Au sens de la présente convention, le terme « territoire » désigne le territoire national métropolitain et colonial, y compris les eaux territoriales.

Par « aéronef », on entend les aéronefs privés et les aéronefs d'Etat employés exclusivement par les services commerciaux ou postaux.

Les aéronefs d'Etat, militaires ou bien destinés à d'autres services qu'à ceux ci-dessus désignés, devront, pour survoler le territoire de l'autre Etat ou y atterrir, obtenir une autorisation spéciale. Dans ce cas, les aéronefs militaires jouiront, en principe, des privilèges accordés habituellement aux navires de guerre étrangers, sauf stipulations contraires. La qualité d'aéronef militaire n'exemptera

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2155. — GENERAL CONVENTION BETWEEN SPAIN AND ITALY
REGARDING AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT SANTANDER,
AUGUST 15, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally convinced that the peaceable development of air navigation between the two countries, and of international air navigation in general, is to the mutual advantage of Italy and Spain, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCHELLO, Ambassador of H. M. the King of Italy ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Lieut.-General Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marquis di Estella, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Grandee of Spain, decorated with the Grand Laureate Cross of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight of the Grand Cross of the Orders of St. Hermenegildo, of Military Merit and of Naval Merit ; of the Italian Order of St. Maurice and Lazarus, etc., etc., His Gentleman of the Bedchamber « con ejercicio y servidumbre » ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the High Contracting Parties shall, in time of peace, accord freedom of innocent passage over its territory to aircraft of the other Contracting State duly registered therein, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

It is, however, understood that the establishment and operation, by enterprises belonging to one of the High Contracting Parties, of regular air services passing over the territory of the other Contracting Party (with or without any intermediate landing), shall be subject to special agreements between the two States.

Each of the High Contracting Parties will further grant most-favoured-nation treatment to the other Party in all matters of commercial intercourse by air between the two countries, with due regard to the provisions of the previous paragraph.

For the purpose of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to mean the mother-country and colonies, together with territorial waters.

The term " aircraft " means privately-owned aircraft and State-owned aircraft which are used exclusively for commercial purposes or the conveyance of mails.

Military or other Government aircraft used for other purposes than those mentioned above must obtain special permission to fly over or land on the territory of the other State. In such cases military aircraft shall, in principle, in the absence of any provisions to the contrary, enjoy the privileges ordinarily granted to foreign warships.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pas les aéronefs de l'obligation d'atterrir conformément aux règlements de navigation aérienne en vigueur dans chaque Etat, ou lorsque requête ou sommation leur en sera faite par ces Etats.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leurs équipages et leurs passagers, lorsqu'ils se trouveront sur le territoire de l'autre Etat contractant, seront soumis aux obligations résultant des dispositions qui seront en vigueur dans l'Etat survolé, notamment aux prescriptions relatives à la navigation aérienne en général en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers sans distinction de nationalité, aux droits de douane et autres redevances fiscales, aux prohibitions d'importation et d'exportation, au transport des personnes et des marchandises ainsi qu'à la sécurité, à l'hygiène et à l'ordre publics. Ils seront aussi soumis aux autres obligations résultant de la législation générale en vigueur sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le régime des aéronefs employés pour un service qui exige une convention spéciale sera réglé par ladite convention.

Le transport commercial des personnes et des marchandises entre deux points quelconques du territoire national pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Article 3.

Les deux Parties contractantes pourront interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones territoriales, sous réserve qu'il ne soit fait aucune distinction à cet égard entre leurs aéronefs nationaux et ceux ressortissant à l'autre Etat, sous réserve, naturellement, du droit de souveraineté de chacun des deux Etats sur leur propre territoire en ce qui concerne l'emploi des aéronefs militaires, navals, de police, douaniers, et autres qui effectuent des services nationaux de quelque nature que ce soit. Chacun des Etats contractants devra faire connaître à l'autre les zones territoriales au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit de restreindre ou d'interdire provisoirement, en partie ou complètement, dans des circonstances exceptionnelles, en temps de paix et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait, à cet égard, aucune distinction entre les aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante et ceux ressortissant à tous autres pays étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui s'engagerait au-dessus d'une zone interdite sera tenu, dès qu'il s'en apercevra, de donner le signal de détresse prescrit par le règlement de la navigation aérienne de l'Etat survolé ; il devra, en outre, atterrir en dehors de la zone interdite le plus tôt possible et le plus près possible de l'un des aéroports dudit Etat. De même, l'aéronef auquel sera fait le signal prescrit devra s'éloigner de la zone et atterrir ou amerrir à l'aéroport le plus proche.

Article 5.

Les aéronefs devront être munis de signes distinctifs clairement visibles permettant de constater leur identité pendant le vol (marque de nationalité et d'immatriculation). Ils porteront en outre le nom et le domicile du propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité et de tous autres documents prescrits pour la navigation aérienne dans leur pays d'origine.

Tous les membres de l'équipage qui exerceront dans l'aéronef une activité soumise, dans leur pays d'origine, à une autorisation spéciale, devront être munis des papiers prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, de brevets et licences réglementaires.

Military aircraft shall not be exempt from the obligation to land when required to do so in accordance with the air traffic regulations in force in each State, or when so requested or ordered by that State.

Article 2.

Aircraft of either Contracting Party, as also their crews and passengers, shall, while in the territory of the other State, be subject to the obligations arising from the regulations in force in that country at the time, and especially to the general regulations governing air navigation provided that these are applied to all foreign aircraft without distinction of nationality, the regulations concerning Customs duties and other taxes, import and export prohibitions, transport of passengers and goods, public security, order and health. They shall further be liable to any other obligations arising from the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Convention.

Aircraft employed on services for the regulation of which a special convention is necessary shall be treated in accordance with the provisions of that convention.

The commercial transport of passengers and goods between two points within the territory of either State may be reserved for the aircraft of that State.

Article 3.

Either High Contracting Party may prohibit flight over certain areas of its territory, provided that no distinction is made in this respect between its own aircraft and those of the other Contracting State, and subject, of course, to the sovereign rights of each of the two States over its own territory in respect of the use of military, naval, police, Customs and other aircraft employed in any way in the Government service. Areas over which flight is prohibited shall be notified to the other Party.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, in time of peace, temporarily to restrict flights over its territory, or to prohibit them entirely, with immediate effect, owing to exceptional circumstances, provided that no distinction is made in this respect between the aircraft of the other Contracting Party and that of any other foreign country.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall, as soon as the fact is noticed, give the signal of distress prescribed by the air regulations of the State flown over, and land without delay at one of the nearest aerodromes of the State in question situated outside the prohibited area. Similarly, any aircraft to which the prescribed signal is given must leave the area and land or anchor at the nearest aerodrome.

Article 5.

Aircraft must bear distinctive and clearly-visible marks enabling them to be identified in flight (nationality and registration marks). They must also be marked with the name and address of their owner.

Aircraft must carry certificates of registration and airworthiness, and, in addition, any other documents required for air navigation in the country to which they belong.

Members of the crew performing duties on board for the exercise of which a special licence is required in their country of origin must carry the certificates required for air navigation in the said country, and in particular the prescribed certificates of competency and licences.

Les autres membres de l'équipage devront être munis de pièces mentionnant leurs occupations à bord, leur profession, leur identité et leur nationalité.

Les certificats de navigabilité, brevets d'aptitude et licences délivrés ou reconnus par l'une des Hautes Parties contractantes pour l'aéronef ou l'équipage seront valables dans l'autre Etat au même titre que les documents correspondants délivrés ou reconnus par celui-ci.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de refuser de reconnaître pour la navigation aérienne sur son territoire les brevets d'aptitude et licences délivrés à ses ressortissants par l'autre partie contractante.

L'équipage et les voyageurs, pour autant qu'il n'en n'aura pas été convenu autrement, devront être munis des papiers exigibles d'après les prescriptions en vigueur pour le trafic national. « L'expédition » des aéronefs s'effectuera en tenant compte des dispositions analogues en vigueur pour le trafic maritime national.

Article 6.

Sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les aéronefs de l'autre Partie contractante ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que pour autant que cela sera permis dans les deux Etats contractants. De tels appareils ne devront être utilisés que par les membres de l'équipage porteurs d'une autorisation spéciale délivrée à cet effet par leur pays d'origine.

Pour des raisons de sécurité, les deux Etats contractants se réservent d'édicter des règlements relatifs à l'équipement obligatoire des aéronefs avec des appareils de radio-communication.

Article 7.

Les aéronefs, leur équipage et leurs passagers, ne pourront exporter ni armes, ni munitions, ni gaz nocifs, ni explosifs, ni pigeons voyageurs ni appareils photographiques, sans l'autorisation de l'Etat survolé.

Article 8.

Les aéronefs transportant des voyageurs ou des marchandises devront être munis d'une liste nominative des voyageurs, et pour les marchandises, d'un manifeste descriptif de la cargaison en nature et quantité ainsi que des déclarations en douane nécessaires.

Si, à l'arrivée d'un aéronef, une divergence est constatée entre les marchandises transportées et les documents ci-dessus mentionnés, les autorités douanières de l'aéroport d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Le transport d'envois postaux sera réglé directement entre les administrations postales des deux Etats contractants par voie d'arrangements spéciaux.

Article 9.

Dans tous les cas de départ et d'atterrissage, chaque Etat contractant pourra faire visiter sur son territoire par les autorités compétentes les aéronefs de l'autre Etat et faire examiner les certificats et autres documents prescrits.

Article 10.

Les aéroports à la disposition de la navigation aérienne publique seront accessibles aux aéronefs des deux Etats ; ceux-ci pourront utiliser également les services de renseignements météorologiques, de liaison radio-électrique, de signalisation diurne et nocturne.

The other members of the crew must carry certificates indicating their duties on board, their trade, identity and nationality.

Certificates of airworthiness, certificates of competency, and licences issued or approved by one of the High Contracting Parties for the aircraft or the crew, shall have the same validity in the other State as the corresponding documents issued or approved by the latter State.

As regards air navigation over its own territory, each of the Contracting Parties may refuse to recognise certificates of competency and licences issued to its nationals by the other Contracting Party.

Except as may be otherwise agreed, the crew and passengers must carry the papers prescribed by the regulations in force at any time for international traffic.

The " despatch " of aircraft shall be effected in accordance with the similar provisions in force for international maritime traffic.

Article 6.

Aircraft of either Contracting Party, when over the territory of the other Party, may not carry apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages, except in so far as this is permitted by both Contracting States. Such apparatus may only be used by members of the crew who are in possession of a special licence issued by their State of origin.

Either Contracting Party shall be entitled, on grounds of safety, to issue rules for the compulsory equipment of aircraft with apparatus for the transmission of radio-telegraphic messages.

Article 7.

Aircraft and their crews and passengers may not carry arms, ammunition, poisonous gases, explosives, carrier pigeons, or photographic apparatus, except with the permission of the State whose territory is flown over.

Article 8.

Aircraft which carry passengers and goods must be provided with a list of the passengers' names, and with a manifest specifying the nature and quantity of the goods carried, together with the necessary Customs declarations.

Should it be discovered on the arrival of an aircraft that there is a discrepancy between the above documents and the goods actually carried, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall immediately communicate with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

The carrying of mails shall be arranged by special direct agreements between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 9.

Each of the Contracting States may, in its own territory, cause the aircraft of the other State to be inspected by the competent authorities on arrival or departure, and the prescribed certificates and other documents to be verified.

Article 10.]

Aerodromes which are open to public air traffic shall be available to the aircraft of either State. Similarly, the meteorological information service and the radiotelegraphic and day and night signalling services shall be at the disposal of such aircraft. All charges (for landing, length of stay, etc.) shall be levied at the same rate on national aircraft and on those of the other State.

Les taxes éventuelles, taxes d'atterrissage, de séjour, etc., seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et ceux ressortissants à l'autre Etat.

Le régime d'utilisation des aéroports déclarés nationaux par les aéronefs employés à un service qui exige une convention spéciale, sera régie par ladite convention.

Article 11.

A l'entrée et à la sortie, les aéronefs à destination ou en provenance d'un des Etats contractants ne pourront se diriger que sur un aéroport ouvert à la navigation aérienne publique, classé comme aéroport douanier (avec service de contrôle des passeports) et sans atterrissage intermédiaire entre la frontière et l'aéroport. Dans des cas spéciaux, les autorités compétentes pourront autoriser le départ ou l'arrivée sur d'autres aéroports, où seront effectuées les opérations de dédouanement et le contrôle des passeports. L'interdiction d'atterrissages intermédiaires s'applique également à ces cas spéciaux.

En cas d'atterrissage forcé, en dehors des aéroports visés à l'alinéa 1, le commandant de bord, l'équipage et les passagers devront se conformer à la réglementation nationale en la matière, et le commandant sera tenu d'informer de l'atterrissage l'autorité locale la plus proche afin de permettre à celle-ci d'établir un service de surveillance approprié jusqu'à ce qu'intervienne le service douanier compétent.

Les deux Hautes Parties contractantes se communiqueront la liste des aéroports ouverts à la navigation aérienne publique ; cette liste définira ceux d'entre eux qui sont classés comme aéroports douaniers. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même temporaire, du droit d'utiliser l'un de ces aéroports, devront être immédiatement communiquées à l'autre Partie contractante.

Article 12.

Les frontières des deux Hautes Parties contractantes ne seront franchies qu'aux points déterminés par l'Etat en question.

Il est entendu que toute zone dans laquelle l'une des Parties contractantes autorise le franchissement de ses frontières par ses aéronefs nationaux ou par des aéronefs d'une autre nationalité, pourra être utilisée sans autre formalité pour le passage des aéronefs ressortissant à l'autre Partie contractante.

Article 13.

Il ne pourra être jeté, en fait de lest, que du sable fin ou de l'eau.

Article 14.

En cours de route, ne pourront être jetés ou abandonnés d'une autre manière, en dehors du lest, que des objets ou matières pour lesquels l'Etat survolé aura accordé une autorisation spéciale.

Article 15.

Pour toutes les questions de nationalité liées à l'application de la présente convention, il est entendu que les aéronefs ont la nationalité de l'Etat sur le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne peut être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient en entier à des ressortissants de cet Etat. Si le propriétaire est une société, cette société, quelle que soit sa forme, devra satisfaire à toutes les conditions qu'exige la législation italienne ou espagnole pour être considérée comme société italienne ou espagnole.

The utilisation of aerodromes which are national property by aircraft employed on a service for the regulation of which a special Convention is necessary shall be subject to the provisions of that Convention.

Article 11.

All aircraft entering or leaving the territory of either of the Contracting States shall land at or depart from an aerodrome open to public air traffic and classed as a Customs aerodrome, at which facilities exist for the examination of passports, and no intermediate landing shall be effected between the frontier and the aerodrome. In special cases the competent authorities may allow aircraft to land at or depart from other aerodromes, where the Customs and passport formalities will be carried out. The prohibition of intermediate landing shall also apply in these special cases.

In case of forced landing outside the aerodromes referred to in the first paragraph, the pilot, the crew and the passengers must observe the relevant regulations in force in the country in question, and the pilot shall be required to notify the nearest public authority of his landing, so that the latter may arrange for the necessary supervision pending the arrival of the competent Customs officials.

Each of the High Contracting Parties shall communicate to the other a schedule of aerodromes open to public air traffic. This schedule shall specially indicate those aerodromes which have Customs offices. Any change in this schedule, and any restriction, even temporary, of the right to utilise any such aerodrome, must be notified immediately to the other Contracting Party.

Article 12.

The frontiers of either Contracting State shall only be crossed at the points prescribed by the State concerned.

It is understood that all sections of the frontier over which either Contracting State has granted the right of passage to its own aircraft or to aircraft of another nationality shall *ipso facto* be open to the aircraft of the other Contracting State.

Article 13.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 14.

No articles or substances other than ballast may be dropped or thrown from an aircraft in flight unless special permission has been obtained for this purpose from the State whose territory is flown over.

Article 15.

In regard to any questions of nationality which may arise in the execution of the present Convention, it is understood that aircraft shall possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in one of the Contracting States unless it belongs wholly to nationals of that State. Should the owner be a corporation of any kind, such corporation must fulfil all the conditions required by the Italian or Spanish laws in force in order that it may be considered as an Italian or Spanish corporation respectively.

Article 16.

Les deux Hautes Parties contractantes échangeront chaque mois la liste des inscriptions et des radiations effectuées au cours du mois précédent sur leurs registres respectifs.

Article 17.

Tout aéronef passant ou transitant à travers l'atmosphère d'un des deux Etats contractants et effectuant seulement les atterrissages raisonnablement nécessaires, pourra être soustrait à la saisie pour contrefaçon d'un brevet, dessin ou modèle moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le montant, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 18.

Les aéronefs ressortissants aux deux Etats contractants auront droit, pour l'atterrissage, notamment en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des appareils perdus en haute mer sera réglé, sauf convention contraire, par les principes du droit maritime résultant des conventions internationales qui seront en vigueur ou, à défaut, des lois nationales des sauveteurs.

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement toutes les prescriptions en vigueur sur la navigation aérienne dans leurs territoires respectifs.

Article 20.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés toutes les fois que ce sera possible par entente directe entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes, notamment en ce qui concerne les formalités de douane.

Les sanctions qui devront être appliquées aux aéronefs en vertu de la présente convention seront proposées par une commission composée d'experts italiens et espagnols ; ces sanctions seront soumises à l'approbation des deux Hautes Parties contractantes.

Toute contestation au sujet de l'application de la présente convention, qui n'aurait pu être résolue à l'amiable par la voie diplomatique ordinaire, sera soumise, tout d'abord, à l'examen d'une commission de conciliation composée d'un membre pour l'Italie, d'un membre pour l'Espagne et d'un président nommé d'un commun accord. Les membres et le président seront nommés toutes les fois que le besoin s'en présentera. Si les Parties contractantes ne tombent pas d'accord au sujet du nom du président ou de l'avis formulé par ladite commission, le litige sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 21.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à tout moment, dénoncer la présente convention avec préavis de douze mois.

Article 16.

The High Contracting Parties shall communicate to each other monthly lists of registrations entered or cancelled in their aircraft registers during the preceding month.

Article 17.

Aircraft passing or flying over the territories of either Contracting State, and making only such landings as are reasonably necessary, shall be exempted from seizure on account of infringement of a patent or protected design, on depositing security, the amount of which, in default of amicable arrangement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 18.

Aircraft belonging to either Contracting State shall be entitled, on landing in the territory of the other State, particularly in case of forced landings, to the same measures of assistance as the national aircraft of the last-named State.

The salvage of aircraft lost at sea shall be subject, in the absence of other agreements, to the rules of maritime law resulting from the international agreements in force, or, in the absence of such agreements, to the maritime law of the State to which the salvors belong.

Article 19.

The High Contracting Parties shall notify each other of all regulations in force for air traffic in their respective territories.

Article 20.

The methods by which the present Convention shall be carried out in detail (in regard especially to Customs formalities) shall be settled as far as possible by direct agreement between the competent Departments of the Contracting States.

A committee of Italian and Spanish experts shall decide upon the penalties to be imposed on aircraft in connexion with the present Convention, and shall submit them to the High Contracting Parties for approval.

Any dispute regarding the execution of the present Convention which cannot be settled amicably through the usual diplomatic channel shall, in the first place, be submitted to a Conciliation Commission consisting of one member for Italy, one member for Spain, and a President appointed by common consent. Both the members and the President shall be appointed from time to time as need arises. Should the Contracting Parties fail to agree upon the choice of the President, or to accept the solution proposed by the said Commission, the dispute shall be referred to the Permanent Court of International Justice.

Article 21.

Each of the High Contracting Parties may at any time denounce the present Convention on giving twelve months' notice.

Article 22.

Cette convention devra être ratifiée. Les ratifications seront échangées à Madrid le plus tôt possible ; elle entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention.

Fait à Santander le 15 août 1927, en double original, en langues italienne et espagnole, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

A LA CONVENTION GÉNÉRALE DE NAVIGATION AÉRIENNE CONCLUE ENTRE L'ITALIE ET L'ESPAGNE,
SIGNÉE A SANTANDER, LE 15 AOUT 1927.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, se sont mis d'accord pour substituer au mot « Etats », qui figure à la fin du second paragraphe de l'article premier de la Convention générale de navigation aérienne signée à Santander, le 15 août 1927, le mot « gouvernements ». Le second alinéa de l'article premier est, en conséquence, modifié comme suit :

« Il reste entendu, toutefois, que la création et l'exploitation par une entreprise ressortissant à l'une des Hautes Parties contractantes de lignes aériennes régulières à l'intérieur du territoire de l'autre Partie, avec ou sans escale, seront subordonnées à une convention spéciale entre les deux gouvernements. »

Le présent protocole additionnel est joint à la convention générale ci-dessus mentionnée dont il formera partie intégrante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont apposé leur propre signature et leur propre sceau.

Fait à Madrid, le 3 octobre 1928, en double original, en langue italienne et espagnole, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) Marques DE ESTELLA.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCHELLO.

Article 22.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as early as possible.

The Convention shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Santander on August 15, 1927, in duplicate, in the Italian and Spanish languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE GENERAL CONVENTION BETWEEN ITALY AND SPAIN REGARDING AERIAL NAVIGATION,
SIGNED AT SANTANDER AUGUST 15, 1927.

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed to replace the word "States" at the end of the second paragraph of Article I of the General Convention relating to Air Navigation, signed at Santander on August 15, 1927, by the word "Governments". The second paragraph of Article I will accordingly be amended as follows :

"It is, however, understood that the establishment and operation, by enterprises belonging to one of the High Contracting Parties of regular air services passing over the territory of the other Contracting Party (with or without any intermediate landing), shall be subject to special agreements between the two Governments."

The present Additional Protocol shall be annexed to the above-mentioned General Convention, of which it shall form an integral part.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed thereto their signatures and seals.

Done at Madrid on October 3, 1928, in duplicate, in the Italian and Spanish languages, both texts being equally authentic.

(L. S.) Giuseppe MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Marques DE ESTELLA.

N° 2156.

ESPAGNE ET ITALIE

**Convention relative à l'établissement
d'une ligne aérienne régulière entre
les deux Nations. Signée à Madrid,
le 3 octobre 1928.**

SPAIN AND ITALY

**Convention regarding the Establish-
ment of a Regular Line of Aerial
Navigation between the two Na-
tions. Signed at Madrid, October
3, 1928.**

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2156. — CONVENZIONE¹ FRA L'ITALIA E LA SPAGNA, RELATIVA ALLA LINEA AEREA REGOLARE TRA LE DUE NAZIONI, FIRMATA A MADRID, IL 3 OTTOBRE 1928.

*Textes officiels espagnol et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 septembre 1929.*

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA e SUA MAESTA IL RE DI SPAGNA, egualmente convinti dell'interesse reciproco che hanno l'Italia e la Spagna a facilitare, per fini pacifici, l'impianto di una linea aerea regolare tra le due Nazioni, hanno risoluto di concludere una Convenzione a questo fine, ad hanno designato, per loro Plenipotenziari, rispettivamente :

SUA MAESTA IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Nobile Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCCELLO, Suo Ambasciatore a Madrid ;

SUA MAESTA IL RE DI SPAGNA :

all'Eccllmo, Signor Tenente Generale Don Michele PRIMO DE RIVERA, Marchese di Estella, Presidente del Consiglio dei Ministri, e Ministro degli Esteri, Grande di Spagna, decorato con la Gran Croce Laureata del Reale e Militare Ordine di S. Fernando, Cavaliere di Gran Croce degli Ordini di S. Ermenegildo, del Merito Militare, del Merito Navale, dell'Ordine Italiano dei Santi Maurizio e Lazzaro, ecc., ecc., Suo Gentiluomo di Camera « con ejercicio y servidumbre »,

i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, sono convenuti nelle disposizioni seguenti :

Articolo 1.º

La rotta completa della linea Italia-Spagna sarà :

Roma-Genova-Barcellona-Mallorca-Roma o, nel caso che si creda più conveniente, in senso inverso.

Gli approdi nell'Isola di Mallorca saranno Pollenza, Alcudia e Palma a seconda delle condizioni atmosferiche.

Ciascuna delle Alte Parti contraenti previo accordo con l'altra Parte potrà sopprimere, nella rotta completa, i tratti che giudichi convenienti, lasciando sempre uno per lo meno in esercizio di quelli internazionali : Genova-Barcellona o Roma-Mallorca, che uniscano le due Nazioni.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Madrid, le 26 août 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2156. — CONVENIO¹ ENTRE ITALIA Y ESPAÑA PARA EL ESTABLECIMIENTO DE UNA LÍNEA AÉREA REGULAR ENTRE AMBAS NACIONES. FIRMADO EN MADRID, EL 3 DE OCTUBRE DE 1928.

Italian and Spanish official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 24, 1929.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, igualmente convencidos del interés recíproco que tienen Italia y España en facilitar, para fines pacíficos, el establecimiento de una línea aérea regular entre ambas naciones, han resuelto concertar un Convenio con este fin y han designado, respectivamente, por sus Plenipotenciarios :

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

al Excmo. Señor Noble Giuseppe MEDICI DE LOS MARQUESES DEL VASCELLO, Su Embajador en Madrid ;

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

al Excmo. Señor Teniente General D. Miguel PRIMO DE RIVERA y ORBANEJA, Marqués de Estella, Presidente de Su Consejo de Ministros y Su Ministro de Estado, Grande de España, condecorado con la Gran Cruz Laureada de la Real y Militar Orden de San Fernando, Caballero Gran Cruz de las Ordenes de San Hermenegildo, del Mérito Militar, del Mérito Naval, de San Mauricio y San Lázaro de Italia, etcétera, etc., Su Gentilhombre de Cámara con Ejercicio y Servidumbre,

los cuales, después de haber canjeado sus plenos poderes, reconocidos en buena y debida forma, han convenido las siguientes cláusulas :

Artículo 1.º

La ruta completa de la línea internacional Italia y España será :
Roma-Génova-Barcelona-Mallorca-Roma, o si se estima más oportuno, en sentido inverso.

Los amarajes en la isla de Mallorca se podrán hacer en Pollensa, Alcudia o Palma, según las condiciones atmosféricas.

Cada Alta Parte contratante podrá previo aviso a la otra Alta Parte, suprimir en la ruta completa de la línea los tramos que juzgue conveniente, dejando siempre uno en explotación, por lo menos, de los internacionales Barcelona-Génova o Mallorca-Roma, que ligan ambas naciones.

¹ The exchange of ratifications took place at Madrid, August 26, 1929.

Articolo 2.º

Questo servizio verrà impiantato a mezzo di due Enti, uno italiano e l'altro spagnolo, che funzioneranno indipendentemente, tanto dal lato tecnico che amministrativo, in conformità delle disposizioni di legge della rispettiva nazionalità, senza altri legami fra loro che l'accordo per le tariffe, l'ordinamento degli itinerari e del movimento.

Articolo 3.º

Ciascuna delle Alte Parti contraenti si impegna di accettare la designazione dell'Ente nazionale, che per questo servizio faccia l'altra Parte, previa dimostrazione della nazionalità, secondo la legislazione vigente nei rispettivi paesi.

Articolo 4.º

Il trattamento che riceveranno le aeronavi dei due Enti nei porti marittimi delle due Nazioni e scali eventuali per ammarraggi forzati sarà completamente reciproco.

Per la utilizzazione degli aeroporti saranno stipulate le tasse sulla base della reciprocità, e la utilizzazione dei porti marittimi sarà sulla base dell'esenzione da qualsiasi tassa.

Articolo 5.º

Ciascun Ente nella propria nazione, sulla base della assoluta reciprocità, sarà obbligato a concedere a quello straniero la utilizzazione di tutti gli elementi ausiliari che abbia disposto per uso proprio, compreso il servizio di soccorso, che sarà obbligatorio, sia stabilito in modo completo in Barcellona e Mallorca e in Genova e Sardegna rispettivamente dall'uno e dall'altro Ente, potendosi approfittare degli elementi di cui dispongono a questo scopo i detti porti marittimi.

I due Enti potranno prendere accordi circa l'utilizzazione comune, a base di eguaglianza, degli elementi di salvataggio situati nei posti nazionali od esteri intermedi e del loro impiego a seconda del luogo e della nazionalità dell'apparecchio che richieda il salvataggio.

Articolo 6.º

I servizi ufficiali di ambedue gli Stati, tanto quelli propri della Navigazione aerea, come quelli ausiliari di Radiocomunicazione, Meteorologici ecc., ecc., useranno eguale trattamento all'Ente nazionale ed a quello straniero che prestino servizio sulla linea aerea Italia-Spagna.

Articolo 7.º

Ciascuna delle due Alte Parti contraenti si riserva di determinare la frequenza e la sovvenzione con le quali dovrà effettuare il servizio il proprio Ente, con un minimo di un viaggio settimanale di andata e ritorno da parte di ciascun Ente.

Articolo 8.º

Sarà obbligatorio da parte dei due Enti il trasporto della corrispondenza al suo destino dentro del peso fissato a questo effetto nelle convenzioni che allo scopo saranno tenute dalle amministrazioni postali dei due paesi, sulla base della completa reciprocità.

Artículo 2.º

Se establecerá este servicio realizado por dos entidades, una italiana y otra española, que funcionarán independientemente tanto en su parte técnica como administrativa, con arreglo cada una a la legislación de su nacionalidad, sin más conexión entre ellas que el acuerdo de tarifas y el ordenamiento de los itinerarios y del tráfico.

Artículo 3.º

Cada una de las Altas Partes contratantes se compromete a aceptar la designación de la entidad nacional que, para este servicio, haga la otra Parte, previa la demostración de nacionalidad con arreglo a la legislación de cada país.

Artículo 4.º

El trato que reciban las aeronaves de ambas entidades en los puertos marítimos de las dos naciones será completamente recíproco.

Para la utilización de los aeropuertos se estipularán los derechos a base de reciprocidad, y la utilización de los puertos marítimos será a base de exención de todo derecho.

Artículo 5.º

Cada entidad en su nación, a base de absoluta reciprocidad, estará obligada a facilitar a la extranjera la utilización de todos los elementos auxiliares que tenga dispuestos para el uso propio, incluso el servicio de salvamento, que será obligatorio establecer de modo completo en Barcelona y Mallorca y en Génova y en Cerdeña por una y otra entidad, respectivamente, pudiendo las dos aprovechar los elementos de que dispongan a este efecto dichos puertos marítimos.

Las dos entidades podrán concertar el aprovechamiento común a base de equidad de elementos de salvamento establecidos en los puertos nacionales extranjeros intermedios y su utilización según el lugar y la nacionalidad del aparato que requiera el salvamento.

Artículo 6.º

Los servicios oficiales de ambos Estados, tanto los propios de la Navegación aérea como sus auxiliares de Radiocomunicación, Meteorología, etcétera, etc., ofrecerán igual trato a las entidades nacional y extranjera, que sirvan la línea aérea Italia-España.

Artículo 7.º

Cada una de las dos Altas Partes contratantes se reserva el determinar la frecuencia y subvención con que ha de realizar este servicio la propia entidad, con el mínimo de un viaje semanal de ida y regreso por empresa.

Artículo 8.º

Será obligatorio para las dos entidades la conducción de la correspondencia a su destino dentro del peso fijado para esta atención en los Convenios que a este efecto celebren las Administraciones postales de ambos países, a base de completa reciprocidad.

Articolo 9.º

Il peso utile che rimanga disponibile, dopo aver posto il carico fissato per la corrispondenza, potrà essere utilizzato, nella forma consentita dalla legislazione vigente nei rispettivi due paesi, con il trasporto di passeggeri, ponendosi d'accordo i due Enti per fissare eguali tariffe, che dovranno essere approvate dai due Governi su proposta della Commissione di tecnici.

Articolo 10.

Sarà vietato all'Ente italiano sul tratto Mallorca Barcellona il trasporto di cabotaggio, tra queste due località, dei passeggeri, merci e posta, essendo, detto trasporto di cabotaggio, riservato alle aeronavi nazionali spagnole.

Ugualmente sarà vietato all'Ente spagnolo nel tratto Genova-Roma-Sardegna il trasporto di cabotaggio, tra queste località, di passeggeri, posta e merci che sarà riservato alle aeronavi nazionali italiane.

Articolo 11.

Se, una volta iniziato il servizio, i due Enti stimeranno opportuna la loro fusione, sulla base della completa eguaglianza, in seguito a loro proposta i Governi potranno autorizzarla.

Articolo 12.

Sarà nominata una Commissione formata di un tecnico di ciascuna delle due nazionalità per la regolamentazione di questa Convenzione e la risoluzione di tutti gli incidenti che possano sorgere a questo proposito, e nel caso di disaccordo si nominerà, per il caso specifico, un terzo tecnico nominato dai rappresentanti delle due Nazioni.

Articolo 13.

Le Alte Parti contraenti, a mezzo della commissione di cui all'articolo precedente, si daranno mutua conoscenza del personale e del materiale che i due Enti utilizzino nel servizio oggetto della presente Convenzione.

Articolo 14.

La presente Convenzione può essere denunciata da ciascuna delle due Parti con preventivo avviso di sei mesi.

Articolo 15.

La presente Convenzione dovrà essere ratificata, e le ratifiche si scambieranno in Madrid nel piu breve termine possibile.

Fatto in doppio originale, italiano e spagnolo ; i due testi avranno pari efficacia.

In fede di che, i Plenipotenziari hanno firmato la presente Convenzione a Madrid il tre Ottobre 1928 VIº.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

Copie certifiée conforme.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie :
Mussolini.

Artículo 9.º

El peso útil que quede disponible después de emplear la carga estipulada para correspondencia podrá ser utilizado, en la forma que lo consienta la legislación vigente en cada país, en la conducción de pasajeros, poniéndose de acuerdo ambas entidades para la fijación de las mismas tarifas, que deberán ser aprobadas por ambos Gobiernos mediante informe de la Comisión de Técnicos.

Artículo 10.

Estará prohibido a la entidad italiana el transporte de cabotaje en el tramo Mallorca-Barcelona, tanto el de pasajeros como los de mercancías y correos, quedando dicho transporte de cabotaje reservado a las aeronaves nacionales españolas.

Igualmente estará prohibido a la entidad española en el tramo Génova-Roma el transporte de cabotaje entre estas dos localidades, tanto de pasajeros y mercancías como de correos, quedando dicho transporte reservado para las aeronaves nacionales italianas.

Artículo 11.

Si en el curso de la explotación ambas entidades estimaran conveniente su fusión, a base de completa igualdad, con arreglo a su propuesta, los Gobiernos podrían autorizarla.

Artículo 12.

Se nombrará una Comisión formada por un técnico de cada una de las dos nacionalidades para la reglamentación de este Convenio y la resolución de todos los incidentes que puedan surgir con este motivo, y, caso de desacuerdo, se nombrará para el caso concreto un tercer técnico elegido por la representación de ambas Naciones.

Artículo 13.

Las Altas Partes contratantes, por medio de la Comisión a que se refiere el artículo anterior, se pondrán en conocimiento mutuo el material y personal que las entidades nacionales utilicen en el servicio objeto de este Convenio.

Artículo 14.

Este Convenio puede ser denunciado por cada una de las Partes avisando con seis meses de anticipación.

Artículo 15.

El presente Convenio habrá de ser ratificado, y las ratificaciones se canjearán en Madrid en el plazo más breve posible.

Hecho en original doble, italiano y español ; ambos textos tendrán idéntica eficacia.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Convenio en Madrid, a tres de Octubre de 1928.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie :
Mussolini.

¹ TRADUCTION.

N^o 2156. — CONVENTION ENTRE L'ESPAGNE ET L'ITALIE RELATIVE
A L'ÉTABLISSEMENT D'UNE LIGNE AÉRIENNE RÉGULIÈRE
ENTRE LES DEUX NATIONS. SIGNÉE A MADRID, LE 3 OCTOBRE
1928.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, également convaincues de l'intérêt réciproque qu'ont l'Italie et l'Espagne à faciliter, pour des fins pacifiques, la création d'une ligne aérienne régulière entre les deux nations, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, respectivement :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCHELLO, son ambassadeur à Madrid ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marquis de Estella, président de son Conseil des Ministres et ministre des Affaires étrangères, Grand d'Espagne, lieutenant-général des armées, décoré de la Grand' Croix laurée de l'Ordre Royal et militaire de Saint-Ferdinand, chevalier Grand' Croix des Ordres de Saint-Hermenegilde, du Mérite militaire, du Mérite naval, de l'Ordre italien de Saint-Maurice et Lazare, etc., etc., son gentilhomme de la Chambre « en exercice et service » ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'itinéraire complet de la ligne Italie-Espagne sera :

Rome-Gênes-Barcelone-Majorque-Rome, ou, au cas où on le jugerait plus convenable, vice-versa.

Les atterrissages dans l'île Majorque seront : Pollenza, Alcudia et Palma, selon les conditions atmosphériques.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, après accord avec l'autre Partie, supprimer dans l'itinéraire complet les sections qu'elle jugera convenables, en laissant toujours en exploitation une au moins des sections internationales suivantes : Gênes-Barcelone, ou Rome-Majorque, qui relie les deux Etats.

Article 2.

Ce service sera créé au moyen de deux organismes, l'un italien et l'autre espagnol, qui fonctionneront d'une manière indépendante, du point de vue tant technique qu'administratif, conformément aux dispositions légales de chaque nation, sans autre lien entre eux que les accords relatifs aux tarifs, à l'organisation des itinéraires et du trafic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2156. — CONVENTION BETWEEN SPAIN AND ITALY REGARDING THE ESTABLISHMENT OF A REGULAR LINE OF AERIAL NAVIGATION BETWEEN THE TWO NATIONS. SIGNED AT MADRID, OCTOBER 3, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being equally convinced of the mutual advantage to Italy and Spain of creating, for peaceful purposes, a regular air line between the two countries, have decided to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Giuseppe MEDICI DEI MARCHESI DEL VASCHELLO, His Ambassador at Madrid ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency Don Miguel PRIMO DE RIVERA, Marques de Estella, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs, Grandee of Spain, Lieutenant-General of the Army, decorated with the Grand Laureate Cross of the Royal and Military Order of St. Ferdinand, Knight of the Grand Cross of the Orders of St. Hermenegildo, of Military Merit and of Naval Merit, of SS. Maurice and Lazarus of Italy, His Gentleman of the Bedchamber " con ejercicio y servidumbres ", etc., etc.

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The complete itinerary of the Italo-Spanish line shall be : Rome-Genoa-Barcelona-Majorca-Rome, or *vice versa*, should this be considered more convenient.

The landing-place in the Island of Majorca may be Pollenza, Alcudia or Palma, according to meteorological conditions.

Each of the High Contracting Parties may, after agreement with the other Party, discontinue to serve such sections of the complete route as it may think fit, but shall always keep open at least one of the international sections connecting the two countries — Genoa-Barcelona or Rome-Majorca.

Article 2.

This service shall be set up by means of two organisations — one Italian and the other Spanish — which will operate independently, both from a technical and administrative point of view, each in conformity with the laws of its own country, without any bond between them other than the agreement relating to tariffs and the organisation of time-tables and traffic.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accepter la désignation de l'organisme national qui sera faite par l'autre Partie en vue de ce service, après la preuve de nationalité, conformément à la législation en vigueur dans les pays respectifs.

Article 4.

Le traitement auquel seront soumis les aéronefs de ces deux organismes dans les ports maritimes des deux nations et lors des escales éventuelles, en cas d'atterrissage forcé, sera complètement réciproque.

Pour l'utilisation des aéroports, les taxes seront fixées sur la base de la réciprocité et l'utilisation des ports maritimes, sur la base de l'exemption de toute taxe.

Article 5.

Chaque organisme sera, dans son pays, sur la base de la réciprocité absolue, tenu d'accorder à l'organisme étranger l'utilisation de tous les moyens auxiliaires qu'il aura pu installer pour son propre usage, y compris le service de secours, qu'il conviendra obligatoirement de faire établir, d'une manière complète, à Barcelone, à Majorque, à Gênes et en Sardaigne, par chaque organisme, celui-ci pouvant profiter des installations dont ces ports maritimes sont dotés à cet effet.

Les deux organismes pourront passer des conventions relatives à l'utilisation commune, sur une base d'égalité, des moyens de sauvetage situés dans les localités nationales ou étrangères intermédiaires, et au sujet de l'emploi de ces moyens, selon le lieu et la nationalité de l'appareil qu'il serait nécessaire de sauver.

Article 6.

Les services officiels des deux Etats, aussi bien ceux de la navigation aérienne que les services auxiliaires de radio-communication, de météorologie, etc., traiteront de la même manière l'organisme national et l'organisme étranger qui desserviront la ligne aérienne Italie-Espagne.

Article 7.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes se réserve de déterminer la fréquence et la subvention avec lesquelles son organisme devra effectuer le service, le minimum étant un voyage aller et retour par semaine effectué par chaque organisme.

Article 8.

Sera obligatoire pour les deux organismes l'acheminement de la correspondance postale à destination dans les limites du poids fixé à cet effet par les conventions qui seront passées par les administrations postales des deux pays, sur une base de complète réciprocité.

Article 9.

Le poids utile, restant disponible après embarquement de la charge fixée pour la correspondance, pourra être utilisé sous la forme autorisée par la législation en vigueur dans chacun des deux pays

Article 3.

Each of the High Contracting Parties undertakes to accept the national organisation appointed by the other Party for this service, after proof of nationality has been given in conformity with the laws of each country.

Article 4.

The treatment received by the aircraft of the two organisations in the maritime ports of the two countries and during stoppages due to forced landings shall be in every respect reciprocal.

The charges for the use of aerodromes shall be fixed on a basis of reciprocity ; no charge shall be made for the use of maritime ports.

Article 5.

Each organisation shall, subject to complete reciprocity, be required to allow the foreign organisation the use of any auxiliary arrangements which it may have provided for its own use, including the relief services which each organisation shall be bound to establish in a complete form at Barcelona and in Majorca, and at Genoa and in Sardinia, respectively ; any relief arrangements existing in these maritime ports shall be available to both organisations.

The two organisations may agree upon the joint utilisation, on a basis of equality, of salvage arrangements provided in the intermediate national or foreign ports, and to the method of employing such apparatus, according to the place and to the nationality of the aircraft to be salvaged.

Article 6.

The official services of the two countries — both those dealing with air navigation proper and the auxiliary wireless and meteorological services, etc. — shall accord equal treatment to the national and foreign organisations running the Italo-Spanish air line.

Article 7.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to determine the frequency with which its own organisation shall effect the service, and the amount of the subsidy to be granted in respect of the same, provided that each organisation makes at least one out-and-home journey per week.

Article 8.

Both organisations shall be required to carry mails to their destination, up to the maximum weight fixed for such in conventions to be concluded by the Post Offices of the two countries, on the basis of complete reciprocity.

Article 9.

Such weight-carrying capacity as remains available after the loading of the weight fixed for mails may be utilised, in the form authorised by the legislation in force in each of the two countries,

pour le transport des voyageurs ; les deux organismes se mettront d'accord pour fixer des tarifs égaux qui devront être approuvés par les deux gouvernements, sur la proposition de la commission technique.

Article 10.

Il sera interdit à l'organisme italien, sur la section Majorque-Barcelone, de faire le cabotage, par ces deux localités, des voyageurs, marchandises et courriers, ce cabotage étant réservé aux aéronefs de nationalité espagnole.

De même, il sera interdit à l'organisme espagnol, sur la section Gênes-Rome-Sardaigne, de faire le cabotage par ces localités, des voyageurs, marchandises et courriers, ce cabotage étant réservé aux aéronefs de nationalité italienne.

Article 11.

Si, en cours d'exploitation, les deux organismes jugent convenable de se fusionner, sur une base de complète égalité, les gouvernements pourront donner suite à leur proposition et l'autoriser.

Article 12.

Il sera nommé une commission, composée d'un expert de chacune des deux nationalités, pour l'application de ladite convention et le règlement de tous les incidents qui pourraient surgir de ce chef ; en cas de désaccord, pour chaque cas particulier, il sera nommé un troisième expert par les soins des représentants des deux nations.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront réciproquement, par l'intermédiaire de la commission dont il est parlé à l'article précédent, la liste du personnel et du matériel que les deux organismes utiliseront pour le service qui fait l'objet de la présente convention.

Article 14.

La présente convention pourra être dénoncée par chacune des deux Parties avec préavis de six mois.

Article 15.

La présente convention devra être ratifiée et l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible à Madrid.

Fait en double original, en langues italienne et espagnole, les deux textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, à Madrid, le 3 octobre 1928.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCHELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

for the conveyance of passengers; the two organisations shall agree to fix equal tariffs, to be approved by the two Governments on the proposal of the technical commission.

Article 10.

The Italian organisation shall not be permitted to carry local passenger, goods or mail traffic on the Majorca-Barcelona section, such traffic being reserved for Spanish aircraft.

Similarly, the Spanish organisation shall not be permitted to carry local passenger, goods or mail traffic on the section Genoa-Rome-Sardinia, such traffic being reserved for Italian aircraft.

Article 11.

If, once the service has been instituted, the two organisations find it desirable to amalgamate on a basis of complete equality, the Governments may accede to their proposal and authorise such amalgamation.

Article 12.

A Commission shall be nominated, composed of an expert of each of the two nationalities, to arrange for the application of the present Convention and to settle any incidents which may arise in connection therewith; in the event of disagreement, a third expert shall be elected for the particular case, by the representatives of the two countries.

Article 13.

The High Contracting Parties shall communicate to each other, through the commission mentioned in the preceding Article, a list of the staff and material to be employed by the two organisations in the service to which the present Convention relates.

Article 14.

Either Party may denounce the present Convention on giving six months' notice.

Article 15.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Madrid as soon as possible.

Done in two original copies in Italian and Spanish, both texts being equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention at Madrid on October 3, 1928.

(L. S.) G. MEDICI DEL VASCELLO.

(L. S.) Miguel PRIMO DE RIVERA.

N° 2157.

CHILI ET PÉROU

Traité réglant le différend relatif à Tacna et Arica, avec protocole complémentaire. Signés à Lima, le 3 juin 1929.

CHILE AND PERU

Treaty for the Settlement of the Dispute regarding Tacna and Arica, with Additional Protocol. Signed at Lima, June 3, 1929.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2157. — TRATADO¹ ENTRE LAS REPÚBLICAS DE CHILE Y DEL PERÚ PARA RESOLVER EL LITIGIO SOBRE TACNA Y ARICA FIRMADO EN LIMA EL 3 DE OCTUBRE DE 1928.

Texto oficial español comunicado por los Premiers Délégués du Chili et du Pérou à l'Assemblée de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 25 septembre 1929.

Spanish official text communicated by the First Delegates of Chile and Peru at the Assembly of the League of Nations. The registration of this Treaty took place September 25, 1929.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE CHILE y DEL PERÚ, deseosos de remover toda dificultad entre ambos países y de asegurar así su amistad y buena inteligencia, han resuelto celebrar un Tratado conforme a las bases que el Presidente de los Estados Unidos de América, en ejercicio de buenos oficios solicitados por las Partes, y guiándose por los arreglos directos concertados entre ellas, ha propuesto como bases finales para resolver el problema de Tacna y Arica, y al efecto han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE CHILE :

Al Excelentísimo Señor Don Emiliano FIGUEROA LARRAÍN, su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario en el Perú y

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DEL PERÚ :

Al Excelentísimo Señor Doctor Don Pedro José RADA Y GAMIO, su Ministro de Relaciones Exteriores ;

Quienes, después de canjear sus Plenos Poderes y encontrándolos en debida forma, han convenido en los Artículos siguientes :

Artículo primero.

Queda definitivamente resuelta la controversia originada por el Artículo Tercero del Tratado de Paz y Amistad de veinte de octubre de mil ochocientos ochenta y tres, que era la única dificultad pendiente entre los Gobiernos signatarios.

Artículo segundo.

El territorio de Tacna de Arica será dividido en dos partes, Tacna para el Perú y Arica para Chile. La línea divisoria entre dichas dos partes y en consecuencia la frontera entre los territorios de Chile y el Perú, partirá de un punto de la costa que se denominará « Concordia », distante diez kilómetros al Norte del puente del Río Lluta, para seguir hacia el Oriente paralela a la vía de la

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Santiago du Chili, le 28 juillet 1929.

¹ The exchange of ratifications took place at Santiago de Chile, July 28, 1929.

sección chilena del Ferrocarril de Arica a La Paz y distante diez kilómetros de ella, con las inflexiones necesarias para utilizar, en la demarcación, los accidentes geográficos cercanos que permitan dejar en territorio chileno las azufreras del Tacora y sus dependencias, pasando luego por el centro de la Laguna Blanca, en forma que una de sus partes quede en Chile y la otra en el Perú. Chile cede a perpetuidad a favor del Perú, todos sus derechos sobre los canales del Uchusuma y del Mauri, llamado también Azucarero, sin perjuicio de la soberanía que le corresponderá ejercer sobre la parte de dichos acueductos que quedan en territorio chileno después de trazada la línea divisoria a que se refiere el presente artículo. — Respecto de ambos Canales Chile constituye en la parte que atraviesan su territorio, el más amplio derecho de servidumbre a perpetuidad en favor del Perú. — Tal servidumbre comprende el derecho de ampliar los Canales actuales, modificar el curso de ellos y recoger todas las aguas captables en su trayecto por territorio chileno, salvo las aguas que actualmente caen al Río Lluta y las que sirven a las azufreras del Tacora.

Artículo tercero.

La línea fronteriza a que se refiere el inciso primero del artículo segundo, será fijada y señalada en el territorio con hitos, por una comisión mixta compuesta de un miembro designado por cada uno de los Gobiernos signatarios, los que costearán, por mitad, los gastos comunes que esta operación requiera. — Si se produjera algún desacuerdo en la comisión, será resuelto con el voto dirimente de un tercer miembro designado por el Presidente de los Estados Unidos de América, cuyo fallo será inapelable.

Artículo cuarto.

El Gobierno de Chile entregará al Gobierno del Perú, treinta días después del canje de las ratificaciones del presente Tratado, los territorios que, según él, deben quedar en poder del Perú. Se firmará por Plenipotenciarios de las citadas Partes Contractantes, una acta de entrega que contendrá la relación detallada de la ubicación y características definitivas de los hitos fronterizos.

Artículo quinto.

Para el servicio del Perú, el Gobierno de Chile construirá a su costo, dentro de los mil quinientos setenta y cinco metros de la bahía de Arica, un malecón de atraque para vapores de calado, un edificio para la agencia aduanera peruana y una estación terminal para el Ferrocarril a Tacna, establecimientos y zonas donde el comercio de tránsito del Perú gozará de la independencia propia del más amplio puerto libre.

Artículo sexto.

El Gobierno de Chile entregará al del Perú simultáneamente al canje de la ratificaciones, seis millones de dollars, y, además, sin costo alguno para este último Gobierno, todas las obras públicas ya ejecutadas o en construcción y bienes raíces de propiedad fiscal ubicados en los territorios que, conforme al presente Tratado, quedarán bajo la soberanía peruana.

Artículo séptimo.

Los Gobiernos de Chile y del Perú respetarán los derechos privados legalmente adquiridos en los territorios que quedan bajo sus respectivas soberanías, entre los que figura la concesión otorgada por el Gobierno del Perú a la Empresa del Ferrocarril de Arica a Tacna en mil ochocientos cincuenta y dos, conforme a la cual, dicho Ferrocarril, al término del Contrato, pasará a ser propiedad del Perú. Sin perjuicio de la soberanía que le corresponde ejercer, Chile constituye a perpetuidad en la parte que la línea atraviesa su territorio el derecho más amplio de servidumbre en favor del Perú.

Artículo octavo.

Los Gobiernos de Chile y del Perú condonarán recíprocamente toda obligación pecuniaria pendiente entre ellos ya sea que se derive o nó del Tratado de Ancón. ¹

Artículo noveno.

Las Altas Partes Contratantes celebrarán un convenio de policía fronteriza para la seguridad pública de los respectivos territorios adyacentes a la línea divisoria. Este convenio deberá entrar en vigencia tan pronto como la provincia de Tacna pase a la soberanía del Perú.

Artículo décimo.

Los hijos de los peruanos nacidos en Arica se considerarán peruanos hasta los veintiún años, edad en que podrán optar por su nacionalidad definitiva ; y los hijos de chilenos nacidos en Tacna tendrán el mismo derecho.

Artículo undécimo.

Los Gobiernos de Chile y del Perú para conmemorar la consolidación de sus relaciones de amistad, resuelven erigir en el Morro de Arica un monumento simbólico sobre cuyo proyecto se pondrán de acuerdo.

Artículo duodécimo.

Para el caso en que los Gobiernos de Chile y del Perú no estuvieren de acuerdo en la interpretación que den a cada una de las diferentes disposiciones de este Tratado y en que, apesar de su buena voluntad, no pudieren ponerse de acuerdo, decidirá el Presidente de los Estados Unidos de América la controversia.

Artículo decimotercero.

El presente Tratado será ratificado y sus ratificaciones serán canjeadas en Santiago tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los infrascritos Plenipotenciarios firman y sellan el presente Tratado en doble ejemplar, en Lima, a los tres días del mes de Junio de mil novecientos veintinueve.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

Es copia conforme :

(L. S.) N. Novoa Valdés
Ministerio de Relaciones
Exteriores, Sub-Secretario,
Chile.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général des Traités*, deuxième Série, Tome X, page 191.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 349.

PROTOCOLO COMPLEMENTARIO.

LOS GOBIERNOS DE CHILE y DEL PERÚ han acordado suscribir un Protocolo Complementario del Tratado que se firma con esta misma fecha, y sus respectivos Plenipotenciarios, debidamente autorizados, han convenido al efecto en lo siguiente :

Artículo primero.

Los Gobiernos de Chile y del Perú no podrán, sin previo acuerdo entre ellos, ceder a una tercera potencia la totalidad o parte de los territorios que, en conformidad al Tratado de esta misma fecha, quedan bajo sus respectivas soberanías, ni podrán, sin ese requisito, construir, al través de ellos, nuevas líneas férreas internacionales.

Artículo segundo.

Las facilidades de puerto que el Tratado, en su Artículo Quinto acuerda al Perú, consistirán en el más absoluto libre tránsito de personas, mercaderías y armamentos al territorio peruano y desde éste al través del territorio chileno. — Las operaciones de embarque y desembarque se efectuarán mientras se construyen y terminan las obras indicadas en el Artículo Quinto del Tratado, por el recinto del muelle del ferrocarril de Arica a La Paz, reservado al servicio del ferrocarril de Arica a Tacna.

Artículo tercero.

El Morro de Arica será desartillado, y el Gobierno de Chile construirá a su costo el monumento convenido por el Artículo Undécimo del Tratado.

El presente Protocolo forma parte integral del Tratado de esta misma fecha y, en consecuencia, será ratificado y sus ratificaciones se canjearán en Santiago de Chile tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual los infrascritos Plenipotenciarios firman y sellan el Presente Protocolo Complementario en doble ejemplar, en Lima, a los tres días del mes de Junio de mil novecientos veintinueve.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

Es copia conforme :

N. Novoa Valdés.

¹ TRADUCTION.

N^o 2157. — TRAITÉ ENTRE LE CHILI ET LE PÉROU RÉGLANT LE DIFFÉREND RELATIF A TACNA ET ARICA. SIGNÉ A LIMA, LE 3 JUIN 1929.

Les GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES DU CHILI et DU PÉROU, désireux d'écartier toute difficulté entre les deux pays et d'assurer ainsi leur amitié et leur bonne entente, ont résolu de conclure un traité conforme aux principes que le président des Etats-Unis d'Amérique, dans l'exercice des bons offices que les deux Parties lui ont demandé de leur prêter, et s'inspirant des arrangements directement intervenus entre elles, a proposés comme règles définitives pour résoudre le problème de Tacna et d'Arica, — et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CHILI :

S. Exc. Don Emiliano FIGUEROA LARRAIN, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire au Pérou ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU PÉROU :

S. Exc. D^r Don Pedro José RADA Y GAMIO, ministre des Affaires étrangères du Pérou.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le différend qui s'était élevé entre les deux pays au sujet de l'article 3 du Traité de paix et d'amitié du vingt octobre mil huit cent quatre-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2157. — TREATY BETWEEN CHILE AND PERU FOR THE SETTLEMENT OF THE DISPUTE REGARDING TACNA AND ARICA. SIGNED AT LIMA, JUNE 3, 1929.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS OF CHILE and PERU, being desirous of removing all difficulties between the two countries and thus ensuring their friendship and good relations, have resolved to conclude a Treaty in conformity with the principles which the President of the United States of America, in performance of the good offices requested by the Parties and in accordance with the direct arrangements agreed upon between them, has proposed as final bases for the settlement of the problem of Tacna and Arica, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CHILE :

His Excellency Don Emiliano FIGUEROA LARRAIN, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary in Peru ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF PERU :

His Excellency Doctor Don Pedro José RADA Y GAMIO, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

The dispute arising out of Article 3 of the Treaty of Peace and Friendship of the twentieth day of October of the year one thousand eight

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

vingt-trois, et qui était la seule difficulté pendant entre les Gouvernements signataires est définitivement résolue.

Article 2.

Le territoire de Tacna de Arica sera divisé en deux parties, la région de Tacna étant attribuée au Pérou et celle d'Arica au Chili. La ligne de démarcation entre ces deux parties et, en conséquence, la frontière entre les territoires du Chili et du Pérou, partira d'un point de la côte qui sera appelé « Concordia », à une distance de dix kilomètres au nord du pont de la Lluta, et se dirigera ensuite vers l'est, parallèlement à la voie ferrée de la section chilienne du chemin de fer d'Arica à la Paz, et à une distance de dix kilomètres de ladite voie; son tracé comportera les inflexions nécessaires pour utiliser, comme délimitation, les accidents géographiques avoisinants, qui permettront de laisser sur le territoire chilien les souffrières du Tacora et leurs dépendances. La ligne passera ensuite par le centre de la Laguna Blanca, de manière qu'une partie de cette lagune soit située en territoire chilien et l'autre en territoire péruvien. Le Chili cède à perpétuité en faveur du Pérou tous ses droits sur les canaux de l'Uchusuma et du Mauri, appelé également Azucarero, sans préjudice de la souveraineté qu'il lui appartiendra d'exercer sur la partie des aqueducs qui se trouveront en territoire chilien, une fois tracée la ligne de démarcation visée par le présent article. En ce qui concerne les deux canaux, le Chili constitue, pour la partie traversant son territoire, le droit de servitude le plus large, à perpétuité, en faveur du Pérou. Cette servitude comprend le droit d'élargir les canaux actuels, de modifier leur cours et de recueillir toutes les eaux qui peuvent être captées au cours de leur trajet sur le territoire chilien, sauf les eaux qui se déversent actuellement dans la Lluta et celles qui sont utilisées pour les souffrières du Tacora.

Article 3.

La ligne frontière visée par le premier alinéa de l'article 2 sera déterminée et marquée sur les lieux au moyen de bornes, par une commission mixte composée d'un membre désigné par chacun des gouvernements signataires, qui supporteront à part égale, les frais communs nécessités par

hundred and eighty-three, which was the only difficulty outstanding between the signatory Governments, is hereby finally settled.

Article 2.

The territory of Tacna and Arica shall be divided into two portions of which Tacna, shall be allotted to Peru and Arica to Chile. The dividing line between the two portions, and consequently the frontier between the territories of Chile and Peru, shall start from a point on the coast to be named " Concordia ", ten kilometres to the north of the bridge over the river Lluta. It shall continue eastwards parallel to the line of the Chilean section of the Arica La Paz railway and at a distance of ten kilometres therefrom, with such sinuosities as may be necessary to allow the local topography to be used, in the demarcation, in such a way that the sulphur mines of the Tacora and their dependencies shall remain within Chilean territory. The line shall then pass through the centre of the Laguna Blanca, so that one portion thereof shall be in Chile and the other in Peru. Chile cedes to Peru in perpetuity all her rights over the irrigation-channels Uchusuma and the Mauri (also known as Azucarero), without prejudice to the sovereignty she will be entitled to exercise over such part of the above-mentioned aqueducts as may come within Chilean territory after the tracing of the dividing line mentioned in the present Article. In respect of both channels, Chile grants to Peru a perpetual and absolute easement over the sections which pass through Chilean territory. Such easement shall include the right to widen the present channels, to change their course and to utilize all the water that may be collected in their passage through Chilean territory, except the waters that at present flow into the river Lluta and those which are used in the Tacora sulphur mines.

Article 3.

The frontier-line referred to in the first paragraph of Article 2 shall be determined and marked by means of posts in the territory itself by a Mixed Commission consisting of one member appointed by each of the signatory Governments. The joint expenditure incurred in this

cette opération. S'il survient quelque différend au sein de la Commission, ce différend sera tranché par le vote d'un troisième membre désigné par le président des Etats-Unis d'Amérique, dont la décision sera sans appel.

Article 4.

Le Gouvernement du Chili remettra au Gouvernement du Pérou, trente jours après l'échange des ratifications du présent traité, les territoires qui, aux termes de ce traité, doivent demeurer en la possession du Pérou. Les plénipotentiaires des Parties contractantes susmentionnées signeront un acte de cession qui contiendra le relevé détaillé du tracé, ainsi que les caractéristiques définitives des bornes frontières.

Article 5.

Le Gouvernement du Chili construira à ses frais, pour le service du Pérou, à mille cinq cent soixante-quinze mètres de la baie d'Arica, un môle de débarquement pour les vapeurs à fort tirant d'eau, un bâtiment pour l'Agence douanière péruvienne, et une station terminus pour le chemin de fer de Tacna, et le commerce de transit du Pérou jouira, dans ces établissements et zones, de la liberté accordée aux ports francs dotés du régime le plus large.

Article 6.

Le Gouvernement du Chili remettra au Gouvernement du Pérou, au moment de l'échange des ratifications, six millions de dollars et, en outre, sans frais pour ce dernier gouvernement, tous les ouvrages publics déjà exécutés ou en construction et les biens-fonds, appartenant à l'Etat et situés dans les territoires qui, conformément au présent traité, seront placés sous la souveraineté péruvienne.

Article 7.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou respecteront les droits privés légalement acquis sur les territoires placés sous leur souveraineté respective et parmi lesquels figure la concession, octroyée par le Gouvernement du Pérou à

operation shall be borne by the two Parties in equal shares. If any dispute arises in the Commission, it shall be settled by the casting vote of a third member appointed by the President of the United States of America, from whose decision no appeal shall lie.

Article 4.

Thirty days after the exchange of the ratifications of the present Treaty, the Government of Chile shall transfer to the Government of Peru all territories which under the Treaty are to come into the possession of Peru. The Plenipotentiaries of the Contracting Parties shall sign a deed of transfer containing a detailed statement of the position and distinguishing characteristics of the frontier-posts.

Article 5.

For the use of Peru, the Government of Chile shall, at its own costs, construct within one thousand five hundred and seventy-five metres of the Bay of Arica a landing stage for fair-sized steamships, a building for the Peruvian Customs office, and a terminal station for the Tacna railway. Within these zones and establishments the transit traffic of Peru shall enjoy the freedom that is accorded in free ports under the most liberal régime.

Article 6.

At the moment of the exchange of ratifications, the Government of Chile shall deliver to the Government of Peru six million dollars and also, without any cost to the latter Government, all public works already completed or under construction and all immovable State property situated in the territories which, under the present Treaty, will come under Peruvian sovereignty.

Article 7.

The Governments of Chile and Peru shall respect legally-acquired private rights in the territories coming under their respective sovereignty, including therein the concession granted in the year one thousand eight hundred and fifty-

l'entreprise du chemin de fer d'Arica à Tacna en mil huit cent cinquante-deux, aux termes de laquelle ledit chemin de fer, à l'expiration du contrat, doit devenir la propriété du Pérou. Le Chili, sans préjudice de la souveraineté qu'il lui appartient d'exercer, constitue à perpétuité, sur la partie de son territoire que la ligne traverse, le droit de servitude le plus large en faveur du Pérou.

Article 8.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou se tiendront quitte réciproquement de toute obligation pécuniaire pendante entre eux, qu'elle résulte ou non du Traité d'Ancón.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes concluront un accord sur la police de la frontière en vue d'assurer la sécurité publique dans les territoires respectifs avoisinant la ligne de démarcation. Cet accord devra entrer en vigueur aussitôt que la province de Tacna passera sous la souveraineté du Pérou.

Article 10.

Les fils de Péruviens nés sur le territoire d'Arica seront considérés comme Péruviens jusqu'à leur vingt et unième année, âge auquel ils pourront opter pour leur nationalité définitive, et les fils de Chiliens nés sur le territoire de Tacna jouiront du même droit.

Article 11.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou, en vue de commémorer l'événement qui consolide leurs relations d'amitié, décident d'ériger, sur la butte d'Arica (Morro de Arica) un monument symbolique, et ils se mettront d'accord sur le projet de ce monument.

Article 12.

Au cas où les Gouvernements du Chili et du Pérou ne seraient pas d'accord sur l'interprétation à donner à chacune des différentes dispositions du présent traité et où, malgré leur

two by the Government of Peru to the Arica-Tacna Railway Company, under which the said railway, at the expiration of the contract, shall become the property of Peru. Without prejudice to the sovereignty she is entitled to exercise, Chile shall grant to Peru a perpetual and absolute easement over that part of the line which passes through her territory.

Article 8.

The Governments of Chile and Peru shall mutually cancel all financial obligations outstanding between them, whether arising under the Treaty of Ancón or otherwise.

Article 9.

The High Contracting Parties shall conclude a Convention relating to the policing of the frontier for the purpose of ensuring public safety in the respective territories adjacent to the boundary. This Convention shall come into force as soon as the Province of Tacna passes under Peruvian sovereignty.

Article 10.

Children of Peruvians born in Arica shall be deemed to be Peruvians until they reach the age of twenty-one, when they shall be entitled to opt for their definitive nationality. Children of Chileans born in Tacna shall enjoy the same right.

Article 11.

To commemorate the consolidation of friendly relations between them, the Governments of Chile and Peru resolve to erect a symbolical monument on the Mound of Arica (*Morro de Arica*), and they will come to an agreement regarding the form this monument is to take.

Article 12.

If the Governments of Chile and Peru disagree as to the interpretation of any of the provisions of this Treaty, and if, in spite of their goodwill, they can reach no agreement, the dispute shall

bonne volonté, ils ne pourraient se mettre d'accord, le Président des Etats-Unis d'Amérique tranchera le différend.

be settled by the President of the United States of America.

Article 13.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Santiago aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-après ont signé le présent traité en double exemplaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Lima, le troisième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-neuf.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

Article 13.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Santiago as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lima, the third day of June, one thousand nine hundred and twenty-nine.

PROTOCOLE COMPLÉMENTAIRE

LES GOUVERNEMENTS DU CHILI et DU PÉROU ont décidé de signer un protocole complémentaire au traité conclu à la même date, et leurs plénipotentiaires respectifs dûment autorisés, sont convenus à cet effet des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Gouvernements du Chili et du Pérou ne pourront, sans accord préalable entre eux, céder à une tierce Puissance la totalité ou une partie des territoires qui, conformément au traité de même date, sont placés sous leur souveraineté respective et ils ne pourront pas non plus, sans remplir cette condition, construire de nouvelles voies ferrées internationales traversant ces territoires.

Article 2.

Les facilités de port que le traité, dans son article 5, accorde au Pérou, consisteront dans le transit libre le plus absolu des personnes, marchandises et armes à destination du territoire péruvien et en provenance de ce territoire, à travers le territoire chilien. Les opérations d'embarquement et de débarquement s'effec-

SUPPLEMENTARY PROTOCOL.

The Governments of Chile and Peru have agreed to sign a Supplementary Protocol to the Treaty signed this day, and their respective Plenipotentiaries, being duly authorised, have for that purpose agreed on the following provisions :

Article 1.

The Governments of Chile and Peru shall not, without previous agreement between them, cede to any third Power the whole or part of the territories which, in conformity with the Treaty of this date, come under their respective sovereignty, nor shall they, in the absence of such an agreement, construct through those territories any new international railway lines.

Article 2.

The port facilities granted to Peru under Article 5 of the Treaty shall comprise the most complete freedom of transit for persons, goods and arms to Peruvian territory and from Peruvian territory through Chilean territory. Until the works mentioned in Article 5 of the Treaty are constructed and completed, the operations

tueront, en attendant la construction et l'achèvement des ouvrages indiqués à l'article 5 du traité, par la partie du môle du chemin de fer d'Arica et La Paz, réservée au service du chemin de fer d'Arica à Tacna.

Article 3.

Le « Morro de Arica » sera désarmé et le Gouvernement du Chili construira à ses frais le monument convenu aux termes de l'article II du traité.

Le présent protocole fera partie intégrante du traité de même date et, en conséquence, sera ratifié ; les ratifications seront échangées à Santiago du Chili aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-après ont signé le présent protocole complémentaire et y ont apposé leurs sceaux.

Fait, en double exemplaire, à Lima, le troisième jour du mois de juin mil neuf cent vingt-neuf.

of embarkation and landing shall be carried out in the area of the jetty of the Arica-La Paz railway reserved for the use of the Arica-Tacna railway.

Article 3.

The fortifications on the Mound of Arica (*Morro de Arica*) shall be dismantled, and the Chilean Government shall at its own cost construct the monument agreed upon in Article II of the Treaty.

The present Protocol shall form an integral part of the Treaty of this date, and shall accordingly be ratified, and its ratifications shall be exchanged at Santiago de Chile as soon as possible.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Supplementary Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Lima, the third day of June, one thousand nine hundred and twenty-nine.

(L. S.) E. FIGUEROA.

(L. S.) Pedro José RADA Y GAMIO.

N° 2158.

ETHIOPIE ET ITALIE

**Traité d'amitié, de conciliation et
d'arbitrage. Signé à Addis Abeba,
le 2 août 1928.**

ABYSSINIA AND ITALY

**Treaty of Amity, Conciliation and
Arbitration. Signed at Addis
Abeba, August, 2 1928.**

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2158. — TRATTATO¹ DI AMICIZIA, DI CONCILIAZIONE E DI ARBITRATO TRA L'ETIOPIA E L'ITALIA. FIRMATO A ADDIS ABEBA, IL 2 AGOSTO 1928.

Textes officiels italien et amharique communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et le ministre d'Ethiopie à Paris. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 septembre 1929.

SUA MAESTA VITTORIO EMANUELE III RE D'ITALIA e SUA MAESTÀ ZAUDITÙ IMPERATRICE DI ETIOPIA hanno voluto che l'amicizia dei Loro due Stati divenga più salda e durevole e che le relazioni economiche tra i due Paesi vadano ampliandosi.

Perciò il Commendator Giuliano CORA, Ministro Plenipotenziario del Regno d'Italia, in nome di SUA MAESTÀ VITTORIO EMANUELE TERZO e Suoi Successori, e SUA ALTEZZA IMPERIALE TAFARI MACONNEN, EREDE DEL TRONO e REGGENTE DELL'IMPERO ETIOPICO, in nome DELL'IMPERATRICE ZAUDITÙ, in nome Suo personale e dei Loro Successori,

Hanno convenuto quanto segue :

Articolo Primo.

Vi sarà pace costante ed amicizia perpetua tra il Regno d'Italia e l'Impero Etiopico.

Articolo Secondo.

I due Governi si impegnano reciprocamente a non compiere, sotto alcun pretesto, alcuna azione che possa nuocere o ledere l'indipendenza dell'altro, ed a salvaguardare gli interessi dei loro rispettivi Paesi.

Articolo Terzo.

I due Governi si impegnano ad ampliare ed a far prosperare il commercio esistente tra i due Paesi.

Articolo Quarto.

I cittadini, sudditi e protetti italiani al loro stabilimento in Etiopia e gli etiopici al loro stabilimento in Italia e sue Colonie, per il loro commercio ed il loro lavoro, necessità di vita e di sussistenza e per tutto ciò che riguarda l'esercizio delle loro professioni, del loro commercio e del loro lavoro sono tenuti all'osservanza ed al rispetto delle leggi dello Stato in cui dimorano.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Addis Abeba, le 3 août 1929.

Resta inteso che continueranno ad essere applicate ai cittadini sudditi e protetti italiani in Etiopia le disposizioni dell'articolo 7 del trattato¹ tra l'Impero Etiopico e la Repubblica Francese concluso il 10 gennaio 1908, fino a che quest'ultimo trattato resterà in vigore.

Articolo Quinto.

I due Governi si impegnano a sottoporre ad una procedura di conciliazione o di arbitrato le questioni che sorgeranno tra di loro e che non abbiano potuto essere risolte con i normali mezzi diplomatici, senza aver ricorso alla forza delle armi. Tra i due Governi di comune accordo saranno scambiate note circa il modo di scegliere gli arbitri.

Articolo Sesto.

Il presente trattato da registrarsi alla Società delle Nazioni, sarà ratificato e lo scambio delle ratifiche avrà luogo ad Addis Abeba il più presto possibile.

Articolo Settimo.

Il presente trattato avrà la durata di venti anni dallo scambio delle ratifiche. Allo spirare di tale termine esso sarà rinnovabile di anno in anno.

Fatto in duplice copia e di identico tenore nelle due lingue ufficiali italiana ed amharica, una delle copie resta nelle mani del Governo Italiano e l'altra nelle mani del Governo Etiopico.

ADDIS ABEBA 2 agosto 1928 Anno VI. (Il giorno 26 del mese di hamlé dell'anno 1901 della Misericordia.)

(L. S.) Giuliano CORA.

l'Erede del trono di Etiopia,

(L. S.) Tafari MACONNEN.

Copie certifiées conformes :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 31 août 1929, VII.

Mussolini.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 833.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 997.

¹ TRADUCTION.

N^o 2158. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE
ENTRE L'ETHIOPIE ET L'ITALIE. SIGNÉ A ADDIS ABEBA, LE
2 AOUT 1928.

SA MAJESTÉ VICTOR EMMANUEL III, ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ ZAUDITÙ, IMPÉRATRICE D'ETHIOPIE, sont animés du désir de voir l'amitié existant entre leurs deux Etats devenir plus étroite et plus durable, et les relations économiques se développer entre les deux pays.

En conséquence, le Commendatore Giuliano CORA, ministre plénipotentiaire du Royaume d'Italie au nom de SA MAJESTÉ VICTOR EMMANUEL III ET DE SES SUCCESSEURS ; et SON ALTESSE IMPÉRIALE TAFARI MACONNEN, HÉRITIER DU TRÔNE ET RÉGENT DE L'EMPIRE D'ETHIOPIE, au nom de l'IMPÉRATRICE ZAUDITÙ, en son nom personnel et en celui de ses successeurs,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Une paix constante et une amitié perpétuelle régneront entre le Royaume d'Italie et l'Empire d'Ethiopie.

Article 2.

Les deux gouvernements s'engagent réciproquement à n'accomplir, sous aucun prétexte, aucun acte susceptible de nuire ou de porter atteinte à l'indépendance de l'autre, et à sauvegarder les intérêts de leurs pays respectifs.

Article 3.

Les deux gouvernements s'engagent à développer et à faire prospérer le commerce existant entre les deux pays.

Article 4.

Les ressortissants, sujets et protégés italiens, lors de leur établissement en Ethiopie, et les Ethiopiens, lors de leur établissement en Italie et dans les colonies italiennes, sont tenus, en ce qui concerne leur commerce et leur travail, leurs besoins et leur entretien et tout ce qui regarde l'exercice de leur profession, de leur commerce et de leur travail, d'observer et de respecter les lois de l'Etat où ils résident.

Il est entendu que continueront à être appliquées aux ressortissants susdits et aux protégés italiens en Ethiopie les dispositions de l'article 7 du Traité conclu entre l'Empire d'Ethiopie et la République française, le 10 janvier 1908, aussi longtemps que ce traité restera en vigueur.

Article 5.

Les deux gouvernements s'engagent à soumettre à une procédure de conciliation et d'arbitrage les questions litigieuses qui pourraient s'élever entre eux et qui n'auraient pu être résolues par les

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2158. — TREATY OF AMITY, CONCILIATION AND ARBITRATION
BETWEEN ABYSSINIA AND ITALY. SIGNED AT ADDIS ABEBA,
AUGUST 2, 1928.

HIS MAJESTY VICTOR EMMANUEL III, KING OF ITALY, and HER MAJESTY ZAUDITÙ, EMPRESS OF ABYSSINIA, are desirous of seeing the friendship between their two States still further strengthened and maintained and economic relations between the two countries promoted.

Accordingly, Commendatore Giuliano CORA, Minister Plenipotentiary of the Kingdom of Italy, in the name of HIS MAJESTY VICTOR EMMANUEL THE THIRD and His Successors, and HIS IMPERIAL HIGHNESS TAFARI MAKONNEN, HEIR TO THE THRONE AND REGENT OF THE ABYSSINIAN EMPIRE, in the name of THE EMPRESS ZAUDITÙ, in His own name and in the name of Their Successors, Have agreed as follows :

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Italy and the Abyssinian Empire.

Article 2.

Each Government undertakes not to engage, under any pretext, in action calculated to injure or prejudice the independence of the other, and the two Governments undertake to safeguard the interests of their respective countries.

Article 3.

Both Governments undertake to develop and promote trade between the two countries.

Article 4.

Italian nationals, subjects and protected persons, on their establishment in Abyssinia, and Abyssinians on establishment in Italy and her colonies, shall, in respect of their trade and labour, the necessities of life and maintenance, and overeverything concerned with the exercise of their occupations, trade and labour, be bound to observe and respect the laws of the State in which they reside.

It is understood that the provisions of Article 7 of the Treaty between the Abyssinian Empire and the French Republic, concluded on January 10, 1908, shall continue to apply to the above-mentioned Italian nationals, subjects and protected persons in Abyssinia as long as the said Treaty remains in force.

Article 5.

Both Governments undertake to submit to a procedure of conciliation and arbitration disputes which may arise between them and which it may not have been possible to settle by ordinary

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

moyens diplomatiques ordinaires, sans avoir recours à la force des armes. Des notes seront échangées d'un commun accord entre les deux gouvernements en ce qui concerne le mode de désignation des arbitres.

Article 6.

Le présent traité devra être enregistré à la Société des Nations ; il devra être ratifié, et l'échange des ratifications aura lieu à Addis-Abeba le plus vite possible.

Article 7.

Le présent traité est conclu pour une durée de vingt années à dater de l'échange des ratifications. A l'expiration de cette période, il sera renouvelable d'année en année.

Fait en double exemplaire de teneur identique, dans les deux langues officielles italienne et amharique ; l'un des exemplaires restera en la possession du Gouvernement italien et l'autre en la possession du Gouvernement éthiopien.

ADDIS-ABEBA, le 2 août 1928, l'An VI.

(Le 26 du mois de Hamle de l'an 1901 de la Miséricorde.)

(L. S.) Giuliano CORA.

L'Héritier du Trône d'Ethiopie :

(L. S.) Tafari MACONNEN.

diplomatic methods, without having recourse to armed force. Notes shall be exchanged by common agreement between the two Governments regarding the manner of appointing arbitrators.

Article 6.

The present Treaty, which shall be registered with the League of Nations, shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Addis Abeba as soon as possible.

Article 7.

The present Treaty is concluded for a period of twenty years from the date of the exchange of ratifications. On the expiry of this period it shall be renewable from year to year.

Done in two copies, of identical tenor, in the two official languages, Italian and Amharic, one copy to remain in the hands of the Italian Government and the other in the hands of the Abyssinian Government.

ADDIS ABEBA, *August 2, 1928, Year VI.*
(The twenty-sixth day of Hamlé of the Year of Grace 1901.)

(L. S.) Giuliano CORA.

(L. S.) Tafari MARONNEN,
Heir to the Throne of Abyssinia.

N° 2159.

ETHIOPIE ET ITALIE

**Convention routière signée à Addis
Abeba, le 2 août 1928.**

ABYSSINIA AND ITALY

**Road Convention signed at Addis
Abeba, August 2, 1928.**

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 2159. — CONVENZIONE STRADALE TRA L'ETIOPIA E L'ITALIA.
FIRMATA A ADDIS ABEBA, 2 AGOSTO 1928.

*Textes officiels italien et amharique communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 26 septembre 1929.*

IL REGNO D'ITALIA e L'IMPERO ETIOPICO, hanno convenuto e stipulano la seguente convenzione :

Articolo Primo.

Questa Convenzione è fatta per due scopi : la costruzione di una strada automobilistica da Assab a Dessiè e la concessione al Governo Etiopico di una zona franca nel porto di Assab. Questi due obblighi dovranno essere inseparabilmente adempiuti.

Articolo Secondo.

Allo scopo di ampliare il commercio tra i due Paesi il Governo Etiopico costruirà il tratto di detta strada in territorio etiopico da Dessiè fino al confine italiano verso Assab.

Il Governo Italiano da parte sua costruirà il rimanente tratto di strada dal porto di Assab fino al confine etiopico.

Il Governo Etiopico potrà costruire a proprie spese il tratto di strada nel suo territorio, oppure a mezzo di una Società cui esso Governo etiopico si riserva di concedere, con atto da esso stesso definito, tale costruzione. Se i lavori saranno eseguiti a mezzo di una Compagnia, il Governo Etiopico potrà partecipare a tale Compagnia in qualità di azionista.

Articolo Terzo.

Per il trasporto delle merci e dei passeggeri con automezzi sulla strada camionabile Assab-Dessiè sarà formata una Compagnia italo-etiopica. Il Governo etiopico potrà fornire direttamente la sua quota del capitale della Compagnia o farla sottoscrivere per azioni da altri. Soltanto questa Compagnia italo-etiopica avrà la concessione del trasporto delle merci e dei passeggeri su questa strada e ciò non verrà concesso ad altre Compagnie.

Articolo Quarto.

Nel porto di Assab il Governo italiano darà in concessione al Governo etiopico per anni centotrenta una zona di terreno in località conveniente all'approdo delle navi, nell'interno della città od all'esterno di essa, secondo la scelta che il Governo etiopico farà tra le due zone propostegli da quello italiano.

La superficie della zona sarà di seimila metri quadrati se nell'interno della città e di trentamila metri quadrati se allo esterno di essa. Il Governo etiopico potrà mutare secondo la convenienza la lunghezza e la larghezza di questa zona. E ciò ad esclusione del mare.

Se in avvenire la zona franca prescelta dal Governo etiopico risulti insufficiente allo sviluppo degli interessi etiopici, il Governo italiano accoglierà benevolmente una eventuale domanda da parte del Governo etiopico per l'aumento della detta zona.

Tuttavia se la zona prescelta sarà quella dei seimila metri quadrati, l'aumento della estensione sarà soltanto quale risulterà possibile concedere in relazione alla località stessa, data la scarsa disponibilità di terreno in quel settore.

Questa zona di terreno sarà completamente delimitata da una Commissione di esperti scelti dai due Governi ed ai confini di essa saranno posti dei segnali.

Per tale zona concessagli il Governo etiopico pagherà al Governo italiano annualmente un Tallero Maria Teresa d'affitto.

Il Governo etiopico potrà costruire nella zona franca un deposito per merci che saranno esenti da qualsivoglia dazio doganale, le altre costruzioni necessarie alla gestione dei depositi e tutte le altre case che saranno necessarie, approntarvi ogni utile lavoro, metterla in valore in modo da ampliare gli utili pecuniari che possono esserne ricavati e farvi ogni conveniente cosa o di speciale utilità.

Il Governo etiopico avrà facoltà di costruire sull'area del deposito, od in collegamento con essa mediante un passaggio da stabilirsi, un pontile a mare ad uso dell'Etiopia. A detto pontile potranno approdare le navi del Governo etiopico e le navi di commercio di altri Stati. Il Governo etiopico avrà un diritto di passaggio per tutto ciò che farà transitare dal pontile al deposito su indicato e da esso al punto di intersezione del confine italo-etiopico della strada che sarà costruita secondo il disposto di cui all'Articolo secondo, sotto riserva dell'osservanza delle convenzioni internazionali.

Articolo Quinto.

Prima che si inizino i lavori pel compimento degli obblighi derivanti dalla presente convenzione, la Commissione degli esperti di cui all'Articolo quarto definirà quanto segue :

Primo. Stabilirà dettagliatamente tutte le questioni circa i lavori e le spese per i lavori seguenti :

- a) I lavori della strada, la sua organizzazione ed il modo di metterla in valore.
- b) La costituzione della Società per i trasporti automobilistici, la questione delle entrate e quella degli obblighi che dovranno essere adempiuti dalla Compagnia.
- c) Quanto è necessario alla costruzione ed alla manutenzione della strada.
- d) La scelta dei tecnici e degli operai specialisti per i lavori.
- e) Le tasse e dogane da pagare per la strada.

Secondo. Stabilirà i regolamenti locali, tutta la competenza giudiziaria e quanto è connesso con l'applicazione dell'Articolo sesto per la zona franca.

Articolo Sesto.

Pur non portando alcuna limitazione all'applicazione delle leggi e dei regolamenti italiani, le eventuali contestazioni sorte tra i funzionari del Governo etiopico che dimorino nella zona franca potranno essere giudicate dal locale Rappresentante di quel Governo, secondo norme e disposizioni emanate dallo stesso Governo etiopico.

Articolo Settimo.

Gli impegni della presente Convenzione diventeranno reciprocamente efficienti quando le Alte Parti contraenti abbiano entrambe eseguiti i rispettivi obblighi e quando i due Governi avranno approvato le conclusioni della Commissione degli esperti.

Articolo Ottavo.

Le disposizioni della presente Convenzione avranno vigore per tutta la durata della concessione della zona franca. Tuttavia se durante questo tempo le Alte Parti contraenti lo riterranno necessario, potranno d'accordo modificarne le disposizioni secondo le possibilità e le opportunità del momento.

Articolo Nono.

Allo scadere di questa Convenzione il Governo etiopico avrà la facoltà dal Governo italiano di conservare in proprietà privata alle condizioni degli altri proprietari terrieri di Assab tutti gli immobili da esso costruiti nella zona franca concessagli nel porto di Assab.

Articolo Decimo.

Allo scadere della presente Convenzione i due Stati contraenti potranno d'accordo rinnovarla.

Fatto in duplice copia nelle due lingue ufficiali italiano ed amarico, essendo i due testi identici ; una copia resterà nelle mani del Governo italiano ed una nelle mani del Governo etiopico.

Il Commendatore Giuliano CORA, Ministro Plenipotenziario di Sua Maestà il Re d'Italia, in nome del Governo italiano, e Sua Altezza Tafari MACONNEN, Erede del Trono e Reggente dell'Impero etiopico, in nome del Governo Etiopico, lo hanno firmato e sigillato coi loro sigilli.

Addis Abeba 2 agosto 1928 Anno VI. (Il giorno 26 del mese di hamlé dell'anno 1901 della Misericordia.)

(L. S.) Giuliano CORA.

L'Erede del trono di Etiopia,

(L. S.) Tafari MACONNEN.

Copie certifiée conforme :

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie.

Rome, le 31 août 1929, VII.

Mussolini.

TEXTE AMHARIQUE. — AMHARIC TEXT.

N° 2159.

Italian and Amharic official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place September 26, 1929.

ረገዳ ጽዳታ፡ መንግሥት፡ የጊግራፊ.
 መንግሥት፡ ቀጥሎ፡ የተጻፈውን፡ ውልቅ ተሰ
 ጠቅላይ ጽ/ቤት፡ ተቀውሎ ለቀጠለ፡፡
 መጀመሪያ፡፡
 ይህ - በግንባር ስራ፡ ስለ፡ ሁለት፡ ነገር፡
 ተገኝቷል፡፡ ጠቅላይ፡ አሰጣጥ፡ አሰጣጥ፡ የሚሄድ፡
 የአቶ ግንባር፡ መንግሥት፡ ለመጠራታት፡
 በአሰጣጥ፡ ግንባር፡ ጠቅላይ፡ ነገር - የሆነ፡
 ጠቅላይ፡ ለአቶ ጽዳታ - መንግሥት፡ በውል፡
 ለመሰጠት፡ ነው፡፡ አንዲህ፡ ሁለት፡ ገደ
 ታዋቂ፡ ሳይሆን፡ የሚሄድ ሁኔታ፡ ነችው፡፡

ሁለተኛ፡፡

በሁለቱ ፡ አገሮች ፡ መገንባት ፡ ንግድ ፡

ለመገንባት ፡ የዚህን ፡ መንገድ ፡ በኢት

ዮጵያ - ግዛት ፡ ውስጥ ፡ ገንባት ፡ ሲሆን ፡

በአሰጣጡ ፡ በጥሩ ፡ አሰጣጡ ፡ ኢጣሊያ ፡

ግዛት ፡ ውስጥ ፡ ፍራንሰስ ፡ ያለውን ፡ የኢ

ትዮጵያ ፡ መንገድ ፡ ያወሰነ ፡፡

የኢጣሊያ ፡ መንገድ ፡ በወገኑ ፡ ገንባት ፡

ገንባት ፡ ጠረፍ ፡ አገሰቶ ፡ አሰጣጡ ፡ ኢት

ዮጵያ ፡ ግዛት ፡ ውስጥ ፡ ፍራንሰስ ፡ ተሰጥቶ ፡

መንገድ ፡ ያወሰነ ፡፡ የኢትዮጵያ ፡ መንገድ ፡

ገንባት ፡ ለመገንባት ፡ የመንገድ ፡ ገንባት ፡

በሁለቱ ፡ ገንባት ፡ ወይም ፡ ሌላ ፡ በሆኑ

ሰነድ ፡ ውስጥ ፡ ሆኖ ፡ አንድ ፡ በሆኑ

ሰነድ ፡ ገንባት ፡ ለመገንባት ፡

ይቻላል ፡፡ በመገንባት ፡ ለመገንባት ፡

የታሰበ፡ አንድ ሆኖ = የኢትዮጵያ፡ መንግሥት

ለመሠበሩ = ውስጥ = ገለ፡ አንገሥቱን = ለመ

ሆን = ህግ ላይ፡፡

ሰነድ፡፡

ገንዘብ = ወጪ = አሰብ = በሚህረት = መንግሥት፡

የንግድ፡ ሰነድ፡ ሰነድ፡ በአቶሞሊድ፡ ለመመ

ላለሰ፡ የኢትዮጵያ = የኢጣሊያ = አንድ፡ ማሰብ

በረ = ርቆ ማለት = የኢትዮጵያ = መንግሥት፡

ለአቶሞሊድ፡ ማመላለስ፡ ለሚቆጠሩ፡ ማ

ሠበረ፡ የሚከፈለውን፡ የህዝብ፡ ልምድ፡ ገንዘብ

ህዝብ፡ ለመስጠት፡ ሲሆን፡ ወይም፡ ማሰብ፡

በአንገሥቱን፡ ለሌሎችም፡ ለመሸጥ፡ ሲሆን፡ ይቻላል፡፡

በዚህም = መንግሥት፡ ላይ፡ የኢትዮጵያ፡ የኢጣሊያ፡

ማሠበረ፡ ገንዘብ፡ የንግድ፡ ሰነድ፡ ሰነድ፡ አንድ

መላለሰ፡ ይህ ቀደምት፡ አንድ፡ ለሌላ፡

ማሠበረ፡ አዲስ ቀደምት ለታወቀ፡፡

አ ሌ ተ ኛ ::

በ አሰብ - በ ሕግ : ጠ ሌ ል : ለመገባት : መጽ
 መጽ : በመጽ መቶ : ጠቃ : ላይ : በገተ መጽ : ውስጥ :
 ሲሆን : በገተ መጽ : ውጭ : ሲሆን : የኢጣሊያ :
 መንግሥት : በመጽ ዋና ገባት : በሌላ : ጠቃ :
 የኢትዮጵያ : መንግሥት : እንደ መገባት :
 አንድ : የመገባት : ገባት : ለመጽ : በሌላ : ዓመታት :
 የኢጣሊያ : መንግሥት : በኢትዮጵያ : መንግሥት
 ገንዘብ : የሆነው : የዚህ ግጥ : የመገባት :
 ገባት : በሌላ : በገተ መጽ : ውስጥ : የሆነ : አንድ :
 ሰነድ : ሆኖ : ገባት : ነው : ለገተ መጽ :
 ውጭ : የሆነ : አንድ : ገንዘብ : ሆኖ :
 መጽ : ገባት : የሆነው : የዚህ ግጥ : ጠቃ :
 ወርዶ : ገንዘብ : የኢትዮጵያ : መንግሥት :

እንደ ጣሪ መቻላት፡ ኢሰው ጠው፡ ሄጃ ገል፡ ይኸው
 ም፡ ከባላት፡ በቀር፡ ነው፡፡ ለኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡
 ገዢነት፡ የሚመሰጠው፡ ነጻ፡ ቦታ፡ ወይ፡ ሌላ፡
 የኢትዮጵያን፡ ጥቅም፡ ለማሳካት፡ የሚያጠቃ፡
 ሆኖ፡ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ ቦታው፡ እንደ
 ስራ፡ ጭማሪ፡ የጠየቀ፡ አንድ ሆነ፡ የኢጣሊያ፡
 መንግሥት፡ ጥያቄውን፡ በመልካም፡ ልቃዎቹ
 ይቀበላል፡፡ ነገር፡ ገን። የሚመረጠው፡
 ቦታ፡ ስፍራ፡ ሺ፡ ሚትር፡ ካሉ፡ የሆነ፡
 አንድ ሆነ፡ በዚህ፡ ክፍል፡ ውስጥ፡ ሰው፡
 ያላዳዘው፡ ቦታ፡ አካለ፡ ያለ፡ ሰለሆነ፡
 የሚሰጠው፡ ተጨማሪ፡ ቦታ፡ አንድ፡ ቦታው፡
 መጠን፡ ታይቶ፡ ለመሰጠት፡ የሚችለውን፡
 ያህል፡ ተቻቻ፡ ሄሆናል፡፡ ይኸንገግ፡ የመሌቶ፡
 ክፍል፡ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ ያኢጣ
 ሊደ፡ መንግሥት፡ የሚመሰጠው ጧቸው፡

ምዕ- የተለየ = ፕቶም = ያላውን = ናገረ = ሁሉ =
 ለመገዛ ሌት = ዲኛላል = ናገረ = ለኢትዮጵያ፡
 የሚሆን = ሰብ = ማውረዳ = ያላዳል = በጠ
 ሌላ = በጠረ = ወስኖ = በሰብ = ማሰቀመጫ
 መሪት - ወይም - በሚወስነው = መንገድ -
 ገሰቃ - ማሰቀመጫው = ጋራ - በሚገጠመው፡
 መሪት = የኢትዮጵያ = መንገዳት = ለመገዛ
 ሌት = ረቃዳ = ያገኛል፡፡ የሌላን = መርከብና
 የሌሎችም = የገገዳ = መርከብኙ በዚህ =
 ይላዳል = አጠገብ - አንዳቸው፡ ሆኖ
 ለቃል፡ ገዳዳዬ፡ አሰገ፡ ሆኖ፡ ማሰቀመጫው = ቤት፡
 ዳገም = ገዢ - ቤት = በዚህ - ውል = በሁለተኛው፡
 ክፍል - በሚሠራው፡ መንገድ = አሰገ = ዳገ
 በረ = ደረሰ፡ የኢትዮጵያ - መንገዳት = የዳላም -
 ናገዳት = የተሰማው በትን - በምምናት -

አዩጠጠቀ፡ ህግሠጡን = ሁሉ = ለህግ ስላል =

ይችላል።

:: አገዳድ ስላት ስ።

የዚህን - ውል - ግዴታ ጥንቃቄ፡ ለህግ ስላል ጸግ።

የሚሆኑ፡ ሥራ ጥንቃቄ = ስሜት መሥሪያ፡ በአካባቢ

ኛው፡ ክፍል ስለ፡ የተናገረው = የአዋቂ ጥንቃቄ =

ማይሰጥ ስለ፡ ብናሉ = የሚገኘውን = ይወስናሉ።

መሆኑን - ቀናሉ = ስላል = ተጽዕኖች = ሥራ ጥንቃቄ፡

የገንዘብ ጥያቄ፡ የሥራ ጥንቃቄ፡ ነገር፡ ዝር

ዝር = ይወስናሉ።

ሀ። ስላል = መንገድ - ሥራ፡ ስላል፡ መ

ንገድ = አጠጣቢ ጥያቄ = ኢንፎርሜሽን

ሲታይድ ስ።

ለ። በአቶሞ ስላል፡ ህግ - የሚሰጥ

ሳላት፡ አንድ፡ ማይሰጥ፡ ስላል፡

ህግ ትምህርት፡ ስላል ማይሰጥ፡

ገንዘብ፤ ደግሞ፡ ማይሰጥ፡

አንድ ደብዳቤ ጽሑፍ ይጻፍ፡ የሚገባ

ሆኖ ገቢ፡ ገቢ ተወካዮች፡ ፍቅር፡

ሀ። ገንዘብ = ለመሥሪያ ቤቅ ፍ፡

ለሚገባ ስ፡ ስለሚገባ ስራ ስራ ፍ፡

ሀ። ስራ ስራ፡ ስራ = ሰራተኛ፡

ያሳያል ፍ፡ ሠራተኛዎች፡ ስለ

መገምገም ፍ፡ ፍ፡

ሠ። ስራ = ስራ ፍ፡ ስራ፡ መገምገም

ገቢ፡ የሚገባ ስራ፡ ተገቢ፡

የገንዘብ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡

ሁለተኛ = ስራ፡ ፍ፡ ስራ፡ ስራ፡ ስራ፡

ፍ፡ ፍ፡ የሚገባ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡

ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡

ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡

ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡

ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡ ፍ፡

∴ ስገ ስገ ስገ ስገ ∴-

የኢጣሊያ፡ መንግሥት = ዲንገና፡ ጾ
 ርክት፡ መጠበቁና፡ መከበሩ፡ በግንግግ፡
 ዛፍናገ፡ በኃይሉ = መራት፡ የሚኖሩ፡
 የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ ሠራተኞች፡
 እርሱ፡ በሰላም፡ የሙግት፡ ነገር፡ ያ
 ነሱ፡ እንደሆነ፡ የኢትዮጵያ፡ መን
 ግሥት፡ በሚያቆሙ፡ ትእዛዝ፡
 ዲንገ፡ እዚያው፡ ያሉው፡ እንደሆነው
 ነገራቸውን፡ ለመጠቀም፡ ያችላሉ።

-∴ ስገ ስገ ስገ ስገ ∴-

ክፍ = ያሉት፡ ተዋዋሎች፡ ገዢነ፡ ጠል፡
 የተቀበሉትን፡ ግዴታዎች፡ ሁለቱም፡ በ
 ሌዳሙ = ገዢ = ኢሳይ = የተነገረው =
 የአዋቂዎች፡ መሠበር = የተሰማ ጠገን፡
 ቀል፡ ሁለቱም = መንግሥቶች፡ ከሰላም፡

በኋላ ፡ የውሎ ፡ ቃል ፡ በሁለቱም ፡ ላይ ፡

ጸንቶ ፡ ይረገዳል ።

- ። በግምት ፡ -

የአሰብ ፡ መሪዎች ፡ ነዳግ ፡ ገፍቶ ፡ በውስጥ ፡

ተሰጥቶ ፡ በሚቆይበት ፡ ዘመን ፡ ሁሉ ፡ የዚህ ፡

ውስጥ ፡ ቃል ፡ ጸንቶ ፡ ይኖራል ። በሌላ ፡ ሆኖ ፡

በዚህ ፡ ዘመን ፡ መገኘት ፡ ገፍቶ ፡ ያሉ ፡ ሁለቱ ፡

ተዋዋሪዎች ፡ የሚኖሩበት ፡ መሰሎ ፡ ይታያል ፡

ቸው ፡ እንደ ፡ ሆኖ ፡ የውሎን ፡ ቃል ፡ ለጊዜው ፡

እንደሚመቸው ፡ እንደሚቻለው ፡ ተሰ

ማምተው ፡ ለመለወጥ ፡ ይችላሉ ።

- ። ዘጠነኛ ፡ -

የውሎ ፡ ዘመን ፡ ሲረገድ ፡ የኢተዮጵያ ፡

መንግሥት ፡ በአሰብ ፡ ጠረፍ ፡ ውስጥ ፡ በተ

ቀበለው ፡ ነዳግ ፡ መሪዎች ፡ ላይ ፡ የሠራውን ፡

የሚኖሩበት ፡ ሁሉ ፡ በአሰብ ፡ እን

ዲሞክራሲያዊ ጥያቄዎች፡ አንድ፡ ሌሎች፡ ገለጽ ስላቸው፡
 ርዕሳዊ፡ አጭር፡ አንድ ምርጫ፡ የኢጣሊያ፡
 መንግሥት፡ ይፋ ሆኖ ለታዘ፡፡
 - ፡፡ አጠቃላይ ሆኖ፡፡-

የዚህ፡ ውል፡ ዘመን፡ ሲመረጥ ስላለ፡፡
 ተዋዋይነት፡ መንግሥቶች፡ ገደብ ማው፡ አንድ፡
 ገና፡ ውሉን፡ ለማድረግ፡ ይቻላል፡፡ ይህም፡
 ውል፡ በሁለቱ፡ የኦሪገናል፡ ቋንቋዎች፡
 ገጣጭ ሆኖ፡ በኢጣሊያን፡ በታገኘው፡ ገሀ
 ለቶ፡ ላይ፡ ተጽዕኖ፤ የኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡
 አላገ፡ ወራሽና፡ አንድ ሁኔታ፡ ልዩ ልዩ፡ ተፈጥሮ፡
 መጠንን፡ በኢትዮጵያ፡ መንግሥት፡ ስም፡
 ሆኖ ሲገኝ፡ የግርማዎች፡ የኢጣሊያ፡ ንጉሥ፡
 ገለ፡ ሙሉ፡ ስላለ፡ ማድረግ፡ ማድረግ፡ ሆኖ
 ይቻላል፡ ይህም ሆኖ፡ ገሀ፡ በኢጣሊያ፡ መንግ

ጸሐፊዎች፡ ለገባቸው፡ ሆኖታ፡ አቶመውጠው፡ ሆኖታ፡ ሆኖታ፡
 መውጠታ፡ አንድደባቸው፡ በኢትዮጵያ-መንግሥት፡
 ገጠሞች፡ አቶ፡ ሆኖታ፡ በኢትዮጵያ፡
 መንግሥት፡ አቶ፡ ይቀመጣሉ፡፡ ለገባቸው፡
 ገባቸው፡ ገባቸው፡ ገባቸው፡ ገባቸው፡ ገባቸው፡
 አባቶች፡ ይ፡ አቶ፡ መ፡ አቶ፡ ወ፡ ተ፡ ሆኖታ፡

(L. S.)

Per copia conforme all'originale :

Il traduttore,
 Toscani Ettore.

Visto :

Il capo dell'ufficio studi e propaganda
 del ministero delle colonie,

G. Zussa.

Roma, il 15 marzo 1930/VIII.

¹ TRADUCTION.N^o 2159. — CONVENTION ROUTIÈRE ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ITALIE. SIGNÉE A ADDIS ABEBA, LE 2 AOUT 1928.

LE ROYAUME D'ITALIE et L'EMPIRE D'ETHIOPIE sont convenus des dispositions de la convention suivante :

Article premier.

La présente convention est faite à deux fins : la construction d'une route automobile d'Assab à Dessié, et la concession au Gouvernement éthiopien d'une zone franche dans le port d'Assab, ces deux obligations étant liées et devant être remplies ensemble.

Article 2.

En vue de développer le commerce entre les deux pays, le Gouvernement éthiopien construira le tronçon de ladite route en territoire éthiopien, de Dessié jusqu'à la frontière italienne vers Assab.

De son côté, le Gouvernement italien construira le reste du tronçon de la route, depuis le port d'Assab jusqu'à la frontière éthiopienne.

Le Gouvernement éthiopien pourra construire le tronçon de la route sur son territoire soit à ses frais, soit par l'intermédiaire d'une société à laquelle le Gouvernement éthiopien se réserve de concéder cette construction, par contrat, dont la forme sera définie par ce gouvernement lui-même. Si les travaux sont exécutés par l'intermédiaire d'une compagnie, le Gouvernement éthiopien pourra faire partie de celle-ci en qualité d'actionnaire.

Article 3.

Il sera constitué une compagnie italo-éthiopienne pour le transport des marchandises et des voyageurs circulant en véhicules automobiles sur la route Assab-Dessié, accessible à ces véhicules. Le Gouvernement éthiopien pourra fournir directement sa quote-part du capital de la compagnie ou la faire souscrire au moyen d'actions étrangères. Seule, ladite compagnie italo-éthiopienne aura la concession du transport des marchandises et des voyageurs sur ladite route, à l'exclusion de toute autre compagnie.

Article 4.

Dans le port d'Assab, le Gouvernement italien donnera en concession au Gouvernement éthiopien pour une durée de cent trente années une zone de terrain, en un emplacement où les navires pourront accéder convenablement, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la ville, selon le choix que le Gouvernement éthiopien fera entre les deux zones proposées par le Gouvernement italien.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.N^o 2159. — ROAD CONVENTION, BETWEEN ABYSSINIA AND ITALY.
SIGNED AT ADDIS ABEBA, AUGUST 2, 1928.

The KINGDOM OF ITALY and the ABYSSINIAN EMPIRE have agreed on the provisions of the following Convention :

Article 1.

The present Convention is concluded for two purposes : the construction of a motor-road from Assab to Dessieh, and the concession of a free zone in the port of Assab to the Abyssinian Government. The fulfilment of one of these two obligations shall be conditional upon the fulfilment of the other.

Article 2.

With a view to developing trade between the two countries, the Abyssinian Government shall construct the section of the said road in Abyssinian territory from Dessieh as far as the Italian frontier in the direction of Assab.

The Italian Government for its part shall construct the remaining section of road from the port of Assab to the Abyssinian frontier.

The Abyssinian Government may construct the section of road in its territory either at its own expense or through a company to which the Abyssinian Government reserves the right to concede this enterprise by means of a contract to be settled by the Government itself. If the work is carried out through a company, the Abyssinian Government may hold shares in this company.

Article 3.

An Italo-Abyssinian company shall be formed for the conveyance of goods and passengers by motor vehicles on the motor-road from Assab to Dessieh. The Abyssinian Government may furnish its quota of the capital of this company direct, or have it subscribed by others in the form of shares. This Italo-Abyssinian company shall have the sole concession for the carrying of goods and passengers on this road, to the exclusion of any other company.

Article 4.

In the port of Assab the Italian Government shall grant a concession to the Abyssinian Government for one hundred and thirty years over a zone so situated as to afford access to ships, either within or outside the town according to the choice to be made by the Abyssinian Government between the two zones proposed by the Italian Government.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

La superficie de la zone sera de six mille mètres carrés, si elle est située à l'intérieur de la ville, et de trente mille mètres carrés si elle est située à l'extérieur de celle-ci. Le Gouvernement éthiopien pourra, selon les convenances, modifier la longueur et la largeur de ladite zone, à l'exclusion toutefois de la partie le long de la mer.

Si, par la suite, la zone franche choisie par le Gouvernement éthiopien se révèle insuffisante pour le développement des intérêts éthiopiens, le Gouvernement italien accueillera favorablement la demande qui pourra être formulée éventuellement par le Gouvernement éthiopien en vue de l'extension de ladite zone.

Toutefois, si la zone choisie est celle de six mille mètres carrés, l'augmentation de superficie sera limitée à ce qu'il sera possible d'accorder par rapport à l'emplacement, étant donné les faibles disponibilités de terrain dans ce secteur.

Cette zone de terrain sera délimitée entièrement par une commission d'experts désignée par les deux gouvernements, et des bornes de démarcation seront placées à ses limites. Pour cette zone qui lui est concédée, le Gouvernement éthiopien paiera annuellement au Gouvernement italien un thaler Marie-Thérèse de location.

Le Gouvernement éthiopien pourra construire dans la zone franche un entrepôt pour les marchandises, qui seront exemptes de toute redevance douanière ; il pourra y établir également les autres constructions nécessaires à la manutention des marchandises entreposées et tous les autres édifices qui seront indispensables. Il pourra y disposer tous travaux utiles, mettre la zone en valeur de manière à augmenter les avantages pécuniaires qui pourraient en être retirés et y faire, en général, tout ce qui serait convenable ou spécialement utile.

Le Gouvernement éthiopien aura la faculté de construire sur le terrain de l'entrepôt ou en relation avec ce terrain, au moyen d'un passage à établir, un débarcadère maritime à l'usage de l'Ethiopie. A cet embarcadère pourront s'amarrer les navires du Gouvernement éthiopien et les navires de commerce des autres Etats. Le Gouvernement éthiopien aura un droit de passage pour tout ce qu'il fera transiter de l'embarcadère à l'entrepôt ci-dessus indiqué, et de celui-ci au point d'intersection de la frontière italo-éthiopienne de la route qui sera construite conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente convention, sous réserve de l'observation des conventions internationales.

Article 5.

Avant que ne commencent les travaux découlant de l'exécution des obligations qui dérivent de la présente convention, la Commission d'experts prévue à l'article 4 définira les points suivants :

1^o Elle réglera en détail toutes les questions relatives aux travaux et aux dépenses concernant les travaux suivants :

- a) Les travaux de la route, l'organisation de celle-ci et la manière de la mettre en valeur ;
- b) La constitution de la société de transports automobiles, la question des recettes et celle des obligations qui devront être remplies par cette compagnie ;
- c) Tout ce qui sera nécessaire à la construction et à l'exploitation de la route ;
- d) La désignation des experts et des ouvriers spécialistes pour les travaux ;
- e) Les taxes et redevances douanières à payer pour la route.

2^o La commission fixera les règlements locaux, l'ensemble de la compétence judiciaire et tout ce qui sera lié à l'application de l'article 6 en ce qui concerne la zone franche.

Article 6.

Sous réserve qu'il ne sera apporté aucune restriction à l'application des lois et règlements italiens, les différends qui pourraient éventuellement surgir entre les fonctionnaires du Gouvernement éthiopien résidant dans la zone franche pourront être jugés par le représentant local de ce gouvernement selon les règlements et dispositions édictés par ledit Gouvernement éthiopien.

The area of the zone shall be 6,000 square metres if it is within the town and 30,000 square metres if outside. The Abyssinian Government may alter the length and breadth of this zone to suit its convenience, but the zone may not extend out to sea.

If at some future time the free zone chosen by the Abyssinian Government is found inadequate for the development of Abyssinian interests, the Italian Government shall give favourable consideration to any request that may be made by the Abyssinian Government for the extension of the zone.

Nevertheless, if the zone selected is that of 6,000 square metres, any extension shall be confined to what it may be possible to grant, in view of the scarcity of ground in this area.

This zone shall be completely delimited by a Commission of Experts chosen by the two Governments, and marks shall be placed along the boundaries.

The Abyssinian Government shall pay the Italian Government one Maria Theresa dollar annually as rent for this zone.

The Abyssinian Government may erect in the free zone a warehouse for goods which shall be exempt from Customs duty, any other constructions necessary for the administration of the goods warehoused, and any other buildings that may be required. It may carry out therein any work it may think useful, develop its profit-yielding capacities, and take any other measures it considers advisable or useful.

The Abyssinian Government shall have the option of constructing in the warehouse area, or in connection therewith by means of a passage to be arranged, a maritime wharf for the use of Abyssinia. The ships of the Abyssinian Government and the merchant ships of other States shall have access to this wharf. Subject to the observance of international conventions, the Abyssinian Government shall have a right of passage for all that it may desire to convey from the wharf to the above-mentioned warehouse and thence to the point of intersection of the Italo-Abyssinian frontier with the road to be constructed according to the provisions of Article 2.

Article 5.

Before the works required for the performance of the obligations incurred in virtue of the present Convention are begun, the Commission of Experts referred to in Article 4 shall determine the following points :

(1) It shall settle in detail all questions concerning the works, and the expenses to be incurred for the following works :

- (a) The works on the road, its organisation and the methods of exploiting it.
- (b) The constitution of the motor-transport company, the question of receipts and that of the obligations to be fulfilled by this company.
- (c) All matters concerning the construction and maintenance of the road.
- (d) The choice of the technicians and skilled labourers for the works.
- (e) The taxes and Customs duties to be paid for the road.

(2) The Commission shall determine the local regulations, all matters connected with jurisdiction, and all matters connected with the application of Article 6 in regard to the free zone.

Article 6.

Without prejudice to the application of the Italian laws and regulations, any disputes which may arise between officials of the Abyssinian Government residing in the free zone may be settled by the local Representative of that Government according to the rules and provisions laid down by the Abyssinian Government.

Article 7.

Les obligations prévues par la présente convention entreront réciproquement en vigueur lorsque les Hautes Parties contractantes auront toutes deux exécuté leurs engagements respectifs et lorsque les deux gouvernements auront approuvé les conclusions de la commission d'experts.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention seront en vigueur pendant toute la durée de la concession de la zone franche. Toutefois, si, durant cette période, les Hautes Parties contractantes le jugent nécessaire, elles pourront, d'un commun accord, en modifier les dispositions selon les possibilités et les convenances du moment.

Article 9.

A l'expiration de la présente convention, le Gouvernement italien accordera au Gouvernement éthiopien la faculté de conserver à titre de propriété privée, aux conditions des autres propriétaires fonciers d'Assab, tous les immeubles construits par lui dans la zone franche qui lui est concédée dans le port d'Assab.

Article 10.

A l'expiration de la présente convention, les deux Etats contractants pourront la renouveler d'un commun accord.

Fait en double exemplaire dans les deux langues officielles, italienne et amharique, les deux textes étant identiques ; un exemplaire restant en la possession du Gouvernement italien et un autre en la possession du Gouvernement éthiopien.

Au nom du Gouvernement italien : le Commendatore Giuliano CORA, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie ; au nom du Gouvernement éthiopien : Son Altesse Tafari MACONNEN, Héritier du Trône et Régent de l'Empire d'Ethiopie, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

ADDIS ABEBA, le 2 août 1928 (an VI), le 26 du mois de Hamlé de l'An 1901 de la Miséricorde.

(L. S.) (Signé) Giuliano CORA.

L'Héritier du Trône d'Ethiopie :
(L. S.) (Signé) Tafari MACONNEN.

Article 7.

The terms of the present Convention shall become reciprocally binding when the High Contracting Parties have both carried out their respective obligations, and when the two Governments have approved the conclusions of the Commission of Experts.

Article 8.

The provisions of the present Convention shall remain in force for the whole duration of the concession of the free zone. Nevertheless, if during this time the High Contracting Parties consider it necessary, they may by common consent modify the provisions according to the possibilities and exigencies of the moment.

Article 9.

On the expiration of the present Convention, the Abyssinian Government shall be granted by the Italian Government the option of retaining as private property, under the same conditions as other landowners at Assab, all the immovable property constructed by it in the free zone conceded to it in the port of Assab.

Article 10.

On the expiration of the present Convention, the two Contracting States may renew it by common consent.

Done in duplicate in the two official languages, Italian and Amharic, the two texts being identical; one copy to remain in the possession of the Italian Government and the other in that of the Abyssinian Government.

Commendatore Giuliano CORA, Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of Italy, on behalf of the Italian Government, and His Highness TAFARI MAKONNEN, Heir to the Throne and Regent of the Abyssinian Empire, on behalf of the Abyssinian Government, have signed the present document and have thereto affixed their seals.

ADDIS ABEBA, August 2, 1928 (Year VI). (*Twenty-sixth day of the month of Hamleh of the Year of Grace 1901.*)

(L. S.) (Signed) Giuliano CORA.

(L. S.) (Signed) TAFARI MAKONNEN,
Heir to the Throne of Abyssinia.

N° 2160.

BELGIQUE ET PERSE

**Accord provisoire concernant les
relations entre les deux pays.
Signé à Téhéran, le 15 mai 1928.**

BELGIUM AND PERSIA

**Provisional Agreement relating to
the Relations between both Coun-
tries. Signed at Teheran, May
15, 1928.**

N^o 2160. — ACCORD PROVISOIRE¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA PERSE, CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 15 MAI 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Perse. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 3 octobre 1929.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, également animés du désir sincère de faire aboutir, dans le plus bref délai possible, les négociations actuellement en cours et relatives à la conclusion entre leurs deux Etats d'un traité d'amitié et de conventions d'établissement, consulaire, douanière et commerciale, se sont résolus à maintenir, en attendant, leurs relations sur la base d'un accord provisoire, et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKREVAN, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence M. Maurice CUVELIER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La représentation diplomatique de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre jouira, sous condition de réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, régulièrement munis de l'exequatur, pourront y résider dans les localités où ils étaient jusqu'alors admis.

Ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Article II.

A dater du 10 mai 1928, les ressortissants persans dans l'Union belgo-luxembourgeoise et les ressortissants belges et luxembourgeois en Perse seront admis et traités sur le territoire de l'autre Partie contractante conformément aux règles et pratiques du droit commun international et sur la base d'une parfaite réciprocité.

Ils y jouiront, quant à leurs personnes et à leurs biens, droits et intérêts, de la plus entière protection des lois et autorités territoriales. Ils bénéficieront, en toute matière, du même traitement

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 12 septembre 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2160. — PROVISIONAL AGREEMENT² BETWEEN BELGIUM AND PERSIA, RELATING TO THE RELATIONS BETWEEN BOTH COUNTRIES. SIGNED AT TEHERAN, MAY 15, 1928.

French official text communicated by the Persian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place October 3, 1929.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being equally animated by the sincere desire to carry through to a successful issue at the earliest possible moment the negotiations at present in progress for the conclusion between their two States of a treaty of friendship and of establishment, consular, Customs and commercial conventions, have resolved in the meantime to maintain their relations on the basis of a provisional agreement, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Fathoullah KHAN PAKREVAN, Acting Head of His Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency Monsieur Maurice CUVELIER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Persia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, subject to reciprocity, enjoy the privileges and immunities recognised by ordinary international law.

The consular representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall, if regularly provided with an exequatur, be entitled to reside therein in the places to which they have previously been admitted.

They shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation recognised by ordinary international law, subject to full reciprocity.

Article II.

As from May 10, 1928, Persian nationals in the Belgo-Luxemburg Union, and Belgian and Luxemburg nationals in Persia, shall be admitted to and treated in the territory of the other Contracting Party in accordance with the regulations and practice of ordinary international law, subject to full reciprocity.

They shall enjoy therein, as regards their persons and their property, rights and interests, the fullest protection afforded by the laws and territorial authorities. In all matters they shall be

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Teheran, September 12, 1929.

général que les nationaux, sans pouvoir prétendre, toutefois, au traitement réservé aux seuls nationaux à l'exclusion de tous autres étrangers.

En matière de statut personnel, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, restent soumis aux prescriptions de leur loi nationale.

En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, il reste entendu que les ressortissants belges et luxembourgeois sur le territoire persan sont autorisés seulement à acquérir, occuper ou posséder les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur commerce et de leur industrie.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre sont expressément exemptés de toute obligation personnelle, corvée ou prestation d'ordre militaire, ainsi que de tous dons nationaux, emprunts forcés et contributions exceptionnelles imposés par les besoins militaires. Les réquisitions seront équitablement compensées.

Les sociétés commerciales ayant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont constituées conformément aux lois en vigueur sur ce territoire, verront leur existence et leur capacité juridiques reconnues sur le territoire de l'autre. A la condition de se conformer aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur, elles pourront s'établir sur le territoire de l'autre Partie contractante et s'y livrer à tout commerce dont la présente convention permet l'exercice aux ressortissants du pays dans lequel ces sociétés ont été constituées. Toutefois, cette disposition n'autorise pas lesdites sociétés à exercer un commerce auquel les ressortissants du pays dans lequel elles ont été constituées ne seraient en droit de se livrer sur le territoire de l'autre qu'en raison des intérêts qu'ils trouveraient avoir, dans le cas toutefois où la loi territoriale le leur permettrait, dans les sociétés nationales de ce dernier pays. Elle n'autorise pas non plus lesdites sociétés à réclamer, sur le territoire de l'autre Partie, le bénéfice des droits que celle-ci réserve aux sociétés nationales, à l'exclusion de toutes sociétés étrangères.

Article III.

En réglant leurs rapports sur le principe de l'autonomie douanière, les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les produits du sol ou de l'industrie provenant du territoire persan, à leur entrée dans l'Union belgo-luxembourgeoise, et les produits du sol ou de l'industrie provenant de l'Union belgo-luxembourgeoise, à leur entrée en Perse, seront soumis aux prescriptions de la loi organique des douanes du pays d'importation.

Considérant qu'il est permis d'espérer que le délai d'un an suffira pour conclure le traité d'amitié, les conventions d'établissement, consulaire, commerciale et douanière actuellement en cours de négociation, elles conviennent de s'accorder réciproquement, jusqu'à la date du 10 mai 1929, le bénéfice de leur tarif minimum.

Il reste entendu que les deux Hautes Parties contractantes, tout en gardant la liberté absolue de changer à chaque moment leur tarif autonome, conviennent que dans le cas où les taux minima de leur tarif seraient l'objet de réductions totales ou partielles quelconques, chacune d'Elles s'engage à faire bénéficier l'autre de ces réductions, pendant la durée du présent accord provisoire.

Article IV.

Le présent accord provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra. Il restera en force jusqu'au 10 mai 1929.

Il reste entendu que, pour la Partie persane, l'article 3 relatif aux dispositions tarifaires, en raison des dispositions de la loi du 13 Ordibehechte 1307 (3 mai 1928) n'a pas besoin d'être présenté pour ratification au Madjliss.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Teheran, le 15 mai 1928.

(Signé) : F. PAKREVAN.

(Signé) : Maurice CUVELIER

entitled to the same general treatment as nationals, but may not claim the treatment reserved for nationals alone to the exclusion of all other foreigners.

The nationals of each of the High Contracting Parties when in the territory of the other shall remain subject to the provisions of their national legislation in respect of personal status.

As regards real property and real rights, it is understood that Belgian and Luxemburg nationals in Persian territory shall be authorised to acquire, occupy or possess only the property necessary for their residence or for the exercise of their trade and industry.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall be expressly exempted from any personal obligation, forced labour or contribution of a military character, and from all national gifts, forced loans and exceptional levies imposed by military requirements. Equitable compensation shall be paid in the case of requisitioning.

Commercial companies which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties, and which are constituted therein in accordance with the laws in force in that territory, shall have their juridical existence and capacity recognised in the territory of the other. Provided they comply with the laws and regulations in force therein, they may establish themselves in the territory of the other Contracting Party and engage therein in any business which, under the terms of the present Convention, is open to nationals of the country where these companies were constituted. The above provision shall not however entitle the said companies to engage in business in which nationals of the country where they were constituted would be permitted to engage in the territory of the other only in virtue of the interests they might possess (always provided this is sanctioned by the law of the country) in national companies of the latter country. Similarly, the companies in question shall not be entitled in the territory of the other Party to claim the benefit of rights reserved by the latter for national companies to the exclusion of all foreign companies.

Article III.

Their relations being governed by the principle of Customs autonomy, both High Contracting Parties agree that products of the soil or industry of Persia, on entering the Belgo-Luxemburg Union, and products of the soil or industry of the Belgo-Luxemburg Union, on entering Persia, shall be subject to the provisions of the general Customs legislation of the country of importation.

Since there is reason to believe that a period of one year will be sufficient for the conclusion of the treaty of friendship and of the establishment, consular, commercial and Customs conventions at present under negotiation, the Parties agree reciprocally to grant to each other, up to May 10, 1929, the advantages of their minimum tariff.

It is understood that both High Contracting Parties, while retaining entire freedom to alter their autonomous tariff at any moment, agree that, in the case of any total or partial reductions of their minimum tariff rates, each Party undertakes to give the other the benefit of such reductions during the validity of the present Provisional Agreement.

Article IV.

The present Provisional Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Teheran as soon as possible. It shall remain in force until May 10, 1929.

It is understood that as regards Persia, Article 3 concerning tariff regulations does not require, in view of the provisions of the Law of 13 Ordibehechte 1307 (May 3, 1928), to be submitted to the Majlis for ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, May 15, 1928.

(Signed) F. PAKREVAN.

(Signed) Maurice CUVELIER.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)